

**Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques**

**LES FACULTES DE DROIT DE PROVINCE  
AU XIX<sup>E</sup> SIECLE  
Bilan et perspectives  
de la recherche**

**sous la direction de Philippe Nélidoff**

Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole

**Copyright et diffusion : 2009**

Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole  
2 rue du doyen Gabriel Marty  
31042 Toulouse cedex

ISBN : 978-2-915699-88-3

Couverture : portrait d'Antonin Deloume (1868-1906). Cliché A.D. Haute-Garonne

## TABLE DES MATIERES

PROPOS INTRODUCTIFS par Philippe Nélidoff.....	11
 <b>PREMIERE PARTIE : BILAN ET PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE</b>	
QU'EST-CE QU'UNE FACULTE DE PROVINCE AU XIX <sup>E</sup> SIECLE ? par Frédéric Audren.....	17
LA FACULTE DE DROIT D'AIX AU XIX <sup>e</sup> SIECLE : ETAT DE LA RECHERCHE par Jean-Louis Mestre.....	61
LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX : ETAT DES LIEUX HISTORIOGRAPHIQUE par Marc Malherbe.....	69
LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN (1806-1950) : SYNTHÈSE DES RECHERCHES par Anne-Sophie Chambost.....	73
LES FACULTES DE DROIT DE DOUAI ET DE LILLE : ACQUIS DE LA RECHERCHE par Sylvie Humbert et Farid Lekéal.....	83

## Table des matières

LA FACULTE DE DROIT DE LYON : ETAT DES TRAVAUX ET DES SOURCES par Catherine Fillon.....	97
LA FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Fabien Valente.....	107
LES HISTOIRES DE LA FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG (1806-1950) par Céline Pauthier.....	127
LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE : ETAT DES TRAVAUX ET DES SOURCES par Olivier Devaux .....	147
REGISTRES, PARCHEMINS ET PAPIERS. LES ARCHIVES DE LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE (1805-1914) par Philippe Delvit et Delphine Floreck.....	151
<b>DEUXIEME PARTIE : L'EXEMPLE TOULOUSAIN</b>	
L'ARCHITECTURE DE LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Sonia Moussay.....	171
QUELQUES PISTES POUR UNE HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE DROIT A TOULOUSE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Marielle Mouranche.....	187
LES SEANCES SOLENNELLES DE RENTREE A LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE (1840-1870) par Mathieu Peter .....	201
LES ETUDIANTS ETRANGERS ET COLONIAUX DE LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Caroline Barrera.....	217

## Table des matières

LA FONDATION DE L'ACADEMIE DE LEGISLATION : UN CERCLE JURIDIQUE AU SEIN DES SOCIETES SAVANTES TOULOUSAINES par Pierre-Louis Boyer.....	231
LES « SCIENCES D'ETAT » ET LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU DEBUT DE LA III <sup>e</sup> REPUBLIQUE par Jacqueline Begliuti.....	241
L'APPARITION DES ENSEIGNEMENTS ECONOMIQUES A LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Ludovic Azéma.....	253
LE SONGE POSITIVISTE DE J.B. BRISSAUD par Hervé Le Roy.....	271
<b>TROISIEME PARTIE : LES AUTRES FACULTES</b>	
LES PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DE DROIT DE POITIERS ET LA VIE LOCALE AU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE par Jean-Marie Augustin.....	301
DE L'INEXISTENCE D'UNE « ECOLE DE POITIERS » par Mathieu Touzeil-Divina.....	313
LA FACULTE DE DROIT DE DIJON DANS LA PREMIERE MOITIE DU XIX <sup>EME</sup> SIECLE. LA MARQUE DU DOYEN JEAN-BAPTISTE VICTOR PROUDHON par Hugues Richard.....	335
À L'ORIGINE DE LA FACULTE DE DROIT DE LYON, UNE ECOLE LIBRE HORS NORME par Nicole Dockès.....	355
ENSEIGNER LE DROIT ROMAIN : POUR QUELLE UTILITE ET SELON QUELLE METHODE ? LA REPONSE LYONNAISE SOUS LA III <sup>e</sup> REPUBLIQUE par David Deroussin.....	377

## Table des matières

LA SCIENCE ROMANISTE BORDELAISE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE par Marc Malherbe.....	419
L'ECONOMIE POLITIQUE A LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX, UN ENSEIGNEMENT NOUVEAU VECTEUR D’AFFIRMATION ET DE RENOVATION par Nelly Hissung-Convert.....	445
CHARLES GINOULHIAC, DOCTEUR EN DROIT A AIX EN 1840 par Ahmed Slimani.....	475
JEAN-PAUL DIDIER (1758-1816), PREMIER DIRECTEUR DE L'ECOLE DE DROIT DE GRENOBLE : UN DESTIN SINGULIER par Cyrille Marconi .....	489
L'ENSEIGNEMENT DU DROIT A ALGER DE 1879 A 1914 par Jean Bastier.....	519
CONCLUSION par Pierre Bonin et Nader Hakim.....	543

## PROPOS INTRODUCTIFS

par Philippe Nélidoff,  
professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole

L'idée de cette première rencontre sur l'histoire des Facultés de droit de province au XIX<sup>e</sup> siècle m'est venue au début de l'année 2007 au moment où l'Institut fédératif de la recherche de notre Université a voulu commémorer le bicentenaire du code de commerce. Au-delà de la légitime célébration des codifications napoléoniennes, il m'a semblé opportun de profiter d'un autre bicentenaire –celui du décret du 17 mars 1808 qui a redonné aux Ecoles de droit le titre de Facultés qu'elles ont conservé de manière discontinue jusqu'à nos jours- pour nous pencher sur l'histoire de nos Facultés de droit. Afin de délimiter le sujet, nous avons décidé de nous consacrer d'abord au XIX<sup>e</sup> siècle (*lato sensu*) et aux Facultés de droit de province (même s'il ne faut pas ignorer les interactions avec la Faculté de droit de Paris). Ainsi se trouvaient directement concernées les Facultés de droit napoléoniennes : Aix – Caen - Dijon – Grenoble – Poitiers – Rennes – Strasbourg et Toulouse et celles créées ultérieurement à partir de la fin du Second Empire (Nancy – Douai) et du début de la III<sup>e</sup> République : Bordeaux – Lyon – Montpellier – Lille sans oublier le cas particulier d'Alger.

Il est vrai que l'historiographie des Facultés de droit est restée trop longtemps le parent pauvre de la recherche sur l'enseignement supérieur français. Fort heureusement, nous assistons depuis quelques années à un regain d'intérêt pour l'histoire de nos Facultés de droit. En témoignent les nombreux travaux publiés depuis vingt ans dans la *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique* créée par Stéphane Rials ou encore le succès du *Dictionnaire des juristes français*<sup>1</sup> dont la publication en 2007 est

---

<sup>1</sup> Patrick ARABEYRE, Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF, coll. Quadrige, Dicos poche, 2007.

venue fort utilement compléter le *Dictionnaire de la culture juridique*<sup>2</sup>. Plusieurs de nos collègues ont également pris des initiatives locales : David Deroussin pour la Faculté de droit de Lyon<sup>3</sup>, Martial Mathieu pour celle de Grenoble<sup>4</sup>, Marc Malherbe et Nader Hakim pour celle de Bordeaux<sup>5</sup> où vient d'avoir lieu un colloque consacré à Thémis et la cité. Il faut également signaler la thèse de Mathieu Touzeil-Divina sur le doyen Foucart de Poitiers<sup>6</sup>. A Toulouse même, plusieurs études récentes ont été consacrées à l'histoire de la Faculté de droit<sup>7</sup>. Jean-Louis Mestre nous parlera certainement des projets qu'ont les Universités d'Aix-Marseille de célébrer en 2009 le six-centième anniversaire de l'Université d'Aix et de l'ouvrage en préparation sur cette Faculté de droit. Il faut aussi saluer l'entreprise menée

---

<sup>2</sup> Denis ALLAND et Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, PUF, Lamy, coll. Quadrige, Dico-poche, 2003.

<sup>3</sup> David DEROUSSIN (contributions réunies par), Actes du colloque, *Le renouvellement des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République, la Faculté de droit de Lyon* » (4 et 5 février 2004), Centre lyonnais d'histoire du droit et de la pensée politique, Paris, Ed. La Mémoire du Droit, 2007.

<sup>4</sup> Martial MATHIEU (textes réunis par), Actes du colloque organisé pour le bicentenaire de la Faculté de droit de Grenoble (6 et 7 avril 2006), *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), Héritage historique et enjeux contemporains*, Presses Universitaires de Grenoble, 2007.

<sup>5</sup> Marc MALHERBE et Nader HAKIM, « Thémis dans la cité, Facultés de droit et institutions locales à l'époque contemporaine », Journées d'études du Centre Aquitain d'Histoire du Droit (9 et 10 octobre 2008) ; Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux (1870-1970)*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1996.

<sup>6</sup> Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Eléments d'histoire de l'enseignement du droit public : La contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, Thèse Droit, Université Panthéon-Assas-ParisII (2007), Université de Poitiers, Coll. de la Faculté de droit et des sciences sociales, LGDJ, 2007.

<sup>7</sup> Mission archives de l'Université Toulouse I, Philippe DELVIT et Hélène GAY, Marianne VIALARD, *Toiles, gravures, fusain et sanguine, Une galerie de portraits à l'Université*, Presses de l'Université des sciences sociales, 2006 ; Olivier DEVAUX (dir.), *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse*, Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques* n° 11 (2007), Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2007 ; Caroline BARRERA, *Etudiants d'ailleurs, Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et français de l'étranger de la Faculté de droit de Toulouse (XIX<sup>e</sup> siècle – 1944)*, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007 ; Jacqueline BEGLIUTIZONNO, *La Faculté de droit de Toulouse au début de la III<sup>e</sup> République (1875-1887)*, Mémoire pour le Master 2 d'histoire du droit et des institutions (dir. Philippe NELIDOFF), Université des sciences sociales de Toulouse – Ecole doctorale droit et science politique, année universitaire 2006-2007.



## Avant-propos

depuis plus de deux ans par les membres du groupe CEDRE<sup>8</sup> (ENS-Ulm) qui travaillent à une histoire des Facultés de droit et de la science juridique et qui ont été associés à l'enquête historique et historiographique que nous avons proposée.

Le temps est venu, nous semble-t-il, de coordonner et de fédérer la recherche menée sur l'histoire des Facultés de droit. Les historiens du droit ne revendiquent aucun monopole en ce domaine et tous les talents sont les bienvenus comme nous avons essayé de le montrer dans l'élaboration même de cette table-ronde. Mais nous pensons, dans le prolongement des Journées internationales d'histoire du droit<sup>9</sup> organisées ici même par Jacques Poumarède (2005) et consacrées à l'histoire de l'histoire du droit que les historiens du droit doivent résolument et collectivement se situer en première ligne sur ce chantier de recherche. Pour cela, ils doivent mieux se connaître, confronter leurs points de vue, se retrouver régulièrement, se soutenir davantage, intégrer aussi les jeunes chercheurs à cette recherche au long cours qui nous permettra, en connaissant mieux notre passé de mieux aborder les grands défis que connaît aujourd'hui l'Université française. C'est cette dynamique à la fois scientifique et amicale que voudrait suggérer le terme de rencontre. Nous allons essayer lors de cette première rencontre de faire d'abord un bilan de la recherche grâce au rapport général de Frédéric Audren réalisé à partir de tous les rapports particuliers qui lui ont été adressés. Nous allons ensuite nous intéresser au cas particulier de la Faculté de droit de Toulouse. Enfin, nous essaierons de discerner ensemble les grands axes de la recherche à mener dans les années à venir, tout en croisant toujours le général et le particulier.

Cette première rencontre n'aurait pas été possible sans le soutien très

---

<sup>8</sup> Le groupe CEDRE (*Corpus de l'enseignement en droit, 1800-1950, Répertoire des archives et photographie des professeurs de droit*) est animé par Jean-Louis HALPERIN, Frédéric AUDREN et Catherine FILLON. Basé à l'ENS Ulm (« Centre théorie et analyse du droit – CNRS »), il réunit une quinzaine de chercheurs français (historiens du droit, politistes, archivistes) et se consacre notamment à la réalisation d'une base de données des professeurs de droit français pour la période 1800-1950 à partir d'une enquête prosopographique précise dans les archives nationales et locales : <http://www.ens.fr/droit/spip/>

<sup>9</sup> Jacques POUMAREDE (textes réunis par), *Histoire d'histoire du droit*, Actes des Journées internationales de la Société d'Histoire du Droit, Toulouse : 1-4 juin 2005, Centre Toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques* n° 10/2006, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006.

## Philippe Nélidoff

actif de notre Centre de recherches : le CTHDIP<sup>10</sup> dirigé par notre collègue Jacques Krynen dont les encouragements ont été constants. Merci à tous mes collègues toulousains qui, chacun à leur manière, m'ont aidé de leurs conseils et de leurs compétences depuis l'élaboration de la plaquette de présentation de cette rencontre jusqu'à la publication des actes. Merci aux doctorants que j'ai sollicités pour des communications et les aspects matériels. Je remercie tout particulièrement les collègues qui ont accepté de faire partie du comité d'organisation : Pierre Bonin (Université de Nantes), Nader Hakim (Université de Bordeaux IV), Frédéric Audren (CNRS et Maison française d'Oxford) en lien avec Jean-Louis Halperin (ENS-Ulm). Notre réflexion commune a permis de trouver des correspondants dans toutes les Facultés de droit concernées et de faire des choix méthodologiques novateurs. Le chantier est lancé... avec conviction et enthousiasme.

---

<sup>10</sup> Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques : <http://www.univtlse1.fr/EA789>.

**PREMIERE PARTIE :**  
**BILAN ET PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE**



## QU'EST-CE QU'UNE FACULTE DE PROVINCE AU XIX<sup>E</sup> SIECLE ?

par Frédéric Audren,  
Chargé de recherche au CNRS - Maison française d'Oxford

L'histoire de l'éducation (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) constitue un domaine particulièrement actif. Longtemps caractérisée par des approches institutionnelles et monographiques, elle connaît depuis de nombreuses années un renouvellement de ses méthodes et de ses questionnements. Reposant sur des dépouillements systématiques de certains fonds d'archives, l'histoire de l'éducation a su profiter des approches quantitatives et prosopographiques pour tracer un tableau des différents acteurs sociaux du système éducatif, s'interroger sur les valeurs diffusées par lui ou encore développer une réflexion sur l'histoire des disciplines et de la culture scolaire<sup>1</sup>.

L'histoire des Facultés de droit en France n'a, malheureusement, qu'assez peu profité du dynamisme de ce champ, de ses transformations et son internationalisation croissante. Les spécialistes de l'histoire de l'éducation ont vraisemblablement hésité à s'engager dans cette voie. D'une manière significative, à la différence des Facultés des lettres, des sciences et de médecine de Paris, celle de droit attend encore la réalisation de son dictionnaire biographique<sup>2</sup>. De même, la riche base bibliographique du Service de l'histoire de l'éducation (SHE) à l'INRP révèle une certaine

---

<sup>1</sup> Pour une orientation bibliographique et une présentation des archives, voir le très précieux guide : Thérèse CHARMASSON (dir.), *Histoire de l'enseignement. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Guide du chercheur*, Paris, Institut national de recherche pédagogique/Comité des travaux historiques et scientifiques, 2006.

<sup>2</sup> Ces différents dictionnaires biographiques ont été publiés dans la collection « Histoire biographique de l'enseignement » (Publications de l'INRP).

pauvreté de la production concernant les Facultés de droit. Le récent troisième volume de la série *A History of the University in Europe* réserve à celles-ci une place fort réduite<sup>3</sup>. Les exemples pourraient être multipliés. Les spécialistes de l'éducation ont estimé, non sans raison, que la recherche et l'écriture d'une telle histoire des Facultés juridiques revenaient prioritairement aux historiens du droit<sup>4</sup>. Mais, les juristes semblent également avoir reculé devant cette tâche. Il n'est besoin que de consulter la bibliographie existante sur le domaine pour constater combien elle est souvent vieillie et très incomplète<sup>5</sup>. Les travaux initiés par la Société d'histoire des Facultés de droit, fondée en 1983, ont incontestablement contribué aux développements d'une histoire de la pensée juridique et apporté des lumières neuves sur l'histoire institutionnelle<sup>6</sup>. Bien des « questions pour l'histoire des Facultés de droit » posées par Stéphane Rials, au moment même de la fondation de la Société, sont cependant encore sans réponse<sup>7</sup>.

En dépit d'un tel retard, plusieurs indices laissent néanmoins entrevoir une évolution plus positive. L'histoire du droit se montre plus sensible que par le passé aux approches sociales et culturelles. S'inscrivant dans une telle perspective, le groupe CEDRE (Corpus de l'enseignement en droit. 1800-1950. Répertoire des archives et prosopographie des professeurs de droit)

---

<sup>3</sup> Walter RÜEGG (éd.), *A history of the University in Europe. Vol. 3 : Universities in the Nineteenth and Early Twentieth Centuries (1800-1945)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

<sup>4</sup> À quelques exceptions près, à commencer par les travaux de Christophe CHARLE sur l'histoire sociale des professeurs de droit : « La toge ou la robe ? Les professeurs de la Faculté de droit de Paris à la Belle Époque », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 7, 1988, p. 167-175 ; « Pour une histoire sociale des professions juridiques à l'époque contemporaine. Note pour une recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 76-77, 1989, p. 117-119 ; *La République des Universitaires, 1870-1940*, Paris, Seuil, 1994.

<sup>5</sup> Consultez Jean-Jacques BIENVENU, « Bibliographie élémentaire », *Annales d'histoire des Facultés de droit*, n°1, 1984, p. 63-95 ainsi que la bibliographie réalisée par Emmanuelle PICARD, « Bibliographie sur les établissements d'enseignement supérieur » : [http://www.inrp.fr/she/picard\\_biblio\\_etablissements\\_enseignement\\_superieur.htm](http://www.inrp.fr/she/picard_biblio_etablissements_enseignement_superieur.htm)

<sup>6</sup> La Société d'histoire des Facultés de droit publie des *Annales d'histoire des Facultés de droit* devenues la *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique* puis la *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la culture juridique, du monde des juristes et du livre juridique*. Trente numéros sont déjà parus depuis 1984 et constituent une source bibliographique essentielle pour notre domaine.

<sup>7</sup> Stéphane RIALS, « Quelques questions pour l'histoire des Facultés de droit », *Annales d'histoire des Facultés de droit*, n° 1, 1984, p. 57-62.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

s'est constitué, il y a quatre ans, autour de Jean-Louis Halpérin<sup>8</sup>. En liaison avec certains chercheurs du Service de l'histoire de l'éducation, la quinzaine de juristes et politistes de ce groupe réalisent notamment une base bio-bibliographique des enseignants des Facultés de droit (1804-1950). S'appuyant sur une exploration ample des archives, convaincus des bénéfices d'une démarche prosopographique, les membres du CEDRE poursuivent l'objectif d'écrire une histoire des Facultés de droit à l'époque contemporaine dépassant largement le strict cadre de la traditionnelle histoire institutionnelle. De plus, l'intérêt pour une histoire doctrinale s'est renforcé quelque peu, ces toutes dernières années, comme en témoigne une série de manifestations scientifiques et de rééditions opportunes, par exemple, aux éditions Dalloz, aux Éditions Panthéon-Assas, ou à La Mémoire du droit (de Duguit à Demogue, en passant par Lévy-Ullman, Hauriou...). À côté de cette évolution des pratiques historiennes des juristes, il faut également compter au nombre des facteurs d'une promotion de l'histoire des Facultés de droit et de la science juridique, la vague des commémorations des différentes créations napoléoniennes (à commencer par le bicentenaire du Code civil et par la naissance de l'institution scolaire d'État). Plusieurs Facultés ont ainsi consacré des colloques pour célébrer leur fondation<sup>9</sup>. On doit ajouter également, le rôle, non négligeable, joué par le train de réformes qui affectent actuellement le statut des enseignants-chercheurs et la gouvernance des Universités. Suscitant interrogations et inquiétudes, ces réorganisations à marche forcée exigent parfois une mise en perspective historique pour éclairer les enjeux présents<sup>10</sup>.

Au croisement des enjeux scientifiques, mémoriels et politiques, le projet de la rencontre toulousaine organisée par Philippe Nélidoff s'inscrit dans ce contexte d'une réévaluation de l'histoire des Facultés de droit. Il se

---

<sup>8</sup> Voir le site internet du groupe : <http://www.droit.ens.fr/spip.php?article2>

<sup>9</sup> Pour ne prendre que trois exemples : David DEROUSSIN (éd.), *Le renouvellement des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République. La Faculté de droit de Lyon*, Paris, Éditions La Mémoire du droit, 2007 (à l'occasion des cent trente ans de la Faculté de droit) ; Martial MATHIEU (éd.), *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006). Héritages historiques et enjeux contemporains*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2007 ; « Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg. 1804-2004 », *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, nouvelle série, n° 9, 2008.

<sup>10</sup> Très significativement, le débat sur « Les Facultés de droit dans la réforme » inauguré dans la *Revue de droit public* : Martial MATHIEU, « Facultés de droit et réforme universitaire au XIX<sup>e</sup> siècle : la conquête d'un statut » (*RDP*, n° 4, 2008, p. 1000-1021) ; Jean-Marie CARBASSE, « L'agrégation des Facultés de droit » (*RDP*, n° 2, 2009, p. 300-319).

distingue, tout d'abord, par son ambition collective, inter-universitaire – dimension suffisamment rare pour qu'elle soit soulignée. Cette rencontre se veut la première d'une série de manifestations qui se tiendront, dans les années à venir, dans différentes Universités. Ainsi, le second rendez-vous devrait se tenir à Grenoble dans le courant 2010. Le projet insiste, ensuite, sur les Facultés de droit de *province* au XIX<sup>e</sup> siècle. Une telle précision n'aura échappé à personne. Les raisons d'une telle focalisation soulèvent de nombreuses questions. Pourquoi accorder un tel intérêt à ces Facultés de province ? S'agit-il de compenser une excessive polarisation de la recherche sur la Faculté de droit de Paris ? En réalité, à la différence de certaines Facultés de province, celle-ci n'a fait l'objet d'aucune synthèse ou d'enquête systématique<sup>11</sup>. Les travaux qui lui sont exclusivement consacrés demeurent, en définitive, assez peu nombreux et dispersés<sup>12</sup>. Au-delà même de ce constat, les Facultés de province auraient-elles le sentiment d'être traitées inégalement par une histoire du droit trop centrée sur Paris, son personnel enseignant et sa science juridique ? Il est naturellement impossible de ne pas mettre le thème de ces journées toulousaines en rapport avec la concurrence qui oppose, aujourd'hui peut-être plus qu'hier, les Facultés parisiennes à celles de province. À cet égard, l'emploi ici même de l'expression « Facultés de province » au lieu de celle de « Facultés des départements », plus juste pour la période retenue, a valeur de symptôme. Le terme de « province » n'est-il pas, à l'origine, attaché à l'idée de la domination d'un centre sur des territoires conquis ? En s'attachant si exclusivement aux Facultés de province, le projet défendu ne serait-il pas, en quelque sorte, de lutter pour l'honneur bafoué de celles-ci en rappelant leur rôle dans la formation des élites françaises au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que leur contribution à la science juridique française ? Somme toute, faire l'histoire

---

<sup>11</sup> Voir néanmoins le projet en cours « Paris capitale juridique », convention conclue entre la ville de Paris et l'ENS : <http://www.droit.ens.fr/spip.php?article4>

<sup>12</sup> Portant d'une manière spécifique sur la Faculté de Paris, voir notamment : Olivier MOTTE, *La Faculté de droit de Paris et le ministère de l'Instruction publique au XIX<sup>e</sup> siècle*, DES de l'Université de Paris 2, 1974 ; Madeleine VENTRE-DENIS, « La Faculté de droit de Paris et la vie politique sous la Restauration : l'affaire Bavoux », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 5, 1987, p. 33-64 ; Catherine LECOMTE, « La Faculté de droit de Paris dans la tourmente politique, 1830-1848 », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 10-11, 1990, p. 59-98 ; Guy ANTONETTI, « La Faculté de droit de Paris à l'époque où Boissonade y faisait ses études », *Revue internationale de droit comparé*, 1991, volume 43, n° 2, p. 333-356 ; Marc MILET, *La Faculté de droit de Paris face à la vie politique : de l'affaire Scelle à l'affaire Jèze, 1925-1936*, Paris : LGDJ, 1996.



## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

des Facultés provinciales, ne serait-ce pas revendiquer leur place (occultée par l'éclat parisien ? contestée par les politiques publiques ?) dans le panthéon juridique et l'histoire de l'éducation ? Cette tâche constituerait une mission d'autant plus importante que certaines d'entre elles craignent, plus que jamais, de se voir transformer en simples écoles de droit à vocation purement professionnelle.

Quand bien même certains acteurs de ces Facultés de droit de province s'estimeraient-ils injustement traités, jugeraient-ils leur spécificité et leur action insuffisamment reconnues, les historiens du droit doivent-ils pour autant s'engager dans une tentative de restauration de l'identité blessée de ces Facultés ? Doivent-ils s'attacher à réactiver et à valoriser cette mémoire des Facultés provinciales<sup>13</sup> ? Sans doute, des facteurs convergents, liés notamment aux enjeux contemporains, pourraient incliner des juristes-historiens à célébrer ces Facultés de province comme des lieux de mémoire (avec ses grandes heures, ses traditions juridiques<sup>14</sup>, ses grands hommes). Il semble plus judicieux, mais également moins funèbre, de les appréhender comme des lieux de fabrication et de transmission d'un certain savoir<sup>15</sup>.

Les Facultés de province comme lieux de savoirs posent la question suivante : « Comment des savoirs en viennent-ils à faire corps et à « faire lieu », à être partagés dans des collectifs, à organiser des territoires, à circuler dans des réseaux ? »<sup>16</sup>. Cette approche invite tout d'abord à prendre au sérieux la localisation d'une Faculté. L'espace n'est pas un territoire lisse sur lequel viendraient se projeter indifféremment toutes les choses. Il n'est pas seulement un contenant ; il est surtout un contenu de l'expérience sociale. Faire l'histoire d'une Faculté de province, c'est donc saisir ce que cette Faculté fait *avec* cet « espace provincial » composé d'objets, d'êtres, d'institutions, d'échelles hétérogènes. Cette approche souligne ensuite

---

<sup>13</sup> Pour les enjeux de mémoire : François LORMANT, « Mémoire et culture matérielle de la Faculté de Droit de Nancy : de la commémoration à la recherche historique », in *Mémoire et culture matérielle de l'Université : sauvegarde, valorisation et recherche*, Nancy, PUN, 2008, p. 135-148.

<sup>14</sup> Guillaume LEYTE, « Le provincialisme juridique dans la France d'Ancien régime : quelques remarques », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 2002, n° 22, p. 95-117.

<sup>15</sup> Sur ces deux projets complémentaires, quoique très différents : Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*. 3 volumes, Collection Quarto, Gallimard, 1997 ; Christian JACOB (dir.), *Les lieux de savoirs. Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel, 2007.

<sup>16</sup> Christian JACOB, « Faire corps, faire lieu », in Christian JACOB (dir.), *op. cit.*, p. 20.

qu'une Faculté ne s'étudie pas isolément de l'ensemble de l'espace académique. Quand bien même l'historien étudie une Faculté en particulier, il doit situer son étude dans l'ensemble des relations que cette Faculté entretient avec les acteurs d'un tel espace académique. Faire l'histoire d'une Faculté de province, c'est aussi saisir comment son identité et sa place se constituent *dans* et *par* les relations qu'elle noue et que le système d'enseignement lui impose. Plutôt que de poser au centre de l'enquête un établissement juridique dont on suppose que l'identité, la spécificité et l'importance sont déjà données (notamment par les textes réglementaires) pour ensuite faire état de ses relations avec son environnement politique et social, il serait préférable d'inverser la perspective en suivant la nature, la forme et la force de ses relations avec les autres entités du champ académique afin de comprendre comment il se situe dedans, comment il conçoit et exerce sa mission, comment il cherche à accroître sa réputation, etc.

Les lecteurs du présent texte qui attendent une histoire synthétique des Facultés de province seront nécessairement déçus. Je souhaite plus modestement faire un état rapide de la production historiographique sur l'histoire des Facultés de province au XIX<sup>e</sup> siècle en suggérant quelques pistes méthodologiques à la lumière de cette perspective qui conçoit les Facultés comme des lieux de savoirs. Mon analyse a été considérablement facilitée par les rapports réalisés pour la rencontre de novembre et publiés pour la plupart dans ce volume<sup>17</sup> ainsi que par plusieurs monographies de qualité<sup>18</sup>. Enfin, je pense indispensable de rappeler, pour cette histoire des

---

<sup>17</sup> Les rapporteurs sont : Jean-Marie Augustin (Poitiers), Boris Bernabé (Dijon), Anne-Sophie Chambost (Caen), Olivier Devaux (Toulouse), Catherine Fillon (Lyon), Sylvie Humbert (Lille-Douai), Farid Lekeal (Lille-Douai), Tiphaine Le Yoncourt (Rennes), François Lormant (Nancy), Cyrille Marconi (Grenoble), Marc Malherbe (Bordeaux), Jean-Louis Mestre (Aix), Céline Pauthier (Strasbourg), Mathieu Touzeil-Divina (Poitiers), Fabien Valente (Montpellier).

<sup>18</sup> Quelques monographies importantes : John M. BURNEY, *Toulouse et son Université, Facultés et étudiants dans la France provinciale du 19<sup>e</sup> siècle*, Toulouse-Paris, Presses du Mirail, éditions du CNRS, 1988 (concerne aussi bien les études littéraires que les études juridiques) ; Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, Toulouse, Presses de l'IEP de Toulouse, 1990 ; Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous la Restauration*, Toulouse, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 1994 ; Aline LOGETTE, *Histoire de la Faculté de droit de Nancy (1768-1864-1914)*, Nancy, Publications de l'Université de Nancy, 1964 ; Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux : 1870-1970*, Talence, Presses universitaires de Bordeaux, 1996 ; Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public* :

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Facultés de droit, l'importance des mémoires de 3<sup>e</sup> cycle qui, bien souvent, défrichent des territoires encore inexplorés<sup>19</sup>.

Pour ma présentation, je crois utile de distinguer deux dimensions complémentaires. En premier lieu, la Faculté de province est située physiquement *au milieu* d'un espace complexe qu'elle ordonne d'une manière spécifique pour donner sens et forme à sa politique éducative et/ou scientifique (I). L'analyse ne se réduit pas à son organigramme ou aux textes réglementaires qui l'organisent mais doit saisir les interactions nombreuses qu'elle entretient avec d'autres lieux qui la font agir. En second lieu, la Faculté de province s'efforce de se construire *une position* dans le champ académique, voire politique ou social (II). Distribuées sur tout le territoire, ces Facultés doivent attirer des étudiants et renforcer leur visibilité et leur crédibilité scientifique en fonction de leurs ressources locales. Cette lutte des places, qui met les différentes Facultés en concurrence, est un facteur structurant du système d'enseignement<sup>20</sup>.

---

*la contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, Poitiers, LGDJ, 2007 (qui a l'avantage supplémentaire de constituer aussi une synthèse sur de nombreux aspects de l'organisation des Facultés de droit au XIX<sup>e</sup> siècle) ; Paul WEISBUCH, *La Faculté de droit de Grenoble (an XII-1896)*, thèse de droit, Grenoble, 1974.

<sup>19</sup> Quelques mémoires : M.P. ADER, *La Faculté de droit au XIX<sup>e</sup> siècle. Histoire d'une résurrection*, mémoire DEA, Montpellier, 2000 ; Jacqueline BEGLIUTI-ZONNO, *La Faculté de droit de Toulouse au début de la III<sup>e</sup> République (1875-1887)*, mémoire M2, Toulouse, 2006-07 ; Christophe CICHOCKI, *Les enseignants de la Faculté de droit de Dijon (1806-1914)*, mémoire DEA, Dijon, 1991-92 ; Sylvain DESPORT, *La Faculté de droit de Poitiers au début de la III<sup>e</sup> République (1870-1885)*, mémoire DEA, Poitiers, 2003 ; Florence GIRAL, *L'enseignement du droit à Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle*, mémoire DEA, Toulouse, 1994-95 ; Viviane HA, *Étude sociale de la Faculté de droit de Poitiers (1806-1846)*, mémoire maîtrise histoire, Poitiers, 1973 ; Elisabeth JOUVE-LEFEBVRE, *L'histoire de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence de 1870 à 1914*, mémoire DEA, Aix-en-Provence, 1998-99 ; Bernard MATHIEU, *La Faculté de droit de Dijon dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (1806-1885)*, mémoire DEA, Dijon, 1979-80 ; Karine PREVOST, *Histoire de la Faculté de droit de Poitiers de 1806 à 1845*, mémoire DEA, Poitiers, 1997 ; Monique PUZZO-LAURENT, *La Faculté de droit de Toulouse sous le Second Empire*, mémoire DES, Toulouse, 1973.

<sup>20</sup> La distinction ici proposée me permet, immédiatement, de situer la place que me semble devoir tenir la Faculté parisienne dans une histoire des Facultés de droit de province au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette question a été refoulée pendant le colloque de novembre traduisant notre embarras collectif. Quand bien même l'historien souhaiterait écrire une histoire des Facultés de province sans Paris, la Faculté parisienne reviendrait le hanter discrètement. Lorsque l'étude historique porte sur la localisation d'une Faculté de droit dans un milieu déterminé alors il faut reconnaître que Paris est une Faculté « de province » comme une autre. La capitale, comme

## I - Les provinces de l'enseignement juridique

Les historiens du droit se sont traditionnellement intéressés à l'État enseignant. Les Facultés de province ont donc été étudiées à partir des principes (à commencer par celui du monopole universitaire) et des cadres administratifs définis depuis l'héritage napoléonien. Dans cette perspective, à la question « Qu'est-ce qu'une Faculté de province ? », la réponse apportée consiste, en premier lieu, en un rappel des textes organisant les Facultés de droit à partir de 1804 puis, en second lieu, en un effort pour éclairer l'application locale de telles dispositions. Ce primat accordé au point de vue de l'État et à l'histoire administrative conduit, dans de nombreuses études, à privilégier les textes réglementaires et les archives administratives, et tout particulièrement les archives qui reflètent l'activité des services chargés de l'administration du système éducatif (échelon ministériel, rectoral ou académique), au détriment des archives pédagogiques, des archives privées ou encore de la presse (fut-elle ou non d'éducation et d'enseignement). Les établissements d'enseignement supérieur offrent, comme l'illustre le cas de Toulouse exposé ici par Philippe Delvit et Delphine Floreck, de riches archives insuffisamment exploitées<sup>21</sup>.

En majorant la place de l'État enseignant et de sa réglementation, les monographies consacrées aux Facultés de province proposent une histoire écrite du point de vue d'un centre qui semble dominer une périphérie plus ou moins docile. Ces Facultés sont ainsi comprises comme des rouages de l'appareil d'État et les aspects les plus originaux de ces établissements sont, le plus souvent, appréhendés comme écart à une réglementation nationale. Elles sont en somme incluses dans le territoire (idéologie territoriale ?) de l'État enseignant. Pourtant, ce lieu qu'est une Faculté de province ne se définit pas seulement par rapport à l'ordre étatique, mais également par rapport à d'autres ordres de spatialité qui contribuent tout autant à lui donner son identité. Il appartient certes à un maillage de gestion et de

---

Montpellier et Nancy, (s')arrange (avec) son environnement qui limite ou facilite son action ; elle doit aussi faire avec le pouvoir politique, la municipalité, un Institut catholique, etc. Par conséquent, c'est de façon quelque peu artificielle que j'exclus la Faculté parisienne pour alléger ma tâche. Lorsque le regard se porte sur la construction des positions pédagogiques et doctrinales, Paris ne peut pas plus disparaître du champ de l'observateur : les Facultés de province gravitent autour d'elle, se situent par rapport à elle. Impossible d'étudier la taille de Douai ou Toulouse sans l'étalon parisien.

<sup>21</sup> Sur les services des archives des Universités :

<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/annuaire-services/publics/>

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

gouvernement (la Faculté de province comme appartenant à une aire administrative) mais est également intégré dans un espace singulier et structuré qui le distingue des autres (la Faculté de province comme appartenant à un écoumène, une contrée). Moins visible mais non moins important, la Faculté de province prend place dans un espace vécu, de convivialité collective. Elle est elle-même un espace de rencontres quotidiennes, d'échanges et de réunions (la Faculté de province comme appartenant à un espace de socialité)<sup>22</sup>.

On ne doit pas se tromper sur le sens de cette distinction. Il ne s'agit pas de distinguer, dans l'analyse, plusieurs échelons administratifs (des services de l'État aux services de la Faculté). Cela reviendrait purement et simplement à faire revenir par la fenêtre le primat de l'État enseignant que j'avais congédié par la porte... L'enjeu est différent. Une histoire des Facultés de province se doit justement de prendre au sérieux cette qualité « provinciale ». La localisation est autre chose qu'un simple *topos* s'exprimant en coordonnées et épuisant toute autre considération. Une Faculté de province n'a pas seulement une position géographique avec sa longitude et sa latitude ; elle occupe une *situation géographique variable* par rapport à d'autres lieux, d'autres espaces, d'autres réseaux. En somme, une Faculté de droit de province, comme lieu de savoir, se définit par la nature et la forme des relations qu'elle entretient avec d'autres « êtres géographiques » (qu'il s'agisse d'individus, collectifs, etc.). Si faire l'histoire d'une (ou des Facultés) de province(s) a un sens, alors il faut que la localisation étudiée soit autre chose qu'un simple contenant ayant partout les mêmes propriétés (espace support). Aussi convient-il de saisir, dans le long terme, comment la situation et l'identité d'une Faculté située localement sont le produit d'une triple logique d'encadrement, « écologique » et de socialité<sup>23</sup>. Pour Poitiers, Toulouse ou encore Grenoble, être une Faculté de province, c'est se situer à l'intersection de ces trois sortes d'ordres de spatialité. Dans les développements qui suivent, je tenterai d'illustrer ce travail constant des acteurs des Facultés de droit pour se situer au milieu de plusieurs dimensions qui ne cessent de s'entrelacer, de

---

<sup>22</sup> Sur ces trois sortes d'espaces locaux (espace d'encadrement, espace-système, espace d'intercommunication), voir Roger BRUNET, *Le déchiffrement du monde. Théorie et pratique de la géographie*, Paris, Belin, 2001, p. 119-130.

<sup>23</sup> Sur la différence entre espace produit et espace support, voir Denise PUMAIN, Thérèse SAINT-JULIEN, *L'analyse spatiale. Localisation dans l'espace*, Paris, Armand Colin, éd. 2008, p. 43-46 : « Le projet de la géographie est bien toujours d'étudier les propriétés d'un espace relatif et des processus qui contribuent à différencier les lieux ».

s'opposer, de se renforcer. Ce travail, sans cesse repris et recommencé, est constitutif de l'identité et de la place de la Faculté de province dans l'organisation du système de l'enseignement juridique.

#### **A - Fonder**

Le système français de l'enseignement du droit a fait l'objet d'une étude précieuse publiée par Jacqueline Gatti-Montain en 1987<sup>24</sup>. Étudiant le système de relations entre institution et savoir, l'ouvrage s'attache notamment aux modalités particulières de l'adaptation des Facultés de droit aux transformations de la société et du droit positif aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. On notera que ce travail s'inscrit explicitement dans le sillage du courant *Critique du droit* qui s'efforçait, dans les années 1970, de « contribuer à l'intelligence des phénomènes juridiques dans la perspective d'une transition vers de nouveaux rapport sociaux, le socialisme » (*Critique du droit*, Manifeste)<sup>25</sup>. Il est vrai que, dans ce domaine de l'enseignement juridique, les travaux historiques ne manquent pas, traditionnellement, de démontrer les insuffisances, les difficultés ou la frilosité des Facultés de droit au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>. Au-delà de ces ambitions critiques, certains travaux mettent en lumière la philosophie des institutions depuis la refonte napoléonienne des établissements d'enseignement supérieur. Rompant avec le système antérieur, cette dernière n'en tient pas moins compte des changements intervenus dans les dernières décennies de l'Ancien régime et pendant la période révolutionnaire. Il ne m'appartient pas ici de faire une

---

<sup>24</sup> Jacqueline GATTI-MONTAIN, *Le système d'enseignement du droit en France*, Lyon, PUL, 1987.

<sup>25</sup> Voir notamment Jean-Jacques GLEIZAL, Michel MIAILLE, « L'enseignement du droit dans la formation sociale », in *Pour une critique du droit*, Presses Universitaires de Grenoble, François Maspero, 1978 ainsi que plusieurs articles publiés dans la revue *Procès*. Une ambition critique anime également Julien BONNECASE lorsqu'il publie en 1929 son classique *Qu'est-ce qu'une Faculté de droit ?* Dirigé contre le conservatisme de certains juristes, l'ouvrage veut démontrer que « les Facultés de droit doivent être par un jeu savamment combiné, des établissements de haute philosophie, des centres d'éducation sociale et des cliniques juridiques » (p. 11). L'histoire des Facultés de droit se développerait-elle principalement sur un terreau militant ?

<sup>26</sup> Mathieu TOUZEIL-DIVINA examine certains des préjugés associés aux Facultés de droit au XIX<sup>e</sup> : « Entre ordre et préjugé, la Faculté de droit de Poitiers au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers poitevins d'histoire du droit. Premier cahier*, LDGJ, 2007, p. 155-191.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

histoire des Universités en France<sup>27</sup>. Les étapes décisives de l'organisation des Facultés et des études de droit sont connues<sup>28</sup>. De la création des Écoles de droit à la réforme universitaire réalisée par la III<sup>e</sup> République, la structuration napoléonienne des études juridiques n'a que peu évolué. Ce qui caractérise en premier lieu ce système, c'est l'intégration de toutes les pièces du dispositif scolaire (dont le sommet est la Faculté) dans un cadre administratif national centralisé. Mais, une telle pérennité du système ne doit pas masquer combien l'Université et ses Facultés constituent un enjeu politique important pour les différents régimes politiques qui se succèdent mais, également, qu'au sein même des Facultés de droit les rapports de force ne furent pas toujours identiques. Ces facteurs ont affecté plus ou moins directement le fonctionnement des Facultés jusqu'à la III<sup>e</sup> République. Destinées à répondre à une demande sociale de compétences, les Facultés « professionnelles » (droit et médecine) ont fait, pendant cette période, l'objet d'une attention particulière de la part des autorités, à la différence des Facultés « académiques » (lettres et sciences). Pour le cas des Facultés de droit, il s'agit de garantir aux hommes de loi un certain niveau de compétence et d'assurer la cohérence idéologique des élites. Vivier traditionnel des cadres de l'État, le milieu des juristes voit donc sa formation étroitement contrôlée pour la mettre en conformité avec sa vocation purement utilitaire. Les Facultés de droit sont dominées par le modèle de *l'école* (quand bien même on leur reconnaît le titre de « Faculté ») : diplôme ouvrant à une fonction particulière, organisation uniforme des programmes, monopole de la collation des grades par l'État, etc. Si des préoccupations scientifiques se manifestent dans la réorganisation universitaire

---

<sup>27</sup> On consultera le toujours utile Louis LIARD, *L'Enseignement supérieur en France, 1789-1889*, 2 volumes, Paris, 1888-94. Voir également, Antoine PROST, *Histoire de l'enseignement de France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1968, 2<sup>e</sup> éd. 1977 ; Jacques VERGER (dir.), *Histoire des Universités en France*, Toulouse, Privat, 1986 ; Christophe CHARLE, Jacques VERGER, *Histoire des Universités*, Paris, 2<sup>e</sup> éd., 2007 (pour sa dimension comparatiste).

<sup>28</sup> Récemment, pour un panorama, l'utile synthèse réalisée par Mathieu TOUZEIL-DIVINA dans ses *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public : la contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, Poitiers – Paris, 2007, p. 13-74 ainsi que Jean-Louis HALPERIN, *Histoire du droit privé français depuis 1804*, Paris, PUF, éd. 2001, p. 47-52. Il serait judicieux de réaliser, pour les Facultés de droit, une analyse détaillée et synthétique du *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur* (en 7 volumes) d'A. de BEAUCHAMP, du *Recueil des règlements des Facultés de droit* de Daniel de FOLLEVILLE (en 3 volumes) ainsi que des *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur* publiés par le ministère de l'Instruction publique.

républicaine, le caractère professionnel des Facultés juridiques, bien que discuté dans ses propres rangs, n'est pas remis en cause<sup>29</sup>.

Les Facultés de droit sont établies en l'an XII : Aix, Caen, Dijon, Grenoble, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Bruxelles, Coblentz. En l'an XIII, les annexions consulaires ajoutent provisoirement à la liste Gène, Parme, Turin. L'établissement à Pise d'une nouvelle Faculté clôt ce mouvement de création napoléonienne. Il faudra attendre le Second Empire et la III<sup>e</sup> République pour assister à la reprise d'un tel mouvement avec des fondations à Nancy et Douai (1864), Bordeaux (1870), Lyon (1875), Montpellier (1878), sans oublier l'Ecole de droit d'Alger transformée en Faculté en 1909. Pour comprendre ces différentes créations, il est certes indispensable de saisir la philosophie et les ambitions de la politique éducative menée par le pouvoir en place. Elles peuvent être, à cet égard, apparentes dans les textes réglementaires qui fondent ces établissements. Mais, on ne saisit pas pour autant, par exemple, les mécanismes exacts qui président à des décisions gouvernementales plus ou moins informées, ni les subtils efforts menés par des acteurs locaux pour convaincre des droits de leur ville à posséder « leur » Faculté de droit. La fondation d'une Faculté est un moment privilégié pour saisir les raisons du choix d'une ville et les modalités complexes de son installation. C'est peut-être à l'occasion d'une telle création qu'il devient possible de saisir avec le plus de netteté ce qu'un établissement doit à sa situation géographique particulière. La distribution spatiale des Facultés de droit, leur dispersion sur le territoire national ne vont pas de soi. Aux Archives nationales, la sous-série F17 conserve, à cet égard, des informations essentielles sur les débuts de ces Facultés.

Certaines villes, pouvant justifier d'une forte tradition juridique, ne sont parvenues à faire revivre leur tradition universitaire qu'à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Leurs qualités éventuelles de chef-lieu de département et de siège de la Cour d'appel (et, par conséquent, d'une académie) n'ont pas suffi à justifier une implantation prioritaire. D'autres, comme Angers, Avignon ou Orléans, ont attendu la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La décision d'implanter une Faculté est souvent l'aboutissement d'un processus impliquant des acteurs nombreux motivés par des objectifs plus ou moins compatibles. Pas plus que le gouvernement républicain, le régime napoléon ne put échapper à cette nécessité du réalisme en manière de politique éducative. Les acteurs ne se réduisent pas seulement aux agents du

---

<sup>29</sup> George WEISZ, *The Emergence of Modern Universities in France (1863-1914)*, Princeton, Princeton UP, 1983.



## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

pouvoir centralisateur (comme le ministre de l'Intérieur, le préfet<sup>30</sup> ou le recteur) qui doivent d'ailleurs faire face aux sollicitations de leurs administrés ; il faut compter également sur l'implication de tout un ensemble d'individus et de collectifs qui se chargent de porter l'ambition académique d'une ville. Par exemple, le choix de Grenoble en l'an XII doit beaucoup à l'action et aux relations politiques de son futur directeur de l'Ecole de droit, Jean-Paul Didier<sup>31</sup>. Ce dernier se rend notamment à Paris au nom du Conseil municipal pour soutenir l'action des représentants de l'Isère au Corps législatif. De son côté, Strasbourg aligne, en ordre de bataille, son maire et son Conseil municipal, le préfet et les députés du Bas-Rhin pour soutenir sa demande<sup>32</sup>. L'érudit François Guerrier de Dumast dépense, à partir de 1854, une énergie considérable à promouvoir le rétablissement d'une Faculté à Nancy<sup>33</sup>. A Montpellier, dès 1875, le Conseil général et le Conseil municipal forment des commissions, rédigent des rapports et travaillent à convaincre le pouvoir central de la légitimité et de l'urgence de leur requête. Bordeaux connaît une mobilisation identique tout particulièrement sous la monarchie de Juillet et rallie, parmi les notables, la chambre des notaires et le conseil de l'Ordre des avocats<sup>34</sup>.

Obtenir l'érection d'une Faculté de droit dans sa ville, c'est d'abord mobiliser des alliés, enrôler d'autres acteurs à sa propre démarche, intéresser des relais politiques. Pour cela, certaines localités ont dû, d'une manière réitérée, pétitionner, protester, correspondre, voyager... Il ne s'agit pas seulement de convaincre les autorités compétentes en invoquant un passé juridique prestigieux, l'accessibilité d'une école par les étudiants du département ou encore les nécessités de la vie juridique locale. Une candidature s'impose aussi contre une ou des concurrentes soucieuses de démontrer leur supériorité. Elle doit également s'attirer les bonnes grâces des Facultés en place et tente parfois de déminer de possibles oppositions. Ainsi, en ambitionnant de fonder sa Faculté, la ville de Lyon provoque des réactions très contrastées de la part des établissements grenoblois et

---

<sup>30</sup> Sur leur rôle, voir le cas exemplaire de la mise en place des Facultés de droit dans les départements étrangers de l'Empire, Anne-Marie VOUTYRAS, « Les Facultés de droit dans les départements étrangers de l'Empire napoléonien », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1992, p. 127-157.

<sup>31</sup> Sur le choix de Grenoble, consultez la thèse de Paul WEISBUCH, *op. cit.*

<sup>32</sup> Jean-Laurent VONAU, « De l'école spéciale de droit à la Faculté impériale (1804-1815) », in *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg. 1804-2004*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, p. 20.

<sup>33</sup> Aline LOGETTE, *op. cit.*

<sup>34</sup> Voir Marc MALHERBE, *op. cit.*, p. 25-35.

dijonnais. Bien des années plus tôt, Dijon a livré bataille pour s'imposer contre Besançon<sup>35</sup>. Bordeaux n'ignore pas, quant à elle, combien Poitiers reste vigilante face à une éventuelle candidature. Après la création des Facultés de Nancy et Douai, certains juristes n'hésitent pas à faire connaître, par des publications, l'hostilité que leur inspire la réussite de ces moyennes villes au détriment de plus grands centres urbains (Lyon, Bordeaux)<sup>36</sup>.

Les intérêts des acteurs locaux rencontrent bien souvent ceux du régime en place. Ce dernier peut convertir la création d'une Faculté de droit en gain politique et l'inscrire au fronton de son action gouvernementale. Fondées en 1806, les nouvelles Facultés de Bruxelles et de Coblence (destinées à retenir les étudiants qui risquaient de partir vers les établissements allemands) s'imposent au moment même où l'Empire poursuit son expansion et organise l'espace européen. D'une manière identique, la création de l'école (préparatoire) d'Alger en 1879 s'inscrit dans le projet colonial français dont elle traduit bien les ambiguïtés<sup>37</sup>. La ville de Lyon, de son côté, trouve un appui inattendu dans la loi de juillet 1875 autorisant les Facultés libres. Devant la menace que l'apparition d'une Faculté catholique constitue aux yeux du pouvoir républicain, ce dernier, au nom de sa politique laïque, se rallie à l'idée d'une création lyonnaise. En brandissant l'épouvantail de l'enseignement catholique, les autorités lilloises obtiennent également des républicains le transfert de la Faculté de droit de Douai à Lille en 1887. L'installation d'une Université laïque, regroupant toutes les Facultés dans la préfecture du département du Nord, apparaît comme un impératif et un symbole politique<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> Fr. F. VILLEQUEZ, *Les Ecoles de droit en Franche-Comté et en Bourgogne. La Faculté de droit de Dijon*, Paris, E. Thorin, 1875. Dijon doit notamment son succès au soutien du conseiller Berlier et Maret, tous deux appréciés du premier consul (p. 66).

<sup>36</sup> Deux exemples : A. BATBIE, « De la création de nouvelles Facultés de droit », *Revue critique de jurisprudence et de législation*, 1865, t. 27, p. 455-57 ou Eliacin NAQUET, « De l'enseignement du droit », Paris, 1872 (tiré de la *Revue critique de jurisprudence et de législation*, 1871-72).

<sup>37</sup> Jean-Claude VATIN, « Exotisme et rationalité : à l'origine de l'enseignement du droit en Algérie (1879-1909) », dans *Sciences sociales et colonisation*, Paris, CNRS, 1984, p. 161-183 ; Laure BLEVIS, « Une Université française en terre coloniale. Naissance et reconversion de la Faculté de droit d'Alger (1879-1962) », *Politix. Revue française des sciences sociales du politique*, p. 53-73 ; Robert CARVAIS, Florence RENUCCI, « La Faculté de droit d'Alger : un état de la recherche historique », 14 p. (communication personnelle des auteurs).

<sup>38</sup> Louis TRENARD, *De Douai à Lille, une Université et son histoire*, Université de Lille III, Villeneuve d'Ascq, 1978.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Les résistances opposées par les gouvernements à la création de certaines Facultés contraignent leurs promoteurs à affiner leur stratégie. À Lyon, l'inertie du pouvoir conduit à la mise en place de cours libres de droit entre 1867 et 1875. Bien que fonctionnant entre légalité et tolérance, cette Faculté libre finit par imposer les vertus de son existence et mène à la fondation d'une Faculté juridique dans la capitale des Gaules<sup>39</sup>. C'est une initiative de même nature qui conduit à la création bordelaise : le recteur de Bordeaux et les institutions municipales facilitent l'ouverture de cours de droit libres et gratuits donnés par des avocats entre 1896 et 1870<sup>40</sup>. Bordeaux et Lyon, villes commerciales, l'ont ainsi emporté sur le préjugé qui prétend maintenir l'enseignement juridique à l'écart de toute corruption de l'esprit mercantile. Mais, c'est surtout, en rassurant les autorités centrales sur la charge financière entraînée par l'établissement d'une Faculté, que les milieux juridiques locaux et leurs alliés tentent d'arriver à leur fin à la fin du Second Empire et sous la III<sup>e</sup> République. Ainsi, Nancy et Bordeaux proposent d'assumer seuls, pour une certaine durée, le coût de fonctionnement de leur Faculté et dégagent l'État de toute participation financière. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, toute création soulève la question délicate, tant d'un point de vue financier que matériel, de l'installation de la Faculté dans les locaux dédiés. Fonder une Faculté, ce n'est pas seulement faire le choix d'une ville, c'est aussi localiser la Faculté dans cette ville. Une telle opération doit concilier des logiques et des contraintes souvent contradictoires (à commencer par des contraintes budgétaires) qui mettent en pleine lumière les enjeux propres à la localisation d'un établissement. Dans le choix d'un emplacement, il se joue bien plus que des questions de commodité ou d'accessibilité. La situation des lieux d'enseignements définit aussi des formes particulières de savoirs et de pouvoirs<sup>41</sup>. La contiguïté des Facultés entre elles, la proximité de la Faculté de droit avec certains lieux de

---

<sup>39</sup> Nicole DOCKES, « La fondation de la Faculté de droit de Lyon », in *La Faculté de droit de Lyon : 130 ans d'histoire*, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 2006 et sa contribution dans ce volume.

<sup>40</sup> Marc MALHERBE, *op. cit.*, p. 28.

<sup>41</sup> Pour comprendre l'architecture morale des Facultés de droit : Jean-Philippe HEURTIN, *L'espace public parlementaire. Essai sur les raisons du législateur*, Paris, PUF, 1999 ; Christian de MONTLIBERT, *L'impossible autonomie de l'Architecte. Sociologie de la production architecturale*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg et Maison des sciences de l'homme, 1995.

pouvoirs n'est pas sans enjeux sociaux et symboliques ni sans conséquence sur la production intellectuelle<sup>42</sup>.

### *B - Se gouverner*

Qu'est-ce qu'une Faculté de province sinon, en premier inventaire, le personnel et les organes chargés de son fonctionnement ? Qu'est-elle sinon une organisation en action ? Le cadre organisationnel des Facultés de droit, de l'Université napoléonienne à l'Université de la République, est connu. Le mouvement général est, pourrait-on dire, celui d'une quête d'autonomie. Après plusieurs décennies d'un enseignement supérieur sous étroite surveillance, la III<sup>e</sup> République contribue, en effet, à la renaissance des Universités et à l'augmentation de leurs moyens. Le fonctionnement des Facultés de droit s'en trouve sensiblement transformé.

Les études ont systématiquement souligné le caractère très centralisé de l'Université napoléonienne et l'étroitesse des marges d'actions du doyen<sup>43</sup> (anciennement dénommé « directeur » dans les Ecoles de droit de l'an XII) et de son établissement. Les institutions de l'Université impériale sont, en effet, placées sous l'autorité d'un grand maître assisté d'un conseil d'Université ; dans les circonscriptions académiques, les Facultés sont soumises au contrôle étroit du recteur, lui-même aidé d'un conseil académique<sup>44</sup>. Sans oublier les inspecteurs généraux des Facultés de droit dont le rôle connaît des évolutions très sensibles en fonction des régimes politiques<sup>45</sup>. Dans tous les cas, le fonctionnement des Facultés de droit est structuré verticalement : les instances centrales ne cessent de les irriguer d'instructions et de

---

<sup>42</sup> Voir l'exemple de Grenoble analysé par Sylvain GAUCHE, Éric PANTALACCI, « Les lieux d'enseignements de la Faculté de droit de Grenoble : contraintes matérielles et mutations symboliques (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », in Martial MATHIEU, *De l'école de droit à la Faculté de droit de Grenoble, op. cit.*, p. 163-182. Voir, pour Toulouse, la contribution de Sonia MOUSSAY dans ce volume.

<sup>43</sup> Sur la fonction de doyen de la Faculté de droit, outre la thèse de Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *op. cit.*, sur le doyen Foucart, on consultera par exemple J.-P. MARQUE, *Université, doctrine et idéologie. Le doyen Morelot (1786-1875)*, Dijon, 1982.

<sup>44</sup> Sur cette organisation napoléonienne : Félix PONTEIL, *Histoire de l'enseignement en France, 1789-1965*, Sirey, 1965 ; Jean TULARD, « L'Université Napoléonienne », in *Histoire de l'administration de l'enseignement en France, 1789-1981*, Genève, Droz, 1983, p.11-17 et, dans le même volume, la contribution de Paul GERBOD, « L'administration de l'Instruction publique (1815-1870) », p. 19-36.

<sup>45</sup> Paul GERBOD, « Les inspecteurs généraux et l'inspection générale de l'Instruction publique de 1802 à 1882 », *Revue historique*, 1966, p. 79-106.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

recommandations de toute sorte et cherchent à drainer vers leurs propres services toute information utile sur la marche des établissements académiques. Les réformes introduites par la III<sup>e</sup> République, sans briser naturellement le lien qui attache à leurs tutelles les Facultés de droit, contribuent à vitaliser l'activité des organes internes (le décanat, le conseil de la Faculté et l'assemblée de la Faculté) de ces dernières.

Si ce cadre organisationnel et juridique du fonctionnement des Facultés de droit est souvent rappelé, les travaux analysant avec précision la vie interne d'une Faculté de droit sont beaucoup plus rares et constituent un angle mort de la recherche<sup>46</sup>. Pourtant, une Faculté de province ne se contente pas seulement d'appliquer des textes en vigueur, elle doit donner aussi un sens à une politique éducative en fonction d'un contexte particulier. L'action du doyen, du personnel et des organes collectifs d'une Faculté est toujours une *action située*. Une telle enquête sur la vie interne d'une Faculté, susceptible d'éclairer certaines de ses spécificités dans l'espace universitaire français, est subordonnée à l'exploration d'archives multiples, trop souvent négligées, incomplètes et d'un accès parfois malaisé. La directrice des Archives départementales de l'Isère, Hélène Viallet, a récemment donné une présentation des sources de l'histoire de la Faculté de droit de Grenoble<sup>47</sup>. Ce panorama archivistique rappelle que, dans son enquête aride sur le fonctionnement de la Faculté, l'historien doit examiner non seulement les richesses de la sous-série F17 des Archives nationales (cartons comprenant des éléments sur l'organisation, l'inspection générale, les troubles et désordres, les budgets et comptes, les dossiers individuels du personnel...), mais aussi les archives produites par l'Université et les services relevant du ministère de l'Instruction publique conservées aux Archives départementales (série T : registres de délibérations du Conseil de la Faculté, de l'assemblée des professeurs, documents comptables, dossiers du personnel administratif, séances du conseil de l'Université, correspondance avec le recteur...), des archives privées (série J : dossiers de l'architecte sur la construction de la Faculté, archives d'anciens élèves...) ou encore les archives municipales (registres de délibérations du Conseil municipal). Il

---

<sup>46</sup> Une enquête de cette nature est, par exemple, réalisée par Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux 1870-1970*, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, p. 61-97.

<sup>47</sup> Hélène VIALLET, « Les sources de l'histoire de la Faculté de droit de Grenoble » dans Martial MATHIEU (éd.), *De l'école de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006)*, *op. cit.*, p. 19-24. On se reportera aux inventaires sommaires proposés dans certains rapports publiés ci-après ainsi qu'au *Guide du chercheur* sur l'histoire de l'enseignement (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>).

n'est pas rare que les archives départementales et/ou de l'Université se révèlent trop fragmentaires ou sans véritable continuité (comme à Lyon, avec la disparition d'une partie des procès verbaux du conseil de la Faculté et une correspondance entre le doyen et le recteur très lacunaire<sup>48</sup>). Des sources imprimées peuvent pallier certaines lacunes des archives : les discours de rentrée solennelle et les rapports annuels du doyen se révèlent parfois d'une grande richesse d'informations. À partir d'une enquête archivistique minutieuse, la question de la gouvernance d'une Faculté de droit au XIX<sup>e</sup> siècle est susceptible de réponses plus fines et plus concrètes. Il s'agit donc moins d'exposer le cadre dans lequel le doyen, le personnel et les organes collégiaux agissent, que de tenter d'éclairer comment la gestion particulière d'une Faculté s'appuie sur un certain nombre de ressources et s'ajuste à certaines contraintes.

L'action gestionnaire se situe bien dans un environnement (tant local que national) et elle s'organise « par le moyen » d'un tel environnement<sup>49</sup>. Le regard s'oriente ici spontanément vers la question financière et comptable de la Faculté dont il est inutile de rappeler l'importance. Or, sur ce domaine plus que tout autre, les études existantes (sinon à de très rares exceptions) semblent éviter cet aspect scabreux de l'histoire<sup>50</sup>. Si les Facultés de droit sont mieux dotées que leurs voisines académiques, l'auto-financement est dominant, même lorsque le pouvoir républicain consent une forte augmentation du budget.

D'une façon générale, la Faculté est un « acteur-réseau », c'est-à-dire que la source de ses actions est complexe, incertaine car influencée, suggérée, dominée par d'autres acteurs qui l'obligent à emprunter des voies plus ou moins droites pour mener à bien sa mission<sup>51</sup>. Ainsi, le doyen (dont le rôle peut se révéler décisif, tout particulièrement à partir du moment où cette

---

<sup>48</sup> Voir la contribution de Catherine Fillon dans ce volume.

<sup>49</sup> Par exemple, la situation si spécifique de Strasbourg, M. THOMANN, « La Faculté de droit de Strasbourg dans son environnement social, économique, intellectuel du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », in *Les Universités du Rhin supérieur de la fin du Moyen-Age à nos jours*, Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 1988. p. 71-81.

<sup>50</sup> Sur la dotation financière étatique de la Faculté de droit de Paris et celles de provinces pour l'année 1867 : Victor KARADY, « Les origines et la naissance de l'Université contemporaine », in Jacques VERGER (dir.), *Histoire des Universités en France*, *op. cit.*, p. 296-298.

<sup>51</sup> Dans son article sur Poitiers (« Entre ordre et préjugé », *op. cit.*), Mathieu Touzeil-Divina analyse la situation de la Faculté comme le résultat d'interactions entre plusieurs ordres (ordres municipal, rectoral, ministériel...) ainsi qu'avec les autres Facultés.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

fonction devient élective), les professeurs (dont le travail et la conduite sont scrutés), le personnel administratif ne cessent de situer leurs activités par rapport à celles du ministère<sup>52</sup>, des recteurs (qui appliquent autant les décisions prises à Paris qu'ils transmettent et soutiennent des demandes émanant localement)<sup>53</sup> et des inspecteurs généraux<sup>54</sup>. Il n'est pas rare que le grand maître de l'Université impériale interroge, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'assemblée de la Faculté sur des questions organisationnelles ou pédagogiques (introduction d'un enseignement, avis sur des projets de réformes...). La suppression pure et simple de la Faculté de droit de Grenoble, entre 1821 et 1824, constitue l'illustration extrême (et unique) de la réaction des pouvoirs publics face à une agitation politique. La cohabitation éventuelle avec les autres Facultés du département et les relations plus ou moins régulières avec les autorités municipales (notamment pour des raisons financières et immobilières) pèsent sur la conduite de ces affaires. Il conviendrait d'étendre la liste des entités qui poussent la Faculté à agir dans tel ou tel sens.

Au service de la délivrance des diplômes, la Faculté consacre un temps infini à organiser les études et les examens. Dans ce domaine de la vie des Ecoles de droit, les situations sont sans doute, d'une ville à l'autre, plus contrastées qu'on ne le croit spontanément. Les efforts du doyen et de son équipe enseignante peuvent être décisifs pour maintenir la bonne marche et le sérieux du cursus universitaire<sup>55</sup>. On connaît les critiques récurrentes formulées à l'encontre des examens et l'organisation des études juridiques

---

<sup>52</sup> Monique PUZZO, « La Faculté de droit de Toulouse et le Ministère durant le second Empire », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 7, 1988, p. 107-123.

<sup>53</sup> Voir la somme réalisée par Jean-François CONDETTE, *Les recteurs d'académie en France de 1808 à 1940*, 3 tomes, Paris, INRP, 2006-2009 ainsi que Jean-François CONDETTE, Henri LEGOHEREL (dir.), *Les recteurs d'académie en France : deux cents ans d'histoire*, Paris, édition Cujas, 2008. Voir également, Nathalie GOEDERT-ABAJI, « Quand les recteurs regardaient la France », in *Instruction, éducation, administration. Mélanges en l'honneur de Jacques Lelièvre*, Paris, PUF, 1998, p. 121-157.

<sup>54</sup> Alain LAQUIEZE, « L'inspection générale des Facultés de droit dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (1852-1888) », in *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1989, n° 9, p. 7-43 ; G. CAPLAT (dir.), *Les inspecteurs généraux de l'instruction publique : Dictionnaire biographique, 1802-1914*, Paris, INRP, 2000.

<sup>55</sup> Pour de nombreuses références, la bibliographie réalisée par Jean-Jacques BIENVENU, *op. cit.*, p. 74-80 et les développements consacrés à ces questions dans les différentes monographies portant sur une Faculté de droit.

est un sujet de préoccupations constant pour le corps professoral et les autorités politiques<sup>56</sup>. Non moins importante pour comprendre la gestion locale d'une Faculté est la manière dont elle discipline la population étudiante et l'organise. Il y a des villes dont la réputation est d'être plus agitée que d'autres. La police de la Faculté inclut naturellement l'assiduité de ses élèves mais également leur attitude à l'intérieur et l'extérieur de l'établissement. Pour faire face à l'agitation des étudiants et leurs manifestations d'action collective, un jeu subtil de relations s'établit ainsi entre la Faculté, la police, la commune ou encore la justice.

Au-delà même de ces aspects disciplinaires que John M. Burney restitue parfaitement dans son étude sur les étudiants toulousains<sup>57</sup>, il convient de mesurer les conséquences de « la naissance de l'étudiant moderne » au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup> sur la fonctionnement même de la Faculté. En effet, celle-ci n'est plus seulement au service de la remise des diplômes. Elle se doit de compter avec les revendications de l'étudiant, catégorie qui gagne progressivement en visibilité sociale. Des associations étudiantes prennent alors en charge les demandes et revendications des étudiants et deviennent des interlocuteurs crédibles dans l'Université<sup>59</sup>. Cette nouvelle place accordée à l'étudiant s'inscrit dans le mouvement d'accroissement des marges d'action des organes de la Faculté, lié aux réformes républicaines et aux nouvelles demandes sociales. Une telle situation exige par conséquent d'être plus attentif encore aux rapports de force au sein même des instances

---

<sup>56</sup> Deux références classiques parmi d'autres : Louis TRENARD, « Salvandy et les études juridiques », *Revue du Nord*, XLVIII, 1966, p. 337-379 ; André DAUTERIBES, « Laboulaye et la réforme des études de droit », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 10-11, 1990, p. 13-57.

<sup>57</sup> John M. BURNEY, *Toulouse et son Université*, op. cit., notamment le chapitre VII.

<sup>58</sup> Selon l'expression de Pierre MOULINIER, *La naissance de l'étudiant moderne au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2002.

<sup>59</sup> Voir, par exemple, Jean-François CONDETTE, « Les Associations générales d'étudiants en France et le politique (1881-1914), 1<sup>e</sup> partie : espoirs et développement. 2<sup>e</sup> partie : les espoirs déçus du régime républicain, limites et contestation des AGE », *Carrefours de l'éducation*, n° 23 & 24, 2007, p. 85-101 et 149-158 ; du même, « Folklore, solidarité et revendications étudiantes : l'Union lilloise des étudiants de l'État (1881-1940) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Revue d'histoire contemporaine éditée par l'Association des amis de la BDIC et du Musée d'histoire contemporaine, Paris X, n° 86, avril-juin 2007, « 1907 : Une union étudiante est née », p. 34-46. Dans plusieurs articles, Christiane RATEL-DEROBERTE a examiné les moyens d'expression des étudiants aixois dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.



## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

académiques qui peuvent notamment s'exprimer dans certaines décisions collégiales (à commencer par l'élection du doyen). De même, si un doyen peut imprimer sa marque dans la conduite des affaires universitaires (et, plus encore, à l'occasion de la défense des prérogatives universitaires)<sup>60</sup> jusqu'à la troisième République, il devient parfois, à la faveur de l'autonomie accrue des Facultés, l'initiateur d'une véritable politique de rayonnement de sa Faculté<sup>61</sup>.

### C – Faire corps

Parmi les acteurs de la Faculté de droit, ce sont les professeurs qui ont retenu le plus fréquemment l'attention de la recherche historique<sup>62</sup>. La conquête de leur statut est redevenue un objet d'interrogation historique<sup>63</sup>. Récemment, Mathieu Touzeil-Divina a très opportunément donné une vaste présentation de la question de l'accès au corps enseignant au XIX<sup>e</sup> siècle (nomination directe, nomination sur présentation et concours) qui peut servir de guide<sup>64</sup>. Le principe d'un concours comme mode d'accès à la carrière universitaire n'a pas fait complètement l'unanimité dans le monde universitaire. Si ses partisans y voient un gage d'égalité et un moyen de combattre les nominations politiques ou de circonstances, ses adversaires dénoncent en lui les multiples abus dont il est le théâtre<sup>65</sup>. La procédure du

---

<sup>60</sup> Paul-Marie GAUDEMET, « La Faculté de droit de Dijon vue par ses dirigeants sous Napoléon III », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 14, 1993 et les contributions de Cyrille MARCONI et de Hugues RICHARD dans ce volume.

<sup>61</sup> Pour le cas des décanats lyonnais de Caillemet et Josserand, Frédéric AUDREN, Catherine FILLON, « Louis Josserand ou la construction d'une autorité doctrinale », *Revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2009, n° 1, p. 39-76.

<sup>62</sup> Sur l'histoire des professeurs de droit, voir la synthèse de Jean-Marie CARBASSE, « Professeurs à la Faculté de droit », Denis ALLAND, Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, PUF, Quadrige, 2003, p. 1242-1247.

<sup>63</sup> Joseph DELPECH, *Statut du personnel enseignant et scientifique de l'enseignement supérieur*, Librairie du Recueil Sirey, 1937 ; Jean IMBERT, « Sur le statut particulier des enseignants (de 1800 à 1980) », *Revue de droit public et de la science politique*, 1983, p. 5-21. En dernier lieu, la synthèse de Martial MATHIEU, « Facultés de droit et réforme universitaire au XIX<sup>e</sup> siècle », *op. cit.* Plus largement, Paul GERBOD, *La Condition universitaire en France au XIX<sup>e</sup> siècle (1842-1880)*, Paris, P.U.F., 1965.

<sup>64</sup> Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public*, *op. cit.*, p. 173-248.

<sup>65</sup> Voir la controverse qui oppose Lanjuinais et Salvandy (1838) sur le concours et sa légitimité : Yann-Arzel DURELLE-MARC, « La nomination des professeurs de droit,

« concours de chaire »<sup>66</sup>, instituée en 1809, domine presque toute la période jusqu'en 1855<sup>67</sup>. Ces concours locaux n'en accumulent pas moins de nombreux reproches : ils visent tantôt le poids de Paris, tantôt la (in-)compétence des jurys de concours ou encore le localisme des recrutements<sup>68</sup>. Mais, contrairement à une idée reçue, l'instauration d'un concours d'agrégation en 1855 ne s'est pas faite sans résistance des milieux académiques. Après quarante ans de fonctionnement, en 1896, ce concours d'agrégation, nationale et unique, connaît une nouvelle évolution. Il est réorganisé en quatre sections : droit privé, droit public, histoire du droit et économie politique<sup>69</sup>. Un tel sectionnement n'est pas réalisé sans hésitations<sup>70</sup>. Une étude globale et minutieuse des « concours de chaire » et des concours d'agrégation serait à entreprendre impérativement<sup>71</sup>. Elle

---

sujet de débat parlementaire sous la monarchie de Juillet. Autour du débat Lanjuinais-Salvandy, juin 1838 », in Nader HAKIM, Marc MALHERBE (dir), *Thémis dans la cité. Facultés de droit et institutions locales à l'époque contemporaine*, à paraître. L'historiographie s'est surtout préoccupée des nominations politiques à la Faculté de droit de Paris. Par exemple, Guy ANTONETTI, « La Faculté de droit de Paris à l'époque où Boissonade y faisait ses études », *op. cit.*

<sup>66</sup> Sur la notion de chaire, Jean DAUVILLIER, « La notion de chaire professorale dans les Universités depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours », *Annales de la Faculté de droit de Toulouse*, 1959, p. 285-316.

<sup>67</sup> Jean-Jacques BIENVENU, « Les concours pour les chaires des Facultés de droit (an XII-1855) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 2003, n° 23, p. 7-39.

<sup>68</sup> Un exemple de concours controversé : André CABANIS et Olivier DEVAUX, « Un concours de chaire à la Faculté de droit de Toulouse en 1822 : entre rumeurs et localisme », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 23, 2003, p. 41-55.

<sup>69</sup> Voir la synthèse de Jean-Marie CARBASSE, « L'agrégation des Facultés de droit », *op. cit.*

<sup>70</sup> Sur ce sectionnement, on consultera : Jean-Pierre QUENEUDEC, « Quelques remarques sur un centenaire : le concours d'agrégation de droit public », in *Mélanges en l'honneur de Georges Dupuis*, Paris, LGDJ, 1997, p. 271-277 ; Jean-Louis HALPERIN, « L'histoire du droit constituée en discipline : consécration ou repli identitaire ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 4, 2001, p. 9-32 ; J. POUMAREDE, « Pavane pour une histoire du droit défunte (sur un centenaire oublié) », *Procès*, 6, 1980, p. 91-102 ; Lucette LE VAN LEMESLE, *Le Juste et le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.

<sup>71</sup> Patricia Ducret a recensé les 1 706 candidatures (dont plus de 310 reçus) au concours d'agrégation entre 1856 et 1912 (<http://www.inrp.fr/she/agregdroit/index.html>). Jean-Louis HALPERIN a, quant à lui, réalisé une étude sur « La première génération d'agrégés d'histoire du droit », in

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

pourrait ainsi éclairer le déroulement concret des épreuves et les logiques de sélection, les enjeux et les besoins spécifiques à chaque Faculté. Dans le cadre de l'agrégation nationale, il deviendrait alors possible d'affiner la sociologie des agrégés, de préciser l'origine sociale et géographique des candidats et des élus, la distribution des affectations, etc.

Pour l'instant, les efforts historiographiques se portent essentiellement sur l'étude des contributions doctrinales de grands professeurs de droit, sans d'ailleurs toujours se soucier de restituer leur entreprise dans la totalité de leur activité et de leur univers<sup>72</sup>. L'histoire des idées juridiques prime l'histoire intellectuelle et sociale des juristes ; les travaux se concentrent sur des individualités plutôt qu'ils ne cherchent à brosser le portrait collectif du corps professoral. Il est vrai que cette tâche, que tente actuellement de mener le groupe CEDRE, s'annonce difficile. Car, avant même d'en extraire des caractéristiques sociologiques, encore conviendrait-il d'opérer un recensement complet de ce collectif enseignant, tout statut confondu et sur la longue durée (des suppléants aux professeurs agrégés, en passant par les simples agrégés ou les chargés de cours). Actuellement, nous ne connaissons pas le nombre total des enseignants entre 1804 et 1914. Une démarche prosopographique s'impose donc ; elle ouvrira la voie à une enquête sociologique des enseignants en droit digne de ce nom, éclairant ainsi leurs origines sociales, la géographie de leurs origines, leur formation, etc.

Cette analyse de la morphologie du corps n'a pas seulement vocation à offrir une photographie de ce groupe ; elle doit pouvoir contribuer, pour reprendre les remarques de Victor Karady, à une meilleure compréhension des « trajectoires sur lesquelles repose concrètement l'expérience professionnelle vécue et dans lesquelles s'inscrivent, objectivement, les espérances de réussite propres à chaque agent autant que les possibilités qu'a chacun d'élargir son patrimoine de qualifications, de titres et de

---

Jacques POUMAREDE (éd.), *Histoire de l'histoire du droit*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 2006, p. 257-264.

<sup>72</sup> Un ouvrage collectif vient d'apporter une contribution décisive à l'étude des auteurs de la doctrine : Patrick ARABEYRE, Jean-Louis HALPERIN, Jacques KRYNEN, *Dictionnaire historique des juristes français (XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>)*, Paris, PUF, 2007. On pourra également consulter quelques répertoires biographiques, notamment Anne-Marie BALLANSAT, *Les juristes dauphinois du XIX<sup>e</sup> siècle. Répertoire bibliographique*, Grenoble, 1985 ou encore la base « Les jurisconsultes du XIX<sup>e</sup> siècle » (30 fiches réalisées à partir des ressources des Archives nationales) accessible sur le site *Juristoria* de l'Association Domat : <http://www.juristoria.com/21.html>

diplômes et les stratégies de mobilité professionnelle »<sup>73</sup>. En d'autres termes, l'enquête devra pouvoir restituer *les formes et les rythmes de la carrière* des agents engagés dans cette profession enseignante, dans les conditions changeantes du marché qui lui sont propres (tout particulièrement à partir de l'instauration de l'agrégation). Elle permettra de spécifier le profil des enseignants parisiens par rapport à ceux de province (notamment, quels sont ceux qui ont le plus de chance d'accéder à la Faculté parisienne ? quelles Facultés constituent les meilleurs tremplins pour Paris ?) ainsi que la division géographique et intellectuelle du travail entre les professeurs des Facultés de droit (par exemple, la dépendance plus ou moins grande au centre parisien ou la hiérarchie implicite entre les différentes Facultés)<sup>74</sup>.

A défaut de posséder cette morphologie du corps des Facultés de droit dans la longue durée, l'étude sociale du groupe des enseignants par Faculté est une démarche essentielle quoique encore peu fréquente<sup>75</sup>. Elle dirige la réflexion, moins vers la biographie des professeurs, que vers la constitution de l'identité d'un « groupe socio-spatial » possédant un certain capital économique, politique et culturel<sup>76</sup>. L'étude des positions sociales des enseignants dans leur espace urbain, de leurs revenus et fortunes, de leurs

---

<sup>73</sup> Victor KARADY, « Les professeurs de la République. Le marché universitaire, les réformes universitaires et les transformations de la fonction professorale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1983, volume 47-1, p. 91. On consultera également du même auteur : « L'expansion universitaire et l'évolution des inégalités devant la carrière d'enseignant au début de la III<sup>e</sup> République », *Revue française de sociologie*, 1973, volume 14, n° 4, p. 443-470 et « Recherches sur la morphologie du corps universitaire littéraire sous la Troisième République », *Le Mouvement social*, n° 96, 1976, p. 47-80.

<sup>74</sup> Pour les Facultés des sciences, Christophe CHARLE, « Les professeurs des Facultés des sciences en France : une comparaison Paris/Province », *Revue d'histoire des sciences*, 1990, 43, n° 4, p. 427-450.

<sup>75</sup> Marc MALHERBE consacre par exemple des développements à la « position sociale des enseignants de la Faculté » et offre, dans la deuxième partie de son ouvrage, des fiches bio-bibliographiques très complètes sur chaque enseignant (*La Faculté de droit de Bordeaux, op. cit.*, p. 259-436). Cette démarche est plus fréquente pour l'histoire des magistrats et des avocats. Récemment, Vincent BERNAUDEAU, *La justice en question. Histoire de la magistrature angevine au XIX<sup>e</sup> siècle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007 ; Serge DEFOIS, *Les Avocats nantais au XX<sup>e</sup> siècle - Socio-histoire d'une profession*, Rennes, PU Rennes, 2008.

<sup>76</sup> Nous nous inspirons de la notion de « classe socio-spatiale » forgée par Alain REYNAUD, *Société, espace et justice*, Paris, 1981, PUF, pour qui la différenciation spatiale est génératrice d'inégalités dans le niveau et le statut social des individus et des groupes

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

alliances politiques et familiales est de nature à éclairer leur place dans la société. Ces enseignants appartiennent-ils à cette « bourgeoisie de robe » dont Christophe Charle a repéré l'émergence au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>77</sup> ? Si, à la différence d'autres professions juridiques, la carrière professorale conserve des traits méritocratiques et se trouve moins marquée par des formes de reproduction sociale<sup>78</sup>, elle n'en est pas moins marquée du sceau de l'enracinement local et de la notabilité<sup>79</sup>. Par conséquent, ce groupe, dans le milieu de son époque, développe des stratégies communes et entretient des relations plus ou moins intenses avec la classe dominante et le reste de la société<sup>80</sup>. Son identité est loin de se réduire à certains aspects plus folkloriques (mais néanmoins important dans la représentation du corps)<sup>81</sup> de la vie universitaire mais se construit à partir de compétences professionnelles, de liens avec le Palais<sup>82</sup>, de pratiques localisées de sociabilité<sup>83</sup>, d'engagements politiques et sociaux<sup>84</sup>, etc. En restituant ainsi

---

<sup>77</sup> Christophe CHARLE, « La bourgeoisie de robe en France au XIX<sup>e</sup> siècle », *Le mouvement social*, n° 181, octobre-décembre 1997, p. 53-72.

<sup>78</sup> Pour le cas de la Faculté de droit de Montpellier, Christophe CHARLE, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », in *Septième centenaire des Universités de l'Académie de Montpellier (1289-1989)*, Montpellier, 1992, p.148-154 ; du même, *La République des universitaires, 1870-1940*, Paris, Seuil, 1994 (chapitre 6).

<sup>79</sup> En fonction des périodes et des lieux, le corps enseignant d'une Faculté se compose presque exclusivement d'un personnel local, comme à Strasbourg jusqu'en 1870.

<sup>80</sup> Christophe CHARLE, « La bourgeoisie de robe », *op. cit.*, p. 55.

<sup>81</sup> On pense notamment aux séances solennelles de rentrée (voir la contribution de Mathieu PETER dans ce volume) et au port du costume, Yves MAUSEN, « Le rouge assigné au costume des cours de justice, réglementation du costume des professeurs des Facultés de droit et restauration universitaire », in Martial MATHIEU (éd.), *De l'école de droit à la Faculté de droit de Grenoble*, *op. cit.*, p. 85-94.

<sup>82</sup> Pour le cas de Toulouse, Jacques POUMAREDE, « Le Barreau et l'Université », in *Histoire des Avocats et du Barreau de Toulouse*, in Jean-Louis GAZZANIGA (dir.), Privat Toulouse, 1992, p. 163-180. Voir les remarques de Nader HAKIM, *L'autorité de la doctrine civiliste française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, LGDJ, 2002, p. 200-226.

<sup>83</sup> Cf. le cas de l'Académie de législation de Toulouse étudié par Pierre-Louis BOYER dans ce volume.

<sup>84</sup> Sur l'engagement politique des professeurs de droit, le travail essentiel est celui de Marc MILET, *Les professeurs de droit citoyens. Entre ordre juridique et espace public. Contribution à l'étude des interactions entre les débats et les engagements des juristes français (1914-1995)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris II, 2000 ; Carlos M. HERRERA (dir.), *Les juristes face au politique. Le droit, la gauche, la doctrine sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Kimé, 2003. Pour Bordeaux, on consultera les contributions réunies dans Nader HAKIM, Marc

l'identité collective d'une Faculté de province, l'historien donne sens à l'inscription spatiale de cet établissement d'enseignement supérieur.

## II - L'inscription provinciale des savoirs juridiques

La profession d'enseignant à la Faculté de droit est, comme toute autre, triple : elle est une vocation qui donne sens aux tâches et aux missions à effectuer, une activité rémunérée (un emploi) et un métier supposant des compétences partagées par des collègues. Elle apparaît, à bien des égards, comme un prototype de la tradition française du « corporatisme d'État », modèle chargé d'assurer la conformité de l'exercice de la fonction à une mission publique, à commencer par la formation des élites nationales. Cependant, une bonne compréhension de cette profession ne peut se réduire à une étude de l'ensemble de dispositifs (corps professionnel et statuts attribués par l'État) et de dispositions (techniciens du droit ou pédagogues, notables désireux d'utilité sociale ou serviteurs de l'État). Parce que cette activité s'exerce dans des établissements qui n'ont pas tous la même importance dans l'espace universitaire français, parce que cette activité inclut des productions intellectuelles (la doctrine) qui sont jugées d'inégale valeur ou d'inégale importance, la Faculté et ses enseignants se situent aussi dans un espace social structuré par des relations de collaborations et de concurrences. En somme, il existe un marché universitaire dans lequel des Facultés possèdent une légitimité scientifique plus ou moins importante, un nombre d'étudiants plus ou moins grand, un rayonnement international plus ou moins étendu, etc<sup>85</sup>. Nul n'en sera surpris : la Faculté parisienne domine ici les autres Facultés qui se situent par rapport à elle, même si des études circonstanciées sont nécessaires pour établir les formes et l'étendue d'une telle hégémonie. Impossible d'ignorer la centralité parisienne, même dans une enquête sur les Facultés de province, sous peine de passer à côté des dynamiques sociales à l'œuvre dans les savoirs juridiques.

---

MALHERBE (dir.), *op. cit.* Pour Grenoble, l'exemple de Taulier : R. AVEZOU, « Frédéric Taulier, maire de Grenoble (1845-1848 ; 1849-1851) », in *La Révolution de 1848 dans le département de l'Isère*, Grenoble 1949, p. 457-478. Pour Poitiers, voir, dans ce volume, la contribution de Jean-Marie AUGUSTIN.

<sup>85</sup> Sur les Facultés de sciences et des lettres, Mary Jo NYE, *Science in the Provinces. Scientific Communities and Provincial Leadership in France, 1860-1930*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California, 1986 ; Robert LOCQUENEUX, « Henri Bouasse et la défense des Facultés de province au début du XX<sup>e</sup> siècle », in *Transmission et diffusion des savoirs dans le Sud de la France*, Paris, Editions du CTHS, 2007, p. 88-98.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Dans cet univers compétitif, comment peut-on créer une asymétrie à son profit ? Comment une Faculté de province et ses enseignants s'y prennent-ils pour acquérir une position de force dans le champ doctrinal ? Le « provincialisme », bien loin d'être un handicap, a dans certaines conditions contribué à asseoir la réputation et l'autorité de certaines places universitaires. Je souhaite, dans cette seconde partie, restituer au lieu qu'est une Faculté de droit de province sa capacité à faire le savoir juridique.

### A – Enseigner

Le professeur de la Faculté de droit constitue, à bien des égards, un idéal-type du métier professionnalisé (notamment une formation, un accès et un exercice réglementés ; le monopole dans l'accomplissement des tâches)<sup>86</sup>. Si ce groupe peut être qualifié de « communautés professionnelles », c'est en premier lieu parce que chacun exerce son activité dans un cadre juridique et institutionnel commun, chacun possède une culture partagée, etc. Il n'est pas besoin de revenir sur le statut de ces professionnels et de son évolution. Cependant, un groupe professionnel abrite souvent des réalités professionnelles différentes ou opposées, conflictuelles. De ce point de vue, la profession est, dans sa pratique quotidienne, plus segmentée et plus hétérogène que ne le laissent apercevoir les organigrammes des établissements d'enseignement<sup>87</sup>.

Le monde académique est stratifié très inégalement ; la reconnaissance et la visibilité de certaines Facultés et de certains professeurs sont contrastées. Si le milieu des Facultés de droit fait place, plus que dans d'autres milieux, à des mécanismes méritocratiques laissant entrevoir des possibilités d'accès à la profession enseignante, il n'en est pas moins marqué par un phénomène de concentration de la reconnaissance. Ce qui frappe ici, c'est que le primat accordé à la Faculté de droit de Paris est institué par le pouvoir politique. Cette asymétrie entre Paris et province est

---

<sup>86</sup> Voir la synthèse de Christian CHENE, « Enseignement du droit », in Denis ALLAND, Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, PUF, p. 617-625.

<sup>87</sup> Les travaux de sociologie des professions, très développés dans le monde anglo-saxon, s'avèrent ici très utiles pour les historiens du droit. Voir la synthèse de Claude DUBAR, Pierre TRIPIER, *Sociologie des professions*, Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 1998. Pour les professions juridiques, deux exemples : Lucien KARPIK, *Les avocats. Entre l'État, le public et le marché. XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup>*, Paris, Gallimard, 1995 ; D. RUESCHEMEYER, « Doctors and Lawyers : a Comment on the Theory of the Professions », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 1, 1965, p. 17-3.

consubstantielle à la fondation du système d'enseignement juridique français. Elle se manifeste notamment par une dotation étatique unitaire largement supérieure par rapport à la province<sup>88</sup> mais également par la rémunération supérieure des professeurs parisiens<sup>89</sup>. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, cette différence de traitement est dénoncée par les enseignants provinciaux exaspérés d'être traités, selon l'expression de Pierre Garraud, en professeurs de « seconde zone ». Sans oublier non plus l'inégalité de traitement entre la métropole et l'Ecole d'Alger qui vit cette différence comme une déchéance. Dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment même où la mobilité enseignante s'accroît, l'augmentation du salaire des enseignants est perçue par certains doyens comme une solution pour stabiliser le personnel de leur Faculté.

Les formes strictes de l'enseignement et ses méthodes (le cours magistral, les cours complémentaires), les réformes et tentatives de réformes dont elles furent l'objet nous sont plus souvent connues du point de vue réglementaire que dans leur pratique concrète<sup>90</sup>. Cette dernière devrait être étudiée dans un contexte local, c'est-à-dire en la rapportant aux conditions matérielles réelles qui en permettent l'exercice. C'est en s'attachant à cette même nécessité de saisir la dimension concrète des pratiques enseignantes qu'il convient également d'interroger le contenu des cours. Quel droit enseigne-t-on dans les Facultés de province au XIX<sup>e</sup> siècle ? Dans chaque Faculté, l'enseignement est d'essence civiliste, dominé par le code civil et s'attache traditionnellement au droit criminel, aux droits procéduraux, au droit commercial (en 1809 pour Paris), au droit romain et au droit public

---

<sup>88</sup> En 1867, la dotation unitaire des Facultés de droit est six fois inférieure en province par rapport à Paris : Victor KARADY, « Les origines et la naissance de l'Université moderne », *op. cit.*, p. 298.

<sup>89</sup> Jusqu'en 1876, la rémunération des professeurs consiste en un traitement fixe et un traitement variable qui dépend des étudiants inscrits et de leur réussite. Une nette différence s'établit ainsi entre les professeurs et les suppléants mais aussi entre les petites Facultés et les grandes (en réalité, Paris et Toulouse). Mais, cette inégalité en faveur de la Capitale perdure bien après l'affirmation d'un seul traitement fixe. Cf. Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire du droit public*, *op. cit.*

<sup>90</sup> Sur l'enseignement du droit au XIX<sup>e</sup> siècle, Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire du droit public*, *op. cit.*, p. 108-171 ; Jean-Jacques BIENVENU, « Politique et techniques de l'encadrement rapproché de l'étudiant », *Annales d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 2, 1985, p. 143-159 ; Christian ATIAS, « La controverse et l'enseignement du droit », *Annales de la Faculté de droit et de la science juridique*, n° 2, 1985, p. 107-123.



## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

(fût-il étudié avec le regard du privatiste)<sup>91</sup>.

Mais le contenu exact des cours reste délicat à établir. Le marché de l'édition juridique universitaire est peu développé et le recours à la production doctrinale d'un auteur ne nous renseigne pas nécessairement sur le contenu thématique et les orientations pédagogiques de son enseignement. Néanmoins, les notes d'anciens étudiants, les cours manuscrits du professeur ou les comptes rendus de la presse locale offrent des prises intéressantes pour comprendre comme un cours est construit et dispensé. Ainsi, il a été possible de restituer l'enseignement du droit civil du professeur strasbourgeois Jean Frantz (1760-1880) à partir du manuscrit de son cours, l'enseignement de droit civil de professeurs grenoblois dans les années 1880 à partir des notes de l'étudiant Louis Stouff, ou encore le cours de droit constitutionnel du professeur Edouard Jourdan en 1886-1887 grâce aux notes d'un étudiant en doctorat<sup>92</sup>. Cette enquête ouvre aussi la voie à une interrogation sur la qualité de l'enseignement juridique. Le but n'est pas d'exhumer de nouveaux « grands juristes » méconnus mais de saisir comment se construisent des hiérarchies entre les enseignants en droit. Qu'est-ce, en somme, qu'un « bon » professeur dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle en général et en province en particulier ? La qualité doit être également conçue comme une stratégie visant à capter un auditorat étudiant. En d'autres termes, la qualité de l'enseignement est-elle, pour les étudiants, un critère pertinent pour le choix d'une Faculté ?

Si on peut s'interroger sur la capacité de la qualité à structurer l'espace universitaire, il ne fait guère de doute que l'importance de l'offre

---

<sup>91</sup> Sur de droit romain, voir les contributions de David DEROUSSIN et Marc MALHERBE dans ce volume. Jean-Louis MESTRE a consacré plusieurs études aux premiers cours de droit constitutionnel.

<sup>92</sup> Céline PAUTHIER, « L'enseignement de droit civil du professeur Frantz (1760-1818) : le cadre impérial et la pratique universitaire », in *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, p. 33-55 ; Jean-Louis HALPERIN, « L'enseignement du droit civil dans les années 1880 à travers les notes de Louis Stouff », *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, vol. 57, 2000, p. 197-208 ; Jean-Louis MESTRE, « Le droit constitutionnel selon Édouard Jourdan en 1886-1887 », *Hommage à Romuald Szramkiewicz*, Litec, 1998, p. 323-334. Voir également Henri VIDAL, « Alfred Pierron et l'enseignement du droit romain à Montpellier de 1881 à 1895 », *Mélanges Roger Aubenas. Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire des anciens Pays de Droit écrit*, Montpellier, 1974, p. 749-759.

disciplinaire est un élément de l'attractivité universitaire<sup>93</sup>. Cette fois encore, l'État, avec constance, a favorisé la Faculté parisienne en lui confiant le soin de développer des nouveaux enseignements juridiques, les Facultés de province ne profitant que dans un second temps d'une extension de cette innovation. Les exemples abondent, que je limiterai à deux : après la chaire de droit commercial créée à Paris en 1809, c'est Toulouse qui en bénéficie en 1822 ; en 1828, Paris ouvre une chaire de droit administratif, c'est ensuite le tour de Poitiers (1832), puis des autres Facultés (à partir de 1835)<sup>94</sup>. L'instauration définitive de certaines chaires fait parfois suite à plusieurs tentatives infructueuses. Au gré des circonstances politiques et des changements de régime, quelques créations sont provisoires. Une chaire autonome de droit criminel, instituée en 1830, est presque aussitôt supprimée pour s'imposer officiellement en 1846<sup>95</sup>. Les Facultés de Toulouse et Caen se voient privées de leur chaire de droit administratif au bout de quelques mois (1829-30). Le bref destin de l'ordonnance du 24 mars 1819 introduisant l'histoire du droit, le droit naturel, l'économie politique ou encore le droit administratif est symptomatique de cette porosité de l'enseignement juridique aux contingences politiques<sup>96</sup>.

Dans tous les cas, il ne faut pas se satisfaire d'une interprétation trop manichéenne pour expliquer la plus grande facilité dont on peut créditer la Faculté parisienne pour diversifier son offre disciplinaire. Bien souvent, la Faculté de Paris a montré une farouche résistance face aux efforts des pouvoirs publics pour augmenter le nombre de chaires en raison d'un

---

<sup>93</sup> Voir, dans la contribution publiée ici de Ludovic AZEMA, les extraits des délibérations de la Faculté de Toulouse, qui expriment très exactement cette préoccupation.

<sup>94</sup> Pour la création des chaires de droit administratif, Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire du droit public, op. cit.*, p. 471-555. Voir également, Pierre BODINEAU, « L'impossible reconnaissance de la science administrative dans les Facultés de droit au XIX<sup>e</sup> siècle », *SHDB*, fasc. 48, 1991, p. 201-217.

<sup>95</sup> Madeleine VENTRE-DENIS, « La difficile naissance, à la Faculté de Paris, de la première chaire autonome de droit criminel (1804-1846) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1991, n° 12, p. 151-183.

<sup>96</sup> Madeleine VENTRE-DENIS, *Les sciences sociales et la Faculté de droit de Paris sous la Restauration. Un texte précurseur : l'ordonnance du 24 mars 1819*, Paris, Aux amateurs de livres, 1985 ; Madeleine VENTRE-DENIS, « La première chaire d'histoire du droit à la Faculté de droit de Paris (1819-1822) », *Revue historique du droit français et étranger*, LIII, 1975, p. 596-622 ; Madeleine VENTRE-DENIS, « Sciences sociales et Université au XIX<sup>e</sup> siècle : une tentative d'introduction de l'économie à Paris sous la Restauration », *Revue historique*, CCLCVI, 1976, p. 321-342.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

accroissement des étudiants (l'attrait des carrières civiles se fait plus forte après le retour à la paix en 1815) et de la nécessité de répondre aux transformations juridiques et sociales. Le refus des professeurs parisiens se fonde sur la peur d'une ingérence dans les affaires universitaires d'un pouvoir politique désireux de reclasser ses clientèles. Ensuite, l'esprit civiliste incline à regarder avec une circonspection les disciplines de sciences morales et politiques (économie politique, histoire du droit, droit public...). Enfin, la création de nouvelles chaires menace les intérêts pécuniaires des professeurs : l'augmentation des chaires nécessite d'accroître le nombre des examinateurs, et donc de réduire la rémunération que ces derniers touchent, des droits de présence aux examens... Si les Facultés de province n'ont pas systématiquement accueilli avec bienveillance la réorganisation des enseignements<sup>97</sup>, elles n'ont pas, pour soutenir la concurrence avec la capitale, ménagé leurs efforts pour convaincre de la création d'enseignements nouveaux<sup>98</sup>. Lorsque leurs prétentions se sont heurtées à un refus des autorités, elles n'ont pas hésité, par exemple, à recruter des alliés dans les milieux locaux<sup>99</sup>. À Bordeaux comme à Toulouse, la création d'un cours complémentaire, respectivement en 1874 et 1878, avec le soutien

---

<sup>97</sup> Sur l'opposition de la Faculté de Grenoble à l'introduction du cours de droit administratif en 1837, Floriane JUGE, « Le développement de l'enseignement du droit public à la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », in Martial MATHIEU (dir.), *De l'école de droit à la Faculté de droit*, op. cit., p. 141-152.

<sup>98</sup> Sur le cas de l'histoire du droit dans les Facultés de province : Philippe NELIDOFF, « Les premiers historiens du droit toulousains (1850-1904) », in Jacques POUMAREDE (éd.), *Histoire de l'histoire du droit*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 2006, p. 145-161 ; Marc MALHERBE, « L'histoire du droit à la Faculté de Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle », in Jacques POUMAREDE (éd.), *Ibid.*, p. 163-192 ; Ahmed SLIMANI, « Pierre-Jules Minier, un promoteur méconnu de l'histoire du droit en France au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », in V. GAZEAU, J.-M. AUGUSTIN (dir.), *Coutumes, doctrine et droit savant*, Paris, LGDJ, 2007, p. 279-306 ; Ahmed SLIMANI, « Les débuts de l'histoire juridique moderne à la Faculté de droit d'Aix (1879-1918) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, à paraître.

<sup>99</sup> On rappellera que, pour pallier l'absence d'un enseignement pratique à destination des professions judiciaires et commerciales, des juristes (souvent avocats mais également professeurs de droit) organisent au XIX<sup>e</sup> siècle des « cours publics », soumis à autorisation, de notariat, de droit commercial ou autre. Entre 1810 et 1872, on a pu recenser, dans toute la France, 251 demandes d'autorisation pour ouvrir un cours public en droit : [http://www.inrp.fr/she/cours\\_magistral/table3/index.htm](http://www.inrp.fr/she/cours_magistral/table3/index.htm). Il conviendrait également d'enquêter sur la cohorte des « répétiteurs », ces professeurs privés qui aident les étudiants à préparer leur examen, et autres « conférences juridiques ».

financier de la municipalité, permet d'assurer la présence de l'économie politique dans le cursus<sup>100</sup>. C'est aussi par le biais du cours complémentaire, donné à titre gratuit par un professeur, que la Faculté de Grenoble organise un enseignement d'histoire du droit dès 1846 (officialisé seulement en 1907)<sup>101</sup>.

Les Facultés de droit connaissent à partir des années 1870 un mouvement d'ouverture sans précédent. Entre 1865 et 1919, le nombre de chaires passe de 85 à 198. Une telle augmentation tient surtout à la promotion des études consacrées à la politique, à l'économie et à la société. Elle est inséparable des transformations et des modernisations du monde occidental qui nécessitent l'harmonisation de l'enseignement avec les nouvelles conditions économiques et sociales<sup>102</sup>. Les changements dans l'enseignement supérieur sont introduits en grande partie à la suite d'une active campagne menée à l'intérieur même de la communauté universitaire. Ce mouvement réformateur est porteur d'une idéologie anti-professionnelle. Les universitaires refusent de voir leur rôle réduit aux seuls aspects pratiques de la formation professionnelle et cherchent à promouvoir la « recherche » et la « science » selon le modèle fourni par l'Allemagne. Une telle revendication est de nature à accroître l'autonomie des enseignants et à élever leur statut social. Ainsi, en 1877, un décret rend obligatoire l'enseignement de l'économie politique en première année de licence<sup>103</sup>. Puis, c'est un cours de droit constitutionnel qui est ouvert à Paris en 1879<sup>104</sup>. Un an après, un décret organise un cours obligatoire et annuel « d'histoire générale du droit français » en première année de licence. Progressivement,

<sup>100</sup> Voir dans ce volume les contributions de Nelly HISSUNG-CONVERT, Ludovic AZEMA et de Jacqueline BEGLIUTTI.

<sup>101</sup> Patricia MATHIEU, « L'histoire du droit à la Faculté de droit de Grenoble », in Martial MATHIEU (dir.), *De l'école de droit à la Faculté de droit*, op. cit., p. 153-161. La Faculté de Strasbourg a connu un grand nombre de cours libres (ou cours « libres », cours « volontaires », cours « gratuits », ...) préfigurant l'introduction officielle d'un cours. Voir la contribution de Céline PAUTHIER dans ce volume.

<sup>102</sup> Georges WEISZ, op. cit. Du même auteur, « Le corps professoral de l'enseignement supérieur et l'idéologie de la réforme universitaire en France, 1860-1885 », *Revue française de sociologie*, XVIII, 1977, p. 201-232.

<sup>103</sup> Lucette LE VAN LEMESLE, op. cit., p. 283-285.

<sup>104</sup> Sur l'introduction du droit constitutionnel au sein des Facultés de droit, voir l'analyse très précise de Guillaume SACRISTE, *Le droit de la République (1870-1914). Légitimation(s) de l'État et construction du rôle de professeur de droit constitutionnel au début de la Troisième république*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2002, p. 31-126.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

les Facultés de droit s'ouvrent à des disciplines telles que la science financière, le droit international public, la législation industrielle<sup>105</sup> ou encore la législation coloniale (décret du 28 décembre 1880 et décret du 24 juillet 1889).

Cette évolution ne se fait pas sans résistances. Certains professeurs attachés à un enseignement articulé autour de « l'esprit judiciaire » n'approuvent pas cette ouverture aux « Sciences de l'État ». Ils dénoncent le danger d'une politisation de l'enseignement et rejettent hors de l'Université des disciplines qu'ils jugent encore dans un stade préscientifique, comme pour l'économie politique. Toutefois, un argument joue en faveur du ralliement, bon gré mal gré, à cette ouverture des Facultés de droit : le problème de la formation des administrateurs<sup>106</sup>. En effet, le monopole dont les Facultés de droit bénéficient dans la formation des hauts fonctionnaires au XIX<sup>e</sup> siècle est menacé par l'École libre des sciences politiques, fondée à Paris en 1871 par Emile Boutmy<sup>107</sup>. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les effectifs des Facultés stagnent, rendant plus urgente encore la nécessité d'ouvrir de nouveaux débouchés professionnels. L'extension des nouvelles branches du droit se perçoit également dans la réforme opérant le dédoublement de l'ancien doctorat en 1895. À côté du doctorat juridique, un nouveau doctorat « ès sciences politiques et économiques » est institué. Un programme est établi pour ce doctorat : trois cours obligatoires (économie politique, histoire des doctrines économiques, science financière) et trois cours à option (législation industrielle, législation coloniale, législation rurale). Ce nouveau doctorat, l'organisation des conférences facultatives de licence et de doctorat (arrêté du 30 avril 1895 sur les conférences ; loi du 28 juillet 1895 portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences ; circulaire ministérielle du 31 octobre 1895 relative à l'organisation des conférences) et la section de l'agrégation (droit privé, droit public, histoire du droit et économie politique) sont autant d'éléments qui attestent les progrès de l'ouverture des

---

<sup>105</sup> Farid LEKEAL, « Les origines de l'enseignement de la législation industrielle : enjeux et qualification d'un nouveau champ d'études », *Cahiers de l'Institut régional du travail*, Aix-en-Provence, n° 9, avril 2001, p. 30 et s.

<sup>106</sup> Bruno DUMONS et Gilles POLLET, « Universitaires et construction de l'État providence : la formation économique et juridique des élites françaises (1890-1914) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1990, n° 20, p. 179-195.

<sup>107</sup> Pierre FAVRE, *Naissances de la science politique en France (1870-1914)*, Fayard, 1989, p. 21-50 et Dominique DAMMAME, *Histoire des sciences morales et politiques et de leur enseignement des Lumières au scientisme*, Thèse, Paris I, 1982.

Facultés de droit. À cette occasion, Charles Gide parle d'un « grand pas en avant ». Dans son vaste panorama des sciences sociales, Henri Hauser constate que « ce sont les réformes de 1894-95 qui ont définitivement installé dans nos Facultés de droit l'enseignement des sciences sociales »<sup>108</sup>.

La réorganisation républicaine du système d'enseignement ne se contente pas de multiplier les matières de sciences sociales ou d'État. Elle organise aussi un nouveau rapport des Facultés de province à la compétition universitaire. Ces Facultés sont, d'un côté, en mesure d'investir plus fortement certaines branches du droit nouvelles et promouvoir une conception renouvelée du travail académique. Peut-être seront-elles en mesure de faire jeu égal, dans certains secteurs, avec la Faculté parisienne, quelque peu empêtrée dans la compétition que le développement d'écoles libres de sciences politiques et sociales lui imposent (École libre des sciences politiques, Collège libre des sciences sociales, Ecole des hautes études sociales...). D'un autre côté, ces mêmes Facultés sont elles-mêmes au prise, plus fortement que jamais, avec la concurrence de leurs voisines juridiques, plus nombreuses que par le passé, et littéraires. De crainte de perdre des étudiants plus mobiles et plus exigeants, chacune exprime le souhait de leur offrir l'éventail le plus large de disciplines enseignées. Ainsi, la Faculté de Toulouse demande en 1899 la création d'un cours d'économie coloniale afin que les étudiants ne partent pas à Bordeaux qui enseigne cette discipline depuis 1892 et où se trouve l'Institut colonial formant des cadres coloniaux.

Mais les Facultés de province doivent également se garder de deux autres dangers. Tout d'abord, dans l'ordre des savoirs sociaux, les Facultés de lettres, qui connaissent une mutation sans précédent, apparaissent brusquement comme des concurrentes sérieuses. Elles disputent aux Facultés juridiques le titre de « Facultés des sciences sociales ». Des juristes en viennent ainsi à s'engager dans la voie de la sociologie, instrument de transformation de la science juridique et objet de controverses avec les philosophes. Des cours libres de « science sociale » sont créés à Toulouse (Hauriou), Bordeaux (Duguit pour la sociologie et Faure et Saint-Marc pour les statistiques) ou encore Nancy (Melin). Surtout, suite à la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur votée le 12 juillet 1875, certaines Facultés de province ont à gérer les conséquences de l'apparition d'instituts catholiques : à Paris, Lille, Lyon, Angers et, pour une période plus courte, Toulouse<sup>109</sup>. Si seuls quelques professeurs des Facultés de droit d'État

---

<sup>108</sup> Henri HAUSER, *L'enseignement des sciences sociales. État actuel de cet enseignement dans les divers pays du monde*, Paris, 1903, p. 144.

<sup>109</sup> Pierre-Henri PRELOT, *Naissance de l'enseignement supérieur libre : la loi du 12*

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

rejoignent les Facultés libres, ces dernières, au-delà de leur dimension confessionnelle, prétendent encadrer les étudiants plus efficacement<sup>110</sup>.

L'espace universitaire du XIX<sup>e</sup> siècle se construit à la mesure des transformations de la condition étudiante ; elle en est un acteur central. Si, jusqu'en 1880, les étudiants se distinguent par une culture de protestation (parfois peu préoccupés qu'ils sont du sérieux de leur parcours scolaire), ils manifestent progressivement le souhait de s'organiser collectivement pour améliorer leur situation. Pourtant, cette figure de l'étudiant en droit, et de « l'étudiant de province » en particulier<sup>111</sup>, est encore mal connue.

Il importe que toute enquête sur une Faculté de province s'y arrête longuement, en traçant tout d'abord ses caractères morphologiques et ses modes locaux de socialisation. Ensuite, elle pourra apporter des éclairages sur l'évolution des effectifs (critère central de hiérarchisation des Facultés de droit entre elles), sur les débouchés qui conditionnent le choix des cursus ainsi que sur le coût des études. Deux catégories particulières peuvent retenir l'attention : les étudiants étrangers et les étudiantes (à Bordeaux, la première étudiante s'inscrit en 1898)<sup>112</sup>. Enfin, cet étudiant un peu particulier qu'est l'aspirant au doctorat occupe une place particulière<sup>113</sup>. Quelles

---

juillet 1875, Paris, 1987 ; Gersende LE JARIEL, *Lucien Brun ou le légitimisme absolu (1822-1898)*, thèse pour le doctorat en histoire, Lyon III, 2001 (pour la Faculté libre de droit de Lyon) ; Jean-Claude MATTHYS, « Les débuts de la Faculté catholique de droit à Lille (1874-1894) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1987, tome 5, p. 73-99 ; Jean-Claude MATTHYS, « L'École des sciences sociales et politiques de la Faculté catholique de droit de Lille (1894-1925) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 10-11, 1990, p. 99-129.

<sup>110</sup> Sur ce milieu des juristes catholiques : Frédéric AUDREN, « La Belle époque des juristes catholiques (1870-1914) », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 28 (Juristes catholiques, 1880-1940), 2008, p. 233-271

<sup>111</sup> Paul OURLIAC, « L'étudiant de province », *Revue de l'enseignement supérieur*, 1958, n° 3, p. 43-46 ainsi que l'étude essentielle de John BURNEY, *op. cit.*, sur Toulouse. Voir dans ce volume la contribution d'Ahmed SLIMANI. Deux modèles à suivre pour l'histoire contemporaine : Dominique JULIA, Jacques REVEL, *Les Universités européennes du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Tome 2. Histoire sociale des populations étudiantes*, Paris, Editions de l'EHESS, 1989 ; Hartmunt TITZE, *Der Akademiker-Zyklus*, Goettingen, Vandenhoeck et Ruprecht, 1990.

<sup>112</sup> Voir, sur cette question, les études de Caroline BARRERA, *Etudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et français de l'étranger de la Faculté de droit de Toulouse (XIX<sup>e</sup> siècle-1944)*, Toulouse, Presses de Centre universitaire Champollion, 2007 ainsi que sa contribution dans ce volume.

<sup>113</sup> Sur le doctorat : Jean IMBERT, « Passé, présent et avenir du doctorat en Droit en France », *Annales d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1984,

perspectives professionnelles le doctorat offre-t-il ? Dans quelle mesure constitue-t-il un accès à un poste d'enseignement ? Le décret du 30 avril 1895, qui traduit une orientation plus scientifique de la thèse, n'est à cet égard pas exempt de cet esprit de compétition entre Facultés. En effet, la loi militaire de juillet 1889 est responsable, en partie, de cette évolution de l'enseignement dans les Facultés juridiques. Comme le reconnaît Claude Bufnoir, « la plus immédiate [des raisons] est peut-être la nécessité, vivement sentie de toute part, d'accorder l'organisation du doctorat en droit avec les exigences de la loi militaire ». Cette loi accorde aux docteurs en droit le privilège de ne passer qu'une année au lieu de trois sous les drapeaux, alors que cette dispense de deux ans est octroyée aux licenciés des Facultés des lettres et des sciences. Alors que la thèse de doctorat en droit ne concernait qu'une fraction des étudiants, elle devient à partir de ce moment un objet très convoité<sup>114</sup>. Le problème réside cependant dans la difficulté à obtenir le titre de docteur en droit. Puisqu'il n'était pas possible d'espérer obtenir une dispense pour les licenciés en droit, il devient indispensable de rendre l'acquisition du doctorat moins malaisé pour ne pas voir fuir la population des étudiants vers les études littéraires et scientifiques. Par conséquent, on décide de diviser le doctorat en droit en doctorat juridique et doctorat en sciences politiques et économiques. C'est, pour donner corps à ce nouveau grade, qu'on décide alors l'introduction de nouvelles disciplines.

### ***B – Se singulariser***

Comment les Facultés provinciales participent-elles à la production

---

p. 11-33 ; Marjorie BERRUEX, « Du doctorat au thésard. Étude sur la place de la thèse de doctorat à la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », in Martial MATHIEU (éd.), *De l'école de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006)*, op. cit., p. 97-108. Dans une perspective d'histoire sociale, Sylvain GAUCHE, « Les aspirants au doctorat de la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », *Ibid.*, p. 109-119 et François BARLOY, *Les thèses soutenues devant la Faculté de droit de Montpellier, de 1880 à 1960*, Mémoire de DEA d'histoire du droit, Montpellier, 1989. Dans la base des candidatures à l'agrégation de droit, Patricia DUCRET mentionne systématiquement à partir de 1874 et jusqu'en 1912 (sauf 1878 et 1879) le lieu du doctorat de candidat : <http://www.inrp.fr/she/agregdroit/>.

<sup>114</sup> Henri HAUSER, op. cit., p. 145 indique qu'à Paris, la moyenne annuelle des docteurs est passée de 68 à 143. Ernest GLASSON, « La crise des Facultés de droit », *Revue internationale de l'enseignement*, tome 43, 1902, p. 385 signale le « nombre moyen des étudiants en doctorat de 1878 à 1890 : 190 ; de 1890 à 1901 : 352 ».



## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

doctrinale au XIX<sup>e</sup> siècle ?<sup>115</sup> Certaines Facultés fournissent-elles des contingents d'auteurs plus importants que d'autres ? Des professeurs provinciaux se distinguent-ils plus particulièrement dans certaines branches juridiques ? Dans le champ de la production doctrinale, on aurait tort d'opposer caricaturalement une Faculté parisienne toute puissante à des Facultés de province transparentes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les commentateurs du code civil les plus célèbres ne sont-ils pas très souvent des juristes provinciaux (Toullier, Proudhon, Demolombe, Aubry et Rau, etc.) ? La visibilité éditoriale de ces derniers est, somme toute, assez remarquable au regard du caractère étroit et largement parisien du marché de l'édition juridique, du faible nombre des revues juridiques (une fois encore parisiennes)<sup>116</sup> et des conditions matérielles parfois défavorables à toute « recherche juridique » (par exemple, l'état des bibliothèques universitaires)<sup>117</sup>.

Jusque dans les années 1880, les Facultés de droit comme institutions peinent à se doter d'une identité scientifique spécifique. Sous l'effet du cadre napoléonien homogénéisant, assez rares sont, en effet, celles qui semblent pouvoir se prévaloir d'une orientation doctrinale originale<sup>118</sup>. Plus que jamais, l'image doctrinale des Facultés est alors incarnée (ou réduite à ?) par quelques auteurs réputés. L'autorité de ces derniers n'est pas seulement la conséquence d'un dialogue plus ou moins inédit avec les codifications

---

<sup>115</sup> Sur la doctrine, voir les ouvrages de Nader HAKIM, *L'autorité de la doctrine civiliste. op. cit.* et de Philippe JESTAZ, Christophe JAMIN, *La doctrine*, Paris, Dalloz, 2004.

<sup>116</sup> Jean-Yves MOLLIER, « Editer le droit après la Révolution française », *Histoire et civilisation du livre - revue internationale*, n° 1 (« Production et usages de l'écrit juridique en France du Moyen Âge à nos jours »), Droz, 2005, p. 137-147. Voir également Frédéric AUDREN, Nader HAKIM (dir.), *Les revues juridiques au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La mémoire du droit, à paraître ; Patrick CANTO, *La Revue de législation et de jurisprudence (1835-1853)*, thèse droit, Université de Lyon III, 1999.

<sup>117</sup> Voir la contribution de Marielle MOURANCHE dans ce volume.

<sup>118</sup> Néanmoins, le particularisme de Strasbourg se manifeste notamment par la place réservée, en un temps d'exégèse triomphante, à l'École historique allemande, au droit naturel, à la philosophie du droit : Marcel THOMANN, « Strasbourg et l'Europe : l'élaboration et la diffusion de doctrine juridique à la faculté de droit de Strasbourg », *Revue d'histoire des facultés de droit*, n° 13, 1992, p. 115-125. De même, la faculté de Poitiers, qui possède une chaire de droit administratif depuis 1832, ne cessera plus de rappeler et soutenir « sa tendance traditionnelle vers l'étude du droit public et administratif » : Mathieu TOUZEIL-DIVINA, « Éléments historiques : la faculté des juristes Pictaves ». Article consultable en ligne : <http://chezfoucart.com/spip.php?article13>

napoléoniennes ; elle est inséparable d'un certain « régime de savoir » propre à cette époque qui articule formes institutionnelles, pratiques scientifiques, modes d'insertions politiques et de sociabilités, réalités économiques et sociales, etc. Ainsi, la place de certains auteurs peut-elle être liée à des liens particulièrement étroits avec le Palais ou encore à la fréquentation de traditions juridiques étrangères<sup>119</sup>. Si les relations avec les juristes allemands et leur impact sont bien connus au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>120</sup>, celles avec le *common law* demeurent inexplorées. On soulignera ici un élément déterminant des positionnements doctrinaux de cette période : le champ doctrinal s'organise *directement* en fonction de doctrines politiques bien plus qu'en fonction de recherches spécialisées et d'appartenances disciplinaires<sup>121</sup>. Ce qui constitue l'originalité d'éminents professeurs de Strasbourg et de Poitiers, c'est leur effort pour inscrire leur démarche doctrinale dans une perspective libérale<sup>122</sup>. De la Restauration à la III<sup>e</sup> République, les plus fermes soutiens d'une rénovation de la science juridique ne cessent pas de promouvoir des sciences morales et politiques, c'est-à-dire un savoir libéral de l'organisation sociale. De ce point de vue, la doctrine est moins clivée entre des partisans de l'exégèse et des partisans de méthode historique qu'elle ne s'organise entre deux types d'esprit scientifique : esprit dogmatique (plutôt préoccupé par l'autorité de l'État) et esprit « science sociale » (orienté plus ostensiblement vers les libertés).

L'onde de choc de cette « politisation » doctrinale est parfois majeure.

---

<sup>119</sup> Olivier MOTTE, *Lettres inédites de juristes français du XIX<sup>e</sup> siècle conservées dans les archives et bibliothèques allemandes*, 2 vol., Bonn, Bouvier-Verlag, 1989-1990 ; du même, *Savigny et la France*, Berne, P. Lang, 1983.

<sup>120</sup> Jean-Louis MESTRE, « Les juristes aixois et la science juridique allemande au XIX<sup>e</sup> siècle », in *La coopération franco-allemande en Europe à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, PUAM, 1998, p. 105-123 ; Marc MALHERBE, « L'influence germanique dans l'enseignement économique et juridique à Bordeaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », in Alain RUIZ (dir.), *Présences de l'Allemagne à Bordeaux, du siècle de Montaigne à la veille de la seconde guerre mondiale*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997, p. 273-28 ; Jean DAUVILLIER, « Le rôle de la Faculté de droit de Toulouse dans la rénovation des études juridiques et historiques aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Annales de l'Université des Sciences sociales de Toulouse*, 1976, p. 343-384.

<sup>121</sup> Pour les débats autour de la propriété : Mikhaïl XIFARAS, *La propriété. Etude de philosophie du droit*, Paris, PUF, 2004 et, plus récemment, Julien GEORGE, *Les passions politiques de la doctrine juridique. Le droit de propriété aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, thèse droit, Université de Toulouse I, 2008.

<sup>122</sup> Voir, dans ce volume, la contribution de Mathieu TOUZEIL-DIVINA qui souligne l'ambiance libérale entourant les travaux de la Faculté de Poitiers.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

Sous la monarchie de Juillet, le critère d'évaluation qui permet, aux yeux de certains milieux intellectuels et du pouvoir politique, de juger d'un bon enseignant en droit mais également d'une saine méthode juridique n'est pas une maîtrise de la dogmatique mais la capacité à s'appropriier le droit avec les outils de la « science sociale ». Cette transformation affecte directement la Faculté parisienne, à son corps défendant, comme en témoignent les nominations ministérielles de personnalités comme Rossi ou Ortolan. Dans un contexte libéral accru, la valorisation de cette philosophie juridique va cristalliser une quantité d'initiatives, de projets qui cherchent à se faire reconnaître. Deux avocats, versés dans le droit comparé et l'économie politique, Foelix et Wolowski, fondent respectivement, en 1833 et 1834, la *Revue étrangère de législation et d'économie politique* et la *Revue de législation et de jurisprudence* qui ouvrent ses colonnes à des professionnels du droit, à des professeurs de province et à des juristes étrangers. De même, le jeune Lermnier, admirateur de Savigny, est nommé professeur au Collège de France en 1831. Certains professeurs de province participent de ce mouvement. Le professeur de droit administratif rennais Firmin Laferrière crée en 1841 une éphémère *Revue bretonne de Droit et de Jurisprudence* qui, s'inscrivant dans le sillage de l'École historique allemande, promeut une transformation de la démarche juridique. Revue fondée en province, animée essentiellement par des provinciaux, elle associe quelques parisiens, tous versés dans les sciences morales et politiques<sup>123</sup>. Ce qui frappe ici, c'est le retournement spectaculaire qui s'opère à ce moment : la science défendue par la première des Facultés de droit se trouve « provincialisée » sur la carte des savoirs juridiques alors même qu'un ensemble d'acteurs aux marges de cette Faculté parisienne (et aux marges du département de la Seine) se trouvent subitement déplacés vers son centre. Un tel épisode montre combien le champ académique et le champ doctrinal ne coïncident jamais parfaitement. Le changement dans l'ordre des savoirs légitimes est une opportunité pour tout un ensemble de juristes provinciaux qui peuvent investir des terrains porteurs. Cette fenêtre se refermera assez rapidement pour revenir à une plus grande orthodoxie juridique. La condition de possibilité de ce moment inédit réside bien moins dans la doctrine dominante de la Faculté parisienne arc-boutée sur son conservatisme que la capacité des « sciences morales et politiques » à construire un réseau efficace des porte-parole.

---

<sup>123</sup> Yann-Arzel DURELLE-MARC, « La *Revue bretonne de droit et de jurisprudence* de F. Laferrière et l'école historique française du droit », in Jacques POUMAREDE (éd.), *Histoire de l'histoire du droit*, op. cit., p. 373-387.

Les transformations républicaines du système d'enseignement changent incontestablement les formes de la politisation de la doctrine. Elle emprunte, par exemple, plus systématiquement la voie de l'introduction, au sein des Facultés, de disciplines nouvelles ayant un contenu manifestement politique ou social (économie politique, droit constitutionnel ou législation industrielle)<sup>124</sup>. Ces évolutions, qui alignent progressivement modèle professionnel, enjeux politiques et production savante pour former un nouveau régime de savoir, appellent des enquêtes plus précises. Au-delà des relations qu'entretiennent politique et doctrine, le réaménagement de l'espace académique après 1880 rend possible de nouvelles stratégies de distinction et de reconnaissance pour les enseignants et les Facultés de province. À la recherche d'une audience et d'une certaine visibilité doctrinale, les professeurs de droit développent fortement certains domaines du droit avec le soutien de leur Faculté et des milieux locaux. On assiste à la construction de véritables pôles disciplinaires portés par les membres du corps enseignant, les instances académiques, les municipalités ou encore les sociétés savantes locales. L'idée d'une *territorialisation des savoirs juridiques* prend ici tout son sens. Si l'École de droit d'Alger se préoccupe de droit et de science coloniales (création de la *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence* en 1885), la Faculté de Caen s'engage, quant à elle, après 1900 dans la promotion du droit normand : création d'un séminaire de droit normand (1908) et lancement des semaine de droit normand (1911). La situation de la Faculté de Lyon est plus éclairante encore : ville ouvrière, elle se montre réceptive à la réflexion sur la législation ouvrière. Non content d'enseigner cette discipline, le professeur lyonnais Paul Pic lance, avec Justin Godard, une revue en 1900, les *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, et, presque aussitôt, un *Office social de renseignements et d'études de Lyon* qui enquête sur la situation économique et ouvrière dans la région. En mettant en prise directe son enseignement sur la société lyonnaise, le professeur renforce sa position dans sa discipline<sup>125</sup>. Son autorité sur celle-ci, déjà établie par la

---

<sup>124</sup> Sur l'introduction du droit constitutionnel, voir Guillaume SACRISTE, *op. cit.* Sur le droit social, les remarques de Christophe JAMIN et Pierre-Yves VERKINDT, « Droit civil et droit social : l'invention d'un style néoclassique chez les juristes français au début du XX<sup>e</sup> siècle », Nicholas KASIRER (dir.), *Le droit civil, avant tout un style ?*, Paris, Éditions Thémis, 2003, p. 103-120.

<sup>125</sup> Voir les contributions de Nader HAKIM et Farid LEKEAL, in David DEROUSSIN (éd.), *op. cit.*, p. 123-171 ; Nader HAKIM, « Les premiers traités de législation industrielle et la jurisprudence : les ressources d'une influence doctrinale au Palais »,

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

publication d'un traité élémentaire de législation industrielle, s'en trouve consolidée par cette stratégie d'entrepreneur des sciences juridiques. C'est une démarche similaire qui permet au professeur toulousain Jean-Baptiste Brissaud, en s'appuyant notamment sur ses étudiants et sur tout un réseau de sociétés savantes régionales, de bâtir le projet d'un corpus méthodique du droit méridional<sup>126</sup>.

L'empire des Facultés de province sur la doctrine mériterait donc une évaluation précise. Dans tous les cas, de nombreux indices signalent que nous sommes fort loin de cette image de la pensée qui représente le champ doctrinal intégralement concentré sur Paris. À cet égard, on peut rappeler le rôle des professeurs provinciaux dans la rénovation de la science juridique sous la III<sup>e</sup> république. L'« École scientifique » (que l'on oppose à « l'École de l'exégèse ») a une origine principalement provinciale : Gény à Nancy, Charmont à Montpellier, Deslandres à Dijon, Cuche à Grenoble en sont quelques représentants. Les causes en sont multiples. La promotion d'une « démarche scientifique » fondée notamment sur la méthode d'observation doit se lire notamment comme un effort de ces professeurs pour faire reconnaître une conception valorisante de la fonction professorale. Là où les professeurs parisiens peuvent se prévaloir d'une proximité des grandes centres politiques et judiciaires (à commencer par des liens avec pouvoir républicain) ainsi que d'une multitude de gains symboliques, les professeurs provinciaux (guidés par des motifs aussi scientifiques que politiques), sans délaisser nécessairement leurs activités au Palais, peuvent revendiquer une mission plus haute que la simple organisation des examens et la délivrance de diplômes. Néanmoins, et à la différence de la monarchie de Juillet, les efforts de ces juristes provinciaux ne parviendront jamais vraiment à déborder les partisans d'une méthode plus classique, incarnés notamment par l'institution parisienne. C'est que ces derniers parviendront à convertir à leur profit le mouvement impulsé par les juristes provinciaux.

Dans les dernières décennies de 1800, l'accroissement du nombre des Facultés et des disciplines enseignées qui s'efforcent d'affirmer leur légitimité, les débats autour de la méthode juridique, les évolutions de la demande sociale rendent plus sensibles la question des options scientifiques de chaque Faculté désireuse d'affirmer leur identité dans un champ académique et doctrinal plus concurrentiel. Ce n'est pas un hasard si certains juristes cherchent, à partir de cette époque, à ordonner la complexité

---

in Jean-Pierre LE CROM, *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, PU Rennes, 2004, p. 29-39.

<sup>126</sup> Voir, dans ce volume, l'analyse proposée par Hervé LE ROY.

de cet univers institutionnel et intellectuel en repérant des écoles doctrinales dans certaines Facultés. Que ces écoles « provinciales » n'aient en réalité, comme des études récentes le démontrent<sup>127</sup>, aucune consistance réelle ne doit pas surprendre. La catégorie d'école n'a, en effet, pas de valeur descriptive ou de pertinence analytique: elle est, à l'inverse, un enjeu dans la construction de l'autorité doctrinale. Ainsi, l'histoire des Facultés de droit doit surtout s'attacher à décrire les usages (polémiques ou non) d'une telle catégorie, les formes de mobilisation dont elle est l'objet entre les mains d'auteurs soucieux de « faire doctrine ». Des Facultés de droit, en quête de visibilité scientifique, ne manquent pas d'accueillir avec une bienveillance certaine cette distribution géographique des constructions doctrinales. Le caractère introuvable des écoles doctrinales ne doit pas pour autant masquer le sentiment accru d'appartenance à une Faculté ni même que leurs enseignants se distinguent fréquemment par une culture et des pratiques communes<sup>128</sup>. L'enquête peut ainsi restituer les multiples opérations qui contribuent justement à donner à la Faculté une tonalité intellectuelle particulière et que le corps enseignant revendique fièrement comme un patrimoine précieux. En définitive, la III<sup>e</sup> République, en traçant les contours de la doctrine moderne, élève à cette occasion la Faculté de droit *en elle-même* au rang d'acteur de la doctrine à part au même titre que les professeurs-auteurs qu'elle compte dans ses murs.

---

<sup>127</sup> Sur l'invention d'une « École de Poitiers » par Maurice Hauriou dès 1892, voir la contribution de Mathieu TOUZEIL-DIVINA dans ce volume. Sur les écoles doctrinales, les travaux de Fabrice MELLERAY, « École de Bordeaux, école du service public et école du guiste. Propositions de distinction », *Revue du droit public*, n° 6, 2001, p. 1887-1905 ; « L'école de Strasbourg : mythe ou réalité ? », in *Mélanges Pierre Pactet*, Dalloz, 2003, p.319-338 ; « Remarques sur l'école de Toulouse », in *Études en l'honneur du professeur Jean-Arnaud Mazères*, Paris, Litec, 2009, p.533-553. Voir également Jérôme FERRAND, « Contorsions logiques et poids des mots : l'interprétation de l'article 1382 du code civil par les professeurs et jurisconsultes grenoblois dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle », in Martial MATHIEU (éd.), *De l'école de droit à la faculté de droit de Grenoble, op. cit.*, p. 123-140) qui constate l'inexistence d'une « école grenobloise de la responsabilité civile dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle ».

<sup>128</sup> Sur ces communautés de pratiques et de cultures, je me permets de renvoyer à deux articles : Frédéric AUDREN, « « La Belle époque des juristes catholiques », *op. cit.* et « Comment la science sociale vient aux juristes ? Les professeurs de droit lyonnais et les traditions de la science sociale (1875-1935) », in David DEROUSSIN (éd.), *Le renouvellement des sciences sociales et juridiques, op. cit.*, p. 3-50.

## Qu'est-ce qu'une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle ?

### **Conclusion : les Facultés de province, une invention de la III<sup>e</sup> République**

Le XIX<sup>e</sup> siècle des Facultés de droit peut se caractériser rapidement par deux configurations successives. La configuration napoléonienne organise un ensemble atomisé de Facultés de province largement isolées les unes des autres mais dépendantes du centre politique. En vertu des dispositions de l'instruction pour les écoles de mars 1807, elles ne peuvent même pas correspondre entre elles ni directement ni indirectement, de sorte que la mobilité éventuelle de certains étudiants et certains échanges intellectuels entre les professeurs semblent seuls en mesure de connecter les différents sites universitaires. Les revendications visant à obtenir les mêmes conditions que la Faculté parisienne sont, pourrait-on dire, moins motivées par la volonté de faire jeu égal sur le plan académique avec une Capitale hégémonique que par l'espoir d'un minimum de « justice spatiale ». Les transformations du système de l'enseignement du droit, à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et s'accéléralant avec la III<sup>e</sup> République, ont contribué à relever l'attractivité des Facultés de province. Sans parvenir, bien entendu, à renverser la centralité parisienne, les Facultés provinciales réussissent néanmoins à faire exister des projets pédagogiques et scientifiques spécifiques, à établir des positions fortes et concurrentielles dans certains secteurs du droit.

Cette nouvelle configuration, qui construit l'espace universitaire sur un modèle plus concurrentiel, ne doit pas masquer le revers, peut-être moins pessimiste, de ce monde des Facultés juridiques. Tout d'abord, le champ académique est régulé par le critère de la carrière rendu possible par l'instauration d'une agrégation nationale (1855), d'une multiplication des Facultés et des chaires, etc. Le mérite est producteur de reconnaissance et de mobilité. Par conséquent, si la Faculté parisienne devient plus accessible, l'activité exercée dans une Faculté de province peut être une étape de la carrière ou un choix.

Le « provincialisme » des Facultés n'est pas seulement un effet imposé du système d'enseignement ; il peut être une construction, une revendication, une identité. Une Faculté de province se distingue par des orientations scientifiques, un corps enseignant qui s'investit et décide de rester sur place, etc. Ce qui fait la *différence* d'une Faculté est alors valorisée (même si le modèle parisien suscite des convoitises). Cette évolution prend tout son sens lorsqu'elle est reliée aux progrès d'une conscience régionale au même moment et que les républicains arrivés au pouvoir seront loin de

contredire<sup>129</sup>. À cette logique positive de la différence s'ajoute une autre logique, plus discrète et délicate à saisir, une logique de *l'équivalence*. La prolifération des lieux d'échanges intellectuels, la multiplication de sociétés savantes offrent des possibilités accrues de rencontres, de connexions et de débats. Les Facultés de province expérimentent la proximité de leurs difficultés, expriment plus nettement la nécessité d'agir collectivement et de désigner des porte-parole susceptibles de parler, en leur nom, de leurs intérêts. Par exemple, les professeurs provinciaux de droit public parviennent à s'organiser collectivement, notamment dans une *Association des membres des Facultés de droit* (1909), pour faire valoir leur vision du métier de professeur de droit (et les valeurs qu'ils y attachent) contre celle des légistes parisiens<sup>130</sup>. En somme, et avec une acuité nouvelle entre le moment 1900 et la Grande guerre, l'opposition entre Paris et la Province prend consistance par l'intermédiaire de leurs porte-parole. Pendant la III<sup>e</sup> République, face à la Faculté parisienne, il faut compter progressivement avec l'activisme de Facultés *de la province* devenues des Facultés *de Province*.

---

<sup>129</sup> Christophe CHARLE, « Régions et consciences régionale en France », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, volume 35, n° 1, p. 37-43 ; Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, Aubier, 1996. Pour un cas particulier, Catherine BERTHO, « L'invention de la Bretagne », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1980, volume 35, n° 1, p. 45-62.

<sup>130</sup> Voir sur ce point, la démonstration très convaincante de Guillaume SACRISTE *Le droit de la République (1870-1914)*, *op. cit.*



**LA FACULTE DE DROIT D'AIX AU XIX<sup>e</sup> SIECLE :  
ETAT DE LA RECHERCHE**

**par Jean-Louis Mestre,  
professeur à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III**

Les Universités d'Aix-Marseille se préparent à célébrer le 600<sup>e</sup> anniversaire de la fondation d'une Université à Aix par Louis II d'Anjou, comte de Provence, et par le pape Alexandre V. La bulle pontificale, expédiée de Pistoia, date exactement du 9 décembre 1409. Le comité de pilotage de la commémoration est présidé par le président de l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, Marc Pena, professeur d'histoire du droit. Il comprend deux autres historiens du droit, Jean Philippe Agresti, maître de conférences, et Jean-Louis Mestre.

Un ouvrage collectif consacré à la Faculté de droit est en cours d'élaboration, sous la direction du professeur Joseph Pini, vice-président de l'Université. Certaines contributions porteront exclusivement sur la période antérieure à la Révolution (celles d'A. Leca sur C.-A. Fabrot, de J.-P. Agresti sur J.-B. Reboul, de J.-L. Gazzaniga sur Durand de Maillane, et de L. Reverso sur J.-J. Julien). La plupart concerneront les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Voici la liste de celles qui traiteront, au moins partiellement, du XIX<sup>e</sup> siècle et des débuts du XX<sup>e</sup> :

- le droit romain (A. Céрати),
- les historiens du droit (M. Ganzin),
- l'enseignement de l'histoire du droit jusqu'à la Première Guerre mondiale (A. Slimani),
- l'enseignement du droit administratif et du droit constitutionnel de 1806 à 1958 (J.-L. Mestre),
- le droit civil (J.-L. Mouralis),
- le droit commercial (J. Mestre),

- le droit pénal (R. Gassin),
- les finances publiques (L. Philip),
- l'économie politique (J.-Y. Naudet),
- enseignements et publications de droit international jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (J.-L. Mestre),
- une tradition scientifique, le droit maritime (P. Bonassies)
- aspects de la vie étudiante à Aix dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (C. Derobert- Ratel),
- la Faculté et le monde politique (R. Ghevontian),
- l'enseignement et les études de droit colonial (E. Gasparini),
- des étudiants venus de l'étranger (J.-L. Mestre),
- René Cassin (X. Philippe),
- le livre et l'enseignement du droit (D. Jacobi),
- une documentation au service de l'enseignement et de la recherche : brève histoire de la bibliothèque universitaire (R. Burget),
- la Faculté à travers les guerres (F. Quastana et C. Regad).

Deux contributions portent sur des personnalités liées à la Faculté qui ont joué un rôle en dehors de celle-ci au XIX<sup>e</sup> siècle, mais se sont intéressées à elle, J.-E. Portalis (J.-Benoît d'Onorio) et J.-J. Siméon (P. Taudou).

Pour que cet ouvrage n'atteigne un volume trop important, chaque contribution est limitée à 12 000 espaces. Une cinquantaine de documents ou de portraits doivent illustrer les développements. Un colloque doit être organisé avec les historiens de l'Université de Provence (Aix-Marseille I). Il permettra de développer certains des thèmes précités. Les actes en seront publiés.

Pour traiter ces sujets et retracer l'histoire de la Faculté au XIX<sup>e</sup> siècle, on dispose de diverses sources. Le *Registre du personnel*, manuscrit, fournit des renseignements précieux sur les enseignants qui ont exercé leurs fonctions, même très provisoirement, à la Faculté : dates et lieux de naissance, dates des nominations, des promotions, des mutations, parfois des décès. On trouve parfois la mention d'autres fonctions publiques, voire de quelques publications. Ce registre a été mieux tenu au XIX<sup>e</sup> siècle qu'à partir de la Première Guerre mondiale. M. A. Slimani, maître de conférences à l'Université de Picardie, a dressé la liste de tous les enseignants et retrouvé un grand nombre de dossiers aux Archives nationales. Quelques-uns de ceux-ci avaient déjà été utilisés pour des études ponctuelles.

La Faculté a conservé les fiches des étudiants de la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle (ce sont celles du début du siècle qui manquent, si toutefois l'on s'était déjà mis à en confectionner). La Bibliothèque universitaire conserve

## La Faculté de droit d'Aix

une très riche collection de thèses anciennes, de licence et de doctorat. On y trouve par exemple celles de Thiers, de Mignet, de Mistral. La Bibliothèque conserve aussi des ouvrages publiés par les enseignants aixois et leurs articles parus dans diverses revues. Elle ne dispose toutefois pas de toutes les éditions de ces ouvrages. Elle détient aussi des *Annuaire des Facultés d'Aix et de Marseille* à partir de 1890, mais de façon incomplète, de même que des *Rapports annuels*. La collection des *Enquêtes relatives à l'enseignement supérieur*, qui débute en 1883, permet de combler des lacunes.

La Bibliothèque universitaire conserve des documents plus anciens, dont le premier consiste dans une copie du procès-verbal de la séance d'ouverture de l'Ecole de droit d'Aix le mardi 15 avril 1806. Ces documents précieux comprennent des discours de rentrée, des discours d'installation de professeurs, à commencer par celui du recteur d'Eymar saluant le succès de François-Philippe Mottet à un concours qui s'était déroulé à Toulouse, « dans la patrie même des Cujas, des Furgole », en 1809, et des leçons d'ouverture de certains cours. La Bibliothèque garde encore des affiches annonçant les cours de l'année universitaire qui va commencer. Enfin, des tirés à part et divers opuscules fournissent des renseignements très utiles sur divers enseignants et parfois sur des étudiants devenus illustres. La bibliothèque du musée Arbaud, siège de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix, dont beaucoup de professeurs et d'anciens étudiants ont fait partie, et la bibliothèque de la ville, la bibliothèque Méjanès, fournissent également de précieux documents.

La Bibliothèque universitaire prépare une exposition d'une dizaine de vitrines, dont une bonne part sera consacrée au XIX<sup>e</sup> siècle. La Faculté de droit détient des archives des concours de recrutement des professeurs ayant eu lieu en 1840, 1843 et 1845. Elle possède un portrait du doyen Bernard et diverses photographies de professeurs.

C'est aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône que se trouvent les archives les plus abondantes, dans la sous-série 1T (archives du rectorat de l'Académie d'Aix). Ces documents sont classés. Ils sont de natures diverses (correspondances, délibérations, projets, pièces comptables), mais lacunaires. Il faut mettre à part les registres des inscriptions des étudiants, des procès-verbaux d'examens et des diplômes délivrés, qui sont complets pour l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle. Les épreuves des concours de fin d'année, dont la Faculté d'Aix a pris l'initiative en 1836, ainsi que celle de Poitiers, ont été conservées pour la période 1837-1864.

Outre les dossiers de la plupart des enseignants, dont A. Slimani a dressé, comme nous l'avons déjà dit, la liste, les Archives nationales

contiennent, également dans la sous-série F17, divers documents relatifs à la Faculté d'Aix. M. Touzeil-Divina en a tiré parti dans sa thèse.

Des archives privées peuvent présenter un vif intérêt. C'est le cas des documents conservés par Mme J. Moreau, dont le mari était le petit-fils de Félix Moreau, qui enseigna à Aix le droit administratif et le droit constitutionnel après sa nomination en 1885. Le professeur Roger Bout garde la correspondance de l'étudiant que fut son grand-père. Mme Raffaelli conserve une photo du doyen Carles, l'un de ses ancêtres. La famille Jourdan, celle du doyen Alfred et de son fils Edouard, professeur lui aussi, possède des documents intéressants.

La presse locale, à commencer par le *Mémorial d'Aix*, fournit diverses informations. Certaines délibérations du Conseil général des Bouches-du-Rhône également (série N des Archives départementales). La série M (préfecture) est également susceptible de fournir des renseignements, de même que la série des Archives communales d'Aix contenant les délibérations du Conseil municipal.

Diverses études ont déjà été réalisées. Le doyen Félix Moreau a fait paraître en 1931 un article intitulé « Mistral étudiant et la Faculté de droit d'Aix au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », qui dépasse largement son sujet. C'est en fait une longue étude de près de 80 pages qui retrace la vie de la Faculté pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (*Annales de la Faculté de Droit d'Aix*, nouvelle série n° 20, p. 7-84). La période du Second Empire n'a pas fait l'objet d'une étude synthétique. Sur la III<sup>e</sup> République, on dispose de deux mémoires rédigés sous ma direction par deux étudiantes de DEA-Master recherche d'histoire des institutions et des idées politiques : *L'histoire de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence de 1870 à 1914 : une période de controverses*, par Mme E. Jouve-Lefebvre (1998-1999, 93 p.) ; *L'histoire de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence. 1914-1944 : d'une guerre à l'autre*, par Mlle C. Regad (2007-2008, 156 pages). Si ce second mémoire ne porte pas sur le XIX<sup>e</sup> siècle, il fournit maints renseignements sur des enseignants ayant exercé leurs fonctions avant la fin de celui-ci.

Mme Christiane Ratel-Derobert, maître de conférences à l'Université de Toulon, a publié plusieurs études sur les étudiants et sur divers professeurs. Elle a consacré un article très bien documenté à des « aspects de la vie des étudiants en droit aixois dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » (*Revue de la Recherche juridique. Droit prospectif*, 1997-2, p. 527-579 + annexes). Après avoir relevé l'augmentation du nombre des étudiants (de 66 à 276 en 1850) et la prépondérance de ceux issus du milieu judiciaire (39,6 %) et de familles de propriétaires (22,5 %), elle a étudié « la morosité de la vie étudiante et ses

parades : distractions et sociabilité », puis « les turbulences étudiantes » et enfin les manifestations de leurs opinions. Des professeurs, elle a retracé « le destin malheureux de Louis Etienne, professeur de droit romain à Aix-en-Provence de 1843 à 1850 », dont la réforme prononcée par le Conseil (national) de l'Université a été inspirée avant tout par des considérations de nature politique (*ibid.*, 1996-1, p. 245-283). Puis, la vie d'Eliacin Naquet, qui abandonna sa chaire de procédure civile pour devenir, lors de l'« épuration » de 1883, procureur-général à la Cour d'appel d'Aix (*Eliacin Naquet (1843-1921) : un juriste au destin tourmenté*, PUAM, 2008, 159 p.).

Une communication du professeur Roger Bout sur « la vie étudiante à Aix en 1875 d'après le témoignage de l'Avignonnais Etienne Rouvière » fournit des informations très concrètes sur la vie de cet étudiant « pieux, sage et studieux », sur les conseils donnés par le doyen -dont la nécessité de recourir à l'aide d'un « répétiteur »- et les examens (cette communication n'a été publiée que sous la forme d'un résumé dans le *Bulletin* de l'Académie de Vaucluse en 1986, mais R. Bout nous en a fourni la version intégrale, rédigée à partir de la correspondance d'E. Rouvière et de sa mère ; 28 p. dactyl.).

Alban d'Hauthuille a fait l'objet d'une notice de J.-J. Clère dans le *Dictionnaire historique des Juristes français. XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (dir. P. Arabeyre, J.-L. Halpérin et J. Krynen), PUF, 2007, p. 399. La famille de ce professeur de droit civil, auteur de travaux de grande qualité, qui mourut à 31 ans le 2 novembre 1844, a conservé son éloge funèbre. Sa thèse et plusieurs de ses articles font ressortir sa connaissance des travaux des romanistes allemands. Il suivait en cela l'exemple de Charles Giraud, qui a fait aussi l'objet d'une notice dans ce même *Dictionnaire* (P. Ducret, p. 372-374).

Charles Giraud a été le premier titulaire de la chaire de droit administratif créée à Aix en 1835. Il s'est illustré comme romaniste et a quitté la Faculté dès qu'il a été élu à l'Académie des sciences morales et politiques. Il a fait l'objet d'un article fouillé de J. Bouineau : « Charles Giraud (1802-1881) », *Revue d'histoire des Facultés de Droit*, n° 20, 1999, p. 121-145. J. Bouineau lui avait consacré une notice l'année précédente dans sa contribution aux *Mélanges en hommage à Romuald Szramkiewicz*, ainsi qu'à deux autres Aixois, le doyen Bouteuil (1791-1878) et Paul Gide, qui quitta Aix après y avoir fait ses études (« Racines universitaires de Romuald Szramkiewicz. Début XIX<sup>e</sup> siècle-1900 », Litec, 1998, p. 375-376, 380-381, 386-387). Ces *Mélanges* contiennent aussi mon article sur « Le droit constitutionnel selon Edouard Jourdan en 1886-1887 », article écrit à partir des notes prises par un étudiant de doctorat, Louis Vidal, qui était déjà docteur en médecine (p. 323-334).

De précieuses informations sont fournies par les correspondances publiées par Olivier Motte et par les notices qui les accompagnent : *Lettres inédites de juristes français du XIX<sup>e</sup> siècle conservées dans les archives et bibliothèques allemandes*, Bonn, Bouvier Verlag, édition Röhrscheid, tome I, 1989, et tome II, 1990, 1735 p. (sur cette mine de renseignements, cf. mon compte rendu à la *Revue de la Recherche juridique*, 1991-1, p. 271-276). Cet ouvrage m'a beaucoup aidé pour traiter de l'intérêt porté par les juristes aixois à la science juridique allemande (« Les juristes aixois et la science juridique allemande au XIX<sup>e</sup> siècle », in *La coopération franco-allemande en Europe à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, PUAM, 1998, p. 105-123).

A. Slimani a réuni une documentation extrêmement abondante sur « Les débuts de l'histoire juridique moderne à la Faculté de droit d'Aix (1879-1918) ». Le riche article qu'il en a tiré paraîtra à la *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*. Il prépare une autre étude sur Ginoulhiac, qui a soutenu sa thèse à Aix en 1840 et y a enseigné avant de se faire nommer à la Faculté de Toulouse (Ph. Nélidoff, « La création de la chaire toulousaine d'histoire du droit (1859) », *Histoire de l'histoire du droit*, Textes réunis par Jacques Poumarède, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, p. 145-161) : « Charles Ginoulhiac, docteur en droit à Aix en 1840 ». Cette étude doit paraître dans le présent ouvrage.

Sur le bâtiment occupé par la Faculté de droit au XIX<sup>e</sup> siècle, celui de l'ancienne Université, existe un mémoire de l'IEP d'Aix, rédigé par Mlle C. Bertollo sous ma direction : *Histoire et architecture du bâtiment de l'Institut d'études politiques d'Aix* (1984, 151 pages + annexes). Un étudiant du Master 2 professionnel Métiers de la mémoire et du patrimoine, S. Borzillo, a rédigé, sous la direction de D. Jacobi et de C. Bruschi, un mémoire fort bien documenté intitulé : *La préparation d'une exposition retraçant l'histoire de la Faculté de droit d'Aix* (2007-2008, 174 p.).

On trouve dans l'ouvrage dirigé par Philippe Delvit, *Toiles, gravures, fusain et sanguine... Une galerie de portraits à l'Université* (Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006), les portraits de plusieurs professeurs qui ont enseigné quelques années à Aix au cours du XIX<sup>e</sup> siècle avant d'être nommés à Toulouse : Charles César-Bru, Antonin Deloume, Joseph Dugarçon, Charles Ginoulhiac, A. Merignhac, Etienne Perreau et Edouard-Joseph Timbal. On y trouve aussi le portrait de Georges Vidal, qui a soutenu sa thèse de doctorat à Aix. Ces portraits, remarquablement reproduits, sont accompagnés de notices biographiques, dont les sources sont précisées en note. César-Bru et Ginoulhiac ont fait

## La Faculté de droit d'Aix

l'objet de notices dans le *Dictionnaire* précité (respectivement de J. Poumarède et de Ph. Nélidoff, p. 372-373, 369-370).





## **LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX ETAT DES LIEUX HISTORIOGRAPHIQUE**

**par Marc Malherbe,  
maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV  
Centre aquitain d'histoire du droit**

Il n'existe que fort peu d'études historiques sur la Faculté de droit de Bordeaux. La raison essentielle réside dans sa fondation très tardive à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En effet ce n'est que le 15 décembre 1870 qu'un décret du Gouvernement de la Défense nationale autorise la création d'une Faculté de droit à Bordeaux. Bordeaux vient après Nancy (1864) et Douai (1865). Si l'on remonte jusqu'à la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) complétée par le décret du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire de la même année (21 septembre), fondant douze Ecoles de droit en France, on s'aperçoit que Bordeaux arrive seulement en quinzième position dans la liste des créations.

Ceci explique que l'ancienne Université de Bordeaux antérieure à 1789 ait fait l'objet de beaucoup plus d'attention de la part des chercheurs. C'est ainsi que l'on compte environ une quarantaine d'études sur l'Université d'Ancien régime, alors que celles intéressant l'Université moderne dépassent péniblement la douzaine. Il faut attendre 1966, soit près d'un siècle après sa fondation, pour rencontrer un discours évoquant le passé historique de l'établissement de la place Pey-Berland fondé en 1870. Prononcé à l'occasion de sa réception à l'Académie de Bordeaux et retranscrit dans les *Actes* de cette institution cette allocution est l'œuvre de Georges Hubrecht, professeur d'histoire du droit et de droit romain.

En 1975, la Faculté décide de fêter son centenaire (avec cinq années de retard...). A cette occasion, une plaquette commémorative est publiée, contenant quatre études, dont une seule sur le passé historique de la Faculté créée en 1870. Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'un travail véritablement

scientifique reposant sur une recherche archivistique, mais plutôt d'une évocation de certains souvenirs d'un ancien étudiant devenu professeur : on doit ces quelques pages à Jean Brethe de la Gressaye, professeur de droit privé.

En 1984, le premier numéro des *Annales d'histoire des facultés de droit* voit le jour et, par l'intermédiaire de Stéphane Rials, pose le problème de l'historiographie des Facultés juridiques. Le second numéro de cette même revue est consacré aux méthodes de l'enseignement du droit du Moyen-Age à nos jours. Un mouvement en faveur de l'histoire des établissements juridiques est alors lancé, relayé par la Société d'histoire du droit quelques années plus tard. C'est dans le cadre de cette impulsion qu'à partir de 1996 seront publiés les travaux de Marc Malherbe sur la Faculté de droit de Bordeaux, dont on trouvera la liste ci-dessous.

A l'occasion du colloque *Thémis dans la Cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008, Marc Malherbe a été rejoint il y a peu par cinq jeunes docteurs ou doctorants bordelais, M<sup>me</sup> Hissung-Convert, M<sup>lle</sup> Sarah Akbaraly, M<sup>lle</sup> Fathia Cherfouh, M<sup>lle</sup> Laetitia Guerlain et M. Nicolas Rothé de Barruel qui publieront bientôt des études relatives à l'économie politique à Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle, au doctorat, à la diffusion des enseignements, à l'engagement des notables dans la création de la Faculté de droit de Bordeaux, et à l'antenne bordelaise de l'association nationale des docteurs en droit. Signalons enfin que Bernard Pacteau, professeur de droit public à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, a étudié la courte carrière municipale de Léon Duguitt au début du XX<sup>e</sup> siècle, et ce travail sera également publié dans les actes du colloque précité.

A l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, on peut donc distinguer deux axes principaux dans l'historiographie relative à la Faculté de droit de Bordeaux : l'histoire générale, et l'histoire de l'enseignement et de la science juridique. Ces deux aspects sont d'ailleurs représentés de manière très équilibrée, puisque chacun totalise sept travaux. On le voit : les études concernant la Faculté de droit de Bordeaux à l'époque moderne et contemporaine ne remontent guère au-delà d'une quinzaine d'années. L'avenir s'annonce plus prometteur. Grâce aux rencontres périodiques prévues sur le thème de l'enseignement et de la doctrine dans les facultés de province au XIX<sup>e</sup> siècle, on peut raisonnablement espérer un flux plus régulier d'essais scientifiques concernant Bordeaux et sa Faculté de droit. Les jeunes chercheurs s'intéressent à cet aspect de l'histoire du droit, comme en témoignent les articles à paraître, mais déjà achevés, mentionnés ci-dessous.

**LISTE RECAPITULATIVE DES TRAVAUX HISTORIQUES RELATIFS A  
LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX**

**I - Histoire générale**

HUBRECHT (Georges), « Discours de réception à l'Académie de Bordeaux », dans *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1966, p. 37-47.

BRETHER DE LA GRESSAYE (Jean), « La Faculté de droit de Bordeaux depuis 1871 », dans *Centenaire de la Faculté de droit, N° spécial des Annales de la Faculté de droit des sciences sociales et politiques et de la Faculté des sciences économiques*, 1976, p. 15-25.

MALHERBE (Marc), *La Faculté de droit de Bordeaux (1870-1970)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, 492 p.

PACTEAU (Bernard), « Léon Duguit : de l'Université à la Cité », à paraître dans les Actes du colloque *Thémis dans la Cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008.

GUERLAIN (Laetitia), « L'Association nationale des docteurs en droit : l'exemple de la section girondine (1963-1978) », à paraître dans les Actes du colloque *Thémis dans la Cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008.

ROTHER DE BARRUEL (Nicolas), « Thémis pour tous : l'engagement des notables pour une Faculté de droit à Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle », à paraître dans les Actes du colloque *Thémis dans la cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008.

TEISSEYRE (Charles), « *Griindlichkeit* », aménité bordelaise, patriotisme français : Henri Barckhausen (1834-1914), un parfait exemple d'assimilation », dans *Présence de l'Allemagne à Bordeaux, du siècle de Montaigne à la veille de la seconde guerre mondiale* (dir. Alain Ruiz), Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997, p. 143-154.

Ce dernier article est plutôt biographique : il n'aborde pas les enseignements juridiques d'Henri Barckhausen.

**II - Enseignement-science juridique**

AKBARALY (Sarah), « Le doctorat en droit à Bordeaux sous la III<sup>e</sup> République », à paraître dans les Actes du colloque *Thémis dans la cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008.

CHERFOUH (Fatiha), « La diffusion des enseignements de la Faculté de droit de Bordeaux : apport doctrinal et expériences institutionnelles », à paraître dans les Actes du colloque *Thémis dans la Cité*, tenu à Bordeaux les 9 et 10 octobre 2008.

HISSUNG-CONVERT (Nelly), «L'enseignement de l'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux au XIXe siècle », à paraître dans les *Actes de la Table ronde de Toulouse* des 12, 13 et 14 novembre 2008 : *Enseignement et doctrine dans les Facultés de droit de province au XIXe siècle*.

MALHERBE (Marc) « L'influence germanique dans l'enseignement économique et juridique à Bordeaux (XIXe-XXe siècle) », dans *Annales aquitaines d'Histoire du droit*, t. 1, publications du Centre d'études et de recherches d'histoire institutionnelle et régionale (CERHIR), Université Montesquieu-Bordeaux IV, 1997, p. 89 à 104. Cet article a été repris dans *Présence de l'Allemagne à Bordeaux, du siècle de Montaigne à la veille de la seconde guerre mondiale* (sous la direction du professeur Alain Ruiz), Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1997, p. 273 à 286.

« L' Histoire du droit à la Faculté de Bordeaux au XIXe siècle », dans *Histoire de l'Histoire du droit*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 2006, p. 163-192.

« Défenseur de Thémis et serviteur de Marianne : Frantz Despagnet, juriste polyvalent (1857-1906) », à paraître dans les *Actes* du colloque de Bordeaux des 9 et 10 octobre 2008 : *Thémis dans la Cité*.

« La science romaniste bordelaise au XIXe siècle », à paraître dans les *Actes de la Table ronde de Toulouse* des 12, 13 et 14 novembre 2008 : *Enseignement et doctrine dans les Facultés de droit de province au XIXe siècle*.

## LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN (1806-1950) : SYNTHÈSE DES RECHERCHES

par Anne-Sophie Chambost,  
maître de conférences à l'Université Paris V René descartes

### I - Présentation générale

Pendant la Révolution, la Faculté de droit de Caen créée en 1432<sup>1</sup> cesse de fonctionner avant même le décret du 15 septembre 1793 portant suppression de tous les corps constitués<sup>2</sup>. Outre une perte progressive de l'intérêt de la jeunesse pour un enseignement qui apparaît très figé et loin de la pratique, la cause de cette fermeture peut essentiellement être rattachée à la crise suscitée au sein de l'établissement par l'exigence de la prestation du serment civique (auquel l'Université signe une déclaration d'hostilité).

Pour pallier l'absence de professionnels, le 27 floréal an X (17 mai 1802), le Conseil municipal de Caen sollicite la création d'une Ecole spéciale de droit. La loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) et le décret complémentaire (21 septembre 1802) fixant le statut définitif des Ecoles de droit, prévoient la création d'une Ecole à Caen. Sur la base d'une organisation provisoire arrêtée à la fin de l'année 1805, l'Ecole est installée le 14 avril 1806. La séance solennelle de rentrée a lieu le 4 novembre suivant.

Cinq professeurs titulaires (MM. Alexandre, Le Coq Bieville, Marc, Chantereyne et Thomine-Desmasures) et deux suppléants (Delisle et Miocque) composent le personnel initial, essentiellement recruté parmi les

---

<sup>1</sup> J. CAUVET, « Le collège des droits de l'ancienne université de Caen », *Mémoires de la société des antiquaires de Normandie*, tome XXIII, 1856, p. 474 et s.

<sup>2</sup> E. BRIDEY, *Les dernières années de l'Ancienne faculté des droits de Caen*, Sirey, 1931 ; du même, voir *Revue d'histoire du droit*, tome VIII, 1929, p. 473, p. 716, tome IX, 1930, p. 234, p. 702.

membres de l'ancienne Faculté. M. Alexandre est nommé directeur de l'Ecole. La transformation de l'Ecole en Faculté s'organise sur la base d'un décret rendu le 17 mars 1808. En janvier 1820, le directeur de la Faculté prend le titre de doyen.

Les locaux de l'ancienne Université étant occupés par le Tribunal, celui-ci laisse la disposition d'une de ses salles à l'Ecole, qui s'installe dans l'ancienne salle de théologie. Pour la première année de fonctionnement, les inscriptions sont jugées très satisfaisantes (64 étudiants au premier semestre, 70 au second, 75 au troisième et 78 au quatrième). Sous la Seconde République, la Faculté change de locaux ; changement de bâtiments qui lui permettra, à terme, de répondre aux exigences du développement des enseignements.

Si dès 1884 se pose la question de la réunion en Université des différentes Facultés (à laquelle la Faculté de droit de Caen ne s'oppose pas), il faut attendre 1896 pour que la réunion soit effective.

### *Enseignements*

Sous l'Empire, la Faculté dispense un cours de droit romain, un cours de code civil (trois chaires), un cours de procédure civile et législation criminelle. Avec la Restauration, sont créées une chaire de droit commercial (1823) et une chaire de droit administratif (1829). Les documents conservés aux Archives nationales permettent d'ailleurs de retracer l'histoire de ces créations, à partir des échanges entre la Faculté de droit et le rectorat, et entre celui-ci et le ministère<sup>3</sup>.

Si sous le Second Empire, une deuxième chaire de droit romain est créée (1853), ce n'est que pendant la Troisième République que la diversité des enseignements s'accroît ; de nombreuses chaires sont en effet constituées, pour des enseignements qui, dans l'ensemble, faisaient déjà l'objet de *cours supplémentaires* (parfois d'assez longue date) : droit criminel (1876), économie politique (1881), droit international public et privé (1896), économie politique et histoire des doctrines économiques (1901), science et législation financière (1924), droit international privé et législation industrielle (1929), droit constitutionnel et droit international public (1929), histoire générale du droit français public et privé (1906).

---

<sup>3</sup> Pour la chaire de droit commerciale, v. Arch. nat. F/17/1969. Au terme de la procédure de création de la chaire, M. Joyau est installé en janvier 1824, en dépit d'une note du Conseil royal de l'instruction publique signalant qu'il n'est pas docteur en droit et qu'il faudrait peut-être lui conférer le grade. Le ministère décide malgré tout d'envoyer l'arrêté de nomination (« envoyez toujours, on verra après »).

## La Faculté de droit de Caen

C'est aussi sous la Troisième république que la Faculté favorise la création de fondations, qui permettent à ses membres de développer les activités de recherche qui vont contribuer à faire de la Faculté de droit de Caen l'un des hauts lieux de la science juridique française :

- 1908 : *Séminaire de droit normand* (dirigé par les professeurs Astoul et Genestal, puis par les professeurs Bridey et Yver)
- une *Bibliothèque de droit normand* publie des études relatives à l'ancien droit de la province
- une *Société d'histoire du droit normand* réunit enfin les chercheurs et érudits de Haute et Basse-Normandie
- à partir de 1911, la semaine de droit normand est l'occasion d'un congrès annuel, alternativement réuni à Caen et dans d'autres villes de Normandie
- 1919 : création d'un *Institut commercial de Normandie*.

### **Recrutement**

Dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, les recrutements se font au terme de concours locaux (les Archives départementales du Calvados conservent certaines des thèses présentées à l'occasion de ces concours). Pour répondre à l'urgence de certaines situations, des enseignants sont parfois nommés *suppléants provisoires* par décision administrative, mais le titre de *suppléant* ne s'obtient en revanche que par concours (les candidats sont généralement issus de la Faculté de Caen). Et c'est ensuite entre les suppléants que sont ouverts les concours en cas de vacance de chaire, à fin de titularisation.

Le recrutement est donc largement local... à l'exception notable de Jean-Charles-Florent Demolombe qui, après des études à l'Université de Paris, est nommé professeur suppléant à Caen en 1827 à la suite d'un concours ouvert à Paris pour cinq postes vacants dans quatre facultés de province. En 1831 en revanche, c'est au terme d'un concours local qu'il est admis à l'unanimité à la chaire de droit civil de la Faculté de droit de Caen (avec dispense d'âge puisqu'il n'a pas les trente ans requis). Acclimatation parfaitement réussie pour ce Caennais d'adoption qui devait, on le sait, rester toute sa vie à la Faculté de droit de Caen, refusant toutes les occasions qui lui furent faites de retourner à Paris.

On sait qu'à partir de 1840, le principe du recrutement local commence à être dénoncé. La Faculté de droit de Caen tente pourtant de maintenir ses traditions de localisme. A cet égard, le recrutement du Parisien Eugène Machelard pourrait bien apparaître comme une confirmation topique des

réclamations de cette faculté de province : recruté en 1841 par concours ouvert à Paris, le lauréat ne tarde pas à retourner à la capitale pour occuper la chaire de droit romain laissée vacante en 1850 par le décès de Ducaurroy. La lutte menée par la Faculté de droit en faveur du localisme du concours est pourtant vaine, et le concours local qui est organisé en 1846 est manifestement le dernier de ce genre à Caen (le statut du 20 décembre 1855 établissant le recrutement national au concours d'agrégation).

Puisqu'il est question du concours, il faut évidemment noter les succès emportés en ce domaine par la Faculté de droit de Caen dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Doyen de la Faculté pendant pas moins de trente-quatre ans, Demolombe y organise une *Conférence des concours pour l'agrégation* qui permet aux étudiants de cette Faculté de province de rivaliser efficacement avec ceux de Paris. Les résultats des candidats caennais au concours de 1861 sont même tellement notables<sup>4</sup>, qu'ils valent à celui qui en est unanimement reconnu comme l'artisan, l'insigne honneur d'une nomination au poste de conseiller à la Cour de cassation (par décret impérial du 22 janvier 1862). On sait que le refus de cette promotion, motivé par la volonté de rester à Caen pour y poursuivre son enseignement et la rédaction de son œuvre (*Cours de Code Napoléon*) lui vaudra des proclamations d'admiration frénétiques (et pour tout dire assez surannées) de la part de ses collègues et de ses élèves, à l'occasion d'une fête organisée en son honneur le 20 mars 1862<sup>5</sup>.

## II - Pistes de recherches

L'histoire de l'ancienne Faculté des droits a davantage été menée que celle de la Faculté de droit au XIX<sup>ème</sup> siècle ; sur ce point, l'ouvrage essentiel est donc celui publié au moment du 5<sup>ème</sup> centenaire en 1932, *L'université de Caen, son passé, son présent*. On s'intéressera en particulier à l'article rédigé par les professeurs J. Yver et R. Besnier « De l'Ecole de droit de 1806 au cinquième centenaire de 1932 ». Il ne s'agit pourtant que d'une étude *interne* de la Faculté de droit, sans réels prolongements sur sa place dans la vie de la cité. Sur ce point, une étude reste donc à faire.

Il pourrait ainsi être intéressant d'étudier le rapprochement opéré à partir de 1923 avec l'Ecole libre de droit de Rouen, manifestement commandé par la volonté d'étendre l'influence de la Faculté de droit de

---

<sup>4</sup> Trois candidats issus de la Faculté de droit de Caen sont reçus, sur les 7 lauréats du concours : Caillemer, Toutain, Vaugeois.

<sup>5</sup> *Fête donnée à M. Demolombe le jeudi 20 mars 1862 par MM. les professeurs et MM. les étudiants de la Faculté de droit*, Domin, 1862, 26 p.



## La Faculté de droit de Caen

Caen en Haute-Normandie, afin d'enrayer la tendance de celle-ci à s'éloigner de la Basse-Normandie.

Les recherches actuellement menées sur la composition du corps enseignant<sup>6</sup> signalent en outre l'engagement politique de certains de ses membres, engagement national parfois (Chantereyne, membre de la Chambre des députés en 1818 ; Bertauld, maire de Caen, député puis sénateur), local le plus souvent (Thomine-Desmazures père, conseiller municipal à Caen).

Les liens avec le barreau sont en revanche plus marqués, la plupart des membres de l'équipe enseignante ayant exercé la profession d'avocat avant leur entrée en fonction à la Faculté de droit ; même si ce n'est ensuite que sous la forme de consultation, la plupart d'entre eux ont continué d'exercer. De façon anecdotique, on signalera le rappel à l'ordre de Pierre-Victor-Lucien Jouen par le recteur d'Académie en janvier 1875 pour son attitude au tribunal, où il a fait preuve de violence envers l'un de ses confrères du barreau (M. Thillaye). L'avocat n'en est manifestement pas à son premier écart de conduite, au point que le recteur l'informe « que si une fois de plus il était prouvé que l'exercice de la profession d'avocat dût compromettre sa dignité de professeur, l'administration supérieure aurait le devoir de le mettre en demeure d'y renoncer »<sup>7</sup>. Plus calme, Demolombe (qui fut bâtonnier de l'Ordre) évite quant à lui de plaider, car il ne supporte pas la contradiction opposée à son opinion !

Sur ces rapports de la Faculté et du Palais, on consultera les dossiers de candidature aux chaires de la Faculté de droit conservés aux Archives nationales (f/17/13111-13115) ainsi que les dossiers des anciens fonctionnaires de l'enseignement supérieur (*Arch. nat.* f/17/20001-26461 – même si de nombreux enseignants de la Faculté de droit de Caen n'y figurent malheureusement pas). A Caen, la proximité avec le Palais est d'ailleurs aussi *topographique*, puisqu'on sait qu'à l'époque de sa création en 1806, la Faculté de droit est installée dans les locaux de l'ancienne Ecole de droit, alors occupés par le Tribunal de Caen, qui laisse donc à la Faculté la disposition de l'ancienne salle de théologie.

On notera pour finir qu'en marge de l'histoire institutionnelle de la Faculté de droit de Caen, une histoire de ses étudiants mériterait aussi d'être

---

<sup>6</sup> Le corps enseignant de la Faculté de droit de Caen est évidemment intégré au projet CEDRE visant à la confection d'une base de données de l'ensemble des professeurs de droit en France.

<sup>7</sup> *Arch. nat.*, F/17/21012.

faite<sup>8</sup>. Au fil du temps, un certain nombre d'entre eux se sont illustrés, de Jules Barbey d'Aurevilly, en passant par Eugène Poubelle, René Coty ou Michel Villey, nouvelle preuve, s'il en est, que le droit mène décidément à tout<sup>9</sup>.

Caen est la troisième ville universitaire à avoir vu se structurer une vie associative étudiante, après Nancy en 1876 et Paris en 1883 ; en 1884, une *Association générale des étudiants de Caen* (AGEC, plus communément désignée sous le nom de l'A) est créée, qui tient ses réunions au premier étage du café du Grand Balcon à partir de novembre 1885. Une *Maison des étudiants* est inaugurée en octobre 1928 (en 1931 elle devient la *Maison de l'A*), dont les 124 chambres et le restaurant accueillent les étudiants les plus modestes. Un *Bulletin de l'Association* rend compte de ses activités, entre 1891 et 1897, dont la parution est semestrielle ; l'*Annuaire de l'Association* prend ensuite la relève, dont la parution court de 1898 à 1925, mais il se trouve vite concurrencé par le *Can-Can* (aussi intitulé *Caen-Caen*, ou *Caen-Can*), dont les parutions, plus irrégulières, commencent en 1906. Si les manifestations des étudiants perturbent parfois la tranquillité caennaise, leurs fêtes de charité et autres revues animent la vie de la cité.

### III - Bibliographie

- BESNIER R., YVER J., « La faculté de droit de Caen. De l'Ecole de droit de 1806 au Cinquième centenaire de 1932 », BIGOT A., PRENTOUT H., 1432-1932. *L'Université de Caen, son passé, son présent*, Malherbe, 1932
- BIGOT A., *5<sup>e</sup> Centenaire de la fondation de l'université de Caen, 1432-1932 : Livre d'or*, Université de Caen, Malherbe, 1933
- BONNECASE J., *Les destinées de l'œuvre de Demolombe au temps présent*, 1929
- BOURMONT A. de, *La Fondation de l'Université de Caen et son organisation au xve siècle*, Le Blanc-Hardel, 1883
- BRIDEY É., *Les Dernières Années de l'ancienne faculté des droits de Caen (avril 1791-juillet 1792)*, Sirey, 1931
- BRIDEY É., *Les études de droit normand au collège des droits de l'ancienne Université de Caen*, Imprimerie A. Olivier, M. Caron, Dr, 1933
- CAREL P., *Étude historique sur le barreau de Caen*, H. Delesques, 1889

---

<sup>8</sup> La vie des étudiants de l'ensemble de l'Université n'est décrite que pour les années 1939 à 1955 dans l'ouvrage de J. COLLIN et A. HEINTZ, *La vie quotidienne des étudiants à Caen de 1939 à 1955*, PUCaen.

<sup>9</sup> Ainsi en va-t-il par exemple de M. de Lahendrie, ancien élève de Demolombe ayant finalement embrassé une carrière de statuaire, et exécuteur à ce titre du monument érigé à Caen à la mémoire du célèbre maître en 1905.

## La Faculté de droit de Caen

- CAUVET J., *Le Collège des droits de l'ancienne Université de Caen : essai historique*, A. Hardel, 1858
- CHATEL E., *Statistique de l'enseignement supérieur à Caen de 1786 à 1791*, Le Blanc-Hardel, 1883
- COLIN A., *Rapport relatif à l'enseignement du droit*, Caen, 1889, 15 p.
- COLLIN J., HEINTZ A., *La Vie quotidienne des étudiants à Caen : de 1939 à 1955*, Presses Universitaires de Caen, 1994
- COLLIN J., *Promenades à l'Université de Caen*, Caen, Université de Caen, 1988
- *Inventaire des archives de l'Université de Caen conservée aux Archives départementales du Calvados*, H. Delesques, 1892-1894
  - *Deux délibérations relatives à l'inauguration du monument DEMOLOMBE; Caen*, H. Delesques, 1906, 8 p.
- DUGUIT L., *Congrès international d'Anvers. Rapport présenté à la faculté de droit de Caen*, Paris, Larose et Forcel, 1886, 96 p.
- Fête donnée à M. DEMOLOMBE le jeudi 20 mars 1862 par MM. les professeurs et MM. les étudiants de la Faculté de Droit*, impr. Domin, 1862, 26 p.
- GAULTIER E., « Rémy de Gourmont et la faculté de Caen, 1876-1877 » *Normania*, t. VIII, n° 2, av. 1935, p. 378-383
- GUILLOUARD L.-V., *Rapport sur les concours ouverts devant la faculté de droit de Caen, année 1872-1873*, Le Blanc-Hardel, 1873, 19 p.
- MANCEL G., *Notice sur la bibliothèque de Caen*, A. Le Roy, 1840
- MAZIÈRE A., *La Cour d'appel de Caen (an VIII-1811) : discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée du 16 octobre 1897*, Lanier, 1897
- MUSSET J., « Un célèbre jurisconsulte caennais du XIX<sup>e</sup> siècle : Demolombe », *RTDciv.*, janv.-mars 1995, p. 85-91
- NEZARD H., *L'enseignement du droit normand à la faculté de droit de Caen. Discours à la semaine du droit normand*, Guernesey, 8 juin 1938, Caron, 1939, 23 p.
- *Parlement de Normandie, Arrest de la Cour de Parlement de Rouen, du 2 mars 1763 ; Arrest de la Cour de Parlement de Rouen. Qui ordonne que le Collège Dumont sera & demeurera restitué & réuni au corps de l'Université de Caen, comme Collège en dépendant. Du 5 mars 1763*, Richard Lallemant, 1763
  - *Parlement de Normandie, Arrest de la Cour du Parlement de Rouen, rendu toutes les chambres assemblées, du 18 août 1762 : extrait des registres de la Cour*, Jacques Joseph le Boullenger, 1762
- PERIN J.H., *Le doctorat à la faculté de droit de Caen*, 1850, 28 p.
- POUTHAS C.H., *L'Instruction publique à Caen pendant la Révolution*, L. Jouan, 1912
- PRENTOUT H., *Esquisse d'une histoire de l'Université de Caen*, Imprimerie

artistique Malherbe de Caen, 1932

PRENTOUT H., *L'Université de Caen à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ; la contre-réforme catholique et les réformes parlementaires*, H. Delesques, 1908

PRENTOUT H., *La Vie de l'étudiant à Caen au XVI<sup>e</sup> siècle*, H. Delesques, 1905

ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, *notice sur Jules CAUVET, professeur de la Faculté de droit*, 1886, 24 p.

ROY L., *L'Université de Caen aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles : identité et représentation*, 2006

TOUTAIN R., *Discours prononcé aux obsèques de DEMOLOMBE, doyen, mercredi 23 février 1887*, H. Delesques, 1887, 16 p.

*Travaux de la semaine d'histoire du droit normand ; Jersey, 24-27 mai 1923*, A. Olivier, 1925, XIV-448 p.

*Université de Caen, 1432-1957 ; La Ruche*, 1957

*Université de Caen, Annuaire, Programme des cours (1895-1956, série incomplète)*

*Université de Caen, Inauguration de l'université de Caen, 1<sup>er</sup>, 2 juin 1957*

*Université de Caen, Programme des cours (1804-1954)*

*Université de Caen, Rapports des doyens (1840-1949)*

*Université de Caen, Rentrées solennelles des Facultés (1896-1955 ; série incomplète)*

VAILLANCOURT É., *Adresse présentée le 9 juillet 1932 à l'Université de Caen à l'occasion de son demi-millénaire*, A. Lestringant, 1932

YVER J., *L'université de Caen du Moyen Age à nos jours ; éd. des Etudes Normandes*, 1954

#### **IV – Sources**

##### ***A - La Faculté de droit de Caen aux Archives nationales***

f/17/1617 : affaires générales ; personnel (1809-1826)

f/17/1668 : état des inscriptions (1810-1839)

f/17/1681 : demande de grades universitaires (an XIV-1828)

f/17/1968-1971 : an XII-1849

f/17/2103 : sujets de concours (1849-1852)

f/17/2346 : état des dépenses des facultés ; inscriptions

f/17/2370 : personnel des écoles puis des facultés de droit ; Caen, 1806-1834

f/17/4391-4403 : affaires disciplinaires de l'enseignement supérieur (1808-1885)

f/17/13111-13115 : candidatures à des chaires de la faculté de droit (1830-1919)

## La Faculté de droit de Caen

f/17/20001-26461 : dossier des anciens fonctionnaires de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur (XIX<sup>e</sup>)

### ***B - La Faculté de droit de Caen aux Archives départementales du Calvados***

Sans doute du fait du bombardement du 7 juillet 1944, qui a entraîné la destruction complète des bâtiments et la disparition des archives et des collections de la bibliothèque, l'Université de Caen ne semble pas disposer de sources susceptibles d'aider à faire l'histoire de la Faculté de droit au XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>10</sup>. Pour ce faire, les Archives départementales disposent en revanche d'un fonds assez important. Nous ne retenons ici que les sources susceptibles d'aider à l'histoire de l'institution, mais il faut noter que les Archives départementales du Calvados conservent aussi de nombreuses thèses de doctorat soutenues à la Faculté, ainsi que celles présentées à l'occasion des concours ouverts pour le recrutement des enseignants.

BAYEUX V.-F., *Séance solennelle, rentrée, distribution de prix. Rapport fait au nom du doyen*, 15 novembre 1852

BERTHAULD A., *Rentrée solennelle*, s.d.

*Notice sur Emile BRIDEY, 24 août 1873-octobre 1943 ; s.n., s.d.*

CHANCEREL G., *Discours de rentrée solennelle*, 16 novembre 1882, s.d., s.l.

EUDES-DESLONGCHAMPS E., *Le naturaliste, discours de la rentrée solennelle*, 15 novembre 1866, Caen, Le Blanc-Hardel, 1886, 23 p.

*Lauréat de la faculté de droit et de l'institut commercial. Séance de rentrée*, 17 décembre 1924 ; s.l., s.d., 4 p.

MAHEUT Dr., *Discours rentrée solennelle*, 15 novembre 1860, Deslesques, 1860, 16 p.

VAUGEOIS M.A., *Du rôle et de la formation du droit international privé ; discours séance de rentrée*, 5 novembre 1883, Le Blanc-Hardel, 1883, 44 p.

---

<sup>10</sup> Madame B. Michel, chef de la section droit-lettres du service commun de la documentation à l'Université de Caen ne disposant d'aucune archive, a transmis une demande de renseignements à la *Cellule des archives de l'université...* demande restée sans réponse à ce jour.



## **LES FACULTES DE DROIT DE DOUAI ET DE LILLE : ACQUIS DE LA RECHERCHE**

**par Sylvie Humbert,  
maître de conférences à l'Institut catholique de Lille  
(ICL-CHJ-Lille, UMR 8025)  
et Farid Lekéal,  
maître de conférences à l'Université Lille II  
(Lille 2-CHJ, UMR 8025)**

La généalogie de la Faculté de droit depuis la fondation de l'Université de Douai au XVI<sup>e</sup> siècle est désormais établie dans ses grandes lignes autour des axes suivants :

### **I - Aux origines de l'Université de Douai : 1562**

L'Université de Douai fait partie des établissements d'enseignement qui, telles l'Université de Reims en 1547 ou celle de Pont-à-Mousson en 1572, voient le jour dans le sillage de la Réforme. Elle est fondée en 1562. Les Pays-Bas du Sud, alors sous domination espagnole, disposent déjà depuis 1425 d'une Université à Louvain. A la même époque, les villes de Tournai, Valenciennes et Mons sont dotées de leur propre collège<sup>1</sup>.

Le choix de la cité de Douai obéit à des raisons précises.

D'une part, la région est le berceau d'humanistes de renom tels Erasme de Rotterdam ou Christophe Plantin. D'autre part, Jésuites, Capucins et Récollets, y assurent déjà un rôle temporel et intellectuel important. Enfin, les Pays-Bas méridionaux éprouvent le besoin de former des clercs, des légistes, des officiers. Or, dès 1531, la cité de Douai, ville « en tous endroits

---

<sup>1</sup> L. TRENARD, *De Douai à Lille... Une Université et son histoire*, Lille, Université de Lille III, 1978, p. 11.

(...) la plus sûre et convenable »<sup>2</sup>, qui constitue une étape essentielle dans le commerce des grains sur la Scarpe, formule le souhait de voir installer dans ses murs une Université. La demande est instruite par le Conseil privé de Charles-Quint et suscite la plus vive inquiétude de l'Université de Louvain qui craint de voir ses prérogatives écornées. Charles-Quint se range finalement aux arguments des représentants de l'Université de Louvain qui constitue alors un précieux réservoir de théologiens et d'inquisiteurs. Il exprime la crainte que l'établissement d'un centre d'enseignement universitaire à Douai ne favorise la propagation des « mauvaises doctrines » qui « procèdent surtout des lettrés en sciences et en lettres modernes »<sup>3</sup>. Charles-Quint se montre en outre réticent à la création d'un nouvel établissement car il s'inquiète d'une Université qui pourrait servir les ambitions du pouvoir communal en contribuant à le renforcer.

Pourtant, les progrès de la Réforme, qui atteint Louvain en 1540, et le danger que représente la propagation des idées nouvelles auprès des étudiants vont contribuer à lever les réticences qui pesaient jusqu'alors sur la création d'une Université à Douai. Certes, Douai échappe encore à cette époque à la propagande réformiste et ce seul fait contribue à jouer en sa faveur. Néanmoins, d'autres villes sont en concurrence : tel est le cas de Valenciennes. Néanmoins, la « Genève du Nord » est le foyer de troubles qui disqualifient sa candidature. Quant à la cité de Tournai, elle est jugée encore trop francophile, tandis que Lille est considérée comme une ville trop peuplée pour constituer un foyer stable d'enseignement universitaire. Pourtant, l'installation de l'Université à Douai doit beaucoup à l'influence d'un Lillois, Jean Vendeville, formé au droit civil à l'Université de Louvain, qui siège au Grand Conseil de Malines. Il estime que Douai peut servir de centre destiné à former des prêtres capables de « diminuer l'hérésie » et de soutenir la dispute avec les docteurs calvinistes.<sup>4</sup> Il faut également compter, parmi les plus actifs soutiens de la candidature de Douai, avec Antoine Perrenot de Granvelle, connu pour les hautes charges dont il a été investi : cardinal d'Arras, ministre de Charles-Quint puis de son fils Philippe II, négociateur des traités d'Augsbourg et du Cateau-Cambrésis.

Les arguments de Jean Vendeville finissent par emporter l'adhésion de Philippe II qui sollicite le pape Paul IV en vue d'obtenir la création de l'Université de Douai. Ce dernier en accepte le principe en 1559 et signe à Madrid le 19 janvier 1562 les lettres patentes d'érection de l'Université « sur

---

<sup>2</sup> Cité par L. TRENARD, *op. cit.*, p. 12.

<sup>3</sup> *Idem*, p. 13.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 14.



## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

le modèle des célèbres Universités de Paris, Bologne et Padoue et autres lieux avec tous leurs privilèges »<sup>5</sup>. Cette décision s'inscrit dans le prolongement du concile de Trente qui définit la contre-réforme catholique face à l'expansion des thèses du protestantisme. C'est donc tout à fait logiquement que l'évêque d'Arras, François Richardot, expose, le jour de l'inauguration, que la nouvelle Université de Douai doit constituer un « exemple de vertu pour la chrétienté toute entière »<sup>6</sup>.

L'Université de Douai est conçue comme l'un des instruments de la contre-réforme doté de cinq Facultés : la théologie, le droit canon, le droit civil, la médecine et les arts libéraux. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le traité d'Utrecht contribue au rayonnement de la Faculté de droit en raison du transfert du Parlement de Flandre à Douai<sup>7</sup>.

### II - De Douai à Lille : les conditions du transfert de la Faculté de droit

En 1791, nombre de professeurs de l'Université de Douai refusent de prêter serment à la constitution civile du clergé<sup>8</sup>. Par ailleurs, les étudiants désertent l'Université qui disparaît en 1793. Le souvenir du prestige tiré de l'existence d'une Faculté de droit reste néanmoins bien vivant et la ville ne tarde pas à formuler des vœux en faveur de son rétablissement. Le Conseil municipal de Lille se montre tout aussi intéressé et souhaite également tirer parti de l'installation d'une Faculté de droit au cœur de la cité. La ville formule donc une demande en ce sens qui s'appuie, en particulier, sur la nécessité d'y développer des enseignements de droit commercial. Saisi de la question au cours de l'année 1861, le ministre de l'Instruction publique oppose un refus qu'il fonde sur des raisons d'ordre administratif et financier et remarque : « Serait-il opportun d'ailleurs, de multiplier les Facultés de droit lorsqu'une longue expérience a démontré que celles qui existent déjà suppléent complètement aux besoins du pays et des familles. Il y aurait lieu d'examiner s'il est bien utile de créer des Facultés nouvelles dans des centres si rapprochés de Paris par les voies de fer. J'ai fait les objections au Conseil municipal de Douai lorsqu'en 1857, il m'a exprimé le même vœu pour son compte en le fondant sur la situation spéciale de la ville de Douai qui

---

<sup>5</sup> *Idem*, p. 16.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Sur l'organisation ultérieure de l'Université : G. DEHON, *L'Université de Douai dans la tourmente (1635-1765). Heurts et malheurs de la Faculté des Arts*, Presses universitaires du Septentrion, 1998.

<sup>8</sup> R. MARTINAGE, « Les professeurs de la Faculté de droit de Douai pendant la Révolution » dans *Les Episodiques*, n° 9, novembre 2004, p. 15-29.

possède déjà une Faculté des lettres et qui est à la fois le chef-lieu d'une académie et d'une cour impériale. La situation n'a pas changé depuis cette époque »<sup>9</sup>.

Malgré ce refus, quatre ans plus tard, la Faculté de droit est rétablie à Douai par un décret impérial du 28 avril 1865. Pour autant, la situation dans le département est loin d'être clarifiée. Bien au contraire. A cette date, en effet, les Facultés des sciences, de médecine et pharmacie sont installées à Lille, alors que Douai est le siège de l'Académie et des Facultés de lettres et de droit. Cette dispersion géographique milite en faveur du regroupement des enseignements universitaires à Lille. Une telle décision implique le transfert de la Faculté de Droit de Douai vers la préfecture du département du Nord. Cette perspective suscite naturellement des crispations politiques locales très fortes sur fond de rivalité entre les deux cités.

La question du regroupement des Facultés et du transfert de la Faculté de droit à Lille revient à l'ordre du jour avec la reconnaissance de la liberté de l'enseignement supérieur et la création de l'Université catholique de Lille dont la première pierre est posée en 1879. Avant même l'achèvement de la construction de l'édifice, la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille voit le jour et ouvre ses portes dès 1874.

Dès lors, l'enjeu du déplacement de la Faculté de droit de Douai à Lille change de nature et acquiert une dimension politique nationale d'importance. En effet, pour les républicains, il est impératif de doter les départements septentrionaux d'une Université laïque, ce qui suppose le regroupement de toutes les Facultés. En concertation avec l'Etat, les maires de Lille, —en particulier, le très républicain Géry-Legrand— engagent alors un vaste programme de construction d'instituts et d'édifices universitaires. En 1880, au moment où Jules Ferry pose la première pierre de la Faculté de médecine, on lui remet une pétition demandant la réunion à Lille des Facultés et donc le rapatriement de celles de lettres et de droit. Le transfert de l'Académie et des Facultés de droit et de lettres est finalement décrété le 12 mars 1887. Le ministre de l'Instruction publique, Eugène Spuller, inaugure la réunification des quatre Facultés de Lille en novembre de la même année. A Douai, il faut protéger les voies ferrées lors du passage du

---

<sup>9</sup> Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes au préfet 12 juillet 1861 : Archives départementales du Nord, (ci-après ADN), 1 T 20- 7.

## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

train de Spuller, tant on craint une émeute devant ce risque de « décapitation de la ville »<sup>10</sup>.

### III - La Faculté de droit et l'Université catholique de Lille

« Les Facultés de l'Etat seront bon gré mal gré obligées de nous suivre »<sup>11</sup>. A l'origine, cinq Facultés sont pressenties. Au sommet, la théologie, la reine des sciences, puis le droit, « enseigné dans toute son ampleur et non pas mutilé, abaissé, comme il l'est en un pays où l'on forme des procureurs, non des jurisconsultes », la médecine, ainsi que les lettres et les sciences. Très rapidement, de nombreuses questions sont soulevées au sein de la Commission mise en place pour donner corps au projet.

#### *A - Quelle ville choisir comme siège de l'Université catholique dans le Nord : Lille ou Douai ?*

Arras est écartée. Pourtant, la ville occupe une position plus centrale et certains commissaires souhaiteraient former autour de l'Université un district plus vaste que celui de deux départements.

La commission hésite entre Douai, ville de tradition universitaire, et Lille cité d'une importance de bien loin supérieure. Pour le rapporteur, le choix de Lille paraît plus judicieux en raison de l'existence de nombreux hôpitaux et d'une Faculté des sciences. La métropole du Nord emporte effectivement les suffrages, bien que la commission reconnaisse les services signalés rendus pendant trois siècles à l'Eglise et à la cause catholique par l'Université de Douai. Ainsi, dès le 23 février 1874, l'ancien hôtel de la préfecture fait l'objet d'une acquisition grâce au concours deux industriels, Philibert Vrau et Camille Féron-Vrau.

#### *B - Quand faut-il ouvrir les premiers enseignements à la Faculté de droit ?*

Faut-il attendre encore une année dans la mesure où la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur n'est pas encore votée et compte tenu du fait que le personnel enseignant n'est pas encore au complet ? La commission décide d'ouvrir le plus tôt possible.

---

<sup>10</sup> *L'Indépendant de Douai*, 25 octobre 1887 : cité par J.-F. CONDETTE, *La Faculté des Lettres de Lille de 1887 à 1945*, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 25.

<sup>11</sup> Gabriel de VAREILLES-SOMMIERES, Extrait du discours d'inauguration de la Faculté catholique de droit de Lille le 18 novembre 1875 : *Inauguration de l'Institut Catholique de Lille*, Imp. Ducoulombier, 1875, p. 36.

*C - Obtenir l'autorisation du ministre*

Les archives de l'ICL recèlent, de ce point de vue, des sources intéressantes : des interventions de personnalités régionales, essentiellement des industriels (Vrau, Dannel, Henri Bernard...) et des lettres individuelles des trois enseignants pressentis dans le projet : Emile Vanlaer, membre du barreau de Lille, docteur en droit, enseignerait le droit français. Un « jeune savant lyonnais », Claude Arthaud, acceptait de venir à Lille enseigner le droit romain. Un membre de la Compagnie de Jésus, le Père Cochard, se chargerait du droit naturel, du droit des gens, et joindrait à cet enseignement un cours approfondi de religion.

Une lettre de recommandation signée des promoteurs et des cautions de l'entreprise expose notamment : « Cet enseignement désiré par un grand nombre de familles ne consistera point en des conférences où l'on peut craindre de trouver parfois des doctrines hasardées ou de fâcheux écarts de parole, mais en des cours véritables, donnés plusieurs fois par semaine, sous une forme didactique, à des étudiants assidus à les suivre... ».

Quelques principes sont adoptés sans difficulté par le comité chargé de l'organisation de la Faculté : accepter de faire « les sacrifices nécessaires pour avoir un personnel enseignant qui soit véritablement à la hauteur de sa mission » ; exiger des étudiants « non seulement une complète assiduité aux cours, mais un travail effectif contrôlé par des répétitions, des examens, des conférences qui seront un stimulant et un exercice utile » ; justifier d'une conduite régulière et d'habitudes chrétiennes pour être inscrit au nombre des étudiants de l'Institut catholique ; mettre en place un régime des études prévoyant la rédaction, tous les trois mois, d'un bulletin détaillé sur la conduite, le travail et les progrès de chaque étudiant qui sera adressé aux parents ou tuteurs ; enfin présenter le programme des cours pour l'année 1874-1875, qui est articulé comme suit : droit romain : M. Arthaud, docteur en droit, trois leçons d'une heure par semaine et une conférence ; droit français : M. Vanlaer, docteur en droit, trois leçons d'une heure par semaine et une conférence ; droit naturel et droit des gens, le R.P Cochard, de la Compagnie de Jésus, deux leçons d'une heure par semaine – cours approfondi de religion, par le même, une heure chaque semaine.

L'autorité académique fait néanmoins savoir qu'elle souhaite exercer un contrôle sur les enseignements, notamment sur « les changements de jours comme d'heures qui pourraient subvenir dans les cours » ou encore sur « les nouveaux cours qui devaient recevoir une autorisation officielle » ainsi que sur les enseignants qui devront s'engager « à ne plus employer dans l'état

## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

actuel de notre législation, aucun titre que celui de cours libres de Lille, et ne plus faire paraître aucun imprimé sans en avoir soumis le projet cinq jours d'avance à M. l'inspecteur d'académie, à qui trois exemplaires seront ensuite adressés, avant toute publicité. » Les trois professeurs désignés par la Faculté acceptent de se plier à ces exigences et le font savoir au ministre. Les cours libres sont alors ouverts à Lille le 23 novembre 1874.

### *D - La mise en œuvre du projet se heurte à un certain nombre de difficultés*

Le projet est coûteux : une grande souscription est ouverte, une société civile est créée : elle obtient l'adhésion de plusieurs industriels et banquiers de la région. Le projet est mûri dans l'urgence car il s'agit notamment d'organiser « un enseignement libre de tendances hostiles à l'Eglise » avant que la loi sur l'enseignement supérieur ne soit votée.

La question du recrutement est toujours en suspens. Une enquête est alors ouverte dans toutes les régions de France auprès de différents comités catholiques existants pour signaler « les hommes de grand savoir et de doctrine sûre » susceptibles d'occuper une chaire dans la future Université.

De nombreux déplacements sont effectués sur tout le territoire (Nancy, Lyon, Chambéry, Valognes, La Rochelle, Poitiers, Châtellerauld). Il s'agit de convaincre les candidats d'accepter de quitter leur région « pour se dévouer à la grande œuvre ». Féron-Vrau se rend notamment à Poitiers et parvient à convaincre trois hommes : le vicomte Gabriel de Vareilles-Sommières, agrégé de droit, qui occupera la première chaire de droit civil et remplira les charges de pro-doyen à l'âge de 29 ans. Deux de ses amis acceptent de se joindre à lui, l'un est substitut à Châtellerauld, l'autre à La Rochelle : tous deux sont d'anciens étudiants de la Faculté de Poitiers admissibles au précédent concours d'agrégation : Groussau est en charge de l'enseignement du droit administratif, Trolley de Prévaux, du droit commercial.

Trois autres personnes les rejoignent : Ory, en provenance de Nancy (droit romain), Eugène Delachenal, du barreau de Chambéry (droit civil), Tancrede Rothe (droit naturel), lauréat de la Faculté de Caen, inscrit au barreau de Valognes, 23 ans qui « se recommande surtout pour l'esprit chrétien qui l'anime » (seconde chaire de droit civil). Avec Emile Vanlaer, qui donne déjà depuis un an des cours libres de droit (droit criminel), Claude Arthaud, jeune avocat lyonnais, Louis Selosse (droit administratif), ils sont neuf à former le corps professoral de la Faculté de droit. Le plus âgé d'entre eux n'a pas encore trente ans.

Enfin, le Père Cochard, se charge du droit naturel, du droit des gens, et joint à cet enseignement un cours approfondi de religion.

#### **IV - Perspectives pour une étude de la Faculté de droit de Lille**

Dans la seconde décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, la question de l'enseignement du droit dans le département du Nord semble s'ordonner autour du triptyque suivant :

##### ***A - Le rétablissement des enseignements à Douai après une longue interruption (1865)***

Un certain nombre de questions restent dans l'ombre, notamment celle-ci : quels sont les éléments qui commandent le choix de Douai qui certes, dispose de l'antériorité historique, mais dont la candidature supporte aisément la comparaison avec celle de Lille ?

##### ***B - La question du transfert de la Faculté de droit de Douai à Lille (1887)***

Les enjeux sont nombreux : enjeux d'ordre symbolique : Douai est le siège de la Cour d'appel, mais Lille est la capitale administrative d'un département stratégique ; enjeu économique : les deux villes sont des centres d'activité extrêmement vivants : Lille est orientée vers l'activité textile, Douai tire profit de l'industrie minière et métallurgique ; enjeu culturel : chacune des deux cités ambitionne de constituer un foyer culturel attractif au rayonnement duquel la Faculté de droit doit contribuer. Du point de vue des professeurs de droit, le déménagement pose incidemment la question des représentations culturelles. Le préfet du Nord, observe en effet qu'à Douai, « vieille ville parlementaire qui se plaît à se donner elle-même le titre d'Athènes du Nord (...) les professeurs jouissent d'une situation et d'une autorité qu'ils n'auront peut-être pas auprès des industriels »<sup>12</sup>.

Il y a enfin un enjeu politique local et national : le transfert de la Faculté de droit inquiète le préfet qui souhaite retarder un projet risquant, selon lui, de mettre en difficulté la municipalité de Douai et donc de nature à compromettre la victoire des républicains aux élections sénatoriales. Selon le préfet du Nord, le risque est « la démission de la municipalité et du Conseil municipal qui seront remplacés par des réactionnaires, c'est tout cet arrondissement de perdu ; en premier lieu, la majorité du Conseil général sera déplacée entièrement elle passera à droite, en second lieu, les élections sénatoriales seront plus que compromises... Au point de vue politique, le transfert des Facultés à Lille ne nous fait pas gagner un seul républicain, il

---

<sup>12</sup> ADN : 1 T 16- 19 juin 1886 : Rapport du préfet du Nord.

## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

nous les fait tous perdre dans l'arrondissement de Douai... ». Il y a, selon ses vues, un tel intérêt à retarder le projet qui « paraît dépasser de beaucoup celui qu'il peut y avoir à réunir en face des Facultés catholiques, toutes les Facultés de l'Etat »<sup>13</sup>.

### *C - Les relations entre la Faculté de droit de Lille et la Faculté libre de droit appellent sans doute des investigations complémentaires*

Avant même le déménagement de la Faculté de droit de Douai à Lille, les tensions ne manquent pas et les enseignements dispensés au sein de la Faculté libre de droit sont immédiatement frappés de suspicion de la part des professeurs de droit exerçant à Douai<sup>14</sup>. Après le déménagement, l'existence d'une Université catholique dans la ville sert d'argument à la municipalité républicaine de Lille pour justifier le transfert des Facultés de lettres et de droit dans le chef-lieu du département : il s'agit notamment de répondre à « l'empressement qu'a mis le parti catholique »<sup>15</sup>.

La rivalité entre les deux institutions est certes établie : elle procède pour partie de la concurrence entre leur Université de rattachement. Cette rivalité présente un caractère multiforme et ne se réduit pas au clivage politique entre les républicains et le « parti catholique ». En effet, comme le note le professeur Lacour (1894), « la clientèle de nos voisins se recrute parmi une élite de jeunes gens très fortement préparés sur les bancs du lycée, et qui n'ont plus qu'à poursuivre et à approfondir des études depuis longtemps commencées. Nos étudiants nous arrivent, au contraire, absolument ignorants des notions les plus élémentaires du droit »<sup>16</sup>.

La place des deux Facultés de droit dans ce champ d'affrontement mérite examen en raison de l'évolution des programmes des Facultés de droit dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Un certain nombre d'enseignements paraissent à même de mieux évaluer la portée de cette rivalité (en particulier des enseignements tels que le droit administratif, l'économie politique, la législation industrielle, la législation coloniale ou encore le droit civil à travers les questions liées à la famille).

---

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> En ce sens J.-C. MATTHYS, « Les débuts de la Faculté catholique de droit à Lille (1874-1894) » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1987, n° 5, p. 73-99.

<sup>15</sup> ADN 1 T 16- 3: Le maire de Lille au préfet du département du Nord, le 26 juin 1996.

<sup>16</sup> *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*, Doctorat en droit. Réforme, LV, Imprimerie nationale, 1894, p. 74.

Plus généralement, pourrait faire l'objet d'une étude comparative l'offre de formation de chaque établissement, en particulier le régime des cours libres. Une attention particulière pourrait être également portée aux cours publics de la Faculté de droit financés pour partie par le Conseil de l'Université et la ville de Lille. La question incidente pourrait être celle de la constitution éventuelle de réseaux d'alliance (Faculté libre de droit – industriels catholiques ; Faculté de droit de l'Etat – municipalité républicaine ?). Comme le rapporte Jean-Claude Matthys<sup>17</sup>, les conférences populaires d'enseignement supérieur subventionnées par le Conseil municipal de Lille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle font intervenir les professeurs de la Faculté de droit de l'Etat et constituent sans doute un indice de l'amorce d'une réponse républicaine face à la diversification de l'offre d'enseignement depuis l'installation des Facultés catholiques.

Pourrait être également sondée l'insertion dans la cité des professeurs de droit en fonction de leur établissement de rattachement. Existe-t-il des modes d'intégration spécifiques dans le tissu socio-économique local ? Mérite enfin examen la question de la spécificité éventuelle des méthodes pédagogiques. La Faculté libre de droit revendique, dès sa création, la mise en œuvre d'une alternative pédagogique aux enseignements dispensés dans le cadre des Facultés de l'Etat. Certaines de ses modalités ont déjà été inventoriées et analysées par Jean-Claude Matthys aussi bien dans le cadre plus général de la Faculté libre de droit que dans celui, plus particulier, de la section des sciences sociales et politiques créée à la rentrée académique de novembre 1894<sup>18</sup>. Ces méthodes pédagogiques sont-elles constitutives d'une identité propre ? La Faculté de droit réagit-elle à ces innovations ? Le cas échéant, suivant quelles modalités avec quels moyens et quel retentissement éventuel ? Peut-on en évaluer les retombées sur le destin professionnel des étudiants ?

---

<sup>17</sup> J.-C. MATTHYS, « Un juriste lillois contre-révolutionnaire : Tancred Rothe et la politique » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1988, n° 7, p. 125-161.

<sup>18</sup> J.-C. MATTHYS, « Les débuts de la Faculté catholique de droit à Lille (1874-1894) » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1987, n°5, p.73-99 ; « L'École des sciences sociales et politiques de la Faculté catholique de droit de Lille (1894-1925) » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, n° 10-11, 1990, p. 99-129.



## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

### **V - État des sources**

Les archives de la Faculté libre de droit ont été conservées à l'ICL et sont accessibles, celles de la Faculté de droit ont été versées aux Archives départementales du Nord et n'ont pas encore fait l'objet d'un classement. Les ADN conservent néanmoins le dossier relatif au transfert de la Faculté de droit (1886) ainsi que celui relatif au programme des cours (1890-1895). Sont également disponibles la liste des professeurs et l'intitulé des cours professés depuis la création de la Faculté de droit de Douai.

Les archives municipales de Lille conservent certaines consultations juridiques de professeurs de la Faculté de droit.

APERÇU SUR L'ÉTAT DE LA LITTÉRATURE

par Farid Lekéal

- Bulletin de l'Université de Lille et de l'académie de Lille*, Le Bigot frères, 1899.  
*Bulletin de la commission formée pour la création d'une Université Catholique dans le Nord de la France (1874-1875)*, Archives ICL.  
*Séance annuelle de rentrée des Facultés : Comptes-rendus des travaux*, Impr. O. Duthilloeul, Impr. Danel (1888-1895).  
*Rapport annuel du Conseil de l'Université : Comptes-rendus sur la situation et les travaux des Facultés*, Université de Lille. Ed. Lille : Danel, 1899-1907.  
*Histoire de la fondation de l'Université Catholique de Lille : 1874-1877*, Lille : s.é., s.d.  
*Bulletin de l'œuvre des Facultés catholiques de Lille*, 1879-1904.
- D'AUBERS A., *De l'Université de Douai, de son académie de sa Faculté des Lettres*, Douai, Adam D'Aubers, 1855.  
CARDON G., *La fondation de l'Université de Douai*, Paris, Alcan, 1900.  
CASTELAIN S., « L'Université de Douai au XVI<sup>e</sup> siècle, un corps privilégié à la conquête de sa juridiction » dans *Les Episodiques*, n° 9, novembre 2004, p. 7-14.  
COLLINET P., *L'ancienne Faculté de droit de Douai : 1562-1793*, Université de Lille, 1900.  
DEHON G., *L'Université de Douai dans la tourmente (1635-1765). Heurts et malheurs de la Faculté des Arts*, Presses universitaires du Septentrion, 1998.  
DURAND J.-D. (dir.) *Les semaines sociales de France. Cent ans d'engagement social des catholiques français : 1904-2004 : Actes du Colloque international d'histoire*, 13-16 octobre 2004, Université Jean-Moulin-Lyon 3.  
*Études d'économie politique et sociale à la mémoire de Eugène Duthoit*, doyen de la Faculté catholique de droit de Lille, président des Semaines sociales, par ses collègues, ses disciples et ses amis. LGDJ, 1949.  
LAMOOT J., *Eugène Duthoit, président des Semaines sociales de France, doyen de la Faculté libre de droit de Lille*, Spes, 1955.  
LEGRAND L., *L'Université de Douai, 1530-1790*, L. Crépin, 1887.  
LESNE E., *Histoire de la fondation de l'Université Catholique de Lille (1874-1877)*, Lille, 1937 : Archives ICL.  
LEUWERS H., « La Faculté de droit de Douai et la formation juridique et citoyenne, les avocats et magistrats à la veille de la Révolution » dans *Cahiers*

## Les Facultés de droit de Douai et de Lille

du Centre de Recherche en histoire du droit et des institutions, Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 1988.

MARTINAGE R., « Les professeurs de la Faculté de droit de Douai pendant la Révolution », dans *Les Episodiques*, n° 9, novembre 2004, p.15-29.

MATTHYS J.-C., « Les débuts de la Faculté catholique de droit à Lille (1874-1894) », dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1987, n°5, p.73-99.

MATTHYS J.-C., « Un juriste lillois contre-révolutionnaire : Tancrède Rothe et la politique » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, 1988, n° 7, p. 125-161.

MATTHYS J.-C., « L'École des sciences sociales et politiques de la Faculté catholique de droit de Lille (1894-1925) » dans *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, n°10-11, 1990, p. 99-129.

PIERRARD P., *Le Nord, d'hier et de demain*, Delarge, 1980.

TRENARD L., *De Douai à Lille, une Université et son histoire*, Université de Lille III, Villeneuve-d'Ascq, 1978.

*L'Université de Louvain, 1425-1975*, Louvain-La-Neuve, Presses universitaires, 1975

VANDENBUSSCHE R. (dir.), 1896-1996, *Cent ans d'Université lilloise*, Actes du colloque organisé à Lille les 6 et 7 décembre 1996, Robert Vandebussche, éd. Villeneuve-d'Asq, 2000.



## **LA FACULTE DE DROIT DE LYON : ETAT DES TRAVAUX ET DES SOURCES**

**par Catherine Fillon,  
maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon III**

La Faculté de droit de Lyon, considérée en tant que telle, n'a jusqu'à ce jour suscité que de très rares travaux. Le premier ouvrage est celui d'Auguste Ehrhard, *l'Université de Lyon*, lequel, comme son titre l'indique, ne lui est pas exclusivement consacré et qui, en outre, est paru en... 1919. Sans vouloir diminuer ses mérites -les informations qui y figurent sont solides-, il convient de souligner deux caractéristiques de cet ouvrage : il est un témoignage de la totale rupture avec la science allemande au lendemain de la Première Guerre mondiale et, outre sa tonalité anti-allemande, tout porte à penser qu'il obéissait encore à un souci de démarche quasi-publicitaire au profit de l'Université lyonnaise. Ces caractéristiques conduisent d'ailleurs le chercheur à hésiter à classer cet ouvrage dans la rubrique bibliographie, car à bien des égards il peut être considéré comme une source. Beaucoup plus récemment, la contribution de M<sup>me</sup> Nicole Dockès à l'ouvrage collectif publié à Lyon en 2006 *La Faculté de droit de Lyon - 130 ans d'histoire* par les Editions lyonnaises d'art et d'histoire, s'est attachée à retracer les débuts de cette jeune Faculté qui a été créée en 1875. S'il serait évidemment tout à fait désirable que cette approche privilégiant l'histoire institutionnelle fût poursuivie, nous verrons plus loin que l'état des sources disponibles en la matière, sans décourager totalement cette entreprise, ne permet malheureusement pas d'envisager une histoire très fouillée de l'institution.

Les travaux de recherche intéressant la Faculté lyonnaise sont donc bien davantage en réalité des travaux focalisés sur certaines des personnalités ayant enseigné dans cette Faculté, dans le but, pour la plupart d'entre eux, d'apporter leur pierre à l'histoire de la pensée juridique ou à celle de la

pensée économique<sup>1</sup> et, pour les plus originaux, d'esquisser le projet de véritables biographies intellectuelles. On comprend aisément l'intérêt que certains des professeurs de droit lyonnais ont pu susciter. La Faculté de droit de Lyon a hébergé, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et encore dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des enseignants qui, à divers titres, se sont singularisés, que ce soit par leurs orientations politiques ouvertement affichées (Emmanuel Lévy<sup>2</sup>), par l'impulsion décisive qu'ils ont donnée pour créer de nouveaux champs disciplinaires (Edouard Lambert<sup>3</sup>, Paul Pic<sup>4</sup>), par leur

<sup>1</sup> L. FROBERT, J.P. POTIER, A.TIRAN, *Les économistes en Lyonnais, en Dauphiné et en Forez, 1750-1950*, Lyon, Editions de L'Institut des Sciences de l'Homme, 2000. Ce dictionnaire intègre des notices biographiques consacrées à des auteurs que l'on range plus volontiers dans la catégorie des juristes que dans celle des économistes (Edouard Lambert et Emmanuel Lévy notamment)

<sup>2</sup> C. M. HERRERA, « Socialisme juridique et droit naturel. À propos d'Emmanuel Lévy », in C. M. HERRERA (dir.), *Les juristes face au politique. Le droit, la gauche, la doctrine sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Kimé, 2003, p. 69-84 ; F. AUDREN et B. KARSENTI (dir.), « Révolution et croyance dans le droit : Emmanuel Lévy (1871-1844) », in *Droit et Société*, 56/57, 2004, p. 75-206.

<sup>3</sup> R. DAVID, *Le Droit comparé, Droits d'hier, droits de demain*, Paris, Economica, 1982, P. DUBOUCHET, « Roscoe Pound et Edouard Lambert, de Harvard à l'Institut de droit comparé de Lyon », in *La pensée juridique avant et après le Code civil*, 4<sup>e</sup> éd., Lyon, L'Hermès, 1998. T. KIRAT, « Les théories de la jurisprudence de François Gény et Edouard Lambert et la *common law* : remarque sur la position de la *case-law method* par rapport à l'œuvre des deux juristes français », in C. THOMASSET, J. VANDERLINDEN et P. JESTAZ, *François Gény, Mythes et réalités*, Paris, Dalloz, 2000, p. 321-341. C. PETIT, « Absolutismo jurídico y derecho comparado. Método comparativo y sistema de fuentes en la obra de Édouard Lambert », in Paolo CAPPELLINI et al., *De la Ilustración al Liberalismo. Homenaje a Paolo Grossi*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1995, p.121-137. Du même, « From Paris to the Hague. Edouard Lambert and Droit commun législatif », in Claes PETERSON (ed.), *History and European Private Law. Development of Common Methods and Principles*, Lund, 1997, p.137-150. Du même, "Lambert en la tour Eiffel, o el derecho comparado de la belle époque", in *La comparazione giuridica tra Otto e Novecento*, Milano, Istituto Lombardo, 2001, 53-98. Du même, "Harvard en Lyon. Lecturas de Roscoe Pound en el Institut de Lambert", in L. MAYALI et B. DURAND (dir.), *Exceptiones iuris. Studies in Honor of André Gouron*, Berkeley CA, Robbins Collection, 2000, p. 503-554.

<sup>4</sup> D. BAYON et L. FROBERT, « Paul Pic et les lois ouvrières », *Revue d'histoire des Facultés de droit*, 1997, p. 69-94. Des mêmes, « Lois ouvrières et réformisme social dans l'œuvre de Paul Pic (1862-1944) », *Le Mouvement social*, n°201, octobre-décembre 2002, p. 53-80. F. LEKEAL, « Les origines de l'enseignement de la législation industrielle », Actes du colloque Construction d'une histoire du droit du travail, *Cahiers de l'Institut Régional du Travail*, numéro spécial, 2000, p. 21-41. F. HORDERN, « De la législation industrielle au droit du travail (1890-1960) », Actes

rayonnement intellectuel en France et au-delà de France (Louis Josserand<sup>5</sup>) et de façon générale, pour l'ensemble de ceux-là plus quelques autres (l'historien du droit Paul Huvelin en particulier<sup>6</sup>), par leur intérêt hautement proclamé pour les sciences sociales. C'est d'ailleurs à la lueur de ce dernier éclairage qu'a été conçu le colloque lyonnais tenu en 2004 dont les actes sont parus en 2007 sous le titre *Le Renouveau des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République - la Faculté de droit de Lyon*<sup>7</sup>. Ce colloque a marqué un

---

du colloque Construction d'une histoire du droit du travail, *op. cit.*, p. 43-56. J.P. Le CROM, *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

<sup>5</sup> D. FENOUILLET, « Étienne Louis Josserand (1868-1941) », *Revue d'histoire des facultés de droit*, 1996, n° 17, p. 27 et s. D. DEROUSSIN, « Josserand, le Code civil et le Code libanais des obligations et des contrats », in *Le Code civil français et le dialogue des cultures juridiques*, Bruylant, 2008, p. 49-94. C. BAILLON-PASSE, « Relire Josserand », *D.* 2003, p. 1571. J-P. CHAZAL, « 'Relire Josserand', oui mais... sans le trahir ! », *D.2003*, n° 27/7124, p. 1777-1781. C. BAILLON-PASSE, « Réponse à Jean-Pascal Chazal : mission accomplie, on va relire Josserand », *D.* 2003, n°32, p. 2190-2191.

<sup>6</sup> F. AUDREN, « Paul Huvelin (1873-1924) : juriste et durkheimien », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 4, 2001, p. 117-130. R. COTTERRELL, « Durkheim's Loyal jurist ? The Sociological Theory of Paul Huvelin », *Ratio Juris*, volume 18 (4), décembre 2005, p. 504-518.

<sup>7</sup> *Le Renouveau des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République - la Faculté de droit de Lyon*, Contributions réunies par David DEROUSSIN, Paris, La Mémoire du droit, Coll. Recueil d'Etudes, 2007. On trouve dans ce volume les contributions suivantes : F. AUDREN, « Comment la science sociale vient aux juristes ? Les professeurs de droit lyonnais et les traditions de la science sociale (1875-1935) », p. 3-50. J.L. HALPERIN, « L'originalité de l'œuvre de René Garraud », p. 51-61. D. DEROUSSIN, « L. Josserand : le droit comme science sociale ? », p. 63-119. N. HAKIM, « Une revue lyonnaise au cœur de la réflexion collective sur le droit social : les *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale* », p. 123-152. F. LEKEAL, « Paul Pic entre Code civil et Code du travail : les voies du réformisme juridique », p. 153-171. J-P. POTHIER, « L'enseignement de l'histoire de la pensée juridique à la Faculté de droit de Lyon (1885-1939) », p. 173-189. O. MORETEAU, « Ed. Lambert et l'enseignement du droit comme science sociale comparative », p. 193-212. T. KIRAT, « La méthode de jurisprudence comparative d'Edouard Lambert et son destin tragique », p. 213-233. B. GARDELLA TEDESCHI, « Edouard Lambert : le rôle du droit comparé dans l'unification du droit », p. 235-249. L. FROBERT, « Le centenaire de l'insurrection de 1831 et les intellectuels lyonnais », p.251-261. L. TOURNES, « La fondation Rockefeller et les économistes lyonnais (1925-1935) », p. 263-278. C.M. HERRERA, « Droit et socialisme à la Faculté de droit de Lyon », p. 279-302. C. FILLON, « La Faculté de droit lyonnaise et l'expansion universitaire sous la Troisième République ; la fondation de l'Ecole de droit de Beyrouth », p. 303-331.

premier effort pour considérer dans son ensemble et dans son éventuelle spécificité cette collectivité enseignante riche d'individualités marquantes, en essayant de répondre à une question qui sous-tendait ces journées de réflexion commune, à savoir : peut-on parler d'une école lyonnaise ?

Le même colloque, en consacrant une partie de ses travaux au couple formé par la Faculté de droit de Lyon et l'étranger, intégrait également une autre dimension de l'originalité lyonnaise : sa précoce ouverture internationale qui devait la conduire non seulement à créer au Liban une filiale, mais encore à entretenir avec les Etats-Unis d'Amérique -via les fondations américaines- des liens assez serrés dans l'entre-deux-guerres.

Ces premiers travaux n'obéissent guère au hasard, ils sont surtout le fruit d'un axiome auquel l'historien- juriste ou non juriste- ne peut échapper : « pas d'histoire sans sources »... Or, si les travaux d'histoire de la pensée juridique ou économique sont facilement envisageables à partir du *corpus* des ouvrages, articles, notes sous arrêts, chroniques, thèses dirigées et autres préfaces, une approche différente est rendue délicate en raison d'une évidente carence des sources.

### Etat des sources

Le constat est cruel, mais il faut bien admettre que ni l'Université Lyon III<sup>8</sup>, ni sa Faculté de droit n'ont eu le souci de protéger les papiers historiques dont elles sont restées les dépositaires après la scission avec l'Université Lyon II survenue dans les années 1970. Elles n'ont pas davantage eu le réflexe de verser les documents rescapés des destructions répétées ou de la « simple » incurie aux Archives départementales du Rhône où ils enrichiraient un fonds qui ne se plaindrait certainement pas de ce renfort.

Sans être totalement inexistant ou insignifiant, le fonds des archives départementales intéressant la Faculté de droit est, en effet, assez mince,

---

<sup>8</sup> Jusqu'à une date récente, les services centraux de l'Université (division des personnels enseignants) avaient conservé les dossiers de carrière des professeurs et même plus largement des personnels enseignants depuis la création de la Faculté de droit en 1875. Ces dossiers ont dernièrement disparu, sans que l'on sache ce qu'il est advenu d'eux, la responsable de la DPE n'ayant pu que constater à son retour de vacances que les rayonnages de la cave où ils étaient conservés étaient désormais vides... Cette perte déplorable peut toutefois être partiellement compensée par la consultation aux Archives nationales des dossiers de carrière de la série F17. Partiellement en effet, car des manques ont été constatés dans la série F17 (le dossier de Charles Appleton, par exemple, est introuvable) qui ne peuvent plus être comblés aujourd'hui.



## La Faculté de droit de Lyon

même s'il peut paraître proche de l'opulence en comparaison avec celui, pour le coup indigent, consacré à la Faculté de lettres. Les documents conservés aux Archives départementales du Rhône correspondent en réalité à des versements effectués par le rectorat de Lyon. Le versement le plus récent, qui renvoie aux événements de mai 1968 et à la scission Lyon II/Lyon III, figure sous la cote 2690 W 1 à 6, 12, 21, 22, 39. Le versement le plus ancien correspond aux dates extrêmes 1863-1938 ; il éclaire parcimonieusement quelques aspects de la vie de la Faculté de droit et de l'Université. Outre les documents officiels émanant du ministère de l'Instruction publique (1 T 318), le fonds recèle les précieux procès verbaux du conseil des cinq Facultés, devenu à partir de 1896 conseil de l'Université (1 T 272 à 277). La période couverte par ces derniers documents va de 1886 à 1923. En dépit des investigations de l'auteur de ces lignes, tant dans les Universités lyonnaises qu'auprès du rectorat, il n'a pas été possible de localiser les procès-verbaux postérieurs à cette date. L'Institut de droit comparé créé par Edouard Lambert fait l'objet de deux cotes (1T 319, 1T 331) ; l'Institut pratique de droit, sorte d'Institut d'études judiciaires avant l'heure et la dénomination, créé par Jean Appleton en 1913, se trouve pour sa part sous la cote 1 T 320. Deux cotes intéressent les entreprises de la Faculté de droit au Liban afin de créer une filiale à Beyrouth (1 T 308 et 1T Beyrouth 1919-1946). Quelques cotes, enfin, intéressent pêle-mêle les étudiants en droit (1 T 304 associations étudiantes, 1 T 293-294, examens spéciaux pour les étudiants étrangers), les dons et legs effectués au bénéfice des différentes facultés, dont la Faculté de droit, et la politique d'attribution du doctorat Honoris Causa de l'Université lyonnaise (1 T 310), la Faculté de droit ayant, il est vrai, fait un usage très intensif de ce dernier titre honorifique pour sceller des liens avec les Universités étrangères.

Les ressources fournies par les Archives départementales du Rhône n'éclairent donc que très ponctuellement certains aspects de la vie de la Faculté de droit. Il ne faut guère compter sur les ressources propres de cette dernière pour espérer connaître plus avant la vie interne de l'institution. Ces archives, quand elles n'ont pas été détruites, ont longtemps été entreposées sans grande méthode, ni esprit de conservation durable dans les caves, réduits et greniers de la Faculté. Leur rassemblement a été opéré il y a peu et un inventaire a été dressé par notre collègue Marc Boninchi, en attendant un hypothétique versement aux Archives départementales qui se fait douloureusement attendre. Plus que de fonds d'archives, il serait infiniment plus proche de la réalité de parler d'épaves archivistiques, surtout pour la période allant de la création en 1875 jusqu'aux années 1960. Après cette

date, la situation s'améliore et la quantité de documents conservés est plus importante. Antérieurement à 1960, des documents, dont la conservation aurait pu sembler s'imposer de façon évidente, sont cruellement absents. Ainsi, nous n'avons pu retrouver que depuis les années 1930 les procès verbaux du conseil de la Faculté. Plus d'un demi siècle de la vie interne de la Faculté depuis sa fondation reste donc impossible à éclairer par le biais de ces archives qui ont été assurément perdues ou détruites. La correspondance du doyen soit avec le recteur, soit avec le ministère est, elle aussi, plus que lacunaire : elle confine à l'inexistence. De même, certaines des entreprises qui ont pourtant grandement contribué à la renommée de la Faculté lyonnaise (Institut de droit comparé, Institut des assurances, Ecole de notariat, création des établissements libanais) ne font l'objet que de quelques documents épars, sans véritable continuité. En ce qui concerne la population étudiante, il est envisageable de faire une étude approfondie de celle-ci depuis les années 1960 puisque les dossiers des étudiants sont, à partir de cette date, soigneusement préservés. Mais la chose paraît plus difficile à réaliser pour les générations précédentes, sinon sur des bases bien étroites : celle des registres de délivrance des diplômes, qui ont été conservés avec une certaine continuité, et celle de la collection complète des thèses soutenues à Lyon dont les responsables de la bibliothèque universitaire semblent s'être récemment préoccupés d'assurer la conservation, voire le sauvetage.

Impossible à retracer par le biais des archives, la vie interne de l'institution ne peut donc être restituée que par le truchement des sources imprimées, beaucoup plus nombreuses et conséquentes, mais qui présentent évidemment l'inconvénient d'être une littérature administrative aseptisée, sans aspérité, ni trace des débats ou d'éventuelles tensions, frictions et autres désaccords autour, notamment des créations d'enseignements ou d'instituts.

Ces sources imprimées sont les suivantes :

Les discours de rentrée solennelle sont certainement la source imprimée méritant qu'on lui consacre un dépouillement méthodique<sup>9</sup>. L'intitulé de ce type de document ne rend qu'imparfaitement compte de sa richesse informative. La confection de ces documents a obéi à une nomenclature très précise et religieusement observée pendant plusieurs décennies. Outre les

---

<sup>9</sup> Ils sont publiés, pour Lyon, à partir de 1876 sous le titre *Université de France, Académie de Lyon, Rentrée solennelle des cinq Facultés...* À partir de 1896 et jusqu'en 1906, le titre devient *Université de Lyon, Rentrée solennelle de l'Université, ... (date)*, Lyon A. Storck & Cie, Imprimeurs Editeurs.

discours de rentrée proprement dits -discours du recteur et de l'un des professeurs de l'une ou l'autre des Facultés sur un thème savant ou d'actualité-, figurent aussi systématiquement les rapports d'activité des doyens des différentes Facultés pour l'année écoulée. Ces rapports indiquent les mouvements de personnel (nominations, mutations, décès, congés et les motifs de ces derniers), le déroulement de carrière des professeurs (changement de classe et d'échelon), les distinctions honorifiques reçues par ce même personnel enseignant, les missions accomplies à l'étranger, l'évolution des effectifs des étudiants, les diverses difficultés rencontrées (matérielles, financières, manque de moyens en personnel, création ou suppression de cours supplémentaires, réforme des diplômes, etc.) et les projets en cours (création des chaires, des instituts, expansion universitaire à l'étranger). La richesse documentaire de ce type de sources imprimées est évidemment étroitement tributaire de la personnalité du doyen et de sa plus ou moins grande obsession de la précision. A cet égard, les rapports du doyen Caillemer, lequel présida aux destinées de la Faculté de droit de 1875 à 1908, sont exemplaires d'une pointilleuse minutie qui ne se retrouve pas sous la plume de tous ses successeurs. Le rapport décanal, tel qu'il est rédigé à Lyon, mentionne encore la liste des publications des professeurs durant l'année écoulée, ainsi qu'une liste des thèses soutenues avec, à certaines époques, outre l'état civil du candidat, la date de la soutenance et la mention remportée par la thèse. Figure encore dans ce type de publication, le rapport sur les concours de l'année ouverts aux étudiants avec mention des sujets et des lauréats. Ces deux derniers types d'information sont précieux lorsque l'on effectue une recherche consacrée aux professeurs de droit, ceux-ci ayant nécessairement été étudiants avant d'accéder à l'enseignement.

Le rapport du doyen de la Faculté de droit, ainsi que le rapport sur les concours de la même Faculté ont fait l'objet durant la même période d'une publication séparée sous le titre *Université de France, Académie de Lyon, Faculté de droit de Lyon, Année scolaire...*, Lyon, Imprimerie A.H. Storck. On y trouve donc les mêmes informations, à l'exception bien sûr du discours de rentrée solennelle et du discours du recteur de l'Académie qui ont été ici retranchés. L'avantage de cette seconde série de documents est qu'elle continue au-delà de 1906, date à laquelle s'arrête la première. À partir de 1912 et jusqu'en 1945, on peut donc se référer aux plaquettes intitulées tantôt *Université de Lyon, Faculté de droit, séance de rentrée de la Faculté de droit de Lyon, rapport du doyen...*, tantôt *Université de Lyon, Faculté de droit, année scolaire...* qui contiennent donc le même type d'informations que celles

précédemment évoquées, en particulier la liste des publications des enseignants de la Faculté. Ces plaquettes peuvent donc avantageusement suppléer un éventuel manque constaté dans la première série de documents.

Dans l'hypothèse où certaines brochures des deux séries évoquées plus haut feraient décidément défaut, il reste encore le recours à la collection publiée sous l'égide du ministère de l'Instruction publique et des Beaux arts, intitulée *Enquêtes relatives à l'enseignement supérieur* qui figure au catalogue de la Bibliothèque nationale de France ainsi que dans certaines bibliothèques municipales.

Cette collection, qui a commencé à paraître en 1883, nous intéresse à partir de 1885, date à laquelle l'article 14 du décret du 28 décembre 1885 a créé à la charge des conseils généraux des Facultés l'obligation de faire parvenir au ministère un rapport annuel d'activité qui a été régulièrement publié dans cette collection jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Cette source recoupe donc très largement les précédentes dans la mesure où ce sont les mêmes thématiques qui sont développées. Elle présente toutefois une grande difficulté d'utilisation, les bibliothèques qui la conservent n'ayant jamais procédé à une indexation très fine des centaines de volumes parus dans cette collection où l'on trouve aussi bien une foule de rapports sur l'activité des observatoires astronomiques de province que les débats et consultations relatifs aux réformes des études universitaires dans les différentes spécialités, etc.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Ministère de l'Instruction publique et des Beaux arts, *Enquêtes et Documents relatifs à l'enseignement supérieur, Rapports des conseils généraux des Facultés pour l'année...*, puis à partir de 1896, *Rapports des Conseils de l'Université pour l'année scolaire...*, Paris, Imprimerie nationale. Cote Bibliothèque nationale de France 8 R 4997 (pour une consultation à la BNF préciser ensuite le numéro du vol. souhaité entre parenthèses). Afin de faciliter le travail de l'équipe de chercheurs réunis autour de Jean-Louis Halpérin, j'ai effectué le repérage des volumes susceptibles de les intéresser immédiatement : Volume 23, pour l'année scolaire 1885-1886, Volume 27 pour l'année scolaire 1886-1887, Volume 35 pour l'année scolaire 1888-1889, Volume 41 pour l'année scolaire 1889-1890, Volume 45 pour l'année scolaire 1890-1891, Volume 47 pour l'année scolaire 1891-1892, Volume 50 pour l'année scolaire 1892-1893, Volume 58 pour l'année scolaire 1893-1894, Volume 60 pour l'année scolaire 1894-1895 + volume 60 bis pour un rapport concernant Grenoble, Volume 65 pour l'année scolaire 1895-1896, Volume 69 pour l'année scolaire 1896-1897, Volume 71 pour l'année scolaire 1897-1898, Volume 73 pour l'année scolaire 1898-1899, Volume 76 pour l'année scolaire 1899-1900, Volume 77 pour l'année scolaire 1900-1901, Volume 80 pour l'année scolaire 1901-1902, Volume 82 pour l'année scolaire 1902-1903, Volume 86 pour l'année scolaire 1903-1904, Volume 88 pour l'année scolaire 1904-1905, Volume 92 pour l'année scolaire 1905-1906, Volume 95 pour l'année scolaire 1906-1907,

## La Faculté de droit de Lyon

Enfin, nos propres recherches nous ont conduit à évaluer auprès des descendants des professeurs quels pouvaient être l'intérêt et l'importance des archives privées. Le résultat de ces investigations est évidemment très inégal, mais notre expérience locale atteste que lorsque les familles conservent, elles conservent abondamment la correspondance professionnelle de leur aïeul et parfois même ses cours manuscrits : c'est le cas, à Lyon, des familles Garraud et Josserand. La correspondance, ainsi que Frédéric Audren et moi-même espérons en faire la démonstration dans un article consacré à Louis Josserand devant paraître prochainement à la *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, peut s'avérer une source de premier ordre afin de comprendre, non seulement le jeu des amitiés et des inimitiés professionnelles ou bien celui des influences intellectuelles réciproques, mais encore les stratégies professionnelles déployées par un juriste universitaire pour construire et consolider son autorité doctrinale.

### L'avenir de la recherche

Je ne reviendrai pas ici sur les réserves mentionnées plus haut à propos de la faisabilité d'une pourtant nécessaire histoire de l'institution Faculté de droit. En l'état actuel des sources, et à moins de quelques trouvailles miraculeuses dans d'hypothétiques archives privées, il faudra se contenter d'une histoire qui demeurera inévitablement à la surface des choses et ne pourra éclairer en profondeur les choix stratégiques opérés par les acteurs institutionnels. D'autres champs de recherche déjà débroussaillés méritent probablement un défrichage plus approfondi. C'est, me semble-t-il, au premier chef, le cas de l'histoire de l'Ecole de droit de Beyrouth. A défaut de sources en provenance de l'Université de Lyon, l'histoire de la filiale lyonnaise au Liban peut quand même être faite en exploitant les fonds d'archives des partenaires de la Faculté de droit impliqués dans cette entreprise. Ces fonds sont évidemment ceux du ministère des Affaires étrangères, non seulement ses ressources parisiennes, mais plus encore ses fonds nantais où sont conservées les très éclairantes archives du Service des œuvres françaises à l'étranger auquel l'école libanaise de droit a été rattachée. Les fonds de la Chambre de commerce de Lyon, puisque cette dernière institution fut elle aussi étroitement impliquée dans l'aventure libanaise, fournissent encore de précieux compléments d'information. Au-

---

Volume 97 pour l'année scolaire 1907-1908, Volume 100 pour l'année scolaire 1908-1909, Volume 101 pour l'année scolaire 1909-1910, Volume 104 pour l'année scolaire 1910-1911, Volume 106 pour l'année scolaire 1911-1912, Volume 108 pour l'année scolaire 1912-1913.

delà de la création de la filiale de Beyrouth, les archives de la Chambre de commerce peuvent d'ailleurs apporter quelques lumières concernant la création de certains enseignements -y compris juridiques- auxquels le monde du commerce et de l'industrie lyonnais était attaché. Il reste, enfin, un dernier partenaire dont il n'est pas douteux qu'il possède sur le sujet de l'Ecole libanaise de riches archives qui ont du reste fait l'objet d'une première exploitation par le père Ducruet<sup>11</sup> : la Compagnie de Jésus.

L'approche prosopographique relative au corps enseignant lyonnais est bien engagée et devrait être achevée rapidement, puisque la confection en cours d'une base de données intéressant l'ensemble des professeurs de droit français ne manquera évidemment pas d'intégrer le *corpus* lyonnais.

Enfin, dans le prolongement de la constitution de cette base de données, il semble évident, compte tenu des sources disponibles, que certaines approches de socio-histoire peuvent être assez facilement envisagées. L'implication des professeurs lyonnais dans la vie locale largement entendue -à savoir la vie politique, les activités culturelles et sociales- est notamment encore à étudier et mérite de l'être plus systématiquement au vu de ce que nous savons d'ores et déjà de la contribution de certains des professeurs aux sociétés savantes, aux œuvres sociales et à la vie municipale. En la matière, quoique les archives soient dispersées et supposent pour être consultées d'obtenir l'accès à certaines institutions (on pense ici aux hospices civils de Lyon qui s'adjoignirent avec régularité les compétences des juristes universitaires dès que la Faculté de droit fut créée), les sources sont abondantes et les premiers sondages effectués dans la série M des Archives départementales du Rhône laissent à supposer que le matériau est d'une richesse à la hauteur des multiples formes que prirent les engagements des professeurs de droit lyonnais dans la cité.

---

<sup>11</sup> J. DUCRUET s.j., *Livre d'Or de l'Ecole Française de Droit de Beyrouth (1913-1993)*, Université Saint-Joseph de Beyrouth, s.d.

## LA FACULTE DE DROIT DE MONTPELLIER AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

**par Fabien Valente,  
maître de conférences à l'Université Montpellier I**

L'histoire de la Faculté de droit de Montpellier est d'une façon générale assez bien connue. On peut se reporter sur cette question à l'orientation bibliographique suivante qui ne contient que les sources, ouvrages, articles et mémoires qui portent spécifiquement sur la Faculté de droit de Montpellier (les ouvrages généraux sur l'histoire des universités ne sont donc pas mentionnés).

On peut en premier lieu consulter le *Cartulaire de l'Université de Montpellier*, réalisé par le conseil général des Facultés de Montpellier, t. 1, 1181-1400, Montpellier, éd. Maison Ricard Frères, 1890. Ce cartulaire traite de la Faculté de droit de Montpellier des origines à 1792 (p. 13-17, p. 30-51 et p. 83-106) ; voir également le tome 2, 1912, p. 851-869. Il faut aussi se reporter au catalogue très complet de l'ensemble des sources sur la Faculté de droit de Montpellier des origines jusqu'à la période révolutionnaire (1791- an III) présenté par A. Gouron : *L'histoire de l'Université des droits de Montpellier*, Exposition Montpellier 2-5 octobre 1963, Université de Montpellier, Faculté de droit et des sciences économiques. Voir également *l'Annuaire de l'Université de Montpellier*, éd. Serre et Roumégous, Montpellier, 1900.

Les sources concernant la Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle sont conservées aux Archives départementales de l'Hérault dans la sous-série « 1 T » intitulée « Enseignement » et plus précisément dans le fonds du rectorat et dans celui de la préfecture. Ces documents qui représentent au total 9 cartons ou liasses ont été récemment classés, ce qui permet désormais leur exploitation de façon approfondie. Enfin, les archives de la Faculté de droit pour cette période, également classées très récemment

dans le série « établissements publics » (E.T.P.), constituent une documentation de première importance, encore non exploitée, contenue dans plus de 160 registres, cartons ou liasses<sup>1</sup>.

En deuxième lieu, plusieurs articles et ouvrages sont en rapport avec la Faculté de droit de Montpellier : F. Fabrège, *Les fêtes du Sixième Centenaire de l'Université de Montpellier (1289-1890)*, Montpellier, 1890 ; H. Rouzaud, *Les fêtes du Sixième centenaire de l'Université de Montpellier*, éd. C. Coulet, Montpellier, 1891, p. 33-37 ; J.-M.-F. Faucillon, *Le collège du Vergier ou de la Chapelle Neuve*, Montpellier, 1863 ; *Histoire de Montpellier* (dir. G. Cholvy), Privat, Toulouse, 2<sup>ème</sup> éd., 1989 (p. 103-125, A. Gouron ; p. 143-147, A. Jouanna, et p. 347-350, G. Cholvy) ; L.J. Thomas, *La vie universitaire à Montpellier au XVIII<sup>ème</sup> siècle. Les écoles, les maîtres, les étudiants*. Conférences sur l'histoire de Montpellier, 1913.

En troisième lieu, de nombreux articles sont consacrés à tel ou tel aspect spécifique de la Faculté de droit de Montpellier : Anonyme, *Professeurs et agrégés de la Faculté de droit de Montpellier (1160-1791)*, Montpellier, 1877 ; C. Charle, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », *Septième centenaire des Universités de l'Académie de Montpellier (1289-1989)*, Montpellier, 1992, p. 148-154 ; Comité de rédaction du Montpellier médical, *L'installation nouvelle des Facultés et le nouvel hôpital Saint Eloi de Montpellier*, Montpellier, 1879 ; L. Dulieu, « Bref aperçu sur l'Université des loix de Montpellier », *Septième centenaire des Universités de l'Académie de Montpellier (1289-1989)*, Montpellier, 1992, p. 145-147 ; J.-M.-F. Faucillon, « Les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier, 1681-1791 », *Mémoires de l'Académie des sciences et des lettres de Montpellier*, t. III, 1862, p. 333 ; du même auteur, « Les professeurs de droit civil et de droit canonique à la Faculté de Montpellier 1510-1789 », *ibid.*, 1863, p. 505 et « Les docteurs agrégés de la Faculté de droit de Montpellier 1681-1791 », *ibid.*, 1862, p. 355 ; M. Fournier, « Une enquête dans un collège de droit de l'Université de Montpellier au XIV<sup>e</sup> siècle », *Extrait de la Revue internationale de l'Enseignement* du 15 mars 1889, Armand Colin et Cie, Paris, 1889 ; A.-C. Germain, « L'Ecole de droit de Montpellier (1160-1793) », *Mémoires de l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier*, t. IV, 1<sup>ère</sup> série, 1862,

---

<sup>1</sup> Les archives de la Faculté de droit ont été classées aux Archives départementales de l'Hérault seulement en 2005. Auparavant, celles-ci ont été présentées comme étant inexistantes. Voir H. VIDAL, « Alfred Pierron et l'enseignement du droit romain à Montpellier de 1881 à 1895 », *Mélanges Roger Aubenas, Recueil de Mémoires et Tavaux publiés par la Société d'Histoire des anciens Pays de Droit écrit*, Montpellier, 1974, p. 749.



## La Faculté de droit de Montpellier

p. 183 ; L. Guiraud, « Un registre inconnu de l'Université de droit de Montpellier (1536-1570) », Extrait du *Bulletin philologique et historique jusqu'à 1715*, Imprimerie nationale, Paris, 1914 et *Julius Pacius en Languedoc*, 1597-1616, *Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier*, 1911 ; Inauguration de la Faculté de droit dans la séance solennelle du 17 novembre 1880, Montpellier ; R. de Nesmes-Desmarets, « Les origines historiques de la Faculté de droit de Montpellier », *Annales de l'Université de Montpellier et du Languedoc Roussillon*, Montpellier, t. 1, n° 2 1943 ; C. Révillout, « Le jurisconsulte Jules Pacius de Berigo avant son établissement à Montpellier (1550-1602) », *Mémoires de l'Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier*, t. VII, 1883-84 ; J. Valéry, *Histoire d'une résurrection. Comment fut rétablie la Faculté de droit de Montpellier en 1880*, Montpellier, 1933 ; H. Vidal, « Alfred Pierron et l'enseignement du droit romain à Montpellier de 1881 à 1895 », *Mélanges Roger Aubenas, Recueil de Mémoires et Travaux publiés par la Société d'Histoire des anciens Pays de Droit écrit*, Montpellier, 1974, p. 749-759 ; R. Villedieu, « Histoire de l'école de droit de Montpellier » (conférence), *Bulletin du Syndicat d'initiative*, Montpellier, n° 26, 2<sup>ème</sup> trimestre 1962.

En quatrième lieu, on peut signaler trois mémoires de D.E.A. d'histoire de droit sur la Faculté de droit de Montpellier. Le premier mémoire est intitulé *Les thèses soutenues devant la Faculté de droit de Montpellier de 1880 à 1960*. Il a été rédigé par F. Barloy sous la direction de H. Vidal (non daté). Le deuxième mémoire rédigé en 1989 et intitulé *L'installation de la Faculté de droit dans les locaux de l'ancien couvent des sœurs de la Visitation* n'a apparemment pas été conservé (nom de l'auteur erroné et directeur non mentionné sur la fiche bibliographique). Le second mémoire intitulé *La Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle. Histoire d'une résurrection* a été rédigé par M.-P. Ader en 2000 sous la direction de E. de Mari. Ce mémoire est relativement complet mais il ne cite les sources que de façon très lacunaire et il a été rédigé alors que le nouveau classement des documents concernant la Faculté de droit de Montpellier conservés aux Archives départementales de l'Hérault n'avait pas encore été effectué.

Enfin plus récemment, une plaquette intitulée *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* a été réalisée par l'UMR 5815 « Dynamiques du droit », sous la direction de B. Durand, Faculté de droit, Université Montpellier I, 2006.

Compte tenu de ces différentes sources et surtout du classement récent des documents conservés aux Archives départementales de l'Hérault, qui n'ont pas encore été exploités de façon complète et approfondie, l'histoire de la Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle est certes assez bien

connue, mais de façon superficielle. Elle doit donc être complétée sur de nombreuses questions qui restent encore obscures.

Cette histoire dont les grandes lignes doivent être brièvement rappelées, afin de préciser les futurs axes de la recherche, débute avec la loi du 10 mai 1806 qui institue l'Université impériale et surtout avec le décret du 17 mars 1808 qui pose « les bases de l'enseignement dans les écoles de l'Université » pour que les Ecoles de droit retrouvent leur titre de Facultés. Pour autant, l'influence de Cambacérès qui explique sans doute le choix de Montpellier comme siège de Cour d'appel n'a pas été suffisante pour que Napoléon décide de réintroduire l'enseignement du droit à Montpellier.

Le 24 mai 1814, la Cour royale de Montpellier, rappelant que « la ville de Montpellier a été le berceau du droit en France » demande la réouverture d'une Ecole de droit<sup>2</sup>, mais la Faculté de droit de Montpellier ne sera rétablie, comme d'autres Facultés de droit, que sous la Troisième République.

La renaissance de la Faculté de droit à Montpellier ne se fera cependant pas sans difficultés, mais l'institution va rapidement se développer dans le dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle.

## **I – La renaissance de la Faculté de droit de Montpellier**

La renaissance de la Faculté de droit de Montpellier est marquée par un rétablissement assez laborieux de l'institution en 1880, puis par son installation dans le nouveau Palais dix ans plus tard<sup>3</sup>.

### ***A - Le rétablissement laborieux de la Faculté de droit de Montpellier en 1880***

Tous les acteurs locaux ont demandé tour à tour et avec plus ou moins de succès le rétablissement de la Faculté de droit de Montpellier. D'abord, en 1869, à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel, le premier avocat général Maxime de la Baume, dans la péroration de la mercuriale qu'il est chargé de prononcer, exprime le souhait que la « Cour de

---

<sup>2</sup> *Histoire de Montpellier* (dir. G. CHOLVY), *op. cit.*, p. 349.

<sup>3</sup> Les sources concernant la création et l'installation de la Faculté de droit de Montpellier sont conservées aux Archives départementales de l'Hérault, dans le fonds de la préfecture, dans deux liasses (sans numérotation interne) cotées 1 T 5360 (création) et 1 T 3493 (projet de création (1875) ; installation dans l'immeuble Jaumes (1880-1882) ; contentieux avec le ministère des Finances). Voir également le fonds de la Faculté de droit, Archives départementales de l'Hérault, cote 8 E.T.P.

## La Faculté de droit de Montpellier

Placentin » ou « l'Aula placentinea » soit rapidement reconstituée<sup>4</sup>. Ensuite en 1874, c'est le Comité catholique qui demande la création d'une Faculté libre.

L'année suivante, le ministre et le Conseil supérieur de l'instruction publique doivent appliquer la loi Buffet du 12 juillet 1875 qui étend la liberté de l'enseignement à l'enseignement supérieur<sup>5</sup> malgré le budget de l'Etat qui reste pénalisé par les dépenses du Second Empire. Les villes devront donc participer aux efforts financiers rendus nécessaires par cette réforme. Au même moment, une circulaire ministérielle est adressée aux doyens des différentes facultés pour les informer d'un projet visant à instituer un nombre restreint de centres universitaires, dont Montpellier ne fait pas partie.

Immédiatement, le Conseil général de l'Hérault et le Conseil municipal de Montpellier vont protester. Dans sa séance du 26 août 1875, sur la proposition de son président Eugène Lisbonne, avocat et sénateur, le Conseil général de l'Hérault délègue une commission départementale pour étudier comment les différentes villes du département pourraient aider le gouvernement dans la création d'une nouvelle Faculté à Montpellier. En effet, on pense alors, que l'autorisation de l'administration centrale pour cette création pourrait être envisageable aux mêmes conditions que celles imposées à la ville de Lyon pour le rétablissement de sa Faculté le 29 octobre 1875<sup>6</sup>, c'est-à-dire avec l'engagement de la ville pour tous les frais d'installation, de matériel et de personnel.

Le 9 novembre de la même année, Bertin, professeur agrégé à la Faculté de médecine et conseiller municipal propose le rétablissement d'une Faculté de droit à Montpellier. Le Conseil municipal, partagé entre la volonté de voir renaître la Faculté de droit qui s'inscrit dans la tradition universitaire de la ville et le souci de maîtriser les dépenses de la municipalité, désigne une commission pour étudier cette question.

Le 19 novembre, le Conseil municipal, sous la présidence du maire, F. de la Combe, adopte à l'unanimité le rapport de la commission et se

---

<sup>4</sup> Registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Montpellier, séance du 19 novembre 1875, Montpellier, 1875, Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 5360. Voir aussi J. VALERY, *Histoire d'une résurrection. Comment fut rétablie la Faculté de droit de Montpellier en 1880*, op. cit., p. 3, Bibliothèque municipale de Montpellier, cote 19 998.

<sup>5</sup> J.-B. DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat (de 1788 à 1944)*, Paris, t. 75, 1875, p. 274-294.

<sup>6</sup> J.-B. DUVERGIER, op. cit., t. 75, 1875, p. 597-598.

prononce en faveur de l'institution d'une Faculté de droit à Montpellier<sup>7</sup> « pour l'établissement et l'entretien de laquelle la ville offre à M. le ministre de l'Instruction publique de faire les sacrifices nécessaires »<sup>8</sup>. Le Conseil municipal fait remarquer d'une part, que ce rétablissement serait une juste réparation due à la ville et d'autre part, que si le but du régime est de développer les études supérieures dans le pays, il faut certes créer des facultés nouvelles mais aussi conserver les centres universitaires existants. De plus, on remarque que sur les quinze Académies que compte le pays, seules celles de Besançon, Clermont et Montpellier sont privées d'une Faculté de droit, tout en insistant sur l'importance de Montpellier en tant que centre universitaire. Enfin, à l'issue de ce cette séance, le Conseil municipal désigne deux de ses membres, E. Bertin et F. Henneguy, professeur à la Faculté des sciences et président du Conseil d'arrondissement, pour accompagner le maire à Paris afin de soumettre cette délibération au ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, H. Wallon.

Trois ans plus tard, le 3 août 1878, le ministre de l'Instruction publique, B. Bardoux consulte le Conseil municipal sur la persistance des intentions quant à la création d'une Faculté de droit à Montpellier. Le Conseil municipal profite alors de cette occasion pour répondre au ministre par une délibération motivée dont l'article 5 énonce : « Le Conseil municipal s'engage à voter ultérieurement, lorsque toutes les formalités à cet égard auront pu être remplies, un emprunt de deux millions destiné à l'établissement des divers services de son centre universitaire, d'après le projet déjà soumis à l'approbation de M. le ministre ou tel autre qui aurait son agrément. En contractant cette obligation, la ville espère que l'Etat lui prêtera son concours dans une mesure correspondant à son sacrifice »<sup>9</sup>.

Le 28 novembre, le ministre répond à cette détermination par un décret dont l'article 1<sup>er</sup> institue la Faculté de droit de Montpellier mais dont l'article 2 subordonne son organisation et son fonctionnement à l'exécution des engagements du Conseil municipal<sup>10</sup>. La ville de Montpellier doit donc

---

<sup>7</sup> Registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Montpellier, séance du 19 novembre 1875, Montpellier, 1875, Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 5360.

<sup>8</sup> *Ibid.* Voir également : *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* (dir. B. DURAND), *op. cit.*, p. 44.

<sup>9</sup> Comité de rédaction du Montpellier médical, *L'installation nouvelle des Facultés et le nouvel hôpital Saint Eloi de Montpellier*, *op. cit.*, p. 4-5, Bibliothèque municipale de Montpellier, cote LE 0765.

<sup>10</sup> J.-B. DUVERGIER, *op. cit.*, t. 79, 1879, p. 16.

## La Faculté de droit de Montpellier

faire agréer par le ministère un projet de reconstitution des édifices universitaires puisque le rétablissement de la Faculté de droit s'inscrit dans le cadre plus large de la rénovation de l'ensemble de l'enseignement supérieur à Montpellier.

Cependant, l'article 5 de la délibération du Conseil municipal du 3 août 1878 rappelle qu'un projet qui prévoyait la construction d'un bâtiment commun à la Faculté de droit, à la Faculté des sciences et à la Faculté des lettres ainsi qu'à l'hôtel de l'Académie, sur l'emplacement de l'ancien cimetière en face de l'hôpital général, avait déjà été soumis à l'approbation du pouvoir central lors de la visite à Montpellier de W. Waddington, ministre des Affaires étrangères<sup>11</sup>.

Sur la base de ce projet, le recteur Giraud propose une solution plus économique consistant à installer de façon définitive la Faculté de droit dans la maison Jaumes, un hôtel du XVIII<sup>ème</sup> siècle appartenant à la ville, qu'elle ne devait occuper à l'origine que provisoirement. Cette solution est alors immédiatement étudié par le maire, A. Laissac et le Conseil municipal de Montpellier, mais une autre proposition est présentée par les quatre Facultés de la ville. Celles-ci constituent une commission centrale composée pour la Faculté de médecine des professeurs Dubrueil, Estor et Bertin, pour la Faculté des sciences par les professeurs Chancel, de Rouville et Roche, pour la Faculté des lettres par les professeurs Germain, Revillout et Boucherie et pour l'Ecole supérieure de pharmacie par les professeurs Planchon, Jeanjean et Diacon.

La commission centrale des Facultés se met rapidement d'accord sur un projet unique présenté dans un mémoire qui doit être adressé au ministère par l'intermédiaire du nouveau recteur, A. Dumont, aussi favorable que son prédécesseur aux projets universitaires de la ville de Montpellier. Le projet de la commission consiste à loger la Faculté de droit, la Faculté des lettres et celle des sciences dans les bâtiments de l'hôpital Saint-Eloi, celui-ci devant être transféré hors de la ville. Cette solution présenterait des avantages à la fois urbains, hygiéniques, universitaires et financiers<sup>12</sup>.

Le projet de la commission prévoit également l'installation provisoire de la Faculté de droit dans la maison Jaumes, ceci pendant la construction du

---

<sup>11</sup> Comité de rédaction du Montpellier médical, *L'installation nouvelle des Facultés et le nouvel hôpital Saint Eloi de Montpellier*, op. cit., p. 5.

<sup>12</sup> Sur le détail de cette répartition géographique, voir M.-P. ADER, *La Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle. Histoire d'une résurrection*, op. cit., p. 11-12 et J. GRASSET-MOREL, *Montpellier, ses sixains, ses îles et ses rues, ses faubourgs*, Montpellier, 1908.

nouveau bâtiment de l'hôpital Saint-Eloi, c'est-à-dire, pendant environ trois ans.

Après avoir présenté comme prévu son projet au ministère de l'Instruction publique, la commission le soumet à l'avis du maire de Montpellier, A. Laissac, qui promet d'étudier les trois projets qui existent désormais. Sa préférence va à celui de la commission centrale des Facultés mais il veut l'avis du Conseil municipal avant de le présenter au ministère. Celui-ci se prononce en faveur du même projet dans une délibération de 12 avril 1879.

Il reste alors une dernière condition à remplir : le transfert de l'hôpital Saint-Eloi dans un nouveau bâtiment qui nécessite l'accord de la Commission administrative des hospices. Celle-ci ne voit dans cette solution que des avantages. Fort de ces approbations, le recteur prend officiellement la conduite de ce projet. Le ministère de l'Instruction publique envoie alors à Montpellier un inspecteur de l'enseignement supérieur pour étudier sur place les propositions de la ville. Après huit jours de travail, celui-ci quitte Montpellier en assurant qu'il fera un rapport absolument favorable au ministre.

Le recteur se rend à son tour à Paris et par son intermédiaire, la ville de Montpellier signe le 25 juin 1879 un contrat avec le ministère de l'Instruction publique, qui stipule notamment que la ville s'engage à emprunter la somme de deux millions de francs, à construire un nouveau bâtiment d'un montant de 1,5 million de francs pour l'hôpital Saint-Eloi et à réaliser tous les aménagements nécessaires à l'installation de l'administration académique et des Facultés de droit, des lettres et des sciences dans l'ancien édifice de l'hôpital Saint-Eloi.

Ce contrat prévoit également que la ville doit acquérir sans délai la maison Jaumes, que le ministère de l'Intérieur doit donner son accord pour le transfert de l'hôpital et que le nouvel hôpital Saint-Eloi devra être livré en état de fonctionnement dans un délai de quatre ans à compter de la signature dudit contrat. Il est également prévu que l'Etat verse à la ville de Montpellier la somme de 400 000 francs en cinq annuités de 80 000 francs, afin d'aménager les futurs locaux universitaires.

Le lendemain, dans sa séance extraordinaire du 26 juin 1879, le Conseil municipal autorise le maire à signer ce contrat par un vote favorable de 20 voix sur 25 et 5 abstentions. Celui-ci forme aussitôt une commission spéciale qu'il préside, pour élaborer le projet du futur hôpital. Cette commission travaille rapidement et le 2 août de la même année, la ville et la Commission administrative des hospices signent une convention aux termes de laquelle

## La Faculté de droit de Montpellier

la ville s'assure la possession du bâtiment de l'hôpital Saint-Eloi moyennant le versement aux hospices de la somme de 1 500 000 francs pour la construction du nouvel hôpital.

Enfin, le 15 septembre 1879, le contrat avec le ministère de l'Instruction publique est signé. Il met à la charge de la ville l'obligation d'affecter à perpétuité les anciens bâtiments de l'hôpital Saint-Eloi au service de l'Université<sup>13</sup>, mais l'évacuation de ces bâtiments par l'administration des hospices sera beaucoup plus tardive que ce qui avait été prévu.

### ***B – L'installation de la Faculté de droit de Montpellier***

La nouvelle Faculté de droit a été installée en 1878 dans la maison Jaumes, rue du Dauphiné, puis rue Lisbonne, à l'ombre du clocher Sainte-Anne, mais ce n'est finalement qu'en 1880 que la ville de Montpellier procède à son inauguration<sup>14</sup>. La séance solennelle d'ouverture de la Faculté de droit a lieu le 17 novembre à 13 heures dans la salle des concerts du théâtre qui se remplit très tôt d'invités et d'étudiants en droit et d'étudiants en médecine.

Dans la salle où une estrade a été élevée pour accueillir le corps académique, l'affluence est considérable. Le recteur Chancel se trouve au premier rang. Il est entouré des autorités civiles et militaires. L'inspecteur d'Académie et les doyens se trouvent à sa droite, le maire et ses adjoints sont à sa gauche. Les professeurs des Facultés de droit, de médecine, des sciences et des lettres, de l'Ecole supérieure de pharmacie ainsi que le proviseur et les professeurs du lycée, tous en costumes officiels, ont également pris place sur l'estrade.

Le préfet de l'Hérault et toutes les autorités civiles, comme diverses personnalités de la magistrature, du barreau et des administrations sont invitées à cette séance d'inauguration. Mais d'autres sont cependant absents en raison du contexte politique national. D'abord, le cardinal de Cabrières est absent en raison de l'application des décrets de 1880 de Jules Ferry sur l'enseignement qui rendent à ce moment les relations entre les autorités religieuses et civiles très difficiles. L'évêque de Montpellier a d'ailleurs été jusqu'à excommunier solennellement le préfet. Ensuite, les députés et les sénateurs de l'Hérault sont aussi absents car les événements du moment requièrent leur présence à Paris, que Jules Ferry, ministre de l'Instruction

---

<sup>13</sup> M.-P. ADER, *La Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle. Histoire d'une résurrection*, op. cit., p. 16.

<sup>14</sup> *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* (dir. B. DURAND), op. cit., p. 41.

publique, n'a pas pu quitter pour se rendre comme cela avait pourtant été annoncé, à Montpellier. Enfin, les anciens recteurs Dumont et Giraud sont absents pour des raisons de santé.

Le recteur Chancel ouvre la séance qu'il préside en tant que représentant du ministre de l'Instruction publique. Après avoir présenté les excuses des personnalités absentes, il rappelle les principales étapes du rétablissement de la Faculté et il fait la lecture des arrêtés des 4 avril et 21 juillet 1880 ainsi que des décrets du 5 avril, du 21 juillet et du 7 août de la même année, relatifs à la nomination du doyen Vigié, des professeurs Valabrègue, Brémond, Gide et Laurens et des agrégés, chargés de cours, Pierron, Massigli, Girard, Glaize et Chabrand. Il annonce également la nomination de Giraud en tant que secrétaire agent-comptable. Puis il conclut en déclarant : « ... en conséquence des décrets et arrêtés précités, la Faculté de droit de Montpellier est constituée... »<sup>15</sup>.

Ensuite, le maire intervient et se félicite du succès des démarches qu'il a entrepris en vue du rétablissement de la Faculté et assure que la ville continuera à « encourager le développement de la Faculté par tous les moyens en son pouvoir »<sup>16</sup>.

Le dernier à prendre la parole est le doyen de la Faculté de droit, A. Vigié, pour le discours le plus remarqué. Après s'être réjoui du rétablissement de la Faculté, il rappelle les souvenirs de l'ancienne Ecole de droit puis il expose rapidement le nouveau tableau des cours. Dans ce nouveau programme, le droit romain occupe une place importante à côté du droit civil. En parallèle les étudiants qui le désirent peuvent aussi suivre des cours d'étude du code de commerce, du code de procédure civile, d'économie politique et d'histoire du droit. En revanche, l'enseignement du droit canonique a, quant à lui, disparu<sup>17</sup>. La séance est levée à la fin du discours du doyen Vigié, à 14 heures 15.

Dès le lendemain, en présence de nombreuses personnalités de la ville, les premiers cours débutent à la Faculté de droit, logée à la maison Jaumes, en attendant la construction du nouvel hôpital Saint-Eloi. Celle-ci durera

---

<sup>15</sup> Inauguration de la Faculté de droit dans la séance solennelle du 17 novembre 1880, *op. cit.* p. 3, Bibliothèque municipale de Montpellier, cote 11 367. Voir aussi le fonds de la Faculté de droit, Archives départementales de l'Hérault, cote 8 E.T.P. 1 (Administration générale. Conseils et assemblées).

<sup>16</sup> J. VALERY, *Histoire d'une résurrection. Comment fut rétablie la Faculté de droit de Montpellier en 1880*, *op. cit.*, p. 10, Bibliothèque municipale de Montpellier, cote 19 998.

<sup>17</sup> *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* (dir. B. DURAND), *op. cit.*, p. 41.



## La Faculté de droit de Montpellier

finalement dix ans au lieu des quatre années prévues initialement, mais enfin, en juillet 1889, l'administration des hospices évacue l'hôpital Saint-Eloi et met ses bâtiments à la disposition de la ville. Il reste alors à réaliser les travaux nécessaires à l'installation de la Faculté de droit dans le futur palais universitaire<sup>18</sup>. Les bâtiments à aménager ont une surface de 5 200 mètres carrés qui se situent sur un terrain de 7 680 mètres carrés. Les travaux qui débutent en septembre 1889 sont exécutés sous la direction de Krüger, architecte de la ville de Montpellier<sup>19</sup>.

L'aménagement et la construction du nouveau palais universitaire ne laissent finalement subsister que les murs extérieurs de l'ancien hôpital Saint-Eloi et sont achevés en un an seulement, en octobre 1890. Quelques mois auparavant, le 24 mai, la salle des fêtes du palais universitaire avait été inaugurée par le président de la République Sadi Carnot, lors du sixième centenaire de l'Université. La même année, l'unique Université de France est scindée en Universités réparties par villes. Ce projet coïncide donc à Montpellier avec l'installation dans le tout nouveau palais universitaire des Facultés de droit, des lettres et des sciences (ainsi que de certains services académiques et de la seconde section de la bibliothèque universitaire). C'est donc dans ce nouveau palais que la Faculté de droit va se développer.

### II – Le développement de la Faculté de droit de Montpellier dans le dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle

Le développement de la Faculté de droit de Montpellier dans le dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle se mesure par le nombre et la réputation des professeurs qui y enseignent mais aussi et surtout par l'effectif étudiantin en très rapide expansion.

#### *A - Les professeurs et l'enseignement*

Si la Faculté est organisée conformément aux textes législatifs en vigueur, avec à sa tête un doyen secondé par les organes collégiaux qui sont l'assemblée et le conseil de faculté et assisté par un personnel administratif ainsi que des agents de service, le choix des professeurs et le développement des cours sont les deux préoccupations majeures de la Faculté dès son ouverture.

---

<sup>18</sup> Le palais universitaire est aujourd'hui occupé par le rectorat de l'Académie de Montpellier, rue de l'Université.

<sup>19</sup> M.-P. ADER, *La Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle. Histoire d'une résurrection*, op. cit., p. 20-21.

Concernant les enseignants, comme nous le savons, lors de la séance d'inauguration du 17 novembre 1880, le recteur Chancel a installé officiellement cinq professeurs, trois agrégés et deux chargés de cours à la Faculté : Jean Albert Vigié et Joseph Henri Laurens sont professeurs de droit civil, Mossé Valabrègue est professeur de droit commercial, Jules Xavier Brémont est professeur de droit administratif et Charles Gide est professeur d'économie. Les chargés de cours sont Massigli en droit civil, Lucien Pierron et Paul Frédéric Girard en droit romain, Antonin Glaize en procédure civile et Chabrand en droit criminel.

On peut d'abord remarquer que dans ces nominations, pour lesquelles l'ancien recteur A. Dumont a joué un rôle prépondérant en tant qu'artisan du rétablissement de la Faculté, les avocats occupent une place prépondérante puisque Vigié, Valabrègue, Brémont, Laurens et Pierron, soit la moitié des enseignants, ont exercé cette profession. Ensuite, Glaize, qui était juge suppléant au tribunal de première instance de Montpellier, est le seul natif de la ville. En effet, les professeurs nommés en 1880 viennent de cinq facultés différentes : Aix-en-Provence, Lyon, Bordeaux, Toulouse et Grenoble où quatre d'entre eux ont enseigné.

Le doyen Jean Albert Vigié, né en Dordogne, a d'abord enseigné à Aix-en-Provence puis à Grenoble où il a été nommé professeur de droit civil. Il a été choisi par le recteur A. Dumont pour ses qualités pédagogiques et ses compétences administratives. Mossé Valabrègues, né à Carpentras dans le Vaucluse, a été professeur de procédure civile à Grenoble puis il a suivi son ami Vigié à Montpellier pour y enseigner, comme nous le savons, le droit commercial.

Jules Xavier Brémont est d'origine marseillaise. Il est aussi professeur de procédure civile, à Lyon, puis il vient enseigner le droit administratif à Montpellier. Charles Gide est lui originaire de la région, puisqu'il est né à Uzès. Avant son recrutement à Montpellier, il a enseigné l'économie politique à Grenoble puis à Bordeaux.

Joseph Henri Laurens, né à Castelsarrasin dans le Tarn-et-Garonne, a enseigné à Aix-en-Provence et à Toulouse, en tant qu'attaché, chargé des cours de droit des gens. Son départ pour Montpellier est motivé par la promotion que lui offre la chaire de droit civil de la Faculté<sup>20</sup>. Enfin, Lucien

---

<sup>20</sup> C. CHARLE, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », *Septième Centenaire des Universités de l'Académie de Montpellier (1289-1989)*, Montpellier, 1992, p. 148-154. Archives départementales de l'Hérault, cote CRC 187.

## La Faculté de droit de Montpellier

Pierron est natif de Civray dans la Vienne et il a enseigné à Poitiers puis à Grenoble.

Si les méthodes exactes du recrutement des professeurs ne sont pas connues avec précision, un certain nombre de critères sont logiquement déterminants, afin d'attacher à la Faculté de droit de Montpellier les services des maîtres les plus éminents, comme les résultats au concours d'agrégation. Ainsi, lors de leur recrutement en 1880, Massigli et Paul Frédéric Girard viennent d'être reçus respectivement premier et second. Mais pour les agrégés, la nomination à Montpellier n'était « ni une sanction infamante et irrémédiable, ni la faveur initiale pour les brillants sujets qui rêvent de Paris, ni l'idéal définitif de méridionaux voulant concilier la proximité de leurs origines et un théâtre oratoire à la mesure de leur talent »<sup>21</sup>. Autrement dit, la position moyenne et honorable de la Faculté de droit de Montpellier au sein des universités françaises laissait toute liberté quant à l'évolution de la carrière de ses professeurs.

Après quelques années de fonctionnement, le recrutement des enseignants à Montpellier est principalement local<sup>22</sup>, puisque seule la moitié des professeurs quittent leur Faculté pour celle d'une autre ville. On constate aussi que si certains enseignants arrivent de Facultés de moindre importance au regard du nombre des étudiants, comme celles d'Alger où débuta Léon Charmont, ou encore celles d'Aix-en-Provence ou de Grenoble, dans l'optique d'une promotion universitaire, d'autres professeurs viennent quant à eux de Facultés plus importantes dans la hiérarchie universitaire, comme celles de Lyon, Bordeaux, Lille ou Toulouse. Ce dernier cas de figure ne concerne cependant que les professeurs qui ont participé à la renaissance de leur Faculté et dont la présence constitue un gage de succès pour l'avenir de l'institution, comme Charles Gide et Jules Xavier Brémont qui ont ainsi pu retrouver leur sud-est natal. On peut encore constater que les professeurs de Montpellier ont majoritairement fait leurs études dans les facultés de droit du sud de la France, principalement à Toulouse, à Bordeaux et à Aix-en-Provence. Seulement un tiers d'entre eux ont effectué leur cursus universitaire à Paris<sup>23</sup>.

On peut également remarquer que Montpellier ne représente qu'une étape pour beaucoup de professeurs, qui ont pour objectif d'enseigner dans

---

<sup>21</sup> C. CHARLE, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », *op. cit.*, p. 149.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>23</sup> M.-P. ADER, *La Faculté de droit de Montpellier au XIX<sup>ème</sup> siècle. Histoire d'une résurrection*, *op. cit.*, p. 29.

des Facultés de droit plus prestigieuses, comme celle de Toulouse et surtout celle de Paris, où seront rapidement nommés les brillants agrégés Massigli et Girard. Charles Gide attendra quant à lui dix-huit ans avant de quitter Montpellier pour Paris. Une autre stratégie pouvait consister à quitter Montpellier pour certaines petites Facultés du nord de la Loire qui ne constituaient en réalité qu'une étape vers la capitale. Mais d'une façon générale, seuls les professeurs qui sont nés dans des villes plus importantes que Montpellier aspireront à des Facultés plus prestigieuses. En revanche, ceux qui sont issus de villes petites ou moyennes se contenteront de l'accès à un poste dans une capitale régionale qui constitue pour eux une promotion suffisante<sup>24</sup>.

L'origine sociale des enseignants influe donc sur leurs choix de carrière. Sur ce point, on constate que les professeurs montpelliérains sont issus des mêmes milieux que leurs collègues des autres Facultés de droit de France, c'est-à-dire qu'ils appartiennent principalement à des familles de juristes, de fonctionnaires ou à la bourgeoisie<sup>25</sup>. Plus précisément, les Montpelliérains d'adoption proviennent pour les deux tiers de la petite bourgeoisie et des professions juridiques<sup>26</sup> parmi lesquelles les notaires des petites villes de province représentent l'immense majorité. Pour les enfants de ces derniers, l'accès à une chaire de droit dans une ville comme Montpellier leur confère un statut social supérieur à leur milieu d'origine, quant aux enfants de fonctionnaires, leur habitude de la mobilité géographique les prédispose à entrevoir des promotions à travers des déplacements dans les différentes Facultés du pays.

La Faculté de droit de Montpellier a donc été fondée avec dix chaires en 1880 (cinq professeurs, trois agrégés et deux chargés de cours). Elle en comptera sept de plus en 1900<sup>27</sup>, en histoire du droit, en droit constitutionnel, en droit international public, en économie politique et histoire des doctrines économiques, en droit civil approfondi, en droit civil et en économie politique (douze professeurs, quatre agrégés et un chargé de cours).

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 30-31.

<sup>25</sup> C. CHARLE, *Les élites de la République*, Fayard, Paris, 1987, p. 85.

<sup>26</sup> C. CHARLE, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », *op. cit.*, p. 150-151.

<sup>27</sup> *Annuaire de l'Université de Montpellier*, Montpellier, 1900, p. 23, Archives départementales de l'Hérault, cote CRC 1043.

## La Faculté de droit de Montpellier

En ce qui concerne l'enseignement, on distingue traditionnellement à Montpellier les cours proprement dits, des cours complémentaires et des conférences.

D'abord, les cours proprement dits sont assurés par les professeurs titulaires, lesquels jusqu'à l'arrêté du 23 juillet 1896<sup>28</sup>, peuvent enseigner indifféremment les matières de leur choix. On peut remarquer à ce sujet qu'il existe à Montpellier une grande stabilité quant aux cours puisqu'il n'y a pas eu de changement entre 1880 et 1896 quant aux matières enseignées. Cependant, certains professeurs ont utilisé cette liberté avant leur arrivée à Montpellier comme Jules Xavier Brémont qui a enseigné la procédure civile puis le droit administratif ou Mossé Valabrègue qui est passé de la procédure civile au droit commercial. Il faut encore préciser que ces cours sont rétribués par l'Etat et que le doyen perçoit aussi une rémunération supplémentaire pour ses fonctions administratives<sup>29</sup>.

Ensuite, les cours complémentaires sont semblables aux cours magistraux rétribués par l'Etat. Ils sont assurés par des enseignants nommés par le ministère de l'Instruction publique mais leur rémunération est à la charge de leur fondateur, qui peut être par exemple une collectivité locale ou une institution. Ainsi, il existe huit cours complémentaires en 1894 sur les matières suivantes : enregistrement, législation commerciale comparée, droit administratif (pour les étudiants de troisième année), économie politique populaire, législation notariale, législation financière, législation industrielle et droit civil dans ses rapports avec le notariat<sup>30</sup>.

Ces cours sont rémunérés annuellement 1 000 à 1 500 francs entre 1894 et 1900. Outre l'intérêt financier pour les enseignants, les cours complémentaires représentent aussi l'espoir de voir de nouvelles chaires se créer à la Faculté. Le déroulement des cours, complémentaires ou non, est peu connu. On sait seulement qu'en 1900, les premiers cours à la Faculté de droit de Montpellier commencent à 8 heures 30 et les derniers à 17 heures, l'après-midi étant réservé aux cours de doctorat, aux cours complémentaires et aux conférences. La durée des enseignements est habituellement de une

---

<sup>28</sup> Cet arrêté remplace l'agrégé de droit par les agrégés de droit privé, de droit public et d'histoire du droit et des sciences économiques.

<sup>29</sup> Cette rémunération supplémentaire s'élevait à 1 000 francs par an pour le doyen Vigé.

<sup>30</sup> Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 1900 (1895-1939; circulaires 1895 ; transmission des dossiers scolaires 1899-1909).

ou deux heures, selon les matières, avec une pause de quinze minutes entre deux cours imposée par l'usage<sup>31</sup>.

Enfin, les conférences, créées par un décret du 22 août 1854<sup>32</sup> complété par un arrêté du 10 janvier 1855 sont considérées comme les compléments des cours. Elles sont facultatives et rémunérées par la perception d'un droit sur les auditeurs, qui est de cinquante francs par semestre en 1900. L'ensemble des sommes ainsi perçues est réparti entre les enseignants au prorata de leurs charges. Les conférences ont pour but la révision des cours et l'apprentissage de la jurisprudence. Elles sont « particulièrement utiles pour mettre l'élève en rapport avec le maître, par des interrogations bien faites, des résumés et des devoirs, il se rend compte des théories que le professeur peut laisser flotter dans son esprit »<sup>33</sup>. Les conférences sont généralement assurées par les jeunes agrégés. Elles ont lieu en fin d'après-midi, deux fois par semaine, pour les premières, deuxième et troisième années ainsi que pour les doctorants. On peut encore préciser que le cycle des conférences débute généralement au mois de janvier, ceci afin de permettre aux étudiants de travailler sur la base d'un cours suffisamment avancé. Mais ce type d'enseignement, qui préfigure les travaux dirigés actuels, n'a guère eu de succès auprès des étudiants en raison du droit dont ceux-ci devaient s'acquitter pour y participer.

### **B - Les étudiants**

Comme on le sait, une fois le décret de création de la Faculté de droit signé, l'ouverture se fait le 17 novembre 1880 dans la maison Jaumes située rue E. Lisbonne. A partir de cet instant, le nombre des étudiants ne va plus cesser de croître.

D'abord, pour être admis à la Faculté de droit, il faut être titulaire d'un baccalauréat littéraire du second degré car des connaissances en latin et en grec sont indispensables pour suivre les cours qui sont à forte dominance historique mais l'assemblée de la Faculté pouvait cependant accorder des dérogations aux étudiants bacheliers ès sciences et admettre l'équivalence de certains diplômes au baccalauréat littéraire.

Ensuite, l'inscription est indispensable pour se présenter aux examens. Celle-ci peut être faite quatre fois par an, quelle que soit l'année d'étude

---

<sup>31</sup> *Annuaire de l'Université de Montpellier, op. cit.*, p. 106-108. Archives départementales de l'Hérault, cote CRC 1043.

<sup>32</sup> J.-B. DUVERGIER, *op. cit.*, t. 54, 1854, p. 486-488.

<sup>33</sup> *Annuaire de l'Université de Montpellier, Montpellier, op. cit.*, p. 129. Archives départementales de l'Hérault, cote CRC 1043.

## La Faculté de droit de Montpellier

(sauf pour le doctorat) et elle donne lieu à la délivrance de la carte d'étudiant. Jusqu'au décret du 28 décembre 1880<sup>34</sup>, l'inscription est indéfiniment valable, c'est-à-dire qu'un étudiant inscrit dans une année peut se présenter aux examens correspondants plusieurs années après son inscription. En revanche, après 1880, les inscriptions ne sont désormais valables que deux ans. Précisons encore que, concernant cette formalité, que les inscriptions sont gratuites depuis la loi du 18 mars 1880<sup>35</sup> mais cette gratuité entraînant trop d'abus, la loi du 27 février 1887<sup>36</sup> a rendu à nouveau les inscriptions payantes. Ainsi, en 1900, les droits d'inscription et les droits de bibliothèque s'élèvent à 32 fr. 50 par trimestre<sup>37</sup>.

Les chiffres et les informations sur le nombre des étudiants sont plus nombreux mais souvent divergents. A la fin de la première année universitaire de la Faculté, lors de la distribution des prix du concours de 1880-1881, le doyen Vigie annonce que le registre d'inscriptions a été clôturé au 21 novembre avec 245 inscrits mais regrette le faible nombre des étudiants en troisième année, heureusement compensé par celui des étudiants de première et de deuxième année. Une autre source indique que, dès la deuxième année universitaire de la Faculté, le nombre des inscrits est supérieur à 200<sup>38</sup>. Mais il faut bien souligner ici qu'il ne faut pas confondre le nombre des inscriptions et celui des étudiants.

En effet, une pratique bien assez générale et bien connue consistait pour les doyens des Facultés de droit à exagérer le chiffre des inscriptions dans les rapports annuels qu'ils adressaient au recteur à l'attention du ministre, ceci afin de donner plus d'importance à leur établissement. Il ne semble pas que la Faculté de droit de Montpellier ait échappé à cette tentation. Quoi qu'il en soit, le ministère conscient de ces pratiques publiait ses propres estimations sur le nombre des étudiants, soit annuellement dans le *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, soit dans une statistique décennale récapitulative. Mais ces données officielles sont très difficilement utilisables car le ministère fondait ses estimations sur la base de l'année civile, alors que les doyens des Facultés de droit se basaient quant à eux sur l'année universitaire. De plus, le système des inscriptions multiples compliquait encore le décompte du nombre réel des étudiants.

---

<sup>34</sup> J.-B. DUVERGIER, *op. cit.*, t. 81, 1881, p. 486.

<sup>35</sup> *Ibid.*, t. 80, 1880, p. 83-101.

<sup>36</sup> *Ibid.*, t. 87, 1887, p. 162-190.

<sup>37</sup> *Annuaire de l'Université de Montpellier*, Montpellier, *op. cit.*, p. 129. Archives départementales de l'Hérault, cote CRC 1043.

<sup>38</sup> *Histoire de Montpellier* (dir. G. Cholvy), *op. cit.*, p. 349.

Malgré ces incertitudes, les chiffres avancés pour la Faculté de droit de Montpellier ne laissent aucun doute sur le développement de l'institution. En effet, les chiffres officiels du rectorat annoncent 285 inscrits pour l'année universitaire 1883-84, 306 en 1884-85, 328 en 1885-86 et en 1886<sup>39</sup>, 300 étudiants seulement sont inscrits mais d'après les statistiques du ministère, en 1888-89, la Faculté de droit ne compte que 216 étudiants et 165 inscrits réguliers.

Toutefois, malgré ces effectifs sensiblement moins importants, la Faculté de droit de Montpellier est la troisième faculté de France par le nombre de ses étudiants (216)<sup>40</sup> et la sixième pour le nombre de ses inscrits réguliers (165)<sup>41</sup>. Les statistiques ministérielles montrent ensuite une stagnation des effectifs et positionnent Montpellier à la dixième place des Facultés de droit françaises en 1897-98 avec 240 étudiants et à la septième place avec 397 inscrits. Pourtant, le registre des inscriptions de la Faculté ne fait état que de 308 inscrits pour la même année. Pour d'autres, cette stagnation n'est pas évidente et en 1894, les effectifs ont doublé et le nombre des étudiants passe à 425<sup>42</sup>. Enfin, en 1900, la Faculté de droit compte 374 inscrits réguliers et 922 étudiants. Les chiffres donnés par le doyen Vigie sont encore différents. En 1882-1883, la Faculté compte 309 étudiants dont 258 inscrits, en 1883-1884, 314 étudiants dont 282 inscrits, etc. Le nombre des étudiants va se maintenir aux alentours de 300 pendant une dizaine d'années sauf pendant l'année universitaire 1888-1889 où le doyen Vigie fait état d'un fléchissement des effectifs avec 257 étudiants dont 207 inscrits<sup>43</sup>.

Au-delà des écarts entre les données des différentes sources, on peut tout de même constater une évolution assez nette de la Faculté de droit de Montpellier. Pendant les premières années de sa création, ses effectifs se sont rapidement développés pour atteindre environ 300 étudiants. Ce chiffre se maintient ensuite pendant à peu près une décennie, puis à nouveau, le nombre des étudiants augmente dans les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle pour atteindre environ 900 en 1900. L'effectif des étudiants à la Faculté de droit de Montpellier a donc triplé en vingt ans, c'est-à-dire entre la date de

---

<sup>39</sup> Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 800 (1883-1896 ; Etat nominatif des étudiants qui ont obtenu un prix en 1883-1884 ; transferts de dossiers ; certificats d'instruction ; diplômes de bacheliers ; thèses ; licences).

<sup>40</sup> *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* (dir. B. DURAND), *op. cit.*, p. 41.

<sup>41</sup> C. CHARLE, « Enracinés et déracinés, les professeurs de la Faculté de droit de Montpellier (1880-1914) », *op. cit.*, p. 149.

<sup>42</sup> *Histoire de Montpellier* (dir. G. CHOLVY), *op. cit.*, p. 349.

<sup>43</sup> Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 800.



## La Faculté de droit de Montpellier

sa création et le début du XX<sup>ème</sup> siècle et l'institution s'est positionnée entre le troisième et le sixième rang des Facultés de droit françaises pendant ce même temps.

Ces précisions étant données sur le nombre des étudiants, on doit à présent s'interroger sur la question de leur mobilité, sur laquelle les bordereaux des dossiers scolaires des étudiants qui transitent par le rectorat nous renseignent. Comme nous l'avons signalé pour les professeurs, certains étudiants peuvent être amenés à quitter la Faculté de droit de Montpellier pour achever leur *cursus* dans une faculté plus prestigieuse.

Ainsi, il apparaît très clairement que de 1883 à 1886, la majorité (un peu plus de la moitié) des étudiants qui quittent Montpellier le font pour Paris<sup>44</sup>. Les autres partent pour Toulouse et Aix-en-Provence, puis pour Lyon et Bordeaux. En 1883, on compte ainsi un total de 23 départs d'étudiants de la Faculté de droit de Montpellier et de 28 en 1886, ce qui compte tenu des effectifs de la Faculté dans ces années, démontre une grande stabilité de la population étudiante. En effet, ces chiffres signifient que plus de 90% des étudiants accomplissent l'intégralité de leur cursus à Montpellier.

A l'inverse, d'autres étudiants qui ont commencé leurs études dans une autre faculté viennent à Montpellier pour poursuivre et achever leur *cursus*. Ceux-ci, une quinzaine par an, de 1883 à 1886, viennent alors principalement de Toulouse, de Paris et d'Aix-en-Provence. Cette mobilité peut s'expliquer ici davantage par des raisons familiales. Ces tendances se vérifient encore en 1895 et en 1899, années pendant lesquelles la très grande majorité des étudiants qui quittent Montpellier vont poursuivre leur scolarité à Paris, et pour certains à Toulouse, à Bordeaux, à Lyon, à Grenoble ou encore à Aix-en-Provence<sup>45</sup>.

On le voit, même si la Faculté de droit de Montpellier perd plus d'étudiants qu'elle n'en gagne, elle semble finalement satisfaire l'immense majorité de ses étudiants.

\*

\* \*

Pour conclure, on peut se référer une nouvelle fois à G. Cholvy qui écrit qu'« illustré par l'enseignement de Ch. Gide en économie, la Faculté allait remplir à la fois son rôle de reproduction et de promotion sociale en un pays où faire son droit n'entraînait pas nécessairement l'entrée dans une

---

<sup>44</sup> Archives départementales de l'Hérault, cote 1 T 1900.

<sup>45</sup> *Ibid.*

carrière »<sup>46</sup>, en rappelant que la Faculté de droit de Montpellier a accueilli parmi ses étudiants Paul Valéry, qui débuta ses études en 1888, en même temps que son frère Jules Valéry était professeur et doyen de la Faculté<sup>47</sup>.

---

<sup>46</sup> *Histoire de Montpellier* (dir. G. CHOLVY), *op. cit.*, p. 349.

<sup>47</sup> *La Faculté de droit de Montpellier. Liber memoriae* (dir. B. DURAND), *op. cit.*, p. 42.

## LES HISTOIRES DE LA FACULTE DE DROIT DE STRASBOURG (1806-1950)

par Céline Pauthier,  
maître de conférences à l'Université de Strasbourg

L'enseignement du droit à Strasbourg est pluriséculaire. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, la *Haute Ecole* de Strasbourg dispense un enseignement juridique, celle-ci devenue *Académie de Strasbourg* en 1566, acquiert le statut d'Université en 1621. La Faculté de droit de Strasbourg est alors une Faculté confessionnelle, faisant partie de l'Université protestante. Elle se maintient après la réunion de Strasbourg à la France en 1681, fort peu concurrencée alors même que deux chaires de droit canonique sont créées à l'Université épiscopale. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Faculté protestante attire des étudiants de toute l'Europe et devient un centre cosmopolite de la science politique<sup>1</sup>. Les maîtres, alsaciens d'origine pour la plupart, de langue française comme allemande, transmettent une double culture aux étudiants. Si la Révolution française fait disparaître rapidement l'Université catholique, l'Université protestante, activement soutenue par la ville de Strasbourg, se maintient. Et alors même qu'un jury hâtivement réuni nomme un professeur de législation dans l'école centrale installée en 1794<sup>2</sup>, l'enseignement du droit à

---

<sup>1</sup> M. THOMANN, « Strasbourg et l'Europe : l'élaboration et la diffusion des doctrines juridiques à la Faculté de droit du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1992, p. 115-125.

<sup>2</sup> J. IMBERT, « L'enseignement dans les écoles centrales sous la Révolution », *La Révolution et l'ordre juridique privé, rationalité ou scandale ? [Actes du colloque d'Orléans 11-13 septembre 1986]*, PUF, 1988, p. 251.

la Faculté protestante se poursuit de fait, jusqu'à la création d'une *Ecole spéciale de droit* en 1804 qui retrouve l'appellation de *Faculté de droit* en 1808.

A la remarquable continuité de l'ancienne Faculté de droit de Strasbourg s'opposent les multiples ruptures de la période contemporaine. Pour cette dernière période, il est particulièrement difficile d'écrire une histoire longue de l'enseignement du droit à Strasbourg, celle-ci se confond avec l'histoire d'une ville, d'une région et de ses habitants qui changent quatre fois de nationalité en moins d'un siècle. L'histoire de la Faculté de Strasbourg n'est que trop rarement abordée dans sa totalité, de la naissance de l'Ecole de droit au début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours<sup>3</sup>. Pour la période contemporaine, les histoires de la Faculté sont multiples, et même mises bout à bout, elles rendent difficile une approche complète de l'enseignement du droit à Strasbourg.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'épanouissement de la Faculté de droit est brutalement arrêté par la défaite française et le rattachement de l'Alsace à l'Empire allemand en 1870. Les enseignants de la Faculté quittent Strasbourg pour poursuivre une carrière judiciaire ou universitaire en vieille France. La population alsacienne, demeurée dans ce qui relève de l'empire allemand, voit s'installer un grand nombre d'institutions nouvelles et parmi celles-ci, une nouvelle Université. Conçue comme un avant poste de la culture allemande, la *Kaiser-Wilhelms-Universität* est richement dotée, son importance grandit jusqu'à la guerre qui peu à peu la conduit au déclin puis à la fermeture au cours de l'hiver 1918. Dès le mois de janvier 1919, l'Université française se réinstalle à Strasbourg, un petit groupe de professeurs de droit vient annoncer la reprise des cours de droit français. Presque tous venus de la vieille France, il appartient à ces professeurs de reconstituer dans sa totalité un enseignement du droit français disparu en 1870. Mais pour les étudiants strasbourgeois, l'histoire continue, et la nouvelle Faculté de droit française devra réserver une place à ces étudiants qui ont commencé leurs études dans une Faculté étrangère, dans un autre système juridique et dans une autre langue. Le déclenchement de la Seconde guerre mondiale et l'annexion de fait de l'Alsace au Troisième Reich produit une troisième rupture. Dès septembre 1939, la Faculté de droit se replie à Clermont-Ferrand, cependant que l'occupant nazi installe une Faculté de droit et de science politique à Strasbourg. Au mois d'octobre 1945, la Faculté

---

<sup>3</sup> A l'occasion de colloques anniversaires, les communications conservent généralement la succession des cadres chronologiques traditionnels, par exemple : *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg, 1804-2004*, publié dans les *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, 206 p.

de droit, ses professeurs, ses étudiants, ses archives et sa bibliothèque effectuent le voyage de Clermont-Ferrand à Strasbourg. Après les cérémonies commémoratives, la Faculté reprend son fonctionnement normal dans l'enceinte du Palais universitaire.

Par delà les brutales ruptures institutionnelles, de nombreux éléments de permanence permettent d'envisager une nouvelle approche de l'histoire de l'enseignement à Strasbourg. Les bâtiments en premier lieu, c'est le Palais universitaire construit pour l'Université allemande qui abritera la Faculté de droit française réinstallée à partir de 1919 ; les professeurs ensuite, dont beaucoup traverseront une partie du premier XX<sup>e</sup> siècle en suivant la Faculté de Strasbourg à Clermont-Ferrand, puis de Clermont-Ferrand à Strasbourg ; les étudiants enfin, nombreux à avoir commencé leurs études dans une Université et à les avoir terminées dans une autre.

Les « cinq » Facultés de droit qui viennent d'être brièvement évoquées révèlent une réalité institutionnelle. Mais décrire la vie universitaire, la diffusion des savoirs, la construction d'une communauté professionnelle, mesurer la constitution d'une identité ou au moins d'une spécificité régionale des études de droit à Strasbourg, nécessite de dépasser les cadres chronologiques traditionnels. Au-delà des ruptures de souveraineté, des déplacements de l'Université strasbourgeoise, deux longs mouvements sont perceptibles. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de l'enseignement du droit est une histoire inachevée. L'option pour la France de la presque totalité du corps enseignant en 1871 met un terme aux transformations entreprises au sein de la Faculté de droit de Strasbourg et à l'*Ecole de droit* qui s'y développait (I). Au XX<sup>e</sup> siècle, un certain nombre d'enseignants demeure en place à la Faculté de droit durant une très longue période. En apparence, ils effectuent une carrière qui peut apparaître relativement linéaire mais qui les conduit parfois à exercer dans *trois* Facultés de droit très différentes : celle de la reconstruction et de la dé-germanisation au moment du retour à la France et de l'entre-deux-guerres, celle repliée à Clermont-Ferrand après l'annexion de fait de 1940, celle enfin du retour à la France et de la dénazification après 1945<sup>4</sup>. Ces trois épisodes sont marqués par une forte volonté de francisation, et le particularisme alsacien revendiqué au XIX<sup>e</sup> siècle se dissout dans un

---

<sup>4</sup> Si les fonds d'archives municipaux et départementaux paraissent distinguer assez nettement les traditionnels clivages chronologiques, il n'en est pas de même pour le fond d'archives de la Faculté. Dans des boîtes parfois organisées de manière thématique on trouve par exemple les rapports des doyens pour la période précédant la Seconde guerre mondiale, ces mêmes rapports –bien minces mais présents– pour la période du repli à Clermont-Ferrand, et d'autres rapports pour la période du retour à la France après la Libération.

patriotisme organisé par l'Etat et soutenu par la communauté universitaire. Dans son discours de rentrée en octobre 1919, le recteur annoncera qu'il ne s'agit pas d'accueillir une nouvelle Université mais de célébrer « après quarante-neuf années, la séance de rentrée de 1870 ». Ainsi, en dépit d'une volonté annoncée de « renouer la chaîne des temps », c'est bien une Université française qui est installée, elle tend à se défaire de ses spécificités alsaciennes (II).

### **I - La Faculté de droit de Strasbourg au XIX<sup>e</sup> siècle : l'histoire inachevée d'une Faculté alsacienne**

Deux Facultés de droit se succèdent à Strasbourg au XIX<sup>e</sup> siècle, la première est française (A), la seconde est allemande (B).

#### ***A - Naissance, construction et épanouissement de la Faculté de droit : 1806-1871***

Elle naît dans le cadre de la loi du 11 floréal an X, complétée par la loi du 22 ventôse an XII et le décret d'organisation du 4<sup>e</sup> jour complémentaire de l'an XII, prévoyant la création de dix écoles de droit. Le décret du 10 mai 1806 décide de la création d'une Université impériale dont le fonctionnement sera assuré par le décret d'organisation du 17 mars 1808. La rentrée solennelle a lieu le 2 novembre 1806, et deux années plus tard, l'École de droit devient Faculté de droit<sup>5</sup>.

Très tôt et en dépit du strict cadre impérial, l'enseignement strasbourgeois se caractérise par un certain nombre de libertés prises avec les programmes ou le mode de recrutement des enseignants. A chaque fois, la spécificité alsacienne, la proximité de Strasbourg avec les traditions universitaires allemandes sont avancées pour justifier le particularisme.

On relève ainsi l'abondance des cours libres. Les dénominations sont diverses : cours « libres », cours « volontaires », cours « gratuits », cours « bénévoles », ou encore cours « extraordinaires ». Ils sont assez nombreux à Strasbourg durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et préfigurent souvent l'introduction officielle de nouvelles disciplines dans les programmes

---

<sup>5</sup> Sur la création et les premières transformations de l'Ecole de droit de Strasbourg : J. BONNECASE, *La Faculté de droit de Strasbourg (4<sup>e</sup> jour complémentaire An XII-10 mai 1871), ses maîtres et ses doctrines, sa contribution à la science juridique française du dix-neuvième siècle*, Toulouse, 1916, 286 p, et particulièrement le chapitre 2 ; G. LIVET, *L'Université de Strasbourg de la Révolution française à la guerre de 1870. La rencontre avec l'histoire*, PUS, 1996, 528 p.

## La Faculté de droit de Strasbourg

universitaires. Les enseignants qui les proposent à Strasbourg sont par ailleurs auteurs de brochures dans lesquels ils argumentent en faveur d'une réforme des études juridiques<sup>6</sup>.

Dans une grande continuité avec la Faculté de droit d'Ancien Régime, les premiers professeurs sont presque tous protestants<sup>7</sup>, d'origine alsacienne. Beaucoup ont fait une partie de leurs études dans les grandes Universités allemandes. Le corps enseignant est assez stable durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La rigueur de l'encadrement étatique ne portera qu'une atteinte modérée aux spécificités alsaciennes ; ainsi un cours de droit public germanique est systématiquement rattaché aux trois chaires de code civil. Et cette dérogation en entraîne d'autres. Si le décret du 17 mars 1808 prescrit pour chaque vacance de place un concours, un certain nombre d'enseignants seront nommés sans concours dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'exception est justifiée par la nécessité de maintenir les traditions intellectuelles alsaciennes : avoir des remplaçants « versés en droit germanique » - condition qui ne peut être remplie par des candidats venus « de l'intérieur »<sup>8</sup>.

La défaite française de 1870 vient brutalement arrêter l'évolution des études de droit dans l'Université française de Strasbourg. Le départ des enseignants en 1870-1871 et le remplacement de la Faculté de droit française provoque une dispersion des fonds d'archives qui rend difficile l'appréhension exacte des conditions dans lesquelles ont lieu les départs des enseignants et la disparition de l'institution au beau milieu de l'année universitaire. Au moment où une réforme en profondeur des études de droit est initiée en France, la Faculté de droit de Strasbourg a disparu. Rattachée à l'Empire allemand, la ville de Strasbourg voit s'installer une nouvelle Université.

---

<sup>6</sup> J.-G. D. ARNOLD, *Idées sur les améliorations dont serait susceptible le plan d'enseignement suivi par les Facultés de droit*, Strasbourg, 1809, 52 p. ; P. HEPP, *Essai sur la réorganisation de l'enseignement du droit en France*, Strasbourg, 1838.

<sup>7</sup> Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, presque tous les enseignants titulaires de chaires sont protestants. Si aucun des enseignants de l'école centrale n'entrera dans l'Université napoléonienne, la nouvelle école de droit installée en 1806 fonctionnera pour partie avec des enseignants de l'ancienne Faculté protestante qui a survécu durant la Révolution.

<sup>8</sup> Sur l'exception aux règles du concours pour le remplacement des premiers professeurs : C. PAUTHIER, « L'enseignement de droit civil du Professeur Frantz, le cadre impérial et la pratique universitaire », dans *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg*, op. cit., p. 33-55.

**B - La Kaiser-Wilhelms-Universität : 1872-1918**

Après la défaite française et le rattachement de l'Alsace à l'Empire allemand, alors que presque tous les professeurs partent pour la France<sup>9</sup>, les Facultés et Ecoles spéciales de Strasbourg sont suspendues, leurs droits sont transférés à la nouvelle Université. Créée par un rescrit impérial du 28 avril 1872, elle prendra le nom de *Kaiser-Wilhelms-Universität* en 1877. La Faculté des sciences juridiques et politiques (*Juristische und staatswissenschaftliche Fakultät*) de la nouvelle Université allemande de Strasbourg est inaugurée le 1<sup>er</sup> mai suivant, à la date anniversaire de naissance de l'ancienne Académie protestante. Décrits comme de véritables « palais élevés au culte de la science », les nouveaux bâtiments de l'Université sont inaugurés en 1884<sup>10</sup>. A la demande du Reichstag, les premiers professeurs nommés doivent être des « pionniers de l'esprit allemand ». A une première période d'enthousiasme de la communauté universitaire allemande s'installant en terre hostile succède une seconde période, plus difficile. Puis l'image de l'Université impériale s'améliore aux yeux des autochtones et la part d'étudiants alsaciens et lorrains est en constante augmentation à la Faculté de droit<sup>11</sup>. D'août 1914 à novembre 1918, la guerre videra l'Université fauchant une partie des étudiants et du corps professoral. Quelques trois semaines après l'armistice, les cours cessent le 2 décembre 1918, l'Université ferme ses portes le 7 décembre suivant.

La *Kaiser-Wilhelms-Universität* n'entre pas directement dans le champ des recherches sur l'histoire des Facultés de droit françaises, mais quelques points méritent l'attention et contribuent utilement à l'histoire de l'enseignement du droit dans les Facultés françaises. Il s'agit en premier lieu du choix politique des enseignants au moment de la cession de territoire : à Strasbourg, enseignants et étudiants de la Faculté de droit sont amenés à exercer une option qui va bien au-delà d'un engagement universitaire individuel, même si certains d'entre eux se voient offrir des carrières attrayantes. Mais à chaque anniversaire des *retours*, l'historiographie de la Faculté présente le choix des enseignants comme un choix politique collectif.

---

<sup>9</sup> Seuls deux d'entre eux (Ph. Heimbürger et Ch. Destrais) demeurent à Strasbourg avec le titre de « professeur honoraire des Facultés de droit françaises ».

<sup>10</sup> Ch. GRAD, « La nouvelle Université de Strasbourg », dans *Revue internationale de l'enseignement*, 1884, t. 8, 1924, p. 564-572.

<sup>11</sup> Il passe ainsi de 27 % en 1884 à 55 % en 1908. Cf. le tableau statistique très complet fourni par S. JONAS, M.-N. DENIS, A. GERARD, F. WEIDMANN, *Strasbourg, capitale du Reichsland Alsace-Lorraine et sa nouvelle Université (1871-1918)*, Strasbourg, Oberlin, 1995, p. 28.



## La Faculté de droit de Strasbourg

Il s'agit en second lieu des liens éventuellement maintenus de part et d'autre de la frontière et des influences mutuelles de la science juridique allemande et française<sup>12</sup>.

Ce qu'on a nommé, au début du XX<sup>e</sup> siècle, *le long malheur* de l'Université strasbourgeoise a conduit à l'élaboration d'une présentation peu critique et peut-être un peu idéalisée de la Faculté durant le premier XIX<sup>e</sup> siècle. Mettant en avant la singularité historique et géographique de la Faculté de droit, celle-ci insiste sur l'originalité et la qualité de l'enseignement du droit à Strasbourg. Au XX<sup>e</sup> siècle, la perspective est toute différente, les spécificités alsaciennes ne sont plus guères mentionnées, elles semblent appartenir à l'histoire ancienne, tant il importe à la nouvelle Faculté de mettre en avant son appartenance française.

### **II - La Faculté de droit de Strasbourg au XX<sup>e</sup> siècle : départs et retours d'une Faculté française en terre alsacienne**

En 1919, le retour à la France de l'Alsace-Lorraine conduit à la réinstallation d'une Université française en terre alsacienne (A). Mais dès septembre 1939, l'Université strasbourgeoise se transporte en Auvergne où elle passera près de quatre années (B). En 1945, au moment du second retour à la France et de la réinstallation de l'Université alsacienne à Strasbourg, les discours d'inauguration insisteront sur la continuité d'un enseignement universitaire français assuré sans rupture dans les Facultés réinstallées depuis 1919 (C).

#### **A - Le retour à la France : 1919-1939**

Dans la perspective du retour à la France, une commission d'enseignement est nommée en 1917 par le service d'Alsace-Lorraine. En son sein, la sous-commission à l'enseignement supérieur fait une première proposition au début de l'année 1918 : « Dès que la France sera devenue de nouveau maîtresse de l'Alsace-Lorraine, il sera créé à Strasbourg une grande Université investie de tous les droits et privilèges résultant des lois et règlements français sur les Universités, régie et administrée comme les Universités françaises. Il conviendra d'assurer à cette Université des ressources de nature à lui permettre de se placer, dès le début, à un niveau

---

<sup>12</sup> O. BEAUD et P. WACHSMANN dir., « La science juridique Française et la science juridique Allemande de 1870 à 1918 », dans *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n°1, nouvelle série, 1997, ou encore O. JOUANJAN, « Laband et ses images », dans *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg*, op. cit., p. 69-86.

très élevé »<sup>13</sup>. Moins d'une année après le recouvrement de la souveraineté française sur les départements du Rhin et de la Moselle, le président du Conseil charge un certain nombre de « maîtres des Universités françaises et de maîtres alsaciens » d'une « mission d'enseignement à Strasbourg ». La Faculté de droit se reconstitue provisoirement au sein de l'Université de Strasbourg au cours de la seconde moitié de l'année universitaire 1918-1919. La Faculté française rouvre ses portes au mois de janvier 1919 avec des professeurs « empruntés »<sup>14</sup> aux Facultés de Paris, Nancy, Dijon, Caen et Grenoble, puis avec une vingtaine de professeurs nommés par décret en novembre de la même année<sup>15</sup>. Nombre d'entre eux, outre leur charge d'enseignement, travailleront au sein de la commission chargée de l'introduction du droit français en Alsace et en Moselle. En outre sera créée sous l'égide de la Faculté de droit une Ecole pratique d'administration pour former les fonctionnaires des administrations communales et départementales.

C'est un véritable vivier qui est constitué au moment du premier retour à la France<sup>16</sup>, les enseignants appelés pour cette mission d'enseignement sont tous francophiles affirmés, souvent catholiques, et choisis parmi les meilleurs ou les plus prometteurs. Dès l'ouverture des cours en janvier 1919, les administrateurs provisoires insistent sur le retour à une conception française de l'enseignement universitaire<sup>17</sup>, un régime transitoire est prévu pour les étudiants. Des cours spécifiques sont organisés à l'usage des

<sup>13</sup> Rapporté par le recteur de l'Université de Strasbourg, J. DRESCH dans *L'Alsace depuis son retour à la France*, [Comité alsacien d'études et d'informations], 1932, t. 1, chapitre « enseignement supérieur » p. 355-368.

<sup>14</sup> Selon les termes du professeur Beudant : « Nous ne sommes pas encore au complet ; nous ne formons qu'une avant-garde ». Cf. « La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg - Allocutions de rentrée des professeurs Beudant, E. Gaudemet, Debray, Carré de Malberg et Faure », dans *Revue politique et parlementaire*, t. 98, n° 291, 10 février 1919, p. 167-177.

<sup>15</sup> Le décret du 19 novembre 1919 porte création de chaires et nomination de vingt-deux professeurs à la Faculté de droit de Strasbourg (*Bull. off. d'Als. et Lorr.*, 1818-1819, p. 2972 et s.). Parmi ceux-ci : R. Beudant, R. Carré de Malberg, E. Champeaux, J. Delpech, J. Duquesne, Ch. Eisenmann, E. Gaudemet, L. Julliot de la Morandière, M. Nast, J. Niboyet, J. Lafférière, L. Le Fur, R. Redslob, R. Perrot...

<sup>16</sup> Sur cette période exceptionnelle : J. GAUDEMET, « Les débuts de la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg au lendemain de la première guerre mondiale (novembre 1918-novembre 1919) », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1997, n° 18, p. 95-124.

<sup>17</sup> « Tous les cours, toutes les conférences sont à suivre ; il ne s'agit pas de faire un choix, comme sous le régime allemand », dans « Allocution de rentrée du professeur Beudant », art. cité, p. 168.

## La Faculté de droit de Strasbourg

étudiants alsaciens-lorrains qui ne connaissent pas le droit français, d'autres à l'usage des fonctionnaires de « l'intérieur » nommés en Alsace et ne connaissant pas le droit allemand encore appliqué dans les départements réintégrés.

A partir de l'année 1925 et de l'introduction définitive du droit français dans les trois départements d'Alsace-Lorraine se développent des enseignements de droit civil local, procédure civile locale et droit commercial local<sup>18</sup>. Le renouvellement du corps enseignant se diversifie, par la voie du concours. Au début des années 1930, les conditions exceptionnelles des premières années du retour se modifient. Le jeu des mutations et des promotions universitaires éloigne certains professeurs sans que le renouvellement des élites intellectuelles soit encore être assuré. Les premières années du retour à la France ont fait l'objet d'abondants commentaires mais ceux-ci sont moins nombreux à partir des années 1925. Après une décennie consacrée à la reconstruction d'un enseignement supérieur français dans la capitale alsacienne, des questions importantes ne manqueront pas de se poser dans les années précédant la seconde guerre mondiale. Elles portent notamment sur la place à accorder au particularisme alsacien dans les études juridiques, sur l'enseignement du droit local, ou même sur l'apport éventuel de l'Université allemande présente jusqu'en 1918 à la science juridique strasbourgeoise<sup>19</sup>.

La rentrée universitaire de l'année 1939-1940 ne se fera pas à Strasbourg, mais à Clermont-Ferrand, où l'ensemble des Facultés strasbourgeoises s'est replié.

### ***B - La Faculté repliée à Clermont-Ferrand : 1939-1945***

En septembre 1939, alors que la population strasbourgeoise est évacuée en Dordogne, les sept Facultés de l'Université de Strasbourg sont accueillies dans les locaux universitaires de l'Université de Clermont-Ferrand. La Faculté de droit fonctionne de façon presque normale au cours de l'année universitaire 1939-1940. A la rentrée de 1940, les liens avec l'Alsace sont

---

<sup>18</sup> Ceux-ci sont la prolongation naturelle des six enseignements spéciaux de droit local créés en 1919 pour assurer la transition entre les lois allemandes et l'introduction progressive du droit français (*Bull. off. d'Als. et Lorr.*, 1818-1819, p. 2130 et s.).

<sup>19</sup> La question de l'existence d'une école de droit strasbourgeoise a fait l'objet d'une récente étude : F. MELLERAY, « L'école de Strasbourg, mythe ou réalité ? », *L'esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs, Mélanges en l'honneur de Pierre Pactet*, Dalloz, 2003, p. 319-338.

coupés mais la Faculté repliée à Clermont-Ferrand continue de fonctionner avec des étudiants alsaciens, en zone libre jusqu'au 11 novembre 1943, puis en zone occupée jusqu'en 1945. Au cours de rafles successives, des étudiants et des enseignants sont assassinés dans les locaux même de l'Université, d'autres subiront la déportation<sup>20</sup>. Malgré les pressions des autorités allemandes, l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand se maintient jusqu'à la Libération<sup>21</sup>.

A Strasbourg cependant, le 23 novembre 1941, l'occupant a installé une *Reichsuniversität*, elle comprendra une *Rechts und Staatswissenschaftliche Fakultät*. La *Reichsuniversität* de Strasbourg est conçue pour servir de modèle d'Université national-socialiste dans la perspective d'une réforme universitaire dans l'ensemble du *Reich*<sup>22</sup>. La littérature sur cette période relate essentiellement l'histoire politique : l'engagement des universitaires résistants et leur forte volonté d'exercer leur mission d'enseignement de la façon la plus normale possible. La disparition d'un grand nombre de pièces d'archives rend malaisée l'appréhension du cours « ordinaire » de la vie universitaire. Le repli à Clermont-Ferrand entraîne-t-il une spécificité de l'enseignement, une modification des programmes universitaires, du contenu des cours ? Des recherches en cours dans le fond d'archives de la Faculté revenu de Clermont-Ferrand devraient permettre d'éclairer ces questions<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> Il s'agit des deux rafles des 25 juin et 25 novembre 1943 et des arrestations du 8 mars 1944. Cf. P. HAGENMULLER, « La rafle du 25 juin 1943 » ; E. HOEPFFNER, « La rafle du 25 novembre 1943 » ; R. MARX, « Une saison au Struthof (Natzwiller) », dans *De l'Université aux Camps de concentration. Témoignages strasbourgeois*, Strasbourg, 1996, p. 1-4, 9-12, et 251-262.

<sup>21</sup> L. STRAUSS, « L'Université française de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand (1939-1945) » *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et Poznan et les résistances universitaires, 1941-1944*, Actes du colloque organisé par l'Université Marc Bloch à Strasbourg du 25 au 27 mars 2004, PUS, 2005, p. 237-261.

<sup>22</sup> Hormis lors d'un colloque organisé à Strasbourg en 2004 (*Les Reichsuniversitäten de Strasbourg...*, *op. cit.*), le fonctionnement de cette Faculté n'a été que très peu étudié. Signalons également : H. SCHÄFER, « Juristische Lehre und Forschung an der Reichsuniversität Strassburg 1941 bis 1944 », dans *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg*, *op. cit.*, p. 173-190.

<sup>23</sup> Il est peu probable que ce fond soit complet, une liste dactylographiée mentionnant l'ensemble des boîtes avec un numéro et une indication de contenu pour toutes les Facultés de l'Université de Strasbourg indique un nombre de boîtes légèrement supérieur à celles conservées dans l'actuel bâtiment principal de la Faculté.

### *C - Le second retour à la France : 1945-1950*

Le 30 juin 1945, l'Université de Strasbourg quitte officiellement Clermont-Ferrand en présence du général de Gaulle. Au mois d'octobre suivant, l'ensemble des Facultés de l'Université de Strasbourg reprend son fonctionnement normal, dans les locaux du Palais universitaire – ceux-là mêmes qui avaient été construits entre 1880 et 1884 pour abriter la *Kaiser-Wilhelms-Universität*. Le 22 novembre a lieu la rentrée solennelle, après l'appel des morts, trois discours sont prononcés : « l'Université repliée », « l'Université captive », « l'Université libérée ». Les enseignants entrés dans des réseaux de résistance ne reviendront pas à Strasbourg et seront appelés à exercer des fonctions politiques, d'autres, issus du concours d'agrégation, sont nouvellement nommés.

La Seconde guerre mondiale, comme la première dans le reste de la France, entraîne toute une série de difficultés pour les étudiants qui ont commencé leurs études avant guerre et qui les poursuivent après guerre. A Strasbourg, une difficulté supplémentaire provient de la situation des étudiants ayant commencé leurs études à la *Reichsuniversität* installée par l'occupant nazi.

Dans les années d'après-guerre, le recrutement des professeurs s'est diversifié. Aux professeurs revenus de Clermont-Ferrand, et qui demeurent au moins jusqu'à 1950 très étroitement liés aux enseignants d'autres Facultés avec lesquels ils étaient reliés en Auvergne, se mêlent des professeurs nouvellement nommés. A la Faculté de droit, des sciences économiques et politiques, les modifications apportées dans les études de droit et d'économie politique se traduisent par une plus grande diversité des cours proposés et par l'adjonction d'un enseignement pratique obligatoire.

Des fonds d'archives conséquents, dont certains ont été peu exploités, ainsi qu'une bibliographie abondante ouvrent aujourd'hui un large champ de recherches. Ils offrent la possibilité de rassembler les histoires de la Faculté de droit de Strasbourg et d'orienter la recherche vers des questions qui dépassent les ruptures institutionnelles. La situation des étudiants au moment des ruptures politiques, des disparitions ou déplacements de la Faculté ; la constitution d'une identité du corps enseignant, purement locale au début du XIX<sup>e</sup> siècle puis presque complètement issu de la vieille France au début du XX<sup>e</sup> siècle ; la confrontation des méthodes d'enseignement de part et d'autre de la frontière ; les usages successifs du Palais universitaire abritant la Faculté de droit allemande puis la Faculté de droit française sont autant de perspectives pour une histoire renouvelée de l'enseignement du droit à Strasbourg.

## ARCHIVES, SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE CONCERNANT LES FACULTES DE DROIT DE STRASBOURG

### Les fonds d'archives

Aux fonds conservés aux *archives nationales* (Dossiers individuels des professeurs / Fonds de la Faculté an XIII-1872), *départementales* (Rapports des doyens au XIX<sup>e</sup> siècle / Rapports annuels de l'Université au XX<sup>e</sup> siècle / Bâtiments / Documents comptables / Fichiers des inscriptions étudiantes / Inventaires des bibliothèques / Dossiers individuels du rectorat pour les enseignants du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle) et *municipales* (Registres des délibérations du Conseil municipal intéressant pour les débuts de l'École de droit) s'ajoute le fond d'*archives de la Faculté de droit de Strasbourg* conservé dans le bâtiment principal de celle-ci (Place d'Athènes à Strasbourg). Il comporte, selon un vague classement thématique, sans que les périodes chronologiques soient distinguées, des documents :

- pour la période de reconstruction de la Faculté française : 1919-1939
- pour la période de repli à Clermont-Ferrand : 1940-1945
- enfin pour les premières années de la réinstallation après 1945 et jusqu'en 1955

On y trouve les rapports des doyens, les convocations aux examens, les plans de cours, les courriers des professeurs aux doyens et des doyens aux professeurs, les emplois du temps, les dossiers des étudiants en situation particulière (soldats, étrangers, coloniaux, incorporés de force), les préparatifs de cérémonies, les listes de publications annuelles des professeurs, les déclarations de vacances de chaire, les départs et arrivées d'enseignants, les maquettes de la licence et des descriptifs de cours ainsi que quelques plans de cours.

### Sources et bibliographie

Les éléments bibliographiques concernant *les Facultés* de droit de Strasbourg sont regroupés dans le respect des ruptures institutionnelles qui ont affecté l'Université strasbourgeoise. Une telle présentation rend compte de la succession chronologique des différentes Facultés de droit et de l'absence d'études traversant plusieurs périodes de la Faculté de droit strasbourgeoise.

**Quelques éléments sur l'enseignement du droit à Strasbourg avant 1804**

M. FOURNIER, *Les statuts et privilèges des Universités françaises depuis leur fondation jusqu'en 1789*. Deuxième partie, XVI<sup>e</sup> siècle, t. IV, *L'Université de Strasbourg et les académies protestantes françaises*, Larose et Forcel, 1894, 468 p.

J. LEFORT, « L'enseignement du droit à l'ancienne Université de Strasbourg », dans *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1894, p. 385-403.

G. LIVET, « Notes sur les Facultés des lettres et de droit de l'ancienne Université de Strasbourg à l'aube de la Révolution de 1789 (d'après les archives du Chapitre Saint-Thomas) », dans *Revue d'Alsace*, 1993, p. 237 et s.

G. LIVET, « La place et le rôle de l'Université de Strasbourg dans l'Europe académique du XVIII<sup>e</sup> siècle », *La France de l'Est et l'Europe du Moyen Âge à nos jours* (L. Châtellier dir.), 1995, p. 81-113.

M. THOMANN, « La Faculté de droit de Strasbourg dans son environnement social, économique, intellectuel et politique du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », *Les Universités du Rhin supérieur de la fin du Moyen Âge à nos jours. Actes du colloque organisé à l'occasion du 450<sup>e</sup> anniversaire des enseignements supérieurs à Strasbourg*, 1988, p. 71-81.

M. THOMANN, « Strasbourg et l'Europe : l'élaboration et la diffusion des doctrines juridiques à la Faculté de droit du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1992, p. 115-125.

**Naissance, construction et épanouissement de la Faculté de droit (1806-1871)**

[Académie de Strasbourg], *Tableau général des cours des Facultés, années 1821-1822*

[Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg], *Catalogue de l'exposition du Bicentenaire de J.G. Arnold*, Strasbourg, BNUS, 1980.

[Faculté de droit de Strasbourg], *Procès-verbal de la séance solennelle tenue le 2 novembre 1806 à l'occasion de la rentrée de l'école spéciale de droit de Strasbourg*, F.G. Levrault, 1806.

[Faculté de droit de Strasbourg], *Inauguration d'un monument à la mémoire de Aubry et Rau* [21 novembre 1922], Librairie du recueil Sirey, 1923, 48 p.

J.-G. D. ARNOLD, *Idées sur les améliorations dont serait susceptible le plan d'enseignement suivi par les Facultés de droit*, Strasbourg, 1809, 52 p.

Ch. AUBRY, *Rapport sur les travaux de la Faculté de droit de Strasbourg*, Strasbourg, Guder, 1853-1854.

- O. BERGER-LEVRAULT, *Annales des professeurs des académies et Universités alsaciennes, 1523-1871*, Nancy, Berger-Levrault éd., 1892, 149 p.
- J. BONNECASE, *La Faculté de droit de Strasbourg (4<sup>e</sup> jour complémentaire An XII-10 mai 1871), ses maîtres et ses doctrines, sa contribution à la science juridique française du dix-neuvième siècle*, Toulouse, 1916, 286 p.
- E. GLASSON, *Le centenaire des écoles de droit*, Paris, 1905, 39 p. [p. 28-37 : Inspection générale des écoles Bruxelles, Coblenz, Strasbourg].
- G.-Ph. HEPP, *Discours prononcé le 22 juin 1829 à l'occasion de l'ouverture du cours de droit des gens*, Strasbourg, F. G. Levrault, 1829, 23 p.
- G.-Ph. HEPP, *Essai sur la réorganisation de l'enseignement du droit en France*, Strasbourg, 1838.
- G. LIVET, *L'Université de Strasbourg de la Révolution française à la guerre de 1870, La rencontre avec l'histoire*, Strasbourg, PUS, 1996, 528 p.
- Ch. PFISTER, « L'enseignement du droit romain à l'ancienne Faculté de droit de Strasbourg (1806-1870) », *Mélanges Carré de Malberg*, Paris, Sirey, 1933, VII-534 p.
- M. RICHARD, « La bourgeoisie protestante de Strasbourg à l'époque de Benjamin Constant, dans Autour des trois glorieuses 1830 – Strasbourg, l'Alsace et la liberté, Actes du colloque de Strasbourg 16-18 mai 1980 », dans *Bulletin de la société académique du Bas-Rhin*, 1981-1982, p. 151-165.
- G.-F. SCHUETZENBERGER, *Cours de droit administratif. Discours d'ouverture prononcé le 6 mars 1838*, Strasbourg, G. Silbermann, 1838, 26 p.
- M. THOMANN, « G.D. Arnold, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg », *Autour des trois Glorieuses, 1830, Strasbourg, l'Alsace et la liberté. Actes du Colloque de Strasbourg, 16-18 mai 1980*, Publications de la Société savante d'Alsace et des régions de l'Est, coll. Recherches et documents, t. XXXI, Strasbourg, 1981, p. 169-171.
- M. THOMANN, « A l'origine d'une discipline universitaire : le combat pour l'histoire à la Faculté de droit de Strasbourg au XIX<sup>e</sup> siècle : à l'origine d'une discipline universitaire », *L'Europe, l'Alsace et la France. Etudes réunies en l'honneur du doyen Georges Livet*, Strasbourg, 1986, p. 39-46.
- J.-L. VONAU, « De l'école spéciale de droit à la Faculté impériale (1804-1815) », dans *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, nouvelle série n° 9, 2008, p. 17-29.
- J.-F. WEBER, « Aubry et Rau, Conseillers à la Cour de Cassation », *Aubry et Rau. Leurs œuvres, leurs enseignements* (J.M. Poughon dir.), PUS, 2006, p. 25-52.



## La Faculté de droit de Strasbourg

### La Kaiser-Wilhelms-Universität (1872-1918)

- [Université de Strasbourg], Rentrée de la nouvelle Université (1<sup>er</sup> mai 1872).
- [Université de Strasbourg], Discours d'inauguration des bâtiments par le Recteur Sohm, en octobre 1884, dans *Revue Internationale de l'enseignement*, 1885, t. 9, p. 67 et s.
- [Université de Strasbourg], *Strassburger Universitäts Taschenbuch* 1882-1906, les annuaires de l'Université, B.N.U.S.
- C. BAECHLER, « L'Université allemande de Strasbourg et l'Alsace Lorraine, 1872-1918 », *Les Universités du Rhin supérieur de la fin du Moyen Age à nos jours. Actes du colloque organisé à l'occasion du 450<sup>e</sup> anniversaire des enseignements supérieurs à Strasbourg*, Strasbourg 1988, p. 131 et s.
- O. BEAUD et P. WACHSMANN dir., « La science juridique Française et la science juridique Allemande de 1870 à 1918 », dans *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 1, nouvelle série, 1997, 345 p.
- J. E. CRAIG, *A mission for German Learning. The university of Strasbourg and Alsatian Society, 1870-1918*, Stanford University, 1973.
- J. E. CRAIG, *Scholarship and Nation Building. The University of Strasbourg and Alsatian Society, 1870-1939*, University of Chicago Press, 1984, XII-515 p.
- M.-N. DENIS, « L'Université impériale de Strasbourg et le Pangermanisme », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, n° 20, 1992-1993, p. 6-17.
- C. DIETZEL, *Strasbourg, Université de l'empire germanique*, Francfort, 1871.
- H. DUBLED, *Histoire de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg*, Strasbourg, Société académique du Bas-Rhin, 1964, 54 p.
- Ch. GRAD, « La nouvelle Université de Strasbourg », dans *Revue Internationale de l'enseignement*, 1884, t. 8, p. 564-572.
- S. JONAS, M.-N. DENIS, A. GERARD, F. WEIDMANN, *Strasbourg, capitale du Reichsland Alsace-Lorraine et sa nouvelle Université (1871-1918)*, Strasbourg, Oberlin, 1995, 280 p.
- O. JOUANJAN, « Laband et ses images », *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg, 1804-2004*, dans *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, p. 69-86.
- E. LAVISSE, *La fondation de l'Université de Berlin, à propos de la réforme de l'enseignement supérieur en France, avec une note sur l'Université allemande de Strasbourg*, Paris, Pillet – Dumoulin, 1876, 48 p.
- F. LOYER, « Le Palais universitaire de Strasbourg : culture et politique au XIX<sup>e</sup> siècle en Alsace », *Revue de l'Art*, 1991, p. 9-25.
- J.-L. REPPERT, *Mobilités spatiales des professeurs de l'Université de Strasbourg*, DEA, Strasbourg, 1992, texte dact.

B. SCHLÜTER, « *Litteris et patriae*, die juristisch-staatswissenschaftliche Facultät der Universität Strassburg im Deutschen Kaiserreich », dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, 2005, n°114, p. 517-530.

Ainsi que deux ouvrages traitant plus de l'histoire locale que de l'Université mais écrits par deux professeurs de droit nommés dans la nouvelle Université française réinstallée en 1919 :

F. ECCARD, *L'Alsace sous la domination allemande*, A. Colin, 1919, 336 p.

R. REDSLOB, *Entre la France et l'Allemagne – Souvenirs d'un Alsacien*, Plon, 1933, 253 p.

### **Retour à la France (1919-1939)**

[Faculté de droit de Strasbourg], « La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg - Allocutions de rentrée des professeurs Beudant, E. Gaudemet, Debray, Carré de Malberg et Faure », dans *Revue politique et parlementaire*, t. 98, n° 291, 10 février 1919, p. 167-177.

[Université de Strasbourg], *Université de Strasbourg, Fêtes d'inauguration (21-22-23 novembre 1919)*, Strasbourg, Impr. alsacienne, 1920, 169 p. ill.

[Université de Strasbourg], *Rapports présentés par le Conseil de l'Université et par MM. Les Doyens des Facultés*, Strasbourg, Impr. alsacienne, 1923-1928.

[Ministère de la guerre, Etat major général (2<sup>ème</sup> bureau)], *Organisation politique et administrative et législation de l'Alsace-Lorraine – Textes législatifs traduits et annotés par l'office de législation étrangère et de droit international*, Paris, impr. nat., 1918, 2 vol.

R. BEUDANT, « La Faculté de droit, de sciences politiques de l'Université de Strasbourg pendant l'année scolaire 1922-1923 », dans *Revue internationale de l'enseignement*, t. 78, 1924, p. 46-54.

J. GAUDEMET, « Les débuts de la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg au lendemain de la première guerre mondiale (novembre 1918 - novembre 1919) », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1997, n° 18, p. 95-124

F. MELLERAY, « L'école de Strasbourg, mythe ou réalité ? », *L'esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs, Mélanges en l'honneur de Pierre Pactet*, Dalloz, 2003, p. 319-338.

Ch. PFISTER, « La première année de la nouvelle Université française de Strasbourg (1918-1919) », dans *Revue internationale de l'enseignement*, 1919, p. 334 et s.

## La Faculté de droit de Strasbourg

E. SANDER, « Le rôle de la Faculté de droit dans l'élaboration du droit local alsacien-mosellan », dans *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg, 1804-2004, Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, p. 87-100.

M. THOMANN, « Les juristes strasbourgeois de 1919 à 1939 et l'esprit des Annales », *Au berceau des Annales : le milieu strasbourgeois, l'histoire en France au début du XX<sup>e</sup> siècle. Actes du Colloque de Strasbourg, 11-13 octobre 1979* (Ch.-O. Carbonnel et G. Livet dir.), Toulouse, 1983, p. 33-37.

### **La Faculté repliée à Clermont-Ferrand (1939-1945) / La Faculté de droit de la Reichsuniversität de Strasbourg (1941-1944)**

[Université de Strasbourg], *Cérémonies du cinquantenaire : Strasbourg - Clermont-Ferrand, 1943-1993 : textes des interventions [prononcées à l'occasion du cinquantième anniversaire des événements de 1943]*, Clermont-Ferrand, 24 novembre 1993, Strasbourg, 26 novembre 1993, PUS, 1994, 100 p.

[Université de Strasbourg], *De l'Université aux camps de concentration. Témoignages strasbourgeois*, PUS, 4<sup>e</sup> éd., 1996, XI-564 p.

L. BRAUN, « Le repli de la Faculté de droit à Clermont-Ferrand », *Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg, 1804-2004, dans Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, p. 167-171.

J. BROMBERGER, *Dossier témoignage : Histoire de la résistance de l'Université française de Strasbourg à Clermont-Ferrand : une affaire d'intérêt national pour le grand Reich*, Paris, Délégation à la Mémoire et à l'information historique, 1993, 33 p.

P. DASTUGUE et N. WAGNER, « L'Université de Strasbourg à Clermont, 1939-1944 », dans *Revue d'Auvergne*, n° 490, 1982.

T. ELIAS-HOHENLEITNER, « Statistique des étudiants de la Reichsuniversität de Strasbourg, 1941-1944 », *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et Poznan et les résistances universitaires, 1941-1944* (C. BAECHLER, F. IGRSHEIM, P. RACINE dir.), PUS, 2005, p. 269-271.

M. RUDLOFF, « De Strasbourg à Clermont-Ferrand », dans *Saisons d'Alsace*, Hiver 1991-1992, n° 114, p. 199-205.

Cl. SINGER, *L'Université libérée, l'Université épurée 1943-1947*, Les Belles Lettres, 1997, 425 p. [Pour Strasbourg, voir p. 57-64].

L. STRAUSS, « L'Université de Strasbourg repliée, Vichy et les Allemands », *Les Facs sous Vichy* (A. GUESLIN dir.), Clermont-Ferrand, 1994, p. 87-112.

L. STRAUSS, « L'Université française de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand (1939-1945) » dans *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et Poznan et les résistances universitaires, 1941-1944*, Actes du colloque organisé par

l'Université Marc Bloch à Strasbourg du 25 au 27 mars 2004, PUS, 2005, p. 237-261.

H. SCHÄFER, « Juristische Lehre und Forschung an der Reichsuniversität Strassburg 1941 bis 1944 », Bicentenaire de la Faculté de droit de Strasbourg, 1804-2004, dans *Annales de la Faculté de droit de Strasbourg*, n° 9, 2008, p. 173-190.

### **Second retour à la France (1945-1950)**

[Université de Strasbourg], *Archives photographiques de la Faculté*, Strasbourg, Berger-Levrault, 1979.

[Université de Strasbourg], *L'enseignement actuel des disciplines juridiques et économiques répond-t-il aux besoins de la vie contemporaine ? Rapports et débats du colloque organisé les 9, 10 et 11 juin 1952 au Palais de l'Université*, Strasbourg, Faculté de droit et des sciences politiques, 1952, 139 p.

[Université de Strasbourg], *Séance de rentrée, rapports des doyens, comptes rendus des travaux des Facultés et de l'Observatoire Périodique*, Strasbourg, 1937-1967.

R. CASPAR-PRANGE, *Le rayonnement scientifique du pôle d'enseignement et de recherche strasbourgeois de 1945 à 1968*, Th. Histoire, Strasbourg, 497 p.

### **Dictionnaires contenant des notices biographiques des professeurs ayant enseigné à la Faculté de droit de Strasbourg**

P. ARABEYRE, J.-L. HALPERIN, J. KRYNEN (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français*, PUF, 2007.

Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, *Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne (NDBA)*, 1982-2007.

E. SITZMANN, *Dictionnaire de biographie des hommes célèbres d'Alsace depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, 1909-1910, Rixheim, 2 vol.

### **La communauté universitaire 1806-1950 : Professeurs et chargés de cours à la Faculté de Strasbourg pour les périodes françaises :**

J.G.D. Arnold / Ch. Aubry / D. Bastian / Baudouin / A. Beaucourt / Ch. Beudant / R. Beudant / Ph. Bloeschel / J.B. Blondeau / Bourcart / M. Briffault / A. Brouilhet / Caby / G.H. Camerlynk / R. Capitant / R. Carré de Malberg / L.A.M. Cassin / L. Cavare / J. Chabas / P. Chamley / E. Champeaux / J. Chatelain / M.V. Chauffour / L.O.A. Chéron / M. Chrétien / A. Coste-Floret / P. Coulbois / M. David / E. De Gaudin de Lagrange / J. De Soto / Debray / H. Degand / J. Delpech / J. Denoyez / J.C.E. Destrais / E. Dubois / J. Duquesne / H. Duvergey / F. Eccard / Ch. Eisenmann / J. Ellul / L.P.A. Eschbach / J.

## La Faculté de droit de Strasbourg

Frantz / M.J.A. Gast / E. Gaudemet / J. Gaudemet / P. Gemaehling / E. Glasson / S.H. Guillaume / Ph. Heimburger / G.Ph. Hepp / J.F. Hermann / L. Julliot de la Morandière / Ch.H. Kern / H. Klimrath / J. Lafférière / Lafon / P. Lamache / Lambert / R. Lanusse / J.B. Laporte / Laprat / H. Lauffenburger / P. Lavigne / J. Léauté / A. Lecomte / M. Lecomte-Moncharville / J.B. Lecourtois / E. Lederlin / L. Le Fur / J.B. Luquiau / Maffioli / A. Magdelain / J.F. Marie / L.A. Marinier / Martin / L. Michaux-Bellaire / Moriceau / M. Mouskhely / A. Mugnier / M. Nast / J.H.P. Niboyet / Oualid / M. Pallasse / E. Perrot / R. Perrot / Pierrard / A. Piettre / M. Prélôt / J. Radouant / Ch.F. Rau / J.F. Rauter / R. Redslob / P. Reynaud / J.A. Roux / J. Saint-Germes / G.F. Schuentzenberger / H. Geismar-Sinay / Spielmann / C. Stéphani / Ch. Thieret de Luyton / J.C.M. Thieriet / Cl. Thomas / G. Tixier / M. Villey / M. Virally / A. Weill / E. Zoepflel.



## **LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE : ETAT DES TRAVAUX ET DES SOURCES**

**par Olivier Devaux,  
professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole**

L'une des plus anciennes d'Europe, la Faculté de droit de Toulouse fut fondée en 1229. Les publications relatives à sa Faculté de droit sont donc, on l'imagine, fort nombreuses. C'est notamment le cas concernant la période médiévale (cf., surtout, les nombreuses études pour ce qui du professeur Henri Gilles) ou l'Ancien Régime (cf., entre autres, Patrick Ferté, *L'Université de Toulouse aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Etudes quantitatives de la population étudiante de ses trois facultés supérieures de 1679 à la Révolution*, thèse 3<sup>ème</sup> cycle, UT3, 1978). Pour ce qui est du XIX<sup>e</sup> siècle, les travaux paraissent longtemps relativement peu nombreux, de qualité parfois inégale, consacrés à souvent à la commémoration de la naissance de l'institution, à la célébration, au travers des publications de telle ou telle société savante toulousaine, des mérites de tel ou tel professeur de droit récemment disparu. Si l'on excepte les publications relatives à l'oeuvre de Maurice Hauriou, c'est au professeur Germain Sicard que l'on doit d'avoir fortement impulsé la recherche sur l'histoire de la Faculté de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle en orientant certains de ses élèves vers le dépouillement de sources archivistiques jusqu'alors peu ou pas exploitées, voire ignorées.

### **Sources manuscrites**

Archives nationales, série F 17

Archives départementales de la Haute-Garonne, série L

Archives municipales de Toulouse, série ID, 4M, IR, 5S

Bibliothèque universitaire de l'Arsenal (Université des sciences sociales de Toulouse), fonds ancien

Archives de l'Université des sciences sociales- Toulouse (classement récemment réalisé par la « Mission archives » (Philippe Delvit), côte 2Z2

### Sources imprimées

Bibliothèque municipale de Toulouse (notamment presse locale)

Cours de divers professeurs :

Adolphe CHAUVEAU, *Principes de compétence et de juridiction administrative*, 1841-1844. Bibliothèque Maurice Garrigou, côte DPU/CHAA/1841-T1, 1843-T2, 1844-T3

*Programme d'un cours de droit administratif*, par CHAUVEAU Adolphe, avocat à la Cour royale de Toulouse, Toulouse, impr. Léon Dieulafoy, nov. 1838 (Bibliothèque de l'Arsenal cote 4599)

Osmin BENECH, *Programme d'un cours de droit romain*, Toulouse, impr. Ph Montaubin, 1836, 2<sup>e</sup> éd. (Bibliothèque du CTHDIP)

*Traité élémentaire des successions ab intestat* par M. MALPEL, avocat à la Cour royale et professeur à la Faculté de droit de Toulouse, Toulouse, impr. de J.-M. Come, 1824 (Bibliothèque du CTHDIP, cote Q23)

### Bibliographie

F. ARDUIN, H. BLAQUIERE, M. CAILLET, *Six siècles de droit toulousain*, Toulouse, impr. universitaire, 1952

Caroline BARRERA, *Etudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et français de l'étranger de la Faculté de droit de Toulouse (XIX<sup>e</sup> siècle-1944)*, Albi, 2007

G. COT, « Sur les troubles à la Faculté de droit de Toulouse en mai 1839 », *Annales du Midi*, t. 82, 1970, n° 97, p. 186-194

J. DAUVILLIER, « Le rôle de la Faculté de droit de Toulouse dans la rénovation des études juridiques et historiques aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse*, t. XXIV, 1976, p. 343-384

Antonin DELOUME, *Personnel de la Faculté de droit de Toulouse depuis la fondation de l'Université de Toulouse*, 1890

Antonin DELOUME, *Aperçu historique sur la Faculté de droit de l'Université de Toulouse*, Toulouse, 1900

Antonin DELOUME, « Aperçu historique sur la Faculté de droit de l'Université de Toulouse », *Rec. Acad. Législ. Toulouse*, t. 48, 1899, p. 1-67

Antonin DELOUME, *Faculté de droit de Toulouse. Centenaire de la réorganisation de 1805*, Toulouse, Privat, 1905



## La Faculté de droit de Toulouse

- Antonin DELOUME, « Histoire sommaire de la Faculté de droit de Toulouse », *Rec. Acad. Législ. Toulouse*, t. 52, 1904, p. 169-182
- Philippe DELVIT, *Toiles, gravures, fusain et sanguine... Une galerie de portraits*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006
- Olivier DEVAUX, « Les étudiants en droit de Toulouse sous la Restauration: l'effervescence bonapartiste et libérale », *Revue d'Hist. des Fac. de Droit et de la Sc. Jur.*, 1988, n° 7, p. 93-107
- Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, Presses de l'IEP de Toulouse-Centre d'histoire contemporaines des institutions, 1990
- Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous la Restauration*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 1994
- Olivier DEVAUX (ss. dir.), *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse*, coll. *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques*, n° 11, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2007 ; dans cet ouvrage :
- Philippe NELIDOFF, « Histoire et méthode de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle, p. 377-402
- Olivier DEVAUX et Delphine ESPAGNO, « Avant Maurice Hauriou l'enseignement du droit public à Toulouse du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, p. 327-375
- Olivier DEVAUX et André CABANIS, « Un concours de chaire à la faculté de droit de Toulouse en 1822 : entre rumeurs et localisme », *Revue des facultés de droit et de la science juridique*, n° 23, 2003, p. 41-55
- Fêtes du VII<sup>e</sup> centenaire de l'Université de Toulouse, Séance solennelle de la faculté de Droit*, 8 juin 1929, Paris, 1930
- A.-F. GATIEN-ARNOULT, « Histoire de l'Université de Toulouse », *Mém. Acad. inscr. et belles lettres Toulouse*, 7<sup>e</sup> série, t. 9 (1877), p. 455-494 ; t. 10 (1878), p. 1-34 ; 8<sup>e</sup> série, t. 1 (1879, p. 1-32; t. 3 (1881), p. 1-36 ; t. 4 (1926), p. 25-38
- Monique PUZZO, « La Faculté de droit de Toulouse et le Ministère durant le second Empire », *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, n° 7, 1988, p. 107-123
- A. RODIERE, « Recherches sur l'enseignement du droit dans l'Université de Toulouse », *Rec. Acad. législ. Toulouse*, t. 9 (1860) ; p. 244-296 ; t. 10 (1861), p. 153-173 ; t. 12 (1863), p. 216 238 ; t. 15 (1866), p. 210-240
- Université de Toulouse. Faculté de Droit. Cérémonie de l'inauguration le 22 avril 1931 du monument élevé par souscription à Maurice Hauriou*, Paris, 1932
- Louis VIE, « L'enseignement supérieur à Toulouse de 1793 à 1810 », *Bulletin de l'Université de Toulouse*, fasc n° 19, Toulouse, Privat, 1906

Olivier Devaux

Louis VIE, J. CALMETTE, G. BOYER, 1229-1929, *L'Université de Toulouse, son passé, son présent*, Toulouse, 1929

**Mémoires DEA ou M2**

Monique PUZZO-LAURENT, *La Faculté de droit de Toulouse sous le second Empire*, Mémoire DES histoire du droit, Toulouse, 1973

Florence GIRAL, *L'enseignement du droit à Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle*, Mémoire histoire du droit privé et des institutions UT1, 1994-95

Jacqueline BEGLIUTI-ZONNO, *La Faculté de droit de Toulouse au début de la III<sup>e</sup> République (1875-1887)*, Mémoire M2 recherche histoire du droit et des institutions UT1, 2006-2007

Pierre-Louis BOYER, *La fondation de l'Académie de législation de Toulouse (Indications sur divers professeurs de droit)*, Mémoire M2 recherche histoire du droit et des institutions UT1, 2007-2008

**REGISTRES, PARCHEMINS ET PAPIERS.  
LES ARCHIVES DE LA FACULTE DE DROIT  
DE TOULOUSE (1805-1914).**

**par Philippe Delvit,  
professeur des Universités  
et Delphine Floreck,  
archiviste  
(Université Toulouse 1 Capitole)**

**Des fonds fragmentés**

En 2008, les archives relatives à la Faculté de droit du XIX<sup>e</sup> siècle ne forment pas un ensemble unique. Cette constatation vaut pour le XX<sup>e</sup> siècle, qui a continué à considérer avec un mélange de désintérêt et de joyeuse insouciance cet héritage du passé, mais aussi cet instrument indispensable à la prise de décision raisonnée dans le présent.

Cette fragmentation a plusieurs sources, et est une constante dans une histoire déjà biséculaire.

La première question est celle de la constitution originelle des fonds, et donc de la destinée des archives de la Faculté d'avant 1789, glorieuse antériorité invoquée par les maîtres de l'Ecole de droit de 1805. La vieille Faculté de droit est rayée de la carte des choses notables, cela dès le début de la Révolution<sup>1</sup>. *Quid* des archives laissées par cette institution ? Elles sortent en apparence de notre propos, mais y sont intégrées d'une manière certaine, car le soin pris à leur égard pouvait dicter d'heureuses pratiques et conséquences pour les liasses nouvellement entrées dans les classements,

---

<sup>1</sup> Sur les années marquant la fin de la vieille Faculté d'Ancien régime, la thèse de doctorat en droit de Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse de 1789 à 1830*, 2 tomes, 584 pages, soutenue en janvier 1986 devant l'Université Toulouse 1 sciences sociales.

sorte de *continuum* d'une splendeur passée. Distribuées entre plusieurs dépositaires au moment de la Révolution, finalement partagées entre mairie de Toulouse et préfecture de la Haute-Garonne sous le Consulat, les archives finissent par parvenir au début de l'Empire à la Faculté de droit, du moins pour ce qu'il reste des documents. Les papiers et registres de l'université de Cahors, supprimée cinquante ans avant la Révolution, suivent la même voie, en définitive logique, puisque la Faculté avait recueilli ses dépouilles : cette belle institution est morte au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

La fragmentation ultérieure, accompagnée de volontés pas toujours cohérentes de reconstitution d'une collection homogène, est sans conteste l'une des conséquences du mauvais état chronique et de l'insuffisance des locaux de la Faculté, autant que de l'indifférence des autorités académiques.

Tel qu'il ressort de rapports et descriptifs du Second empire, la situation du bâti s'est fort péjorée depuis la réouverture de l'Ecole de droit. Cette dernière, et donc la Faculté, avaient réintégré les locaux désaffectés sous la Révolution, déjà en bien piètre état. Un demi siècle plus tard, le secrétariat, qui héberge sans doute aucun les archives à ce moment, est particulièrement exposé, « les casiers destinés à recevoir les cartons pour les besoins du secrétariat sont dans un état de vétusté qui réclame leur réfection, en outre ils sont mal disposés et insuffisants, car une grande partie des papiers en liasse sont entassés presque pêle-mêle et produisent un désordre qui doit disparaître ». Ajoutons que le mur auquel est adossé ce dispositif est humide et imprégné de salpêtre...<sup>3</sup> Tout semble donc réuni pour que les archives ne passent pas le siècle.

A ce moment, en plus, l'on parle d'un transfert de la Faculté aux Jacobins, vaste ensemble immobilier au cœur de Toulouse, en déshérence, mais orné de la mémoire de saint Thomas, le tout alors occupé par un régiment d'artillerie et ses attelages. Pourquoi donc investir dans des

---

<sup>2</sup> Fondée par le pape Jean XXII (Jacques Duèze, 1244-1334, fils de l'une des grandes familles du Cahors de l'époque) en 1331, elle fut rattachée à Toulouse en 1751. Voir à ce sujet l'ouvrage de Patrick FERTE, *L'université de Cahors au XVIII<sup>e</sup> siècle. Un coma universitaire au siècle des Lumières*, Fournié, Toulouse, 1974.

<sup>3</sup> Constat dressé et argumenté par Henri GILLES, dans *Université de Toulouse et enseignement du droit. XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, Presses de l'Université Toulouse 1 sciences sociales, 1992, « Les « Estudios » de l'université de Toulouse (Histoire des bâtiments de la Faculté de Droit) », p. 341-407 (les dernières pages relatives au XIX<sup>e</sup> siècle) ; Monique-PUZZO-LAURENT, *La Faculté de droit de Toulouse sous le Second empire*, DEA Histoire du droit, UT1, 1973, 85 pages dactylographiées. La citation en italique provient de ce dernier travail, p. 25, reprenant un rapport du doyen de la Faculté (novembre 1861).

aménagements dispendieux, se préoccuper de classements, que la nouvelle disposition des locaux va rendre inutiles et obsolètes ? Libéré par l'autorité militaire, ou en tout cas dégagé en partie de son encombrante présence, le couvent des Jacobins devait abriter une nouvelle Sorbonne. Le projet fait long feu, et ne passe jamais le stade du dossier<sup>4</sup>. Il faut donc attendre les années 1880 pour que la Faculté s'installe dans ses nouveaux murs. Cela ne règle en rien et dans l'instant la situation des archives. Ballottées entre des stockages intermédiaires, dont celui de la Bibliothèque universitaire, elle aussi soumise à déménagements, de lieu en lieu, les archives finissent par trouver une assise stable à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans les locaux enfin dévolus au secrétariat de la Faculté<sup>5</sup>.

Cinquante ans s'écoulent, que la situation va à nouveau menacer la destinée des fonds de la Faculté. La croissance des effectifs est d'abord la suite indirecte de la débâcle de 1940, avec les étudiants repliés, ou hors d'état de rejoindre leur *Alma Mater* originelle. La décrue de l'après-guerre, ses classes creuses arrivées à la Faculté entre 1955 et 1962, ont pu, pour certains, laisser imaginer que le monde intime de l'avant-guerre revenait. Or les effets de la croissance démographique, combinés à l'impact de la démocratisation de l'enseignement supérieur, font exploser les cadres traditionnels de la vieille Faculté à partir du début des années 1960. Les chiffres l'attestent : de 900 étudiants au début des années 1930, les amphithéâtres et salles en reçoivent 2 000 en 1940-1941. À partir de 1963, les effectifs progressent de 15 % par an environ, souvent plus, atteignent 5 000 (1968), 10 000 (1973), 15 000 étudiantes et étudiants (1991).

Les archives pâtissent des priorités qui s'accumulent. Le classement empirique de jadis ne peut plus englober les nouvelles entrées de liasses, les plus anciennes sont laissées pour compte devant l'urgence. Devenues archives mortes, elles ne comptent plus aux yeux du plus grand nombre, et, il faut le dire, aux yeux des décideurs. Elles sont entassées là où il est possible, malgré le discours permanent délivré sur l'importance de la tradition et l'héritage (ce qui n'est pas le moindre des paradoxes chez nombre de juristes). Se pose de surcroît à nouveau et avec constance la question d'un nouveau déménagement de la Faculté, étranglée dans ses locaux, en butte aux empiètements réels ou supposés de la voisine et

---

<sup>4</sup> Monique PUZZO, *o.c.*

<sup>5</sup> Dans les *Actes* de ce colloque, la communication de Marielle MOURANCHE, conservateur du Service du livre ancien, « Quelques pistes pour une histoire de la bibliothèque de la Faculté de droit de Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle » et donc de ses pérégrinations en ville.

mitoyenne Faculté des lettres, ou en compétition avec elle pour la fondation d'une nouvelle entreprise. Se précipite aussi le changement juridique finalement fondateur de l'Université Toulouse 1 sciences sociales, cela dans le cadre de la loi Edgar Faure de 1968. L'ensemble se fait en 1970-1971.

La cause est entendue. Des formations, des filières nouvelles ouvrent. Il faut faire de la place ; bien peu de professeurs, comme Germain Sicard, à ce moment directeur de l'UFR Droit premier cycle, attirent l'attention de la présidence du moment sur la destinée des archives. Mais personne n'imagine sérieusement à l'époque la création d'un service archives, ou même la prise en main de ces archives, devenues foisonnantes, par un personnel formé à dessein, même dans une affectation à temps partiel<sup>6</sup>. Des incidents, nombreux, sont le fruit amer de cette carence. Ils ne suscitent pourtant aucune prise de conscience suivie d'effets, mais génèrent des solutions de fortune au coup par coup. Le président Michel Despax (1978-1983), se trouve ainsi dans une fâcheuse situation, dans l'obligation d'écrire à son ministre pour obtenir *ex post* une régularisation de la situation administrative du professeur Montané de la Roque, prématurément décédé en 1981. La liquidation de la pension de retraite, et donc de réversion de cet enseignant fut difficile, vu la carence des documents indispensables<sup>7</sup>.

L'intendance, par défaut, est à la peine. Ce service assure à l'Université, dans la trame administrative mise en place les fonctions de gestionnaire d'un stockage à longue durée qui ne s'assume pas complètement. Avec les moyens du bord, l'intendance fit face, comme elle pouvait, et surtout

---

<sup>6</sup> Alors que justement les architectes, plus au fait des contraintes de la durée, prévoient deux salles d'archives dans le plan de la nouvelle faculté, telle qu'ils la dessinent au début des années 1960. Arch UT1, 4M2/5, « Ensemble juridique et littéraire dit Arsenal, n° 10 échelle 0.05/1000, Paris, 22.01.1965 ». Ce plan concernait un ensemble Faculté des lettres - Faculté de droit. D'autres plans, ces derniers relatifs à la seule Faculté de droit, prévoient également un local archives. Bien sûr, rien n'a été transcrit dans la réalité de l'utilisation.

<sup>7</sup> Arch. UT1, Dossier personnel de Pierre Montané de la Roque ; lettre du président Michel Despax au ministre de l'Éducation nationale, 25 janvier 1981 (*lapsus calami*, 1982) ; « Le retard de la transmission dans la demande susvisée [celle de la validation de services auxiliaires] est imputable aux difficultés rencontrées par le Service des traitements de l'université. En effet, les absences d'arrêté de nomination d'une part, et d'archives, d'autre part, n'ont pas permis à celui-ci, [...] » ; lettre du président Despax au directeur de l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité sociale, Toulouse, 9 novembre 1981, « L'état de nos archives et l'absence de documents ne me permettent pas d'établir les certificats d'exercice. ». Ironie, le professeur Despax est spécialiste en droit du travail, dans une Faculté qui vénère la *lex scripta*.

comme elle croyait, ce qui n'est déjà pas si mal, à défaut d'être bien. Finalement, par deux fois en mars 1973, puis septembre 1979, elle organise le transfert aux Archives départementales de la Haute-Garonne d'une partie des fonds de la Faculté, plus de 100 ml en tout. Le premier versement, 249 articles, est aussi hétéroclite que le second. Dans le premier, des registres au contenu fort varié (83 articles de cette nature entre 1805 à 1944), de la comptabilité (84 articles échelonnés de 1806 à 1938), des dossiers personnels, de la correspondance, des éléments relatifs à la pédagogie<sup>8</sup>. Le second versement, six ans plus tard, compte 186 articles, dont quatre contenus dans des « caisses en carton », et deux dans des « caisses en bois »<sup>9</sup>. On pêcherait par optimisme, en imaginant une quelconque cohérence chronologique des documents entre les deux épisodes successifs de 1973 et 1979, et ce même à l'intérieur d'un même versement. Dans celui de 1979, des registres datant du Premier empire (articles 98 et 99, *Registre général des examens subis*) sont suivis par un registre de cent ans postérieur (article 100, *PV des examens pour la licence*, 1906), avec en définitive des documents échelonnés entre 1805 et 1960. C'est dire que les déménageurs ont pris ce qu'ils trouvaient, comme ils le trouvaient, sur les indications des services de l'intendance, alors que l'amorce -méritoire- de classement construit avec les moyens du bord était reléguée au magasin des accessoires, puisqu'elle ne correspondait plus en rien à la nouvelle situation des fonds.

Ajoutons qu'en même temps, UT1 conservait dans plusieurs locaux, éparpillés entre les bâtiments neufs de l'Arsenal, et ceux de son implantation traditionnelle, une partie très notable des fonds d'archives hérités de l'Ecole de droit, et de la Faculté. Pourquoi ? Aucune logique ni idée préconçue, aucun désir apparent de sauvegarder, ou de valoriser un patrimoine pourtant très identitaire n'est à la base de cette singularité. Mais, au coup par coup, des habitudes, peu malléables, comme celle de conserver depuis toujours dans un fond de placard des registres anciens, au cas où, ou simplement en fonction de presse-livres ; des initiatives personnelles et isolées, louables dans ce qu'elles ont contribué à permettre la transmission de pièces mises à part, distinguées pour la curiosité qu'elles faisaient naître ; une moindre pression sur tel ou tel espace, peu aménageable, ou dévolu depuis longtemps à l'entrepôt des papiers. Le meilleur exemple est fourni

---

<sup>8</sup> Arch. UT1, *Bordereau du versement effectué par la Faculté des Sciences Sociales* (sic), n° 3160, Archives départementales de la Haute-Garonne (ADHG), mars-juin 1973. Bordereau aux formulations souvent laconiques, parfois énigmatiques. Il fallait aller vite.

<sup>9</sup> Arch. UT1, *Bordereau* n° 3807, du 3 septembre 1979.

par le local qui jouxtait, dans la vieille Faculté de droit et depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ancien bureau du doyen de la Faculté de droit. Devenu premier président de l'Université en 1971, le doyen Marty n'a pas jugé utile de faire déménager le contenu de ce cabinet, ni celui de la pièce connexe. Il contenait en particulier des documents à la belle apparence, conservés dans des boîtes bien pourvues de diplômes en parchemin, tampon sec apposé, signature des hautes autorités de l'Université, du grand maître sous l'Empire, de ses successeurs de la Restauration à la Troisième république. D'autres documents, registres et correspondance à l'antiquité notable, complétaient le tableau. Ces lieux, bureau et local attenant, furent conservés en l'état depuis le décès de Gabriel Marty (1973), comme une sorte de sanctuaire, fermé aux mortels. Or un jour, le plancher de cette dernière salle, trop sollicité par le poids des ml entreposés sur les étagères métalliques tardivement multipliées, flancha, en même temps que le m<sup>2</sup> disponible devenait à UT1 une valeur de plus en plus essentielle<sup>10</sup>. Cette fraction du fonds, emballée et déménagée vigoureusement, aboutit en partie à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal, cela à la suite d'une erreur de manipulation, ou de codage apposé sur les cartons. On la crut perdue<sup>11</sup>.

Le temps de la semestrialisation Bayrou ajoute un dernier, et somme toute salutaire, élément de trouble.

A compter de 1998, le découpage de l'année en semestre, la nécessité de l'archivage de l'ensemble des données relatives aux unités d'enseignement - UE- acquises *in aeternum* et capitalisables, entraîne un gonflement considérable d'une masse de papier dont les débuts, puis la montée en puissance de l'archivage électronique ne permet pas la diminution, car peu nombreux sont ceux qui imaginent une substitution, ou une synergie possible entre les deux modes de conservation de la mémoire<sup>12</sup>. Souvent

---

<sup>10</sup> Bien sûr, ce m<sup>2</sup> est disponible parce qu'il n'abrite que des choses mortes...

<sup>11</sup> Elle fut en définitive retrouvée par Philippe Delvit, en charge de la mission archives UT1 (intégration des documents en octobre 2003, Arch. UT1, 1Z1 à 1Z28). La mission archives UT1 a été mise en place en juin 2003 par Philippe Delvit, chargé de mission par le président Bernard Belloc ; à la fin du mandat de ce dernier, le président Henry Roussillon demandera à Philippe Delvit de poursuivre cette tâche dans son équipe (2003-2008), cela comme vice-président.

<sup>12</sup> Il ne s'agit en rien, ici, de critiquer la lenteur de la prise de conscience de tel ou tel service. Cette prise de conscience est, doit être forcément le fait de la tête de l'institution. Le président Belloc fut de ceux qui sentirent ce besoin, et envisagèrent d'y répondre. Sur les archives électroniques, la communication de Philippe DELVIT et Delphine FLORECK au colloque organisé par l'Université de Lausanne les 28-30 octobre 2008, *Les archives électroniques : problèmes et enjeux d'aujourd'hui dans*



## Les archives de la Faculté de droit de Toulouse

conservés à proximité des scolarités, sans tableau de gestion, cet ensemble massif, en constante croissance, était par lui-même une lourde contrainte, qui achevait d'enterrer, souvent physiquement, les pauvres témoignages archivistiques d'un passé bien révolu.

Ainsi en 2008 existent trois ensembles de fonds intéressant les archives de la Faculté de droit du XIX<sup>e</sup> siècle, le premier, de faible métrage (2ml), à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal, cela malgré l'esprit des dispositions prises au début des années 1880 ; le second, aux Archives départementales de la Haute-Garonne, produit des versements de 1973 et 1979, soit environ 35 ml ; le troisième, dans les fonds classés par la mission archives depuis 2003, soit 10 ml. Faut-il imaginer de constituer un fonds unique ? On peut y penser, mais la conjoncture ne se prête pas physiquement à la chose : à leur tour gagnées par la congestion, les Archives départementales de la Haute-Garonne préparent la construction d'un nouveau bâtiment. Quant à la mission archives UT1, elle a déjà signalé depuis 2006 *-vox clamentis in deserto-* que les espaces dévolus à l'archivage définitif étaient en voie de saturation, et qu'il fallait anticiper. Virtuellement, on le verra *infra*, une telle idée est absolument et assez aisément réalisable, en s'appuyant sur les *Inventaires en ligne*.

### Un siècle sans bénéfice d'inventaires ?

Les archives ne sont guère au XIX<sup>e</sup> siècle, on l'a compris, un élément essentiel de la politique décanale, c'est le moins que l'on puisse dire. Circonstance défavorable, les bâtiments de la Faculté ne recèlent d'abord aucun lieu spécialement dédié à la conservation, encore moins à la consultation des archives<sup>13</sup>. Le secrétariat de la Faculté en fait plus ou moins office, on l'a vu, et le secrétaire est le truchement obligatoire entre le monde de l'extérieur et les archives, peut-être pour lui la seule source d'un pouvoir que l'on imagine de faible envergure. Il faut dire que le nombre des étudiants, oscillant entre 340 à 700 entre 1850 et 1870, et restant fort modeste dans les années qui suivent, ne génère pas un volume si important de

---

*l'Université de Toulouse* (à paraître sous forme électronique sur le site de l'Université de Lausanne).

<sup>13</sup> On peut se consoler en observant la manière dont étaient au même moment, traitées les archives de la ville de Toulouse (exemple choisi à dessein, puisque une fraction des archives de la Faculté d'avant 1789 avait jusqu'en 1806 partagé les destinées des archives de la ville ; sans doute leur retour, même médiocrement assuré, a-t-il pu sauver ces dossiers). François Bordes, directeur des Archives municipales de Toulouse.

papier, qu'on ne puisse point le dominer<sup>14</sup>. Quant aux professeurs, le corps est d'une dimension que chacun espère sans rapport avec le lustre intellectuel de l'ensemble<sup>15</sup>. Les personnels non enseignants, quelques-uns, ne grossissent guère le métrage linéaire de leur présence.

L'inventaire marquant chaque prise de fonction d'un nouveau secrétaire de la Faculté, par ailleurs souvent en charge de la comptabilité, est l'occasion par excellence de relever la transmission de ces papiers, à travers un énoncé plus ou moins laconique, parfois très sec et en quelques lignes, des liasses et registres concernés. Ainsi, relevés au détour des registres de l'assemblée ou du conseil de la Faculté, les relevés en forme d'inventaire faits les 11 novembre 1830 (transmission des papiers entre Monsieur Berger, secrétaire-caissier, et Monsieur Boisgiraud, son successeur, très détaillé celui-ci), 17 mai 1861 (inventaire des pièces dressé par Marius Sadoul, secrétaire-agent-comptable par intérim, pour la prise de fonction de Martin Darrenougue, titulaire de la fonction<sup>16</sup>), 15 juin 1876 (prise de fonction de Monsieur Moussu, successeur de Martin Darrenougue)<sup>17</sup>.

En revanche, un document assez original, mais dans la logique de ceux évoqués *supra*, permet d'approcher les archives de la Faculté, telles qu'elles se présentaient à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Retrouvé dans l'un des meubles occupant le bureau du doyen, lorsque celui-ci a été définitivement vidé de son mobilier d'origine vers 1997, ce dessin à la plume met en scène le « Secrétariat de la Faculté de Droit de Toulouse »<sup>18</sup>. La dernière date portée sur le document figuratif est celle de 1895. Or 1896 est l'année de l'entrée en

---

<sup>14</sup> Monique PUZZO-LAURENT, *La Faculté de droit de Toulouse sous le Second Empire*, DEA Histoire du droit et des faits sociaux, UT1, 1973, 85 pages dactylographiées, p. 10-11 pour les volumes d'étudiants.

<sup>15</sup> Dimension très faible, une douzaine de preux enseignants à cette époque, tenus par le code serré des convenances et de l'avancement académique. Photo de groupe en buste et costume de ville, conservée pour l'année universitaire 1868-1869, Arch. UT1, reproduction dans *Toiles, gravures, fusain et sanguine. Une galerie de portraits à l'Université*, Presses de l'Université Toulouse 1 sciences sociales, 2006, p. 21.

<sup>16</sup> Ce dernier, décédé en 1891, photographié avec les professeurs de la Faculté de droit en 1868. Voir *Toiles, gravures, fusain et sanguine*, o.c., p. 21.

<sup>17</sup> Arch UT1,

<sup>18</sup> « Plan » conservé à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal (BUA), Service du livre ancien, ms309 (dessin à l'encre noire sur papier de fort grammage, 655x445). Ce document a été confié par Philippe Delvit à la BUA lors de sa découverte, et y reste depuis : il n'existait alors aucune structure, ni personnel, en charge à UT1 des archives de l'Université, en dehors bien sûr du service du livre ancien, qui ne veillait par définition que sur les fonds antérieurs à la Révolution.

fonction du nouveau secrétaire des Facultés de droit et de lettres. Le titulaire précédant Jean-Baptiste Habert a-t-il voulu faire une sorte d'état des lieux de sortie de fonction ?<sup>19</sup> Ou le nouveau titulaire un état des lieux d'entrée ?

Le mur d'un local est figuré, tapissé entièrement de toutes ses étagères et casiers à archives, sous forme de meubles imposants. Ramenés à l'échelle du meuble-bureau, lui aussi pourvu de casiers, ils doivent en effet s'élever environ à 4m de hauteur, ce que confirme une mention manuscrite apposée sur le document. La porte d'entrée, l'espace de travail du secrétaire, tout est minutieusement relevé ; trop, sans doute. S'agit-il d'une représentation réelle, ou au moins réaliste ? S'agit-il plutôt d'une vue d'artiste, rassemblement virtuel sur une même feuille de tous les éléments relatifs au sujet, sorte d'inventaire en perspective ? On peut penser que les deux optiques se retrouvent et se confondent. Plusieurs mentions attirent le regard. Des chiffres, de 7 à 14, sont apposés sous la corniche supérieure des meubles à archives dessinés, limitant des sortes de division, comme le font sur le registre inférieur les chiffres de 1 à 6. Une manière de continuité est ainsi visualisée.

Cette représentation du « Secrétariat » ne limite pas son intérêt à ces constatations. On trouve trace dans ce portrait des archives, de liasses qui ont été ajoutées sur le dessin figuré après la date de sa confection (1892), ainsi que de fonds aujourd'hui conservés à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal. L'un des casiers figurés porte la mention « Université de Cahors Documents »<sup>20</sup>. Un partage des fonds est donc intervenu à partir du stock conservé en 1895, à moins que ces « Documents » n'aient été perdus depuis. Deux des casiers mentionnent en outre « Université de Toulouse. Documents », et un troisième la même inscription, complétée par le terme « Statuts ». S'agit-il de pièces datant de l'université impériale, ou au contraire de liasses relatives à la période ante-révolutionnaire ? On ne saurait le dire avec précision, la terminologie « Université de Toulouse » retrouvant force à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme réunion de l'ensemble des Facultés de la ville.

---

<sup>19</sup> Pour le parcours et la carrière de Jean-Baptiste Habert, secrétaire honoraire des Facultés de Droit et de Lettres, lire son éloge funèbre prononcé par le doyen Maurice Hauriou le vendredi 8 mars 1912, dans Arch. UT1, 2Z2-16, *Registre des Assemblées de la Faculté de droit*, 1908-1924, p. 123. Jean-Baptiste Habert avait été admis à la retraite en 1908.

<sup>20</sup> Fonds conservés par les soins du service du livre ancien, BU de l'Arsenal. Marielle Mouranche, sa conservatrice, estime à environ 3ml l'importance des archives venues de Cahors, et à 20 ml celles de l'ancienne Université de Toulouse antérieure à la Révolution.

De la sorte, aucun inventaire précis, rédigé un tant soit peu dans les normes archivistiques du moment (et *a fortiori* celles d'aujourd'hui), n'a été retrouvé à ce jour (a-t-il d'ailleurs existé ?), si l'on met à part la liste des thèses de doctorat soutenues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais, d'un autre côté, dans sa séance du 2 août 1886, l'assemblée de la Faculté émet le vœu relatif « à une pièce destinée à être le cabinet de Monsieur le Secrétaire, pièce assez vaste pour être garnie dans son pourtour de vitrines renfermant les archives du Secrétariat », cela dans l'optique de la construction de la nouvelle Faculté des lettres, dont une partie englobera l'ancien emplacement du secrétariat de la Faculté de droit<sup>21</sup>. En définitive, en 1889, les travaux se précisent, et le programme prévu sera construit. Le secrétaire occupera bien la pièce dite, dans le bâtiment élevé le long de la rue des Puits Creusés, « la faculté estime qu'il est indispensable de loger Monsieur le secrétaire dans les bâtiments de la faculté. On ne saurait laisser sans surveillance les archives, et les différentes pièces renfermées au secrétariat. »<sup>22</sup> Fort nouveau en définitive, ce souci honore les vieux Maîtres. Il faut dire qu'à la même époque, l'un d'entre eux, Antonin Deloume, futur doyen, ne ménageait pas sa peine pour donner de l'épaisseur patrimoniale à sa Maison<sup>23</sup>. Faut-il voir sa main derrière cette action ? Pour le moment, aucune preuve tangible ne va dans ce sens. Mais cela se peut, fortement.

#### **Inventaire d'une prise de conscience.**

Ainsi va le tableau des vicissitudes subies par les archives de la Faculté de droit de Toulouse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et malheureusement principalement pendant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle. Il est possible de dresser un état des lieux des archives, qui ont pu être sauvées des aléas historiques, et de leur répartition au sein des trois principales structures patrimoniales qui se sont vues confier leur conservation partagée. Une sauvegarde qui tour à tour s'est réalisée en vertu de considérations logistiques, tels que les déménagements successifs, d'arbitrages réglementaires, ou de décisions politiques volontaristes, à l'instar de la constitution de la mission archives de l'Université Toulouse 1.

Il existe aujourd'hui trois ensembles de fonds intéressant les archives de la Faculté de droit du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon la chronologie qui a prévalu à leur

---

<sup>21</sup> Arch. UT1, 2Z2-9, *Registre des procès-verbaux de délibération de la Faculté*, séance du 2 août 1886, p. 350.

<sup>22</sup> Arch UT1, 2Z2-9, *id.* Les mots marqués en gras par nous.

<sup>23</sup> Ce professeur est à l'origine de la constitution de la galerie de portraits de la Faculté. Sa rapide biographie dans *Toiles, gravures, ... o.c.*

constitution, c'est la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal, et plus précisément le service du livre ancien, qui a hérité des documents d'archives les plus anciens<sup>24</sup>. D'un faible métrage (2ml), cette fraction du fonds de la Faculté de droit est composée de pièces éparses, mais qui révèlent un pan de l'administration et de la scolarité sur les quatre décennies qui suivirent la constitution de la Faculté, de 1808 à 1847. Le catalogue des manuscrits des bibliothèques des Universités de Toulouse<sup>25</sup> fait état de la présence des articles suivants au sein du fonds du Service du livre ancien : 1 registre de délibération des membres de la Faculté de droit de Toulouse (1809-1830), 3 registres de comptabilité (1808-1834), 1 registre de copies de lettres (1843-1847), 1 registre des « diplômes délivrés » (1825-1843), des bribes de dossiers ou de situations étudiantes.

Un inventaire qui n'est pas sans rappeler celui dressé par Antonin Deloume, dans son *Histoire sommaire de la Faculté de droit de Toulouse à l'occasion du centenaire de la réorganisation de 1805*, où il se réfère<sup>26</sup> à trois registres conservés au secrétariat de la Faculté datant des débuts de la faculté impériale, dont deux, l'un de délibération de la Faculté, l'autre de comptabilité<sup>27</sup>, correspondent visiblement à ceux aujourd'hui déposés à la Bibliothèque. On peut d'ailleurs gager, à travers ce type de publications liées à des célébrations ou commémorations<sup>28</sup>, d'un effort de sauvegarde et de patrimonialisation accrues de ces témoignages administratifs.

L'essentiel du fonds a toutefois longtemps été maintenu -mais dans quelle disposition ?- au sein des locaux de la Faculté, jusqu'à la période

---

<sup>24</sup> Dans l'esprit des dispositions prises au début des années 1880.

<sup>25</sup> Intégré au catalogue national Calames (Catalogue en ligne des manuscrits et des archives de l'enseignement supérieur) proposé par l'ABES, et disponible directement via cette adresse : <http://www.calames.abes.fr/pub/#details?id=FileId-156>

<sup>26</sup> *Histoire sommaire de la Faculté*, Bulletin de l'Université de Toulouse, mémoires originaux des Facultés de droit et des lettres. Série B. N 4, avant-titre : « Faculté de droit de Toulouse : fondée en 1229 : centenaire de la réorganisation de 1805 », Toulouse, Imprimerie et Librairie E. Privat, 1905 : p. 169.

<sup>27</sup> Le troisième registre, du conseil de discipline et d'enseignement, est vraisemblablement conservé aux Archives départementales de Haute-Garonne : bordereau de versement 3160W, article 213, « Discipline et enseignement », 1808-1824.

<sup>28</sup> Antonin Deloume rappelle d'ailleurs que son travail s'inscrit dans une célébration « encouragée par la Faculté et le conseil de l'Université » ; tandis que son *Aperçu sur la Faculté de droit de l'Université de Toulouse, de l'an 1228 à 1900* avait pour destinée de figurer à la section de l'enseignement supérieur de l'Exposition universelle de 1900.

transitoire qui accompagne sa transformation en l'Université telle qu'on la connaît aujourd'hui. Transformation de l'institution qui n'est pas d'ailleurs sans appeler à de nouvelles dispositions en matière d'archives, afin d'éviter notamment des scènes de nettoyage par le vide d'archives dites « anciennes »<sup>29</sup>. Ainsi, en mars 1973 puis septembre 1979, est versé aux Archives départementales de la Haute-Garonne, un ensemble conséquent d'archives de la Faculté de droit, de l'An XIII à 1968. Sur les quelques 35 ml, ou 496 articles déposés, l'entier XIX<sup>e</sup> siècle représente une bonne vingtaine de mètres linéaires, soit un peu plus de 350 articles<sup>30</sup>.

En dehors des registres régaliens de délibérations du conseil et de l'assemblée de la Faculté et autres empreintes solennelles de la vie de la Faculté -qui ont été dévolus à la mission archives-, la quasi intégralité des archives « vitales » est recensée dans les bordereaux accompagnant ces deux versements<sup>31</sup>. Des documents relatifs aux activités proprement

---

<sup>29</sup> La circulaire n° 70-215 du 28 avril 1970 du ministère de l'Éducation nationale, relative au versement de tous les documents des Universités antérieurs à 1940, pointe l'urgence d'une bonne passation et prise en charge des archives par les autorités archivistiques territorialement compétentes, à savoir les services des Archives départementales, le « versement [devant] être effectué dans les plus brefs délais –et au plus tard dans le mois qui suivra la formation des nouvelles universités ». Mais ces exigences en terme de rapidité et de quantité à verser ont laissé toute latitude aux établissements, quant au pré-classement de leurs archives, « les documents [pouvant] être versés dans l'état où ils se trouvent », et quant à la décision de garder par devers eux « quelques documents qui présenteraient [...] un intérêt exceptionnel ou qui auraient le caractère de « pièces de musée », ou de trier dans les documents de la période 1940-1968... » A Toulouse, l'Université des sciences sociales a tardé à répondre favorablement aux attentes réglementaires transmises par le directeur des Archives départementales (comme le souligne une lettre de rappel à l'attention du recteur de l'Académie de Toulouse, datée du 14 novembre 1972). Il faut souligner alors l'intervention positive de Germain Sicard, professeur en histoire des institutions et des faits économiques et sociaux. Ce dernier, en possession de ce qui semblait être un ancien répertoire des archives de la Faculté de droit, a contribué à une prise de décision et appuyé notamment pour le maintien sur place des archives régaliennes du XIX<sup>e</sup> siècle (lettre adressée au secrétaire général de l'Université, s.d.).

<sup>30</sup> Ce calcul intègre les articles dont la date de début correspond au long XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire jusqu'en 1914, mais qui peuvent concerner la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>31</sup> Les listes d'articles dont disposent les Archives départementales sont en cours de remaniement, car souvent très approximatives tant au niveau du contenu de la liasse ou du registre qu'au niveau des dates indiquées... qui plus est, la répartition des dossiers ou registres de même nature est discontinue ou dissociée entre les deux versements. Le répertoire méthodique finalisé devrait pouvoir apporter des réponses

administratives de la Faculté avaient été préservés puisqu'on dénombre 15 articles de correspondances diverses (1858-1912), 65 articles en référence à de la comptabilité (1806-1914), et 9 articles de dossiers de personnel présents avant 1930 ou d'états de service du personnel enseignant. Surtout, les ressources liées à la gestion des étudiants et des enseignements sont prolifiques, approximativement 237 articles au total. On peut en dégager quelques thématiques récurrentes : les inscriptions et immatriculations en capacité, licence et doctorat, les inscriptions supplémentaires, exceptionnelles, rétroactives ou les dispenses de baccalauréat, le suivi des examens et actes publics soutenus (organisation, sujets, composition du jury et procès-verbaux), l'enregistrement des diplômes et des certificats, ou les listes de diplômés, le suivi des concours de fin d'année (organisation, sujets, brevets des lauréats), et les cahiers de thèses de doctorat.

Il est tout aussi possible de retracer le parcours d'un étudiant, enregistré de son inscription dans la faculté à l'obtention de son diplôme que d'exposer l'organisation des examens ou des actes publics soutenus ou d'analyser la structure des enseignements et le discours académique en vigueur<sup>32</sup>. A noter, qu'à compter de la III<sup>e</sup> République, des statistiques étaient produites sur les contingents d'étudiants (1878-1913), qui ont fourni matière, au même titre que les registres d'inscription ou de diplômés, à des micro-études ciblées sur les performances ou le rayonnement de la Faculté de droit<sup>33</sup>.

Le troisième ensemble se trouve dans les fonds classés par la mission archives de l'Université, et représente environ 10 ml sur les 600 ml d'archives contemporaines estimés à ce jour comme étant à conservation longue ou définitive. A partir de l'état des fonds<sup>34</sup>, il est possible de visualiser les inventaires ayant trait à la période qui nous concerne. Sachant que les modalités de classement établies dissocient d'une part les archives antérieures à la création de l'Université des sciences sociales de celles qui lui sont contemporaines (césure 1971-1973), et d'autre part les archives d'un format et d'un conditionnement particuliers, les recherches seront à mener

---

à des documents ou tranches chronologiques qui jusqu'ici semblent « oubliées » ou signalées manquantes.

<sup>32</sup> Une partie pédagogique répartie entre 12 articles désignés succinctement comme relevant de « discipline et enseignement » (1808-1881), et des rapports de la Faculté, allant de 1854 à 1874.

<sup>33</sup> Voir notamment les annexes de l'étude d'Antonin Deloume, *Histoire sommaire de la Faculté*.

<sup>34</sup> Disponible via l'adresse suivante : [http://www.univ-tlse1.fr/63962816/0/fiche\\_\\_\\_pagelibre/](http://www.univ-tlse1.fr/63962816/0/fiche___pagelibre/)

principalement sur le « fonds patrimonial » (an 13-1971) et sur le « fonds hors format » (qui regroupe les registres, les fichiers et les diplômes).

Au sein du fonds patrimonial et de son cadre de classement<sup>35</sup>, quatre séries contiennent des documents du XIX<sup>e</sup> siècle. Vestiges soustraits à leur destination initiale (Archives départementales), par le besoin, l'attachement... ou l'oubli de leurs détenteurs<sup>36</sup>, ils ne représentent qu'une part infime des archives d'avant 1971.

La série 1P, celle des instances -cabinet du doyen et secrétariat général-, compte quelques articles relatifs aux rapports annuels et compte-rendus du conseil des Facultés, ou aux rentrées solennelles et aux concours. La série 2P -service du personnel- consigne les dossiers de personnel enseignant ainsi que les affaires relatives à la création de chaires, de cours ou à la nomination des professeurs. Tandis que les minutes des traitements du personnel de la bibliothèque ont été versées à la création de la mission archives et déposées dans la série 5P. Concernant la scolarité et la vie universitaire, la sous-série 3P1 complète modestement les sources provenant du cabinet du doyen, sur l'organisation des cérémonies officielles, telles que les rentrées solennelles ou les concours, et sur la soutenance des thèses de doctorat.

Mais l'essentiel est sans doute à chercher du côté du fonds des documents hors format, intitulé peu engageant s'il en est, formulé en vertu de critères de conservation étroitement logistiques et matériels, et qui embrasse pourtant des archives d'une grande valeur pour l'histoire de la Faculté d'alors. Pour tenter une réconciliation, disons que le format particulier de ces archives (fiches, feuilles ou registres A3) n'est pas étranger à l'autorité ou à l'efficacité avérée ou symbolique de l'information qui y est contenue, et à sa pérennité. Efficacité symbolique évidente pour la série 1Z, série d'un reliquat de diplômes datant de 1811 à 1942<sup>37</sup>, efficacité avérée des

---

<sup>35</sup> Le cadre de classement est un plan directeur préétabli qui fixe la répartition des ensembles d'archives entre des grandes divisions et subdivisions méthodiques appelées séries et sous-séries, et déterminées en fonction du thème, du producteur, de l'époque concernée et du type de documents.

<sup>36</sup> Voir pages suivantes, quelques illustrations des « accidents de parcours » des archives de la Faculté.

<sup>37</sup> Ce reliquat de diplômes, conservés dans des boîtes d'époque, et sommeillant dans le local archives des anciennes Facultés -au même titre que d'autres archives contemporaines des décennies 1960-1980, contenant des documents administratifs et comptables- a pu intégrer les fonds de la mission archives en 2003. Un échantillon de ces diplômes a fait l'objet d'un relevé précis, tant sur les mentions individuelles et universitaires qui y étaient apposées, que sur les particularités du support, par M<sup>elle</sup> Serlouten, étudiante stagiaire en juillet 2008.



## Les archives de la Faculté de droit de Toulouse

informations de la série 5Z, dite des fichiers, ou plus précisément des mobiliers métalliques à tiroirs ou casiers en bois, où sont classées les fiches de scolarité des étudiants<sup>38</sup>. Et autorité des registres patrimoniaux de la sous-série 2Z2 : 18 au total témoignent, dans une continuité rigoureuse, de l'administration et des réformes importantes passées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Y sont rapportées les délibérations de la Faculté (1806-1924), le suivi de carrière du personnel enseignant (an 13-1931), des informations relatives à la comptabilité et à l'administration de la Faculté, ou à l'application de décisions ministérielles.

En dehors de ces ensembles répertoriés, il y a lieu tout de même de préciser que certaines ressources documentaires, non proprement archives, utiles notamment pour une historiographie des discours, des pratiques et des questionnements disciplinaires d'alors, sont actuellement conservées dans d'autres entités de l'Université.

On peut ainsi mentionner les cours des professeurs du XIX<sup>e</sup> siècle conservés au cabinet du président<sup>39</sup>, ainsi que les thèses pour la licence, près de 1 100 au total, soutenues entre 1860 et 1880, et conservées par le service des thèses de la Bibliothèque de l'Arsenal<sup>40</sup>. Ces fascicules d'une cinquantaine de pages constituaient l'acte public général que chaque étudiant devait soutenir sur tous les objets de ses études, en supplément des examens, pour obtenir le titre de licencié<sup>41</sup>. Ils étaient invariablement constitués d'une composition en latin sur une question de droit romain, puis de trois autres compositions en français sur des matières étudiées lors des trois années de licence (droit criminel, procédure civile, code civil, droit administratif, droit commercial), parfois accompagnées de questions posés au candidats ou de demandes de position.

---

<sup>38</sup> Les fiches les plus anciennes concernent des étudiants nés à la fin du Second Empire, dont celle de Jean Jaurès.

<sup>39</sup> Mais répertoriés dans la série « Annales de cours (1853-1899) », disponible en ligne à cette adresse : [http://www.univ-tlse1.fr/1133616024235/0/fiche\\_\\_\\_document/&RH=Archives](http://www.univ-tlse1.fr/1133616024235/0/fiche___document/&RH=Archives)

<sup>40</sup> Ces thèses n'ont pu faire l'objet jusqu'à aujourd'hui d'un catalogage qui serait nécessairement méthodique et exhaustif sur l'ensemble des sujets de droit traités, mais qui pourrait faire l'objet d'un travail commun entre bibliothécaire et étudiants-chercheurs. Elles ne sont donc pas référencées dans le catalogue Archipel, mais listées dans un registre papier, disponible à la consultation au service des thèses de la BU.

<sup>41</sup> Loi relative aux écoles de droit, 22 ventôse an 12 (13 mars 1804).

En dépit d'un développement qui aurait pu s'intituler « La destinée complexe des archives de la Faculté de droit et de l'Université des sciences sociales », que l'on se rassure, les séries d'archives figées à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans un croquis du secrétariat<sup>42</sup>, sont encore là, dans une large mesure, et leur conservation assurée, même éclatée en différents lieux et envisagée selon des impératifs et des perspectives d'exploitation divers. Et il est réjouissant de constater que cette unité, bien dissimulée, du fonds d'archives de la Faculté de droit du XIX<sup>e</sup> siècle se révèle aujourd'hui par le formidable fil d'Ariane qui a pu se constituer via les inventaires en ligne de chacun des acteurs patrimoniaux. Il ouvre d'ores et déjà l'accès de cette histoire au « public chercheur ».

Activités	Nature des archives	Structures de conservation <sup>1</sup>	Périodes <sup>2</sup>
<b>Administration</b>	Délibérations relatives à l'administration et à la comptabilité	MA	1805-1827
	Délibérations de la Faculté (Conseil et Assemblée)	MA SCD	1806-1809, 1830- 1809-1830
	Comptabilité	ADHG SCD MA	1806-1914 1808-1834 1876-
	Dossiers du personnel	ADHG MA	Avant 1930 1900-
	Registre du personnel	MA	An 13-
	Etats de service du personnel	ADHG	1800-
	Correspondance	SCD ADHG	1843-1847 1860-1912
<b>Vie académique</b>			
	« Discipline et enseignement »	ADHG	1808-1881
	Rapports annuels de la Faculté	ADHG MA BU	1856-1874 1875-1895 1895-
	Cérémonies officielles (rentrées solennelles, concours)	MA	1809, 1860-1890
<b>Scolarité</b>			
	Inscriptions, immatriculation	ADHG MA	An 13-1914 1853-1875
	Examens (sujets, organisation, pv)	ADHG	1800-1914
	Eléments de dossiers étudiants	SCD MA	Fin XVIII <sup>e</sup> - XIX <sup>e</sup> [1870]-
	Enregistrement des diplômes	ADHG SCD MA	An 13-[1907] 1825-1843 1888-
	Concours général, de fin d'année	ADHG	1809-1902
	Cahiers de thèse, registre doctorants	ADHG MA	1831-1909 (XIX <sup>e</sup> , s.d.)

<sup>42</sup> Voir la reproduction.

Ci-joint, un descriptif laconique des principales thématiques ou activités universitaires, conservées par écrit, et redistribuées dans les différentes structures de conservation. Ici ce n'est pas tant le volume d'archives qui est considéré, que les césures chronologiques qui se sont opérées dans cette redistribution, et qui sont plus ou moins évidentes à percevoir et à comprendre.

Nous l'avons dit, la chronologie des versements (d'abord au service du livre ancien, puis aux Archives départementales de la Haute-Garonne et enfin à la mission archives UT1) couplée aux exigences administratives (de ne pas se séparer des pièces les plus récentes utiles aux droits et devoirs, ou des pièces considérées comme de fortes empreintes patrimoniales<sup>43</sup>) expliquent en grande part cette redistribution... et permet de mettre en lumière, ce qui pourrait de prime abord, passer pour de grossières incohérences<sup>44</sup>.

Deux exemples pour illustrer ce propos : le registre des délibérations de la faculté (1809-1830) conservé au SCD, qui fait défaut à l'unité de la sous-série 2Z2 5, 6, 7..., témoigne de la chronologie exacte des versements des registres régaliens. D'autre part, la répartition des registres d'enregistrement des diplômes du long XIX<sup>e</sup> siècle souligne les besoins de l'administration sur ses archives : les plus anciens ont été versés aux Archives départementales de la Haute-Garonne, tandis que deux registres<sup>45</sup>, partant de la fin XIX<sup>e</sup> ou du début XX<sup>e</sup> siècle et courant pour l'un jusqu'en 1966, ont été conservés sur place pour la délivrance des diplômes, avant leur intégration au sein des fonds de la mission archives UT1.

Quelques oublis ont également affecté la continuité des fonds. L'exemple sans doute le plus flagrant concerne le seul registre d'inscription<sup>46</sup> conservé pour cette époque par la mission archives, alors que l'intégralité des registres ou feuillets d'inscription sont actuellement aux Archives départementales. Un constat analogue peut être fait pour les cahiers de thèses ou listes de doctorants, bien que dans ce cas, il ne doit pas s'agir de registres mais plutôt de dossiers « volants ».

A noter que la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal détient les rapports annuels de la Faculté pour la période la plus contemporaine (1895-1963)<sup>47</sup>, dans la mesure où ces rapports ou compte-rendus ont été reliés dans des volumes, conjointement aux rapports des autres Facultés toulousaines et de l'Observatoire, et dès lors considérés comme collection d'imprimés.

<sup>43</sup> Notamment les registres régaliens, voir le contexte des versements des années 1970.

<sup>44</sup> Grisés dans le tableau

<sup>45</sup> Inventoriés dans la sous-série 2Z3, articles 1 et 2.

<sup>46</sup> Inventorié dans la sous-série 2Z2, article 29.

<sup>47</sup> Cote 90227



**DEUXIEME PARTIE :**  
**L'EXEMPLE TOULOUSAIN**



## L'ARCHITECTURE DE LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX<sup>E</sup> SIECLE

par Sonia Moussay,  
historienne de l'art

### L'Université : une notion médiévale

L'Université de Toulouse, deuxième par sa fondation (1229), après Paris, est aujourd'hui le deuxième grand centre universitaire français. Créée au Moyen Age, l'*universitas* est une corporation de maîtres et d'élèves, comprenant les facultés et les collèges universitaires de la ville où elles sont implantées. Placée sous la responsabilité papale, cette institution à but spirituel, dispose de l'autonomie administrative, pédagogique et financière.

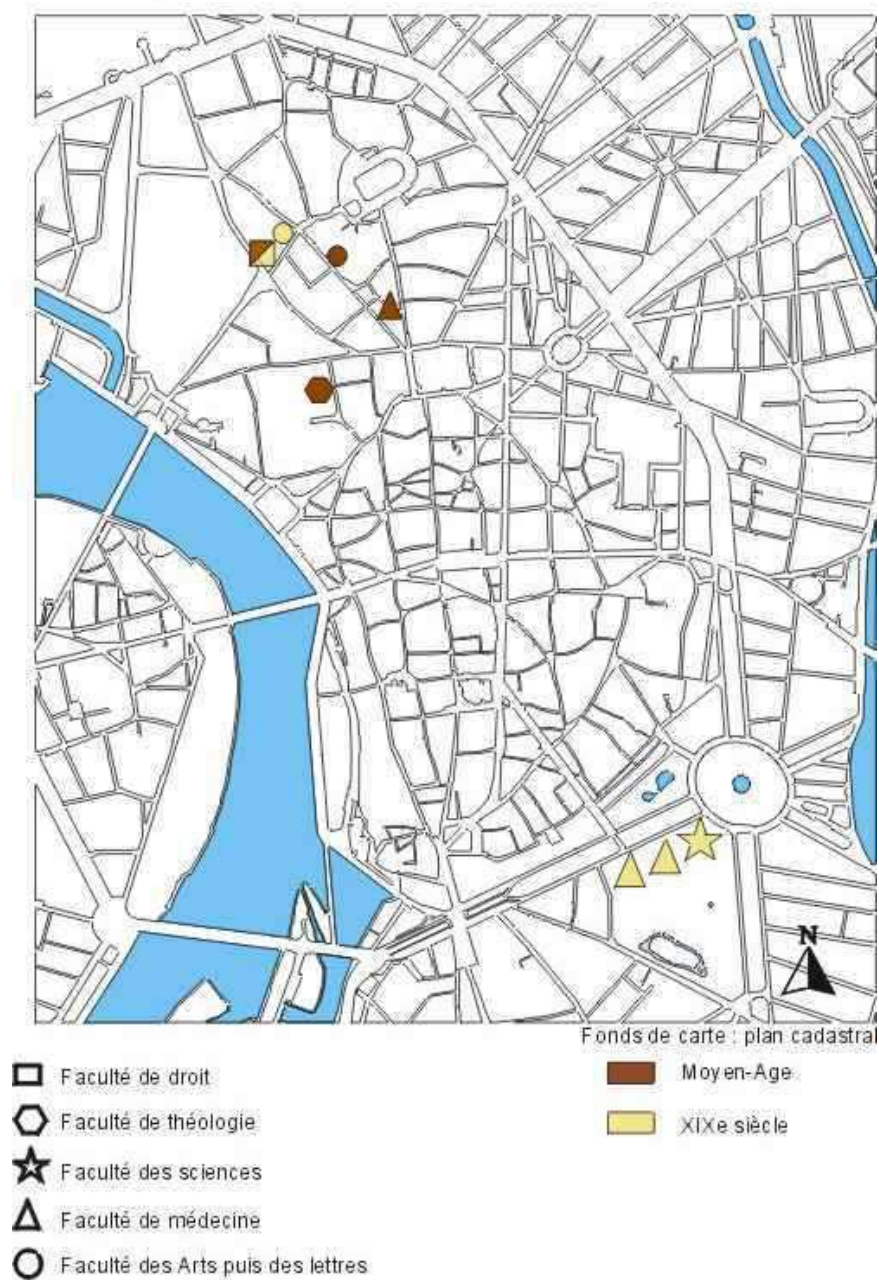
L'Université médiévale n'a pas de bâtiment particulier jusqu'en 1520. Les assemblées s'entretiennent dans les couvents de la ville et les examens se déroulent dans l'église du Taur. Les maîtres louent des salles à leurs frais. Quelques-unes de ces classes sont connues. Pour la Faculté de droit, elles étaient en grande partie regroupées dans la rue des Lois<sup>1</sup>. La notion d'édifice d'enseignement supérieur apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle. Cependant le « logement universitaire » existe déjà sous la forme des collèges universitaires. La prise en charge des étudiants par des particuliers dès les débuts de l'Université semble liée au patronage ecclésiastique de cette institution. De même l'architecture révèle l'aspect religieux et communautaire de l'Université médiévale.

La ville est chargée de construire et d'entretenir les bâtiments universitaires. Facultés et collèges sont rassemblés dans le bourg, véritable quartier latin toulousain. L'Université de Toulouse prospère au Moyen Age grâce à l'enseignement du droit romain mais aussi de la chirurgie.

---

<sup>1</sup> H. GILLES, *Université de Toulouse et enseignement du droit – XIII<sup>e</sup> – XVI<sup>e</sup> siècles*, p. 343.

Implantation des facultés au Moyen-Age et au XIXe siècle

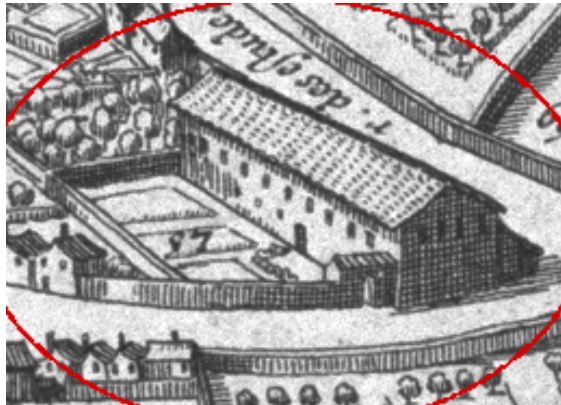


© Région Midi-Pyrénées - Inventaire général,  
ADAGP, 2002, ville de Toulouse.



## Toulouse : architecture de la Faculté de droit

Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Université demande des locaux aux Capitouls puis sollicite le Parlement qui formule un arrêt en 1515<sup>2</sup>. Celui-ci impose à la ville l'édification de six auditoires, appelés *Etudes* ou *Université*, destinés à la prestigieuse Faculté de droit. Construite dans la rue de l'Université, actuellement rue Albert-Lautmann, cette Faculté ne changera pas d'emplacement. Achevé en 1522, le bâtiment n'est composé que de trois salles<sup>3</sup>. Le plan, dressé par Tavernier en 1631, représente un long bâtiment, accompagné d'une grande cour ou jardin et d'un appentis donnant sur la rue.



La Faculté de droit, plan Tavernier<sup>4</sup>.

© Mairie de Toulouse, Archives municipales

Sur ce plan, il semble que l'édifice possède un étage, pourtant, l'étage date de 1707<sup>5</sup>, de plus, la description ci-dessous n'en fait pas mention. Il s'agit plus probablement d'un bâtiment dont les salles hautes sont, sur le plan Tavernier, surdimensionnées.

Des indications plus précises se trouvent dans la description que les commissaires font de ce bâtiment en 1668 et retranscrites par Jourdain :  
« ...c'est un très grand corps de maison, solidement basti, divisé en trois salles excessivement grandes, qui peuvent contenir au moins huit cents

<sup>2</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, B16, f°319v° dans GADAVE, *Les documents sur l'histoire de l'université de Toulouse et spécialement de sa faculté de droit : 1229-1789*.

<sup>3</sup> H. GILLES, *op. cit.*, p. 360-363.

<sup>4</sup> Arch. mun. de Toulouse, ii 671.

<sup>5</sup> H. GILLES, *op. cit.*, p. 366.

personnes, dont l'une est pour le droit canon, une autre pour le droit civil, et la troisieme pour la lecture des licenciés. Mais tout est si mal entretenu par les Capitouls, que les deux dernières ne sont plus fréquentées. Il y a une entrée à chaque bout du corps de logis, et tout au long une galerie en apenty, sans autres bastiments. Il y a aussi une cour très espacieuse, fermée de murs de terre, tous brisés.<sup>6</sup> »

Le bâtiment ne subit aucune transformation majeure jusqu'en 1707<sup>7</sup>. A cette date, les Capitouls décident de pratiquer une nouvelle entrée au milieu du bâtiment et d'y ajouter quelques commodités pour les professeurs. En fait, une délibération de 1706 nous apprend qu'un arrêt du Parlement obligeait la municipalité à réparer une classe pour servir à la Faculté des arts<sup>8</sup>. Cette nouvelle disposition est connue grâce au plan dressé par Saget en 1750 et par le croquis de M. Gilles.

La classe du milieu est alors divisée en deux salles plus petites et un couloir d'entrée scinde le bâtiment en son milieu. Ces nouvelles pièces correspondent à de nouveaux besoins. L'apparition d'un logement pour le concierge et d'une salle des professeurs à l'étage transforme l'édifice en un bâtiment spécifique.

Vers 1763, de nouveaux travaux sont effectués pour la construction de latrines et d'un puits<sup>9</sup>. Cependant, en 1785, la Faculté demande la reconstruction totale du bâtiment qui menace de s'écrouler. La municipalité rejette cette requête comme n'incombant pas à la ville seule et décide de n'effectuer que les réparations les plus urgentes. Cela ne satisfait pas la Faculté qui charge M. Delort de se plaindre à Paris que les capitouls refusent la reconstruction des écoles<sup>10</sup>.

A travers ce premier bâtiment, on note qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, de simples auditoires s'agrémentent d'un certain confort, et cela, malgré le manque d'investissement des capitouls.

---

<sup>6</sup> C. JOURDAIN, *L'université de Toulouse au XVII<sup>e</sup> siècle. Documents inédits*, Paris : Auguste Durand, 1862, p. 20.

<sup>7</sup> Arch. mun. de Toulouse, DD 288, mémoire pour la Faculté de droit de l'Université de Toulouse présenté à MM. les Capitouls en 1779.

<sup>8</sup> Arch. mun. de Toulouse, *ibid.* : recueil des délibérations, 8 juin 1706.

<sup>9</sup> Arch. mun. de Toulouse, *ibid.* : devis du 6 avril 1761 approuvé par la délibération municipale du 10 avril 1763.

<sup>10</sup> Arch. mun. de Toulouse, *ibid.* : délibération de la Faculté de droit, le 3 février 1785 ; GADAVE, doc. n°1356 : délibération de la ville, le 19 avril 1785 (conservé aux A.M.T., BB 61, f° 22 à 24) et doc n° 1357 : délibération de la Faculté de droit, le 16 septembre 1786 (conservé à la B.U.T., ms 6, f° 131).

### **L'implantation des Facultés de Toulouse au début du XIX<sup>e</sup> siècle**

Durant la Renaissance, l'affermissement du pouvoir royal conduit à l'émergence d'un nouveau but : la formation professionnelle. Cette évolution conduit à un déclin de l'institution jusqu'à la Révolution française. Rompant avec cet esprit universaliste, la période révolutionnaire voit l'affirmation du rôle de l'Etat dans « l'éducation nationale ». L'Université est supprimée et recrée par Napoléon Bonaparte sous une forme différente : l'Université impériale. Elle représente un monopole de tout l'enseignement et régleme nte un système où toutes les Facultés de France et établissements d'enseignement secondaire admettent les mêmes règles. Les Facultés ne sont donc que des entités sans cohérence entre elles, ni lien avec la ville qui les accueillent. L'Université, en tant que corporation de maîtres et d'élèves, ne sera recrée e qu'en 1968.

En 1802, Napoléon rétablit l'enseignement supérieur sous la forme d'écoles spéciales. A Toulouse, la première école créée est celle de droit le 21 septembre 1804. Immédiatement, la ville cherche un local pour installer l'école. Le désir de réutiliser les anciennes « Etudes », transformées en magasin à fourrage, se heurte à l'opposition du directeur du génie<sup>11</sup>. D'abord installée au lycée, alors en cours de restauration (aujourd'hui lycée Pierre de Fermat), l'Ecole de droit récupère les anciennes études par un décret de 1806<sup>12</sup>.

Dès la création de l'Université de France en 1808, Toulouse devient un chef-lieu d'académie et retrouve le titre de Faculté pour son Ecole de droit ; les Facultés des sciences et des lettres sont des créations de l'Empire introduites dans les années 1810, mais l'Ecole de médecine ne retrouvera son titre de Faculté qu'en 1878. Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les municipalités demandent la création d'une Université complète et autonome. L'Etat leur promet la création de quelques grands centres universitaires à condition que des bâtiments convenables accueillent les Facultés.

La Faculté de droit et l'Ecole de médecine bénéficiaient, sous l'Ancien Régime, de bâtiments particuliers qu'elles vont réintégrer au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Ecole de médecine, trop à l'étroit, est vite déplacée dans l'ancien couvent des Carmes déchaussés, dans le faubourg Saint-Michel. Les Facultés des lettres et des sciences se partagent plusieurs salles du lycée jusqu'en 1853, date d'installation de la Faculté des lettres dans l'ancien hôtel du

---

<sup>11</sup> Arch. mun. de Toulouse, 4 M 6.

<sup>12</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 164.

Sénéchal. Cette situation non favorable au bon fonctionnement de ces établissements se poursuit jusqu'aux réformes des années 1870-1890.

### *La situation de la Faculté de droit de Toulouse au début du XIX<sup>e</sup> siècle*

Possédant un passé prospère, la Faculté de droit retrouve très vite un prestige que la période d'oubli révolutionnaire n'a pas réussi à lui enlever. En plus d'offrir des débouchés attirant un nombre important d'étudiants, sa position dominante dans le Sud de la France et son riche passé lui permettent d'être considérée comme la rivale de Paris. L'Ecole bénéficie ainsi de moyens importants.

Par décret de 1804, cinq chaires sont instituées en faveur de l'Ecole de droit. L'enseignement est composé de trois chaires de droit civil, d'une chaire de droit romain et d'une chaire de procédure et législation criminelle.

### *Les transformations architecturales de la Faculté de droit*

Le document ci-après montre l'état de la Faculté au début du siècle, après les premières modifications de l'architecte Jacques-Pascal Virebent datées de 1807. Cependant, toutes les modifications apparaissant sur le plan de 1809 n'ont pas été réalisées. L'aménagement de l'aile gauche ne sera effectué qu'en 1840.

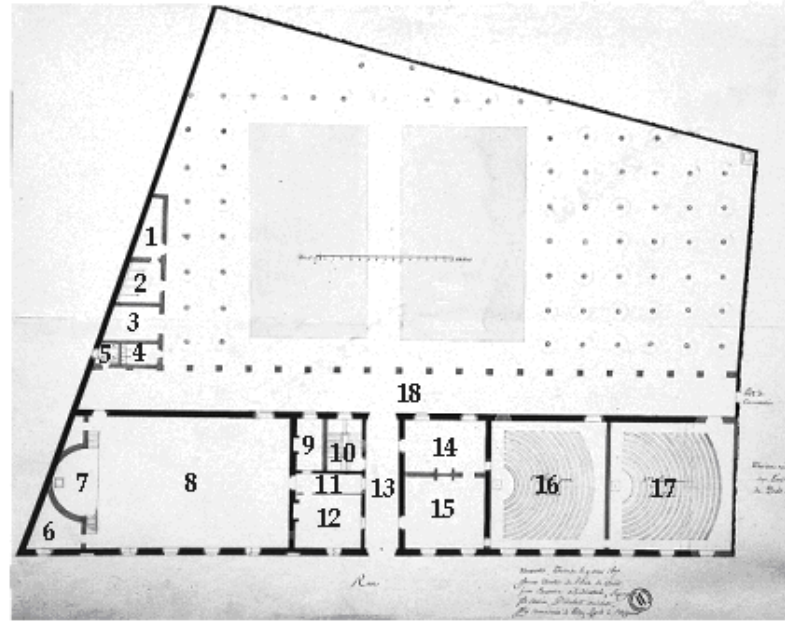
En revanche, les grandes salles de classes de l'aile droite sont divisées afin d'avoir des pièces plus petites et ainsi permettre de diversifier les fonctions. Une salle est ainsi consacrée au vestiaire (14) ce qui permet aux professeurs de se revêtir de leur robe de fonction dans une pièce réservée. Une salle des assemblées (15) remplace l'ancienne salle de professeurs en englobant d'une façon plus large toutes les réunions possibles de la Faculté. En plus de ces nouvelles fonctions apparaissent avec les administrateurs nouvellement nommés, des logements pour l'appariteur et le secrétaire (12 et le 5 : au premier étage).

L'apparition des dépendances manifeste d'ailleurs cet accroissement du nombre de personnes habitant la Faculté. L'ancienne classe de droit canon est divisée en deux grandes salles (16 et 17). Le sol de ces salles montant de fonds est prévu en pente pour permettre aux étudiants de mieux voir et entendre le professeur<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> H. GILLES, *op. cit.*, p. 382.

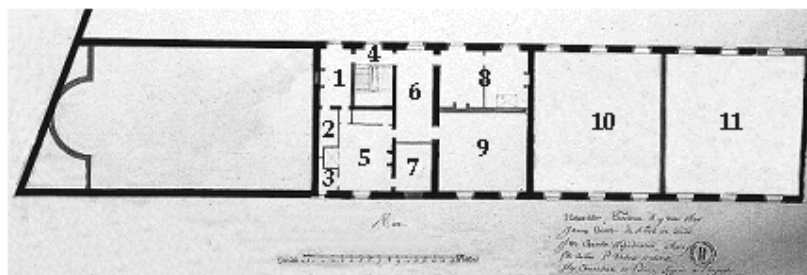
# Toulouse : architecture de la Faculté de droit



## Légende :

- 1 : cour à fumier ; 2 : écurie
- 3 : remise ; 4 : latrines
- 5 : latrines des professeurs
- 6 : décharge ; 7 : tribune
- 8 : salle pour les exercices publics
- 9 : cuisine ; 10 : escalier
- 11 : passage
- 12 : logement du concierge
- 13 : passage d'entrée
- 14 : vestiaire
- 15 : salle des assemblées
- 16 : salle pour les cours
- 17 : salle pour les cours
- 18 : péristyle ou galerie couverte

Plan du rez-de-chaussée



Légende :	
1 :	cuisine ; 2 : décharge
3 :	cabinet ; 4 : escalier
5 :	logement de l'appariteur
6 :	vestibule ; 7 : décharge
8 :	logement du garçon de salle
9 :	bibliothèque
10 :	classe pour les cours - montant de fonds
11 :	classe pour les cours - montant de fonds

Plan du premier étage

Faculté de droit, plans de mai 1809, par l'architecte Virebent  
© Archives départementales de la Haute-Garonne, PG 284

Notons également dans la distribution intérieure l'importance des passages permettant une bonne communication entre les différentes salles. D'ailleurs, le nouvel escalier (10) est plus monumental. Des agrandissements notamment au premier étage complètent cet aménagement. Un nouvel espace, destiné à la bibliothèque (9), est là encore une innovation. En effet, jusqu'à la construction d'une bibliothèque pour l'Ecole de médecine en 1774, aucune Faculté n'en possède, les étudiants ont alors à leur disposition les bibliothèques des religieux. L'achat d'une maison voisine permet d'y installer le secrétariat au rez-de-chaussée et au premier étage le logement du secrétaire<sup>14</sup>.

Face au bouleversement administratif, l'architecture de la Faculté de droit prend en considération les besoins de la nouvelle institution ainsi qu'un certain confort pour les personnels administratifs.

<sup>14</sup> H. GILLES, *op. cit.*, p. 388.

## Toulouse : architecture de la Faculté de droit

Lorsque l'Ecole de droit entre en possession du bâtiment le 2 novembre 1807, les salles sont considérées comme « ingrates », inappropriées à l'enseignement magistral, nécessitant une acoustique adaptée<sup>15</sup>. Les professeurs sollicitent la transformation des salles en amphithéâtres pour une meilleure acoustique mais aussi pour empêcher les étudiants d'attenter à la discipline intérieure. Les deux salles de classe (16 et 17) deviennent en 1825 et 1842 des amphithéâtres, aujourd'hui dénommés « Boyer » et « Couzinet ». L'aile droite est donc entièrement transformée.

### *Les problèmes de financement*

Durant l'Ancien Régime, la commune entretenait les bâtiments des Facultés dont elle était propriétaire. La nationalisation des biens au cours de la période révolutionnaire et leur utilisation en tant que bâtiment national modifie le rôle de la ville. Chargée par le préfet de trouver des bâtiments pour loger l'Ecole de droit dès 1804, la municipalité estime la capacité des bâtiments nationaux à contenir une Ecole, surtout en terme de surface disponible. La question de la dépense est primordiale, les travaux d'appropriation doivent être le plus avantageux possible<sup>16</sup>. Le préfet semble être le seul à guider et à surveiller les démarches de la ville. Selon le décret du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire an XII, les articles 56, 57 et 58 établissent qu'une partie des frais d'inscriptions sera affectée à l'entretien des bâtiments de l'école et à l'acquisition des objets nécessaires aux études<sup>17</sup>. Ainsi la dépense n'incombe pas à la ville mais à l'Ecole de droit.

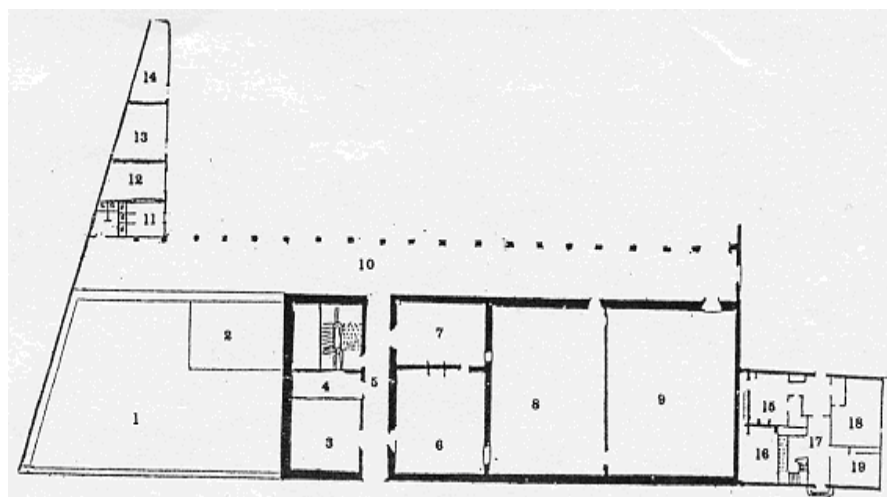
A partir de 1830, la Faculté ne dispose plus de son budget, elle ne peut donc plus financer elle-même les travaux et doit demander l'autorisation ainsi que le budget nécessaire aux autorités supérieures. Les futurs travaux de la Faculté de droit seront en fait financés par la municipalité de Toulouse.

---

<sup>15</sup> O. DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, p. 221.

<sup>16</sup> A.M.T., 1 R 1 : Lettre du préfet au maire, le 13 nivôse an 13 (3 janvier 1805).

<sup>17</sup> A.M.T., 1 R 288 : Lettre du préfet au maire, le 23 septembre 1806.



L'Ecole de droit

- |                                  |                           |
|----------------------------------|---------------------------|
| 1. Ancienne salle des Institutes | 11. Latrines              |
| 2. Salle des examens (1840)      | 12. Remise                |
| 3. Logement du concierge         | 13. Ecurie                |
| 4. Passage                       | 14. Cour à fumier         |
| 5. Allée d'entrée                | 15. Salle à manger        |
| 6. Salle des assemblées          | 16. Cuisine               |
| 7. Vestiaire                     | 17. Vestibule             |
| 8 et 9. Salles pour les cours    | 18. Cabinet du secrétaire |
| 10. Galerie                      | 19. Bureaux               |

Plan extrait de M. Gilles.

Ce n'est qu'en 1840 qu'Auguste Virebent modifie l'aile gauche par la construction d'une salle des actes, divisant ainsi la grande salle des « Institutes » en deux pièces. Toutefois l'ancienne grande salle n'est occupée que par la nouvelle salle des examens, le reste de l'espace est encore inutilisé. Divers projets sont ensuite envisagés pour reconstruire l'aile gauche qui ne sera remaniée qu'en 1879.

Pourtant la Faculté de droit se transforme. A partir des années 1850, de nouveaux cours basés sur l'économie et le social apparaissent ; des conférences s'organisent. La Faculté de droit de Toulouse possède déjà une large panoplie de cours sérieux et en accord avec les demandes de l'époque. En cela, elle a déjà engagé les transformations préconisées après 1870.

Un rapport de 1874 constate les besoins :



## Toulouse : architecture de la Faculté de droit

« ... Les salles d'examens sont insuffisantes ; il n'existe pas de salle de conférences, il faudrait un nouvel amphithéâtre ; les professeurs n'ont pas de cabinets, ils n'ont pas même de salle de réunion, le doyen est obligé de recevoir les visiteurs dans un vestiaire (...) »<sup>18</sup>.



Projet du 22 septembre 1877, réalisé par l'ingénieur Dieulafoy<sup>19</sup>  
© Mairie de Toulouse, Archives municipales

Des plans de l'architecte Raynaud datant de 1874 prévoient d'établir dans l'aile gauche un nouvel amphithéâtre, deux salles de conférences et un cabinet pour les professeurs et dans l'aile droite, un corridor reliant le vestiaire et les deux amphithéâtres existants<sup>20</sup>. Alors que les fonds nécessaires aux travaux sont réunis, de nouveaux plans dressés par l'ingénieur des ponts-et-chaussées Dieulafoy sont présentés aux professeurs en 1876. En plus du projet Raynaud, il inclut l'agrandissement de la bibliothèque, la création de cabinets de travail joints à chaque amphithéâtre et à chaque salle de conférence ainsi que l'aération et le chauffage du bâtiment. En juillet 1877, Dieulafoy rédige le devis comprenant la démolition et la reconstruction de l'aile gauche, la construction de l'avant-corps et de l'escalier, ainsi que des travaux dans l'aile droite<sup>21</sup>. Cependant le ministre critique ce projet<sup>22</sup>.

---

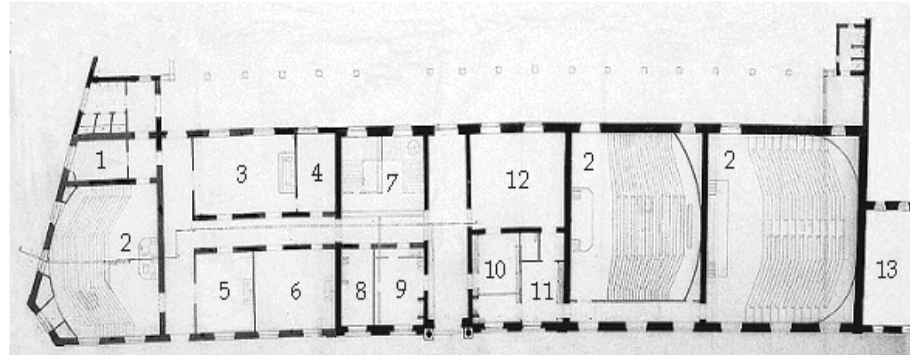
<sup>18</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 165.

<sup>19</sup> Arch. mun. de Toulouse, 5 M 38.

<sup>20</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 165.

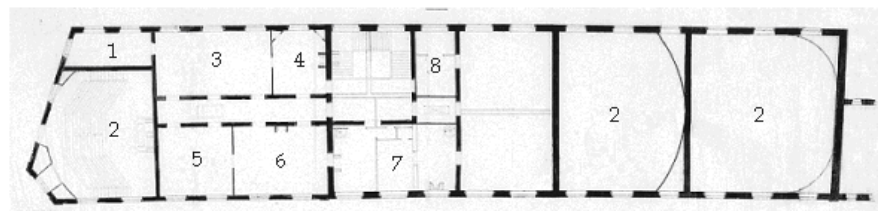
<sup>21</sup> Arch. mun. de Toulouse, 5 M 14.

<sup>22</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 165.



Plan du rez-de-chaussée

- 1 : Cabinet des professeurs
- 2 : Amphithéâtres
- 3 : Salle des examens
- 4 : Salle de conférence
- 5 : Salle de conférence
- 6 : Salle de conférence
- 7 : Escalier
- 8 : Cabinet des professeurs
- 9 : Concierge
- 10 : Vestiaire
- 11 : Cabinet des professeurs
- 12 : Salle des délibérations
- 13 : Secrétariat



Plan du premier étage

- 1 : Salle des délibérations
- 2 : Amphithéâtres montant de fond
- 3 : Salle des thèses
- 4 : Cabinet du doyen
- 5 : Salle de réunion des professeurs
- 6 : Bibliothèque, salle pour les professeurs

## Toulouse : architecture de la Faculté de droit

7 : Bibliothèque, petite salle de lecture

8 : Cabinet

Plans et élévation de Dieulafoy, septembre 1877<sup>23</sup>

© Mairie de Toulouse, Archives municipales

De nouveaux plans sont datés du 22 septembre 1877. Les façades de l'aile droite, donnant sur la rue Albert-Lautmann et sur la cour, sont reconstruites. En 1880, les plans de l'escalier monumental sont dessinés<sup>24</sup>. Un des amphithéâtre est en cours de construction. En 1881, alors que les travaux ne sont pas terminés, le doyen demande l'aménagement des anciens amphithéâtres.

### *Les concepts de l'architecture universitaire toulousaine de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

En 1886, une convention entre l'Etat et la ville permet la construction des autres Facultés. Toulouse est dotée de trois nouveaux édifices consacrés à l'enseignement supérieur. La Faculté des lettres rejoint alors celle de droit permettant ainsi de garder une certaine tradition de « centralité ». Contrairement à d'autres villes françaises, chaque Faculté dispose de son propre édifice et toutes sont des constructions, et non des réutilisations d'anciens bâtiments. Le rapprochement des Facultés deux à deux permet de mettre en commun plusieurs salles : la bibliothèque, la salle des examens, le secrétariat. Les Facultés des sciences et de médecine, installées dans le faubourg Saint-Michel, ont une allure de palais universitaires. La notion de quartier latin s'est évanouie avec la dispersion des Facultés.

Comme à Bordeaux, la Faculté de droit de Toulouse présente un parti classique simple alors que les autres Facultés, construites plus tard sont plus prestigieuses.

La Faculté de droit est alors quelque peu remaniée. La municipalité promet l'achèvement des deux amphithéâtres de la Faculté de droit et l'aménagement pour la bibliothèque, commune aux sections de droit et de lettres, de tout le premier étage de la Faculté de droit<sup>25</sup>. Le bâtiment destiné à la Faculté des lettres doit être construit sur l'emplacement du secrétariat de la Faculté de droit et de propriétés privées<sup>26</sup>. Elle prévoit également la construction d'un bâtiment spécial en bordure de la rue des Puits-Creusés

---

<sup>23</sup> Arch. mun. de Toulouse, 5 M 38.

<sup>24</sup> Arch. mun. de Toulouse, 5 M 38.

<sup>25</sup> Arch. Dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 165.

<sup>26</sup> Ibid.

pour loger le secrétariat de la Faculté de droit. Ces travaux seront réalisés entre 1888 et 1894<sup>27</sup>.



La Faculté des sciences, A.M.T., 3 Fi 53.

© Mairie de Toulouse, Archives municipales

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les conditions de travail des professeurs sont améliorées. Ils obtiennent des cabinets de travail, une salle spéciale à usage de vestiaire, une salle de réunion et une salle particulière dans la bibliothèque.

### Conclusion

La Faculté de droit comprenait, au XIX<sup>e</sup> siècle, le grand bâtiment de la rue Albert-Lautmann ainsi qu'un bâtiment sur la rue des Puits-Creusés. Plusieurs périodes se distinguent. Le bâtiment le plus ancien est celui donnant sur la rue Albert-Lautmann. L'aile droite conserve sa distribution de 1807, en revanche la façade date de 1878-1881, époque de la reconstruction de l'aile gauche. Le n° 2 rue des Puits-Creusés est contemporain de la Faculté des lettres, période où l'on aménage la bibliothèque au premier étage.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la Faculté de droit est agrandie par l'achat de la maison Cezar Bru dès 1901<sup>28</sup> et par la construction de l'Institut d'études politiques

---

<sup>27</sup> Arch. mun. de Toulouse, 4 D 532.

<sup>28</sup> Arch. mun. de Toulouse, 1 R 329.

## Toulouse : architecture de la Faculté de droit

en 1959<sup>29</sup>. Un décret de 1908 affecte l'ancien grand séminaire, rue du Taur, à l'Université, pour abriter la bibliothèque universitaire<sup>30</sup>.

En 1970, un décret transforme les Facultés en Universités, établissements publics autonomes. La Faculté de droit devient l'Université des sciences sociales, la Faculté des lettres se transforme en Université de Toulouse-Le Mirail et s'installe dans ce nouveau quartier de la ville tandis que les Facultés de médecine et des sciences deviennent l'Université Paul-Sabatier, installée dans le quartier de Rangueil. En 1975, l'Université des sciences sociales prolonge le premier étage des « Etudes » au dessus des trois amphithéâtres. En 1978, l'amphithéâtre Cujas est rénové tandis que les autres amphithéâtres sont en travaux dans les années 1980. Aujourd'hui, l'Université est devenue un enjeu majeur dans la ville. Les schémas *Université 2000* et *Université 3000* ont incité au retour des universités au sein des centres des villes. A Toulouse, cette volonté s'est traduit par le réaménagement de la Manufacture des tabacs pour l'Université des sciences sociales.

---

<sup>29</sup> H. GILLES, *op. cit.*, p. 405.

<sup>30</sup> Arch. dép. de la Haute-Garonne, 2 O Toulouse 165.



## **QUELQUES PISTES POUR UNE HISTOIRE DE LA BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE DROIT A TOULOUSE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE**

**par Marielle Mouranche,  
conservateur responsable du service du livre ancien du SICD  
(Université de Toulouse)**

L'histoire de la bibliothèque universitaire de Toulouse est relativement bien connue. Mais les études qui y ont été consacrées sont anciennes (début du XIX<sup>e</sup> siècle), très générales, et leurs auteurs ont tous travaillé dans l'établissement, comme il est fréquent pour l'histoire des bibliothèques. Il serait utile d'entreprendre de nouvelles recherches et d'écrire une histoire moins institutionnelle, plus tournée vers les usagers, l'analyse des collections et de la politique d'acquisition discipline par discipline.

Après un état des sources, il sera donné ici un aperçu de l'histoire de la bibliothèque universitaire de droit de Toulouse qui se divise en deux périodes autour de 1879 : la bibliothèque de la Faculté, puis la section de droit de la bibliothèque universitaire.

### **I - Les sources**

#### ***Bibliographie***

La bibliographie sur la bibliothèque universitaire de Toulouse se limite à trois articles, dont un resté manuscrit, en dehors du cas particulier de la Bibliothèque de théologie protestante de Montauban :

VIE Louis, « Les origines de la bibliothèque de l'Université de Toulouse », dans *Recueil de législation de Toulouse*, 1907, 2<sup>e</sup> série t. III, p. 201-219 : très bien documenté, cet article traite surtout des bibliothèques des Facultés avant 1879.

## Marielle Mouranche

CROUZEL Jacques, « Bibliothèque universitaire, *Documents sur Toulouse et sa région*, 1910, p. 218-222 : très court article écrit par Jacques Crouzel, directeur de la bibliothèque universitaire de Toulouse de 1881 à 1918.

CROUZEL Jacques, « Notice sur la bibliothèque universitaire de Toulouse » (manuscrit), vers 1918 Ms 260, BU Arsenal : manuscrit de 47 pages resté inédit

### *Documents d'archive*

#### *Archives de l'Université*

Registres de délibérations de la Faculté de droit (1809-1830 : BU Arsenal, ms 7 ; 1831- : Arch. de l'Univ. Toulouse 1, 2 Z2)

#### *Archives de l'Académie de Toulouse*

Délibérations du conseil académique. 1820-1851 (BU Arsenal, ms 156 à 165)

Correspondance du recteur. 1809-1826 (BU Arsenal, ms 147-152 )

Correspondance de l'académie. 1809-1828 (BU Arsenal, ms 153- 155)

#### *Archives de la bibliothèque* (BU Arsenal, grossièrement triées, non cotées)

Rien sur l'ancienne bibliothèque de la Faculté (archives conservées ailleurs ?)

### *Documents généraux*

Procès-verbaux de la commission de surveillance de la bibliothèque. 21 mars-1881-novembre 1904

Situations trimestrielles (détails par sections). 1885-1915 (complets pour le droit à partir de 1887)

Rapports annuels (détails par sections). 1894/1895-1924/1925

Dossiers préparatoires aux inspections. 1894-1903

Correspondance reçue. 1881- (incomplet pour les première années)

Registres des correspondances envoyées. 1894 ? -

Documents financiers :

Budgets (comptes administratifs et documents divers). 1879-1911

Factures, bordereaux, registres divers...

Documents sur les inscrits et les prêts :

Registre de prêts aux professeurs de droit. 1861-1882 (listes nominatives)



## Toulouse : Bibliothèque universitaire de droit

Service journalier de la bibliothèque de la section de droit (puis section droit et lettres). 1887-1903 (nombre de lecteurs)

Registres de présence (droit lettres). 1892-1894, 1898-1899 (avec noms des lecteurs)

Registres des inscriptions (droit-lettres). 1897-années 1960

Documents sur les acquisitions et les collections :

Registres des demandes d'acquisition ("registres verts"), droit, puis droit et lettres. 1886-années 30

Registres des acquisitions, droit, puis droit et lettres. 1887-1904 (avec noms des professeurs demandeurs pour 1889-1890)

Registres d'inventaire (à partir de 1891 droit et lettres mélangés)

Listes des volumes laissés en dépôt à la Faculté (dans « Catalogue des livres de la bibliothèque de l'archevêché de Toulouse dressé... par l'inspecteur des Domaines »)

### *Catalogues et livres*

Université de France. Académie de Toulouse. Bibliothèque universitaire. *Catalogue*. 1888 (p. 45 à 187 : droit et économie politique)

Université de Toulouse. Bibliothèque. *Catalogue*. 1899 (p. 25 à 108 : acquisitions droit et économie politique de 1888 à 1893)

Ouvrages conservés à la Bibliothèque universitaire de l'Arsenal de Toulouse, aux bibliothèques Garrigou et du Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques.

## **II - La bibliothèque de la Faculté (début du XIX<sup>e</sup> siècle-1879)**

Lors de l'installation des Facultés en province au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat ne prévoit la création d'aucune bibliothèque, et compte sur les bibliothèques municipales récemment ouvertes pour répondre aux besoins en documentation des professeurs et des étudiants. La seule exception notable est la Faculté de théologie protestante de Montauban, richement dotée en livres dès son ouverture.

Pourtant, à Toulouse, la Faculté de droit a disposé très tôt de locaux pour accueillir une bibliothèque, qu'elle hérite sans doute de l'Ecole de droit. Mais nous ne savons malheureusement pas grand-chose sur son activité jusqu'aux années 1820. Des livres ont été acquis avant la fin de l'Empire, comme le prouve l'ex-libris gravé de la Faculté de droit portant la mention « Université impériale » retrouvé sur quelques livres, notamment les 17

volumes du *Code judiciaire de la République française* ou les 18 volumes des *Pandectes françaises*(cf. illustration). Il s'agit peut-être de dépôts de l'Etat.

Dès 1822, la Faculté de droit se déclare consciente de l'importance d'une bibliothèque « pour le succès des études ». Elle demande donc au grand-maître de l'Université l'autorisation d'utiliser ses excédents de budget pour exécuter divers travaux et acheter des livres.

Contrairement à la plupart des autres Facultés, elle n'est donc pas prise au dépourvu quand le gouvernement attribue pour la première fois un crédit aux bibliothèques de Facultés, pourtant souvent inexistantes<sup>1</sup>. La Faculté nomme aussitôt une commission chargée de dresser des listes d'acquisition, composée des professeurs Ruffat, Delpech et Flottes<sup>2</sup>. Mais, si les Facultés de lettres et de sciences voient leurs listes transmises dès la fin décembre à Paris alors qu'elles n'ont même pas de local de bibliothèque, l'affaire va prendre plus de temps pour la Faculté de droit et provoquer un conflit avec le recteur<sup>3</sup>. Après des plaintes réciproques dont son excellence le grand-maître est pris à témoin, après l'envoi de deux listes successives par la Faculté, le conseil de l'Académie approuve enfin une troisième liste le 31 janvier 1823. Auparavant, un crédit de 400 F avait cependant été débloqué en urgence pour acquérir 55 ouvrages de la succession d'un jurisconsulte toulousain. Dans cette affaire, le recteur paraît particulièrement remonté contre la Faculté de droit : dans sa correspondance avec le grand-maître, il va jusqu'à qualifier de « chiffon de papier » la première liste communiquée par la Faculté et n'hésite pas à déclarer que la plupart des ouvrages demandés, comme par exemple les fragments de la loi salique, ne sont d'aucune utilité pour une Faculté de droit<sup>4</sup>.

Cette générosité soudaine de l'Etat est sans suite et les crédits des années suivantes pour les bibliothèques de Facultés sont très faibles.

La bibliothèque de la Faculté de droit de Toulouse est relativement privilégiée puisqu'elle bénéficie d'un crédit de 1 200 F inscrit au budget de la Faculté pour tous les achats de livres au moins à partir de 1827<sup>5</sup>. Cette

---

<sup>1</sup> Information transmise par le recteur en novembre 1822. Ce crédit s'élève à 60 000 F pour l'ensemble de la France. *Histoire des bibliothèques françaises*, Promodis, 1991, p. 420.

<sup>2</sup> Registre de délib. de la Faculté de droit (BUA, ms 7 f. 97-98).

<sup>3</sup> Les causes réelles de ce conflit semblent être plutôt la question de l'utilisation des reliquats de crédits de la Faculté et des divergences sur les attributions de locaux.

<sup>4</sup> Registre de délib. de la Faculté de droit (BUA, ms 7, f.105, 110, 111); Correspondance de l'académie (BUA, ms 150, f. 163, 166) ; Registre de délib. du conseil académique (BUA, ms 155, f. 72).

<sup>5</sup> Registre de délib. de la Faculté (BUA, m7, f. 130).

somme, qui ne varie guère jusqu'aux années 1870, est plus élevée que la moyenne. On peut penser qu'elle bénéficie également des « concessions ministérielles », ouvrages du dépôt légal ou financés par des souscriptions publiques que le ministère de l'Instruction publique distribue aux bibliothèques de toutes sortes.

Dès les années 1820, la Faculté dispose donc d'une réelle bibliothèque, avec des locaux, un budget, certes modeste, un agent, des horaires réguliers. Elle est ouverte non seulement aux professeurs mais aussi aux étudiants. Un règlement est établi en avril 1830<sup>6</sup>. Il stipule que la bibliothèque est placée sous la responsabilité de M. Delpech, professeur de code civil et gérée par un employé. Celui-ci devra établir un double catalogue (sur registre) des livres dont un exemplaire sera déposé au secrétariat de la Faculté<sup>7</sup>. La bibliothèque sera ouverte « aux élèves », « tous les jours de 6 heures du matin à 4 heures du soir ». Mais le prêt à domicile est réservé aux professeurs. Cette ouverture aux étudiants n'était pas si fréquente puisque beaucoup de bibliothèques universitaires de province ne recevaient que des professeurs.

En 1839, la Faculté songe même à suivre les recommandations du gouvernement sur l'extension des horaires d'ouverture avec l'instauration de séances du soir, de 18 h 30 à 21 h 30, sur le modèle de la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris. Mais elle demande pour cela une augmentation des crédits pour le traitement du bibliothécaire et les frais supplémentaires de chauffage et l'éclairage<sup>8</sup>. Elle n'obtient pas entièrement satisfaction et on ne sait pas si le projet a été mis à exécution. En 1865, c'est grâce au recrutement de « quelques étudiants sérieux » que l'ouverture du soir sera assurée<sup>9</sup>. Mais le doyen Chauveau reconnaît les limites de ce système et exprime dans un rapport de novembre 1866 son souhait d'organiser le service « avec l'exactitude réglementaire ».

L'ordonnance royale du 22 février 1839 sur les bibliothèques est mise en application, avec notamment la création d'un comité d'inspection et d'achat de livres, dont les trois membres sont nommés par le recteur : le doyen et deux professeurs. C'est l'occasion d'une nouvelle passe d'armes entre la

---

<sup>6</sup> Registre de délib. de la Faculté (BUA, ms 7 f. 141).

<sup>7</sup> Aucun n'a été retrouvé.

<sup>8</sup> L. VIE, *op. cit.* L'éclairage, toujours délicat dans les bibliothèques à cette époque, était assuré à la Faculté de droit par des lampes Quinquet à huile (Délib. conseil académique 20 juin 1839, BUA, Ms 159, f. 34).

<sup>9</sup> Ouverture de 19 h 30 à 21 h 30 l'hiver et de 16 h à 19 h l'été. L. VIE, *op. cit.*

Faculté et le recteur, celui-ci revendiquant le contrôle des décisions prises par le comité<sup>10</sup>.

La bibliothèque dispose d'un personnel spécialement affecté. En juillet 1836, un poste de bibliothécaire vient s'ajouter à celui d'employé. Il est d'abord occupé par L. Latané<sup>11</sup>, puis par M. Devoisins, ancien professeur d'histoire<sup>12</sup>. Au fil du temps, les locaux se sont beaucoup agrandis. En 1879 la bibliothèque occupe cinq pièces au premier étage de la Faculté, dans l'aile gauche du bâtiment : des magasins, une salle de lecture, une salle pour les professeurs et un cabinet pour le bibliothécaire<sup>13</sup>. Les livres sont conservés dans des armoires mais nous ne disposons d'aucun renseignement sur le mode de classement.

En fait, nous ne savons pas grand-chose sur le fonctionnement et l'activité réels de cette bibliothèque. La seule source semble être les délibérations de la Faculté ou du conseil académique, qui témoignent souvent d'intentions et donnent rarement le bilan de ce qui a été effectivement fait. La fréquentation de la bibliothèque, par exemple, nous est inconnue. Elle n'est pas très importante puisqu'en 1841 le Conseil académique décide que l'acquisition d'une troisième table pour la salle de lecture n'est pas nécessaire<sup>14</sup>. En 1850 le même conseil se félicite du fait qu'elle accueille non seulement étudiants et professeurs mais aussi les « jurisconsultes de la ville, qui là seulement peuvent trouver des ouvrages dont l'acquisition serait onéreuse »<sup>15</sup>.

La bibliothèque semble bien être ouverte tous les jours ouvrables comme le stipule de règlement mais on peut avoir un doute sur la réalité des horaires d'ouverture et notamment l'ouverture à 6 heures du matin. Les professeurs ont la clef des locaux et leurs conditions de prêt sont loin d'être rigoureuses. Un registre de prêt comportant des données de 1861 à 1882

---

<sup>10</sup> Délibérations du conseil académique, séance du 26 décembre 1839 (BUA, ms 159, f. 40). Le conseil, prudent, donne raison au doyen « pour cette fois », sans préjudice des droits respectifs des parties en présence, « en attendant décisions de l'autorité supérieure ».

<sup>11</sup> Registre de délibérations de la Faculté (BUA, ms 7, f. 141).

<sup>12</sup> L. VIE, *op. cit.*

<sup>13</sup> J. CROUZEL, *Notice...*, (BUA, ms 260).

<sup>14</sup> Délibérations du conseil académique, séance du 12 juillet 1841 (BUA, ms 159, f. 66).

<sup>15</sup> Le conseil développe ensuite un argumentaire plutôt surprenant : il estime d'abord qu'il y a lieu d'augmenter le budget d'acquisition de la bibliothèque, puis dans la même phrase indique au contraire qu'il « pense qu'il y a lieu de réduire à 800 F au lieu de 1 200 F le chiffre de l'allocation dont il s'agit » ! Délibérations du conseil académique, séance du 25 juillet 1850 (BUA, ms 161, f. 67).

permet de reconstituer l'activité des dix-neuf professeurs recensés pour cette période<sup>16</sup>. Le plus actif est Louis Campistron, avec une moyenne de 20 livres par an, tous rendus en quelques mois. D'autres lecteurs, plus négligents, gardent le peu de livres qu'ils empruntent plusieurs années, le record de longévité étant de seize ans. La liste précise des titres empruntés par chaque professeur constitue une source intéressante.

Aucun registre d'entrée de cette période n'étant conservé, nous ne pouvons pas connaître l'état des acquisitions années par année. En revanche, il serait théoriquement possible de reconstituer l'état du fonds sous la Restauration grâce à une autre source : les livres portant le cachet de la bibliothèque aux trois fleurs de lys. Le recours au catalogue informatisé des bibliothèques universitaires de Toulouse (Archipel) devrait pouvoir dans l'idéal remplacer l'examen fastidieux des ouvrages. Mais cette source est très lacunaire : d'une part, le catalogage avec indication précise des mentions d'appartenance n'est fait par le service du livre ancien du SICD de Toulouse que pour les ouvrages antérieurs à 1815 et, d'autre part, ce service n'a recatalogué qu'une petite partie du fonds ancien de droit.

A l'heure actuelle, seuls 98 volumes (35 titres) peuvent être ainsi repérés. On y recense notamment quatre éditions du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>, des recueils d'arrêts, des commentaires d'ordonnances ou de coutumes, des traités de juristes toulousains<sup>18</sup>, la collection des décrets de l'Assemblée nationale, des traités sur les codes napoléoniens<sup>19</sup>, quelques ouvrages non juridiques mais en lien avec le droit comme les œuvres d'Etienne Pasquier ou *Le Parfait négociant* de Jacques Savary et un « intrus », les *Voyages du jeune Anarchasis en Grèce*.

On peut dresser un état des collections lors de l'intégration de la bibliothèque de la Faculté dans la bibliothèque universitaire en 1879. L'inventaire établi le 15 mai 1880 dénombre 10 931 volumes, répartis dans 51 armoires. La Faculté de lettres possède alors 5 800 volumes et celle de sciences 5 600. Le registre d'inventaire, qui a été entièrement repris en 1880 car le système de cotation et de classement avait changé, permettrait de se faire une idée de la constitution du fonds. Mais les ouvrages y sont répartis par format et non par sujet, et il faudrait du temps, de la patience et une bonne connaissance de la documentation juridique pour faire une étude détaillée des quelques 3 000 titres inscrits.

---

<sup>16</sup> Registre de prêts aux professeurs de droit. 1861-1882 (BUA, non coté).

<sup>17</sup> Les *Novelles* et les *Institutes* et deux titres de Rebuffi.

<sup>18</sup> Astruc, Boutaric.

<sup>19</sup> Dont le monumental *Esprit du Code de commerce*.

### III - La section de droit de la bibliothèque universitaire (1879-1910)

#### *Le cadre général*

La défaite de 1870 transforme la réforme de l'Université en une question de patriotisme et conduit le gouvernement à s'y atteler avec zèle, en portant, fait assez rare, une attention toute particulière aux bibliothèques. Il faut dire que la comparaison avec les bibliothèques allemandes est sans appel : pas plus de 400 000 livres en France dans l'ensemble des bibliothèques de Facultés, soit moins que dans la seule bibliothèque universitaire de Göttingen.

La première mesure décidée en 1873 aura une longue postérité : l'instauration d'un droit de bibliothèque. Il convient ensuite de réformer : l'Etat réglemente abondamment, en copiant presque servilement le modèle allemand, avec une touche de centralisme bureaucratique très française. La principale réforme est la réunion des bibliothèques de Facultés en une seule entité, la bibliothèque universitaire, placée désormais sous l'autorité du recteur. Elle doit être dirigée par une personne qualifiée, possédant le diplôme créé à cette occasion, le CAFBU<sup>20</sup>. A Toulouse, le premier directeur de la bibliothèque universitaire est Henri Duméril, bientôt remplacé par Jacques Crouzel, tous deux titulaires d'un doctorat en droit. Ce dernier, entré en fonctions à 27 ans, y restera jusqu'à l'âge de 66 ans.

Les trois sections créées à l'origine reprennent les anciennes bibliothèques des Facultés toulousaines, restées dans leurs locaux : la section de droit, la section de lettres installée rue de Rémusat et la section de sciences rue Lakanal. En 1880, on réunit les sections de lettres et de sciences rue de Rémusat et en 1881 la section de théologie protestante de Montauban vient s'ajouter<sup>21</sup>. En 1891, lors de l'ouverture des nouveaux locaux des Facultés de sciences et de médecine sur les allées Saint-Michel<sup>22</sup>, une section médecine-sciences de la bibliothèque y est installée. A cette occasion, un ancien projet est réalisé : les collections de lettres sont réunies à celles de droit dans les locaux de la Faculté de droit. La bibliothèque de droit perd donc à cette date son individualité, qu'elle avait réussi jusque là à garder. La place vient vite à manquer mais il faut attendre jusqu'en 1895 pour que les

---

<sup>20</sup> Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire universitaire.

<sup>21</sup> La Faculté de théologie protestante de Toulouse est rattachée dès sa création à l'Académie de Toulouse.

<sup>22</sup> Rebaptisées plus tard « Allées Jules Guesde ».

locaux soient enfin agrandis. La section comporte alors huit pièces, dont une salle de lecture principale de 17 mètres sur 10 avec une élévation de 7 mètres, meublée de vitrines en chêne, située dans l'aile centrale du bâtiment de la Faculté<sup>23</sup>.

*La section de droit de la bibliothèque universitaire*

La réforme de 1879 ne se fait pas sans heurts, évoqués seulement à demi-mot par Louis Vié. Les avantages sont indéniables : la section de droit de la bibliothèque, appelée encore souvent bibliothèque de la Faculté de droit est mieux gérée, avec plus de personnel (1 sous-bibliothécaire et 2 « garçons »). Elle garde jusqu'en 1882 son ancien responsable M. Devoisins, remplacé alors par Alfred Lajus puis Gustave Ducos, licencié en droit. Louis Vié, qui lui succède en 1891, est quant à lui docteur en droit. Les livres sont rapidement catalogués et des fichiers, appelés alors « casiers », sont mis à disposition des lecteurs. Les acquisitions progressent, avec un budget annuel porté à 2 500 F pour les acquisitions et la reliure, en accroissement à la fin du siècle.

Mais, d'un autre côté, les conditions deviennent un peu moins avantageuses pour les professeurs. S'ils conservent toujours une salle de lecture propre, ils n'ont plus accès à la bibliothèque que pendant les heures d'ouverture, soit 6 heures ou 7 heures 30 par jour, avec une ouverture de 2 heures 3 jours par semaine pendant les grandes vacances. Une brève expérience de permanence le dimanche et les jours fériés est même tentée en 1881 mais est vite abandonnée faute de lecteurs. Les conditions de prêt, qui doivent être rigoureusement les mêmes dans toute la France, deviennent moins favorables pour les professeurs : elles sont de 20 livres pour un semestre maximum. En revanche, la réforme est un progrès pour les étudiants puisqu'ils peuvent désormais emprunter 5 livres pour un mois.

Cette situation conduit la Faculté de droit à souhaiter se constituer son propre fonds de livres. Dès 1881, il est fait mention de livres dans le cabinet du doyen<sup>24</sup>. En 1882, une convention spéciale permet à la Faculté de recevoir des livres déposés par la bibliothèque universitaire. Il s'agit des « codes et digestes nécessaires pour le service des cours, des conférences et des examens ». Ces livres sont déposés dans le vestiaire des professeurs (salle Hauriou)<sup>25</sup>. En revanche les demandes suivantes seront toutes refusées et

---

<sup>23</sup> J. CROUZEL, *Notice...* (BUA, ms 260).

<sup>24</sup> Séance du 21 mars 1881 de la commission de surveillance (Procès-verbaux, BUA, non coté).

<sup>25</sup> Séance du 16 janvier 1882 de la commission de surveillance (*ibid.*).

notamment celle présentée en 1887 par Maurice Hauriou pour la salle de conférences<sup>26</sup>. Le recteur renvoie alors la Faculté à son budget propre. Des périodiques sont également déposés dans la salle des réunions de la Faculté, comme *l'Economiste français*, qu'on devra vite fixer à des tringles cadenassées en raison des disparitions constatées<sup>27</sup>.

On ne sait pas vraiment comment fonctionnait ce dépôt de livres du vestiaire, qui en 1912 était constitué de 49 titres soit 76 volumes<sup>28</sup>. Il s'agit de livre anciens (classiques et ouvrages régionaux), d'ouvrages des professeurs toulousains et de quelques usuels récents, surtout des codes. On peut penser qu'il était complété par des acquisitions propres de la Faculté. De plus, à partir de 1889, la Faculté s'attache à rassembler dans la salle du conseil, les portraits et les ouvrages de tous les professeurs toulousains et obtient dans ce but quelques compléments par la bibliothèque. Dans cette même salle sont également conservées toutes les thèses de doctorat soutenues à Toulouse depuis 1810<sup>29</sup>.

Malgré tout, la bibliothèque universitaire est bien fréquentée par les professeurs, plus pour le prêt que pour la lecture sur place (en 1887 ils empruntent 67 % du total des volumes prêtés, et ne représentent que 7,5 % des communications sur place). Cette caractéristique disparaît au fil du siècle et en 1899 les volumes prêtés ou communiqués sur place aux professeurs représentent à peu près la même part du total (25 et 30 %). La proportion des professeurs utilisant la bibliothèque est bien plus importante que celle des étudiants : en 1893, la section de droit-lettres a reçu 31 professeurs des deux disciplines alors qu'on ne recense que 33 professeurs pour l'année 1890-1891<sup>30</sup>. Pour les étudiants, la proportion des lecteurs de la bibliothèque n'est que de 30 %. L'activité de la bibliothèque n'est pas bien élevée puisqu'on passe d'une moyenne de 14 lecteurs par jour en 1887 à 52 lecteurs en 1899.

---

<sup>26</sup> Séance du 3 juin 1887 (*ibid.*).

<sup>27</sup> Séance du 3 juin 1887 (*ibid.*).

<sup>28</sup> « Volumes précédemment déposés au vestiaire », liste insérée dans le 1<sup>er</sup> cahier du « Catalogue des livres de la bibliothèque de l'archevêché de Toulouse fournis par l'Etat... », 1907 (BUA, non coté).

<sup>29</sup> Demande de M. Deloume, séance du 6 décembre 1889 de la Commission de surveillance (*ibid.*).

<sup>30</sup> P. NELIDOFF, « Méthode de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse », dans *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques*, n° 11, 2007.



*Activité de la section droit puis droit-lettres<sup>31</sup>*

	Année 1887 (droit)	Année 1893 (droit-lettres)	Année 1899 (droit-lettres)
Prêts aux professeurs	949	2241	1 763
Prêts aux étudiants	460	4 350	5 254
<b>Total des prêts</b>	<b>1 409</b>	<b>4 350</b>	<b>7 017</b>
Volumes lus sur place (professeurs)	611	6 181	7 499
Volumes lus sur place (étudiants)	8 017	2 3572	17 599
<b>Volumes lus sur place (total)</b>	<b>8 628</b>	<b>29 753</b>	<b>25 098</b>

Les Facultés sont étroitement associées au fonctionnement de la bibliothèque universitaire par le biais de la commission de surveillance de la bibliothèque créée en 1881<sup>32</sup>. Les réunions mensuelles sont suivies avec assiduité par les professeurs membres. Pour le droit, le représentant est d'abord François Paget, remplacé en 1892 par Jean Brissaud et Antonin Deloume. Ce dernier n'est pas souvent présent et est alors remplacé par Maurice Hauriou ou François Paget. La commission joue un rôle important puisqu'elle décide de toutes les acquisitions, à partir de propositions d'achat faites principalement par les professeurs. Les listes qu'elle établit doivent dans un premier temps être toutes soumises au contrôle parfois tatillon du ministère, puis la tutelle se relâche. A partir de 1899, on reconnaît au bibliothécaire la libre disposition des 2/5<sup>e</sup> des crédits, pour lesquels il ne consulte la commission qu'*a posteriori*. La commission s'implique également dans des détails de gestion : en 1901 par exemple Maurice Hauriou fait partie d'une commission *ad hoc* qui doit décider des tables à déplacer pour gagner de la place dans la salle de lecture.

De nombreuses sources permettraient d'étudier la politique d'acquisition, notamment la liste de demandes établie par la Faculté en 1879, les registres de demandes des professeurs, les documents budgétaires, les

<sup>31</sup> D'après les situations trimestrielles (BUA, non coté).

<sup>32</sup> Procès-verbaux du 21 mars 1881 au 7 novembre 1904 , puis du 9 décembre 1904 au 1<sup>er</sup> février 1928 (BUA, non coté).

## Marielle Mouranche

registres d'acquisition (mais à partir de 1891 les achats de droit et de lettres sont mélangés).

Dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, la bibliothèque va connaître des années difficiles avec une restriction des crédits. En 1910, la section droit-lettres de la bibliothèque universitaire quitte la Faculté de droit pour d'installer rue du Taur, dans les locaux de l'ancien séminaire. Cette décision va permettre à la bibliothèque de disposer de locaux plus vastes et plus fonctionnels mais va éloigner quelque peu les collections de la Faculté de droit.

### Activité de la section droit puis droit-lettres

	<b>Année 1887 (droit)</b>	<b>Année 1893 (droit-lettres)</b>	<b>Année 1899 (droit-lettres)</b>
Prêts aux professeurs	949	2 241	1 763
Prêts aux étudiants	460	4 350	5 254
<b>Total des prêts</b>	<b>1409</b>	<b>4350</b>	<b>7017</b>
Volumes lus sur place (professeurs)	611	6 181	7 499
Volumes lus sur place (étudiants)	8 017	23 572	17 599
<b>Volumes lus sur place (total)</b>	<b>8 628</b>	<b>29 753</b>	<b>25 098</b>

DE L'IMPRIMERIE D'HACQUART.



LES  
PANDECTES FRANÇAISES,  
OU  
RECUEIL COMPLET  
DE TOUTES LES LOIS EN VIGUEUR,

Contenant les Codes Civil, Criminel, de Commerce,  
Militaire, de Marine, Judiciaire, et les Dispositions des  
autres Lois, soit romaines, soit coutumières, soit Édits,  
Ordonnances ou Déclarations, soit Décrets, que ces  
Codes laissent subsister;

Avec des Observations formant un Traité substantiel et succinct de  
chaque matière.

PAR J. B. D. ET P. N. R. C.,

Anciens Avocats, Jurisconsultes des Universités de Paris et d'Orléans.

CODE CIVIL.

TOME DEUXIÈME

A PARIS,

Chez le citoyen RIPPES-CAVANAÏ, l'un des auteurs  
Avocat aux Conseils, Défenseur-Avoué au Tribunal de  
Cassation, place Thionville, n°. 13.

1803.





## LES SEANCES SOLENNELLES DE RENTREE A LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE (1840-1870)

par Mathieu Peter,  
doctorant à l'Université Toulouse 1 Capitole

La ville de Toulouse inaugure en grande pompe son Ecole de droit<sup>1</sup> le jour du 21 brumaire an XIV – 10 novembre 1805 (« le deuxième de l'Empire français », ne manque pas de préciser le rapporteur de cette solennité). La cérémonie débute à l'hôtel de la mairie, en présence des professeurs et suppléants de l'institution, ainsi que de nombreux autres fonctionnaires publics civils et militaires. Un détachement d'infanterie vient chercher les participants et, rythmé par une « musique guerrière », le cortège se rend (« suivi d'une foule immense ») au collège national où l'attendent déjà des personnalités du monde religieux et judiciaire<sup>2</sup>. Dans une allocution à la gloire de l'empereur et de son œuvre de codification<sup>3</sup>, le premier directeur

---

<sup>1</sup> Recueil DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat*, tome XV, p. 87. Dans le sillage de la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) rétablissant les Ecoles de droit, le décret du 4<sup>e</sup> complémentaire an XII en instaure une à Toulouse.

<sup>2</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse 1 (Désormais Arch. UT1), 3 P 1 – 29. Cérémonie officielle : rentrée solennelle des Facultés et ouverture de concours (1805-1807), *Procès-verbal de l'ouverture de l'Ecole de droit de la ville de Toulouse*, Chez Marie-Joseph Dalle, Imprimeur de l'Ecole de droit, Toulouse, An XIV-1805, p. 1. Sont présents : « l'archevêque et son clergé, la Cour d'appel, la Cour de justice criminelle, le Tribunal de première instance, les juges de paix, le conseil de discipline et d'enseignement de l'Ecole de droit, le bureau d'administration, un grand nombre de fonctionnaires publics, plusieurs hommes célèbres qui ont illustré le barreau, la magistrature et les diverses classes de la société ».

<sup>3</sup> *Ibid.*, Discours d'Auguste Jamme, professeur de droit civil et directeur de l'Ecole. Napoléon y est présenté comme « la main puissante et restauratrice qui a su réunir

de l'Ecole, Auguste Jamme, exalte la longue tradition universitaire de la ville. Néanmoins, le faste de la séance ne masque qu'imparfaitement la précarité de l'Ecole qui ne dispose encore en propre d'aucun bâtiment<sup>4</sup>. La réintégration des locaux de l'ancienne Université en 1807 est l'occasion d'une seconde inauguration durant laquelle le directeur Jamme rend un nouvel hommage à ceux qui en ont fait la réputation<sup>5</sup>.

Le décret du 17 mars 1808 érige les Ecoles de droit en Facultés sans aucune autre formalité, ni cérémonie ; il faut attendre trente ans pour que la Faculté de droit de Toulouse renoue, au cours de la Monarchie de Juillet, avec les solennités de la rentrée. Sous l'impulsion d'Achille de Salvandy, ministre de l'Instruction publique, l'enseignement du droit devient l'objet d'une attention plus soutenue, marquée par la création en juin 1838 d'une commission des hautes études de droit<sup>6</sup>. Un arrêté du 26 octobre 1838, pris en conseil de l'Université, en coordonne les diverses mesures concernant la police des Facultés, la discipline des étudiants, les cours, les inscriptions et la rentrée...

La première séance solennelle de la Faculté de droit de Toulouse remonte à la rentrée de novembre 1838<sup>7</sup>. Suivant les dispositions de l'arrêté, le recteur d'Académie convoque le doyen, les professeurs et les suppléants. Il profite de la circonstance pour procéder à l'installation des nouveaux enseignants et pour annoncer les dernières mesures réglementaires. Toutefois, l'exercice reste relativement confidentiel et expéditif ; le ministre prescrit d'ailleurs « de commencer les cours immédiatement après la séance solennelle »<sup>8</sup>.

---

l'éclat des armes à la majesté des lois » (p. 2) et Jamme n'oublie pas d'insister sur la « perfection » de son code (p. 7).

<sup>4</sup> O. DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, Toulouse, 1990, p. 217. L'auteur note que la « cérémonie se déroule dans la "salle des exercices" du lycée car l'école ne dispose d'aucun local ».

<sup>5</sup> Arch. UT1, 3 P 1 – 29, Discours prononcé par Auguste Jamme, professeur-directeur de l'Ecole spéciale de droit de Toulouse, le 2 novembre 1807, jour de la rentrée de l'Ecole et de son inauguration dans le bâtiment de l'ancienne Université : « Un enseignement qui tient de si près à l'ordre social, ne pouvait pas rester dans cet état d'oscillation. »

<sup>6</sup> Recueil DUVERGIER, *op. cit.*, tome XXXVIII, p. 610. Décision royale du 29 juin 1838. La commission est chargée d'apporter des améliorations à l'enseignement du droit.

<sup>7</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 5. Registre des délibérations de la Faculté (1830-1841), fol. 41, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 5 novembre 1838.

<sup>8</sup> *Ibid.*, fol. 78, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 4 novembre 1839.

## Toulouse : les séances solennelles de rentrée à la Faculté de droit

En 1840, le ministère de Victor Cousin apporte au dispositif ses éléments définitifs. Depuis l'ordonnance royale du 17 mars 1840, deux concours permettent de récompenser les meilleurs étudiants des Facultés de droit : le premier départage les élèves de troisième année (distingués par un prix), le second intéresse les élèves de quatrième année aspirant au doctorat et les docteurs récents (distingués par une médaille). Le texte prévoit que la distribution des prix et médailles aura lieu chaque année lors de la rentrée solennelle des Facultés<sup>9</sup>. Une circulaire du 31 juillet 1840 complète le déroulement de la cérémonie, en prescrivant au doyen de rendre compte de la situation morale et matérielle de la Faculté.

La séance solennelle de rentrée atteint sa forme la plus aboutie dès la rentrée de 1840. A la fin du mois de novembre, sur invitation du recteur, le conseil académique et les membres des différentes Facultés sont « réunis en grand costume à la Faculté de droit pour assister à la cérémonie de la rentrée solennelle des Facultés et à la distribution des prix des élèves lauréats »<sup>10</sup>. Cette solennité académique se déroule en présence des principales autorités militaires, administratives, judiciaires et religieuses locales, ainsi que des étudiants. A l'issue de la messe du Saint-Esprit, célébrée « dans une des salles de la Faculté », le recteur d'Académie ouvre la séance « par un discours sur les avantages de la science »<sup>11</sup>. Suivant les prescriptions de la circulaire du 31 juillet 1840, chacun des doyens donne ensuite lecture d'un compte-rendu sur la situation de sa Faculté<sup>12</sup>. Un autre professeur se charge de lire le rapport sur les concours de la Faculté de droit. Une « coutume

---

<sup>9</sup> Recueil DUVERGIER, *op. cit.*, tome XL, p. 42. Article 6 de l'ordonnance royale du 17 mars 1840.

<sup>10</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 5, fol. 106, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 16 novembre 1840.

<sup>11</sup> Les thèmes ne varieront guère et resteront habituellement très larges (éloge de l'intelligence, de la culture, de l'éducation, des lieux d'enseignement, etc.).

<sup>12</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7. Registre des délibérations de la Faculté (1847-1859), fol. 48, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 15 novembre 1849, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté : « En 1840, un illustre ministre de l'Instruction publique, voulant donner une impulsion nouvelle à l'étude du droit, eut l'heureuse pensée de créer des prix dans nos Facultés ; et pour entourer d'un plus grand éclat l'institution nouvelle, il décida que les prix seraient proclamés dans une séance de rentrée de toutes les Facultés du ressort académique. Depuis cette époque, toutes les Facultés étant réunies une fois chaque année, sous la présidence de Monsieur le Recteur, chacun des doyens, vient, avant le rapport sur le concours entre les étudiants en droit et la proclamation du nom des lauréats, présenter un compte-rendu des travaux et de la situation de l'établissement scientifique confié à sa direction. »

hospitalière »<sup>13</sup> laisse au dernier enseignant venu, le soin de détailler les travaux des meilleurs élèves. La distribution des récompenses vient clôturer la séance. La fête conservera les mêmes formes pendant près de trente ans.

Ce rendez-vous annuel a une saveur particulière pour la Faculté de droit car il consacre sa prééminence sur les autres Facultés de Toulouse. L'institution affectionne l'exercice qui met en lumière son rôle primordial dans l'enseignement supérieur toulousain. Son omniprésence dans le déroulement de la cérémonie est aussi un moyen d'honorer son rang de seconde école de droit en France<sup>14</sup>. La Faculté organise la séance dans ses locaux, offrant une « paternelle hospitalité à ses doctes sœurs »<sup>15</sup> ; ses professeurs prononcent en premier les discours pour chaque série de rapport ; la distribution des prix exalte surtout ses étudiants (et quelques élèves de médecine). L'évènement offre une formidable vitrine pour ses travaux.

La rentrée constitue donc un moment privilégié au cours duquel les autorités universitaires (recteurs, professeurs) peuvent s'adresser directement et publiquement à l'ensemble des étudiants. Il ressort des registres de délibérations et des procès-verbaux de rentrées<sup>16</sup>, une tendance paternaliste à la moralisation des élèves. Les propos valorisent l'étude du droit comme un moyen de maintenir l'ordre social. Dans une époque marquée par l'instabilité institutionnelle (notamment la tentation républicaine) et l'émergence des idées et idéaux socialistes, l'élite intellectuelle véhicule plus que jamais des valeurs conservatrices. Le

---

<sup>13</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8. Registre des délibérations de la Faculté (1859-1870), fol. 64, Rapport du professeur Poubelle sur les concours de la Faculté de droit pour l'année 1864-1865 : « Il semble qu'en introduisant ainsi son interprète au milieu des circonstances les plus sympathiques, elle veuille par là lui faire obtenir ses lettres de naturalisation dans cette noble cité universitaire de Toulouse où l'on est toujours le bien venu quand on aime la jeunesse et la science. »

<sup>14</sup> Ph. NELIDOFF, « Histoire et méthodes de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse au XIX<sup>ème</sup> siècle », *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques* n° 11 : *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse*, sous la direction d'Olivier DEVAUX, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2007, p. 400 : « La Faculté de droit de Toulouse s'enorgueillit toujours d'être la première de province. ».

<sup>15</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6. Registre des délibérations de la Faculté (1841-1847), fol. 61, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 16 novembre 1843, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>16</sup> Arch. UT1, 1 P 18. Rentrée solennelle, rapport de concours de droit, procès-verbaux, rapports annuels (discours imprimés) (1860-1890) et 2 Z 2 – 5 à 9. Registres des délibérations de la Faculté (1830-1887).



protocole renforce évidemment cette volonté de normaliser les étudiants, en les intégrant dès leur arrivée aux destinées des études supérieures<sup>17</sup>. La Faculté de droit joue son rôle de formation, et de conformation, d'une jeunesse bourgeoise qui nécessite parfois (elle aussi) d'être canalisée. Cette détermination transparaît non seulement dans les discours (I) mais aussi dans la forme des rentrées solennelles (II).

### I – La responsabilisation par le texte

Le compte-rendu annuel du doyen fournit une présentation complète de l'institution et de son fonctionnement, en prenant toujours soin de rappeler son histoire et son utilité (ce qui ne semble pas inutile dans une société industrielle qui délaisse peu à peu les connaissances théoriques). Le travail énonce les enseignements dispensés, insiste sur la diversité des cours comme des conférences, détaille parfois les programmes ou la méthode des nouvelles leçons. S'il y a lieu, le doyen expose les dernières réformes de l'enseignement, ou annonce la création d'une chaire<sup>18</sup>. D'ailleurs, la séance solennelle offre l'opportunité de réclamer publiquement (en présence du recteur) de nouvelles chaires ou des cours complémentaires (à confier aux suppléants)<sup>19</sup>. En présence de témoins avisés, l'institution dresse un bilan objectif de ses activités. L'homme s'arrête quelquefois sur le personnel enseignant, soulignant le parcours et les qualités d'un professeur ou souhaitant la bienvenue à un agrégé. Cependant, ce rapport « ne doit pas seulement présenter la situation actuelle de l'école, rappeler les souvenirs, exprimer ses espérances ; la pensée généreuse qui nous l'a demandé a voulu aussi que lorsqu'un corps de l'académie a éprouvé quelques pertes, les noms de ceux qui ne sont plus et qu'ont recommandés leurs services fussent

---

<sup>17</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 7, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 11 novembre 1847, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté : « On a vu rarement une réunion aussi complète des qualités qui constituent l'homme vraiment supérieur et qui devaient faire sentir autour de lui la puissance de cette organisation privilégiée. »

<sup>18</sup> Ph. NELIDOFF, « La création de la chaire toulousaine d'histoire du droit (1859) », *Etudes d'histoire du droit et des idées politiques n° 10 : Histoire de l'histoire du droit*, Actes des Journées internationale de la Société d'Histoire du droit, Toulouse, 1-4 juin 2005, Textes réunis par Jacques POUMAREDE, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, p. 157 : « Lors de la séance solennelle de rentrée de la Faculté, le 16 novembre 1859, le doyen Delpech se réjouit de la création de ce nouvel enseignement. »

<sup>19</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 131, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 12 novembre 1845, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

publiquement honorés »<sup>20</sup>. Les rentrées solennelles permettent ainsi de saluer la mémoire d'un professeur disparu ou de se féliciter des décorations d'un collègue.

Les rapports traitent longuement de la population étudiante à grands renforts de détails statistiques (nombres d'inscriptions, conséquences budgétaires, taux de réussite aux examens), mais ils servent surtout à décrire la conduite morale des élèves<sup>21</sup>. Les étudiants forment une population susceptible d'agitations, dont les autorités se méfient (plusieurs événements sous la Restauration<sup>22</sup> et la Monarchie de Juillet<sup>23</sup> entretiennent la réputation des étudiants toulousains). Le doyen doit témoigner chaque année de leur comportement, non seulement à l'intérieur de la Faculté, mais aussi à l'extérieur car la Faculté se sent moralement responsable de ses étudiants au-dehors<sup>24</sup>. Or, si leur conduite dans les murs pose peu de problèmes (le comportement modèle des élèves est régulièrement mis en avant, notamment leur attitude en cours<sup>25</sup>), il n'en est pas de même à l'extérieur où

---

<sup>20</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 7, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 11 novembre 1847, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>21</sup> *Ibid.*, fol. 101, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 15 novembre 1852 : « Aux termes de l'ordonnance du 17 mars 1840 qui a institué la solennité de ce jour, je dois, dans ce compte-rendu, mentionner la conduite des élèves pendant la dernière année. »

<sup>22</sup> O. DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous la Restauration*, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 1994, p. 175-176.

<sup>23</sup> S. GAMBAROTTO, *La Faculté de droit de Toulouse sous la Monarchie de Juillet*, mémoire de D.E.A. d'histoire du droit et des institutions (sous la direction d'Olivier DEVAUX), Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 2000, p. 44 et s.

<sup>24</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 37, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 17 novembre 1842, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté. La conduite des élèves « a été des plus satisfaisantes dans les rapports qu'ils ont eu avec l'école et que je suis autorisé à penser qu'elle a été telle au dehors. Il n'est pas du moins parvenu à notre connaissance des faits qui puissent démentir cette opinion. Il est bien vrai que, dans le courant de l'année, quelques nom furent prononcés à l'occasion de certains troubles de théâtre dont il ne nous appartient pas de rechercher et de signaler les véritables causes ; mais le résultat des poursuites judiciaires auxquelles ces troubles donnèrent lieu a prouvé que l'œil de la justice avait été d'abord égaré, et l'école est sortie pure de cette épreuve. »

<sup>25</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 143, Rapport du professeur Delpéch, doyen d'âge et doyen provisoire de la Faculté de droit de Toulouse, sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 1<sup>er</sup> décembre 1855 : « Les doctrines les plus pures, même les plus mystiques et les plus austères, sont accueillies avec respect et souvent reproduites dans leurs compositions, tandis qu'autrefois le nom de Dieu ne pouvait être prononcé dans nos chaires sans exciter des murmures. »

## Toulouse : les séances solennelles de rentrée à la Faculté de droit

bien souvent quelques étudiants se trouvent impliqués dans des affaires de police (tapages nocturnes ou troubles de théâtre).

Le retour à l'ordre moral dans les derniers moments de la Seconde République, et plus encore après le rétablissement de l'Empire, entraîne une diminution de l'effervescence étudiante. « L'histoire de notre ancienne Université nous offre quelquefois en effet le triste tableau des agitations, même des violences auxquelles des inspirations coupables excitaient une oisive frivolité. Mais les temps qui furent témoins de pareilles scènes sont déjà, je viens de le dire, bien loin de nous. Les progrès de l'instruction, les institutions qui ont succédé aux vieilles institutions, la rapidité et l'importance des événements qui ont changé la face de notre pays, tout a contribué à distraire la jeunesse de notre temps de la turbulence du premier âge. »<sup>26</sup> En 1852, le discours de rentrée encense le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte<sup>27</sup> et le corps professoral marque volontiers son attachement au régime impérial<sup>28</sup>, à l'exemple des doyens Laurens (en 1853)<sup>29</sup> et Delpech (en 1862)<sup>30</sup>. Aux yeux du recteur Rocher, l'idée

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, fol. 81, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 13 novembre 1851.

<sup>27</sup> *Ibid.*, fol. 104, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 15 novembre 1852 : « Le triomphe de l'autorité n'est-il pas en effet le but de cette grande acclamation nationale qui élève au premier trône du monde le prince dont le patriotisme et l'énergie ont arraché la France et la civilisation au malheur de l'anarchie, aux fureurs de ces barbares nouveaux qui menaçaient de les anéantir ? Ralliés tous par la reconnaissance, le dévouement, la confiance au sauveur de la Patrie, contribuons par le concours le plus entier, le plus loyal à donner à son autorité cette force nécessaire pour opérer le bien, pour réprimer le mal. Et nous, dans la grande milice de l'ordre, soldats de l'enseignement universitaire, exprimons avec bonheur nos vœux et nos espérances devant le nouveau symbole de la Paix, mère de tous progrès. »

<sup>28</sup> M. PUZZO-LAURENT, *La Faculté de droit de Toulouse sous le Second Empire*, mémoire de D.E.S. d'histoire du droit et des faits sociaux (sous la direction de Germain SICARD), Université des sciences sociales de Toulouse, Toulouse, 1973, p. 43. L'auteur remarque que dans leur discours de rentrée, les doyens « invitent les étudiants à soutenir le régime ».

<sup>29</sup> « Au nombre des causes de cette heureuse amélioration, il faut d'abord compter la tranquillité dont nous jouissons. A mesure, en effet, que l'ordre se consolide sous l'égide de la main puissante qui, après avoir sauvé la France, en dirige les destinées, nos élèves soustraits à des préoccupations dangereuses et au spectacle des agitations qui enflamment toujours et égarent si souvent les jeunes imaginations, utilisent pour nos études, bien des moments sacrifiés naguère peut-être à des théories presque toujours vaines, lorsqu'elles n'étaient pas insensées. » (Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 117, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 19 novembre 1853).

républicaine reste une « plaie mal fermée qu'il importe d'empêcher à jamais de se rouvrir »<sup>31</sup>. Quelques étudiants se font toujours remarquer, mais leurs actes ont rarement un caractère politique<sup>32</sup>.

Les rapports prennent souvent une tournure plus subjective dans leur volonté de responsabiliser les étudiants. Maniant avec habileté les conseils paternels et les avertissements paternalistes, les doyens exhortent les étudiants au sérieux. La forme change, l'adresse se fait plus directe : « Etudiants, de nouveaux droits vous attendent, de nouveaux devoirs vous appellent, à ce moment de transition qui fait des adolescents des jeunes hommes »<sup>33</sup>. Le commencement des études est un moment charnière pour lequel les professeurs éprouvent le devoir d'intervenir et de prévenir, « car c'est au début de cette existence nouvelle, à cette époque de transition d'une vie contenue à une vie plus indépendante, que des dangers de toutes sortes viennent assaillir l'inexpérience »<sup>34</sup>. La thématique de la liberté, d'ailleurs

---

<sup>30</sup> « A l'intérieur de l'école et dans les rapports des maîtres et des disciples, la paix et l'harmonie la plus parfaite n'ont pas cessé un seul jour. Félicitons-nous, Messieurs, de ce calme et de cette entente cordiale, tandis que dans les pays voisins, la jeunesse se laisse entraîner à des passions et à des illusions que la mauvaise presse cherche à propager parmi nous. A qui devons-nous rapporter ce précieux avantage ? Sans doute, à la sagesse et à l'énergie du chef de l'Etat qui, sans nuire à la vraie liberté, a su mettre un frein à la fureur des flots. » (Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 30 et 1 P 18, *Procès-verbal de la séance solennelle des Facultés de droit, des sciences et des lettres et de l'Ecole de médecine*, Rapport du doyen Delpech, 1862, p. 26).

<sup>31</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Discours de recteur d'Académie Rocher, *op. cit.*, 1862, p. 7.

<sup>32</sup> M. PUZZO-LAURENT, *op. cit.*, p. 53. L'auteur démontre le manque de conscience politique de la plupart des étudiants en droit. Par ailleurs, les discours de rentrée minimisent les événements à caractère politique, évoquant une faible participation des élèves (Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 120 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau au Conseil académique, *op. cit.*, 1868, p. 12 : « Dans le mois de février 1868, la loi sur l'armée a été publiée : quelques mécontents ont voulu chercher, dans les dispositions de cette loi, un prétexte d'agitation. Il était à craindre qu'on abusât de l'esprit de quelques-uns de nos étudiants qui n'auraient pas entrevu assez promptement les conséquences fâcheuses de leur participation à des tapages nocturnes. » ; *Ibid.*, fol. 141 et 1 P 18, Rapport du doyen Dufour, *op. cit.*, 1869, p. 62 : « Nous venons de traverser des temps difficiles, notre ville a été mise en émoi par les élections. L'ardeur de la jeunesse et la curiosité aidant, nous ne devons guère être surpris que quelques-uns des nôtres se soient glissés dans les groupes formés sur nos places ; qu'ils se soient même poussés au premier rang ; qu'ils aient pu, ainsi être momentanément confondus avec ceux qui étaient animés par d'autres passions. »).

<sup>33</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 16 et 1 P 18, Rapport du professeur Laurens, en l'absence du doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1861, p. 14.

<sup>34</sup> Et de conclure : « L'étude en est le meilleur, j'oserais même dire le seul, préservatif. » (Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 9, Procès-verbal de la rentrée solennelle du

étroitement liée à celle du danger, devient récurrente. Les professeurs imaginent tout haut les avènements sombres des élèves qui « se laissent détourner du travail par les distractions ou les dangers de la vie libre »<sup>35</sup>.

Les doyens recourent alors à des arguments qui relèvent de la psychologie, rappelant aux étudiants que leurs actes n'engagent pas qu'eux. Ils utilisent le levier de la mauvaise conscience, toujours selon une trilogie « passé, présent, futur ». Le passé de l'élève correspond à la famille, c'est-à-dire « ceux qui ont consacré leur existence à son avenir »<sup>36</sup>. L'enfant a une obligation morale de réussite afin que les sacrifices (financiers) de sa famille ne soient pas vains. Le temps présent inclut la Faculté ; les discours laissent entendre aux étudiants qu'ils tiennent entre leurs mains la place et l'honneur de l'Université (par leurs résultats et leur comportement). Quant au futur, il ne s'agit pas seulement de l'avenir personnel de l'étudiant, mais de l'avenir du pays tout entier : « Invoquez le plus puissant, le plus cher des souvenirs, celui de la famille ; et si un moment d'hésitation reste encore dans vos esprits, que vos pensées se portent aussi sur les grands intérêts du pays dont vous êtes l'espérance... »<sup>37</sup> Les professeurs insistent régulièrement sur ces valeurs pour donner plus de poids à leur avertissement<sup>38</sup>.

Les discours donnent aux étudiants les clés de la réussite ; sans surprise, « la première condition exigée d'eux est l'assiduité aux leçons »<sup>39</sup>. Les professeurs s'accordent à dire que l'assiduité et le travail des élèves sont les « seules garanties de leur succès »<sup>40</sup>. Une délibération de la Faculté de mars 1852<sup>41</sup> rétablit le système des appels, rendant obligatoire la présence des élèves en cours. Les enseignants cultivent l'idée d'une Faculté protectrice, au sein de laquelle s'échangent des discussions doctrinales paisibles pendant

---

11 novembre 1847, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté pendant l'année scolaire 1846-1847, lu en séance solennelle).

<sup>35</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 168, Rapport du doyen Delpech sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 14 novembre 1857.

<sup>36</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 166, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 18 novembre 1846, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>37</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 16 et 1 P 18, Rapport du professeur Laurens, en l'absence du doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1861, p. 14.

<sup>38</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 37, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 17 novembre 1842, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>39</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 120, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 19 novembre 1853.

<sup>40</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 37, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 17 novembre 1842, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>41</sup> *Ibid.*, fol. 86 et M. PUZZO-LAURENT, *op. cit.*, p. 55 qui retrace l'historique du contrôle de l'assiduité.

que l'agitation politique gronde au dehors. Un étudiant qui se consacre aux études paraît moins exposé aux excitations de la rue. Sur le registre du conseil, les enseignants justifient cette exigence par la méthodologie et la pédagogie : l'écoute est la première attitude de l'élève envers le maître<sup>42</sup>. Les avertissements peuvent se révéler plus pesants ; le doyen Chauveau reconnaît d'ailleurs qu'il est « dans les habitudes de la Faculté d'être beaucoup plus indulgente pour les jeunes gens d'une assiduité exemplaire, que pour ceux qui laissent à désirer sous ce rapport », répétant combien les étudiants ont « à gagner à être connus de chacun de leur professeur »<sup>43</sup>. Autre recommandation renouvelée, la Faculté engage fortement ses étudiants à participer aux conférences préparatoires, « complément nécessaire de l'enseignement professoral »<sup>44</sup>, rappelant que « jamais l'élève qui les a suivies assidûment n'a échoué à son examen »<sup>45</sup>. Plus tard dans l'année, l'ultime avertissement prendra la forme d'un ajournement aux examens, qui sanctionne le manque de travail et d'assiduité. « Un ajournement en première année les rappelle au sentiment du devoir, et leur permet, quand il en est encore temps d'abandonner une vie de dissipation si douloureuse pour leurs familles et si funeste pour leur avenir. »<sup>46</sup> Ainsi, le régime des études conduit-il les professeurs à prendre le relais des pères de famille.

Devant les étudiants rassemblés, les doyens formulent les exigences de l'Université. La Faculté de droit prévient que seul un comportement responsable garantit la réussite scolaire. Le recteur Rocher, dans un style

---

<sup>42</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 55, Arch. UT1, 1 P 18, Rapport d'Adolphe Chauveau, chargé des fonctions de doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1864, p. 19 : « Cette assiduité est pour l'élève qui a suivi les cours du professeur, la certitude qu'il sait autre chose que le point nécessairement restreint sur lequel le hasard va porter les interrogations de l'examineur. » ; *Ibid.*, fol. 67 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau, *op. cit.*, 1865, p. 29 : « Les auteurs, les arrêts, ce sont les armes de l'avocat, mais l'enseignement oral des principes, qui domine les textes et leur donne la vie, voilà l'élément indispensable pour celui qui veut savoir le droit. Rien ne peut remplacer cet enseignement oral. »

<sup>43</sup> *Ibid.*, fol. 107 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau au Conseil académique, 1867, p. 11.

<sup>44</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 143, Rapport du professeur Delpech, doyen d'âge et doyen provisoire de la Faculté de droit de Toulouse, sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 1<sup>er</sup> décembre 1855.

<sup>45</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 67 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau, doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1865, p. 22.

<sup>46</sup> *Ibid.*, fol. 107 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau au Conseil académique, *op. cit.*, 1867, p. 11.

ampoulé, s'adresse à une « jeune milice »<sup>47</sup> que l'étude du droit prépare à la réussite sociale. La séance de rentrée solennelle entend créer une rupture dans la vie de l'élève ; elle l'intronise dans l'élite du savoir.

## II – L'émulation par le contexte

La rentrée solennelle doit engendrer une « heureuse émulation »<sup>48</sup> au sein de la jeunesse étudiante. La notion revient souvent dans la présentation des séances<sup>49</sup>. Tout le cérémonial de la rentrée dévoile un caractère religieux, préparant les élèves au sacerdoce des études, dans la plus pure tradition universitaire. « Isolez vous dans la société des anciens qui se distinguent par leur assiduité et par leurs succès. [...] Imitiez vos maîtres dont la vie laborieuse et pure relève de l'autorité. »<sup>50</sup> Il s'agit de transmettre aux étudiants l'amour du travail et de l'étude, en affichant glorieusement la réussite de leurs prédécesseurs (désormais lauréats), mais aussi celle des professeurs et de l'assistance (en majorité issue de la justice et de la haute fonction publique). La cérémonie leur renvoie donc l'image d'une double réussite, scolaire et professionnelle.

Le succès aux examens donne lieu à une remise de récompenses le jour de la rentrée. Les rapporteurs sur les concours viennent présenter le contenu des conférences du baccalauréat et de la licence (mention du professeur agrégé, titre de la conférence, nom des élèves qui s'y sont distingués), ainsi que des concours de troisième et de quatrième années (intitulés des sujets, rapports nominatifs sur les compositions et les mémoires). Ce compte-rendu solennel des meilleurs travaux de la Faculté tourne parfois au véritable cours de méthodologie tant il comporte de conseils formels pour les épreuves. Les élèves distingués sont présentés comme des modèles et les doyens engagent fortement les nouveaux venus à suivre leurs traces<sup>51</sup>. « Les

---

<sup>47</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Discours du recteur d'Académie Rocher, *op. cit.*, 1862, p. 9.

<sup>48</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 126, Rapport du professeur Molinier sur les concours lu en séance solennelle de rentrée du 16 novembre 1854.

<sup>49</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 30 et 1 P 18, Rapport du doyen Delpech, *op. cit.*, 1862, p. 25-26.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>51</sup> *Ibid.*, fol. 157, Rapport du Professeur Delpech, doyen par intérim de la Faculté de droit de Toulouse, sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 17 novembre 1856 : « Ces idées quelques fois un peu vagues d'avenir, qui occupent, qui tourmentent vos jeunes imaginations, ils les avaient sans doute aussi à votre âge. Si elles ont été pour eux, bien autre chose que des rêves, des illusions, c'est à l'amour de l'étude, à la persévérance du travail, à l'honorabilité de la conduite qu'ils doivent leurs grands succès dans la vie. »

élèves de première année trouveront parmi les anciens de nombreux exemples à imiter : des jeunes gens élevés dans une atmosphère chrétienne, qui s'isolent des tourbillons du monde, qui sont absorbés par l'étude, jaloux de mériter nos éloges et nos couronnes. »<sup>52</sup> Il s'agit d'une reconnaissance publique du travail de l'élève, acclamé par les élites locales.

L'émulation provient également du public de la séance qui renvoie aux élèves une image de l'avenir, de leur avenir. « Depuis l'institution de cette solennité, nous avons vu, chaque année, un auditoire d'élites encourager, par sa présence, la jeunesse de nos Ecoles et témoigner ainsi de l'intérêt qu'inspire aux amis de la science et du pays l'objet de cette réunion universitaire. »<sup>53</sup> L'assistance se compose des plus hauts dignitaires de l'Eglise, de l'armée, de la magistrature et de l'administration civile, « notabilités diverses dont la présence est à la fois un encouragement et une récompense »<sup>54</sup>. Au-delà d'une simple remise de prix, la cérémonie de rentrée permet aux étudiants de se projeter dans un avenir professionnel, celui des professions libérales ou de la recherche universitaire.

Les professeurs louent le monde judiciaire dans lequel ils officient parfois : « Messieurs les étudiants, [...] vous êtes d'ailleurs destinés à combattre les ennemis de l'intérieur, non moins redoutables que ceux du dehors : le vice, la fraude, l'injustice, l'oppression... »<sup>55</sup> Par la distribution des prix, la séance solennelle présente les lauréats à leurs futurs confrères. Le recteur Roustan, faisant l'éloge des professions libérales (avocats et médecins en tête), prédit : « Vous irez en nous quittant, vous placer parmi des collègues, vos aînés : portez-leur l'aimable et loyale confraternité que vous avez puisée sur les bancs de l'Ecole. »<sup>56</sup> Dans l'esprit des enseignants, la Faculté ne se contente pas d'enseigner le droit, elle prépare un avenir professionnel, elle tend à « former des sujets qui puissent faire l'honneur du barreau, de la magistrature et de l'enseignement »<sup>57</sup>.

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, fol. 179, Rapport du doyen Delpech sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 20 novembre 1858.

<sup>53</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 16 et 1 P 18, Rapport du professeur Laurens, en l'absence du doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1861, p. 9.

<sup>54</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 6, fol. 61, Procès-verbal de la rentrée solennelle du 16 novembre 1843, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté.

<sup>55</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 196, Rapport du doyen Delpech sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 16 novembre 1859. Le doyen fait un rapprochement entre la carrière judiciaire et la carrière militaire.

<sup>56</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Discours du recteur d'Académie Roustan, *op. cit.*, 1864, p. 9.

<sup>57</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 55 et 1 P 18, Rapport d'Adolphe Chauveau, chargé des fonctions de doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1864, p. 16.



## Toulouse : les séances solennelles de rentrée à la Faculté de droit

Les enseignants défendent aussi leur métier, racontent leur carrière et encouragent les élèves aux études du doctorat (qui donnent lieu à des médailles d'or). Les candidats à ce diplôme sont peu nombreux car il exige « des études longues, fortes et soutenues »<sup>58</sup> et occasionne des frais supplémentaires que les familles et les étudiants jugent inutiles dans cette société sans cesse renouvelée par la révolution industrielle. Le professeur Laurens se démarque en effet des idées utilitaristes de l'époque : « Un grand nombre de licenciés en droit, une fois parvenus à ce grade officiellement suffisant pour les positions diverses qu'ils occupent, emportés par le courant dans lequel ils vivent trouvent peu de temps à donner à des études abstraites »<sup>59</sup>. La Faculté incite les élèves à poursuivre leurs études après la licence et rappelle que le doctorat (« complément indispensable des études juridiques »<sup>60</sup>) ouvre les portes de l'enseignement supérieur<sup>61</sup> et des plus hautes fonctions de l'Etat<sup>62</sup>.

\*

\* \*

A partir de la rentrée de 1866, le déroulement de la séance solennelle évolue. Les comptes-rendus annuels des doyens sur la situation de leur Faculté ne font plus l'objet d'une présentation publique. Dorénavant, ils sont uniquement lus devant le Conseil académique<sup>63</sup>. Le jour de la rentrée, l'inspecteur d'Académie de Toulouse expose un rapport d'ensemble, « tableau général de la situation de l'enseignement supérieur dans l'Académie de Toulouse, tel qu'il résulte des documents fournis par les

---

<sup>58</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 7, fol. 64, Rapport du doyen Laurens sur les travaux de la Faculté, lu en séance solennelle de rentrée du 14 novembre 1850.

<sup>59</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 16 et 1 P 18, Rapport du Professeur Laurens, en l'absence du doyen de la Faculté de droit, *op. cit.*, 1861, p. 12.

<sup>60</sup> *Ibid.*, fol. 67 et 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau, *op. cit.*, 1865, p. 20.

<sup>61</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Rapport du doyen Chauveau au Conseil Académique, *op. cit.*, 1867, p. 17 : « On dit vulgairement, le doctorat est un grade de luxe. C'est une erreur en ce qui concerne l'enseignement, car, pour entrer dans les Facultés de droit, c'est un grade nécessaire. »

<sup>62</sup> *Ibid.*, Rapport du professeur Rodière sur les concours des docteurs et des étudiants des diverses années 1870-1871, *op. cit.*, 1872, p. 15.

<sup>63</sup> Arch. UT1, 2 Z 2 – 8, fol. 89, Rapport du doyen Chauveau lu en séance du 21 novembre 1866 : « Je suis appelé à vous présenter un rapport exclusivement consacré à l'analyse des travaux de l'année scolaire de la Faculté de droit, rapport qui n'est pas destiné à être lu à la séance solennelle de rentrée. » Les comptes-rendus sont dès lors insérés à la fin des procès-verbaux.

doyens »<sup>64</sup>. Ce changement médiatise le lien entre l'institution et ses étudiants, jusqu'alors direct dans les discours du doyen. Peu à peu, la manifestation se recentre sur la présentation des travaux, ainsi que sur la délivrance des prix et des mentions, pierre angulaire de la cérémonie. Le décret du 30 mars 1869 crée deux nouveaux prix<sup>65</sup> qui augmentent l'importance du rassemblement. La rentrée de novembre prend place dans la salle des illustres au Capitole, « seule enceinte suffisante pour recevoir les membres des sociétés savantes de la ville et de l'Académie »<sup>66</sup>. Pourtant, la lecture des rapports sur les concours, rédigés selon une trame identique<sup>67</sup>, confère à la séance solennelle un aspect systématique et répétitif. La majesté de l'exercice repose désormais sur son formalisme.

En 1870, après la défaite contre la Prusse, la Faculté n'organise aucune cérémonie<sup>68</sup>. L'événement bouleverse l'organisation des séances solennelles de rentrée. Certains discours de remise de prix deviennent à leur tour, selon la personnalité de leur auteur, une occasion de s'adresser directement aux étudiants. La responsabilisation des élèves trouve un nouvel argument dans le patriotisme revanchard : par le sérieux dans les études, la jeunesse ne prépare pas seulement son avenir, elle participe également au redressement intellectuel de la France<sup>69</sup>. Les professeurs soutiennent que l'enseignement du droit peut apporter beaucoup à cette entreprise. « Le droit basé sur la tradition est de nos jours l'élément conservateur le moins attaqué »<sup>70</sup> ; les

---

<sup>64</sup> Résumé des rapports annuels des doyens. Arch. UT1, 1 P 18, *op. cit.*, 1868, p. 4.

<sup>65</sup> Recueil DUVERGIER, *op. cit.*, tome LXIX, p. 202. Décret impérial du 30 mars 1869 qui institue dans chaque ressort académique de l'Empire un prix annuel à décerner à l'ouvrage ou au mémoire jugé le meilleur sur quelque point d'histoire politique ou littéraire, d'archéologie ou de sciences.

<sup>66</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Discours du recteur d'Académie Roustan, *op. cit.*, 1869, p. 4 (en note).

<sup>67</sup> Et validés quelques jours auparavant en séance de la Faculté...

<sup>68</sup> Arch. UT1, 1 P 18, Rapport du professeur Rodière sur les concours des docteurs et des étudiants des diverses années 1870-1871, *op. cit.*, 1872, p. 4 : « L'an dernier, les malheurs de notre pays nous avaient obligés à décerner nos récompenses sans aucune solennité. Quand la France entière est en deuil, comment aurions-nous pu déployer un appareil de fête ! Nous bénissons aujourd'hui le Ciel de ce que des temps meilleurs nous permettent de reprendre une tradition utile et qu'il importe plus que jamais de conserver. »

<sup>69</sup> *Ibid.*, Discours du recteur d'Académie Gatien-Arnoult, p. 39 : « Etudiants, il convient d'insister sur notre réhabilitation intellectuelle, littéraire et scientifique. »

<sup>70</sup> *Ibid.*, Rapport du doyen Dufour, p. 62.

Toulouse : les séances solennelles de rentrée à la Faculté de droit

étudiants doivent comprendre qu'ils joueront un rôle essentiel dans le destin du pays. La réussite sociale devient alors un enjeu national<sup>71</sup>...

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, Rapport du professeur Rodière sur les concours des docteurs et des étudiants des diverses années 1870-1871, 1872, p. 15 : « Tâchez même d'élever vos désirs plus haut, et de vous proposer pour but de vos travaux non pas seulement votre intérêt propre, mais l'intérêt de notre chère et malheureuse patrie. »



## LES ETUDIANTS ETRANGERS ET COLONIAUX DE LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

par Caroline Barrera,  
enseignante au Centre universitaire Champollion  
laboratoire Framespa CNRS-Université Toulouse Le Mirail

L'histoire des étudiants étrangers est une histoire pluriséculaire qui au XIX<sup>e</sup> siècle –entendu ici jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale–, prend un essor nouveau en raison du contexte international qui favorise les migrations étudiantes entre les pays, notamment à partir du dernier tiers du siècle. C'est en effet l'époque où les grands pays dominants entament un cycle de nationalisation et de modernisation de leurs Universités, ce qui les rend encore plus attractives et où ils entrent en concurrence pour former les élites des pays étrangers, notamment celles des nouveaux États Nations ou d'États plus anciens en plein développement. Tous ont un besoin urgent de juristes, d'ingénieurs, de médecins pour fonctionner, alors même qu'ils sont sous-équipés en Universités correctement appareillées. Rappelons qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie ne compte que dix Universités alors que la France en possède quinze pour une population trois fois supérieure ; qu'il n'y a que deux Universités de langue polonaise ou qu'en Bulgarie ou en Croatie, on ne peut relever en 1900 qu'un seul établissement universitaire<sup>1</sup>. Or, c'est une période où le diplôme devient de plus en plus un instrument de légitimation sociale pour les élites de ces pays. Dans ce contexte, les études de droit en France sont pour certains groupes nationaux, essentielles : Victor Karady a ainsi mis en évidence « qu'entre 1899 et 1911, la majorité des étudiants de Serbie, de Roumanie, d'Égypte, ainsi qu'une part importante

---

<sup>1</sup> V. KARADY, « La migration internationale d'étudiants en Europe, 1890-1940 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 145-2002/5, Introduction.

des Bulgares, des Grecs et des Turcs font des études de droit en France, contre une minorité, le plus souvent négligeable, dans les autres groupes nationaux d'étudiants étrangers (moins de 10 % de ceux de Russie) »<sup>2</sup>. À ces différents facteurs s'ajoutent ceux liés aux persécutions et aux conflits, qui mènent sur les chemins de l'exil un nombre considérable d'étudiants. Certains rejoignent les amphithéâtres de l'étranger pour échapper à l'enseignement imposé par la puissance occupante, d'autres sont simplement exclus du système éducatif de leur pays et doivent donc aller se former à l'extérieur ; c'est le cas des femmes ou des étudiants de confession juive.

Dans ce contexte, la Faculté de droit de Toulouse occupe une place particulière. À l'échelle nationale, c'est une des Facultés les plus importantes de province ; à Toulouse, elle occupe la première place, forte d'un budget deux fois supérieur à celui de ses consœurs et de locaux universitaires dignes de ce nom. Elle forme en outre de vrais étudiants et s'ouvre très tôt sur l'international, au-delà de l'accueil des étudiants étrangers et coloniaux.

Ces derniers, fils des colons français éparpillés sur le globe, sont présents dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils sont rejoints dans les années 1820 par quelques étudiants étrangers et dans les années 1830 par l'arrivée un peu plus massive des réfugiés polonais. Leur nombre commence à s'accroître sensiblement à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle quand la dizaine d'étrangers est dépassée. Mais c'est surtout à partir de 1904-1905 que les chiffres augmentent de façon durable. La période du premier conflit mondial voit un accroissement considérable et très ponctuel des effectifs (38,5 % des effectifs) à cause de la présence des étudiants américains et serbes. Après un petit creux au début des années 1920, la présence des étrangers ne fait que progresser, atteignant son maximum en 1930-1931 quand la Faculté reçoit 107 étudiants étrangers. Ils constituent alors 10 % des effectifs de l'établissement. Si l'on excepte cette période exceptionnelle de la fin de la première guerre mondiale, la proportion des étudiants étrangers et coloniaux reste donc très modeste au XIX<sup>e</sup> siècle et l'on peut se demander si la Faculté a jugé utile de s'y intéresser et si oui pourquoi ? À travers les réponses que nous tenterons d'apporter, grâce à la conservation exceptionnelle des archives de la Faculté, c'est bien de l'implication d'une Faculté de province dans la politique étrangère de la France dont il est question. Cette politique conçoit l'étudiant étranger ou colonial comme un vecteur d'exportation du modèle français. Il conviendra de voir si tous les

---

<sup>2</sup> *Idem.*

## Toulouse : les étudiants étrangers et coloniaux de la Faculté de droit

étudiants *d'ailleurs* de la Faculté de droit correspondent ou non à ce modèle ?

### Les différentes vagues d'étudiants étrangers et coloniaux

Revenons tout d'abord sur les principales vagues d'étudiants étrangers et coloniaux que la Faculté a accueillies<sup>3</sup>. Le premier flux important d'étudiants est donc constitué par les Polonais qui fuient la répression tsariste, conséquence du soulèvement de Varsovie de novembre 1830 et de la russification forcée qui s'accélère – comme la fermeture de l'Université polonaise de Vilna, symbole du nationalisme polonais. Des milliers de patriotes prennent alors le chemin de l'exil et parmi eux des étudiants. Les premiers arrivent à la Faculté en 1832 et leur nombre ne cesse de croître jusqu'en 1838 avant de se tarir. Les Polonais reviennent encore, quelques années plus tard, après la révolte de 1863 où, une nouvelle fois, la répression russe est féroce, assortie d'une russification à outrance du pays et d'un envoi des jeunes hommes aux confins militaires de l'Empire. Cette deuxième vague ne se tarit qu'en 1870. La Faculté aura accueilli, en tout depuis 1832, 28 polonais réfugiés. Il s'agit d'hommes, qui ne sont pas forcément jeunes, et qui viennent, pour un tiers d'entre eux, poursuivre des études entamées en Pologne. Dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, le profil des étudiants polonais accueillis n'est plus le même ; il s'agit de plus en plus d'étudiants juifs originaires de la Pologne russe. La deuxième vague d'étudiants étrangers est constituée par les Roumains. Elle s'étend de 1867 à 1892 et s'atténue nettement à partir de 1885. Très longtemps dominés par les Turcs, les Roumains ont pris conscience de leur originalité latine au sein d'un monde slave et éprouvent une certaine attirance pour l'Occident, notamment français. En deux générations, à partir des années 1820-1830, les élites roumaines se francisent massivement et on assiste à une relatinisation de la civilisation roumaine. Certains Roumains sont également attirés par les idéaux de la Révolution française ou par celle de 1848. Une fois l'union des principautés roumaines acquise en 1859, puis l'indépendance obtenue, la Roumanie envoie ses étudiants à l'étranger pour importer un capital intellectuel indispensable à la constitution d'un État moderne. Lucian Nastasa a bien montré que la grande majorité des ministres, des membres des cabinets ministériels et des hauts fonctionnaires est allée étudier dans

---

<sup>3</sup> Une présentation plus détaillée est disponible dans C. BARRERA, *Étudiants d'ailleurs. Histoire des étudiants étrangers, coloniaux et français de l'étranger de la Faculté de droit de Toulouse (XIX<sup>e</sup> siècle-1944)*, Toulouse, Presses du Centre universitaire Champollion, 2007, 240 p.

une Université étrangère dans la période 1860-1944<sup>4</sup>. La Faculté de droit de Toulouse participe à cet accueil général. Elle reçoit par exemple les trois frères Ghika, petits-fils du dernier prince de Moldavie, Grégoire V. Les étudiants bulgares forment la troisième vague d'étudiants accueillis par la Faculté. Ils constituent un petit groupe continuellement représenté de 1891 à la Grande Guerre, qui atteint parfois la dizaine d'individus. Le gouvernement bulgare a d'abord favorisé l'envoi à l'étranger de ses ressortissants pour suivre des études de droit et ainsi former ses fonctionnaires. Par la suite, il les a davantage orientés vers les cursus scientifiques et médicaux<sup>5</sup>. Au début des années 1890, la Faculté voit également arriver, un peu plus massivement, les étudiants égyptiens. Leur présence dans l'hexagone date du début du XIX<sup>e</sup> et résulte de l'influence française en Égypte où la langue de Voltaire est censée véhiculer le progrès et devient peu à peu la langue du pouvoir, des relations internationales et l'un des instruments de la domination des élites. Avec la prédominance anglaise, l'influence française évolue et c'est à ce moment là que la Faculté de droit de Toulouse accueille les Égyptiens, les études en France constituant pour eux une certaine forme de résistance à la domination britannique. Ces étudiants sont très largement issus de milieux favorisés et sont fréquemment fils de pacha ou de bey. C'est le cas de Naguib Ghali, étudiant en 1891. Il est le fils de Boutros Ghali Pacha, qui sera assassiné en février 1910 alors qu'il est premier ministre et sera le père de Boutros Boutros Ghali, futur secrétaire général de l'ONU. D'autres ont une origine plus bourgeoise, comme Moustapha Kamel, fils d'un ingénieur de l'armée égyptienne, qui étudie à la Faculté dans les années 1890<sup>6</sup> et sur lequel nous reviendrons. Remarquons que les Russes sont peu nombreux au XIX<sup>e</sup> siècle, contrairement à ce que l'on observe dans d'autres formations. En 1910-1911, alors que l'on compte 222 Russes à Toulouse (77 % des étudiants étrangers de la ville), ils ne sont même pas 10 Russes (toutes « catégories de Russes » confondues) inscrits à la Faculté. Celle-ci reçoit également des Ukrainiens, qui sont officiellement Russes avant 1917. Ils arrivent en 1909 et sont

---

<sup>4</sup> L. NASTASA, « Les institutions académiques étrangères et la formation des élites modernes dans l'espace roumain », communication faite au colloque *Étudiants sans frontières : Migrations universitaires en Europe avant 1945*, Coppet, 2003.

<sup>5</sup> V. KARADY, « La république des lettres des temps modernes. L'internationalisation des marchés universitaires occidentaux avant la Grande Guerre », *Annales de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 121-122, mars 1998, p. 7.

<sup>6</sup> I. A. GHALI, *L'Égypte nationaliste et libérale, de Moustapha Kamel à Saad Zagoul (1892-1927)*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1969, p. 42.



présents jusqu'à la première guerre mondiale. Il s'agit d'exilés politiques comme Konstantin Ljaxovic, né à Poltava et membre du Parti social démocrate, qui avait été condamné à la relégation en 1909 et qui avait pu trouver refuge en France –il était par ailleurs marié avec la fille du célèbre écrivain russe Vladimir Korolenko–, ou comme Benjamin Heller arrivé en 1909, également exilé politique. La Faculté reçoit aussi de plus en plus d'étudiants juifs, qui viennent de la zone de résidence de l'Empire russe<sup>7</sup> où l'on assiste à une recrudescence de la violence anti-juive. Ces jeunes gens subissent l'instauration d'un *numerus clausus* à partir de 1887 qui limite à 3 % la proportion des étudiants juifs dans les Universités moscovites et à 10 % dans les autres Universités. À la fin de la Grande Guerre, on remarque la présence massive des étudiants serbes : 25 étudiants en 1917-1918 puis 41 étudiants l'année suivante. Ils sont généralement boursiers de leur gouvernement qui s'est entendu avec son allié français pour envoyer en France plus de 4 000 jeunes gens dans les Universités ou les écoles secondaires et professionnelles, dans le cadre d'un programme de sauvetage de la jeunesse serbe qui peine à étudier dans un pays ravagé et désorganisé par la guerre. La fin de la première guerre mondiale voit aussi apparaître les soldats américains sur lesquels nous reviendrons plus bas.

La Faculté compte aussi dans sa clientèle ceux que l'on appelle alors des « coloniaux ». Ce terme générique regroupe des étudiants forts différents. Il s'agit essentiellement au XIX<sup>e</sup> siècle, de fils de colons comme les Martiniquais, qui arrivent dès les années 1810 et sont recensés jusqu'à la fin des années 1870. Il y a toujours un, deux, ou trois Martiniquais par promotion, voire plus (10 en 1872-73). Ces étudiants sont surtout fils de propriétaires terriens, de planteurs et de financiers. On trouve aussi quelques enfants de membres des professions libérales et ou de l'administration. Les Français de Guadeloupe, également repérés dès les années 1810, sont moins nombreux (pas plus d'un ou deux par promotion) et fréquentent la Faculté de façon moins régulière. Quant aux Réunionnais, ils viennent à partir des années 1830 et surtout 1860. Les autres colonies comme le Sénégal sont peu représentées ; leurs ressortissants arrivent surtout à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Concernant les étudiants d'Afrique du Nord, on remarque que ceux qui sont originaires d'Algérie commencent à venir de façon régulière à la fin des années 1850 (ils sont 6 en 1869-70). Ils seront plus nombreux dans les années 1930. Les Français de Tunisie et du

---

<sup>7</sup> De 1791 à 1915, les juifs de l'Empire russe ont été confinés dans une *zone de résidence*, qui correspond à 25 provinces dont l'Ukraine, la Lituanie, la Biélorussie, la Crimée et une partie de la Pologne.

Maroc sont nettement moins présents car la colonisation y est plus tardive et moins marquée par le peuplement européen. Le groupe des « coloniaux » comprend aussi les « colonisés ». Jusqu'aux années 1930, leur présence est anecdotique, même si elle est ancienne avec par exemple l'étudiant sénégalais John Valantin qui obtient en août 1860 un doctorat en droit. Notons cependant qu'au moment de la Grande Guerre, ils sont nettement plus nombreux grâce à la présence, inhabituelle jusque-là, d'étudiants indochinois. Il s'agit en fait d'étudiants-soldats, stationnés dans les casernes toulousaines et qui profitent de leur passage à Toulouse pour étudier. On remarque aussi la présence épisodique des Syriens, dès le début du siècle, et qui à partir de l'instauration du mandat français en 1920, seront de plus en plus nombreux.

Enfin, on note qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Faculté accueille des étrangers issus des anciennes colonies françaises, aux noms et aux prénoms très français, imprégnés de culture française, originaires par exemple de Louisiane.

### **Les étudiants étrangers et coloniaux dans la Faculté**

Comment ces vagues successives d'étudiants sont-elles reçues à la Faculté ? Sans entrer dans le détail des procédures officielles, communes à toutes les Facultés, on peut essayer de se pencher sur le quotidien de la vie administrative. Le courrier du doyen est à cet égard très intéressant. Si l'on prend l'exemple de l'accueil des réfugiés polonais, qui sont tous dans des situations administratives compliquées (défaut de pièces justificatives d'identité ou de diplômes, manque d'argent...), on ne peut manquer d'être impressionné par l'activité du représentant de la Faculté. Il s'investit pour eux sans relâche pour soutenir leurs demandes auprès de l'administration supérieure : exemptions financières, équivalences de diplômes, etc. La Faculté va jusqu'à renoncer aux droits qui lui reviennent, au grand dam du secrétaire de la Faculté. Ce qui est intéressant, c'est que l'extrême attention dont profitent les Polonais, amorce une sorte de *culture de l'accueil* qui ne fera que se développer à l'égard des étrangers ou des coloniaux qui fréquenteront la Faculté par la suite. Celle-ci n'est pas systématiquement indulgente, comme on peut le voir en 1899, quand elle refuse d'organiser une session spéciale pour l'étudiant bulgare Koulaxsizoff qui la demande<sup>8</sup>,

---

<sup>8</sup> Arch. dép. Haute-Garonne, 3160W245, lettre du doyen de la fac. de droit de Toulouse au recteur du 24 nov. 1899.

mais elle est globalement très conciliante et le ministère doit parfois la rappeler à l'ordre.

Cette attitude peut également s'observer dans la vie quotidienne des étudiants étrangers au sein de la Faculté, comme le montre le cas de l'étudiant égyptien Haddad. Quand le père du jeune homme s'inquiète de ce que devient son fils et envoie un télégramme à la Faculté, le secrétaire se déplace en personne pour le rechercher et adresse au doyen la note suivante début 1914 : « Il semble que le télégramme ci-joint concerne M. Haddad (Georges), étudiant de 2<sup>e</sup> année, dont les parents habitent le Caire. Comme cet étudiant n'est pas très assidu, j'ai cru devoir aller chez sa logeuse, 8 rue Alsace. Cette dernière m'a appris que depuis quelques jours déjà, le jeune Haddad avait quitté son garni sans préavis et prétendait n'avoir aucune indemnité à lui donner. En attendant, elle conserve comme caution les livres et les vêtements de M. Haddad. La logeuse m'a dit que je trouverai peut-être M. Haddad au restaurant à La Paix (place du Capitole) où il prenait pension. J'attends vos instructions avant d'aller le faire rechercher à La Paix. J'ai fait apposer une affiche pour le prévenir, l'invitant à passer au secrétariat. Mikkaïl, étudiant en 3<sup>e</sup> année, consulté sur son compatriote, a déclaré ne pas savoir où il se trouvait. Je suis très embarrassé pour répondre au père de M. Haddad »<sup>9</sup>. À la même période, on trouve également le témoignage de Gaston Monnerville originaire de Guyane et futur président du Sénat, sur son expérience à la Faculté, voici ce qu'il en dit : « Mes études simultanées dans ces deux Facultés furent rendues possibles par les conditions excellentes de méthodes et de travail mises au point par nos professeurs. La guerre ayant réduit le nombre des étudiants, il nous était possible d'être au contact fréquent avec eux, de solliciter leurs conseils, ou des explications complémentaires sur la matière enseignée. Et cela, soit à la Faculté, soit à leur domicile. Nos professeurs se prêtaient volontiers à ces rencontres [...], j'ai trouvé une audience très compréhensive auprès des miens. J'ai pu ainsi pénétrer d'une manière concrète, vivante, dans les arcanes du droit, me passionner pour cette science si riche [...]. Parmi les professeurs de la Faculté de droit, se trouvait M. Achille Mestre [...]. C'était un homme d'une grande intelligence, vive, claire, attirante ; un esprit très compréhensif, à la méthode directe, recherchant le dialogue avec l'étudiant, s'efforçant de nous ouvrir l'esprit plutôt que de nous meubler la mémoire de notions abstraites. Il était musicien de valeur et un pianiste réputé [...] Cet esprit éclectique eut l'heureuse initiative de créer un cycle de conférences musicales hebdomadaires ouvertes à tous ceux qui s'intéressaient à la musique. Elles

---

<sup>9</sup> Arch. UT1, 1Z15 – Dossier Haddad, note interne du secrétaire au doyen.

firent florès, et à chacune d'elles, le grand amphithéâtre de la Faculté de droit était archi-comble. [...] Ces conférences furent pour moi une réelle initiation à la musique. [...] Conséquence de ces grandes heures : je décidais d'apprendre le solfège et à jouer d'un instrument de musique. [...] Les conférences du professeur Achille Mestre avaient une autre vertu : elles étaient en même temps un bain de culture générale et une leçon de volonté. Les souffrances de l'artiste qui crée son oeuvre, cette sorte de parturition souvent douloureuse, nous étaient présentées comme un exemple, non seulement à admirer, mais à suivre »<sup>10</sup>.

La situation des étudiants étrangers avec leurs camarades français est plus complexe. La Faculté n'échappe pas au développement de l'antisémitisme et la *Ligue antisémite de Toulouse*<sup>11</sup> créée en 1896 rassemble essentiellement des étudiants, qui sont menés par M. de Boëry, avocat à la Cour d'appel. Les antisémites se déchaînent au moment de l'Affaire Dreyfus (dégâts sur les devantures des magasins juifs, cavalcades étudiantes en ville avec jet de confettis anti-juifs...). Les étudiants étrangers ne semblent pas directement attaqués mais ne peuvent rester insensibles à la stigmatisation des juifs étrangers dans les réunions. Au moment de la Grande Guerre, ce sont les étudiants russes qui sont montrés du doigt, accusés de se soustraire à leurs obligations militaires par le biais du sursis étudiant. La presse locale (*L'Express du Midi*, *Le Télégramme*) se fait l'écho de cette querelle qui donne lieu à une alternance d'accusations et de dénégations. Mais on est loin des tensions que les étudiants en médecine connaissent dès la fin XIX<sup>e</sup> siècle, à cause de la concurrence des diplômés étrangers et qui aboutit au vote de la loi de novembre 1892 qui impose la possession d'un diplôme français pour être médecin, chirurgien ou dentiste<sup>12</sup>. Les étudiants en droit français ne perçoivent pas leurs camarades étrangers comme des concurrents puisqu'il faut être Français pour devenir notaire, avoué ou magistrat, même si rien n'empêche la naturalisation d'un étudiant étranger. L'heure n'est pas encore au XIX<sup>e</sup> siècle à l'exclusion professionnelle des nouveaux naturalisés (ce sera le cas avec la loi du 17 juillet 1934 qui exclut les naturalisés pendant dix ans des fonctions d'avocats, des offices ministériels et des fonctions publiques rétribuées par l'État). À Toulouse à la fin XIX<sup>e</sup>, au contraire, on favorise

---

<sup>10</sup> G. MONNERVILLE, *Témoignage. De la France équinoxiale au Palais de Luxembourg*, Paris, Plon, 1975, p. 73-75.

<sup>11</sup> Arch. dép. Haute-Garonne, 4M107 - Ligue antisémite de Toulouse.

<sup>12</sup> S. SLAMA, « Statut juridique de l'étudiant étranger en France et protection du travail national, contre la concurrence étrangère (1890-1940) », Colloque *Étudiants sans frontières*, Château de Coppet, 2003.

l'accueil des étudiants étrangers à tous les niveaux. L'Association générale des étudiants, fondée en 1886, crée ainsi en 1893 un Comité des étudiants étrangers, dont le vice-président est l'étudiant en droit bulgare Nicolas Apostoloff, accompagné de camarades de la Faculté comme les deux Égyptiens Mohamed Mazhar et Mohamed Mazloum.

Bien que les étudiants étrangers et coloniaux soient proportionnellement peu nombreux, les enseignants de la Faculté réfléchissent à la meilleure manière d'adapter leur offre de formation à cette clientèle particulière. Pendant longtemps, les étrangers ont suivi la même formation que les Français. À partir de 1897, ils peuvent également s'inscrire à des diplômes d'Université. Ceux-ci sont considérés par les enseignants de la Faculté comme un moyen de favoriser le rayonnement extérieur de la France en permettant à davantage d'étudiants étrangers de venir dans l'hexagone. Ils militent en effet pour accroître l'attractivité des Universités françaises qui souffrent, selon eux, de la « conception un peu hautaine de la valeur des diplômes français ». Ils rappellent, à juste titre, que les étudiants étrangers voyagent et comparent les différentes offres de formation et font valoir que le handicap principal de la formation en France tient à la durée des études. Habituellement, les étudiants obtiennent en effet leur licence en trois ans ; avec la licence d'Université, cette durée est réduite de moitié. La Faculté adopte également une position libérale en souhaitant que le système de la liste des équivalences soit étendu et permette un accès direct aux inscriptions pour les étudiants titulaires des diplômes présents sur cette liste. Notons que ces DU sont une option supplémentaire et que la Faculté défend aussi le principe de la liberté d'accès aux diplômes d'État pour les étrangers. En étant favorable à des cours adaptés aux étrangers débouchant sur un diplôme spécifique, son attitude est surtout pragmatique en tenant compte de la réalité des difficultés des étudiants qui ne sont pas issus de l'enseignement secondaire français. Le débat évoluera dans les années 1930 quand il s'agira davantage de protéger les étudiants français face à la concurrence des étudiants étrangers.

Qu'en est-il de la réussite de ces étudiants d'ailleurs ? Selon les années, et selon les nationalités, on trouve des traces différentes de l'appréciation des enseignants sur leurs élèves. Un rapport de 1908 se conclut ainsi au sujet de la présence des seize étudiants étrangers accueillis par la Faculté : « En somme, nos étudiants étrangers sont des étudiants sérieux et appliqués »<sup>13</sup>. Une note interne de 1914 est plus amère concernant les étudiants égyptiens, remarquant qu'à l'exception d'un certain Mikhaïl « tous nos étudiants

---

<sup>13</sup> Arch. dép. Haute-Garonne, 3160W155, 1907-1908 – Étudiants étrangers.

égyptiens sont irréguliers »<sup>14</sup>. Certains étudiants étrangers sont même intégrés temporairement à l'équipe enseignante. C'est le cas de l'étudiant polonais Robakowski, docteur en droit de la Faculté, qui a effectué à plusieurs reprises des remplacements dans les années 1860, tout en étant encouragé par ses professeurs à passer les concours, ce qu'il fait en 1865<sup>15</sup>.

### Les figures de l'étudiant d'ailleurs

Qu'on ne croit pas cependant que tous ces étudiants soient identiques, même si pour la diplomatie française, ils sont tous destinés à exporter le modèle français. Les figures de l'étudiant d'ailleurs sont multiples et parfois originales. C'est le cas par exemple pour les étudiantes étrangères. Celles-ci ne sont pas admises dans la plus grande partie des Universités d'Europe de l'Est avant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, même si des cours peuvent leur être ouverts. De nombreuses femmes se dirigent donc vers les Universités d'Europe de l'Ouest où elles peuvent accéder aux diplômes, et pas seulement assister aux cours. En France, la première avocate prête ainsi serment en 1900. En 1909-1910, les Facultés toulousaines ne comptent que 102 femmes dont 25 étrangères pour 2 877 étudiants, soit 3,5 % des effectifs étudiants globaux<sup>16</sup>. Les étrangères ne sont que 2 à la Faculté de droit, 9 en médecine, 9 en sciences et 6 en lettres. Leur moindre représentation en droit perdure les années suivantes. Les étudiantes de la Faculté évoluent donc longtemps dans un milieu presque exclusivement masculin. Elles ne sont présentes qu'au tout début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'exemple de Sophie Plotnika, fille d'un ingénieur polonais, qui s'inscrit en 1908 et poursuit son cursus jusqu'au doctorat.

L'étudiant d'ailleurs est souvent aussi un étudiant réfugié. Il peut s'agir d'étudiants juifs en exil, fuyant l'accélération de l'antisémitisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – rappelons que de 1881 à 1914, 2,7 millions de juifs quittent l'Europe centrale<sup>17</sup>. L'Empire russe a ainsi instauré, on l'a dit plus haut, un *numerus clausus* qui limite l'accès des étudiants juifs à l'enseignement supérieur et il ne faut pas oublier non plus, comme le rappelle Victor Karady, le développement de tout un environnement antisémite dans les Universités qui rend difficile la poursuite des études (bagarres, « bancs-

---

<sup>14</sup> Arch. UT1, 1Z15.

<sup>15</sup> Arch. dép. Haute-Garonne, 3160W9, lettre du doyen à Robakowski du 7 février 1865.

<sup>16</sup> *Rapport annuel du Conseil de l'Université, 1909-1910*, p. 15 à 18.

<sup>17</sup> R. CALIMANI, *L'errance juive. Exil, destin, migrations : de la destruction du Temple de Jérusalem au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Denoël, p. 489.

ghettos », insultes, articles...). Songeons également à l'interdiction d'exercice de certaines professions pour les juifs, comme pour les femmes, qui pouvait être également déterminante, ou encore la question de l'intégration des juifs dans la nation. Ainsi en Roumanie, les juifs sont considérés comme des étrangers, ce qui leur barre l'accès à la fonction publique, à la profession d'avocat (loi de 1864) ou à la fonction de défenseur devant les justices de paix (1884). L'étudiant-réfugié peut également l'être pour des raisons politiques, comme les étudiants polonais ou les Russes socialistes ou libéraux avant la Révolution.

La Faculté compte aussi des étudiants aisés, à l'image des frères Ghika, cités plus haut, petits-fils du dernier prince régnant de Moldavie et fils d'un ministre d'État et diplomate à Constantinople puis en France. Dans les élites d'Europe de l'Est, la place qui est faite à la culture française est considérable et peut même précéder celle laissée aux cultures d'origine. C'est le cas pour les frères Ghika dont la langue maternelle est le français, ce qui est courant dans les grandes familles des États danubiens dans lesquelles se recrutent les hommes d'État et les diplomates. Ce n'est qu'une fois que les trois garçons sont inscrits au lycée de Toulouse que leur famille leur fait prendre des cours de roumain<sup>18</sup>.

Il y a également la figure de l'étudiant colonial, soit fils de colon, soit « indigène », soit les deux. L'exemple le plus célèbre en est Gaston Monnerville, Français de Guyane, fils d'un père blanc mais également descendant d'esclave et futur président du Sénat. Il est Français mais s'il n'est pas mobilisé au moment de la Grande Guerre, c'est parce qu'il reste néanmoins un colonial et bénéficie –à son grand regret– d'une disposition spécifique le dispensant de rejoindre l'armée. Il connaît cependant les problèmes de tous les étudiants en période de conflit. Il peine à recevoir les mandats de sa famille à cause de la guerre sous-marine qui a affecté les lignes de navigation commerciale. Quand il prépare son doctorat, il reçoit une allocation d'étude de la Martinique, mais elle est insuffisante, et il doit alors s'engager comme ouvrier à la Cartoucherie : « toute la journée, de 6 heures à 18 heures –sauf un temps de repos pour le repas de midi– nous trempions des obus dans des bacs d'acide sulfurique, pour la Défense nationale. Cela dura tout l'été et une partie de l'automne de l'année 1918 »<sup>19</sup>. La Faculté accueille également des coloniaux qui dépendent d'une autre puissance, comme les Égyptiens. Voici ce qu'écrivait l'un d'eux, Moustafa

---

<sup>18</sup> S.-M. DURAND, *Vladimir Ghika, prince et berger*, Paris, Casterman, 1962, p. 35-36.

<sup>19</sup> *Idem*, p. 72-73.

Kamel, futur leader nationaliste, à l'écrivain publiciste Juliette Adam, soutien des causes nationales, le 12 septembre 1895 : « Madame, je suis encore petit mais j'ai des ambitions hautes. Je veux dans la vieille Égypte réveiller la jeune. Ma patrie, dit-on, n'existe pas. Elle vit Madame, je la sens vivre en moi avec un amour tel qu'il dominera tous les autres et que je veux lui consacrer ma jeunesse, mes forces, ma vie. J'ai vingt-et-un ans, je viens de conquérir ma licence en droit à Toulouse. Je veux écrire, parler, épandre l'enthousiasme et le dévouement que je sens en moi pour mon pays. On me répète que je veux tenter l'impossible. L'impossible me tente en effet. Aidez-moi Madame, vous êtes à tel point patriote que vous seule pouvez me comprendre, m'encourager, m'aider »<sup>20</sup>. Un fois revenu en Égypte, il déploiera une activité considérable pour plaider la cause égyptienne, expliquant que l'Islam n'est pas synonyme de fanatisme, que l'Égypte veut accéder à la liberté par le progrès, la tolérance et l'esprit libéral.

Enfin, la Faculté a accueilli des étudiants-soldats, les Indochinois comme cela a été indiqué plus haut et surtout, les soldats-américains. En 1917, l'*American University Union* et le département d'éducation du YMCA souhaitent en effet, que les soldats américains puissent poursuivre leurs études pendant la période de démobilisation (dont la durée est estimée entre un an et 18 mois). Toulouse accueille donc 1 223 étudiants qui arrivent entre la fin février 1919 et le début mars pour une durée de quatre mois. 167 d'entre eux rejoignent la Faculté de droit, encadrés par le Pr. Dugarçon. Ils sont accueillis à bras ouverts mais les enseignants n'omettent pas de demander que ce régime particulier ne soit pas réservé aux Américains et que les étudiants français en droit des classes antérieures à 1918 soient également autorisés à reprendre leurs études tout en restant en corps<sup>21</sup>. Les Américains sont logés dans des baraquements de la Poudrerie nationale à partir de laquelle un service de tramway est organisé et on leur aménage une salle de lecture dans un bâtiment annexe de la Bibliothèque universitaire pour qu'ils puissent s'y retrouver entre les cours. Ils doivent d'abord assister à des cours de français, avant de rejoindre des leçons plus adaptées à leurs goûts et qui sont créées spécialement à leur intention (droit institutionnel, droit international et droit français).

---

<sup>20</sup> J. ADAM, *L'Angleterre en Égypte*, Paris, Impr. du Centre, 1922, p. 145.

<sup>21</sup> Arch. UT1, 2Z2-16, registre des délib. (1908-24), procès-verbal du 24 janv. 1919.



### Conclusion

La présence des étudiants étrangers et coloniaux ne connaît pas son point culminant au XIX<sup>e</sup> siècle (il aura lieu en 1931 : 10 % des effectifs) et la Faculté n'est pas l'établissement toulousain qui en reçoit le plus. Mais ce qui s'y passe est important car l'accueil des étudiants étrangers et coloniaux témoigne, avec d'autres indicateurs, que dès le XIX<sup>e</sup>, la Faculté a une conscience très forte du monde extérieur, de l'importance de la formation des élites étrangères dans la politique de rayonnement de la France à l'étranger, bref du caractère essentiel de la culture dans les relations internationales. C'est la période où toute une *culture de l'accueil* s'éprouve, se met en place et se maintiendra par la suite. C'est une époque où ce qui prévaut en matière de relations internationales pour les enseignants, ce n'est pas la défense des étudiants français –même si ceux-ci ne quittent jamais l'esprit de leurs professeurs (on le voit bien en 1919, au moment du retour des classes de soldats aux études)–, mais le rayonnement de la culture française à l'étranger par le biais des étudiants étrangers. Les débats évolueront, pendant l'entre-deux-guerres, dans un sens bien différent.



**LA FONDATION DE L'ACADEMIE DE LEGISLATION :  
UN CERCLE JURIDIQUE AU SEIN DES SOCIETES  
SAVANTES TOULOUSAINES**

**par Pierre-Louis Boyer,  
doctorant à l'Université Toulouse 1 Capitole**

**I – Les débuts de l'Académie de législation de Toulouse**

L'Académie de législation de Toulouse est une institution, unique en France, créée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans le but premier de réunir magistrats, avocats et professeurs de droit afin, comme cela fut inscrit dans les statuts de l'Académie par l'un de ses fondateurs et principal promoteur, Osmin Benech<sup>1</sup>, de « contribuer au développement de la science du droit »<sup>2</sup>. Cette académie demeure toujours, siégeant aujourd'hui à l'Hôtel d'Assézat, cœur des sociétés savantes toulousaines. Le 2 avril 1851, les quarante membres<sup>3</sup> de l'Académie apposèrent leurs signatures au bas des statuts et se réunirent<sup>4</sup>, pour la première fois en séance ordinaire, le 7 mai de cette même année<sup>5</sup>. L'Académie de législation fut reconnue, après de nombreuses

---

<sup>1</sup> Cf. Victor MOLINIER, « Notice historique sur la vie et les travaux de M. Benech » in *Mélanges de droit et d'histoire par M. Benech*, Cotillon, Paris, 1857.

<sup>2</sup> Cf. statuts de l'Académie de législation, *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse 1851-1852*

<sup>3</sup> Souhaitant conserver la forme des académies de l'Ancien Régime, l'Académie de législation compte en effet, dans ses rangs, quarante membres, dont deux membres-nés, le premier président de la Cour d'appel de Toulouse, et le procureur général près la Cour d'appel de Toulouse.

<sup>4</sup> C'est, dans l'histoire de l'Académie de législation, l'unique fois où l'ensemble de ses quarante membres fut réuni. L'Académie tint sa première réunion dans l'auditoire du Tribunal civil de Toulouse.

<sup>5</sup> Concernant les vingt premières années de l'Académie de législation, cf. Pierre-Louis BOYER, *La fondation de l'Académie de législation de Toulouse*, Mémoire de

demandes inabouties, établissement d'utilité publique par décret du 27 novembre 1871. La construction de cette Académie n'est pas née de la simple volonté de quelques-uns d'enrichir intellectuellement la science juridique, mais de l'émulation constante que la ville de Toulouse entretenait au sein de l'Ecole et du Palais. En effet, l'Exégèse parisienne des Duranton, Demolombe et autre Troplong, fut très rapidement condamnée par les jurisconsultes toulousains, notamment le civiliste Delpech qui soutenaient très fortement l'école historique allemande savignienne, comme le montrent les correspondances existantes entre Benech et Savigny<sup>6</sup>, Haenél<sup>7</sup>, doyen de la Faculté de Leipsig, Mittermayer, ou encore Warnkoenig, disciple de Savigny qui demeurait, à Strasbourg, le lien entre les juristes allemands et français. La sécheresse de l'Exégèse fit donc naître à Toulouse un courant particulier, presque humaniste, car évoquant la volonté d'une unité certaine entre les sciences. Les juristes français virent enfin, dans les travaux de cette nouvelle académie, une possibilité de contourner la science exégétique. L'Académie de législation fut, comme nous venons de le signifier, érigée à la suite de cette opposition tolosano-parisienne, dans cette idée que l'histoire et le droit ne peuvent être dissociés, tout comme la doctrine et la pratique. Cependant, on ne peut considérer qu'il s'agisse d'une simple opposition entre ces deux villes éternellement rivales, l'Académie de législation accueillant en son sein, aux titres de membres correspondants ou de membres honoraires, les parisiens Dalloz, Valette, Wolowski, le procureur général près la Cour de cassation Dupin, ou encore Troplong, qui redoutait quelque peu l'extrémisme de certains exégètes<sup>8</sup>... Ce souci du droit civil et de l'histoire du droit est sensiblement présent dans les travaux produits par l'Académie lors de ses vingt premières années d'existence, les questions de droit civil étant traitées dans 20 % des travaux, et celles d'histoire du droit dans 45 % de ceux-là, les 35 % restant étant consacrés aux disciplines du droit privé et public, sans oublier les questions d'économie et de société.

---

Master 2, Université des sciences sociales de Toulouse I, 2007-2008, sous la direction du professeur Jacques POUMAREDE.

<sup>6</sup> Cf. Olivier MOTTE, *Savigny et la France*, Lang, Berne, 1983

<sup>7</sup> Cf. en outre, correspondance du 31 août 1854 de Haenél à Benech.

<sup>8</sup> Cf. Philippe JESTAZ et Christophe JAMIN, *La Doctrine*, Dalloz, coll. Méthode du Droit, Paris, 2004, p. 86-88. Cf. Caroline GAU-CABEE, « Troplong », in Patrick ARABEYRE, Jean-Louis HALPERIN, Jacques KRYNEN (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français, XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, PUF, Vendôme, 2007. Cf. Nader HAKIM, *L'autorité de la doctrine civiliste française au XIX<sup>e</sup> siècle*, LGDJ, Paris, 2002, p. 103 et s., p. 378 et s.

## Toulouse : la fondation de l'Académie de législation

La jeunesse de l'Université toulousaine, Benech ayant été nommé professeur titulaire à tout juste vingt-quatre ans, et Rodière à vingt-huit, engendra un souffle nouveau dans toute la sphère juridique de la ville, et le barreau, comme la magistrature, fut très rapidement touché par ces idées scientifiques aux origines savigniennes. L'Académie de législation réunit donc « les trois ordres »<sup>9</sup> du droit en son sein, comme le rappelait le bâtonnier Philippe Féral, le 15 décembre 1852<sup>10</sup> : « L'académie réunit dans un même but l'école qui médite et enseigne, les magistrats qui examinent et jugent, la barre qui discute et combat ». Benech et les membres fondateurs firent donc appel aux plus importantes figures du droit qui luttèrent contre l'Exégèse et prônaient le décroisement des sciences liées au droit : Delpech, Demante, Rodière, Bahuaud, Albert, Timbal, et autres. On écarta par ailleurs, de manière assez rapide, les plus réfractaires aux progrès de la science, comme le doyen Laurens, l'un des premiers membres de l'Académie de législation, évincé de celle-ci dès sa première année d'existence. C'est, en quelque sorte, la victoire des modernes sur les anciens.

Trois choses étaient alors nécessaires pour consolider la toute nouvelle Académie : un soutien historique, voire légendaire, des soutiens nationaux et internationaux, et une reconnaissance intellectuelle continue.

Le soutien historique devait être apporté par la création, en 1855, de la « Fête de Cujas ». Osmine Benech, initiateur de l'Académie, engendra une fête annuelle qui plaçait l'Académie de législation sous le protectorat du jurisconsulte toulousain Cujas<sup>11</sup> que certaines Facultés se disputaient déjà. Les personnalités politiques et militaires y étaient conviées et l'on procédait à des lectures et aux remises des prix relatifs aux concours créés par l'Académie. Cette « Fête de Cujas » permit ainsi à l'Académie d'acquiescer, car

---

<sup>9</sup> L'Académie de législation conserve encore cet équilibre entre les professions, réunissant approximativement douze avocats, douze magistrats et douze professeurs, complétant la liste de ses quarante membres par des professions diverses liées à la science juridique, avoué, notaire, huissier, mandataire ou expert-comptable.

<sup>10</sup> Cf. *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1852.

<sup>11</sup> Osmine BENECH, dans une étude sur Cujas (*Cujas et Toulouse*, Dieulafoy, Toulouse, 1842), avait vivement critiqué les positions historiques sur Cujas que le Parisien Berriat-Saint-Prix (ou Berryat-Saint-Prix) avait mentionné dans son ouvrage *Histoire du Droit Romain* (Paris, 1820). Par cette réponse, Benech entrait incontestablement dans le combat face à l'Exégèse, Berriat-Saint-Prix étant un proche de Napoléon I<sup>er</sup> et un soutien fervent du code Civil et de son étude textuelle et linéaire. Néanmoins, le but premier de l'étude de Benech demeurait quelque peu empreint d'un chauvinisme exacerbé, celui-ci souhaitant par ces recherches que « la ville de Toulouse et son Université » soient « complètement vengées ».

placée sous l'égide de Cujas, une assise consolidée par l'image imposante de l'humaniste toulousain.

Dès sa fondation, l'Académie de législation s'inscrit dans ce que l'on pourrait qualifier de « Troisième humanisme » du XIX<sup>e</sup> siècle, dans lequel les savants et leurs volontés intellectuelles dépassèrent les frontières entérinées par les guerres successives. Ainsi, l'institution toulousaine souhaitait que des membres correspondants de l'ensemble du territoire français et du monde entier participent aux travaux qu'elle proposait. Dès 1853, les membres de l'Ecole allemande, Savigny, Mommsen, Mittemaier, Haenél ou encore Warnkoenig, des jurisconsultes italiens, comme Caesarini, de Rome, ou Buvina, de Turin, et espagnols, comme le jurisconsulte Don Fransesco de Cardenas, avaient déjà été nommés membres correspondants et apportaient leurs contributions aux travaux et aux publications académiques. Cette même année, les membres correspondants étrangers représentaient 52 % des membres correspondants. Outre ces relations que l'on pourrait qualifier de personnelles ou individuelles, l'Académie, comme toute société savante, entretenait des liens avec d'autres institutions, qu'elles aient été françaises, comme l'Institut de France, ou étrangères, comme l'Académie des sciences morales et politiques de Naples, l'Académie de Moscou, celle de Mayence, de Hollande, de Padoue, l'Institut d'Egypte, l'Académie malgache et même la *Smithsonian Institution* de Washington et la Société d'histoire, de droit et de lettres de Buenos Aires. Cette jeune et dynamique académie toulousaine, et elle demeure la seule académie de droit en France à être parvenue à ce rayonnement, entretenait donc des relations nationales et internationales avec les jurisconsultes du monde entier.

Le dernier élément essentiel à la vitalité de cette Académie de législation était la nécessité de voir affluer à ses divers travaux et activités des juristes érudits, afin que l'émulation autour de la science du droit puisse demeurer et se perpétuer. A l'initiative d'Osmin Benech furent créés différents concours, subventionnés par l'Académie elle-même, la municipalité, le Conseil général de la Haute-Garonne, ou le ministère de l'Instruction publique et des Cultes. Ce dernier chargea même l'Académie d'être juge du concours ouvert aux lauréats des Universités, les travaux universitaires de toute la France qui s'étaient vus attribuer une médaille d'or par leur Faculté participant à ce concours, concours qui récompensait ainsi le meilleur ouvrage universitaire du territoire. Les thèmes des concours étaient assez variés, touchant le plus souvent le droit civil, encore fragile à cette époque, et l'histoire du droit. On vit triompher à ces concours proposés par

## Toulouse : la fondation de l'Académie de législation

l'Académie, des figures du professorat, comme Deloume, Massol et Huc, les avocats Justin Bauby et le lectourois Jean-François Bladé, ou encore le magistrat et jurisconsulte normand Gustave d'Espinay<sup>12</sup>.

Société aux formes parfaitement académiques, au dynamisme incroyable et au rayonnement intellectuel considérable, soutenue par ailleurs par les plus importantes figures de la doctrine, l'Académie de législation, toujours vivante et productrice de travaux, ne s'inscrit pas uniquement dans la simple sphère de la réflexion juridique, mais demeure bien une entité particulière par les liens qu'elle a su tisser avec le monde politique et académique de son temps, ainsi que par son influence et ses apports au sein de la société dans laquelle elle évolue.

### II – L'implication de l'Académie dans les sphères académiques, juridiques et politiques

L'intérêt que l'on peut porter aux académies de province réside dans les personnalités qui les ont composées. On ne peut omettre qu'elles ont accueilli, et qu'elles accueillent toujours, les personnalités majeures des sciences et disciplines auxquelles elles sont consacrées. Ainsi, la Faculté de droit de Toulouse fut directement liée, par la présence de professeurs comme Benech, Rodière, Bressolles ou encore Chauveau, Deloume et le doyen Delpech, tout comme le barreau avec Prosper Timbal ou la magistrature avec Victor Fons, à l'Académie de législation. La vie juridique toulousaine de l'époque est donc marquée par l'activité de l'Académie, et la doctrine demeure alors dans l'obligation de tenir compte de l'importance de cette institution. De plus, les autres sociétés savantes toulousaines sont très fortement marquées par la présence dans leurs rangs de membres de l'Académie de législation. On voit, en effet, Benech siéger à l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres, le bâtonnier Albert, l'avocat et poète Florentin Ducos, ou encore Rodière, à l'antique et illustre Académie des jeux floraux où toutes les notabilités toulousaines siégeaient, et Rozy à la Société de géographie. L'éclectisme intellectuel des juristes de l'époque leur permettait d'avoir une influence considérable dans des disciplines totalement étrangères à leurs professions. Pour cette raison, il existe un intérêt que l'on ne peut négliger dans l'étude des sociétés de province qui ne touchent pas directement à la science juridique.

---

<sup>12</sup> Le mémoire de Gustave d'Espinay, primé par l'Académie de législation en 1858, fut publié par cette dernière en 1862. D'ESPINAY, *La féodalité et le Droit Civil français*, Godet, Saumur, 1862.

Par la suite, l'Académie de législation, dans un élan précurseur, a élu parmi ses membres des personnalités dont la notoriété n'était pas encore accomplie. On peut penser à Anselme Batbie, qui devint ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à Gustave Humbert, ministre de la Justice en 1882, vice-président du Sénat et premier président de la Cour des comptes, à Eugène Poubelle, préfet de Paris, au sénateur et député Constance Piou, ancien premier président de la Cour d'appel de Toulouse, à l'inspecteur général des Facultés de droit Laferrière<sup>13</sup>, ou encore à l'illustre Lacordaire qui considérait son élection à l'Académie de législation comme un « honneur imprévu »<sup>14</sup>. L'influence de ces personnalités dans les strates politiques ne peut être ignorée et l'on peut envisager que leurs précédentes participations aux travaux de l'Académie de législation, et les rapports qu'ils entretenaient avec les divers membres de cette Académie, aient eu une influence notable sur leur pensée et leurs actions politiques.

Dans un dernier temps, on peut signifier les tendances politiques de l'Académie de législation qui, bien que majoritairement conservatrices, comme la plupart des académies de ce siècle, demeurent néanmoins très républicaines, bercées par ces élans humanistes du XIX<sup>e</sup>, les notions chrétiennes d'égalité devant Dieu et de fraternité, la doctrine sociale de l'Eglise, et l'idéal platonicien. En effet, l'Académie de législation, dans ce mouvement de « catholicisme social » du XIX<sup>e</sup>, créa un bureau de consultations gratuites<sup>15</sup> pour les nécessiteux, afin que « les indigents et les miséreux »<sup>16</sup> aient accès à la justice. Cette entreprise, fort louable, ne demeure malheureusement plus, mais permettait ainsi à l'Académie d'apporter son soutien à l'ensemble de la société dont elle se voulait un organe actif. Outre cette proximité aux traits républicains, l'Académie fut confrontée à quelques difficultés politiques. Tout d'abord, le professeur Henri Rozy, dans les années 1870, quelque peu progressiste pour son temps, prônait, comme Lacordaire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; et, bien que cela fut fait au nom de la « liberté », comme beaucoup de précurseurs de

---

<sup>13</sup> Délégué aux fonctions rectorales de 1854 à 1856, Laferrière fut président de l'Académie de législation en 1856.

<sup>14</sup> Cf. « Correspondance de Lacordaire à l'Académie de législation du 6 juin 1854 » in *Recueil des correspondances de l'Académie de législation*, Toulouse, 1854 – Archives de l'Académie de législation de Toulouse.

<sup>15</sup> Ce bureau de consultations gratuites était tenu par trois membres de l'Académie, renouvelés tous les mois, et siégeait bimensuellement.

<sup>16</sup> Cf. statuts de l'Académie de législation, *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse* 1851-1852. (Article XXXVIII) « L'Académie de législation veut associer la bienfaisance à ses exercices ».



## Toulouse : la fondation de l'Académie de législation

cette idée, il y eut quelques réticences de la part des membres de l'Académie de législation, souvent plus conservateurs et « traditionalistes » que Rozy. Ses idées ne troublèrent pas sensiblement la vie de l'Académie, du moins pas autant que la querelle qui eut lieu entre celle-ci et le professeur Huc entre 1870 et 1872<sup>17</sup>. Théophile Huc, célèbre professeur toulousain, un des derniers défenseurs de l'Exégèse au sein de l'Ecole de Toulouse, avait proposé en séance ordinaire de l'Académie, la guerre contre la Prusse ayant été déclarée, que l'on évinçât de cette dernière tous les membres allemands. Ce sursaut de patriotisme exacerbé fut rejeté par l'Académie de législation qui refusa même, au mépris de la vérité invoquée à de nombreuses reprises par Huc, de faire figurer dans ses procès verbaux la discussion que la proposition du professeur Huc avait engendrée. Voici ce que mentionna l'Académie de législation dans son procès-verbal qu'elle faisait publier mensuellement dans le *Journal de Toulouse, politique et littéraire* :

« Monsieur Huc dépose une proposition ayant pour but de mettre l'Académie en même de manifester ses sentiments patriotiques au sujet de la guerre actuellement soutenue contre la Prusse. L'académie, s'associant à la pensée qui a inspiré Monsieur Huc, estime qu'elle aura tout naturellement l'occasion d'exprimer son opinion à l'occasion d'une lecture qui doit être faite prochainement par l'un de ses membres et qui a pour objet : *Les droits de la France sur l'Alsace et la Lorraine* ».

Huc démissionna de son poste de membre, et l'on imagine aisément l'atmosphère qui régna alors dans les couloirs de la Faculté et les rapports qu'il entretenait par la suite avec le corps professoral toulousain. Outre l'aspect cocasse et quelque peu dramatique de cet événement, l'importance d'un tel épisode réside dans les conflits qui ont pu naître de cette situation au sein de la Faculté et des sphères politico-juridiques toulousaines.

\*

\* \*

Nous pouvons terminer en affirmant que l'importance majeure d'une Académie de province, comme l'Académie de législation de Toulouse, ne demeure pas dans l'étude même du fonctionnement de celle-ci mais dans l'influence qu'elle a pu avoir et qu'elle peut avoir sur les différents

---

<sup>17</sup> Cf. correspondances de Théophile Huc avec l'Académie de législation de Toulouse du 4 janvier 1871, et du 15 janvier 1872, in *Recueil des correspondances de l'Académie de législation*, Toulouse, 1871-1872-1873, archives de l'Académie de législation de Toulouse.

Pierre-Louis Boyer

domaines auxquels elle peut être liée, domaines politique, social, économique, doctrinal, littéraire et autres. L'intérêt de la vie même d'une Académie est mineur ; c'est dans le rayonnement pluridisciplinaire de cette dernière que résident toute sa force et sa portée.

**BIBLIOGRAPHIE**

- ARABEYRE Patrick, HALPERIN Jean-Louis, KRYNEN Jacques (dir.), *Dictionnaire historique des juristes français, XIIe – XXe siècle*, PUF, Vendôme, 2007
- BENECH Raymond-Osmin, *Cujas et Toulouse*, Dieulafoy, Toulouse, 1842
- BOYER Pierre-Louis, *La fondation de l'Académie de législation de Toulouse*, Mémoire de Master 2, Université des sciences sociales de Toulouse 1, 2007-2008
- HAKIM Nader, *L'autorité de la doctrine civiliste française au XIX<sup>e</sup> siècle*, LGDJ, Paris, 2002
- JESTAZ Philippe, Christophe JAMIN, *La Doctrine*, Dalloz, coll. Méthode du Droit, Paris, 2004
- MOLINIER Victor, « Notice historique sur la vie et les travaux de M. Benech » in *Mélanges de droit et d'histoire par M. Benech*, Cotillon, Paris, 1857

**Sources**

- Recueils de l'Académie de législation de Toulouse* (1851 à 1871), archives de l'Académie de législation de Toulouse
- Recueils des Correspondances de l'Académie de législation* (1851 à 1871), archives de l'Académie de législation de Toulouse



## LES « SCIENCES D'ETAT » ET LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU DEBUT DE LA III<sup>e</sup> REPUBLIQUE

par Jacqueline Begliuti,  
doctorante à l'Université Toulouse 1 Capitole

En 1881, dans son rapport sur l'organisation de l'enseignement des sciences politiques et administratives, le juriste Claude Bufnoir écrit qu'il est désormais urgent de regrouper, à côté du droit administratif, l'économie politique, le droit constitutionnel, le droit des gens, qu'il nomme « les sciences d'Etat » en « un faisceau formant un enseignement d'études spéciales (...), préparation efficace aux carrières politiques, administratives et diplomatiques »<sup>1</sup>.

Pourquoi une formation spéciale est-elle nécessaire et pourquoi cette nécessité apparaît-elle comme impérieuse ? Deux raisons peuvent être évoquées.

Tout d'abord, si l'on observe l'enseignement supérieur dans son ensemble, on ne peut que constater aussitôt sa totale inadéquation. La défaite de 1870 en a été le révélateur. Pour les intellectuels, le décalage entre les Universités allemandes, riches, brillantes, orientées vers le progrès mais également facteur de cohésion sociale et nos propres établissements explique en partie la défaite de la France. Déjà les statistiques de 1868 elles-mêmes étaient sévères et faisaient état d'un enseignement supérieur « insuffisant », voire « médiocre ». Il est vrai que, dans ce constat désolant, les Facultés de droit occupent une place à part : le rôle social des professeurs y est reconnu, leur enseignement est souvent de qualité, les élèves y sont plus nombreux qu'ailleurs, elles ne sont pas uniquement des lieux où l'on

---

<sup>1</sup> Claude BUFNOIR, « Rapports sur l'organisation de l'enseignement des sciences politiques et administratives », *Revue internationale de l'enseignement*, 1881, tome 1, p. 381.

passé des examens. Mais elles ne sont pas exemptes de critiques : un enseignement encore trop tourné vers l'exégèse, une négligence de l'approche historique et surtout l'absence de prise en compte des « sciences d'Etat ».

Car la croissance de la fonction publique fait émerger une nouvelle demande alors que la formation aux carrières administratives ou politiques est quasiment inexistante.

Il faut donc réformer les études. Le contexte est favorable : les républicains sont au pouvoir ; les réformateurs prennent en main les postes-clés de l'administration de l'enseignement supérieur. Le mouvement est porté par de prestigieuses revues parmi lesquelles la *Revue internationale de l'enseignement supérieur* créée en 1881, par des sociétés savantes comme l'Académie de législation fondée à Toulouse en 1851. Les députés, dont près de la moitié à la Chambre en 1880 sont issus des Facultés de droit<sup>2</sup>, prennent conscience de la fonction sociale des Facultés et de leur poids dans la formation des élites. La réorientation de l'enseignement des Facultés de droit est prioritaire et, dans ce cadre, les « sciences d'Etat » représentent la voie d'accès à la haute fonction publique.

Nous nous interrogerons sur l'attitude de Toulouse face à la volonté gouvernementale, sur son approche par rapport à ces nouvelles disciplines. A-t-elle redouté les changements, les a-t-elle accompagnés, précédés ? Fut-elle conservatrice ou pionnière ? Clairvoyante ou, tout simplement, pragmatique ? La lecture du Registre des délibérations de la Faculté nous livre une réponse qui s'articulera autour de deux axes. Il s'agira tout d'abord d'appréhender l'analyse critique du projet ministériel de création d'une Ecole d'administration par la Faculté de droit de Toulouse (I). Nous découvrirons ensuite l'apport de la Faculté toulousaine à la rénovation des études juridiques à travers la mise en place de cours complémentaires, prélude à la consécration des sciences nouvelles (II).

### **I - L'analyse critique du projet gouvernemental**

« Tandis que l'Etat tâtonnait »<sup>3</sup>, disait Bufnoir dans son rapport, l'initiative privée avait créé, dès 1871, à Paris, l'Ecole libre des sciences politiques. Avec à sa tête Emile Boutmy, brillant constitutionnaliste, l'Ecole propose des cours de sciences politiques destinés aux cadres de la fonction

---

<sup>2</sup> Yves GAUDEMET, *Les juristes et la vie politique de la III<sup>e</sup> République*, Paris, Presses universitaires de France, 1970.

<sup>3</sup> Claude BUFNOIR, *op. cit.*, p. 381.

publique à travers deux sections : diplomatie et administration. Le tout organisé selon un système de conférences. D'éminents professeurs y ont enseigné tels Edouard Laboulaye, Edmond Dreyfus-Brisac, Boutmy lui-même.

Face à l'initiative privée, le gouvernement va tenter, en 1876, de reprendre un ancien projet visant la création d'une Ecole d'administration (A). Mais en 1878, un contre projet lui sera opposé et soumis aux Facultés de droit. Nous feuilleterons ensemble le registre des délibérations de la Faculté de droit sur les traces de l'analyse de Toulouse (B).

### *A - Le projet ministériel de création d'une Ecole d'administration*

La croissance de la fonction publique, l'essor de la justice administrative à travers notamment l'œuvre du Conseil d'Etat, rendent les « sciences d'Etat » incontournables dans la formation des élites républicaines. En 1876, un projet parlementaire prévoit leur regroupement et leur enseignement dans un établissement spécial, à Paris.

Déjà 1848 avait vu la création éphémère d'une Ecole d'administration qui devait ouvrir la porte des emplois publics à tous, après des études politiques et administratives. Pour la première fois, l'économie politique était intégrée dans la formation. Mais le gouvernement suivant estima que les Facultés existantes pouvaient fort bien remplir ce rôle et l'Ecole fut fermée, ce qui ne déplut pas aux Facultés qui y voyaient une critique implicite de leur enseignement des matières administratives et craignaient la concurrence dans la formation des fonctionnaires.

En 1876, si l'Etat tâtonne, il ne demeure pas inactif et va reprendre le projet. Hyppolite Carnot dépose une proposition de loi visant au rétablissement de l'Ecole d'administration de 1848. Son projet se résume à la création à Paris d'une école professionnelle nationale fermée avec un concours d'entrée, un nombre d'élèves limité et un classement de sortie. Une commission sénatoriale réunie pour examiner le texte approuve l'idée mais désapprouve le moyen, préférant que l'enseignement soit confié aux Facultés de droit. En 1878, un contre projet est rédigé et soumis par le ministre aux Facultés de droit. A Toulouse, une commission est réunie. Elle rend son rapport le 29 juin 1878<sup>4</sup>. Chaque point du projet a été

---

<sup>4</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 Z 2-9, Registre des délibérations de la Faculté de droit de Toulouse, séance du 29 juin 1878, fol. 113.

minutieusement analysé et commenté ; le registre des délibérations en garde la trace.

***B - L'analyse critique du projet par la Faculté de droit de Toulouse***

Toulouse établit immédiatement un constat : à travers ce projet, il s'agit de faciliter, par de nouveaux enseignements, la préparation aux carrières d'Etat. A l'étranger des expériences ont été tentées et en France des revues savantes abondent dans ce sens. Par ailleurs, un enseignement spécial existe déjà dans d'autres domaines. Seule la carrière administrative n'en possède pas. Il faut y remédier. Le projet emporte dès lors sa complète adhésion.

Mais si le but est acquis, son désaccord est total quant au moyen. Elle rejoint ici le contre projet : elle s'oppose fermement à l'internat : les élèves seront appelés à diriger la société, ils ne doivent pas s'en isoler ! Elle s'oppose au classement par concours avec droit acquis à une fonction à la sortie. L'Etat doit pouvoir choisir ses hauts fonctionnaires ! Enfin, elle s'oppose à un établissement spécial à Paris qui ferait double emploi, pour l'enseignement élémentaire, avec les chaires de droit public existantes dans les Facultés de droit ! Pour elle, les Facultés de droit doivent être naturellement choisies pour cet enseignement spécial. A Emile Boutmy qui craint que, dans les établissements d'Etat, ces enseignements ne soient « qu'une savante exégèse » négligeant la dimension historique, elle réplique que, désormais, l'enseignement exégétique est en régression. Et pour ce qui est de l'histoire, ici, à Toulouse, on l'enseigne depuis longtemps, à travers une chaire spécifique et en introduction de nombreux cours !

Le projet prévoyait, après la licence, une section « sciences administratives », la fin des études étant sanctionnée par « un diplôme de docteur es sciences politiques et administratives »<sup>5</sup>, une véritable division du doctorat. Toulouse s'y oppose au nom de l'unité du droit. Ce serait une erreur, cela aboutirait à la création d'une barrière infranchissable entre justice administrative et ordre judiciaire. Elle privilégie une quatrième année de spécialisation après la licence. Cette vision, à l'époque, est unanimement partagée par divers intellectuels.

Quant à l'enseignement, il serait confié à de simples docteurs. Mais pour Toulouse, le recrutement par concours est essentiel. Le supprimer affecterait l'autorité de ces enseignants. Dès lors, elle suggère la modification de l'agrégation avec la création d'un concours spécial : une « agrégation section

---

<sup>5</sup> Arthur de BEAUCHAMP, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur*, Paris, Delalain, 1880-1889, tome 5, p. 465.



des sciences administratives et politiques ». Toulouse réaffirme que le temps presse. Le projet doit être rapidement introduit : dans les Facultés de droit existantes ; en priorité dans les grands centres universitaires. Songe-t-elle à elle-même en affirmant cela ? Tout nous porte à le croire.

Le projet n'aboutit pas mais il eut le mérite d'engager le débat sur deux points : la création d'un doctorat spécial et le recrutement par un concours d'agrégation spécial. Et si Toulouse paraît si déterminée lorsqu'elle proclame que ces enseignements indispensables pourraient trouver place dans les Facultés de droit existantes, c'est qu'ici, depuis de nombreuses années, ces nouvelles matières ont été accueillies et encouragées.

## **II - La rénovation des études juridiques : l'apport de la Faculté de droit toulousaine**

Les étudiants sont nombreux, témoignage du rayonnement et de la vitalité toulousaine. Les réflexions engagées au plan national ont trouvé ici une application pratique : dans de nombreuses disciplines, des cours complémentaires ont été mis en place à l'initiative du professeur Henri Rozy, particulièrement pénétré de l'opportunité de l'enseignement des « sciences d'Etat » (A). Ils seront le prélude à la consécration de ces nouvelles matières (B).

### ***A - Les cours complémentaires, auxiliaires de l'enseignement traditionnel***

Depuis longtemps, Toulouse souhaitait introduire ces nouvelles matières dans l'enseignement rituel mais l'Etat s'y opposait. Lasse de réclamer en vain, elle aura recours à un autre procédé que l'Etat approuvera en 1840, les cours complémentaires : cours d'Etat, subventionnés par des fonds publics lorsque la matière est obligatoire ou cours municipaux, facultatifs. Dès 1878, la municipalité républicaine, désireuse de maintenir la prospérité de la Faculté face à ses nouvelles rivales, consent à allouer<sup>6</sup> 4 500 francs pour assurer trois cours complémentaires. L'Etat doublera cette somme<sup>7</sup> portant le nombre de cours à six<sup>8</sup>. Mais écoutons à ce propos le doyen Dufour<sup>9</sup> en

---

<sup>6</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 Z 2-9, Registre des délibérations de la Faculté de droit de Toulouse, séance du 1<sup>er</sup> mars 1878, fol. 107.

<sup>7</sup> *Ibid.*, séance du 13 août 1878, fol. 124.

<sup>8</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 P-1, Fonctionnement : création de cours, nominations, traitement, arrêtés, arrêté du ministre de l'Instruction publique, 12 juillet 1878.

1878 : « stimulés par l'exemple donné par la Faculté de droit de Paris et par nos jeunes Facultés si jalouses de faire preuve de zèle et d'ardeur, nous n'avons pas pu négliger d'établir des cours complémentaires. (...) Ici encore nous aurions à vous faire part de nos premières inquiétudes, de nos tâtonnements... ». Ainsi, Toulouse a-t-elle parfois hésité, tiraillée entre conservatisme et volonté réformatrice (il faut rappeler que, ces années-là, les Facultés de droit de Bordeaux puis de Montpellier ont été créées, pour ne citer que les plus proches, celles dont la concurrence est la plus âpre).

Ces cours étaient assurés par des agrégés ainsi que par des professeurs titulaires. Henri Baudrillart de l'Institut de France leur rendra hommage : « plusieurs professeurs des Facultés de droit faisaient des cours volontairement. Nous pouvons en citer qui eurent une notoriété véritable tels par exemple ceux de (...) M. Rozy à Toulouse »<sup>10</sup>. Nous ne pouvons pas, ici, ne pas nous associer à cet hommage. Ancien étudiant à Toulouse, disciple d'Adolphe Chauveau, un des fondateurs du droit administratif contemporain dont il reprendra la chaire en 1869, Henri Rozy est également avocat, fidèle à une tradition de maintien d'un lien naturel entre l'Ecole et le Palais. Il est une figure très attachante de la Faculté. Pour lui l'enseignement revêt les traits d'une véritable mission et les « sciences d'Etat » y sont tout naturellement associées. Ainsi, il aura recours, gracieusement souvent, aux cours complémentaires mais aussi, plus simplement, il enseignera la matière en introduction de son cours de droit administratif. Quelle que soit l'option privilégiée, son impulsion fut souvent à l'origine de nouvelles chaires toulousaines.

#### ***B - La consécration de l'essor des sciences nouvelles***

Le processus est simple : les matières enseignées en introduction des cours officiels vont gagner en autonomie et évoluer vers des cours complémentaires. A leur tour, ces derniers vont être institutionnalisés par des chaires. L'évolution de la richesse s'accompagne d'une législation nouvelle. Le cours d'économie politique est désormais indispensable. Les économistes le réclament mais on reproche à la discipline son absence de caractère scientifique et de fondement textuel.

A Toulouse, dès 1838, Adolphe Chauveau avait pris l'engagement d'étudier les rapports du « droit administratif avec la science des Turgot et

---

<sup>9</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 1 P 19, Comptes rendus des travaux des Facultés, séance du 7 décembre 1878, p. 18.

<sup>10</sup> Henri BAUDRILLART, « Le nouvel enseignement de l'économie politique dans les Facultés de droit », *Revue des Deux Mondes*, 1885, n° 69, p. 158-185.

des Quesnay »<sup>11</sup> et, en 1848, Aimé Rodière avait tenu quelques leçons sur les théories de la propriété et du droit de travailler. Mais c'est surtout Henri Rozy qui introduit la matière dans les programmes toulousains. Il lui voue un « un culte passionné<sup>12</sup> ». Pour lui, la liberté individuelle, la propriété, la liberté du contrat sont sacrées. Ces notions doivent être associées à celle de responsabilité : il ne faut compter que sur soi ; ni sur les autres, ni sur l'Etat. Républicain convaincu, il est préoccupé par la poussée des idées socialistes et en 1865 il convainc ses collègues : il inaugure, gratuitement, un cours complémentaire de doctorat, prenant ainsi en compte les souhaits des étudiants toulousains qui réclamaient ce cours et avaient adressé une pétition au Sénat afin d'en solliciter l'admission dans les programmes.

Dans son cours<sup>13</sup>, Rozy s'attache, quasiment à chaque paragraphe, à associer systématiquement à la notion d'économie politique le qualificatif de science, sans doute pour affirmer, face aux détracteurs de la matière, que l'économie politique a bel et bien tous les caractères d'une science et est digne de cette appellation. Fidèle à ses convictions, il préfère évoquer la circulation des richesses et non leur distribution car si la circulation s'effectue librement, par l'échange, la distribution porte en elle l'idée de répartition par le pouvoir supérieur<sup>14</sup>. Il reprend à son compte les paroles du ministre de l'Instruction publique : l'économie politique « se donne pour mission de mettre les intérêts d'accord avec la morale » et d'« accroître le sentiment chrétien de la fraternité universelle tout autant que notre bien-être »<sup>15</sup>. Le rôle de l'Etat est d'assurer l'ordre, la sécurité, la justice et s'il dépasse ces missions fondamentales, ce ne peut être qu'en faveur des plus faibles.

Rozy est d'ailleurs préoccupé par le sort des ouvriers et publie en 1871 un ouvrage au titre évocateur : *Le travail, le capital et leur accord* »<sup>16</sup>. Cet ouvrage lui permet d'affirmer son opposition aux idées socialistes car il ne faut pas assimiler social et socialisme. Pour les socialistes, le travail manuel est supérieur au travail intellectuel. C'est faux. Le contraire l'est également. De même qu'établir une hiérarchie entre le travail humain et le capital est une erreur. Il importe de concilier ces différents intérêts. Si pour lui la

---

<sup>11</sup> Henry ROZY, *Cours d'économie politique professé à la Faculté de droit de Toulouse par M. Rozy*, leçon d'ouverture 3 mars 1865, Toulouse, 1865, p. 11

<sup>12</sup> Georges VIDAL, « Notice sur Henri Rozy », *Recueil de l'Académie de Législation*, Toulouse, 1882-1883

<sup>13</sup> Henry ROZY, *op. cit.*

<sup>14</sup> Henry ROZY, *op. cit.*, p. 16

<sup>15</sup> Henry ROZY, *op. cit.*, p. 18

<sup>16</sup> Henry ROZY, *Le travail, le capital et leur accord*, Paris, 1871

rémunération du capital est juste, il réfléchit aux moyens d'améliorer la situation des travailleurs et se fait l'écho de leurs protestations. Pour lutter contre les bas salaires, il envisage l'organisation, dans chaque industrie, de chambres syndicales chargées d'examiner les différends entre patrons et ouvriers. Il préconise la participation des ouvriers aux profits du capital et la constitution de Sociétés coopératives où chacun est à la fois patron et salarié. Par ailleurs, à travers l'application du principe de mutualité -« le mot n'a rien d'effrayant »<sup>17</sup> nous affirme-t-il- il encourage la multiplication des Sociétés de secours mutuel comme les assurances mutuelles, l'institution de caisses de retraite pour la vieillesse.

Ses idées dérangent-elles ? En 1871, Louis Arnault, plus conservateur, lui succède. Mais Rozy « ne pouvait se résigner à se taire<sup>18</sup> » : il ouvre à l'Ecole normale primaire de Toulouse un cours gratuit ; tient des conférences dans la région ; publie un *Traité d'économie politique*. La chaire que Toulouse obtiendra enfin en 1876 fera d'elle la première Faculté de province à en être pourvue<sup>19</sup>. Louis Arnault en sera le premier titulaire. En 1877, le gouvernement rendra l'enseignement obligatoire en deuxième année de licence<sup>20</sup>. Il choisira, après de vifs débats, d'en charger les enseignants des Facultés de droit et non des économistes non universitaires comme le souhaitaient les économistes libéraux.

Le droit constitutionnel est enseigné à Paris, depuis 1879, en doctorat, même s'il « serait bien mieux placé au commencement »<sup>21</sup>, une ordonnance en ayant, paradoxalement, décidé ainsi suite aux incidents qui émaillèrent le tout premier cours en 1834. A Toulouse, Henri Rozy enseigne la matière depuis 1869 dans le cadre de son cours de droit administratif. Laissons-lui la parole : « Messieurs, le titre du cours auquel vous assistez aujourd'hui pour la première fois est trop restreint. On l'appelle uniquement cours de droit administratif mais il embrasse aussi forcément quelques études sur le droit constitutionnel. Le droit administratif n'étant pas autre chose que l'application détaillée des principes du droit constitutionnel, il est impossible d'étudier les conséquences et les applications de ce dernier sans

---

<sup>17</sup> Henry ROZY, *Le travail ...*, p. 153

<sup>18</sup> Georges VIDAL, *op. cit.*

<sup>19</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 Z 2-9, Registre des délibérations de la Faculté de droit de Toulouse, séance du 1<sup>er</sup> février 1876, fol. 84.

<sup>20</sup> Arthur de BEAUCHAMP, décret du 26 mars 1877, *op. cit.*, tome 3, p. 149.

<sup>21</sup> Edouard LABOULAYE, *De l'enseignement du droit et des réformes dont il a besoin*, Paris, A. Durand, 1839.

interroger les fondements de notre organisation politique »<sup>22</sup>. Il l'enseignera ainsi pendant plus de dix ans. En 1881, il est fatigué et c'est Victor Molinier qui prend le relais avec un cours complémentaire.

Le gouvernement rendra la matière obligatoire en doctorat en 1882<sup>23</sup>. Elle sera alors érigée en chaire. Lors de la présentation des candidats au ministre, la Faculté, unanime, affirmera que « nul mieux que M. Rozy qui depuis plusieurs années explique avec une incontestable autorité les lois constitutionnelles à titre d'introduction au cours de droit administratif »<sup>24</sup> peut prétendre à cette chaire. Mais son décès survenu un mois plus tard empêchera cette consécration. Victor Molinier sera le titulaire<sup>25</sup> de la chaire jusqu'en 1886. Par le décret du 24 juillet 1889, le droit constitutionnel prendra enfin place en première année.

Quant au droit des gens, après une première et vaine demande de création de chaire en 1865, c'est Henri Rozy, toujours lui, en 1870, qui décide d'assurer ce nouveau cours, gratuitement<sup>26</sup>. Il finira par le rattacher à son cours de droit administratif, lui consacrant une heure par semaine. Rozy, encore une fois, se pose en précurseur, mais la véritable impulsion viendra cette fois en 1873 d'Henry Bonfils, l'un des fondateurs du droit international public. Chargé d'un cours complémentaire de deux leçons hebdomadaires, obligatoire en doctorat, son enseignement est remarquable et sa notoriété telle que son *Manuel de droit international public* sera traduit en allemand, « en un temps où la science allemande était peu portée à reconnaître les mérites des travaux français »<sup>27</sup>.

Le gouvernement érigera la discipline en chaire à Toulouse en 1878. Mais dix ans plus tard, l'enseignement du droit des gens que l'on nomme désormais droit international public est encore loin d'être la norme : « (il) se réfère à un ordre de question que les tribunaux n'ont presque jamais à

---

<sup>22</sup> VAISSE-CIBIER, « Eloge de M. Rozy », *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 2<sup>e</sup> semestre 1883, Arch. dép. de Haute-Garonne, BH, fol. 8.

<sup>23</sup> Arthur de BEAUCHAMP, décret du 20 juillet 1882, *op. cit.*, tome 3, p.634.

<sup>24</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 Z 2-9, Registre des délibérations de la Faculté de droit de Toulouse, séance du 7 août 1882, fol. 221.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Archives de l'Université des sciences sociales de Toulouse, série 2 Z 2-9, Registre des délibérations de la Faculté de droit de Toulouse, séance du 25 janvier 1870, fol. 12.

<sup>27</sup> Jean DAUVILLIER, « Le rôle de la Faculté de droit de Toulouse dans la rénovation des études juridiques et historiques aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse*, 1976.

examiner et qui doivent se résoudre par voie diplomatique. Peut être est-ce cette considération qui a fait méconnaître jusqu'ici la nécessité d'enseigner cette science aux étudiants en droit ? »<sup>28</sup>. Le cours sera finalement inscrit au programme de la deuxième année de licence par le décret du 24 juillet 1889<sup>29</sup>. Vingt ans se seront écoulés après les premières leçons du professeur Henri Rozy !

\*

\* \*

Dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, la mise en place systématique de ces nouveaux enseignements va entraîner une réorganisation des études au plan national : en 1895 le doctorat instituera deux filières : droit privé (sciences juridiques), droit public (sciences politiques et administratives) mettant fin au débat qui dure depuis les premières années de la III<sup>e</sup> République ! Quant à l'agrégation, la réforme de 1896<sup>30</sup> distinguera quatre spécialités (droit privé et criminel, droit public, histoire du droit, sciences économiques), consacrant ainsi la diversification des programmes.

Au plan local, il ne s'agit pas de minimiser l'importance des circonstances qui ont certainement rendu Toulouse plus réceptive à l'idée de réformes : le traumatisme de la défaite de 1870 et son cortège de réflexions ; un contexte concurrentiel plus dynamique à la faveur de la loi de 1875 qui a favorisé la création des Ecoles libres, des Universités catholiques (celle de Toulouse date de 1877) ; la naissance des nouvelles Facultés de droit de Bordeaux et de Montpellier (pour ne citer que les plus proches) ; la crainte de voir diminuer ses effectifs. Toutefois, le contexte n'explique pas tout. Ce rapide survol de l'enseignement des « sciences d'Etat », à Toulouse, au début de la III<sup>e</sup> République, nous aura permis de saisir, je l'espère, combien la volonté et l'acuité de ses professeurs, la qualité de leur enseignement ont joué un rôle décisif dans le renouveau des études toulousaines et le rayonnement de la Faculté et combien nous sommes redevables à ces professeurs qui ont fait œuvre de pionniers en accompagnant, en anticipant même, l'évolution des temps. Reprenant le flambeau, d'autres leur succéderont, au premier rang desquels le maître toulousain, Maurice Hauriou qui a rejoint la Faculté de droit de Toulouse en 1883 et dont

---

<sup>28</sup> Franz DESPAGNET, « L'enseignement du droit international public en France », *Revue internationale de l'enseignement*, 1889, tome 17, p. 147.

<sup>29</sup> Arthur de BEAUCHAMP, décret du 24 juillet 1889, *op. cit.*, tome 5, p. 10.

<sup>30</sup> Arthur de BEAUCHAMP, arrêté du 23 juillet 1896, *op. cit.*, tome 5, p. 607.

Toulouse : les sciences d'Etat et la Faculté de droit

l'œuvre marquera profondément la pensée juridique des années qui vont suivre.





## L'APPARITION DES ENSEIGNEMENTS ECONOMIQUES A LA FACULTE DE DROIT DE TOULOUSE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

par Ludovic Azéma,  
docteur en droit de l'Université Toulouse 1 Capitole

Si l'intérêt pour l'économie, à travers l'économie politique, a été grand en France, il faut pourtant attendre la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour voir la matière enfin institutionnalisée dans les Facultés<sup>1</sup>. Si d'une manière générale, l'ensemble de l'Europe crée tardivement un tel enseignement<sup>2</sup>, la France aurait pu être novatrice en instaurant une chaire d'économie politique à Paris par une ordonnance du 24 mars 1819. Cependant, la mise en place de la chaire, en attente d'un titulaire, reste en suspend et l'ordonnance demeure ineffective. Une nouvelle ordonnance du 6 septembre

---

<sup>1</sup> Lucette Van-Lemesle a montré comment, de 1815 à 1877, les libéraux agissent en faveur du libéralisme. Leur action est idéologique, conjoncturelle et structurelle. Il s'agit de diffuser et de donner une légitimité académique à l'économie politique, de participer aux combats politiques en faveur du libre échange et de créer des institutions afin de diffuser l'économie politique. Ainsi, dès 1820, Jean-Baptiste Say obtient un cours d'économie industrielle au Conservatoire des arts et métiers. Le 12 mars 1831, une chaire d'économie politique est créée au Collège de France. En 1846, une autre est créée à l'Ecole des ponts et chaussées. L. VAN-LEMESLE, « L'institutionnalisation de l'économie politique en France », dans *L'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle* (Y. BRETON et M. LUTFALLA dir.), Paris, Economica, 1991, p. 355-388.

<sup>2</sup> L'Université de Liège crée de façon effective un premier cours d'économie politique à l'Université au second semestre de l'année 1819-1920. En Angleterre, une chaire universitaire d'économie politique est créée en 1825, P. HARSIN, « La création de la première chaire d'économie politique en Europe occidentale », dans *Bulletin de la classe des lettres*, 5<sup>e</sup> série, tome LII, 1966, p. 166 et s.

1822 ne mentionne même plus la matière<sup>3</sup>. C'est que si l'économie politique avait ses admirateurs qui constataient l'essor économique de l'Angleterre en en attribuant en partie les mérites à la discipline, la France de la Restauration était protectionniste. L'économie politique était suspecte « de véhiculer des idées subversives »<sup>4</sup>. La Monarchie de Juillet, bien que plus libérale, et le Second Empire tardent également à reconnaître un enseignement universitaire de la matière, toujours freinés par les protectionnistes. Le traité de commerce avec l'Angleterre de 1860 a pour conséquence un climat plus favorable. Quelques années plus tard, en 1864, un cours d'économie politique, donné par Batbie, a lieu à Paris<sup>5</sup>. Il faut cependant attendre 1877 pour que la discipline entre dans toutes les Facultés de droit.

A Toulouse, le mouvement de rénovation des études juridiques est assez précoce. Il concerne notamment l'apparition de nouvelles matières et de nouvelles méthodes<sup>6</sup>. L'économie politique fait l'objet d'un cours complémentaire. En 1849, Aimé Rodière l'inaugure par quelques conférences. Plus tard, en novembre 1865, le professeur de droit administratif Henri Rozy devient chargé du cours complémentaire. Enfin, l'agréé Louis Arnault lui succède. Nous avons là une première génération de professeurs qui va lancer l'enseignement des matières économiques à la Faculté de droit de Toulouse. C'est le décret du 25 janvier 1876 qui exauce les vœux des Toulousains et crée une chaire. Louis Arnault en est titulaire jusqu'en 1885<sup>7</sup>.

L'économie politique est liée au développement des sciences sociales et des sciences d'Etat dans les Facultés de droit<sup>8</sup>. De cette discipline

---

<sup>3</sup> M. VENTRE-DENIS, « Sciences sociales et Université au XIX<sup>e</sup> siècle. Une tentative d'enseignement de l'économie politique à Paris sous la Restauration », dans *Revue historique*, octobre-décembre 1876, p. 321-342.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> A Paris, la chaire est créée le 17 septembre 1864.

<sup>6</sup> Voir à ce sujet P. NELIDOFF, « Histoire et méthodes de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse* (O. DEVAUX dir.), Toulouse, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2007, p. 377-402.

<sup>7</sup> J. BEGLIUTI-ZONO, *La Faculté de droit de Toulouse au début de la III<sup>e</sup> république (1875-1887)*, Mémoire de master II en histoire du droit et des institutions, Toulouse, 2007, p. 30.

<sup>8</sup> F. AUDREN, « Comment la science sociale vient aux juristes ? Les professeurs de droit lyonnais et les traditions de la science sociale (1875-1935) », dans *Le renouvellement des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République. La*

économique naissent de nouvelles matières économiques au XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, apparaissent des cours de législation et science financières, d'histoire des doctrines économiques, d'économie rurale, de législation et économie coloniales, de législation économique industrielle<sup>9</sup>.

Le mouvement de rénovation de l'enseignement est important au XIX<sup>e</sup> siècle à la Faculté de droit de Toulouse tant pour l'évolution méthodologique que pour l'apparition de nouveaux enseignements. De cette dernière caractéristique naissent diverses interrogations sur la légitimité de l'enseignement de l'économie dans les Facultés de droit et sur les professeurs devant l'enseigner. Dès lors, quelle a été l'attitude de la Faculté de droit de Toulouse devant ces innovations ? L'apparition de nouveaux enseignements économiques a pour conséquence un véritable discours de légitimation de ces enseignements. Cependant, si, dans un premier temps, la Faculté de Toulouse apparaît favorable à la création de ces cours, et se montre parfois novatrice, elle oppose, dans un second temps, un certain nombre de freins à un mouvement « d'autonomisation » de l'enseignement économique.

### I - Les arguments en faveur de la création de cours d'économie

L'enseignement de l'économie est un enseignement qui a été obligé d'être justifié sur plusieurs points. Se constitue un véritable discours de légitimation qui essaie d'établir l'urgente nécessité d'un tel cours. L'économie politique a ainsi, en tout premier lieu, eu à démontrer qu'elle existait en tant que science, c'est-à-dire qu'elle a ses lois, « fixes et précises en théorie » mais dont l'application est « essentiellement contingente »<sup>10</sup>.

---

*Faculté de droit de Lyon*, Contributions réunies par David DEROUSSIN, Paris, Editions La Mémoire du Droit, 2007, p. 3-50.

<sup>9</sup> F. LEKEAL, « Les origines de l'enseignement de la législation industrielle : enjeux et qualification d'un nouveau champ d'études », dans *Construction d'une histoire du droit du travail*, Cahiers de l'IRT d'Aix-en-Provence, n° 9, 2001, p. 17 et s. N. HAKIM, « L'enseignement de la législation industrielle dans les Facultés de droit au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Séminaire Histoire de l'enseignement supérieur français, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, organisé par Fabien LOCHER et Emmanuelle PICARD, enregistrement du 3 avril 2007, <http://www.diffusion.ens.fr>.

<sup>10</sup> L. ARNAULT, *Résumé d'un cours d'économie politique*, Toulouse, 1894, p. 38. Aussi, le *Dictionnaire de l'économie politique* montre d'abord que l'industrie humaine est « assujettie à des lois ; puisqu'elle révèle des relations constantes, une marche régulière, un ordre » ; *Dictionnaire de l'économie politique contenant l'exposition des principes de la science* (C. COQUELIN et GUILLAUMIN dir.), Paris, Librairie de Guillaumin et compagnie, 1864, deux vol., tome I, p. 646-651.

Cependant, l'argumentation au sein du conseil de la Faculté est davantage d'ordre utilitaire et concurrentiel.

*A - L'utilité politique, économique et administrative de l'économie politique*

L'argumentation repose en premier lieu sur l'utilité politique de l'économie politique qui englobe à la fois une « transparence idéologique » associée à une utilité démocratique, encore que cette dernière soit à relativiser en fonction des périodes où l'on se situe. L'argument démocratique aura évidemment une plus grande portée sous la Troisième République durant laquelle la participation des citoyens à la vie publique et politique est plus importante. Lors de la séance du 14 décembre 1864, suite à une consultation de la Faculté par le recteur au sujet de l'ouverture d'un cours facultatif d'économie politique qui pourrait alors être confié à Rozy, le professeur Humbert argumente sur la nécessité d'une telle ouverture. Son premier argument est l'utilité générale. La question est « résolue par l'opinion publique » et « tranchée officiellement par le gouvernement ». Il cite les paroles de l'empereur : « Il est du devoir d'un bon citoyen de répandre les saines notions de l'économie politique »<sup>11</sup>. Les expériences de Rozy d'enseignement public à la population de Castres témoignent de cette volonté d'étendre ces notions à la population. Sous un régime parlementaire, la place de l'opinion change radicalement<sup>12</sup>. L'idée est soutenue par le député Laboulaye pour qui « il faut acclimater les études juridiques à la démocratisation de la vie publique »<sup>13</sup>. Cependant, cette recherche d'éducation des citoyens est étroitement liée à une recherche de leur encadrement. Elle est consubstantielle à la volonté de lutter contre les idées socialistes qui se développent durant cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'argument est récurrent. Il s'agit de démontrer au contraire l'utilité de la matière dans la lutte contre les utopies socialistes. Ainsi, dans un rapport, qui fait suite à une consultation de la Faculté par le recteur au sujet de l'ouverture d'un cours facultatif d'économie politique, le professeur Humbert affirme que l'économie politique, « loin de représenter un danger pour l'ordre social », est au contraire « un excellent préservatif contre les

---

<sup>11</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-11870), *Registre des délibérations*, séance du 14 décembre 1864, fol. 47.

<sup>12</sup> L. LIARD, *Histoire de l'enseignement supérieur en France*, deux vol., tome II, Paris, Colin, 1894, p. 204.

<sup>13</sup> A. DAUTERIBES, « Laboulaye et la réforme des études de droit », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 10-11, 1990, p. 13-57.

sophismes utopiques ». Ces utopies ont par ailleurs « échoué dans tous les pays où les notions économiques étaient vulgarisées par l'enseignement »<sup>14</sup>.

L'idéologie politique et parfois l'engagement politique des professeurs d'économie politique à Toulouse ne laissent d'ailleurs guère de doute sur leur opposition à l'idéologie socialiste. Rodière renonce à se présenter aux élections de l'Assemblée constituante en raison des « surenchères socialistes » et des journées de juin qui l'ont effrayé. Républicain, il souhaite faire pénétrer l'esprit du christianisme dans les institutions<sup>15</sup>. Son ami et professeur Bressolles rapporte que Rodière se tenait « sur les questions de production, de distribution et de consommation des richesses, aussi loin des utopies qui voudraient bannir de la terre toute pauvreté et toute douleur »<sup>16</sup>. Quant à Rozy, également républicain, ses cours et ses ouvrages montrent une réelle volonté de défendre la liberté individuelle, la propriété, le capital et la liberté de travail. Il rejette les idées de Saint-Simon, Fourier et Louis Blanc, ainsi que les solutions consistant en la garantie d'un salaire minimum, du libre crédit, du mutualisme et du collectivisme<sup>17</sup>. Il est remplacé par Louis Arnault, « nettement plus conservateur »<sup>18</sup>. Dans ses cours, ce dernier présente ainsi la propriété comme « le fondement de la société humaine » et cite volontiers Léon Faucher, qui revendique la propriété comme le point de départ de l'économie politique, puis dénonce les « sectes antisociales qui prêchaient aux mécontents un nouvel avenir avec abolition et transformation de la propriété »<sup>19</sup>. Les revendications socialistes sont illégitimes en ce qu'il s'agit de « revendiquer pour l'ouvrier une part de la propriété du produit » alors même que l'ouvrier « a vendu d'avance et à forfait sa part du produit, en recevant le salaire »<sup>20</sup>. En citant

---

<sup>14</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, *op. cit.*, séance du 14 décembre 1864.

<sup>15</sup> Pour ce qui est de l'engagement religieux d'Aimé Rodière, nous pouvons nous référer à la brève biographie de Bressolles. M. BRESSOLLES, « Notice sur la vie et les travaux de M. Aimé Rodière », dans *Académie de législation de Toulouse*, tome XXIII, 1874, p. 477-556. Rodière aurait hésité à se consacrer à la vie religieuse.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> J. M. BURNEY, *Toulouse et son université, Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, édition du CNRS, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1988, p. 141.

<sup>18</sup> J. POUMAREDE, « Rozy », dans *Dictionnaire historique des juristes* (A. ARABEYRE, J.-L. HALPERIN, J. KRYNEN dir.), Paris, P.U.F., p. 685.

<sup>19</sup> L. ARNAULT, *Résumé d'un cours...*, p. 85. Les événements politiques de 1848 sont rappelés, ainsi que ceux de 1871.

<sup>20</sup> L. ARNAULT, *Résumé d'un cours...*, p. 9 et 11.

Adam Smith, il encourage la division du travail, facteur de hausse de la productivité<sup>21</sup>.

La légitimation de l'économie politique s'appuie aussi sur son utilité économique et administrative. La défaite de 1870 a mis à jour le retard de l'enseignement économique, commercial ou de gestion français par rapport à l'Allemagne, considéré comme une des causes de la déroute<sup>22</sup>. En retard, la France l'est d'une manière générale avec l'ensemble des pays voisins. L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg, la Belgique ou la Suisse ont tous un enseignement plus élaboré en la matière<sup>23</sup>. Au moment d'une éventuelle réforme de la licence, et alors que l'économie politique dispose de chaires dans les Facultés, le ministre de l'Instruction publique et des Beaux arts affirme, dans une circulaire du 12 janvier 1889, que les études de droit sont incomplètes, notamment sur les matières économiques. Les études de législation et de science financières, de législation et économie coloniales ne sont pas enseignées en licence, mais seulement en doctorat, contrairement à ce qui se fait en Allemagne, Italie ou Russie qui intègrent pour le même niveau d'études des cours de statistique, législation et science financières ou d'économie politique et statistique<sup>24</sup>. Au niveau national, le rôle joué par le député, puis sénateur, Laboulaye est essentiel et a déjà été mis en évidence<sup>25</sup>. L'exemple donné par l'Allemagne et sa formation universitaire marque profondément Laboulaye qui en tire la conclusion que la France doit rapidement combler son retard. De plus, une telle formation étendue à l'ensemble des Facultés de droit en 1877 est susceptible de préparer l'avènement d'une réglementation économique plus importante<sup>26</sup>.

---

<sup>21</sup> *Id.*, p. 186.

<sup>22</sup> Boutmy s'exprime ainsi : « c'est le professeur allemand qui a gagné la guerre ». Ce constat entraîne la création de l'Ecole libre des sciences politiques, mais aussi d'Ecoles de commerce. Les justifications reposent en grande partie sur la guerre économique et la conquête de nouveaux marchés. A. CABANIS et V. COLL, « Rapport de synthèse- Atelier II- Les établissements », dans *Enseignements et recherches en gestion, évolution et perspectives*, 24 et 25 novembre 1995, Toulouse, Presses de l'Université des sciences sociales, 1996, p. 483-486.

<sup>23</sup> L. VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004, p. 163.

<sup>24</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-13, (1875-1890), *Collection de circulaires*, Circulaire du 12 janvier 1889.

<sup>25</sup> A. DAUTERIBES, « Laboulaye et la réforme... ».

<sup>26</sup> Sur cette question, nous renvoyons à L. VAN-LEMESLE, « La promotion de l'économie politique en France jusqu'à son introduction dans les Facultés (1815-1881) », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980, p. 270-

Elle doit permettre enfin de former les futurs administrateurs de la nation. Il s'agit de former une « future élite dirigeante capable d'influencer les décisions gouvernementales et faire ainsi contrepoids à la toute puissance des chambres »<sup>27</sup>. Dans un rapport sur les modifications jugées nécessaires pour l'enseignement du droit de 1845, la Faculté rappelle au ministre que « quelques fonctions publiques telles que celles de membre du Conseil d'Etat, préfet, sous-préfet, conseiller de préfecture, consul, ambassadeur, etc., exigent un approfondissement de certaines parties de l'enseignement »<sup>28</sup>.

### ***B - La concurrence des autres centres d'enseignement***

La concurrence est d'abord celle des écoles d'administration. Si la Faculté approuve la création de cours propres à former les futurs administrateurs, aussi en revendique-t-elle l'enseignement. Dès 1845, lors d'une réflexion sur l'éventualité de créer des écoles spéciales, la Faculté rend un avis négatif<sup>29</sup>. La meilleure place pour un tel enseignement est bien évidemment la Faculté de droit où l'enseignement des sciences de l'observation, comme l'économie politique, se marie parfaitement avec « les procédés et les méthodes sévères des études juridiques »<sup>30</sup>. Enfin, étendre un tel enseignement en province permettrait de ne pas le concentrer dans une seule Faculté<sup>31</sup>. L'argumentation est développée à l'occasion d'un rapport

---

294 ainsi que *L'enseignement de l'économie politique en France (1860-1939)*, Thèse de doctorat d'Etat, Paris, 1994 ; B. DUMONS et G. POLLET, « Universitaire et construction de l'Etat-providence : la formation économique et juridique des élites françaises (1890-1914) », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1999, n° 20, p. 179-195.

<sup>27</sup> B. DUMONS et G. POLLET, « Universitaire et construction... ».

<sup>28</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-6, (1841-1847), *Délibérations*, séance du 21 avril 1845, fol. 105. Encore, lors de la séance du 25 juin 1878, une commission de la Faculté de droit de Toulouse s'associe « au sentiment élevé qui a pour but de préparer à leur importante mission par un travail et des études dirigées, ceux qui doivent être appelés par leurs fonctions à diriger les affaires publiques d'où dépendent les destinées de notre pays », Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-9, (1870-1887), *P.V. des délibérations de la Faculté*, séance du 25 juin 1878, fol. 114.

<sup>29</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-6, (1841-1847), *op. cit.*, fol. 105.

<sup>30</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-1870), *op. cit.*, fol. 47.

<sup>31</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-9, (1870-1887), *op. cit.*, séance du 25 juin 1878, fol. 114 et s.

d'une commission de la Faculté au moment de la proposition du ministre Carnot de créer une Ecole libre des sciences politiques, en 1878.

La concurrence est encore celle des autres Facultés de droit, Paris, mais aussi les Facultés de province. La création d'une chaire d'économie politique dans ces Facultés concurrencerait directement Toulouse qui souhaite préserver le premier rang en province. Ce premier rang, la Faculté le doit au nombre de ses chaires, au chiffre des étudiants ou à la prospérité des études. Pour ces raisons, le professeur Humbert encourage la Faculté à demander l'ouverture d'un cours facultatif d'économie politique et à développer ces enseignements, ce « qui serait un précieux précédent, et un titre de plus pour assurer à Toulouse, en présence de compétitions possibles, le maintien de son rang supérieur, et pour obtenir la création postérieure de la chaire ». Plus tard, devenu obligatoire, cet enseignement permettrait d'augmenter le nombre d'étudiants en doctorat<sup>32</sup>. L'argument de l'existence d'un cours dans les autres Facultés revient systématiquement. C'est donc le cas pour l'économie politique. C'est aussi le cas pour la demande de création d'un cours de science financière, qui existe à Paris et « dans quelques autres Facultés »<sup>33</sup>, ou d'économie coloniale. En 1899, le professeur Houques-Fourcade exprime à ce sujet l'inquiétude de la commission désignée par la Faculté afin d'étudier les projets de création de cours de voir des étudiants qui se destinent aux carrières coloniales se diriger vers Bordeaux et de constater que la Faculté de Toulouse « a été devancée dans cette voie par des Facultés de moindre importance »<sup>34</sup>. C'est que Bordeaux abrite l'Institut colonial dont un des buts est la formation des cadres coloniaux.

Le professeur renvoie à une enquête, publiée dans la *Revue internationale de l'enseignement*, auprès des Facultés qui ont à répondre à neuf questions portant sur l'existence d'un cours de législation et économie coloniales dans les diverses Facultés de 1895 à 1898, ou avant, sur le chiffre total des examens, les travaux publiés par le professeur sur les questions algériennes ou coloniales, sur d'éventuelles thèses de doctorat ou autres travaux émanant d'étudiants, sur l'importance des ressources des bibliothèques sur

---

<sup>32</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-1870), *op. cit.*, fol. 47.

<sup>33</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-9, (1870-1887), *op. cit.*, séance du 16 juillet 1886, fol. 344.

<sup>34</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-14, (1896-1907), *Assemblée de la Faculté-Registre des délibérations*, Rapport de M. Mérignac à la séance du 1<sup>er</sup> juin 1899, fol. 117.



## Toulouse : les enseignements économiques à la Faculté de droit

la question coloniale<sup>35</sup>. L'enquête démontre le retard toulousain puisque un cours existe à Paris, inauguré par le professeur Leveillé en 1891. D'abord enseigné en licence, le cours a eu un très grand succès auprès des étudiants avant que l'enseignement soit transféré en doctorat. Néanmoins, le nombre de thèses coloniales augmente à Paris en 1895. A Aix, un cours semestriel à option de législation coloniale existe entre 1891 et 1895, avant d'être également transféré en doctorat. A Bordeaux, un cours est fait dès 1892. A Lyon, un cours de législation coloniale est institué par application du décret du 31 juillet 1891 et est ouvert, comme cours semestriel à option, pour les élèves de troisième année, dès 1891. A Nancy, le cours est dispensé dès 1895 et a fonctionné sans interruption à Poitiers et à Rennes de 1891 à 1898. A l'Ecole de droit d'Alger, existe un cours de législation algérienne et un cours de droit musulman. Un cours de législation coloniale a existé durant deux ans, de 1893 à 1895. Le professeur Mérignhac rappelle encore que la Faculté de droit de Toulouse « ne doit pas rester en arrière dans la voie tracée par les centres importants, notamment par Bordeaux et Lyon » et doit demander des subventions pour les cours utiles parmi lesquels celui d'économie et de législation coloniales<sup>36</sup>.

### II - Les freins à une *autonomisation* de l'économie

Si la Faculté de droit de Toulouse a pu être parfois novatrice dans sa rénovation des programmes et dans sa volonté d'intégrer à son enseignement des cours d'économie, l'apparition de ces enseignements doit se faire dans les Facultés de droit et par les professeurs de droit. Une forme de contrôle apparaît à travers l'intégration de l'économie au droit. Est alors posée la question de la légitimité morale de l'enseignement de l'économie.

#### *A - La volonté de maintenir les sciences de l'utile sous la domination de la science du juste*

Lors de son apparition à la Faculté de droit, il pèse sur l'économie politique un défaut de légitimité morale que l'on déduit notamment du discours des enseignants de ces matières et des arguments pour la création

---

<sup>35</sup> « La législation et l'économie coloniales dans les Facultés de droit de France », dans *Revue internationale de l'enseignement*, tome 36, juillet à décembre 1898, p. 427-445.

<sup>36</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-14, (1896-1907), *op. cit.*, Rapport au nom de la commission composée de MM. Brissaud, président, Houques-Fourquade et Timbal, rapporteurs, fol. 181.

de ces nouveaux cours. Rodière rappelle dans l'introduction de son cours qu'un des reproches fait à l'économie politique est de pousser les hommes vers des intérêts matériels et de les éloigner « de la vie supérieure, intellectuelle, morale, religieuse »<sup>37</sup>. L'économie politique n'aura de cesse, au moment de son apparition, de se défendre contre ces accusations de science simplement matérialiste. Rodière rappelle que l'économie est la science des richesses. Cependant, ce qui intéresse la matière est seulement « comment elles se produisent, se distribuent, circulent ». A aucun moment, il ne s'agit de déterminer ce que l'on doit faire de la richesse ni quel est le but de la vie, les fins de l'homme<sup>38</sup>. Enfin, la critique du matérialisme ne peut pas s'appliquer puisque l'économie politique ne prétend pas que la conquête et la jouissance des biens matériels soit tout pour l'homme, puisqu'elle ne nie pas « ses destinées futures »<sup>39</sup>. Lorsqu'il est question, en 1864, de mettre en place un cours facultatif d'économie politique, Humbert précise dans son rapport sur le cours de Rozy que le but étant l'utile, l'économie politique n'a pas la prétention « d'emprunter sur le domaine supérieur de la morale, du droit naturel et du droit public », que rien « ne doive alarmer les intérêts de la conscience religieuse »<sup>40</sup>. Il pèse un soupçon d'infériorité morale de l'économie politique. Aussi, l'enseignement de l'économie se fera sous le droit.

La matière de l'économie politique apparaît dans les cours de droit public et restera longtemps une matière de droit public. C'est le professeur Chauveau, nommé le 25 mars 1838, qui donne les premiers éléments de l'économie politique à Toulouse en s'appuyant sur Quesnay, Adam Smith, Colbert, Turgot, Say ou encore Michel Chevalier<sup>41</sup>. Plus tard, Batbie intègre à son tour des notions d'économie à son cours de droit administratif<sup>42</sup>. Selon Louis Arnault, l'économie politique est dominée par la politique. Même si on peut l'étudier à part dans ses théories ou dans ses lois, son application

---

<sup>37</sup> L. ARNAULT, *Résumé d'un cours...*, p. 30.

<sup>38</sup> *Id.*, p. 32.

<sup>39</sup> *Id.*, p. 35.

<sup>40</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-1870), *op. cit.*, fol. 47.

<sup>41</sup> D. ESPAGNO et O. DEVAUX, « Avant Maurice Hauriou : l'enseignement du droit public à Toulouse du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse ...*, *op. cit.*, p. 327-375. Voir Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-1870), *op. cit.*, Rapport de M. Chauveau Adolphe, lu en séance solennelle de rentrée des Facultés le 26 novembre 1864, fol. 55.

<sup>42</sup> M. PUZZO-LAURENT, *op. cit.*, p. 81.

restera toujours dépendante de la politique<sup>43</sup>. Enfin, elle est dominée par le droit parce que l'utile ne se confond pas nécessairement avec le juste. C'est pourquoi elle est enseignée dans les Facultés de droit, l'intérêt devant s'incliner devant le droit<sup>44</sup>. Les intérêts et la production de richesse sont encadrés par le droit. Lorsque des cours d'économie politique apparaissent en tant que tel, on précise que la science de l'utile est soumise à la science du juste. En 1864, Humbert, présentant le cours d'économie politique de Rozy, montre comment ce dernier rattache les préceptes fondamentaux de la matière aux maximes du droit public, à la liberté morale, la responsabilité, le respect du droit d'autrui ou la propriété<sup>45</sup>. En 1908, lorsque Houques-Fourcade et Polier proposent un programme de cours pour les deux premières années de droit, l'enseignement de l'économie politique ayant été doublé en 1905 pour la licence, ils s'attachent à ramener leur propos aux aspects juridiques. Tant pour leur analyse de la production, de l'industrie ou de l'agriculture, ils divisent leur développement en aspects techniques, puis juridiques<sup>46</sup>.

Cette volonté de soumettre l'économie au droit s'exprime par les freins à la spécialisation des études qui aboutirait à la création de filières administratives et politiques, à côté d'une filière strictement juridique. Cette nouvelle filière intégrerait les cours économiques. La Faculté s'oppose à plusieurs reprises à une spécialisation de la licence<sup>47</sup>. Quant à une réforme du doctorat, la Faculté est divisée. Plusieurs raisons ont contribué à cette réforme comme la loi de 1889 sur le recrutement militaire ou la trop grande différence des matières enseignées en licence, enrichie des enseignements politiques et économiques, et en doctorat. Enfin, les thèses se sont peu à peu diversifiées jusqu'à traiter de sujets non spécifiquement juridiques<sup>48</sup>. Lors de l'année 1890-1891, sur quatorze thèses soutenues à la Faculté de droit de

---

<sup>43</sup> L. ARNAULT, *Résumé d'un cours...*, p. 20.

<sup>44</sup> *Id.*, p. 23.

<sup>45</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-8, (1859-1870), *op. cit.*, fol. 49.

<sup>46</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-16, (1908-1924), *Registres des assemblées de la Faculté de droit*, séance du 24 novembre 1908, fol. 39.

<sup>47</sup> Pour plus de détails sur les propositions de la Faculté de droit de Toulouse et sur les décrets du 24 juillet 1889 et 31 octobre 1890, nous renvoyons à P. NELIDOFF, « Histoire et méthode... ».

<sup>48</sup> Y. BRETON et L. MARCO, « Naissance du doctorat d'économie politique. Le 30 avril 1895, les économistes universitaires obtiennent leur premier diplôme », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 17, 1996, p. 47-52.

Toulouse, deux traitent d'économie, pour ce qui est de la partie de droit français. Une thèse porte sur une *Etude historique et économique sur l'établissement des chemins de fer en France* et une autre est intitulée *Des marchés à terme sur valeurs de Bourse*. Il faut ensuite attendre 1894 pour que Charles Gazaniol soutienne sa thèse sur le *Compte courant*. Néanmoins, un élan était donné.

Une circulaire ministérielle du 13 juillet 1893 invite les Facultés à faire des propositions sur une réforme du doctorat<sup>49</sup>. A l'argument de ceux qui souhaitent préserver l'unité de méthode et de direction de toutes les sciences enseignées dans les Facultés de droit, la nouvelle commission répond qu'il faut prendre en compte l'extension considérable des sciences politiques, « ce qui nécessite des études spéciales ». Enfin, si la méthode est la même, « on ne voit pas pourquoi on ne l'apprendrait pas bien en étudiant d'une manière approfondie cette catégorie de sciences, surtout si l'on y joint [...] le droit privé ». Une différence de méthode commence malgré tout à être évoquée. Si la méthode est la même, « ce qui n'est peut-être pas tout à fait exact, l'application diffère beaucoup ». Les sciences politiques ont « un esprit différent » qui est « un utile correctif aux défauts qu'entraîne avec lui l'abus de raisonnement juridique ». Enfin, il convient de s'adapter au succès de l'Ecole libre des sciences politiques. La commission propose finalement le dédoublement du doctorat, la suppression du troisième examen et une thèse consistant en une dissertation unique. Une question d'économie politique serait posée lors du premier examen du doctorat de droit public. Lors du second examen, une question porterait au choix du candidat sur la législation financière, sur la législation coloniale ou sur la législation

---

<sup>49</sup> Si la majorité de l'assemblée de la Faculté suit la commission chargée d'étudier la question sur la suppression du troisième examen de doctorat et sur une thèse consistant en une dissertation unique, elle s'oppose par seulement sept voix contre cinq à la proposition de maintenir un doctorat unique. Dès lors, les membres de la commission, composée de Bonfils, Campistron, Brissaud et Deloume, auxquels se joignent les professeurs Hauriou et Mérignhac, doivent présenter un nouveau projet<sup>49</sup>, Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-11 (1887-1896), *Registre de délibérations*, séance du 31 juillet 1893, fol. 300. Ces discussions sur la réforme des examens de doctorat sont la conséquence directe de la loi de 1889 sur le recrutement de l'armée. La loi ne permet pas une dispense de deux ans de service pour les étudiants de licence en droit. Beaucoup sont amenés à poursuivre leurs études en doctorat. Egalement, les docteurs en droit ne bénéficient de la dispense que s'ils ont moins de vingt-six ans. C'est pourquoi une restriction du nombre d'épreuves pour l'obtenir est en discussion.

industrielle<sup>50</sup>. Ainsi, le décret du 30 avril 1895 crée le doctorat mention « sciences politiques et économiques » à côté du doctorat « sciences juridiques ». Les deux nécessitent le passage de trois épreuves, dont deux examens oraux et une soutenance de thèse. C'est le deuxième examen oral du doctorat de « sciences politiques et économiques » qui est structuré autour des matières économiques. L'étudiant doit passer soit un examen d'économie politique et histoire des doctrines économiques, soit de législation française et finances financières, soit, selon les Facultés, de législation économique et industrielle, rurale ou coloniale<sup>51</sup>. A partir de ce moment-là, le nombre des thèses en économie augmente. Cependant, cette augmentation est à lier à celle bien plus forte du nombre général de thèses. De 1896 à 1900, neuf thèses traitent de questions économiques parmi lesquelles l'impôt est un sujet privilégié, en raison de son actualité politique. Citons Paul Fabre et son *Essai sur l'impôt d'accroissement* en 1897, Joseph Blanc et son *Histoire des principes de la répartition et de la quotité dans l'impôt direct* en 1898, Pech de Laclause et son étude sur *L'impôt direct et les rentes sur l'Etat* en 1899, ou encore Maurice Boyer qui étudie *L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières* en 1899. Pour l'année 1909-1910, six thèses sur quarante-trois sont économiques<sup>52</sup>.

Cependant, l'acceptation d'un deuxième doctorat ne signifie toujours pas l'acceptation d'une filière administrative et politique dès la licence. La réforme projetée en 1902 de l'unification du baccalauréat entraîne de nouveaux débats. Avec un baccalauréat unique<sup>53</sup>, les Facultés de droit seraient amenées à accueillir tous les bacheliers, y compris ceux formés aux sciences et non aux humanités. Le débat sur l'adaptation des études de droit et sur ce que le professeur Houques-Fourcade nomme le « principe

---

<sup>50</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-11 (1887-1896), *Registre de délibérations*, séance du 22 février 1894, fol. 309 à 322.

<sup>51</sup> Articles 2 et 3 du décret du 30 avril 1895.

<sup>52</sup> A. MAIRE, *Catalogue des thèses soutenues en France de 1810 à 1890*, Paris, H. Welter, 1892.

<sup>53</sup> Il existait deux baccalauréats distincts puisque le baccalauréat ès lettres consistait en un examen de sortie de l'enseignement secondaire qui permettait d'entrer à l'université et d'avoir accès à des postes administratifs. Le baccalauréat en droit était, quant à lui, obtenu après deux années d'études à la Faculté de droit et ne donnait pas accès à des postes administratifs. Désormais, un projet prévoit un seul enseignement secondaire divisé en quatre groupes d'études : grec-latin, latin-langues vivantes, latin-sciences, langues-vivantes. A l'issue d'une formation de sept ans, les élèves obtiendraient un baccalauréat unique avec mentions différentes mais sans distinction de sanctions.

envahisseur de la spécialisation »<sup>54</sup> est relancé. La Faculté se prononce à la quasi-unanimité pour le *statu quo*<sup>55</sup>, préservant ainsi la Faculté d'une orientation des études à des fins utilitaires induites par la réforme du baccalauréat<sup>56</sup> et préservant les sciences juridiques de la concurrence des études politiques et économiques. Deloume n'évoque-t-il pas le danger qui pèserait sur les sciences juridiques<sup>57</sup> ?

### ***B - Les débats autour d'une spécialisation des professeurs***

Une étape vers une autonomisation des enseignements économiques passe par la formation d'enseignants spécialistes en économie, c'est-à-dire par la spécialisation de l'agrégation qui, l'année qui suit la réforme du doctorat, entraîne naturellement le questionnement d'une spécialisation plus poussée des différents types de doctorat. Dès le 14 mai 1890, une circulaire ministérielle demande l'avis à la Faculté sur les modifications qui pourraient être introduites dans les épreuves du concours d'agrégation<sup>58</sup>. Faut-il voir créer des agrégations spéciales ou ne doit-il y avoir qu'un ordre d'agrégation tel qu'il existe à cette époque<sup>59</sup> ? La majorité de l'assemblée de

---

<sup>54</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-14, (1896-1907), *op. cit.*, séance du 29 avril 1902, fol. 209.

<sup>55</sup> La Faculté adopte à l'unanimité moins une voix le *statu quo*, rejette à l'unanimité moins une voix l'institution d'une double licence, et repousse à l'unanimité moins une voix l'organisation de nouveaux cours à option, *Id.*, fol. 218.

<sup>56</sup> « La réorganisation de l'enseignement secondaire devait avoir pour objet, dans les idées de ceux qu'inquiéta le plus la crise de cet enseignement, d'en orienter de plus en plus les études vers les fins utilitaires à la poursuite desquelles les humanités ne fournissaient, disait-on, qu'une préparation par trop insuffisante », Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-14, (1896-1907), *op. cit.*, séance du 29 avril 1902, fol. 210.

<sup>57</sup> *Id.*, fol. 216. A terme, celles-ci seraient menacées, comme l'unification du baccalauréat en fournit l'exemple le plus immédiat, à une assimilation complète par la licence économique, « plus attrayante et plus facile ».

<sup>58</sup> Le concours d'agrégation ne comprend en réalité que le droit civil, romain et criminel puisqu'il prévoit pour les deux leçons orales : « un sujet emprunté au code civil pour la première, un sujet emprunté à une autre partie du droit français indiquée par les juges du concours », Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-13, *Collection de circulaires*, Statut sur l'agrégation des Facultés, 27 décembre 1880, article 34.

<sup>59</sup> L'unité de l'agrégation est en effet le principe malgré diverses innovations qui ne furent pas appliquées dans les faits. Ainsi, le statut du 20 décembre 1855 partage l'agrégation en trois sections : droit romain, droit civil et criminel, droit administratif et commercial. Seulement, tous les agrégés institués par les douze arrêtés rendus de 1856 à 1874 l'ont été au titre de la section du droit civil et criminel. Le nouveau

la Faculté souhaite maintenir l'unité. Un sectionnement irait à l'encontre du rôle qui est dévolu jusque là aux agrégés. Ceux-ci sont amenés à suppléer un titulaire quel que soit son genre d'enseignement, doit prendre part aux divers examens sur des matières différentes. Créer un sectionnement reviendrait à créer des grades différents alors qu'« il n'y a pas de droits divers, le droit est unique, [...], il n'y a que des applications particulières d'un même droit ». La spécificité des enseignements économiques, et donc des enseignants, est rejetée. Certains membres de l'assemblée admettent cependant la possibilité de diviser le concours en deux parties : une première partie serait la même pour tous et comprendrait les matières fondamentales et une seconde pourrait être divisée en ordres d'enseignements différents comme les études historiques, les études de droit public et d'économie politique ou encore les études juridiques<sup>60</sup>. Cependant, lorsque la Faculté a à voter sur les modifications à apporter aux concours d'agrégation, là encore la division en son sein est importante puisque seulement huit voix contre sept votent en faveur du maintien de l'unité de l'agrégation. Une spécialisation prématurée serait un inconvénient fondamental parce qu'il limiterait très tôt l'horizon de recherche de l'agrégé qui « ne pourrait donner dans sa spécialité même qu'un enseignement incomplet et faux parce qu'il ne saurait placer le coin particulier qui est l'objet de ses investigations sous le rayonnement des principes généraux du droit ». De plus, la possession des fondements du droit civil français et du droit romain lui permettrait d'enseigner sans difficulté le droit constitutionnel ou administratif, l'économie politique, l'histoire du droit, etc. Des spécialistes remarquables, notamment en économie politique, sont issus de cette agrégation unique. Enfin, une spécialisation de l'agrégation entraînerait des perturbations dans le fonctionnement des Facultés de droit puisque les agrégés sont amenés à suppléer les professeurs, à faire passer des examens dans des matières diverses. La spécialisation de l'agrégation n'est-elle pas aussi une difficulté pour une titularisation puisque un agrégé spécial ne pourrait que postuler à une chaire de sa spécialité<sup>61</sup>.

Ceux favorables à la spécialisation ne sont mis en minorité que d'une seule voix. Pour ceux-ci, le développement de la partie économique et

---

statut du 16 novembre 1874 ne reproduit pas ce sectionnement de l'agrégation, Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-11 *op. cit.*, séance du 12 juin 1890, fol. 162.

<sup>60</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-11, *op. cit.*, séance du 30 mai 1890, fol. 152.

<sup>61</sup> *Id.*, séance du 12 juin 1890, fol. 157.

politique doit nécessairement avoir pour conséquence une modification de l'organisation actuelle. Les enseignements se sont fortement diversifiés et il n'est pas concevable que ce soit à un personnel recruté par un seul concours d'assurer tous ces enseignements. Quant à l'idée d'une spécialisation prématurée, l'argument est étonnant puisqu'il s'agit, non pas de débutants, mais de candidats à l'agrégation, d'un âge déjà avancé, qui, lors de leurs études de doctorat, ont acquis des connaissances générales. Cependant, même pour cette minorité favorable à une spécialisation de l'agrégation, il convient d'en limiter les effets afin de ne pas remettre en cause le principe de l'unité du droit. Il convient ainsi de ne pas trop multiplier les agrégations, de n'en n'ouvrir l'accès qu'aux docteurs en droit et d'exiger dans chacune des connaissances sur les matières des autres agrégations. Serait instituée une triple spécialisation : droit privé, droit public et histoire du droit. L'agrégation de droit public comprendrait notamment l'économie politique, la législation financière, et la législation coloniale.

Finalement, c'est l'arrêté du 23 juillet 1896 qui spécialise l'agrégation en quatre filières : droit public ; histoire du droit ; droit privé et droit criminel ; économie politique<sup>62</sup>. L'économie dispose désormais d'une agrégation spéciale. Dès lors, la spécialisation de l'agrégation devait entraîner une réflexion sur une nouvelle spécialisation du doctorat, c'est-à-dire sur la création d'un doctorat exclusivement économique affranchi des matières politiques, d'autant plus que, par le décret du 21 juillet 1897, l'Université est autorisée à créer ses propres diplômes, à côté de ceux de l'Etat<sup>63</sup>. Les enquêtes réalisées dans les diverses Facultés témoignent d'une évolution de la place faite aux enseignements économiques. Dès 1894, commençait à être réclamée dans les Facultés une scission du doctorat en plus de deux branches. La Faculté de Dijon réclamait quatre doctorats distincts, celles de Montpellier, Rennes et Caen en souhaitaient au moins trois. En 1898, un rapport présenté à la Faculté de Lyon réclame la création d'un doctorat des sciences économiques, citant Esmein pour qui « l'économie politique n'est pas du droit »<sup>64</sup>. En 1899, la Faculté de Toulouse crée finalement plusieurs certificats spécialisés. Les matières formant l'objet des certificats d'étude sont les suivantes : un certificat du doctorat ès sciences juridiques, un

---

<sup>62</sup> *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, tome 60 (1896), p. 208.

<sup>63</sup> J. BEGLIUTI-ZONO, *La Faculté de droit...*, p. 108.

<sup>64</sup> SOUCHON, « Le doctorat des sciences économiques », Rapport présenté à la Faculté de Lyon, dans *Revue internationale de l'enseignement*, tome XXXV, janvier à juin 1898, p. 414-428.



certificat du doctorat ès sciences politiques, un certificat du doctorat ès sciences économiques comprenant l'économie politique et l'histoire des doctrines économiques, la science et la législation financières, l'économie et la législation industrielle et l'économie et la législation coloniales et rurales, puis le certificat du doctorat des sciences historiques du droit. Il ne s'agit pas encore d'un doctorat de sciences économiques puisque « nul ne peut être admis au grade de docteur que tout autant, d'une part, qu'il est déjà titulaire de trois certificats, dont deux au moins sont relatifs à l'ordre du doctorat auquel il aspire, le troisième pouvant soit appartenir à un autre ordre, soit émaner d'une autre Faculté sous réserve de l'admission de cette équivalence par la Faculté de droit »<sup>65</sup>.

La Faculté de droit de Toulouse a été novatrice dans sa rénovation de l'enseignement. Cependant, la volonté de s'adapter à l'industrialisation et la volonté de rénovation scientifique n'ont pas été les seuls éléments porteurs d'avancées dans l'enseignement supérieur toulousain. Ainsi, à côté des préoccupations scientifiques, la volonté de maintenir une certaine hégémonie provinciale menacée par les diverses concurrences a souvent été une raison décisive de création de nouveaux enseignements économiques. De plus, il n'est pas encore question de laisser se développer une quelconque autonomisation des enseignements économiques. La Faculté pose de nombreux freins à tout ce qui pourrait entraîner la création d'une filière économique à côté de la filière juridique.

Cependant, cette volonté de maintenir l'enseignement économique au sein des Facultés de droit ne doit pas être confondue avec un quelconque conservatisme ou une stagnation intellectuelle. En effet, si les premiers enseignements d'économie politique avaient en partie pour objet la lutte contre les « utopies socialistes », les universitaires toulousains participent au mouvement de construction interventionniste de l'Etat providence. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une nouvelle génération de professeurs apporte une nouvelle conception de la matière. Ainsi, au juriste libéral Louis Arnault (mort en 1894) ont succédé Maurice Houques-Fourcade et Léon Polier, sensibles à la régulation de l'économie par la sphère étatique<sup>66</sup>. Léon Polier soutient en 1903 une thèse de doctorat sur l'idée du juste salaire dans laquelle il étudie les différentes théories morales et scientifiques. Contrairement aux professeurs qui cherchaient au début du siècle à légitimer la matière économique et dont la construction intellectuelle était marquée par le

---

<sup>65</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-14, (1896-1907), *Assemblée de la Faculté- Registre des délibérations*, séance du 18 mai 1899, fol. 111-112.

<sup>66</sup> B. DUMONS et G. POLLET, *op. cit.*

danger du développement des idées socialistes, Polier étudie, critique et tire des enseignements de tous les systèmes. Ainsi, de l'enseignement marxiste, il conclut qu'« il faut organiser en vue de cette transposition du domaine idéal au domaine pratique, une politique sociale »<sup>67</sup>. De la même manière, dans son ouvrage intitulé « Eléments d'économie politique », le professeur Houques-Fourcade présente à de multiples reprises de possibles actions étatiques, notamment pour équilibrer la balance des comptes<sup>68</sup>. Enfin, lorsque Houques-Fourcade et Polier présentent en 1908 un rapport sur la répartition du programme d'économie politique sur deux années de licence, la présentation des projets de réforme comme le socialisme avec sa critique de la propriété individuelle a sa place parmi les théories du libre-échange ou du protectionnisme<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Léon POLIER, *L'idée du juste salaire, Essai d'histoire dogmatique et critique*, Thèse de doctorat, Paris, V. Giard et E. Brière, 1903, p. 363.

<sup>68</sup> M. HOUQUES-FOURCADE, *Eléments d'économie politique*, tome III, commerce, Toulouse, Imprimerie régionale, 1926, p. 371 et suivantes.

<sup>69</sup> Archives de l'Université des sciences sociales, 2 Z 2-16, (1908-1924), *Registres des assemblées de la Faculté de droit*, séance du 24 novembre 1908, fol. 39.

## LE SONGE POSITIVISTE DE J.B. BRISSAUD

par Hervé Le Roy,  
maître de conférences à l'Université Toulouse 1 Capitole

Lot-et-Garonnais de souche, Jean-Baptiste Brissaud a illustré l'essentiel de sa vie professionnelle et sociale à Toulouse où pendant près de vingt ans il s'est fait hautement apprécier pour son aménité et son activité dans les cercles intellectuels de la capitale provinciale, comme le marquent dans les revues les louanges qui déplorent sa disparition subite et prématurée en août 1904. Ce « méridional girondin »... « Cet Agenais à la bouche pleine de finesse et aux yeux pleins de rêve, ce sage » « conquit à Toulouse ses lettres de grande naturalité »<sup>1</sup>. Le sérieux, la précision et la vigueur de ses communications et de ses comptes rendus dans les publications locales, ses qualités d'orateur et de causeur à la Faculté et dans les sociétés savantes, lui ont permis d'assumer la présidence de deux académies, celle de législation et celle des sciences, inscriptions et belles lettres, celle-ci rarement échue à un juriste, sans compter une participation précoce et diligente à la *Revue des Pyrénées* et aux *Annales du Midi* qui venaient de se constituer. Ses pairs comme ses étudiants ont souligné son abord facile, son enthousiasme communicatif, sa sollicitude pour ceux qui acceptaient de consacrer une

---

<sup>1</sup> *Mémoires de l'Académie des Sciences Inscriptions et Belles Lettres de Toulouse*, 1905, p. 315 à 348 et p. 369 à 371 ; *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1904-1905, p. XLI à XLIII ; *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, 1903-1906, p. 169-170 ; *Revue des Pyrénées et de la France méridionale*, 1905, p. 501-502 ; *Annales du Midi*, 1905, p. 121-123. Sur J.B. Brissaud : cf. *Dictionnaire historique des juristes français*, Presses Universitaires de France, 2007, p. 136-137.

partie de leur labeur à la science désintéressée. Il les aidait parce qu'ils l'aidaient, ne concevant pas la recherche individuelle et sa réflexion synthétique sans de multiples coopérations, même à des échelons très différents. Pour Brissaud, l'universitaire a un véritable rôle social à jouer dans le milieu où il vit mais sans transiger sur les impératifs méthodologiques et l'objectivité absolue que lui impose sa rigoureuse spécialité : ainsi, dans les sociétés savantes, parfois dès son admission, n'hésite-t-il jamais à intervenir pour rectifier des erreurs, des imprécisions ou des lacunes qu'il décèle chez le conférencier du jour, tout en lui prodiguant les marques de la plus parfaite estime<sup>2</sup>. Ce sens critique toujours en éveil se retrouve dans ses nombreux comptes rendus circonstanciés. Jamais chez lui l'éloge sur le fond ne va sans quelques réserves sur la forme : le professeur pointilleux et sûr de sa science perce toujours sous les civilités. Cette exigence jamais relâchée est le corollaire de ses convictions positivistes où la connaissance ne doit jamais cesser de progresser.

Mais son culte du savoir est sans œillères, comme l'apostolat qui en découle. Brissaud est homme de conciliation, de synthèse, d'équilibre et de balancement : son admiration jalouse pour l'érudition allemande, sa méthodologie et son travail encyclopédique, ne lui fait pas dédaigner les qualités françaises de clarté dans les idées et leur expression, accessibles à tous ceux qui veulent penser, y compris en dehors des cénacles universitaires<sup>3</sup>. Même pour perfectionner sa spécialité, le professeur ne doit pas se confiner mais au contraire trouver dans d'autres domaines des idées et des faits qui lui permettent d'approfondir sa perspective. Mais Brissaud sait que les humains ont aussi besoin d'idéal pour motiver leurs recherches. L'amour du pays natal est un puissant ressort de l'activité intellectuelle, il l'éprouve d'expérience lui qui l'a chanté dans ses poésies, lui qui restera toujours très attaché à son Lot-et-Garonne dont il se réservera la recension des revues locales dans les *Annales du Midi* ou qui assortira ses comptes rendus de quelques remarques précises et concrètes fleurant l'autochtone<sup>4</sup>. Mais très informé des grands chantiers de la recherche, à l'heure où la science française entend rattraper sa rivale allemande, Brissaud veut utiliser et subsumer le localisme de certaines études et des faits de terrain ainsi recueillis pour confirmer les vues synthétiques et abstraites qu'il propose au plan national, ou à celui du plus grand Midi, c'est-à-dire un bon tiers de la France, ou au moins à celui d'un vaste Sud-Ouest.

---

<sup>2</sup> Cf. entre autres, *Bulletin...*, *ibid.*, 1886, p. 64 et 1892, p. 102.

<sup>3</sup> *Recueil...*, *ibid.*, 1894-1895, p. VIII.

<sup>4</sup> Cf. par exemple, *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1899, p. 103-104.

Car pour renouveler l'appréhension historique de ce vaste Midi, ce « poète et bénédictin » songe à un grand-œuvre qui aiguillonne son activité dans les revues, les cercles et même les amphithéâtres toulousains. La disparition précoce de Brissaud à quarante-neuf ans ou la démesure de son projet l'empêchera à jamais d'advenir : malgré son effort et son enthousiasme « les travaux préparatoires de (cette) œuvre de longue haleine » n'ont pu être poussés assez loin pour susciter de véritables héritiers réalisant les promesses de Brissaud, même si des continuateurs au vingtième siècle, vont s'inspirer en partie de certaines de ses idées concernant le Midi, et en particulier ce Sud-Ouest qui l'a tant passionné.

### **I – Le rayonnement du professeur**

#### ***A - Un rôle d'encadrement***

Favorable à une modernisation des méthodes pédagogiques universitaires en complétant l'enseignement magistral par des exercices pratiques d'application en petits groupes, Brissaud, dans tous ses cours, s'attache à remarquer dans son auditoire les étudiants intéressés par l'histoire du droit<sup>5</sup>. Il les regroupe, ce qui forme autour de lui « les éléments d'un séminaire qui aurait été se développant et où il aimait à se livrer... à des travaux pratiques critiques des textes et des chartes qui devaient... les former... au travail scientifique ». C'est une propédeutique à des recherches plus personnelles. Évidemment, les documents méridionaux sont particulièrement utilisés dans les thèses portant sur le Moyen Âge qu'il dirige, avec même parfois des sujets spécifiquement provinciaux. Mais surtout, Brissaud propose d'associer au niveau local ses étudiants les plus volontaires au grand œuvre qu'il projette. Tout d'abord, une grosse quinzaine d'entre eux doit rechercher par tous les moyens, dans tous les dépôts possibles, autour de leur commune d'origine, les documents se référant aux usages et aux privilèges du lieu. Au stade supérieur, les plus capables font une nomenclature des coutumes d'une zone plus vaste, voire même d'un département entier, le Gers pour Georges Kontz, l'Aveyron pour Émile Baillaud. Les allusions du maître d'œuvre et de ses éloges funèbres à cette entreprise relient la modernité des moyens employés dans cette « chasse » qui constitue « un genre de sport » avec la métaphore militaire, filée pour son organisation et sa réalisation. Avec son « État-major » à

---

<sup>5</sup> Cf. J.B. BRISSAUD, « L'enseignement pratique du droit », *Revue internationale de l'enseignement*, 1901, p. 416 à 420.

Toulouse, Brissaud, son chef, répartit sur le plat pays ses « éclaireurs » chargés des « reconnaissances » indispensables. Parmi eux, Kontz à bicyclette pendant ses vacances –quand l’armée expérimente ses éclaireurs cyclistes– ou Baillaud, bientôt explorateur au Soudan, qui utilise la photographie<sup>6</sup>. J. Fourgous et G. de Bezins produisent une œuvre plus substantielle, un mémoire sur les anciens Fors de Bigorre publié d’abord dans le *Bulletin de la société savante des Hautes-Pyrénées* puis tiré à part. Devant l’Académie des Sciences - Inscriptions et Belles Lettres de Toulouse, Brissaud les félicite d’avoir soumis à une critique savante un texte déjà édité auparavant, mais de façon hâtive et lacunaire. Au contraire de leurs devanciers fautifs, ils ont d’abord choisi le meilleur manuscrit de base avant de commenter méthodiquement tous les aspects, avec leurs variantes, de ces anciens Fors de Bigorre. Aussi, sur la recommandation de Brissaud qui est rapporteur du concours 1900, ses deux étudiants seront-ils primés par l’Académie. En effet, Brissaud utilise les sociétés savantes toulousaines en particulier dans leurs concours dont il est régulièrement le rapporteur, pour encourager les plus distingués de ses élèves. Par là, il les incite à s’intéresser aux activités académiques, voire à les rejoindre, alors qu’il cherche à ouvrir et à rajeunir les sociétés savantes en vitupérant un *numerus clausus* à ses yeux beaucoup trop restrictif et suranné. Notons encore qu’en 1896, G. Kontz est médaillé par la Société archéologique du Midi et en 1904, P. Rogé est récompensé par l’Académie des Sciences - Inscriptions et Belles Lettres pour son travail sur la coutume de Mondouzil, avec un rapport du sourcilleux archiviste départemental Pasquier constatant que « le texte établi d’après les règles de la critique est accompagné de commentaires »<sup>7</sup>. A cette date, P. Rogé a d’ailleurs été choisi par Brissaud pour l’aider dans l’établissement des « Textes additionnels aux anciens Fors de Béarn ». L’élève poursuivra et terminera cet ouvrage en se conformant au vœu du maître subitement disparu pour donner une édition exhaustive de textes publiés trop partiellement au milieu du dix-neuvième siècle.

Au-delà des étudiants, Brissaud songe à maintenir un lien entre la Faculté et ses anciens élèves en les associant, d’une manière ou d’une autre,

---

<sup>6</sup> *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1900, p. 576 ; *Mémoires de l’Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 413 à 415 ; 1905, p. 325 et 326 ; *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1903, p. 369 à 372 ; *Bulletin de la Société Archéologique...*, *op. cit.*, 1903-1906, p. 170 ; *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1906, p. 81 et 122.

<sup>7</sup> *Bulletin de la Société Archéologique...*, *op. cit.*, 1896, p. 109 ; *Mémoires de l’Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1900, p. 358-359, et 1904, p. 359.

à de grands projets tels celui qu'il propose : à défaut d'une recherche effective leur soutien moral au moins sera utile puisqu'ils contribuent à façonner l'opinion publique, désormais reine, en particulier pour obtenir moyens et subventions<sup>8</sup>

Dans une perspective semblable, Brissaud s'adresse aux sociétés savantes qu'il veut « mettre dans la confiance » pour gagner, sinon une coopération active, du moins « quelques sympathies et mieux quelques complicités » qui lui faciliteront la tâche<sup>9</sup>. Sans insister, il a auparavant indiqué que dans la nouvelle société fondée sur « la spécialisation croissante et la nécessité de plus en plus grande de la division du travail » les Universités devaient en partie reprendre la tâche dont seules les académies provinciales s'acquittaient auparavant : animer, coordonner, contrôler et sélectionner la production venue de la base des érudits locaux<sup>10</sup>. Dans leur enceinte, exerçant de hautes fonctions en leur sein, il ne peut sans les froisser aller au bout de son raisonnement, comme Célestin Bouglé ou le directeur à l'époque de l'enseignement supérieur qui désirent expressément une régulation des fonctions, l'Université régionale orientant l'activité des sociétés savantes locales<sup>11</sup>. Mais tous les universitaires savent que si « la collaboration des Facultés leur doit être de plus en plus nécessaire » il y faut suffisamment de tact et de présence mondaine pour ne pas indisposer leurs membres, fiers du renom ancestral de leurs académies et qui appartiennent à un milieu d'érudits provinciaux grandement constitué de hobereaux, de rentiers, de prêtres, plutôt hostiles à la République, donc *a priori* réservés vis-à-vis des Universités qu'elle développe. Les annales régionales qui éclosent alors dans les grandes métropoles permettent d'ailleurs d'associer plus étroitement ces élites des sociétés savantes aux préoccupations des universitaires.

Brissaud se sert de ses comptes rendus dans les revues régionales –au premier chef les *Annales du Midi*– pour faire remarquer les travaux des érudits non toulousains qu'il juge les plus intéressants à un titre ou un autre. Indirectement il jauge ainsi la fécondité des sociétés savantes départementales qui sont pour lui une assise indispensable de l'histoire locale. En s'aidant de leurs travaux et de leurs structures, il veut que chaque département ait un jour son recueil de chartes et de coutumes ; et ce cadre

---

<sup>8</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 415.

<sup>9</sup> *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, *op. cit.*, 1900, p. 577 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 415 et 419.

<sup>10</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 406.

<sup>11</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1905, p. 19 à 21.

consacré permettra aussi de solliciter l'aide du Conseil général qui voudra sans doute participer à cette valorisation. De façon plus générale, avec tant de documents dispersés partout qu'il faut découvrir et exploiter, le chantier de la micro-histoire est suffisamment vaste pour que toutes les bonnes volontés trouvent à s'y employer utilement, chacune à sa place. Par la méthodologie et les échanges qu'elles suscitent, les sociétés départementales doivent chercher à bonifier ces travaux.

Brissaud veut profiter de « l'extension de la culture intellectuelle » qui caractérise la modernité. Mais il est trop positiviste pour se contenter d'une érudition locale pour elle-même, par simple esprit de clocher. La connaissance étant cumulative amène désormais la coopération nécessaire de tous ceux qui travaillent sur la même matière –même avec des perspectives et à des niveaux différents. Avec un but scientifique commun, l'attrait légitime du terroir doit rassembler, transcender les clivages partisans, politiques et religieux, et les sociétés savantes sont le creuset le plus naturel de ces regroupements féconds<sup>12</sup>. La sauvegarde urgente de documents ignorés menacés de disparaître dans l'indifférence ne permet pas de rebuter le moindre effort. Déjà, pour les chartes « beaucoup de documents ont été sauvés grâce à la petite agitation que nous avons créée mes amis et moi... Il faut faire des recherches sur place... partout... fouiller personnellement... »<sup>13</sup>. Certes, de prime abord, le rôle essentiel de direction au niveau départemental devrait être assumé ici par les archivistes -comme l'atteste l'activité exemplaire de Pasquier qui a recensé et publié de nombreuses chartes ariégeoises - mais Brissaud semble avoir été déçu par leur lenteur<sup>14</sup>, surtout dans la dernière décennie de sa vie.

Au niveau élémentaire de la commune, deux personnalités antagonistes mais symétriques peuvent être les hommes de terrain idoines, connaissant de l'intérieur l'histoire, les légendes, les pratiques et les monuments de leur terroir, aptes à saisir immédiatement l'intérêt d'une trouvaille fortuite : le curé et l'instituteur qui représentent sur place deux sources majeures qui se partagent l'érudition locale, les prêtres et les enseignants. Au nom de l'œcuménisme de la recherche auquel il sera toujours fidèle, Brissaud, républicain convaincu et catholique libéral, jansénisant, ne dédaigne jamais le travail savant des clercs. Ses comptes rendus sont pour eux plutôt

---

<sup>12</sup> *Nouvelle Revue historique du droit français et étranger*, op. cit., 1900, p. 577 ; *Mémoires de l'Académie des Sciences...*, op. cit., 1903, p. 415.

<sup>13</sup> *Nouvelle Revue...*, *ibid.*, 1900, p. 576-577.

<sup>14</sup> *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger*, 1892, p. 570 et 571.



élogieux et ses rapports les font régulièrement récompenser dans les académies toulousaines. Tout au plus relève-t-il à l'occasion des pointes antiprotestantes hors de l'objectivité qui sied à la science<sup>15</sup>. Mais il serait plus facile de compter sur les instituteurs, car Brissaud pense, comme le recteur Perroud et la Société archéologique du Midi, qu'en leur adressant des formulaires méthodologiques, on pourrait officiellement les inciter à s'intéresser aux particularités de leur terroir, comme le font déjà certains d'entre eux, exemplaires, qui rédigent des monographies sur l'histoire ou la préhistoire de leur commune<sup>16</sup> (au niveau supérieur, Brissaud a directement conseillé le directeur de l'enseignement primaire à Muret qui a inventorié les coutumes de la Haute-Garonne).

Au niveau infra-départemental, la multiplication et la dissémination de monographies et de toutes petites publications trop généralistes et intermittentes, la faiblesse de leur rayonnement et de leur tirage, gaspillent une grande partie des efforts appréciables de la micro-érudition en les rendant difficilement accessibles hors de leur terroir. Or, pour Brissaud, un document n'a d'intérêt que s'il peut être exploité par la communauté scientifique dans une perspective synthétique qui l'englobe en le subsumant. Par ses revues, l'échelon régional doit distinguer, en les sélectionnant, les travaux qui, même sur une échelle très minime, ont valeur significative pour une histoire plus large, provinciale, sinon nationale. En ce sens, pour divulguer certaines observations judicieuses, Brissaud multiplie les comptes rendus afférents aux publications locales dans les périodiques toulousains, et même nationaux. Sous les compliments d'usage, pour ne pas décourager les bonnes volontés que Brissaud sollicite, point évidemment la supériorité de méthode et de connaissances générales du professionnel sur des amateurs qui, pour être éclairés, n'en risquent pas moins, abandonnés à eux-mêmes, de succomber au dilettantisme de la facilité. Aussi Brissaud insiste-t-il sur la nécessité de tenir à jour ou de renouveler les publications afin qu'elles restent des outils de travail efficaces dans l'évolution rapide des connaissances locales et générales. Il félicite ou incite les érudits à ne jamais s'endormir sur leurs lauriers car la science est pour lui une maîtresse insatiable. Pour son Lot-et-Garonne natal il a lui-même complété la nomenclature des coutumes effectuée auparavant par un savant du cru<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> *Annales du Midi...*, *op. cit.*, 1900, p. 574.

<sup>16</sup> *Bulletin de la Société archéologique du Midi*, *op. cit.*, 1894, p. 128 à 130.

<sup>17</sup> *Nouvelle Revue d'histoire du droit français et étranger*, *op. cit.*, 1900, p. 576.

*B - La méthodologie moderne*

La conception de son monumental manuel d'histoire du droit est révélatrice encore de son souci toujours de servir la communauté scientifique. Son étendue, ses développements et ses notes abondantes en font sciemment un ouvrage hybride, pédagogique pour les étudiants mais offrant aussi aux chercheurs des perspectives actualisées et de nouvelles pistes, par exemple sur les coutumes du Midi<sup>18</sup>. Outil de travail exclusivement centré sur le Midi cette fois, le recensement bibliographique effectué dans une publication allemande par Brissaud des parutions relatives au sud de la France entre 1890 et 1900 permet même de documenter les universitaires de l'aire germanique sur notre histoire locale<sup>19</sup>.

A la pointe des connaissances, l'histoire positiviste repose désormais sur une méthodologie scrupuleuse que les universitaires doivent faire respecter de tous les chercheurs comme l'attestent les comptes rendus critiques de Brissaud : inventaires, notes, bibliographie exhaustive et actualisée, index, sont indispensables à tous les niveaux de publication. Car le vrai but, au plan supérieur, universitaire, c'est la synthèse (« il est bon sans doute de laisser parler les documents mais une mosaïque de textes n'est pas une histoire » indique Brissaud dans un de ses comptes rendus)<sup>20</sup>. Elle ne vient plus de l'illumination romantique d'une personnalité géniale, mais de l'agencement patient et méticuleux des faits particuliers hiérarchisés et combinés par les idées et les catégories dégagées par la Science. A l'occasion, Brissaud avoue que certaines de ses interprétations sont conjecturales ou partielles, légitimement discutables ; mais l'essentiel est que les bases de son raisonnement, ses éléments constitutifs, soient véridiques et que ses contradicteurs puissent s'en assurer. C'est la démarche scientifique qui à tous ses niveaux circonscrit sans cesse davantage une vérité, mais sans jamais la saisir complètement, se bornant surtout à comprendre les tendances externes et internes de son évolution.

Ainsi s'explique à la fois la rigueur minutieuse de Brissaud et son ouverture d'esprit à des perspectives nouvelles si elles sont suffisamment étayées par des fondements concrets évaluables de quelque façon. Mais tout

---

<sup>18</sup> *Annales du Midi...*, *op. cit.*, 1904, p. 286-287 et 1905, p. 123.

<sup>19</sup> In *Kritisches Jahresbericht über die fortschritte der romanischen philologie* du professeur Karl Wollmöller, cf. *Mémoires de l'Académie des Sciences...*, 1903, p. 416.

<sup>20</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1894, p. 127 ; *Annales...*, *ibid.*, 1899, p. 136-137 et 1903, p. 578.

dépend évidemment de la perspective où l'on se place. Plus la recherche est délibérément locale, plus elle s'interdit de s'élever dans les sphères de la synthèse où le fait est éclipsé par la signification qu'il revêt dans une réflexion globale de scientifique normalement universitaire. Si les romantiques sont blâmables d'avoir effectué trop prématurément des généralisations hâtives et superficielles, il faut leur rendre cette justice qu'ils ont insufflé dans l'histoire un enthousiasme en son temps nécessaire. Il faut conserver leur passion d'appréhender le passé mais se débarrasser de la grandiloquence de leurs mythes et de leur rhétorique<sup>21</sup>. La véracité est toujours préférable même lorsqu'elle semble égratigner la gloriole locale. L'Histoire ne doit pas déboucher sur une nostalgie passéiste, conception statique qui méconnaîtrait la loi irréversible de l'évolution permanente des sociétés.

Ainsi, l'Histoire vit désormais « à l'âge des monographies. C'est par le détail, en reprenant patiemment jusqu'aux plus humbles particularités... qu'on refera l'histoire de France. Les monographies sans prétention dont le seul mérite est de reposer sur de consciencieuses recherches, donneront par leur réunion un tableau plus exact du passé de notre pays que les esquisses géniales des Augustin Thierry et des Michelet ». En les combinant s'élaborera, « par une coopération cordiale, une histoire de villes, de provinces, qui sont la condition de cette histoire générale de la France »<sup>22</sup>. L'Histoire positiviste est aristotélicienne où l'Histoire romantique était platonicienne.

Pour reprendre la métaphore militaire, le centre régional, avec ses Facultés et ses académies, figure l'état-major qui oriente l'activité des hommes de terrain, les soutient, avant de déterminer les plans globaux à partir des renseignements remontés jusqu'à lui. D'ailleurs, tout comme en 1870, l'armée prussienne l'a emporté par son état-major issu de son académie militaire, la supériorité de l'Université allemande tient en sa capacité à collecter méthodiquement et systématiquement tous les documents qui, réunis, formeront le *corpus* d'illustres collections encyclopédiques frayant la voie des synthèses décisives dans le progrès des idées historiques<sup>23</sup>.

Rendant compte du travail d'un clerc érudit sur des documents du dix-huitième siècle relatifs à un établissement religieux, Brissaud note significativement que très locaux « les faits par eux-mêmes ont peu

---

<sup>21</sup> *Mémoires de l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 404-405.

<sup>22</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1891, p. 559 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1900, p. 355.

<sup>23</sup> Cf. PASQUIER in *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1891, p. 233.

d'importance ; ils révèlent cependant l'état de l'esprit public. L'Édit de 1749 a son commentaire et son explication dans les faits de ce genre... ». De même, deux savants toulousains réputés Le Palenc et Dognon, publiant la coutume de Lézat par leur notice historique « plaçant ainsi la coutume dans son cadre naturel... ont su donner un grand intérêt à des querelles banales... on saisit sur le vif les relations féodales, la puissance et la faiblesse de l'Église... ». Contrairement à l'Histoire romantique qui telle l'Histoire ancienne, ne retient que les épisodes exceptionnels, mémorables, l'Histoire scientiste peut se servir de tout, même d'une indication objectivement minimale, si un historien compétent sait la subsumer pour en faire un révélateur symptomatique<sup>24</sup>.

Si, pour être pleinement utile, un document ne peut aller, quel que soit son niveau, sans un appareil de notes et de commentaires qui l'éclaire, l'érudit qui l'édite doit être savant. Il doit disposer d'un large éventail de connaissances diversifiées. Il lui faut ainsi se frotter d'histoire, de religion, de droit, de psychologie collective et individuelle, et encore parfois de folklore. Fidèle à ses influences germaniques, Brissaud prise particulièrement la philologie qui lui permet de reconstituer la généalogie des textes, les emprunts de l'un à l'autre, afin de suggérer, à partir des formules estimées les plus authentiques, les pratiques et les tendances originelles, en les dégagant des adjonctions et des altérations ultérieures. On retrouve ainsi la méthode comparatiste fondamentale dans l'œuvre de Brissaud<sup>25</sup>. S'ils ne saisissent pas complètement une disposition de leur document, s'ils se heurtent à une lacune, il conseille aux lettrés locaux de se référer aux textes et aux usages similaires à la même époque dans des lieux voisins pour donner une idée vraisemblable de ce qui a été ou de ce qui aurait pu être. A l'époque de Tarde, Brissaud n'ignore pas que l'homme est un animal grégaire. D'ailleurs, il relève qu'au Moyen Âge les praticiens et les commentateurs de la coutume suppléaient à ses silences en s'inspirant des coutumes proches ou du droit romain.

Prenons un exemple concret, pour le droit coutumier, de la démarche graduelle souhaitée par Brissaud : s'il publie les textes additionnels commentant les Fors de Béarn, c'est pour préparer une édition véritablement scientifique de ces anciens Fors qui répondrait à l'attente souvent exprimée des savants du Sud-Ouest insatisfaits de l'édition de 1842

---

<sup>24</sup> *Bulletin de la Société archéologique du Midi*, op. cit., 1894, p. 128 ; *Annales du Midi*, op. cit., 1900, p. 92 à 94.

<sup>25</sup> *Mémoires de l'Académie des Sciences...*, op. cit., 1903, p. 416 ; *Annales...*, *ibid.*, 1900, p. 94 et 1906, p. 83.

faite arbitrairement sur un seul manuscrit discutable. Mais il entend se servir de ce travail d'édition pour étayer une étude synthétique et méthodique sur l'ancien droit béarnais ; une idée que reprendra sous son invocation son disciple P. Rogé pour sa thèse. Ainsi, serait établi le contenu objectif de ce droit, ses développements, mais aussi les origines qu'on peut raisonnablement lui assigner<sup>26</sup>.

Brissaud évoque des modèles d'une telle démarche d'induction scientifique. Ainsi, le travail de son ancien professeur à Bordeaux, Barckhausen, dont la publication et les essais sur la coutume de Bordeaux apportent « une contribution de grand mérite à l'histoire du droit coutumier méridional... une histoire des sources du droit coutumier et du droit municipal dans le Bordelais... comme on en voudrait une pour chaque coutume méridionale ». Dans cette catégorie d'exposés sur une grande coutume qui permettent d'appréhender un véritable droit méridional plus global, Brissaud cite d'autres études, ainsi sur les coutumes d'Agen, de Toulouse, de Montpellier ou d'Andorre avec des savants éminents comme Tardif ou Brutails<sup>27</sup>.

Enfin, Brissaud éprouve un grand respect pour le lot-et-garonnais Tamizey de Larroque, représentatif à ses yeux d'une espèce désormais en voie de disparition, celle des grands laborieux autodidactes et touche-à-tout voulant tout faire connaître de leur terroir – un peu comme, au plan ecclésiastique, un Léonce Couture pour le Gers. Ce « savant à l'infatigable activité compulsant les archives... cherchant jusque dans les papiers de famille ces documents inédits... quels services il a rendu à la science de notre passé méridional. Pas d'année où il ne publia quelques-unes de ses monographies où il précisait... un précieux chapitre d'histoire locale, où il n'édita quelques-uns de ces textes dont il doublait la valeur en l'enrichissant d'abondantes notes »<sup>28</sup>. Brissaud juge toujours objectivement les œuvres de ces illustres érudits locaux qui s'égalent parfois aux meilleurs travaux universitaires. Un peu sur l'exemple de leur foisonnante activité, aussi parce qu'il aime découvrir dans les archives les plus diverses des documents qui ouvriront de nouvelles pistes, Brissaud s'intéresse à de nombreux domaines qui lui semblent très prometteurs dans l'avenir comme en témoignent ses comptes rendus. Selon son axiome, le juriste « peut découvrir partout du

---

<sup>26</sup> *Annales...*, *ibid.*, 1906, p. 81 à 83 ; *Textes additionnels aux anciens Fors de Béarn*, Privat, Toulouse, 1905.

<sup>27</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1890, p. 461-462 et 1891, p. 560 à 562 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 414 et 415.

<sup>28</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1890, p. 461 et 1898, p. 385 à 388.

droit », s'il le veut, par sa curiosité toujours en éveil, et s'il le peut par une formation suffisante »<sup>29</sup>.

Ainsi, indique-t-il, l'importance des livres de raison, publiés en particulier pour l'Agenais par Tamizey de Larroque, car dans « ces mémoires des petites gens » il y a « à recueillir une abondante moisson de faits significatifs » qui donnent une idée de la vie rurale au dix-septième siècle<sup>30</sup>. Les textes littéraires, il faut « les exploiter en y recherchant des traits de mœurs » qui découvrent la psychologie du passé. Surtout marqué par l'érudition germanique sur le folklore, « écho affaibli » d'archaïques croyances et d'usages ancestraux, Brissaud n'hésite pas à décrypter le sens des contes fabuleux d'antan, ainsi dans son cours d'histoire du droit méridional où il utilise les recueils de Bladé sur les légendes gasconnes pour son auditoire mixte, à la fois étudiants du droit et des lettres<sup>31</sup>.

Avec son origine rurale et modeste, Brissaud ne peut tout à fait cacher une certaine nostalgie du monde paysan de son enfance que la modernité uniformisatrice efface inexorablement. Il respecte scrupuleusement la déontologie du folkloriste moderne quand il recueille, avant qu'il soit complètement oublié, un chant de noces agenais traditionnel. Collectant les versions en deux endroits éloignés de vingt-cinq kilomètres, il précise qu'il s'est contenté d'écouter « ce chant... je l'ai recueilli de la bouche des paysans de ma région... les discordances... j'ai dû les laisser subsister pour ne pas sortir de mon rôle de scribe... j'ai écrit sous la dictée... ». On est loin des romantiques, un demi-siècle auparavant, qui n'hésitaient pas à combler eux-mêmes les lacunes ou les obscurités d'une transmission orale qu'ils traitaient fort cavalièrement<sup>32</sup>. Évoquant la commotion de la Grande Peur de l'été 1789, Brissaud indique à l'appui d'un compte rendu qu'il a pu lui-même, dans sa jeunesse, appréhender auprès de vieillards, le souvenir à la fois extraordinaire et confus qu'en avait gardé la mémoire collective<sup>33</sup>.

Pour lui, la tradition orale désormais condamnée constitue une source irremplaçable pour comprendre les anciennes mentalités, et donc le droit qu'elles suscitaient, d'où la nécessité d'en préserver les productions, à l'instar des documents écrits plus classiques. Dans cette perspective,

---

<sup>29</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 418.

<sup>30</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1894, p. 195 à 197 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 418.

<sup>31</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 407, 417 et 418.

<sup>32</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1891, p. 1025 à 1040 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 418.

<sup>33</sup> *Annales du Midi...*, *op. cit.*, 1900, p. 514.

Brissaud se réfère régulièrement aux travaux sur les légendes gasconnes d'illustres érudits locaux comme Bladé ou Couture.

Avec un aspect régional marqué, l'histoire économique lui apparaît déjà comme l'un des champs les plus encourageants de la recherche au vingtième siècle, tant il reste à découvrir dans ce domaine si dédaigné jusque là. Dans ses comptes rendus, il met donc en relief des études sur la misère en Agenais au dix-septième siècle, sur la manufacture des toiles à voiles d'Agen, sur les réquisitions militaires pendant la Révolution française dans le district de Grenade, sur les comptes consulaires d'Albi... Un peu partout se trouvent « les sources de l'histoire économique du Midi »<sup>34</sup>.

La correspondance d'un receveur des tailles du Comminges donne « une idée de ce qu'on pourrait appeler l'art de soutenir un procès sous l'Ancien Régime »<sup>35</sup>.

Dans l'effervescence de ses travaux, de ses recherches, de ses lectures, Brissaud semble bien concevoir une histoire globale sollicitée par tous les groupes, tous les événements, tous les documents, y compris les plus minimes, même si les nécessités de la recherche moderne la ramifient en domaines spécifiques.

Ainsi, étudiant des testaments, il observe combien leurs clauses variées se révèlent instructives à de nombreux points de vue pour l'histoire et le droit<sup>36</sup>. Sa fréquentation de la Société archéologique du Midi montre qu'il est conscient du lien organique entre un contexte historique et les réalisations artistiques, architecturales et artisanales, qui s'y produisent<sup>37</sup>. En 1895, il lui donne des médailles et des monnaies locales médiévales. Numismate au moins d'occasion, il fait passer l'intérêt collectif régional avant l'appropriation égoïste du collectionneur<sup>38</sup>. Apprenant, pendant un séjour au pays natal, que des ouvriers viennent de découvrir une grotte anciennement aménagée il s'y rend aussitôt pour l'explorer, puis en fait rapport à la société archéologique<sup>39</sup>. Sa nature ardente, toujours prête à se dévouer pour la science et la culture, l'avait fait députer quelques années auparavant, avec son collègue Deloume, auprès du préfet de la Haute-Garonne pour lui offrir la coopération de la société archéologique dans

---

<sup>34</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1900, p. 355 ; *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1901, p. 588 à 590 ; 1902, p. 430 à 432 ; 1903, p. 439 et 442.

<sup>35</sup> *Bulletin de la Société archéologique...*, *op. cit.*, 1900-1901, p. 368.

<sup>36</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1890, p. 40 à 42.

<sup>37</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1903-1906, p. 170.

<sup>38</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1895, p. 79.

<sup>39</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1893, p. 73 et 74.

l'application de la loi du 30 mars 1887 réglant l'inscription à l'inventaire des monuments historiques<sup>40</sup>.

Pour des raisons de recherches juridiques et historiques évidentes, Brissaud s'est pleinement associé à la revendication alors montante dans les sociétés savantes et chez les archivistes en faveur de la centralisation aux Archives départementales des minutes notariales jusque là dispersées et souvent quasiment inaccessibles. A la fin de 1896, il a rédigé en ce sens une lettre au ministre de l'Instruction publique que le bureau de l'Académie de législation a souscrite, ce qui lui a valu d'être désigné comme membre de la commission que cette Académie a chargé de veiller à l'avancement de ce projet. Au total, Brissaud est une nouvelle fois révélateur de son époque, ainsi en matière archivistique : c'est le moment où, datant de la Monarchie de juillet, la réglementation des archives apparaît complètement inadaptée aux transformations des méthodes et des recherches, puisqu'elle ignore de nombreux dépôts, ainsi des villes, des hôpitaux, des notaires et des greffes, où se trouvent maintenant, pour la nouvelle histoire, des sources essentielles qui risquent de disparaître, de se perdre ou de rester hors d'atteinte faute d'un classement méthodique<sup>41</sup>.

## II – Brissaud parmi ses pairs

### A - La « décentralisation intellectuelle »

L'attention particulière du natif pour les publications de son département (dont il se réserve les comptes rendus dans les revues régionales de Toulouse), ses séjours prolongés, attestent la constance et l'intensité de l'attachement viscéral de Brissaud pour le pays de sa jeunesse, comme l'ont noté ceux qui l'ont connu. Il sait par Brizeux, l'un de ses poètes favoris, que la vie à Paris est un déracinement pour qui s'est ému d'une enfance agreste. Il connaît le thème littéraire alors répandu de l'attraction délétère de la capitale. Rejetant en positiviste les abstractions ingénieuses mais désincarnées des penseurs qui tournent sur eux-mêmes -les idées métaphysiques selon Auguste Comte- il estime que le savant doit s'ancrer dans un réel concret car, comme chacun, il a besoin d'un idéal simple et perceptible. Le scientisme trop sévère doit s'appuyer sur un ressort affectif. Encore faut-il, bien sûr, que la « passion » de la « petite patrie » n'oblitére

---

<sup>40</sup> *Bulletin...*, *ibid.*, 1888, p. 20 à 22.

<sup>41</sup> *Recueil de l'Académie de législation...*, *op. cit.*, 1896-1897, p. XXXVIII et XXXIX et p. 502 ; *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1903, p. 426 et 427.



pas le sens critique sans qui pas de connaissance véritable. Selon un thème alors classique chez les partisans d'une décentralisation, comme Tocqueville, Mistral, ou encore ses collègues érudits et professeurs, le centre d'attraction parisien, si rien n'est fait, finira par pomper toute la substance intellectuelle des provinces anémiées. Dans l'intérêt bien compris de la France elle-même, fait valoir l'intelligentsia toulousaine, il faut que les régions aient une vie propre, spécialement au plan culturel et scientifique. Les lettrés en restant fidèles à leur province d'origine, en la mettant en valeur, contribuent à régénérer la vie locale en la modernisant et en la faisant participer au progrès de toute la nation. La conception de Brissaud et de ses pairs est classique et cicéronienne : le culte de la « grande patrie » française englobe la « petite patrie » charnelle qui l'enrichit de l'émotion originelle<sup>42</sup>. La politique officielle incite d'ailleurs les professeurs à s'intégrer dans la vie locale pour s'en concilier les notables. Comme l'a montré John Burney la Troisième République n'est pas forcément opposée à une décentralisation culturelle et intellectuelle afin d'y impliquer les collectivités et les puissances locales, c'est-à-dire les faire participer financièrement à ce genre d'activités<sup>43</sup>.

A Toulouse, relève Brissaud, le « patriotisme local » est vivace<sup>44</sup>. La municipalité sait qu'elle doit maintenir le renom de l'ancienne capitale du Languedoc, ne serait-ce que pour compenser symboliquement la faiblesse de ses industries modernes. Il s'y ajoute, attisée par Paris, la crainte de la concurrence de Bordeaux et de Montpellier maintenant que ces deux villes ont comme elle une Université complète. Toulouse doit donc valoriser ses atouts<sup>45</sup>. Accomplie par Deloume, la donation Ozenne du monumental hôtel d'Assézat, en plus de soutenir l'éclat de ses académies, permet d'y tenir, pour la première fois en province, le prestigieux Congrès national des sociétés savantes du 4 au 8 avril 1899, avec l'aide conjointe de la municipalité et de l'Université. Les lettrés les plus éminents y ont côtoyé les illustrations locales dont Brissaud et l'apothéose symbolique a été la remise

---

<sup>42</sup> *Recueil de l'Académie de législation...*, *ibid.*, 1890-1891, p. XXII ; *Revue des Pyrénées*, *op. cit.*, 1893, p. 687 ; *Annales...*, *ibid.*, 1900, p. 136.

<sup>43</sup> John M. BURNEY, *Toulouse et son Université*, Presses Universitaires du Mirail, 1988, Toulouse, p. 55.

<sup>44</sup> *Annales...*, *ibid.*, 1900, p. 135-136 ; *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 404.

<sup>45</sup> John M. BURNEY, *Toulouse...*, *ibid.*, p. 37.

de la légion d'honneur à Deloume par le ministre en personne<sup>46</sup>. Par anticléricalisme, les républicains peuvent célébrer « l'antique capitale des comtes de Toulouse » et de cette civilisation occitane si en avance sur son temps que la papauté a détruite en extirpant le catharisme<sup>47</sup>.

Surtout, Toulouse veut être la capitale provinciale d'une vaste région qui comporterait si possible, en sus de son académie scolaire, celles de Montpellier et de Bordeaux. Au plan des publications d'érudition déjà la dynamique et consciencieuse maison Privat joue un rôle exemplaire sur une aire méridionale étendue<sup>48</sup>. Aussi la ville de Toulouse et son département regardent-ils avec sollicitude l'Université, attribut indispensable au rayonnement d'une métropole régionale<sup>49</sup>.

L'extension de l'autonomie des Universités est un point classique du programme des décentralisateurs qui rejoignent les réformateurs universitaires désireux de regrouper et d'affirmer à l'allemande des Facultés jusque-là trop isolées. Comme le théorise alors Célestin Bouglé, dans un article programmatique à la *Revue des Pyrénées*, l'Université, « centre d'études approprié à son milieu », doit devenir le cœur de la vie intellectuelle régionale, en rayonnant sur les érudits locaux et leurs sociétés (le directeur de l'enseignement supérieur parle lui d'une alliance toujours plus fructueuse entre Facultés et académies savantes), tandis que Deloume évoque entre elles « les rapprochements bienfaisants pour solidariser... les ressources intellectuelles et morales »<sup>50</sup>. De façon intéressée aussi, les publications régionales plus ou moins liées aux académies locales permettent aux universitaires de se faire éditer, alors que l'évolution de leur statut revalorise la fonction de recherche.

Les affirmant, la modernisation des Facultés dirigée par les républicains de gouvernement permet d'assouplir et d'étendre le cadre des enseignements en créant, à côté des chaires traditionnelles constituées par décret, des cours complémentaires qu'elles ont toute latitude de concevoir, éventuellement avec l'aide de l'État, de la municipalité ou du département.

---

<sup>46</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1899, p. 198 et 490 ; *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1899, p. 228-229 ; *Annales du Midi*, *op. cit.* 1899, p. 398 ; 1900, p. 135 et 558.

<sup>47</sup> Cf. le recteur PERROUD, in *Revue des Pyrénées*, *op. cit.* 1889, p. 554.

<sup>48</sup> *Bulletin de la Société d'Archéologie du Midi*, *op. cit.*, 1906, p. 171.

<sup>49</sup> John M. BURNEY, *Toulouse et son Université*, *op. cit.*, p. 45 et 48.

<sup>50</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *ibid.*, 1903, p. 406 ; *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1905, p. 18 à 21 ; A. DELOUME, *Aperçu historique sur la Faculté de droit de Toulouse*, Privat, 1900, Toulouse, p. 168 et 169 ; John M. BURNEY, *Toulouse...*, *ibid.*, p. 55 et 56.

Ainsi, dès 1886, la Faculté des lettres a inauguré trois cours tout adaptés à sa situation géographique : Histoire de la France méridionale avec Molinier, langues et littératures romanes, bientôt avec Jeanroy, et langue et littérature espagnole<sup>51</sup>. Il faut aussi répliquer à l'Institut catholique de Toulouse qui a pris une longueur d'avance en constituant auparavant un cours de langues romanes assuré d'abord par Léonce Couture<sup>52</sup> : le régionalisme est ambivalent politiquement, socialement et religieusement. Les universitaires doivent évidemment l'orienter vers la modernité, le progrès et la République. D'ailleurs, dans d'autres villes méridionales – ainsi à Bordeaux – et même à Paris, se sont ouverts des cours semblables. Quant aux Universités germaniques, elles disposent depuis longtemps de cours et de professeurs réputés de philologie romane<sup>53</sup>. La Faculté de droit, elle, a profité de sa nouvelle liberté pour diversifier ses enseignements alors que l'on commence à y parler des sciences sociales qui élargissent sa perspective (Brissaud professe ainsi quelques temps un cours de droit civil comparé entretenu par la municipalité)<sup>54</sup>.

Dans cette ambiance d'ouverture intellectuelle, l'interdisciplinarité est évoquée entre les lettres et le droit, qui cohabitent désormais dans des locaux contigus et des espaces partagés : « La Faculté des lettres rejoint sa sœur du droit en vertu d'affinités qui s'approfondiront (pour constituer) un foyer... d'études spéculatives » espère le recteur Perroud<sup>55</sup>. A l'intersection de toutes ces préoccupations, sous l'égide de la nouvelle Université constituée en 1896, la Faculté de droit obtient de celle des lettres la création de cours communs où leurs étudiants pourront se retrouver. Ainsi, l'éminent Roschach professe la paléographie et la diplomatique, tandis qu'à Brissaud échoit en 1898 l'enseignement de l'histoire du droit méridional « une des matières qui me tiennent le plus à cœur » proclame-t-il.

Devant l'Académie des Sciences - Inscriptions et Belles Lettres, Brissaud a indiqué l'esprit et la teneur de ce cours. Mieux que dans son enseignement proprement juridique, il peut y céder à son amour de la littérature qu'il utilise pour appréhender ce droit méridional, qui en fait est plutôt celui du Sud-Ouest, avec ses coutumes qui l'ont tant fasciné à la confluence d'une vie

---

<sup>51</sup> John M. BURNEY, Toulouse..., *ibid.*, p. 104 à 106 ; Recteur PERROUD, in *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1889, p. 554.

<sup>52</sup> *Mélanges Léonce Couture*, Privat, 1902, Toulouse, p. XXV ; *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1902, p. 93.

<sup>53</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1889, p. 263.

<sup>54</sup> A. DELOUME, *Aperçu historique sur la Faculté de droit...*, *op. cit.*, p. 155 et 156.

<sup>55</sup> In *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1889, p. 553-554.

très concrète et de la théorie allemande initiée par Savigny<sup>56</sup>. Cependant, il a été constaté globalement que la fréquentation optionnelle de ces cours mixtes n'a pas répondu aux attentes, et que les étudiants, ainsi que de nombreux professeurs, sont restés réservés lorsqu'il leur a semblé s'éloigner de leur discipline spécifique<sup>57</sup>.

A la Faculté de droit cependant l'approche transversale de Brissaud dans ce cours est sans doute appréciée par ses amis personnels qui travaillent sur une perspective historique dans leur discipline : l'inévitable Deloume, doyen honoraire, secrétaire perpétuel de l'Académie de législation et actif dans les autres cénacles savants de Toulouse, Houques-Fourcade qui dans les *Annales du Midi* fait des comptes rendus sur l'histoire économique locale avant d'y rédiger la notice nécrologique de Brissaud et bien sûr P. Maria, professeur de droit romain puis d'histoire du droit public.

A l'orée du vingtième siècle, l'heure est partout aux regroupements et à la coopération qu'ils induisent. Les académies constituent l'un des rares lieux permettant aux intellectuels d'enjamber les délimitations de disciplines de plus en plus spécialisées pour susciter cette « collaboration élargie » souhaitée par Brissaud<sup>58</sup>. « Le travail scientifique s'organise. Chacun y apporte une vocation... une spécificité. Le progrès est à ce prix. Mais la spécialisation n'est bonne qu'autant que les travaux des spécialistes se pénètrent et se fécondent sans cesse. Les académies sont un organe imaginé tout exprès pour répondre à ce besoin. Ce sont des centres où s'opère la fusion des matériaux que chacun apporte des points les plus divers du monde scientifique.<sup>59</sup> » car, en particulier « le jurisconsulte n'a pas de plus précieux auxiliaires que l'historien, l'économiste, le philologue. Il leur emprunte les connaissances nécessaires pour l'intelligence des lois... sur l'état d'esprit des peuples... Je soutiens que le droit peut et doit tirer parti des résultats de beaucoup d'autres sciences en apparence bien étrangères à son sujet »<sup>60</sup>. D'ailleurs, l'Académie de législation est sous le patronage de Cujas qu'elle fête car nous rappelle Deloume « Cujas veut réunir entre les mains des juristes toutes les ressources que peut fournir le travail de l'esprit humain et en tirer profit pour leur œuvre de science et de justice. Et tel est

---

<sup>56</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.* 1903, p. 403 à 419.

<sup>57</sup> John M. BURNEY, *Toulouse et son Université...*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>58</sup> *Recueil de l'Académie de législation...*, *op. cit.*, 1901-1902, p. 7 et 8 et 1904-1905, p. XLIII ; cf. A. DELOUME, *Aperçu historique...*, *ibid.*, p. 168.

<sup>59</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 457.

<sup>60</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 458 et 461.

en effet le but constant de notre association... que d'avantages peut produire le rapprochement d'esprits élevés dont les connaissances spéciales se complètent »<sup>61</sup> (car si Cujas au seizième siècle, pouvait encore appliquer lui-même les connaissances encyclopédiques de son temps, l'avancée de la science au seuil du vingtième siècle interdit désormais une telle maîtrise protéiforme). En effet, constate Brissaud « la surproduction n'est pas la seule entrave au travail scientifique. La spécialisation à outrance... (est) un autre mal. Les contacts fréquents entre spécialistes –comme dans les académies– peuvent y remédier car ils nous permettent d'être toujours au courant de tout ce qui se passe dans ce champ de la science trop vaste pour qu'un seul soit capable de l'embrasser. Dans le domaine du droit en particulier, tout se pénètre. C'est par l'échange de nos vues et de nos renseignements que nous arrivons à pouvoir tenir compte de la répercussion des faits nouveaux »<sup>62</sup>. Pour Brissaud, l'heure romantique du génie isolé dans sa singularité faustienne est révolu irrévocablement. Le progrès cumulatif trop diversifié désormais exige la synthèse des spécialistes pour simplifier la recherche de ceux qui veulent utiliser leurs idées dans un autre cadre que celui de leur domaine strict. Si les universitaires sont si nombreux dans les cercles savants –du tiers aux deux tiers des membres des cénacles toulousains– c'est certes pour mieux appréhender les études à la base des érudits locaux, et si possible les orienter, mais aussi pour échanger ou éprouver leurs conceptions ainsi affinées ou élargies, et encore pour se faire éditer dans leurs publications.

Convaincus ainsi de l'utilité irremplaçable des académies, les universitaires veulent les réveiller, les sortir de l'engourdissement localiste où elles se complaisaient en vivant trop de leur glorieux passé du dix-huitième siècle et de ses méthodes maintenant surannées. Brissaud veut faire de leurs revues des outils de travail modernes : « (cette institution des académies) a ce grand avantage d'exister... en la modernisant un peu elle (peut)... rendre de nouveaux services. Les académies sont des centres difficiles à remplacer... Nous souffrons d'un mal, la surproduction scientifique. Les académies sont on ne peut mieux placées pour nous préserver de ses suites : elles peuvent faire le départ entre le bon et le mauvais... nous épargner des pertes de temps, des lectures superflues. Afin d'atteindre ce but en matière de législation (il s'agit ici du discours d'installation de Brissaud comme président de l'Académie de législation) (mon) vœu est que nous donnions une large place à la bibliographie dans

---

<sup>61</sup> *Recueil de l'Académie de législation...*, *op. cit.*, 1899-1900, p. IV.

<sup>62</sup> *Recueil...*, *ibid.*, 1901-02, p. 9.

notre recueil. Procédons-y d'une façon méthodique, éliminons les pages de pure complaisance... forme de courtoisie mais que nous ne saurions conserver... (car), l'espace et le temps nous sont mesurés avec plus de parcimonie qu'à nos devanciers. Bornons-nous à l'analyse et à la critique de pur caractère scientifique... En développant notre bibliographie dans cet esprit, nous viendrions en aide à nos lecteurs et à nous-même. Ce que notre budget ne nous permet pas de nous procurer, nous l'acquerrions par notre publicité et nous le paierions en comptes rendus... Chacun de nous tracerait une esquisse rapide de ce qui s'est produit de saillant dans sa spécialité... Cette sorte d'inventaire fait d'une manière méthodique au lieu de l'être à bâtons rompus comme à présent, se réduirait presque à un classement de (nos) notes... (D'ailleurs) n'y aurait-il pas un moyen de le rendre assez léger (ce surcroît de travail)... par exemple en faisant appel à nos membres correspondants, ou encore en nous adjoignant des auxiliaires... Le nombre fatidique de quarante membres n'a plus de raison d'être avec l'extension (de) la culture intellectuelle... Ne touchons pas cependant si l'on veut à cette règle gothique, laissons fonctionner notre groupe de quarante membres comme un comité de contrôle et d'action mais accueillons à titre de membres libres –ou à tout autre titre– avec le droit de travailler pour nous tous ceux qui se présenteront et qu'aucune cause d'indignité n'écartera... ». Et même, dans une période où les mécènes –désormais essentiellement les collectivités publiques– se font plus circonspects et exigeants « à défaut de travaux leur sympathie nous suffira... car la sympathie est une force. Ouvrons toutes grandes nos portes, le public ne sera jamais trop nombreux. Et qui sait si ce n'est pas du côté des profanes que nous viendront les encouragements, les subventions et l'appui qu'on nous refuse par ailleurs... »<sup>63</sup>. Brissaud est adepte d'une telle « décentralisation intellectuelle » bien tempérée qui, selon le souhait des gouvernements républicains, permet d'impliquer financièrement les pouvoirs locaux. Dans ce sens « quelle meilleure preuve de bonne volonté que la décision prise par l'Académie (des Sciences - Inscriptions et Belles Lettres) de mettre ses riches collections à la disposition du public... (Donc) il y va de l'intérêt bien entendu de notre cité, aussi bien que de son bon renom, de ne pas laisser dépérir... (ces) institutions »<sup>64</sup>. Enfin, pour ranimer l'émulation malheureusement faiblissante aux concours des académies, Brissaud propose de transformer l'ancien système honorifique des médailles en une publication effective : le faible nombre des candidats montre assez que le

---

<sup>63</sup> *Recueil de l'Académie de législation...*, *op. cit.*, 1901-02, p. 8 à 10.

<sup>64</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1900, p. 360-361.

temps n'est plus à une vaine gloriole mais à l'insertion dans le progrès scientifique en lui fournissant des matériaux<sup>65</sup>. Dans ce dessein d'ouverture des académies, Brissaud leur fait bénéficier de ses relations dans le monde universitaire. Ainsi, il amène à l'Académie de législation le savant Kowalewski féru de droit archaïque comparé<sup>66</sup>.

### *B - Le milieu toulousain*

En effet, Brissaud veut rassembler autour de la science toutes les bonnes volontés qui veulent communier dans le respect de la vérité qu'elle fait apparaître sans se laisser guider par les œillères des passions partisans, politiques ou religieuses. Cet œcuménisme généreux lui fait toujours respecter et apprécier son interlocuteur indépendamment de ses choix relevant d'une croyance subjective. Autrement dit, les académies sont pour lui un creuset et un havre qui suspendent les préoccupations ordinaires. Les relations humaines y sont souvent plus qu'académiques. Ainsi, Brissaud choisit-il les *Mélanges* en l'honneur de Léonce Couture pour publier un de ses principaux articles : il a bien connu et estimé le doyen de la Faculté libre de lettres à l'Institut catholique de Toulouse. Cet abbé touche-à-tout s'était consacré à sa terre natale par des travaux foisonnants et par la *Revue de Gascogne* qu'il avait fondée en 1863. Ses fonctions professorales à l'Institut catholique en faisaient une des figures de proue du milieu intellectuel confessionnel à Toulouse et l'un des collaborateurs de la « Revue des questions historiques » qui veut défendre le catholicisme par une érudition moderne capable de disputer le champ historique au camp républicain<sup>67</sup>. Brissaud l'a côtoyé à la Société archéologique du Midi de la France, tout comme l'abbé et futur évêque Célestin Douais qui réhabilite globalement l'Église et l'Inquisition dans l'extirpation du catharisme. Brissaud qui ne s'est jamais soucié du problème politique, social et religieux de l'hérésie occitane est en bons termes avec Douais, ce lettré combatif qui détruit certaines légendes romantiques. Il le cite élogieusement dans ses comptes rendus et lorsque Douais est reçu à l'Académie des Sciences – Inscriptions et Belles Lettres, l'un des trois rapports favorables est rédigé par Brissaud qui, en retour, reçoit son soutien pour sa lettre demandant au ministre le regroupement des archives notariales<sup>68</sup>. Pour revenir à Léonce Couture,

---

<sup>65</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1900, p. 359-360.

<sup>66</sup> *Recueil de l'Académie...*, *ibid.*, 1894-95, p. XVI-XVII.

<sup>67</sup> Cf. *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1902, p. 93 à 97.

<sup>68</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1890, p. 573 et 1897, p. 502 ; *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1891, p. 561.

relevons que sa personnalité enthousiaste lui a suscité des sympathies très diversifiées. Ses Mélanges sont « dus aux collègues, aux émules et aux amis. Prélats, membres de l'Institut, professeurs, érudits, tous se sont empressés d'apporter leur contribution... Cartailhac, Brissaud, Jeanroy, Ed. Privat... Gaston Paris (pour les savants laïcs) »<sup>69</sup>. Cependant, dans l'effervescence de l'affaire Dreyfus, Brissaud, en 1902, devant l'Académie des Sciences – Inscriptions et Belles Lettres, précise le rôle de l'intellectuel dans la société. Désormais, le savant ne peut plus s'extraire du monde qui l'entoure : « les savants n'hésitent pas à prendre part à la vie publique... C'est un devoir qu'ils remplissent chacun à leur façon et dans la mesure qui convient à leur tempérament... ». A titre personnel, Brissaud n'a pas laissé ignorer que la révision du procès du capitaine Dreyfus était une obligation morale au nom d'une éthique de justice. Mais, ajoute-t-il de façon générale « je redoute quelque excès... J'ai peur qu'ils n'aillent trop loin dans cette voie où ils n'osaient s'engager hier. Je tremble moi qui ai peu de goût pour l'apostolat de les voir prendre des allures de missionnaires... moi qui veux garder mon droit à l'hérésie... »<sup>70</sup>. Comme beaucoup de catholiques libéraux favorables à Dreyfus, Brissaud, s'il défend l'homme, ne veut pas être embrigadé dans un mouvement politique qui prend des allures de revanche contre l'Église ou contre l'Armée. Sa synthèse sur l'intellectuel engagé reste équilibrée. Face au collectif, aux partis pris de groupes, l'intellectuel ne doit jamais abdiquer son sens critique qui le fait à la fois seul devant la science et solidaire de ceux qui y coopèrent<sup>71</sup>.

Énumérons les académies dont Brissaud est membre à Toulouse. Il y laisse le souvenir d'une participation assidue et d'interventions fréquentes dans leurs séances, de travaux écrits réguliers –comptes rendus et articles dans leurs revues– enfin de responsabilités administratives assurées dans leur hiérarchie ou comme rapporteur de leurs concours<sup>72</sup>.

Il entre en 1886 à la Société archéologique du Midi de la France qui, malgré son titre, s'occupe surtout du pays toulousain et de ses abords. Il y côtoie déjà Deloume passionné d'objets anciens, les abbés Douais et Couture, le secrétaire général Roschach et Cartailhac. Viendront s'y ajouter Jeanroy en 1893, le recteur Perroud en 1894, Pasquier en 1895, Mgr. Batiffol recteur de l'Institut catholique en 1900 et cette même année son collègue

<sup>69</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1902, p. 437.

<sup>70</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 450 et 451.

<sup>71</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1905, p. 333 et 334.

<sup>72</sup> Cf. *Recueil de l'Académie de législation...*, *op. cit.*, 1904-1905, p. XLII ; *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1905, p. 121.



Maria sur son rapport. En 1899 il appartient à la commission impressions – librairies. Il semble cependant être de plus en plus absentéiste après 1895, et surtout 1900, sans doute car les questions de conservation du patrimoine matériel sont trop loin de ses centres d'intérêt<sup>73</sup>. En cette même année 1886, alors qu'il vient tout juste d'arriver à Toulouse, il est admis dans l'Académie de législation dont Deloume est le secrétaire perpétuel. Il en devient le trésorier en 1891 puis le président entre 1902 et 1904, d'où un discours programmatique, tout comme lorsqu'il est désigné à la même époque (1902-1904) comme président de l'Académie des Sciences – Inscriptions et Belles Lettres. Là, Brissaud a été admis en 1889. Il a appartenu au Comité économique en 1897, puis au bureau directeur de cinq membres en 1901. En 1897 c'est sur son rapport que son collègue Deloume y est reçu. La présidence de cette académie est bien sûr plus valorisante pour lui que celle de l'académie de législation car les juristes y sont très minoritaires<sup>74</sup>.

Examinons ensuite l'appartenance de Brissaud aux deux grandes revues régionales et régionalistes qui ont éclos sous ses yeux. La *Revue des Pyrénées et de la France méridionale* paraît à partir de 1889 comme organe de l'Association éponyme. Il est proclamé que « le but... (est) de fournir aux sociétés savantes des trois académies de Bordeaux, Toulouse et Montpellier, le moyen de concentrer leurs forces éparses en une armée compacte capable de travailler à la décentralisation intellectuelle en faveur de la région méridionale et de montrer que les travailleurs de province sont capables de porter leur pierre à l'édifice de la science française »<sup>75</sup>. Un peu plus tard, l'association s'affilie à un congrès régionaliste parrainé par la Fédération régionaliste française de Charles Brun qui se tient à Toulouse le 25 mai 1901, en précisant toutefois que la régionalisation qu'elle souhaite ne va pas jusqu'au fédéralisme qui attenterait à l'unité nationale<sup>76</sup>. Son vœu est seulement de décentralisation administrative pour les collectivités locales, avec un futur « groupement régionaliste » méridional qui les surplomberait. Elle souhaite d'ailleurs s'associer à des regroupements similaires dans les autres grandes provinces françaises et faciliter le séjour de ses membres à Paris au congrès national des sociétés savantes. Les recteurs des trois

---

<sup>73</sup> *Bulletin de la Société d'archéologie du Midi...*, *op. cit.*, 1903-1906, p. 169 et 170.

<sup>74</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1897, p. 518 et 528 ; 1902, p. 543 ; 1903, p. 449 à 461 ; 1904, p. 321 à 343 ; John M. BURNEY, *Toulouse et son Université...* *op. cit.*, p. 38-39

<sup>75</sup> *Revue des Pyrénées...*, *op. cit.*, 1889, p. 10 et 617-618 ; 1890, p. 6 ; 1891, p. 270.

<sup>76</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1901, p. 209, 405 et 406.

académies de son ressort sont de droit membres honoraires de l'association<sup>77</sup>.

D'ailleurs, la *Revue* est « ouverte à toutes les idées et à tous les intérêts régionaux, à l'exception seulement, mais absolument, des passions politiques »<sup>78</sup>. La France reste donc l'exclusive grande patrie même si l'on se propose de tendre la main à la « nation-sœur » espagnole, en particulier aux régions vivaces du versant sud des Pyrénées<sup>79</sup>. Dans le cadre d'une « décentralisation intellectuelle », outre l'enseignement des langues et de l'histoire locale dans les écoles, les collèges et les lycées, l'association prône l'autonomie des Universités régionales leur faisant disposer de leur budget et de leurs programmes pour qu'elles jouent un rôle moteur dans la vie intellectuelle locale. Dans ce congrès de Toulouse, au milieu de ses pairs, professeurs de littératures romanes venus d'Aix et de Bordeaux, assistant le président de séance, trônait Jeanroy, un ami de Brissaud.

Brissaud est un collaborateur de la première heure, dès le premier numéro de la *Revue des Pyrénées*, et le restera jusqu'à sa disparition. Cependant, il n'y renie pas son esprit critique puisque, rendant compte d'une étude sur la construction du canal du Midi, il constate que « rien de piquant comme l'obstination avec laquelle les États de Languedoc refusent de s'associer à cette entreprise comme (leur) étroitesse de vues ; il faut leur forcer la main pour doter le Midi d'une source de richesses incomparable ». Louis XIV, homme de progrès, a donc eu raison de s'imposer ici à ces États rétrogrades. Or, le discours inaugural du premier congrès de l'Association des Pyrénées et de la France méridionale exaltait, en se réclamant de Tocqueville, le bon temps où le Languedoc prospérait autonome sous ses États bienfaisants...<sup>80</sup> Dans son discours présidentiel à l'Académie des Sciences – Inscriptions et Belles Lettres, Brissaud marque sa sympathie pour la *Revue* « ce périodique –disons-le en passant– qui est presque nôtre car c'est dans nos rangs que figurent ses directeurs... »<sup>81</sup>. Effectivement, la volonté de maintenir la prépondérance intellectuelle de Toulouse sur la « population des deux Mers », du Rhône à la Gironde, ne semble pas tout à fait étrangère aux promoteurs de cette œuvre.

Aux *Annales du Midi*, créées en même temps que la *Revue des Pyrénées*, mais sur la zone du plus grand Midi jusqu'à Lyon et Nice, Brissaud

---

<sup>77</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1889, p. 262 et 1890, p. 687.

<sup>78</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1890, p. 690.

<sup>79</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1890, p. 6.

<sup>80</sup> *Revue des Pyrénées...*, *ibid.*, 1889, p. 133 à 137 ; 1890, p. 688 et 690.

<sup>81</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, *op. cit.*, 1903, p. 418.

intervient aussi à partir de 1893 toujours sous la forme de comptes rendus et de bibliographie. C'est que, proclame-t-il « (les) diverses branches de la science de nos antiquités ont un organe dont l'éloge n'est pas à faire, les *Annales du Midi*... dirigées actuellement... par deux maîtres de la Faculté des Lettres Messieurs Jeanroy et Dognon auxquels nous unissent trop de liens d'amitié pour (les glorifier)... Outre les articles de fond, les *Annales* contiennent un dépouillement détaillé, minutieux, de tous les périodiques de la région où intéressant la région et une bibliographie complète des ouvrages méridionaux ; grâce à quoi pas une ligne de ce qui se publie sur l'ancien droit du Midi ne peut nous échapper »<sup>82</sup>. En 1898 Brissaud est incorporé à son comité de rédaction. Il y est le seul juriste à côté de cinq professeurs de lettres dont Jeanroy, Dognon et Molinier et de l'archiviste Pasquier, tous des toulousains, notons-le<sup>83</sup>. Le travail de Brissaud aux *Annales* est abondant. Il s'y réserve, à partir de 1898, la recension des revues du Lot-et-Garonne ainsi que des publications juridiques qui touchent au Midi. Il participe aux chroniques trimestrielles mais l'anonymat ou la collectivité des signatures ne permettent pas toujours d'y préciser son apport.

\*

\* \*

Sur le long terme, Brissaud songe à un projet grandiose qui serait l'aboutissement et le couronnement de tous ces « travaux préparatoires » que nous venons d'évoquer : constituer une vaste collection qui réunirait par département toutes les coutumes et tous les usages méridionaux en un *corpus* méthodique qui serait coordonné par un ou plusieurs livres de tables analytiques générales « Nous y gagnerions surtout de comprendre nos coutumes. Étudiées isolément, elles nous embarrassent... l'esprit général de ces lois ne se dégage même pas toujours très bien. Par un simple rapprochement ces difficultés disparaissent... les obscurités se dissipent... Et pour peu que l'opération se poursuive sur une échelle étendue, on voit se dessiner les grandes lignes de cette législation coutumière... Voilà longtemps que mon excellent confrère M. Pasquier et moi nous avons songé à cette œuvre considérable » (dès 1891) et « Une fois réunies et mises à la portée des travailleurs, les coutumes méridionales pourront être étudiées de plus près. Leur filiation et leur classement seront mieux établis, leurs

---

<sup>82</sup> *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 416.

<sup>83</sup> *Annales du Midi*, *op. cit.*, 1898, p. 126.

dispositions s'interpréteront les unes par les autres, on les consultera davantage et on les comprendra mieux, à leur étude se rattacheront tout naturellement les recherches sur les actes et les documents juridiques... ». Avec cette somme encyclopédique aux normes de la critique moderne, il s'agit de rivaliser avec la science allemande à tous les niveaux de l'érudition et de la synthèse globale<sup>84</sup>. Cherchant par le comparatisme à appréhender l'esprit de ces coutumes au plan du Midi tout entier, ou à celui de subdivisions comme le Sud-Ouest, Brissaud annonce les travaux du vingtième siècle sur les groupes de coutumes régionales.

Mais son rêve n'advient jamais dans sa plénitude. Déjà Roschach qui l'appréciait relève dans son éloge funèbre « son ardente activité, aisément enthousiaste, saisissait avec une sorte de fièvre les occasions d'aborder de vastes travaux. D'instinct il voyait grand... (mais) il simplifiait peut-être outre mesure les difficultés de (ces) grosses entreprises... ». De plus, note-t-il, il s'est trop dispersé « l'inventaire de ces travaux écrasants (qui) par leur profusion touffue causent une sorte d'étourdissement et d'effroi ».<sup>85</sup> Certes, on fait valoir sa disparition à quarante-neuf ans « au moment où sa carrière allait prendre son plein développement » mais un doute pointe même chez ses thuriféraires quant à la possibilité de réaliser son « projet grandiose » dans l'espace d'une vie humaine normale, faute de proportionner les moyens aux fins. Brissaud est resté typiquement un professeur de cette première génération universitaire d'historiens du droit qui a été formée par la préparation d'une agrégation généraliste de pure technique juridique. On le constate par la collaboration très diversifiée qu'il offre aux revues juridiques parisiennes en touchant parfois à des problèmes d'actualité du droit de son temps. Lorsque les disciplines universitaires se sont définitivement cristallisées avec des modes spécifiques de recrutement, Brissaud a pu passer pour trop historien aux yeux des juristes exclusifs, trop comparatiste aux yeux des historiens du droit spécialisés dès le troisième cycle, et trop philosophique pour les historiens purs qui étudient le passé pour lui-même sans chercher comme Brissaud à y déceler des lois globales et même le futur prévisible.

---

<sup>84</sup> *Revue des Pyrénées...*, op. cit., 1891, p. 233, 558 à 562 ; *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger*, 1892, p. 570-571 ; *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, op. cit., 1900, p. 575 à 578 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 412 à 416 et 419 ; 1905, p. 324 à 326 ; *Annales...*, *ibid.*, 1906, p. 80 à 83.

<sup>85</sup> *Mémoires à l'Académie des Sciences...*, op. cit., 1905, p. 324, 332 et 334.

Declareuil, son successeur à Toulouse, ne reprend pas son héritage. Brissaud est républicain de conviction, dreyfusard, laïc pour les hommes et leurs sociétés, marqué par la science allemande en voulant que l'Université française la rattrape, tandis que Declareuil est antidreyfusard, admiratif de la monarchie et de l'Église facteurs de centralisation et d'ordre grâce au droit romain, rejetant tout ce qui vient de la Germanité pour troubler « l'ordre latin »<sup>86</sup>. Enfin, Brissaud se plaint des « vues étroites de Fustel de Coulanges » quant à la propriété collective ; il lui oppose sa perspective comparatiste qui transcende les singularités nationales<sup>87</sup>. Or, Fustel au début du vingtième siècle est récupéré par une perspective traditionaliste pérnante dans l'Histoire du droit de l'entre-deux-guerres.

Par son intérêt pour les pratiques méridionales spontanées, Meynial à Montpellier était beaucoup plus proche des préoccupations de Brissaud qui le cite toujours élogieusement. Pour ses « Études sur l'histoire du droit béarnais », réalisation posthume d'une idée de Brissaud, P. Rogé, son élève le plus proche, va consulter Meynial avec profit, d'autant que Brissaud souscrivait, pour les anciens Fors de Béarn, à l'importance des renonciations étudiées par Meynial<sup>88</sup>. Cependant, cette thèse sera le chant du cygne régionaliste des élèves de Brissaud qui, privés de son ardeur professorale, vont quitter le monde universitaire. Seul Fourgous continuera à écrire sur l'histoire du Lot dans des publications locales, par exemple de la Société des études du Lot, mais il se fera surtout une spécialité de guides et d'évocations littéraires grand public pour finir par être l'un des rédacteurs du « Guide bleu » consacré au Sud-Ouest en 1947.

Finalement, c'est Paul Ourliac qui, à Toulouse, renoue avec la tradition méridionaliste car sa pratique –son travail d'édition de chartiste - et son approche –sa réflexion sur un groupe spécifique de coutumes du Sud-Ouest – rejoignent certaines conceptions de son prédécesseur à la Faculté de droit de Toulouse<sup>89</sup>.

---

<sup>86</sup> Cf. « Declareuil » par J. POUMAREDE, in *Dictionnaire historique des juristes français*, op. cit., p. 234-235.

<sup>87</sup> *Revue générale du droit...*, op. cit., 1899, p. 89 ; *Recueil de l'Académie de législation*, 1891-92, p. XXV.

<sup>88</sup> *Annales du Midi*, op. cit., 1899, p. 139 ; 1902, p. 139 et 1904, p. 127 ; *Mémoires...*, *ibid.*, 1903, p. 410. Cf. l'introduction aux « Anciens Fors de Béarn : études sur l'histoire du droit béarnais au Moyen Âge » de P. ROGE, Privat/Picard, 1908, Toulouse-Paris. Cf. « Meynial », par J. POUMAREDE, in *Dictionnaire historique des juristes français*, *ibid.*, p. 562-563.

<sup>89</sup> « P. Ourliac », par J.L. GAZZANIGA, in *Dictionnaire historique des juristes français...*, op. cit., p. 602-603.



**TROISIEME PARTIE :**  
**LES AUTRES FACULTES**





## **LES PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DE DROIT DE POITIERS ET LA VIE LOCALE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE**

**par Jean-Marie Augustin,  
professeur à l'Université de Poitiers**

L'École de droit de Poitiers est créée par un décret du 4<sup>e</sup> jour complémentaire an XII (21 septembre 1804) et installée le 23 juin 1806. Elle est transformée en Faculté par le décret du 17 mars 1808 portant organisation générale de l'Université française. Le corps enseignant est composé de cinq professeurs titulaires de chaire et de deux professeurs suppléants. Leur choix démontre la volonté d'amalgame qui a été la grande pensée de Bonaparte. Deux professeurs, Allard et Guillemot, ont enseigné à la Faculté sous l'Ancien Régime ; le premier y était docteur-régent et le second docteur-agrégé. Trois autres ont été professeurs dans les Ecoles centrales de département, créées en l'an IV, où étaient dispensés des enseignements généralistes. L'abbé Gibault, prêtre jureur puis abdicataire, et Métivier avaient été désignés pour occuper la chaire de législation, le premier à Poitiers et l'autre à Saintes. Charles-Pierre Fradin, qui fut un ardent sans-culotte sous la Terreur, donna des cours d'histoire de la philosophie à l'école centrale de Poitiers, avant de devenir professeur-suppléant à l'École de droit.

À la veille de la Première Guerre mondiale, il y a huit professeurs titulaires de chaire à la Faculté de droit de Poitiers, deux agrégés et trois docteurs en droit chargés de cours. Parmi ces derniers, figure Étienne Coquet, mort au champ d'honneur dans les premiers mois du conflit.

Tous ces enseignants, au XIX<sup>e</sup> siècle, appartiennent au milieu des notables, mais il existe à Poitiers, comme dans d'autres villes, des marques résiduelles de la société d'Ancien Régime. La naissance, la position sociale et les habitudes tracent des limites de convention qui sont respectées. La

noblesse tient le haut du pavé, puis dans une cité qui est dépourvue d'industrie, en compagnie des magistrats et des avocats, les professeurs de droit occupent les premiers rangs de la bourgeoisie. Ils nouent de solides alliances matrimoniales avec le monde du Palais et font partie du même milieu social. À l'intérieur de la Faculté, il n'y pas de dynastie de professeurs, comme il en existe pour la magistrature et le barreau. On remarque cependant que certains jeunes enseignants à l'avenir prometteur épousent les filles de maîtres réputés. Abel Pervinquière est ainsi le gendre de Boncenne et Ducrocq, celui de Bourbeau. À cela s'ajoutent des liens étroits de cousinage, par exemple entre Boncenne, Bourbeau et Arnault de la Ménardièrre.

Ces grands bourgeois possèdent de solides fortunes terriennes et jouissent de ce fait d'une large aisance. Nourris de civilisation gréco-romaine, ils pratiquent volontiers l'*otium* au sens où l'entendait Sénèque, c'est-à-dire la caractéristique de l'homme vraiment libre qui remplit ses loisirs en se consacrant à la vie publique au développement de l'esprit et à l'action sociale.

### **La participation à la vie publique**

Les professeurs poitevins fréquentent naturellement le Palais de justice. Quatre d'entre eux au moins, parmi les premiers qui sont nommés : Guillemot, Gennet, l'abbé Gibault et Boncenne ont été défenseurs officieux et prennent la qualité d'avocat à partir du moment où la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804), relative à la réorganisation des Ecoles de droit, les y autorise. Très vite l'habitude est prise pour ces enseignants juristes de s'inscrire au barreau. En 1833, les noms de tous les professeurs titulaires et suppléants figurent sur le tableau de l'ordre, y compris Fradin qui enseigne le droit romain et Foucart qui vient d'obtenir la création à Poitiers de la première chaire provinciale de droit administratif. Même Baudry-Lacantinerie et Vareilles-Sommière, pendant leur court séjour à la Faculté de droit ne manquent pas de s'inscrire au barreau près la Cour d'appel.

Ces inscriptions ne sont pas formelles et la plupart plaident effectivement devant les tribunaux. Certains professeurs avocats siègent au conseil de discipline du barreau et parfois ils y sont majoritaires. Enfin, pendant vingt-six années, entre 1812 et 1914, soit un peu plus du quart, treize professeurs de droit sont bâtonniers de l'ordre, le record étant obtenu par Arnault de la Ménardièrre qui est élu quatre fois.

L'exercice de la profession d'avocat plaidant et de celle d'enseignant confère une grande notoriété dans la ville. C'est à ce titre que le bâtonnier

## Poitiers : les professeurs de la Faculté de droit et la vie locale

Joseph-Aubin Fey, professeur de code civil, est désigné pour présider la commission chargée de rédiger les usages ruraux du département de la Vienne sous le Second Empire. Un tel cumul est condamné par Foucart, mais il peut y avoir des situations encore plus compliquées. L'abbé Gibault est aussi avocat et bibliothécaire de la ville. Au début de leur carrière, Boncenne et Lepetit sont à la fois professeurs suppléants, avocats et conseillers de préfecture. Cette réunion de deux fonctions publiques et d'une profession libérale en une même personne est néanmoins fortement critiquée par le ministre de l'Intérieur. Celui-ci engage Lepetit à choisir entre son poste de professeur et sa fonction au conseil de préfecture. S'il optait pour cette dernière, ajoute le ministre, « ce serait déjà beaucoup de l'autoriser à rester au barreau ». Lepetit préfère démissionner de son emploi de conseiller, pour se consacrer à l'enseignement. Tout en restant avocat, il obtient une chaire en 1859 et devient doyen de la Faculté de droit en 1871.

Certains professeurs exercent des mandats politiques locaux. Boncenne, Chevallier, Grellaud, Bourbeau, Lepetit et Brissonnet sont conseillers généraux. Bourbeau préside le Conseil général de la Vienne pendant plusieurs années. Les enseignants de la Faculté, souvent les mêmes, siègent également au Conseil municipal de Poitiers et parmi eux trois sont élus maires de la ville : Bourbeau de 1847 à 1848, puis de 1865 à 1870, Henri Grellaud de 1855 à 1861 et Léopold Thézard de 1881 à 1888, puis de 1893 à 1895.

Des professeurs de droit représentent aussi le département de la Vienne au sein des assemblées à caractère national. Allard est élu à l'Assemblée législative de 1791. Il y siège à droite, parmi les députés modérés de tendance feuillante et se montre favorable au maintien de la constitution après la suspension du roi, consécutive à la journée du 10 août 1792. Boncenne est membre de la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours. Il y défend les principes constitutionnels et lorsqu'il est destitué, publie une *Lettre à M. le vicomte de Chateaubriand* dans laquelle il regrette le légitimisme infailible exprimé par l'illustre auteur dans son ouvrage *De la Monarchie selon la Charte*. Boncenne a aussi ces mots remplis d'amertume après sa mise à l'écart en 1815 : « les épurations, les destitutions ont été faites ; il y en a eu de justes, mais souvent elles n'ont représenté que le triomphe de la haine, de la vengeance ou de l'intrigue ». Par la suite, il est candidat aux élections législatives sous la Restauration et la monarchie de Juillet, mais sans succès.

Fradin, l'ancien terroriste qui a été privé de son emploi après les Cent-Jours, retrouve sa place à la Faculté en 1817. D'opinion libérale, il est élu à

## Jean-Marie Augustin

la Chambre des députés de 1819 à 1824 où il siège à gauche et dénonce les lois d'exception soutenues par les ultras.

En 1848, Bourbeau est membre de l'Assemblée constituante où il vote tantôt à droite, tantôt à gauche, en évitant de se compromettre avec les conservateurs. Il est encore élu au Corps législatif en 1869, avec l'appui officiel du gouvernement impérial, contre Adolphe Thiers, candidat multiple, soutenu par la droite. Adhérant au Tiers-Parti dirigé par Émile Ollivier, Bourbeau est nommé ministre de l'Instruction publique du 17 juillet au 27 décembre 1869, mais il est difficile de succéder à Victor Duruy qui était très populaire. Son « manque de prestige » fournit à la majorité des petits journaux les textes de nombreuses plaisanteries à son sujet. Plus tard, en 1876, il est élu au Sénat où il siège dans les rangs de la droite.

Deux autres professeurs sont sénateurs sous la III<sup>e</sup> République : Alphonse Lepetit et Léopold Thézard. Le premier a d'abord siégé à l'Assemblée constituante. Il a été désigné, en 1874, à la faveur d'une élection partielle qui marque la première victoire du parti républicain dans la Vienne. Proche d'Adolphe Thiers, Lepetit est ensuite nommé sénateur inamovible et prend place au centre gauche de la Chambre haute. Le second, Léopold Thézard, est membre du Sénat de 1891 à 1907. Inscrit à la gauche républicaine, le parti de Jules Ferry, il intervient à propos de la constitution, des Universités et de diverses questions à caractère juridique. Fin lettré, il occupe ses loisirs en traduisant les *Satires* de Perse et en composant un drame sur Jeanne d'Arc.

### La participation à la vie culturelle et à l'action sociale

Les sociétés savantes supprimées au début de la Révolution ont fleuri dès le Directoire et les professeurs de l'École de droit en font partie. L'abbé Gibault adhère à la Société d'agriculture et de commerce du département de la Vienne, organisée en l'an III. Il est aussi membre résident, avec ses collègues Allard, Fradin et Boncenne, de l'Athénée, fondée à Poitiers en l'an V. Cette société s'est d'abord appelée le lycée des sciences et des arts, par référence à Aristote, puis elle a dû changer de nom pour éviter toute espèce de confusion avec les lycées d'enseignement secondaire, établis par la loi du 22 floréal an X (1<sup>er</sup> mai 1802) pour remplacer les écoles centrales. L'Athénée est une réunion libre de notables poitevins, amis des sciences, des belles-lettres et des arts. Elle tient des réunions publiques « pour l'instruction des citoyens de toutes les classes et de tous les états ». Les femmes peuvent assister à ces séances « car il est convenable que nous leur

## Poitiers : les professeurs de la Faculté de droit et la vie locale

parlions littérature », déclare son président, Antoine-Clair Thibaudeau, député aux Cinq-Cents.

L'abbé Gibault, Guillemot et Fradin sont encore membres de la Société d'émulation créée en l'An VI qui « se propose de manifester son zèle pour le progrès des Lumières ». Ses membres mettent en place, en particulier, une commission archéologique chargée de reconnaître les antiquités du département et de recueillir toutes les observations à ce sujet.

Ces différentes sociétés sont en déclin à la fin de l'Empire, mais l'esprit demeure et elles renaissent sous des formes comparables sous la Restauration. L'abbé Gibault, redevenu prêtre et par ailleurs fervent royaliste, est élu secrétaire perpétuel de la nouvelle Société académique d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts, au cours de la séance d'installation, le 13 décembre 1818. D'autres professeurs de droit en sont membres au fil des années : Boncenne, Foucart, Bourbeau et Arnault de la Ménardière. Boncenne assure la présidence de la société en 1830 et Arnault de la Ménardière en 1914.

Sous la monarchie de Juillet, un certain nombre de membres de la Société académique d'agriculture, s'y sentent à l'étroit et fondent en 1834, la Société des antiquaires de l'Ouest. Ces érudits ont pour but de conserver et d'étudier les monuments historiques situés entre la Loire et la Dordogne. S'y ajoutent des recherches en histoire locale sur les sujets les plus divers.

Foucart figure au nombre des membres fondateurs de la Société, aux côtés de son président, Mangon de la Lande, directeur de l'enregistrement, et de deux magistrats. Par la suite, il y a toujours entre trois et six professeurs de droit qui font partie de la Société. Certains sont membres du conseil d'administration : Foucart puis Arnault de la Ménardière exercent pendant plusieurs années les fonctions de président.

Ces juristes participent activement à la vie de la Société. Foucart anime la commission des fouilles archéologiques et se spécialise dans l'écriture des rapports ou compte rendus d'ouvrages qui sont insérés dans les *Bulletins* et *Mémoires*. Arnault de la Ménardière apporte aussi sa contribution aux études historiques. C'est ainsi qu'il révèle en 1884, l'existence d'une succession de frère à frère dans les familles de certains châtelains du Poitou. Cependant il se trompe quand il voit dans ce mode particulier de dévolution successorale une origine slave liée à l'installation des *Taifales*, en réalité des Germains fédérés venus de Transylvanie, au début du V<sup>e</sup> siècle. Comme l'ont montré les travaux de Marcel Garaud et plus récemment la thèse de Luc Guéraud, la succession de frère à frère était un système

ingénieux entre la tendance à l'égalité dans le partage et le besoin de maintenir l'intégrité du fief.

Certains professeurs de droit participent à l'action sociale. Allard est vice-président du bureau de bienfaisance institué en l'an V pour venir en aide aux plus démunis en leur distribuant des secours à domicile : vivres, linge, médicaments, combustibles, etc. Les ressources proviennent essentiellement de la charité publique. Sous la monarchie de Juillet et le Second Empire, Martial Pervinquière représente la fabrique de la paroisse de la cathédrale dans la commission de sept membres présidée par le maire qui gère les revenus du bureau de bienfaisance. Il en devient le vice-président en 1874.

Les professeurs de droit sont également présents parmi les avocats qui participent au bureau d'assistance judiciaire près la Cour d'appel. Ces bureaux créés par la loi du 22 juin 1851 apprécient la qualité d'indigent, vérifient le caractère sérieux du procès et dispensent les plaideurs des sommes qui sont dues aux greffiers, officiers ministériels et avocats pour leurs droits, émoluments et honoraires. À l'occasion, si les deux parties l'acceptent le bureau est chargé de trouver entre elles un arrangement amiable. Chaque année, comme l'impose la loi, la Cour, le préfet, le directeur de l'enregistrement et les compagnies judiciaires désignent leurs représentants au bureau qui tous ensemble élisent ensuite le président. À plusieurs reprises la Cour choisit un avocat professeur de droit et il arrive souvent qu'un autre professeur de la Faculté soit nommé par le préfet. C'est ainsi que de 1884 à 1891, Le Courtois, professeur de droit civil, et Bonnet, professeur de droit romain, font partie du bureau d'assistance judiciaire ; Le Courtois en devient le président à partir de 1887.

\*

\* \*

Les professeurs de la Faculté de droit de Poitiers sont très engagés dans la vie locale au XIX<sup>e</sup> siècle, comme en témoignent aujourd'hui les noms de Boncenne, Bourbeau, Alphonse Lepetit et Léopold Thézard qui ont été donnés à des rues ou des places de la ville. Cependant la plus grande mobilité des enseignants, les réformes du concours d'agrégation et le poids des exigences scientifiques dues à la spécialisation changent la situation. Après la mort de Thézard en 1907, les professeurs ne s'intéressent plus à la vie politique et ils sont de moins en moins inscrits au barreau à partir de 1900. Il n'y en a plus au conseil de discipline de l'ordre et, en 1902, Arnault

## Poitiers : les professeurs de la Faculté de droit et la vie locale

de la Ménardière est le dernier enseignant à être élu bâtonnier jusqu'à nos jours. Il est aussi le dernier professeur à présider le bureau d'assistance judiciaire.

Dans les sociétés savantes, la Société des antiquaires de l'Ouest et sa filiale, la Société des archives du Poitou, fondée en 1872, les professeurs de droit sont désormais concurrencés par les professeurs de la Faculté des lettres, créée en 1845, qui occupent les postes-clés. Seul Arnault de la Ménardière y exerce encore quelques responsabilités, mais il est presque isolé. De manière générale, à partir des années 1900, les professeurs en général ont moins de temps à consacrer à l'*otium*. Ils resserrent leur intérêt sur l'enseignement et la recherche universitaire.

## SOURCES

### Sources manuscrites

Arch. dép. de la Vienne, T 1 4, École centrale, an VIII-an XII  
T 1 5, Faculté de droit, an VIII-1845  
T 1 6, Faculté de droit, 1846-1865  
T 10 325 à 333, Faculté de droit, 1810-1890  
T 10 1106 à 1110, Faculté de droit, 1891-1910  
T 10 1936, Faculté de droit, 1806-1850

### Sources imprimées

*Annuaire administratif et statistique du département de la Vienne*, 1856-1862.  
*Annuaire administratif, statistique et commercial du département de la Vienne*, 1863-1869.  
*Annuaire de la Vienne*, 1870-1914.  
*Athénée de Poitiers, séances publiques*, 1797-1810.  
*Annuaire du département de la Vienne*, 1818-1855.  
*Archives historiques du Poitou*, 1872-1911.  
*Annuaire historique, politique et statistique du département de la Vienne*, 1802-1817.  
*Bulletins de la Société académique d'Agriculture, Belles-lettres, Sciences et Arts de Poitiers*, 1818-1914.  
*Bulletins et Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1835-1914.  
*Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*, sous la dir. de Jean JOLLY, Paris, PUF, 1960-1977.  
*Dictionnaire historique des juristes français, XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Patrick ARABEYRE, Jean-Louis HALPÉRIN et Jacques KRYNEN, Paris, Quadrige/PUF, 2007.  
*Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou*, par H. BEAUCHET-FILLEAU et Ch. de CHERGÉ, Poitiers, Oudin et Cie, 1891-1913.  
*Grands notables, Vienne : Grands Notables du Premier Empire, Vienne*, par Guillaume LÉVÊQUE, Emmanuel DION et Sébastien JAHAN, Paris, CNRS Éditions, 2000.  
*Travaux de la Société d'émulation de Poitiers*, 1803-1804.  
*Vienne, dictionnaire biographique et album*, Paris, E. Flammarion, s.d.



**Bibliographie**

AUDINET Eugène, *Georges Barrilleau, doyen de la faculté de droit de l'Université de Poitiers : 1853-1925*, Poitiers, N. Renault, 1927.

AUDINET Eugène, « Camille Arnault de la Ménardière : sa vie et ses travaux », *BSAO*, 3<sup>e</sup> série, t. 7, 1927, p. 812-824 et Poitiers, Société française d'imprimerie, 1928.

AUDOUIN Louis, *Contribution à l'histoire de l'Université de Poitiers (et à celle de son difficile établissement au XIX<sup>e</sup> siècle)*, Poitiers, Y'Bis, 1997.

AUGUSTIN Jean-Marie, « La rédaction des usages ruraux dans le département de la Vienne sous le Second Empire », *Terre, Forêt et Droit*, Actes Journées internationales d'Histoire du Droit, Nancy, 12-15 juin 2002, *Collection Histoire du droit*, Presses universitaires de Nancy, 2006, p. 18-31.

AUGUSTIN Jean-Marie, « Les conseillers de préfecture au XIX<sup>e</sup> siècle, l'exemple du département de la Vienne », *Université de Poitiers Collection de la Faculté de droit et des sciences sociales*, t. 14, 2005, p. 99-122.

BOISSONNADE Prosper, *Histoire de l'Université de Poitiers, Passé et Présent (1432-1932)*, Poitiers, Imp. Moderne, 1932.

BOURBEAU Louis-Olivier, *Discours prononcé aux obsèques de M. Fey*, Poitiers, H. Oudin, s. d.

BOURBEAU Olivier, *Discours prononcé aux obsèques de M. Abel Pervinquière*, Poitiers, H. Oudin, 1868.

CARBONNIER Jean, « Hiérôme-Bonaventure Gibault, jurisconsulte poitevin (1763-1834) romancé par lui-même », *BSAO*, 4<sup>e</sup> série, t. 3, 1955-1956, p. 323-341.

CARRÉ Henri, « Le terroriste Fradin », dans « Recherches sur la Révolution en Poitou », *MSAO*, 3<sup>e</sup> série, t. XII, 1935, p. 133-192.

DESPORT Sylvain, *La Faculté de droit de Poitiers au début de la Troisième République (1870-1885)*, mém. DEA Hist. du droit, 2003.

DIOT Ameline, *Louis Guillemot, Alexandre et François Guillemot : correspondance entre trois frères sous la Révolution et l'Empire*, Mém. Histoire, Univ. Poitiers, 2004.

FILHOL René, « Louis-Marguerite Aimé Allard, professeur à la Faculté de droit de Poitiers sous l'Ancien Régime, sous l'Empire et la Restauration (1750-1827) », *BSAO*, 4<sup>e</sup> série, t. 11, 1971, p. 11-28.

GIRAULT Arthur, *Le centenaire de l'École de droit de Poitiers*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1906.

GOJOSSO Éric, « Allocution de rentrée », *Cahiers poitevins d'histoire du droit*, 1<sup>er</sup> cahier, 2007, p. 263-270 (à l'occasion des cérémonies du bicentenaire de la recréation de l'École de droit de Poitiers, 28 sept 2006).

- GUILLOTEAU Marcel, *L'avocat en France et le barreau de Poitiers des origines à nos jours*, Saint-Benoît, Ateliers Sainte-Croix, 1994.
- HA Viviane, *Étude sociale de la Faculté de droit de Poitiers (1806-1845)*, mém. maîtrise, Hist. contemporaine, Université de Poitiers, 1973.
- LA MARSONNIÈRE Jules LEVIEIL de, « L'abbé Gibault », *MSAO*, 2<sup>e</sup> série, t. XIV, 1891, p. XIX-XL.
- MICHON Lucien, *Histoire de la Faculté de droit de Poitiers 1806-1899*, Poitiers, Fayoux, 1900.
- PARENTEAU-DUBEUGNON Edouard, *Éloge de Jean Boiceau suivi d'une notice sur M. Jules Minier*, Poitiers, A. Dupré, 1861.
- PRÉVOST Karine, *Histoire de la Faculté de droit de 1806 à 1845*, mém. DEA Histoire du droit, Faculté droit de Poitiers, 1997.
- RÉMY Philippe, « L'enseignement du droit en 1806 », *Cahiers poitevins d'histoire du droit*, 1<sup>er</sup> cahier, 2007, p. 271-279.
- SOUCHARD Martial, *Un notable poitevin, Louis Olivier Bourbeau (1811-1877, avocat, professeur, ministre*, Mém. maîtrise Histoire contemp., Université de Poitiers, 1973.
- SCHNAPPER Bernard, « De la charité à la solidarité L'assistance judiciaire 1851-1972 », *Revue d'histoire du droit - Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*, t. LII, 1984, p. 105-150 et *Voies nouvelles en histoire du droit*, Publications de la Faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, t. 18, 1991, p. 435-489.
- SLIMANI Ahmed, « Pierre-Jules Minier, un promoteur méconnu de l'Histoire du droit en France au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle », *Coutumes, doctrine et droit savant*, colloque Poitiers, 20-21 oct. 2006, Université de Poitiers, collection de la Faculté de droit et des sciences sociales, LGDJ, 2008, p. 279-306.
- TOUZEIL-DIVINA Mathieu, *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public : la contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, Thèse droit, Université de Poitiers, Collection de la Faculté de droit et des sciences sociales, LGDJ, 2007.
- TOUZEIL-DIVINA Mathieu, « Entre ordres et préjugés, la Faculté de droit de Poitiers au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers poitevins d'histoire du droit*, 1<sup>er</sup> cahier, 2007, p. 155-191.
- VEILLON Didier, *Magistrats au XIX<sup>e</sup> siècle en Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne et Vendée*, Geste éditions, 2001.
- VEILLON Didier, « Gens de justice et professeurs de droit à Poitiers au XIX<sup>e</sup> siècle », *Les Cahiers du GERHICO*, 2001, n° 1, p. 91-101.

## Poitiers : les professeurs de la Faculté de droit et la vie locale

### *Abréviations*

*BSAO : Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest.*

*MSAO : Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest.*



## DE L'INEXISTENCE D'UNE « ECOLE DE POITIERS »

**par Mathieu Touzeil-Divina,  
maître de conférences en droit public - Université de Paris Ouest  
Nanterre La Défense, membre du CR-DP, président du Collectif l'unité  
du Droit (CLUD)**

« Je préfère me débarrasser des faux enchantements pour pouvoir m'émerveiller des vrais miracles »<sup>1</sup> écrivit Pierre Bourdieu<sup>2</sup>. Et, pour des raisons tant doctrinales que personnelles, nous pourrions faire nôtres ces autres mots du sociologue mais à propos de l'Ecole dite de Poitiers. En effet, il serait tentant pour l'auteur de ces lignes, et par désir(s) subjectif(s) de sublimer l'apport du doyen Foucart (1799-1860), premier titulaire de la chaire pictave de droit administratif (de 1832 à 1860) présenté comme le « maître de l'Ecole de Poitiers<sup>3</sup> », de considérer et d'affirmer une telle existence.

Pourtant, selon nous, en matière de genèse du droit administratif, le « vrai miracle » réside en l'existence de deux phénomènes : non seulement et

---

<sup>1</sup> Le présent article est dédié à Geneviève K. qui sait s'émerveiller de miracles laïcs et combattre l'inexistence ou le paraître de certaines Ecoles doctrinales.

<sup>2</sup> Pierre BOURDIEU, « Les aventuriers de l'île enchantée, entretien avec Catherine PORTEVIN et Jean-Philippe PISANIAS » in *Télérama* n° 2536, 19 août 1998.

<sup>3</sup> Devenu par ses travaux le « biographe » du doyen FOUCART et ayant composé une thèse de doctorat (dactylographiée 1800 p.) dont trois ouvrages sont actuellement issus et / ou en cours de publication : respectivement : Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Eléments d'histoire de l'enseignement du droit public* (...), Paris, LGDJ, 2007 (collection de la Faculté de droit de Poitiers, tome XXIX), *La doctrine publiciste de 1800 à 1880 – Eléments de patristique administrative*, Paris, La Mémoire du Droit, 2009 et *Le doyen FOUCART (1799-1860), un père du droit administratif moderne*, Paris, LGDJ, (en cours de publication – collection « Bibliothèque du droit public »).

contrairement à l'idée trop répandue et encore reçue<sup>4</sup>, il a existé de véritables doctrines (et non de pures et uniques exégèses) en droit public avant le XX<sup>ème</sup> siècle et la domination scientifique des E. Laferrière, L. Duguit et M. Hauriou mais encore, celui qui nous semble avoir offert la doctrine la plus novatrice et la plus complète de ce droit administratif en construction est précisément le doyen de Poitiers, Emile-Victor-Masséna Foucart.

Nous nous proposons donc « pour pouvoir s'émerveiller » à l'aune de ce présupposé scientifique du « vrai miracle »<sup>5</sup> de nous « débarrasser [d'un] faux enchantement » : la prétendue existence, en droit public et au XIX<sup>ème</sup> siècle, de l'Ecole dite de Poitiers.

Pour ce faire, nous traiterons successivement des points suivants : d'abord, nous exposerons la reconnaissance d'un mouvement scolastique pictave et les raisons pour lesquelles l'expression d'*Ecole de Poitiers* a perduré (I) ; ensuite, seulement, nous pourrions en discuter l'opportunité (II).

### **I - L'existence doctrinale d'une *Ecole de Poitiers***

Avant toute chose il faut évidemment rappeler ce que nous entendrons ici par « Ecole ». Dans d'autres pages<sup>6</sup>, nous avons milité -à propos de la négation de l'existence d'une autre « Ecole », celle dite « de l'exégèse »- pour l'identification d'un mouvement scolastique en fonction de quatre critères : l'existence d'un « initiateur » unique, celle d'un groupe partageant une vision identique de la science juridique ou d'un de ses aspects et se reconnaissant entre eux comme tels, le postulat d'actes volontaires d'adhésion et la réception (ou l'identification en tant que telle du mouvement scolastique) par ses contemporains. Autrement dit, outre l'existence d'un maître et d'une doctrine prétendue novatrice, ce sont surtout les reconnaissances interne et externe de « l'Ecole » qui vont la matérialiser. Sans disciples ni visibilité extérieure, l'Ecole n'existe pas.

Or, s'agissant de « l'Ecole de Poitiers » il est manifeste qu'une reconnaissance doctrinale du mouvement a bien eu lieu ; l'*Ecole* ayant été assimilée à un mouvement novateur et libéral de défense des droits des administrés (B). En l'occurrence, l'*Ecole de Poitiers* doit son existence et son

---

<sup>4</sup> Nous reviendrons *infra* sur l'une des origines de cette mythification à travers la pensée du doyen HAURIOU.

<sup>5</sup> Que nous espérons avoir démontré dans les travaux cités *supra* en note 3.

<sup>6</sup> In Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Eléments d'histoire de l'enseignement du droit public* (...), § 230 et s.

## Poitiers : l'inexistence d'une « Ecole de Poitiers »

succès relatif pendant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle à l'autorité, la force et la gloire de son inventeur principal : Maurice Hauriou (A).

### A - L'autorité (non discutée) du doyen Hauriou

Selon nous, effectivement, c'est indéniablement parce que l'expression même « d'Ecole de Poitiers » aurait été inventée par le doyen de Toulouse (1) qu'elle a eu le succès qu'elle a ensuite connu tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle et jusqu'à ce jour (2).

#### 1 - Une invention toute toulousaine ...

Sauf erreur ou omission, la première mention explicite de l'existence d'une « Ecole de Poitiers » date de 1892, année au cours de laquelle paraît, dans la *Revue générale d'administration* dirigée par Block, un essai d'un jeune agrégé enseignant l'histoire du droit : Maurice Hauriou. Ce dernier propose alors un long article (en deux parties) consacré à l'étude de la « formation du droit administratif français » qui est très souvent cité aujourd'hui comme étant l'un des premiers articles de l'histoire du droit administratif (et de son enseignement) mais que l'on rappelle, le plus souvent, dans sa version en tiré à part de 1893 ou dans celle, encore plus récente, de 1897 c'est-à-dire à l'article « droit administratif » du *Répertoire de droit administratif* (dit *Répertoire Bequet*)<sup>7</sup>. A la vingt-troisième page de l'édition (*préc.*) de 1893, Hauriou écrit en effet :

« Le livre de Foucart a eu quatre éditions. La quatrième, en 3 volumes, est de 1855-1857. On peut dire qu'il a fondé en droit administratif une école qui mérite le nom d'Ecole de Poitiers, car M. Ducrocq en procède dans une certaine mesure. Cette école se caractérise par un individualisme très décidé ».

Il n'y a alors presque aucun doute sur le fait qu'Hauriou ait été l'inventeur de l'expression « d'Ecole de Poitiers » ainsi qu'en témoigne le vocabulaire qu'il utilise : « on peut dire que » puis « qui mérite le nom de » c'est-à-dire à laquelle nous donnons la qualification « d'Ecole de Poitiers ».

Mais à l'époque, en 1892-1893, Hauriou vient seulement de quitter la chaire d'histoire du droit qu'il a occupée pendant six années (de 1882 à 1888) et il n'est donc titulaire de la chaire administrativiste que depuis

---

<sup>7</sup> Maurice-Jean-Claude-Eugène HAURIOU, « De la formation du droit administratif français depuis l'an VIII » in *RGA*, Paris, Berger-Levrault, 1892, tome XLIV, p. 385 et s. et tome XLV, p. 15 et s. Article plus connu dans sa version (peu modifiée) de 1897 : « Droit administratif » in *Répertoire du droit administratif* (dit *Répertoire Bequet*), Paris, Paul Dupont, 1897, tome XIV.

seulement quatre ans. Il n'est alors pas encore reconnu comme « le » spécialiste de cette matière dans laquelle, les noms d'Aucoc, de Laferrière (fils), de Batbie et de Ducrocq seront les plus célèbres<sup>8</sup>. Pourtant, même si Hauriou n'a pas encore la notoriété qui sera très rapidement la sienne dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle avec la publication de la troisième édition de son *précis* (1897) et surtout, sa participation (*préc.*) au *Répertoire Bequet* ainsi que la parution de son ouvrage intitulé : *La gestion administrative*<sup>9</sup>, sa parole est déjà particulièrement suivie et ce phénomène sera encore décuplé à partir de 1906, année au cours de laquelle il accéda au décanat de la Faculté de droit de Toulouse succédant alors au romaniste Jean-Antonin Deloume.

Dès 1901, c'est ainsi Henry Nezard à l'intérieur de sa thèse relative à la fonction publique qui écrit<sup>10</sup> : « Foucart qui fonde l'Ecole de Poitiers à laquelle M. Ducrocq est resté fidèle » et qui se caractérise par « l'étude des restrictions aux droits individuels » ; l'auteur citant alors comme source de ce constat l'article (*préc.*) d'Hauriou de 1893.

Dans les faits, il semblerait que l'expression ait d'abord été diffusée, dans l'Ecole du Panthéon, par le professeur Berthelemy, titulaire de la seconde chaire de droit administratif et alors que la première chaire était encore occupée par Ducrocq. Henry Berthelemy était en effet le directeur de la thèse de Nezard et dans ses cours il aurait utilisé l'article (*préc.*) d'Hauriou pour présenter aux étudiants sa matière et opposer au sein de celle-ci les tenants d'une Ecole « classique » et dite de Paris (composée de MM. Batbie, Vuatrin, Jacquelin, Michel et lui-même) et à laquelle serait opposée ... Théophile Ducrocq, en tant que successeur du doyen Foucart.

La formule d'Hauriou n'aurait alors connu, selon nous, le succès que pour ces deux principales raisons : quant au fond parce qu'elle permettait de

---

<sup>8</sup> Et le *Précis de droit administratif contenant le droit public et le droit administratif* (*sic*) qui fera sa renommée n'en est qu'à la première (1892) des douze éditions qu'il connaîtra (la dernière, on le sait, ayant été réalisée de façon posthume grâce aux travaux de son fils le constitutionnaliste André HAURIOU : Maurice HAURIOU, *Précis de droit administratif et droit public* (édition revue et mise à jour par André Hauriou), Paris, Sirey, 1933 (et dont une réimpression a été effectuée en 2002 par les éditions Dalloz avec une présentation des professeurs MODERNE et DELVOLVE).

<sup>9</sup> Maurice HAURIOU, *La gestion administrative, étude théorique de droit administratif*, Paris, Larose, 1899 dont une réimpression est actuellement en préparation aux Editions Phénix (2009) avec une présentation du professeur MELLERAY dans la collection (*préc.*) « Une histoire du droit public » : <http://www.chezmt.com/hdp.htm>.

<sup>10</sup> Henry NEZARD, *Théorie juridique de la fonction publique*, Paris, Larose, 1901, p. 86.



distinguer les défenseurs des droits de l'administration et du pouvoir (« l'Ecole de Paris ») de ceux qui revendiquaient se placer du côté libéral des administrés et -quant à la forme essentiellement- car elle permettait d'isoler Ducrocq, professeur parisien depuis 1884 en le qualifiant comme étant membre d'une Ecole... provinciale.

A Poitiers, la formule avait bien plu et certains s'en enorgueillissaient même avec délices. Ainsi, Michon dans son ouvrage consacré en 1900 à l'histoire de la Faculté de droit de Poitiers en faisait-il implicitement mention<sup>11</sup>. Car c'est en fait surtout en 1906 lors du premier centenaire de l'établissement qu'Arthur Girault s'empara de cette dénomination pour la porter aux nues et glorifier ainsi Ducrocq<sup>12</sup> :

« Faisant allusion aux doctrines qu'il est de tradition d'enseigner dans cette chaire, nos collègues parisiens disent quelquefois « L'Ecole de Poitiers ».

« Cette expression nous la relevons avec fierté et nous la faisons nôtre, car dans le présent comme dans le passé, il n'est peut-être pas beaucoup d'Universités qui, pour l'enseignement du droit administratif, puissent rivaliser avec celle de Poitiers. »

Plus loin il ajoutait<sup>13</sup> :

« Mais c'est l'enseignement des sciences politiques qui a jeté dans notre ville le plus vif éclat. La nécessité pour les Facultés de droit de préparer aux carrières administratives, qui a fait créer en 1895 un doctorat ès sciences politiques, avait depuis longtemps été comprise par la Faculté de Poitiers, toujours ouverte aux idées nouvelles. Une des premières en France, dès l'année 1832, elle obtenait la création d'une chaire de droit administratif.

Cette chaire a d'abord été occupée jusqu'en 1860 par Foucart, qui, après la mort de Boncenne en 1840, a été pendant vingt ans le doyen de cette Faculté. M. Foucart est un de ceux qui ont fondé en France la science du droit administratif et ses ouvrages ont eu un nombre d'éditions considérable pour l'époque. Il a eu pour successeur dans sa chaire M. Ducrocq, qui, pendant vingt-quatre ans, l'a occupée avec une incomparable autorité. La réputation d'un enseignement oral qui s'étendait au loin, les six éditions de son *Cours de droit administratif*, sans parler de ses nombreuses monographies, ont valu à M. Ducrocq, d'abord d'être nommé correspondant de l'Institut, puis d'être

---

<sup>11</sup> Eugène Lucien MICHON, *Histoire de la Faculté de droit de Poitiers (1806-1899)*, Poitiers, Fayoux, 1900, p. 48.

<sup>12</sup> Arthur GIRAULT, *Le centenaire de l'Ecole de droit de Poitiers*; Paris, LGDJ, 1906, p. 4 et s.

<sup>13</sup> *Op. cit.*, p. 6.

appelé en 1884 à une chaire de droit administratif à la Faculté de Paris. Mais, resté Poitevin quand même, il n'a pas cessé de s'intéresser à la Faculté dont il avait été le doyen ».

Et de conclure<sup>14</sup> : « Quoi qu'il en soit, cette Université, c'est la nôtre, et nous l'aimons. Les étudiants d'Outre-Rhin ne sont pas les seuls à chérir d'abord, à regretter ensuite, leur « vieil Heidelberg ».

« Notre Heidelberg à nous, c'est notre vieux Poitiers, plein de souvenirs !... Parmi ceux qui ont étudié dans ses murs, beaucoup ont eu pour unique ambition de revenir enseigner en face des mêmes bancs sur lesquels ils avaient passé leur jeunesse. Je sais de mes collègues qui sont restés insensibles à l'attraction de la capitale, si puissant était le charme qu'exerçait sur leur âme notre vieille ville » !

## 2 - ... reprise avec révérence depuis 1892

Par la suite, la génération des auteurs du premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle reprit avec révérence la formule d'Hauriou qui avait entre-temps acquis la stature et l'autorité qui sont aujourd'hui les siennes, c'est-à-dire la réputation d'avoir véritablement (et enfin) fondé le droit administratif sur des bases scientifiques et rigoureuses (ce que ses prédécesseurs n'auraient pas réussi à établir à l'exception du président Laferrière). Achille Mestre, le successeur dudit Hauriou dans sa chaire toulousaine de droit administratif écrivit ainsi en 1922<sup>15</sup> :

« Une tendance toute différente a consisté, non plus à organiser le droit administratif suivant le droit privé, mais au contraire à le considérer comme apportant des limitations aux droits des individus. C'est celle de l'Ecole dite de Poitiers, qui a eu comme principaux représentants au XIX<sup>ème</sup> siècle des maîtres de cette Faculté : Foucart et Ducrocq ; elle y est continuée aujourd'hui par M. Barilleau qui a collaboré à la 7<sup>ème</sup> édition du traité de Ducrocq ».

Passée cette période en revanche (et la mort d'Hauriou concrètement) la doctrine ne semble plus faire allusion à « l'Ecole de Poitiers ». D'aucuns, citant Hauriou ou Achille Mestre, ont épisodiquement employé l'expression mais, de façon générale, la formule tomba en désuétude car une nouvelle génération de juristes arriva et celle-ci ne s'intéressait pas à l'histoire du droit administratif. En outre, la prétendue « Ecole de Poitiers » n'avait manifestement plus de représentant (suite au décès de Barilleau en 1925 et à

---

<sup>14</sup> *Op. cit.*, p. 18.

<sup>15</sup> Achille MESTRE, « L'évolution du droit administratif (doctrine) de 1869 à 1919 » in *Bulletin de la Société de législation comparée*, Paris, tome LI, 1922, p. 251.

son remplacement, dans la chaire pictave de droit administratif, par Jean Devaux puis par Marcel Waline qui n'appartenaient en rien audit mouvement<sup>16</sup>).

Toutefois, en 1985, un demi-siècle plus tard, le professeur Lavigne écrivit une des premières études fondatrices de l'histoire du droit administratif dans la (nouvelle) *Revue d'histoire des Facultés de droit* et dans laquelle il mentionna ladite « Ecole de Poitiers »<sup>17</sup>. En 1994 ensuite, c'est un article du professeur Darcy dans l'*Actualité juridique du droit administratif* (AJDA) qui mentionne également Foucart comme étant l'un des membres de « l'Ecole de Poitiers »<sup>18</sup>. L'année suivante c'est en Italie que le professeur Lacché fait état « della Scuola di Poitiers » comme ayant conçu le droit administratif « quale tecnica di limitazione dei diritti individuali »<sup>19</sup>. Ces quelques mentions (et il y en eut certainement quelques autres) nous semblent cependant relativement égarées ou esseulées.

En revanche, la parution, en 1995, du second<sup>20</sup> manuel d'*Histoire du droit administratif* du professeur François Burdeau s'avéra primordiale dans le renouveau et la modernité de la formule d'Hauriou. En effet, l'*Histoire du droit administratif* qu'il publia demeure le premier véritable apport scientifique d'importance sur cette matière en ce qui concerne le droit postrévolutionnaire<sup>21</sup>. De fait, il eut immédiatement et a encore un succès considérable (de librairie aux dires même de l'auteur<sup>22</sup>) et de doctrine

---

<sup>16</sup> Marcel WALINE ayant plutôt été associé à l'hypothétique « *Ecole de Strasbourg* » ce que le professeur MELLERAY a récemment (et brillamment) contesté in Fabrice MELLERAY, « L'Ecole de Strasbourg, mythe ou réalité ? » in *Mélanges en l'honneur de Pierre Pactet*, Paris, Dalloz, 2003, p. 319 et s.

<sup>17</sup> Pierre LAVIGNE, « Les manuels de droit administratif pour les étudiants des Facultés de 1829 à 1892 » in *RHFD*, Paris, 1985 n°2, p. 127.

<sup>18</sup> Gilles DARCY, « La décision exécutoire, esquisse méthodologique » in *AJDA* 1994, p. 663.

<sup>19</sup> Luigi LACCHÉ, *L'espropriazione per pubblica utilità, administratori e proprietari nella Francia dell'ottocento*, Milano, Dott. A. Giuffrè, 1995; p. 375.

<sup>20</sup> Le premier étant, à nos yeux celui de : Jean-Louis MESTRE, *Introduction historique au droit administratif français*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, collection « *Droit fondamental – Droit administratif* ».

<sup>21</sup> François BURDEAU, *Histoire du droit administratif*, Paris, Presses universitaires de France, 1995.

<sup>22</sup> Rencontré lors d'un entretien accordé en 2001 à propos, précisément, de nos recherches de doctorat et lors duquel le professeur nous avait confirmé sa croyance en l'existence d'une telle « Ecole » puisque, disait-il, il n'existait avant 1900 aucun autre courant basé sur l'un des futurs critères légitimant du droit administratif (service public et puissance publique). Quant au succès de librairie, il confiait en être fort étonné !

surtout. Tous ceux qui se sont en effet intéressés à cette matière (et ils commencent heureusement à se multiplier) ont eu l'ouvrage entre les mains et, parfois, ont même entrepris leurs recherches suite à des premières pistes que le professeur avait élaborées. Quoi qu'il en soit, il avait renouvelé l'intérêt de la formule d'Hauriou qui (pour lui aussi) était la source même de l'expression « d'Ecole de Poitiers »<sup>23</sup>. Par la suite, plusieurs auteurs reprirent à nouveau l'expression (sans pour autant savoir qu'elle était d'Hauriou puisque Burdeau ne donna pas explicitement sa source). C'est en ce sens qu'écrivit implicitement le professeur Gonod dans sa thèse (préc.) où elle présenta Ducrocq comme étant le successeur de Foucard (sic)<sup>24</sup>.

En 1997, pourtant, le professeur Chevallier vint le premier critiquer la formule d'Hauriou en relevant que la prétendue Ecole n'avait pas véritablement produit d'opinions « théoriques fortement affirmées »<sup>25</sup>. Toutefois, le professeur Chevallier diffusa à son tour l'expression et ne la remit pas frontalement en question (il se contenta d'émettre une critique et, quelques pages plus loin, sembla même revenir sur ce qu'il avait écrit en signifiant que le professeur Berthelemy, selon certains, pouvait éventuellement être affilié à « l'Ecole de Poitiers »... ce qui implicitement en admettait donc peut-être l'existence)<sup>26</sup>. Depuis l'an 2000, plusieurs écrits mentionnent alors explicitement ou indirectement<sup>27</sup> l'existence avérée d'une « Ecole de Poitiers » comme en 2004 dans le très bel ouvrage des professeurs Jestaz & Jamin<sup>28</sup> ou, en 2001, dans la thèse du professeur Foulquier<sup>29</sup> ou encore dans un article de M. Dubois de Carratier<sup>30</sup> :

---

<sup>23</sup> *Op. cit.*, p. 122.

<sup>24</sup> Pascale GONOD, *Edouard Laferrière, un juriste au service de la République*, Paris, Librairie Générale de droit et de Jurisprudence, 1997, collection « Bibliothèque de droit public », tome CXC, p. 43.

<sup>25</sup> Jacques CHEVALLIER, « La fin des Ecoles ? » in *RDP*, Paris, n° 3 de 1997, p. 682.

<sup>26</sup> *Op. cit.*, p. 686.

<sup>27</sup> Comme le fit la présidente du tribunal administratif de Poitiers le 15 septembre 2000 lors de son discours d'ouverture de la conférence nationale des présidents de juridictions administratives (relative à l'urgence) et partiellement publiée in Anne GUERIN, « Ouverture du colloque » in *LPA*, Paris, 14 mars 2001, n° 52, p. 3.

<sup>28</sup> Philippe JESTAZ et Christophe JAMIN, *La doctrine*, Paris, Dalloz, 2004, p. 117.

<sup>29</sup> Norbert FOULQUIER, *Les droits publics subjectifs des administrés. Emergence d'un concept en droit administratif français du 19<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> s.*, Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, 2003, p. 29.

<sup>30</sup> Laurent DUBOIS DE CARRATIER, « L'influence de la culture privatiste sur la doctrine administrative du XIX<sup>ème</sup> siècle » in *Droit écrit*, n° 1, janvier 2001, p. 18.

## Poitiers : l'inexistence d'une « Ecole de Poitiers »

« "L'école de Poitiers" (...) offre une interprétation particulière en présentant le droit administratif comme constitué d'autant de restrictions apportées aux libertés individuelles. Foucart, par exemple, analyse le service militaire comme une limitation de la liberté individuelle » ce qui n'est que la stricte pensée d'Hauriou.

### *B - L'identification de la prétendue « Ecole de Poitiers »*

Dans l'esprit d'Hauriou comme dans celui de son continuateur, Achille Mestre, « l'Ecole de Poitiers » avait deux critères principaux d'identification. L'un au fond concernait une vision nouvelle du droit administratif (1) et l'autre, sur la forme, mentionnait une appartenance géographique (2).

#### *1 - La défenses des droits et libertés des administrés*

Effectivement, la doctrine originale qu'aurait mise en avant « l'Ecole de Poitiers » serait une défense absolue et libérale des libertés et des droits individuels au détriment de la puissance publique et / ou de l'administration alors que les contemporains de ladite Ecole se seraient, précisément, contentés de ne décrire que la mise en œuvre du pouvoir administratif et de ses prérogatives de puissance publique. Ainsi relève le professeur Lavigne : « L'Ecole de Poitiers » était constituée d'auteurs étudiant « la restriction aux libertés »<sup>31</sup>. Quant à Achille Mestre, il est le seul à avoir développé cette idée et les exemples qu'il donne sont toujours ceux que l'on reprend encore aujourd'hui<sup>32</sup> :

« Ces auteurs partent de la conception des droits individuels, notamment de l'idée de propriété, mais au lieu de construire le droit administratif par analogie avec le droit privé, ils le dressent en quelque sorte contre lui. Le droit administratif ne serait, dans cette doctrine, que la mise en œuvre des limitations apportées au nom de l'intérêt public au libre exercice des droits individuels. En modifiant un mot célèbre, on pourrait dire que, pour l'Ecole de Poitiers, le droit public général fournit au droit administratif ses têtes de chapitre. C'est ainsi que Foucart étudie le service militaire comme une restriction à la liberté individuelle et l'expropriation comme une « charge qui porte sur la propriété ».

« M. Ducrocq a généralisé la méthode avec une incontestable maîtrise : la partie centrale de son ouvrage comprend l'énumération des principes auxquels les diverses Lois administratives apportent une série de restrictions.

---

<sup>31</sup> *Op. cit.*

<sup>32</sup> *Op. cit.*

Le grand mérite de cette conception était de détacher nettement le droit administratif du droit privé et de rendre ainsi possible les constructions ultérieures d'un droit autonome ».

## 2 - De Foucart à Barilleau

Formellement, enfin, « l'Ecole de Poitiers » se caractériserait par une unité doctrinale qu'aurait insufflée puis dirigée le doyen Foucart dans sa Faculté de droit de Poitiers avec ses successeurs. Alors, présente-t-on traditionnellement Ducrocq et Barilleau c'est-à-dire les deux titulaires, après Foucart, de la chaire de droit administratif poitevin (respectivement : de 1834 à 1860 pour Foucart ; de 1860 à 1884 pour Ducrocq et de 1884 à 1923 pour Barilleau). Certains, même, et ce, certainement parce que Barilleau a moins écrit que les précédents et n'a, en tout cas, jamais publié seul de *traité* ou de *cours* de droit administratif, oublient purement et simplement de citer ledit Georges Barilleau (qu'ils ne connaissent d'ailleurs peut-être pas) et ne mentionnent donc, tels les professeurs Darcy & Burdeau, que les patronymes de Foucart et de Ducrocq. A l'inverse, des auteurs comme Mestre ou Lavigne insistent bien, quant à eux, sur les trois noms précités.

Ainsi qu'on s'en aperçoit donc aisément les critères formels d'identification semblent bien minces pour impliquer l'existence véritable d'une « Ecole de Poitiers ». Pourtant, la formule d'Hauriou a manifestement et indubitablement connu un succès important. Peut-être est-ce parce que ceux qui l'ont utilisée n'ont pas osé critiquer ou remettre en cause, tel le professeur Chevallier, l'opinion du doyen Hauriou, cette « divinité » qui, selon Georges Burdeau, se partageait avec Duguit « l'Olympe des juristes de droit public interne »<sup>33</sup>.

Peut-être est-ce aussi parce que la formule, particulièrement utile, permettait (même si elle n'était pas rigoureusement exacte) de mettre en lumière l'existence d'un des premiers courants doctrinaux non seulement en matière de défense libérale des individus mais surtout par opposition aux prétendus écrits purement exégétiques de l'ensemble de la doctrine antérieure à l'Empire libéral.

En réalité, la formule « d'Ecole de Poitiers » nous donne l'impression d'avoir été utilisée par beaucoup pour son aspect pratique évident et sa caution morale (d'œuvre reconnue par Mestre et Hauriou) alors que, dans les faits, ses utilisateurs ne semblent pas avoir réfléchi, à l'exception du

---

<sup>33</sup> Georges BURDEAU, « Du droit public à la science politique » in *Jahrbuch des öffentlichen rechts*, Tübingen, 1984, p. 54.

professeur Chevallier, à sa véritable consistance. En conséquence nous proposons de mettre définitivement fin à ce sophisme... ou à ce malentendu.

## II - L'existence fort douteuse d'une succession scolastique

Pour de multiples raisons, nous pensons qu'il est impératif de suivre l'intuition émise par le professeur Chevallier lorsqu'il écrit à propos de « l'Ecole de Poitiers », qu'il ne s'en dégage *a priori* pas d'« options théoriques fortement affirmées »<sup>34</sup>. En effet, reprenant les critères d'identification d'une « Ecole doctrinale » que nous avons rappelés et retenus *supra*, nous examinerons ci-dessous le cas de l'Ecole dite de Poitiers (A) puis nous serons conduit à affirmer l'inexistence d'un tel courant à proprement parler pictave au profit de l'une des multiples facettes du libéralisme européen du XIX<sup>ème</sup> siècle (B).

### A - L'inexistence des critères de reconnaissance d'une « Ecole »

Les critères de reconnaissance scolastique que nous avons affirmés plus haut sont, rappelons-le, les suivants : l'existence d'un « initiateur », celle de « disciples » ayant accompli une démarche positive et volontaire d'adhésion à une doctrine *a priori* novatrice et la reconnaissance extérieure du mouvement par ses contemporains. Sous ses aspects, force est alors de constater que « l'Ecole de Poitiers » parce qu'elle aurait été trop « élémentaire » (1) et surtout sans initiateur (2) ne pouvait et ne peut plus recevoir la qualification d'Ecole.

#### 1 - Une Ecole trop « élémentaire »

Outre l'initiateur ou le maître de l'Ecole que tous ceux qui l'identifient s'accordent à reconnaître en la personne du doyen Foucart, combien existait-il d'adhérents ou de militants de « l'Ecole de Poitiers » ? Pour la majorité des auteurs il s'agirait... de Ducrocq seul<sup>35</sup> ! Imagine-t-on alors sérieusement une Ecole fondée sur *un* maître et *un* disciple ? Certes, d'aucuns ont eu connaissance du nom de Barilleau et, parce que ce dernier a contribué à la dernière édition du cours de Ducrocq, l'ont également mentionné dans les membres de « l'Ecole de Poitiers », mais cela suffit-il à créer un mouvement proprement dit ?

---

<sup>34</sup> Jacques CHEVALLIER, « La fin des Ecoles ? » in *RDP*, Paris, n° 3 de 1997, p. 682.

<sup>35</sup> Les professeurs Jestaz et Jamin écrivent ainsi : « L'Ecole de Poitiers, c'est-à-dire Foucart et Ducrocq » (*op. cit.*, p. 117).

Nous n'en sommes pas du tout convaincu.

Au fond, Foucart et Ducrocq envisagent effectivement tous deux un droit administratif qui trouverait ses bases dans le droit constitutionnel et qui se caractériserait essentiellement par une étude des restrictions aux libertés et droits individuels du pouvoir administratif. Mais cela ne suffit pas à constituer un mouvement scolastique propre à la Faculté de droit de Poitiers.

Bien entendu quelques parallèles peuvent être établis entre la méthode et la doctrine *foucartiennes* et celles utilisées par son successeur dans la chaire pictave de droit administratif. Par exemple, Ducrocq -comme Foucart avant lui- a éprouvé la nécessité de publier après chaque leçon certains textes essentiels (notre auteur<sup>36</sup> l'ayant fait quant à lui dans un appendice abandonné dans sa dernière édition)<sup>37</sup> :

« Les textes les plus essentiels restent souvent inconnus de l'étudiant qui éprouve, pour les trouver, toujours de l'embarras et parfois une impossibilité complète, tandis qu'il rencontre à coup sûr l'article du Code Napoléon (...). J'ai cru satisfaire un besoin réel, senti par l'esprit généralement pratique des étudiants, en leur venant en aide sous ce rapport ».

Mais, au fond, et malgré l'apparente communauté d'idées en matière de défense libérale des droits des administrés ce sont, affirmons-nous, davantage des différences importantes qui séparent Ducrocq de Foucart.

Ainsi, rappelons que Ducrocq croyait en une théorie de la fiction légale de la personnalité morale que Foucart rejetait. De même, Ducrocq a-t-il plutôt suivi la doctrine *proudhonienne* du domaine public davantage que celle de Foucart<sup>38</sup>. En outre, signalons que le plan d'étude du droit administratif appliqué par Foucart de 1834 à 1855 n'a rien en commun avec celui du *cours* de Ducrocq ; ce dernier n'ayant pas offert une place au contentieux administratif ni à la genèse de ce droit (les notions historiques et philosophiques) aussi fondamentales que notre auteur. Et, concernant le contentieux administratif à nouveau, alors que Foucart va développer une *primo-théorie* du recours pour excès de pouvoir recevable contre tout acte administratif et qui ne dépendrait plus de la traditionnelle opposition des

---

<sup>36</sup> On nous pardonnera l'emploi volontaire et pratique de cette expression en tant que « biographe » du susdit.

<sup>37</sup> Dans la première édition de son *Cours de droit administratif* (*op. cit.*, p. III).

<sup>38</sup> Ainsi que nous l'avons développé in Mathieu TOUZEIL-DIVINA, *Le doyen Foucart (1799-1860), un père du droit administratif moderne*, Paris, LGDJ (en cours de publication – collection « Bibliothèque du droit public ») [§ 1460 de la thèse multigraphiée].



droits acquis ou des intérêts lésés<sup>39</sup>, Ducrocq maintiendra la doctrine traditionnelle des juridictions contentieuse et gracieuse (ou discrétionnaire)<sup>40</sup> : « Il faut que la réclamation dirigée contre l'acte administratif soit fondée sur un droit acquis qui se dit violé et non sur un simple intérêt qui se dirait lésé ».

Il y a donc, affirmons-nous, des différences si fondamentales sur le fond de ces deux œuvres qu'elles empêchent toute parenté doctrinale importante.

En revanche, entre Ducrocq et Barilleau il est évident que l'esprit et la façon d'appréhender le droit public sont identiques. C'est d'ailleurs parce que Georges Barilleau avait été l'élève et le disciple de Ducrocq que ce dernier lui demanda, avec l'aide du professeur Petit, de rédiger à ses côtés les derniers volumes de la dernière édition en sept tomes de son *Cours de droit administratif*. A propos de la personnalité morale, par exemple, l'identité de vues était saisissante<sup>41</sup> : Barilleau y « soutenait l'opinion classique, aujourd'hui très discutée, qui voit dans leur personnalité une fiction et dans leur existence une pure création de la Loi ».

Sur la forme, enfin, les leçons manuscrites du *cours magistral* de Barilleau<sup>42</sup> qu'il nous a été possible de retrouver proposent un plan d'organisation du droit administratif qui ne s'écarte en rien des idées majeures de Ducrocq et qui les met toutes en application. Il y est en effet question des trois parties fondamentales des premières éditions de l'ouvrage publié de Ducrocq : *L'organisation des autorités administratives* qui comprend les tribunaux administratifs, des « principes de droit public réglementés par le droit administratif » c'est-à-dire l'exposé des restrictions aux libertés et droits individuels imposées par le pouvoir administratif puis la question centrale de la « personne morale de droit public ».

De surcroît, nous pensons qu'une *Ecole* était essentiellement personnalisée dans les traits et les propos de son initiateur et, qu'en

---

<sup>39</sup> Voyez ainsi nos développements dans le dernier chapitre de l'ouvrage cité à la précédente note [ou aux § 1677 et s. de la thèse multigraphiée].

<sup>40</sup> Pour la première édition de son *Cours de droit administratif*, Gabriel-Auguste-Théophile DUCROCQ, *Cours de droit administratif contenant l'exposé des principes, le résumé de la législation administrative dans son dernier état, l'analyse ou la reproduction des principaux textes dans un ordre méthodique*, Paris, Auguste Durand, 1862, p. 65.

<sup>41</sup> Ainsi que le relève Audinet dans sa note biographique : Eugène AUDINET, *Georges Barilleau, doyen de la Faculté de droit de l'Université de Poitiers (1853-1925)*, Poitiers, imprimerie moderne, 1927.

<sup>42</sup> Georges BARILLEAU, *Droit administratif*, Poitiers, Cours magistral et manuscrit pris par Pierre SURVILLE, 1907 (collection privée de l'auteur).

conséquence, lorsque celui-ci décédait, à moins qu'un autre initiateur ne prenne la direction de l'*Ecole* ou d'un autre groupe, le mouvement scolastique mourait. Force est alors de constater que Barilleau qui ne connut jamais Foucart (puisqu'il avait sept ans lorsque le doyen de Poitiers s'est éteint) ne peut pas, selon nos critères, appartenir à la même Ecole que lui ; tout juste pourrait-on dire qu'il a désiré rejoindre celle de Ducrocq.

Mais, de la même manière qu'il nous semble discutable que Foucart et Ducrocq aient à eux deux seuls formé une *Ecole*, Barilleau et Ducrocq auraient-ils pu faire de même ? Nous en doutons fortement.

En outre, ce que nous rappellerons *infra*, Foucart et Ducrocq n'ont jamais, selon nous, été placés dans une position de maître à élève et nous affirmons donc que jamais le second ne s'est déclaré appartenir à cette même Ecole que Foucart aurait fondée.

Et, si ces trois auteurs seuls ou même les deux derniers n'ont pu engendrer d'*Ecole* car elle aurait été trop élémentaire, ne peut-on pas trouver, ailleurs qu'à Poitiers des juristes qui auraient fait état des mêmes caractéristiques doctrinales (l'étude de la restriction des droits et l'importance du lien entre droits constitutionnel et administratif) ?

Nous avons en effet soutenu, par ailleurs, que l'Ecole « n'avait pas de frontières » et que si un initiateur pouvait géographiquement donner le nom de sa ville d'enseignement à son mouvement (ainsi qu'il en fut des mouvements de Vienne, Bordeaux, Toulouse etc.) il n'empêchait en rien –sur le fond– que d'autres juristes se sentent affiliés à sa doctrine. Ainsi le professeur Chevallier a-t-il mentionné le prétendu rattachement du parisien Berthelemy à « l'Ecole de Poitiers ». Il n'en est cependant rien selon nous puisque non seulement Henry Berthelemy n'a jamais déclaré dans aucune de ses publications vouloir appartenir à un tel mouvement mais encore et surtout, il s'y est même opposé ainsi que nous l'avons exposé plus haut. D'ailleurs il suffit d'ouvrir la table des matières de son *Traité élémentaire de droit administratif* et de le feuilleter quelques instants pour en être aisément persuadé<sup>43</sup>.

A notre connaissance personne n'a donc revendiqué une telle appartenance à l'*Ecole de Poitiers* or, avons-nous dit, il s'agit là du second critère de reconnaissance d'un mouvement scolastique : outre un initiateur (il semblerait ici que ce fût Foucart), les membres de l'Ecole doivent faire état d'actes volontaires d'adhésion. Ils ne peuvent être *a posteriori* et / ou implicitement rattachés à un mouvement : ils doivent en être partie prenante.

---

<sup>43</sup> Henri BERTHELEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*, Paris, Rousseau, 1900.

Alors, parmi les élèves ou les collègues poitevins de Foucart et de Ducrocq (Barilleau excepté) peut-être pourrions-nous identifier de tels membres de l'Ecole. Nicias Gaillard par exemple est connu pour ses positions tout aussi libérales que Foucart et Ducrocq et il fut un proche des deux enseignants<sup>44</sup>. Pour autant, il n'a pas assez publié (et, en tout cas, pas en droit public) et n'a par ailleurs jamais enseigné : nous ne pouvons donc pas le considérer comme membre de l'Ecole. Quant au marquis de Vareilles-Sommieres qui fut l'élève de Ducrocq à Poitiers avant de devenir le premier doyen de la Faculté catholique de droit de Lille, il mérite également de recevoir notre attention puisque comme Foucart et Ducrocq il affirmait des positions très libérales. Toutefois, là encore, il ne s'agit pas à proprement parler d'un publiciste et il doit être écarté même s'il a partagé avec le doyen Foucart certains idéaux et avait comme lui appartenu à la société Saint-Vincent-de-Paul<sup>45</sup>. Les cas de Poitou et d'Arnault-Menardiere sont alors similaires à ces deux derniers. Seul, peut-être, Jean-Charles Babinet, qui remplaça quelquefois Foucart dans sa chaire de droit administratif pourrait être concerné. Cependant pas plus que les autres potentiels membres de l'Ecole, Babinet ne se déclara rattaché à l'*Ecole de Poitiers* et surtout ne réalisa d'écrits en droit public. Ce sont en effet le droit criminel et le droit commercial qui retinrent l'attention de ce futur président de la Cour de cassation<sup>46</sup>.

## 2 - Une Ecole sans « maître »

*De facto*, « l'Ecole de Poitiers » nous apparaît donc sans véritables membres en revendiquant l'appartenance et, surtout, sans initiateur même. Effectivement, ni Foucart ni même Ducrocq ne semblent avoir eu la volonté de se déclarer comme fondateur ou maître d'un tel mouvement scolaire.

Surtout, avons-nous affirmé *supra*, Foucart n'avait à proprement parler jamais été le maître de Ducrocq. Ainsi, si ce dernier avait bien intégré la Faculté de droit de Poitiers en 1857 grâce en partie au soutien de Foucart qui

---

<sup>44</sup> C'est d'ailleurs lui qui signa et fit publier la notice nécrologique relative au doyen FOUCART : Nicias GAILLARD, « Nécrologie : M. FOUCART » in *RCLJ*, Paris, Cotillon, 1861, tome XVII, p. 206 et s.

<sup>45</sup> Société qui, en 1875, lors d'un congrès international réalisé à Poitiers vint soutenir la création des premières Facultés républicaines et catholiques de droit ainsi que le déclare (avec la verve qui fut la sienne) : Louis-Edouard PIE (dir.), *Congrès catholique de Poitiers (18-22 août 1875)*, Poitiers, Oudin, 1875.

<sup>46</sup> A son égard, voyez nos développements in : *La doctrine publiciste de 1800 à 1880 – Eléments de patristique administrative*, Paris, La Mémoire du Droit, 2009, § 279 et s.

avait particulièrement apprécié la lecture de sa thèse de doctorat, il n'en demeure pas moins que Ducrocq, dont la famille était originaire de Niort (en Poitou), devait son principal soutien -à Poitiers- à son beau-père, le professeur de procédure civile et criminelle : Louis-Olivier Bourbeau. Il est vrai également que c'est le doyen Foucart qui insista pour que Ducrocq<sup>47</sup> se présente aux concours d'agrégation. Enfin, c'est aussi Foucart qui coopta Ducrocq à la Société des Antiquaires de l'Ouest et semble lui avoir transmis le goût de la numismatique mais cela en fait-il pour autant un maître en droit public ? Il est évident que la réponse est négative. Car, rappelons-le, *a priori* Ducrocq ne se destinait en rien à une carrière de publiciste : avocat jouissant d'une position vénérable au Barreau de Poitiers et successeur officiel déclaré de son beau-père, le sénateur Bourbeau, après son succès au concours d'agrégation (en droit privé) (de 1859), il avait donné à la Faculté de droit de Poitiers des leçons de procédure civile et criminelle. Et ce n'est que parce que Foucart dut quitter sa chaire en 1860 puis parce qu'il mourut peu de temps après que Ducrocq, affirmons-nous, s'est découvert un intérêt pour le droit administratif. Auparavant, il n'avait jamais envisagé une telle carrière et n'avait donc jamais travaillé avec Foucart ou pour lui dans ce cadre. Du reste, ses maîtres en droit public, répétait-il, étaient ceux de l'Ecole du Panthéon (et principalement Macarel) qui lui avaient donné ses premières leçons en droit administratif.

Pour toutes ces raisons, Foucart n'a jamais été le maître de Ducrocq.

D'ailleurs, il n'a jamais été l'initiateur d'un quelconque courant et nous pensons que si tel avait été le cas ou s'il l'avait seulement pressenti, il se serait enorgueilli de cette position et aurait eu la fierté de se déclarer comme tel. Or, si Foucart était persuadé qu'il avait apporté des enseignements, des *primo-théories* et des concepts à ce droit public en formation, il n'a jamais, selon nous, cru qu'il fondait pour autant un mouvement scolastique singulier.

### ***B - L'inexistence d'un courant doctrinal pictave***

En effet, la formule de « l'Ecole de Poitiers » est bien postérieure à l'existence même du doyen Foucart (en 1892, le doyen de Poitiers était déjà enterré depuis un tiers de siècle) et nous pensons finalement que ce que la doctrine -avec, par et après Maurice Hauriou- a voulu stigmatiser dans les

---

<sup>47</sup> Ainsi qu'en témoignent les archives de l'Université suite à l'affaire dite « Richard Maisonneuve » que nous avons exposée in *Eléments d'histoire de l'enseignement du droit public* au § 144.

traits de ce mouvement scolastique ne diffère finalement pas beaucoup de l'idée, plus générale, d'une appartenance à un mouvement libéral (1). En réalité, plutôt qu'une « Ecole de Poitiers » nous pensons que Foucart a été le chef de file (implicite) du mouvement que nous avons qualifié par ailleurs de « libéral citoyen » et auquel de nombreux auteurs du XIX<sup>ème</sup> ont adhéré (2).

1 - L'une des multiples facettes du libéralisme européen du XIX<sup>ème</sup> siècle

A plusieurs reprises dans nos travaux nous avons indiqué que l'œuvre *foucartienne* s'inscrivait dans un mouvement libéral proche de celui de Benjamin Constant et donc du groupe dit de Coppel c'est-à-dire de ces personnalités réunies en Suisse (à Coppel) autour de Madame de Staël et parmi lesquelles on identifie, traditionnellement et principalement, MM. Constant, Rossi et Sismondi<sup>48</sup>.

Le libéralisme de Foucart est effectivement teinté non seulement de constitutionnalisme<sup>49</sup> (ce qui est également l'une des caractéristiques de la doctrine de Constant et de Guizot en France ou de Rossi<sup>50</sup> et de Rosmini<sup>51</sup> en Italie) mais aussi d'un aspect social et catholique (comme chez Rosmini ou chez Lamennais).

Il n'est alors pas le défenseur d'un libéralisme économique et politique absolu dans lequel l'Etat serait diabolisé ou absent. A l'inverse, il n'est pas un étatiste convaincu de la puissance pleine et entière du pouvoir administratif libre de tout puisque reposant sur la volonté générale. Ainsi Foucart prône-t-il, comme Rosmini la conception d'un Etat minimalement interventionniste c'est-à-dire uniquement pour assurer la « tutelle juridique de la libre

---

<sup>48</sup> A propos de ce mouvement on lira avec intérêt : Lucien JAUME (dir.), *Coppel, creuset de l'esprit libéral*, Paris, Economica et Presses universitaires de Marseille, 2000 ou encore le très bel article de Alain LAURENT, « Le groupe de Coppel. Mythe et réalité. Staël, Constant, Sismondi » in Philippe NEMO et Jean PETITOT (dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 2006, p. 405 et s.

<sup>49</sup> Voyez sur ce point : Luigi LACCHE, « Coppel et la percée de l'état libéral constitutionnel » in *Coppel, creuset de l'esprit libéral* (op. cit., p. 135 et s.).

<sup>50</sup> A propos duquel il faut lire : Luigi LACCHE (dir.), *Un liberale europeo : Pellegrino Rossi (1787-1848)*, Milan, Giuffrè, 2001 et les nombreux articles que l'excellent professeur italien lui a consacré.

<sup>51</sup> Sur l'auteur outre nos indications in *La doctrine publiciste de 1800 à 1880* (préc.), voyez : Paolo HERITIER, « Le personnalisme libéral catholique dans l'Italie du XIX<sup>ème</sup> siècle » in *Histoire du libéralisme en Europe* (op. cit., p. 567 et s.).

concurrence » d'un point de vue économique et garantir les droits fondamentaux et le respect de ceux-ci par l'administration<sup>52</sup>.

Car, nous le savons, il n'existe pas -et il n'existait pas davantage au XIX<sup>ème</sup> siècle- un courant libéral unique en France ou en Europe. Ses facettes sont si nombreuses, des plus intégristes (refusant tout étatisme) aux plus complexes, qu'elles permettraient presque d'affirmer qu'à cette époque tous les professeurs de droit étaient... libéraux même s'ils ne partageaient pas le même libéralisme<sup>53</sup> !

Prenons, brièvement, quelques exemples. Lorsque Sirey en 1818 écrit<sup>54</sup> que le plus important selon lui est la conciliation « des intérêts administratifs et des prérogatives du pouvoir » avec les droits privés ce qui motivera son étude et sa justification de l'existence d'un juge administratif au nom de « la protection de tous les droits », n'est-il pas représentatif de ce que l'on a nommé « l'Ecole de Poitiers » parce qu'il déclarer lutter contre les « abus délibérés » de l'administration publique ?

*A pari*, dira-t-on de Laboulaye que, parce qu'il a entretenu une correspondance avec Foucart, il était un membre de l'Ecole de Poitiers alors que, précisément, il estimait Foucart trop conservateur et catholique et, en fait, pas assez (ou autant) libéral que lui ? De même, Firmin Laferrière qui fut très proche de Foucart ne traduit-il pas une doctrine très similaire (d'un point de vue des droits et libertés des administrés et du rattachement du droit administratif au droit constitutionnel) ? Assurément. Et pourtant il ne viendrait à personne l'idée de dire que ce dernier était un membre de « l'Ecole de Poitiers » même lorsqu'il écrit ces mots qu'un Foucart aurait pu revendiquer<sup>55</sup> :

« Notre cours aura pour objet les droits et les devoirs des citoyens dans l'exercice des libertés publiques, les droits et les devoirs des pouvoirs

---

<sup>52</sup> Par exemple in : Antonio ROSMINI SERBATI, *La Costituzione secondo la giustizia sociale*, Milano, Bocca, 1827, p. 22 et s.

<sup>53</sup> Aujourd'hui, les ouvrages (*préc.*) des professeurs NEMO et PETITOT et surtout du professeur JAUME nous permettent plus aisément de comprendre et d'appréhender les différents courants libéraux. Voyez ainsi en particulier le très bel article de : Lucien JAUME, « Le libéralisme français après la Révolution, comparé au libéralisme anglais » in *Historia constitucional*, 2003, n° 4.

<sup>54</sup> Jean-Baptiste-Aimé-Auguste-Charles SIREY, *Du Conseil d'État selon la charte constitutionnelle, ou Notions sur la justice d'ordre politique et administratif*, Paris, Harlay, 1818 (réimprimé en 2005 dans la collection *Une Histoire du droit public*), p. ij.

<sup>55</sup> Firmin LAFERRIERE, « Introduction à l'histoire des institutions administratives » in *RLJ*, Paris, De Cosson, 1838, tome VIII, p. 109 et s.

politiques et administratifs dans leurs rapports avec la société et les citoyens : il faut donc qu'on puisse parler librement et légalement de liberté et de pouvoir, de démocratie ou de Monarchie, d'institutions locales ou de centralisation administrative ».

D'ailleurs, la diffusion même du droit administratif ne répond-elle pas à cet impératif politique et libéral (et propre à la Monarchie de Juillet) de diffusion du droit et de propagation de cette idée qu'enfin l'administration va formellement fixer un droit qu'elle va elle-même s'engager à respecter ?

Nous le pensons et en témoignent, *de facto*, de nombreuses introductions (outre celles (*préc.*) de Laferrière et de Foucart) à des cours nouveaux de droit public et administratif. Ainsi, dès 1818 même, Macarel décrivait-il la fin annoncée d'un droit arbitraire et dédaigneux des droits des administrés<sup>56</sup> : autrefois, écrit-il, le droit administratif « était révélé seulement à un petit nombre d'adeptes, laissant le reste des citoyens et les autorités elles-mêmes dans l'ignorance confuse de leurs droits et de leurs devoirs ». Jules Mallein, un demi-siècle plus tard, n'en dira pas davantage<sup>57</sup>.

D'un point de vue politique également ceux qui (avant la création même des Facultés) avaient réfléchi à l'organisation de l'enseignement supérieur comme le tribun Sedillez ou ceux qui (lors de la Monarchie de Juillet) comme Salvandy avaient voulu asseoir l'autorité du nouveau gouvernement représentatif avaient tous affirmé et mis en avant des arguments similaires. Ainsi déclarait Sedillez en 1804<sup>58</sup> : enseigner les « principes d'une bonne administration », c'est « enseigner une chose utile à tous les citoyens et indispensable à tout homme qui remplit des fonctions publiques ». De même écrivait plus tard Salvandy : « Le droit administratif est nécessaire à tous, au simple citoyen, non moins qu'au praticien et à l'administrateur »<sup>59</sup>. Alors résuma Louis Liard<sup>60</sup> :

---

<sup>56</sup> Louis-Antoine MACAREL, *Elémens de jurisprudence administrative extraits des décisions rendues, par le Conseil d'Etat, en matière contentieuse*, Paris, Dondey-Dupré, 1818, (2 vol.).

<sup>57</sup> Jules MALLEIN, *Considérations sur l'enseignement du droit administratif*, Paris, Plon, 1857, p. 20 et s.

<sup>58</sup> Considérations sur le projet de loi relatif aux Ecoles de droit présenté le 21 ventôse An XII (12 mars 1804) par le tribun SEDILLEZ in *Recueil dit de Folleville*, p. 32.

<sup>59</sup> Dans la séance du 09 Mars 1847 (au *Moniteur* du 10 mars 1847, p. 10) et lors de l'exposé des motifs du projet de Loi sur l'enseignement du droit présenté à la Chambre des pairs.

<sup>60</sup> Louis LIARD, *L'enseignement supérieur en France (1789-1893)*, Paris, Armand Colin, 1888 et 1894 (2 vol.), tome II, p. 204 et s.

« Au fond, la préoccupation était moins d'ordre scientifique que politique ; il s'agissait beaucoup moins d'instituer de nouveaux objets d'études et de recherche, que d'initier un grand nombre de citoyens aux études jusque là fort peu répandues du droit public et de l'économie sociale et politique. En cela, le gouvernement de Juillet se montrait fidèle à son principe. Sous un gouvernement absolu, il suffit que le principe des institutions soit connu de ceux-là seuls à qui le maître les confie. La vie nationale peut se maintenir et se développer au milieu de l'inconscience des autres. Mais sous un gouvernement parlementaire, avec les variations d'un suffrage public, qu'il soit restreint ou qu'il soit universel, il n'en est plus de même. En fin de compte, c'est l'opinion qui dirige ; et pour qu'avec elle soient assurés la liberté, l'ordre et le progrès, il faut qu'elle ait, aussi claire, aussi complète que possible, la conscience des idées qui sont au fond des institutions. D'où pour un gouvernement parlementaire la nécessité de larges études de droit public ».

En conclusion, il serait aisé de dire que dans cette ère postrévolutionnaire la principale préoccupation de tout publiciste a bien entendu été la liberté.

Chacun la revendique ; chacun la porte aux nues mais tout le monde ne préconise pas les mêmes moyens d'y parvenir et les mêmes limites à y apporter. Ainsi écrit également Joseph Fiévée<sup>61</sup> : « La liberté ou le défaut de liberté d'une nation dépendent aujourd'hui bien plus des actes administratifs que des actes politiques. Si l'Administration est absolue : point de liberté ».

## 2 - La force du mouvement « libéral citoyen »

Tel était bien le mot d'ordre des libéraux et, en leur sein, celui de ceux que nous avons nommés, Foucart en tête, les *libéraux citoyens*<sup>62</sup>. Effectivement, il nous semble possible au sein de la doctrine administrative de ce XIX<sup>ème</sup> siècle d'opposer principalement deux grands courants idéologiques : des étatistes et des constitutionnalistes convaincus de l'interventionnisme public (même économique parfois) au nom de la puissance publique et des pouvoirs exécutifs et administratifs. Bonnin ou Trolley, par exemple, se sont

---

<sup>61</sup> Cité par : Olivier PIROTTE, *Alexandre-François-Auguste Vivien de Goubert (1799-1854), Contribution à l'étude d'un libéral autoritaire*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1972, bibliothèque de science administrative, tome VI.

<sup>62</sup> C'est au cœur et à l'aune de nos travaux de doctorat que nous avons élaboré cette proposition d'existence d'un mouvement « libéral citoyen ». Nous en avons décrit précisément les tenants et les aboutissants dans les dernières pages de nos *Éléments de patristique administrative (préc.) : la doctrine publiciste de 1800 à 1880*.



principalement exprimés en ce sens. A l'opposé, des libéraux ont défendu non les droits et les prérogatives exorbitantes de l'administration mais les libertés individuelles des administrés.

Alors relève Nezard après avoir rappelé que Foucart aurait fondé « l'Ecole de Poitiers à laquelle M. Ducrocq est resté fidèle » et qui se caractérise par « l'étude des restrictions aux droits individuels », d'autres auteurs à l'instar de « Macarel, De Gerando, Cormenin, Chauveau et Vivien » auraient également traduit cette doctrine.... Pourtant il ne viendrait à personne l'idée de les associer audit mouvement scolastique<sup>63</sup>.

En fait, la distinction que l'on retrouve ici est celle que nous avons déjà plusieurs fois mise en lumière dans nos travaux et qui oppose les défenseurs du pouvoir administratif, héritiers des traditions l'Ancien Régime à ceux, Foucart le premier, qui se seraient placés du côté des administrés<sup>64</sup>. Telle est bien la révolution qu'opère le doyen de Poitiers dans son œuvre et que d'autres auteurs emprunteront implicitement, explicitement ou de façon contemporaine comme Laferrière. Parmi ceux que nous avons nommés les « libéraux citoyens » se sont ainsi exprimés Cottelle, Aucoc, Ducrocq, Laferrière, Rozy etc. Nous nous sommes en outre demandé s'il ne serait pas possible d'intégrer à ce courant la doctrine de Batbie. En effet cet auteur a indéniablement été un *libéral* convaincu<sup>65</sup> et sa défense des libertés occupe une place importante dans son *traité théorique et pratique de droit public et administratif*. Toutefois, nous pensons que chez Batbie l'appartenance doctrinale au courant dit des *romano-civilistes*<sup>66</sup> est plus importante car elle innerve la totalité de sa conception du droit public et elle s'impose, quant au fond, à sa démarche en partie *libérale citoyenne*.

\*

---

<sup>63</sup> *Op. cit.*, p. 86.

<sup>64</sup> Et c'est en ce sens, nous l'avons dit, que nous nous opposons aux thèses (que nous jugeons réductrices) des professeurs Burdeau et Bigot, Chevallier et Lochak qui dans plusieurs de leurs écrits les plus contemporains ont exposé l'histoire du droit administratif du XIX<sup>ème</sup> siècle comme étant presque uniquement constituée de défenseurs du pouvoir administratif et de la puissance publique.

<sup>65</sup> La lecture, même rapide, du discours qu'il prononça lors de la cérémonie d'ouverture de son cours d'économie politique en est un témoignage des plus topiques : BATBIE Anselme-Polycarpe, *Cours d'économie politique professé à la Faculté de droit de Paris (discours d'ouverture, séance du 02 décembre 1864)*, Paris, Cotillon, 1864.

<sup>66</sup> Nous avons également explicité et développé ce concept au sein de notre classification des auteurs publicistes de 1800 à 1880 (*cf. supra* note 62).

Ainsi, il ressort, espérons-nous, des présentes lignes qu'il n'a pas existé à proprement parler d'*Ecole de Poitiers* même si certains de ses prétendus adhérents, au premier rang desquels il faut citer les doyens Foucart et Ducrocq, ont plutôt manifesté leur appartenance doctrinale à un mouvement que nous avons qualifié de « libéral citoyen ».

Cela dit, à travers la recherche vaine d'une *Ecole de Poitiers* nous rejoignons pleinement les doctrines d'auteurs comme les professeurs Melleray et Chevallier aux côtés desquels nous souscrivons à l'opinion d'une « fin des Ecoles ».

En allant plus loin, on pourrait même se demander -puisqu'il semblerait qu'aucune des « grandes » *Ecoles* (Bordeaux, Toulouse, Poitiers, Strasbourg, Paris *etc.*) ne soit véritablement reconnue au regard de critères objectifs- s'il a déjà existé de tels mouvements scolastiques en droit public.

Ne s'agirait-il pas davantage d'un autre de nos *mythes* publicistes ; d'une délicate et gourmande envie de se rattacher -géographiquement et doctrinalement- à la pensée de ceux qui nous sont chers et qui nous ont précédés dans des lieux universitaires qui nous ont façonnés<sup>67</sup> ? Les *mythes*, même s'ils sont bien souvent trop éloignés de la réalité, ont assurément un rôle, une utilité...

---

<sup>67</sup> En ce sens, et puisque des contributions orales issues de cet article, ont été prononcées à Toulouse (*en face du portrait D'HAURIOU*) puis à Poitiers (*dans une salle où flottait encore l'esprit de FOU CART*), l'auteur voudrait adresser ses remerciements à ceux qui, dans ces deux établissements, lui ont permis de s'exprimer en remettant parfois en cause -et en toute liberté- certains mythes ou idées reçues de notre histoire du droit public. Merci en particulier au doyens GOJOSSO & BREILLAT ainsi qu'aux professeurs NELIDOFF & BRUGUIERE.

**LA FACULTE DE DROIT DE DIJON DANS LA PREMIERE MOITIE  
DU XIX<sup>EME</sup> SIECLE. LA MARQUE DU DOYEN  
JEAN-BAPTISTE VICTOR PROUDHON**

**par Hugues Richard,  
professeur à la Faculté de droit et de science politique de Dijon**

Cette contribution dijonnaise à l'histoire des Facultés de droit de province au XIX<sup>eme</sup> siècle, dans le cadre de la rencontre si bien organisée et accueillie par le Centre toulousain d'histoire du droit et des idées politiques, nous a semblé devoir se borner à la première moitié de ce siècle. Cette période est, en effet, la seule à avoir déjà été explorée par quelques travaux, anciens ou plus récents, tandis que tout reste à faire pour la deuxième moitié du siècle. Il convient d'abord de rendre ce qui leur est dû à ceux qui ont bien défriché le terrain : François- Ferdinand Villequez, professeur et doyen de la Faculté de Dijon, a retracé l'histoire des « Écoles de droit en Franche-Comté et en Bourgogne »<sup>1</sup>. Ce travail est un témoignage précieux, avec, bien entendu, un certain caractère hagiographique. L'on retrouve la même tendance dans le livre de Gabriel Dumay sur Proudhon<sup>2</sup>, qui fournit des informations de tout premier ordre car l'auteur a eu accès aux archives familiales, qui étaient alors fort bien conservées. Mais que sont-elles devenues ? Il faut attendre la fin du XX<sup>eme</sup> siècle pour qu'un brillant étudiant

---

<sup>1</sup> Parue sous forme de plusieurs articles de la *Revue de législation ancienne et moderne, française et étrangère*, t. I, 1872, p. 259-307, 349-388 et 561-611, t. II, 1873, p. 66-92, 521-556, et 616-642 et t. IV, 1874, p. 282-334, 526-545 et 628-652. Les articles publiés dans ce t. IV ont été aussi édités à part, sous le titre *Les écoles de droit en Franche-Comté et en Bourgogne. 5<sup>eme</sup> partie : la Faculté de droit de Dijon*, Paris-Dijon, 1875, 163 p.

<sup>2</sup> G. DUMAY, *Étude sur la vie et les travaux de Proudhon, doyen de la Faculté de droit de Dijon*, Dijon, Dejussieu, 1878, 241 p.

en droit dijonnais, M. Bertrand Mathieu, consacre un excellent mémoire de D.E.A. d'histoire du droit à sa Faculté<sup>3</sup>. Son auteur est devenu professeur de droit public, éminent constitutionnaliste. Notre regretté collègue Jean-Pierre Marque avait consacré une étude à l'un des successeurs de Proudhon, Louis-Romain Morelot<sup>4</sup>. Plus récemment, le mémoire de DEA de M. Cichoki<sup>5</sup> et les notices du *Dictionnaire historique des juristes français* sur plusieurs des professeurs dijonnais de cette époque ont complété nos connaissances<sup>6</sup>. Il reste toutefois encore des recherches à effectuer. M. Mathieu a arrêté son travail à la date de 1855, car l'instauration d'un concours national d'agrégation a changé le recrutement et la carrière des enseignants. Un certain nombre d'entre eux n'ont, ensuite, exercé leurs fonctions à Dijon que pendant quelques années<sup>7</sup>. Mais il y aura là une nouvelle étude à mener.

Avant d'aborder l'histoire de la Faculté de Dijon durant la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, il convient d'évoquer ses origines, qui sont bourguignonnes mais aussi franc-comtoises. Car c'est d'abord dans le comté de Bourgogne qu'un enseignement juridique a été organisé. Sans insister sur l'Université créée à Gray par le comte Othon au XIII<sup>ème</sup> siècle, qui n'a jamais fonctionné, il faut mentionner la fondation, en 1422 (soit trois cents ans avant la naissance de la Faculté de Dijon), par le duc Philippe le Bon, de l'Université de Dole. Son histoire est glorieuse, elle a eu des maîtres prestigieux et attiré des étudiants de toute l'Europe. Au XVII<sup>ème</sup> siècle apparaît à Dole un enseignement spécialement consacré à la coutume de Franche-Comté. Il s'agit d'abord d'une initiative du professeur Claude-François Talbert, qui aboutit à la création d'un chaire par le roi d'Espagne Philippe IV en 1653. Ce cours de coutume a subsisté après la conquête française, même si l'on a dû le faire entrer dans le cadre de l'enseignement du droit français créé par Louis XIV en 1679. Mais il a fallu des rappels du

---

<sup>3</sup> B. MATHIEU, *La Faculté de droit de Dijon dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle (1806-1855)*, mémoire pour le DEA d'histoire du droit, Dijon, Faculté de droit, 1979-1980, dactyl., 204 p. Cet excellent travail est fondé sur l'utilisation des archives de la Faculté déposées aux Archives départementales de la Côte d'Or.

<sup>4</sup> J.-P. MARQUE, *Université, doctrine et idéologie. Le doyen Morelot, civiliste dijonnais (1786-1875)*, Dijon, Publications du Centre de recherches historiques de la Faculté de droit et de science politique, VI, 1982, 141 p.

<sup>5</sup> Chr. CICHOKI, *Les enseignants de la Faculté de droit de Dijon*, mémoire de DEA, Faculté de droit de Dijon, 1991-1992. Il s'agit d'une série de biographies.

<sup>6</sup> Nous renvoyons au rapport de M. B. Bernabé pour toutes précisions.

<sup>7</sup> Ainsi, Louis Renault (1843-1918), qui a commencé comme agrégé à Dijon, y a enseigné le droit commercial, avant de devenir à Paris l'éminent spécialiste du droit des gens.

## Dijon : la marque du doyen Proudhon

chancelier de France<sup>8</sup>. Transférée à Besançon en 1691, l'Université n'a plus eu le même rayonnement que du temps où elle était à Dole. Son recrutement est désormais limité au Centre-Est de la France, surtout aux deux Bourgognes.

Dès le début du XVI<sup>ème</sup> siècle, la municipalité de Dijon avait sollicité du roi la création d'une Université. Les États provinciaux de Bourgogne renouvellent cette demande à la fin du XVII<sup>ème</sup> (en 1679, 1698). Elle aboutit en 1722 à la fondation d'une Université, qui ne comprend que la seule Faculté de droit<sup>9</sup>. Cette création a suscité la vive opposition d'autres Universités (10 sur 21) et surtout de celle de Besançon. L'un des arguments, le plus important, qui justifiait l'implantation d'une Faculté de droit à Dijon était la crainte des pères de famille bourguignons, magistrats et avocats surtout. Ceux-ci redoutaient de voir leurs fils partir pour Besançon, où ils échapperaient à leur surveillance et risqueraient, notamment, d'abandonner les carrières juridiques auxquelles ils étaient destinés pour se diriger vers celle des armes, au contact des nombreux officiers militaires de cette ville de garnison. Mais les intérêts de Besançon sont trahis par le professeur envoyé à la cour pour les défendre. Il a préféré se rallier au projet dijonnais et a été nommé le premier doyen de la nouvelle Faculté !

Malgré cette concurrence, la Faculté de droit de Besançon survit honorablement. Celle de Dijon se développe, recrutant surtout ses étudiants dans le duché de Bourgogne et la Bresse (à 85 %), mais aussi dans les régions voisines, celles de Langres et de Dole. Leur effectif varie de 80 à 220, ce qui place la Faculté dans un bon rang parmi celles de son temps. Il faut dire que les études y sont sérieuses et que l'on n'y relève pas les abus signalés dans d'autres Universités, plus anciennes, selon l'enquête de Barentin en 1786<sup>10</sup>. Parmi ses professeurs, l'on peut signaler Delusseux, auteur d'un manuel de droit romain apprécié des étudiants et les professeurs de droit français, notamment le premier, Gabriel Davot, et le

---

<sup>8</sup> Chr. CHENE, *L'enseignement du droit français en pays de droit écrit (1679-1793)*, Genève, Droz, 1972, p. 144.

<sup>9</sup> Sur la Faculté de droit d'avant la Révolution, outre les articles de Fr.-F. VILLEQUEZ, voir Jacques DINCHER, *L'Université de Dijon au XVIII<sup>ème</sup> siècle (1722-1792)*, mémoire de maîtrise d'histoire moderne, sous la direction de D. LIGOU, Dijon, Faculté des sciences humaines, juin 1971, dactyl. 154 p. Il s'agit d'un très bon mémoire, fondé sur une abondante documentation.

<sup>10</sup> Bib. mun. de Dijon, ms 1511, Recueil de pièces (mss et imprimées) concernant la Faculté de droit de Dijon (XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles) fol. 45 à 59 v°.

dernier, Louis-Élisabeth Voisin<sup>11</sup>. Le gendre de Davot, Jean Bannelier, professeur de droit romain, a publié, à partir du cours de son beau-père, des *Traité sur diverses matières de droit français à l'usage du duché de Bourgogne...* qui ont eu une grande diffusion et sont très utilisés par les praticiens du droit<sup>12</sup>.

La Révolution entraîne, comme ailleurs, la disparition des Universités de Dijon et de Besançon. On assiste, toutefois, à la réapparition d'un enseignement juridique dans le cadre des chaires de législation des Écoles centrales. Celle du Doubs a été illustrée par Jean-Baptiste Victor Proudhon, qui a obtenu un très grand succès. En Côte d'Or, Bénigne Poncet, moins célèbre, a assuré un enseignement de qualité<sup>13</sup>.

Sous le Consulat, la « Loi générale sur l'instruction publique » du 11 floréal an X (1<sup>er</sup> mai 1802) prévoit la création de dix Écoles spéciales de droit<sup>14</sup>. La ville de Dijon cherche naturellement à en obtenir une. Bénigne Poncet a rédigé l'adresse de la ville au premier consul, où il invoque les grands hommes de la Bourgogne et les pertes occasionnées par la suppression des anciennes juridictions et administrations à la Révolution, pertes que le gouvernement consulaire veut réparer. Il insiste aussi sur la position géographique de Dijon : si l'on divise par dix le territoire français, la ville se trouve exactement au centre de l'une de ces parties. Et elle est proche de la Suisse, peu éloignée de l'Allemagne, dont elle pourra attirer

---

<sup>11</sup> H. RICHARD, « Un professeur de droit dijonnais adversaire et victime de la Révolution : le doyen Louis-Élisabeth Voisin (1728-1794) », dans *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon*, t. 141, 2005-2006, p. 379-398.

<sup>12</sup> M. PETITJEAN, « Une entreprise contrariée : la réédition des *Traité sur diverses matières de droit français à l'usage du duché de Bourgogne* de Gabriel Davot et Jean Bannelier », dans *Mémoires de la société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, volume 60, 2003, p. 217-228.

<sup>13</sup> H. RICHARD, *Bénigne Poncet, professeur de législation à l'École centrale de la Côte d'Or. Recherches sur l'enseignement du droit à l'époque révolutionnaire*, Dijon, 1977, La Révolution en Côte d'Or, nouvelle série, fascicule 14.

<sup>14</sup> Article 25, 1<sup>o</sup> : « Il pourra être établi dix Écoles de droit : chacune d'elles aura quatre professeurs au plus », dans A. de Beauchamp, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur*, tome 1<sup>er</sup>, 1789-1847, Paris, Delalain, 1880, p. 84. Dans son discours devant le Corps législatif, le 30 germinal an X (20 avril 1802), le conseiller d'État Fourcroy avait défini les Écoles spéciales comme des « écoles publiques supérieures où l'on enseigne en particulier, et dans toute leur profondeur, les sciences utiles, la Jurisprudence, la Médecine... Il pourra y avoir dix Écoles de droit. Ces institutions si utiles, qui n'existent plus depuis près de dix années, reprendront... », *ibid.* p. 67.

## Dijon : la marque du doyen Proudhon

des étudiants<sup>15</sup>. De leur côté, les juges et les commissaires du gouvernement près les tribunaux dijonnais adressent un mémoire au ministre de la Justice<sup>16</sup>. Le maire de Dijon a demandé aussi l'appui du sénateur François de Neufchâteau, titulaire de la sénatorerie de Dijon, dans un mémoire où il évoque le « grand nombre de jeunes gens qui se destinent à la profession du barreau », issus de familles qui n'auraient pas les moyens de les envoyer faire des études loin de chez eux. Il y ajoute qu'un local parfaitement adapté est disponible pour accueillir l'École de droit. Il recommande, en terminant, la nomination comme professeurs d'anciens membres de l'ancienne Faculté, dont Louis Saverot<sup>17</sup>. Mais Besançon s'efforçait aussi d'avoir une École de droit : le 12 ventôse an X (3 mars 1802) le conseil municipal charge Proudhon, qui en était membre, de rédiger des lettres « relativement à l'instruction publique »<sup>18</sup>. Le 16 floréal an X (6 mai 1802), deux membres du conseil rendent compte de leurs démarches à Paris : « on leur avait donné les plus grandes espérances pour une École spéciale de droit »<sup>19</sup>. C'est Dijon qui l'emporte finalement, grâce au soutien de Berlier, cousin de Poncet, et de Maret<sup>20</sup>. À la suite de la « loi relative aux Écoles de droit » du 22 ventôse an XII (13 mai 1804)<sup>21</sup>, le « décret concernant l'organisation des Écoles de droit », du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire de l'an XII (21 décembre 1804) décide d'en établir douze Écoles, dont l'une à Dijon, la seconde citée après celle de Paris<sup>22</sup>. Un décret impérial du 17 janvier 1806 nomme les cinq professeurs et

<sup>15</sup> On trouve dans les papiers de Poncet le projet de cette adresse, daté de nivôse an XII (décembre 1803-janvier 1804), Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 18-20.

<sup>16</sup> B. MATHIEU, *op.cit.*, p. 28. Dans ce mémoire sont rappelés aussi les anciennes juridictions établies à Dijon et les grands hommes de la Bourgogne, juristes ou non.

<sup>17</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1511 (=fonds Saverot n° 12) fol. 87-88 : il s'agit d'une minute non datée.

<sup>18</sup> Il s'agissait de renouveler les démarches déjà faites par le jury central d'instruction du Doubs auprès du gouvernement. Ces lettres sont adressées au ministre de l'Intérieur et à diverses personnalités : Moncey, Thibaudet, Grappe et Desmeuniers (natif de Nozeroy (Jura), président du Tribunal), Arch. mun. de Besançon 1D6\* fol. 30 v°. Elles sont approuvées le 15 ventôse (6 mars). Le conseil municipal avait déjà décidé, le 3 frimaire an IX (24 novembre 1800) l'envoi d'une « adresse au gouvernement pour solliciter une École de médecine dans cette commune et d'autres établissements de ce genre », ce qui pouvait inclure une École de droit, *ibid.* fol. 5 v°.

<sup>19</sup> Arch. mun. Besançon 1D6\* fol. 32 v°. Ces espérances se fondaient notamment sur l'appui du général Moncey.

<sup>20</sup> Fr.-F. VILLEQUEZ, *Les écoles de droit en Franche-Comté et en Bourgogne. 5<sup>ème</sup> partie : la Faculté de droit de Dijon*, p. 66 et G. DUMAY, *op. cit.*, p. 70.

<sup>21</sup> A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 137-141.

<sup>22</sup> Article 1<sup>er</sup>, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 142-148

les deux suppléants prévus par l'article 9 du décret du 4<sup>ème</sup> compl. an XII. Deux d'entre eux ont appartenu à l'ancienne Faculté de droit de Dijon, le professeur Bretin et l'agrégué Guillemot<sup>23</sup>, deux ont été professeurs de législation des écoles centrales, Poncet et Proudhon<sup>24</sup>. Ce dernier est nommé directeur de l'École de droit, qui s'installe dans les locaux de l'ancien collège des Godrans<sup>25</sup>, où avait fonctionné l'École centrale. L'ouverture solennelle a lieu le 21 novembre 1806, dans la grande salle de la Cour de justice criminelle, en présence du préfet, du maire, des autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques, ainsi que d'une « grande affluence de citoyens et d'élèves »<sup>26</sup>. La personnalité de Proudhon, directeur de l'École puis doyen de la Faculté, a profondément marqué l'établissement qu'il a conduit

---

<sup>23</sup> On peut relever que Louis Saverot (1753-1835), qui avait été recommandé par le maire à François de Neufchâteau (*supra*) ne redevient pas professeur. Il est nommé à la Cour d'appel en 1816.

<sup>24</sup> Une erreur de VILLEQUEZ, *op. cit.*, p. 70 et 110, reproduite par G. Dumay en compte un troisième. En réalité, Pierre-François Guichon de Grandpont (1757-1825) n'a jamais été professeur à l'École centrale de la Haute-Saône, où la législation a toujours été enseignée par Nicolas Galmiche. Né à Gray, P.-F. Guichon de Grandpont, fils d'un conseiller au présidial, y a exercé la profession d'avocat, mais persécuté par les révolutionnaires locaux, il a dû s'enrôler dans l'armée, où il a servi comme capitaine adjudant-major, puis comme commissaire des guerres. Il avait repris la profession d'avocat à Vesoul lorsqu'il est nommé professeur à Dijon. Voir le rappel de sa carrière dans le tableau du personnel de la Faculté de droit en 1813, Arch. nat. F<sup>17</sup> 1426 et la biographie rédigée par son fils Alfred, *Instruction préliminaire à l'enseignement du code Napoléon par M. P.-F. Guichon de Grandpont, professeur à la Faculté de droit, précédée d'une notice biographique par M. Alf. Guichon de Grandpont, commissaire général de la Marine*, Brest, Lefournier aîné, 1864, Bib. mun. de Dijon Br III-1104, p. 4-9.

<sup>25</sup> J. LAURENT, « Le Collège des Godrans », dans *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles*, sous la direction de P. DELATTRE, ENGHIEU et WETTEREN, t. II, 1953, col. 33-107. Le nom de « Rue de l'École de droit » est resté à la rue qui borde l'ancien collège, où se trouve la Bibliothèque municipale, malgré le changement de titre pour celui de Faculté et le transfert de cette Faculté dans de nouveaux locaux en 1963. L'ancienne Faculté, avant la Révolution, n'avait pas de locaux propres, elle louait des salles du couvent des Dominicains, disparu, à l'emplacement du marché.

<sup>26</sup> Le *Procès-verbal de l'ouverture solennelle de l'École de droit de Dijon, avec les discours qui y ont été prononcés*, imprimé à Dijon chez Bernard Defay, imprimeur de l'École de droit, 31 p. est conservé, Bib. mun. de Dijon ms 1511 fol. 89-104. On y trouve, après le discours d'ouverture d'un juge de la Cour d'appel, remplaçant le doyen d'honneur malade, celui de Proudhon (p. 10-23) et un discours en latin du professeur de droit romain, Guillemot.



## Dijon : la marque du doyen Proudhon

pendant toute la première période du siècle. Nous allons donc présenter le juriste et le professeur (I), avant d'envisager le doyen et sa Faculté (II).

### I - Jean-Baptiste Victor Proudhon (1758-1838), juriste et professeur

La vie de ce Franc-Comtois au caractère paisible n'a pas été exempte de péripéties (A). Mais ce travailleur acharné a réalisé une œuvre juridique importante (B).

#### A - La vie quelque peu mouvementée d'un professeur paisible

Né à Chanans<sup>27</sup>, fils d'un cultivateur à la nombreuse famille, il a effectué, après des débuts difficiles, de solides études. Il se destine d'abord à l'état ecclésiastique, puis abandonne la théologie pour le droit, à la Faculté de Besançon. Il envisageait déjà de l'enseigner, puisqu'il acquiert le diplôme de docteur. Candidat à une chaire à Besançon en 1789, il est classé second. Il embrasse la profession d'avocat, qu'il a exercée pratiquement toute sa vie. Durant la Révolution, il est élu au conseil du département du Doubs, puis juge dans plusieurs districts. Il opte pour le tribunal de Pontarlier, mais n'est pas réélu en 1792. Les électeurs du canton de Nods<sup>28</sup> le choisissent comme juge de paix. Il est destitué mais parvient à se faire réintégrer. C'est la création des Écoles centrales qui lui permet de se consacrer à l'enseignement. Nommé à la chaire de législation de celle du Doubs, il y réussit remarquablement. Alors que l'objet de cet enseignement était plutôt conçu dans l'esprit de ses créateurs comme une sorte de philosophie politique, une réflexion sur les lois, il consacre d'emblée ses cours à l'étude du droit privé. Ceci lui a valu une dénonciation, une menace de destitution, mais il a été très soutenu par ses nombreux élèves. Lors de la suppression des Écoles centrales, il continue à assurer son cours, gratuitement, et cela à la demande des trois départements de l'ancienne Franche-Comté<sup>29</sup>.

Nommé professeur et directeur de la nouvelle École de droit de Dijon, il en devient le doyen lorsqu'elle est transformée en Faculté dans le cadre de

---

<sup>27</sup> Doubs, arr. de Besançon, c. de Vercel-Villedieu-le-Camp. Pour la vie de Proudhon, voir G. DUMAY, *op. cit.*

<sup>28</sup> Canton supprimé, actuellement Doubs, arr. de Besançon, c. de Vercel-Villedieu-le-Camp.

<sup>29</sup> Le Conseil municipal de Besançon demande une espèce de reconnaissance officielle de cet enseignement, afin que Proudhon puisse donner à ses élèves des certificats de fréquentation. Il rend hommage, à cette occasion, « à son zèle, à ses talents, à ses connaissances et à ses succès dans l'enseignement des lois », Arch. mun. de Besançon 1D6\* fol. 82 v°, du 20 vendémiaire an XII (13 octobre 1803).

l'Université impériale. Il a même assuré provisoirement les fonctions de recteur de l'Académie de Dijon. En 1815, les Cent-Jours viennent troubler son existence tranquille. Des étudiants l'entraînent à la Faculté pour inaugurer un buste de Napoléon<sup>30</sup>. Ceci lui est vivement reproché lors de la Seconde Restauration. Il est privé de ses fonctions de doyen et même suspendu un moment de celles de professeur, en 1816. On l'accuse d'être bonapartiste et même de fréquenter d'anciens révolutionnaires ! Cependant, la lecture des registres révèle que Proudhon, absent, n'a pas voté lors du plébiscite sur l'acte additionnel<sup>31</sup>. Il se défend contre les accusations et bénéficie de nombreux soutiens. Il est très vite rétabli dans sa chaire, ainsi que Guichon de Grandpont qui avait été suspendu comme lui. Et il retrouve en 1818 ses fonctions de doyen, que Poncet avait assurées en se considérant comme un simple intérimaire<sup>32</sup>. Proudhon reste doyen presque jusqu'à sa mort. Son autorité paternelle règne sur la Faculté, ses collègues et les étudiants. Si certains événements historiques ont parfois troublé la quiétude d'une vie toute consacrée à sa famille<sup>33</sup>, au droit et à l'enseignement, ils n'ont pas empêché ce Franc-Comtois calme et obstiné d'accomplir un travail considérable.

#### ***B - L'œuvre juridique imposante de J.-B. V. Proudhon***

Une édition des œuvres de Proudhon par l'éditeur dijonnais Lagier comporte 18 volumes, et elle ne reprend ni son *Cours de législation et de jurisprudence française*<sup>34</sup>, ni ses très nombreuses consultations, 94 entre 1788 et 1835, dont certaines ont plus de 150 pages. Et il a laissé un certain nombre de travaux restés manuscrits<sup>35</sup>. Un peu arbitrairement, l'on peut répartir ses écrits en trois groupes.

---

<sup>30</sup> B. MATHIEU, « Proudhon, professeur à la Faculté de droit de Dijon et le buste de Napoléon : un épisode des Cent-Jours », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1988, n° 7, p. 87-91.

<sup>31</sup> H. RICHARD, « Nation et République dans la réflexion sur le droit de souveraineté de Bénigne Poncet (1814 et 1815) », dans *Nation et république. Les éléments d'un débat. Actes du X<sup>e</sup> colloque de l'AFHIP (Dijon, 6-7 avril 1994)*, Aix-en-Provence, 1995, p. 99-110.

<sup>32</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 86 et s., papiers de Poncet relatifs à son décanat.

<sup>33</sup> Proudhon avait quatre enfants en 1813, Arch. nat. F<sup>17</sup> 1426.

<sup>34</sup> Paru en l'an VII à Besançon, 2 volumes.

<sup>35</sup> G. DUMAY, *op. cit.*, p. 230-240, donne la liste des travaux de Proudhon, imprimés puis manuscrits, par ordre chronologique. Quelques unes de ces consultations se trouvent dans des collections publiques. La Bibliothèque municipale de Dijon en possède trois, dont une écrite avec Poncet et une autre qui n'est qu'une

## Dijon : la marque du doyen Proudhon

### *1 - D'abord des ouvrages essentiellement pédagogiques*

Son *Cours de législation et de jurisprudence française*, qui correspond à son enseignement à l'École centrale du Doubs, est incomplet. Il se limite à la première partie, l'état des personnes. L'auteur s'est efforcé de rattacher le droit privé aux idées républicaines de liberté et d'égalité, puis il expose la matière à partir du droit romain, modifié sur certains points par les coutumes, la jurisprudence et la doctrine de l'Ancien droit, ainsi que par les lois nouvelles. C'est donc là une œuvre originale, résultat d'un gros travail.

Son *Cours de droit français. 1<sup>ère</sup> partie sur l'état des personnes*<sup>36</sup> est le premier commentaire de cette partie du code civil<sup>37</sup>. Proudhon commence par quelques notions sur le droit naturel, le contrat social, puis explique les articles du code dans leur ordre, avec de nombreuses références au droit romain. Il cherche ensuite à dégager ce qu'il appelle des vues dogmatiques.

### *2 - En second lieu, ses livres les plus importants*

Le *Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie* comporte neuf volumes, parus de 1823 à 1827. Une seconde édition a été faite en 1836 par son ancien étudiant, Curasson, qui l'a annotée, notamment pour tenir compte du code forestier de 1827, dont ce dernier est un commentateur. Ce travail est considéré comme le plus achevé de Proudhon.

Le *Traité du domaine public* comprend 5 volumes, a été édité de 1833 à 1835.

Et le *Traité du domaine de propriété*, en trois volumes, a été publié en 1838 et 1839, donc après la mort de l'auteur par l'éditeur dijonnais Lagier, dont le fils, avocat, était un ancien étudiant de Proudhon.

L'ampleur de ces trois ouvrages fait qu'ils semblent relever plutôt de l'activité de chercheur plutôt que de celle d'enseignant. Pourtant, leur rédaction a une allure très pédagogique. Proudhon étudie des matières peu réglementées par le code civil, il tient compte de la législation extérieure au code, du droit romain, de la doctrine, et cite parfois des décisions de justice.

Son *Traité sur les conventions et obligations*, resté manuscrit, devait sans doute présenter les mêmes caractères. Mais il faudrait pouvoir le lire !

---

simple note approbative jointe à celle d'un avocat. Et il y a un recueil factice de 6 consultations, de 1826, 1827 et 1829, à la Bibliothèque universitaire de Dijon Réserve 62546. La Bibliothèque municipale de Besançon n'en a pas.

<sup>36</sup> 2 volumes, éditions de 1809 et 1810 et une troisième, complétée par Valette en 1842.

<sup>37</sup> Après celui, très bref, de Delvincourt en 1808.

3 - Enfin, ses très nombreuses consultations ont souvent été faites en collaborations avec des confrères, qui sont parfois aussi ses collègues de la Faculté, notamment Poncet. Elles sont relatives à des affaires qui concernent des particuliers ou des communes, en Bourgogne, mais aussi en Franche-Comté

En effet, sa nomination à la Faculté de Dijon ne l'avait pas empêché de rester fidèle à son pays natal. Il passait, dans son village de Chasnans, des vacances studieuses. Mais il trouvait aussi le temps d'y accueillir ses amis et de concilier les litiges de ses voisins. Les qualités d'homme et de juriste de Proudhon expliquent la renommée dont il a joui. La municipalité de Dijon, dont le maire était alors son ancien étudiant, Victor Dumay, a donné, peu après son décès, son nom à la rue qu'il habitait. Celle de Besançon lui a aussi consacré une rue. Mais celui qui regarde bien les plaques constate que celles des deux parties de la rue indiquent des prénoms différents. Il a fallu, en effet, partager avec son cousin lointain Pierre-Joseph Proudhon, célèbre lui aussi et sans doute davantage ! En tout cas, le doyen Proudhon a vraiment marqué sa Faculté, de son temps et jusqu'aux années 1870 au moins. Il y eut une conférence Proudhon, son buste se trouvait au centre de la cour de la vieille Faculté, rue de l'École de droit, et le plus grand amphithéâtre de la nouvelle Faculté porte encore son nom. Il reste à envisager comment ce doyen a marqué de son empreinte la Faculté de Dijon.

## **II - Le doyen Proudhon et sa Faculté**

Nous nous intéresserons successivement à l'enseignement (A), puis aux professeurs (B) et enfin aux étudiants (C).

### ***A - Le doyen, la Faculté et l'enseignement***

Le discours prononcé par Proudhon lors de l'ouverture solennelle de l'École de droit est particulièrement intéressant, car il présente fort bien le cadre de l'enseignement. Il commence par un éloge de Napoléon le Grand, « Solon du XIX<sup>ème</sup> siècle », puis évoque la question fondamentale de la propriété et des règles qu'elle exige pour en éviter les excès. Il insiste sur la difficulté de l'époque, qui voit coexister la loi nouvelle avec l'ancienne législation en vertu du principe de non-rétroactivité. « La première partie de l'enseignement du droit privé envisagera donc le code civil avec les observations nécessaires sur le droit ancien. Chacun des trois professeurs chargés de cette tâche doit successivement la remplir dans le délai de trois

années »<sup>38</sup>. Il faut aussi étudier le droit romain, « raison écrite », qui permet de combler les lacunes du code et qui fournit « les maximes d'équité réduites en règles positives »<sup>39</sup>. Proudhon précise ce que sera l'enseignement du « droit civil dans ses rapports avec l'administration publique »<sup>40</sup> : l'état civil, les écoles, la conscription, l'expropriation, les impôts, les droits des auteurs et des inventeurs... et enfin le droit commercial. Un cinquième professeur est chargé de la législation criminelle et de la procédure civile et criminelle. Selon le directeur de l'École, il y a là un grand progrès par rapport aux anciennes Facultés, dans lesquelles n'existait pas ce cours, qui s'annonce difficile car ces matières n'ont encore jamais été « réduites en corps de doctrine ». Après avoir présenté ainsi l'enseignement, Proudhon décrit l'organisation de l'École. On y trouve un conseil de discipline et d'enseignement, composé du président et de plusieurs juges de la Cour d'appel et du procureur général, du président de la Cour de justice criminelle et du procureur général près celui-ci, ainsi que de deux avocats docteurs en droit<sup>41</sup>. Un bureau d'administration, comprenant le préfet, le maire, le doyen d'honneur et un membre du conseil précédent, avec le directeur et un professeur à tour de rôle, s'occupe de la gestion financière<sup>42</sup>. Le discours de Proudhon se termine par « Vive Napoléon le Grand ! Vive l'empereur ! »<sup>43</sup>.

Il convient d'ajouter que la loi du 22 ventôse an XII crée cinq inspecteurs généraux des Écoles de droit, et le décret du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire précise comment la tâche est répartie entre eux : l'un des inspecteurs sera chargé des Écoles de Paris et de Dijon. Ces inspecteurs ont adopté, le 16 février 1807, une instruction approuvée le 19 mars par le ministre de la

---

<sup>38</sup> C'est ce que dit l'article 10 du décret du 4<sup>ème</sup> complémentaire an XII, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 143.

<sup>39</sup> Art. 10 du décret : « Un professeur enseignera tous les ans les *Institutes* de Justinien et le droit romain ».

<sup>40</sup> Même article 10 pour la deuxième et pour la troisième années, parallèlement à l'étude de la suite du code civil. Cet enseignement est déjà prévu à l'article 2, 2° de la loi du 22 ventôse an XII, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 137.

<sup>41</sup> Selon le décret du 4<sup>ème</sup> complémentaire an XII, articles 21 à 23, ce conseil comprend douze membres au plus, non compris le directeur de l'École, « magistrats et jurisconsultes anciens ou en exercice », nommés par l'empereur. Ils désignent chaque année leur doyen d'honneur qui les préside. A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 144-145.

<sup>42</sup> Article 25 du décret, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 145.

<sup>43</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1511, fol. 92-100.

Justice<sup>44</sup>, qui précise sur différents points l'organisation des Écoles et des études. Elle institue une assemblée des professeurs et des suppléants, que le directeur doit convoquer au moins chaque mois (articles 1 et 22). On y « délibère », notamment sur la répartition des cours (article 17). C'était revenir aux assemblées des anciennes Facultés. Deux séances solennelles sont prévues chaque année, l'une d'ouverture<sup>45</sup>, l'autre de clôture (articles 18 à 22). Cette instruction comporte un chapitre IV intitulé « Bases générales de l'enseignement », qui commence par l'article 40 ainsi conçu : « Quoique chaque professeur soit libre de remplir les obligations que la loi lui impose relativement à l'enseignement, de la manière qu'il croit la plus convenable et de suivre dans ses cours la méthode qui lui paraît la plus utile, il est néanmoins nécessaire de poser quelques bases générales pour donner plus d'ensemble à l'enseignement... ». Le professeur de droit romain commencera par un « précis historique » puis expliquera le texte des *Institutes* de Justinien, en retranchant « tout ce qui n'est plus applicable à notre législation », qu'il remplacera « par le rapprochement des plus belles lois répandues dans les autres livres du droit romain » (articles 41 et 42). Les « professeurs du droit français » consacreront la première année à « un précis historique des variations de notre droit français », puis à une présentation « purement élémentaire » de la totalité des matières du code civil. Dans les deux années suivantes, ils feront un cours plus approfondi du code, les deux premiers livres et les deux premiers titres du livre III en seconde année, et la suite en troisième année. Il s'agira de « bien faire connaître les motifs de la loi, son esprit, son origine et son application, en la conférant avec le droit romain et même, autant qu'il sera nécessaire, avec les législations étrangères » (articles 43 et 44). Et il conviendra de séparer les autres cours qui incombent aussi aux professeurs de code civil : celui de droit public français, en deuxième année et celui de droit civil dans ses rapports avec l'administration publique (ou de droit administratif)<sup>46</sup> en troisième année, mais la brièveté du temps disponible interdira d'approfondir la théorie de ces matières (article 45).

---

<sup>44</sup> A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 160-168. Elle comporte 67 articles et a été signée également par Fourcroy, conseiller d'État directeur général de l'Instruction publique.

<sup>45</sup> Poncet a prononcé le discours de rentrée à plusieurs reprises, et pas seulement lorsqu'il remplaçait Proudhon pour le décanat. On en trouve les brouillons dans ses papiers, Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 163 et suivants.

<sup>46</sup> Les deux intitulés figurent dans le même article 45, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 165.

## Dijon : la marque du doyen Proudhon

L'application de cette instruction, surtout en ce qui concerne l'organisation des cours de droit civil avec une présentation générale en première année, comme des sortes d'« *Institutes* » du code et une étude approfondie dans les deux années suivantes a donné lieu à des difficultés. Les réponses faites par la Faculté de Dijon au questionnaire adressé par l'inspecteur général Chabot de l'Allier le révèle<sup>47</sup>. Ce système d'enseignement du droit civil a été tenté pendant plusieurs années à Dijon, il en est résulté une perte d'un temps précieux et le dégoût des élèves. Ceci suggère qu'il a été abandonné. Et il soulève une foule d'objections. D'abord, ce n'est pas conforme à l'article 10 du décret de l'an XII qui dit que les professeurs doivent enseigner en trois ans le code civil et non pas en un an seulement pour les principes, suivi de deux ans d'étude approfondie. Des *Institutes* de code civil sont inutiles, puisqu'on étudie déjà les *Institutes* de droit romain. Enfin, l'exécution de ce plan est impossible, tant pour les élèves qui sont dégoûtés de devoir apprendre des définitions sans applications, que pour le professeur.

Quant à enseigner le droit romain seulement dans ses rapports avec le droit français, les professeurs dijonnais répondent que la législation romaine n'est plus la nôtre, qu'elle est la raison écrite. Le droit français et le droit romain doivent s'éclairer mutuellement. Ils ne semblent donc pas avoir une conception purement utilitaire de cet enseignement.

Le code de procédure civile, le code d'instruction criminelle et le code pénal confiés à un seul professeur, voilà une entreprise véritablement insensée ! Ce professeur doit d'abord familiariser ses élèves avec le langage de la pratique et leur aplanir les difficultés d'une étude aride, sans les encombrer d'une foule de détails minutieux. Poncet, qui a dû rédiger cette réponse, tient en effet à enseigner les principes de ces matières<sup>48</sup>. Il se montre très réservé à l'égard des exercices (rédaction d'actes, plaidoiries), qui sont un jeu et font perdre beaucoup de temps ; il faut tout au plus les réserver pour des séances surrogatoires, c'est-à-dire en plus des cours.

Au sujet de l'enseignement du droit public et administratif, à Dijon l'on se bornait à en donner des notions sommaires à propos du code Napoléon, par exemple au début de la première année. La Faculté souhaite la création d'une chaire de droit commercial. Mais l'on peut se borner à des notions élémentaires et charger un professeur de l'enseigner avec le droit public et le droit administratif, ou avec les éléments du notariat. Elle pense enfin que le

---

<sup>47</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 51 à 77, Délibération de la Faculté du dimanche 1<sup>er</sup> août 1813, d'après le rapport de deux commissaires, dont Poncet

<sup>48</sup> Ceci est conforme à l'article 46 de l'instruction de mars 1807.

nombre de leçons doit être de trois par semaine, car il ne faut pas surcharger l'esprit des élèves. La lecture de ces réponses montre le réalisme et le souci pédagogique des professeurs dijonnais, qui ont su déjà adapter les instructions des inspecteurs généraux et l'on peut penser que ceux-ci ont eu la sagesse de le comprendre...

D'autres difficultés ont été la conséquence de la création de l'Université impériale<sup>49</sup> et de l'intégration des Écoles de droit comme Facultés dans celle-ci<sup>50</sup>. Proudhon, qui y est défavorable, adresse une supplique au grand maître à ce sujet<sup>51</sup>. Poncet a rédigé un projet de remontrance du doyen et des professeurs au grand maître. Il déplore vivement la disparition du conseil de discipline et d'enseignement, dans lequel siégeaient avec les professeurs des « magistrats distingués » et des « jurisconsultes recommandables ». Pourtant l'article 11 du décret de mars 1808 paraît bien conserver aux Écoles de droit devenues Facultés leur organisation qui résulte de la loi du 22 ventôse an XII et du décret du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire. Poncet est, d'autre part, ulcéré à l'idée que les professeurs de droit, devenus membres de l'Université, seraient soumis au régime disciplinaire de celle-ci. Selon l'article 47 du décret du 27 mars 1808, la première peine disciplinaire est celle des arrêts. Mettra-t-on aux arrêts des jurisconsultes, ces hommes d'élite ? Les aurait-on prononcés contre Cujas ou Pothier ?<sup>52</sup> Berlier, auquel son cousin Poncet a soumis son texte, le trouve « très bien rédigé et raisonné, mais il se coordonnait mal avec les nouvelles idées et les institutions actuelles » et ajoute : « quand on vous a donné le conseil de le garder en portefeuille, on a très sagement fait »<sup>53</sup>. Malgré ces mécontentements, un décret du 4 juin 1809 était venu prendre « diverses dispositions pour accorder le régime des anciennes Écoles avec celui de l'Université »<sup>54</sup>. La Faculté échappait à la tutelle des magistrats et avocats du conseil de discipline et cessait de relever du ministre de la Justice. Elle était désormais soumise à l'autorité du grand maître et du conseil de l'Université, du recteur et du conseil académique. Seuls les inspecteurs généraux, intégrés eux aussi

---

<sup>49</sup> Par la loi, très brève, du 10 mai 1806, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.* p. 156, et le décret du 17 mars 1808 portant organisation de l'Université, *ibid.* p. 171-188.

<sup>50</sup> Statut du 18 octobre 1808 concernant la division de l'Université en Académies, art. 51 : « L'École de droit de Dijon formera la Faculté de droit de Dijon. Le directeur prendra le titre de doyen », A. de BEAUCHAMP, *op. cit.* p. 199.

<sup>51</sup> Ce texte n'a pas été conservé, B. MATHIEU, *La Faculté de droit de Dijon*, mémoire cité *supra*, p. 23.

<sup>52</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 21-48.

<sup>53</sup> *Ibid.* fol. 49, lettre datée du 12 juillet 1809.

<sup>54</sup> A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 219-221.



## Dijon : la marque du doyen Proudhon

dans l'Université, garantissaient la spécificité de l'enseignement juridique. Il convient de parler un peu, à présent, des professeurs.

### *B - les professeurs, le doyen et ses collègues*<sup>55</sup>

L'on peut évoquer d'abord les premiers professeurs, nommés à la création de l'École : la chaire de droit romain est confiée à Jean-Baptiste Guillemot (1754-1837), agrégé de l'ancienne Faculté, qui a été député au Conseil des cinq-cents<sup>56</sup> puis au Corps législatif. Il est aussi juge et président par *interim* de la Cour d'appel de Dijon<sup>57</sup>. Il abandonne ses fonctions de professeur en 1811. Claude-François Ladey (père) le remplace, il est surtout remarquable par l'activité de son cabinet d'avocat. Les trois professeurs de code civil sont Proudhon, Guichon de Grandpont et Bretin, qui décède bientôt, remplacé par Joly puis, en 1809, par Carrier, jusque là suppléant à la Faculté de droit de Grenoble. Comme nous l'avons vu, le fils de Guichon de Grandpont a publié l'introduction de son cours, le seul des 39 cahiers de son père qu'il ait pu sauver au cours des pérégrinations de sa carrière maritime. C'est là un témoignage intéressant des méthodes d'enseignement. On y trouve trois leçons, la première « idée générale de la législation », la seconde « résumé de l'histoire du droit » depuis Moïse jusqu'aux « codes immortels » de Napoléon et la troisième « de l'obéissance aux lois ». Elle s'achève sur ces mots : « Demain, je commencerai mes dictées sur le titre préliminaire du code Napoléon, après une rapide analyse de cet immortel ouvrage. Passons aux interrogations sur les deux premières leçons »<sup>58</sup>. On voit que le professeur pratique la traditionnelle dictée<sup>59</sup> et qu'il s'assure que les étudiants apprennent bien leur cours !

Le professeur de législation criminelle et de procédure civile et criminelle, Poncet, a voulu délivrer les étudiants et lui-même de cette fastidieuse dictée. Il a pour cela écrit des traités qui en tiennent lieu, le *Traité*

---

<sup>55</sup> B. MATHIEU, *op. cit.*, p. 161 donne un tableau des professeurs, dans l'ordre de la succession aux chaires.

<sup>56</sup> Il est l'auteur d'un projet de code de procédure civile.

<sup>57</sup> Pendant que le président Larché siège au Corps législatif, Chantal DAUVERGNE, *La Cour d'appel de Dijon (an VIII-1852)*, thèse pour le doctorat en droit, Dijon, 1990, dactyl., p. 490-491.

<sup>58</sup> *Instruction préliminaire à l'enseignement du code Napoléon par M. P.-F. Guichon de Grandpont...* citée *supra*.

<sup>59</sup> Prévue par l'article 70 du décret du 4<sup>ème</sup> compl. an XII : « Pendant une partie de leurs leçons, les professeurs dicteront des cahiers que les étudiants seront tenus d'écrire eux-mêmes ».

*des actions* paru en 1817 et le *Traité des jugements* en 1821<sup>60</sup>. Mais ceux-ci ne constituent qu'une partie de son cours, dont d'autres traités sont restés inédits<sup>61</sup>. Poncet aborde la procédure sous l'angle d'une réflexion théorique. Son approche annonce la conception synthétique du droit processuel.

Les deux premiers suppléants sont Pierre Jacotot, qui eut à remplacer souvent Guillemot retenu par sa présidence à la Cour d'appel et Jean-Bernard Ladey (fils).

Le secrétaire, également caissier et archiviste, Jean-François Vernisy avait été nommé secrétaire de l'ancienne Faculté en 1788, succédant à son père<sup>62</sup>.

Louis-Romain Morelot devient suppléant à la suite de Jacotot, en 1817, puis il succède à la chaire de Guichon de Grandpont au décès de celui-ci<sup>63</sup>. Il a assuré, comme suppléant, un cours de droit commercial avant la création d'une chaire de cette discipline (en 1830). Professeur de code civil en 1826, il a été longtemps doyen de la Faculté, de 1841 à 1866. Son enseignement est d'une originalité remarquable. Il a publié, sans nom d'auteur, sa *Dictée d'un professeur de droit français*, en trois volumes, en 1835 et 1836. Au lieu de suivre l'ordre du code et de ses articles, il expose le droit civil à partir d'une vision théorique, d'abord le droit des obligations, puis celui des personnes et enfin celui des biens. Le but de cet ouvrage est d'éviter de dicter effectivement un rudiment, selon l'usage repris de l'ancienne France. Morelot consacre le temps ainsi gagné à faire faire par les étudiants des exercices plus actifs : commentaires de textes, résolution de cas pratiques. Il intègre dans le droit civil une brève présentation du droit commercial. À côté de cet ouvrage pédagogique, il a consacré un livre important à la reconnaissance des enfants illégitimes. Très attaché à la religion chrétienne, à la morale, au droit naturel, il relie le droit moderne à l'Ancien droit. D'ailleurs, le titre *Dictée d'un professeur de droit français* rappelle les Facultés de droit d'avant la Révolution. Morelot y consacre un développement aux « communautés », c'est-à-dire aux collectivités locales, désignées là aussi par leur ancien nom. Attaché au droit romain, il aurait voulu introduire le

---

<sup>60</sup> Ces ouvrages étaient en vente auprès du concierge de la Faculté.

<sup>61</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1718.

<sup>62</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1426, tableau du personnel de la faculté en 1813.

<sup>63</sup> On a conservé les thèses, de droit français et de droit romain (celle-ci en latin) rédigées par lui pour le concours ouvert pour cette chaire, en 1826, Bib. mun. de Dijon ms 1511 fol. 300-324.

## Dijon : la marque du doyen Proudhon

régime dotal en Bourgogne. Morelot a été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1844<sup>64</sup>.

Le suppléant Ladey fils, qui n'a rien publié, succède à Poncet dans la chaire de procédure, sans le remplacer. Il devient doyen à la suite de Morelot.

Le successeur de Proudhon dans sa chaire de code civil est Drevon, Franc-Comtois comme lui. Il a fait œuvre de romaniste avec une nouvelle édition du commentaire de Voet sur les *Pandectes* qui tient compte de la découverte des *Institutes* de Gaius<sup>65</sup>.

Bélimé, en 1837, puis Lacomme, en 1844, se succèdent dans la chaire de droit romain.

Il convient de mentionner enfin la création d'une chaire de droit commercial en 1830, dans laquelle est nommé titulaire Lorrain, et de celle de droit administratif en 1837, dont le premier titulaire, Denis Serrigny, a accompli une œuvre imposante, en droit administratif, mais aussi en droit constitutionnel et en droit romain<sup>66</sup>. L'un et l'autre avaient d'abord été suppléants.

François-Ferdinand Villequez (1822-1890), suppléant en 1846, est le premier à assurer à Dijon un cours d'histoire du droit. Il succède ensuite à Drevon dans la chaire de code civil de Proudhon, étant le troisième Franc-Comtois à l'occuper, et devient doyen en 1876..

Durant toute cette période, le recrutement des suppléants et des professeurs se fait au moyen de concours organisés par la Faculté, selon des modalités fixés par le statut de l'Université du 31 octobre 1809<sup>67</sup>. Les candidats, docteurs en droit ayant l'âge requis (25 ans pour les suppléants et 30 pour les professeurs, sauf dispense) doivent subir trois séries d'épreuves devant un jury présidé par l'inspecteur général et des professeurs et suppléants de la Faculté :

---

<sup>64</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1421, ordonnance royale du 28 avril 1844. La lettre du ministre qui annonce cette nomination mentionne les services rendus comme doyen et l'importance de son enseignement. Dossier LH /1935/39.

<sup>65</sup> A. DREVON, ed. Voet, *Commentarius ad Pandectas*, Paris, 1827-1829, 4 vol.

<sup>66</sup> M. TOUZEIL-DIVINA, *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public. La contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, Paris, 2007, p. 542-544.

<sup>67</sup> Statut sur l'organisation des concours pour les Facultés en général et pour les Facultés de droit en général, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.*, p. 237-245 (241-243 pour les Facultés de droit, articles 43 à 77), qui mentionne un premier règlement, non publié, du 18 avril 1809, repris dans ce statut. B. MATHIEU, *op. cit.*, p. 44-55. Certaines thèses sont conservées dans Bib. mun. de Dijon ms 1511.

-Une composition écrite (en latin pour le droit romain) en 6 heures, sur un sujet tiré au sort parmi trois donnés par le jury.

-Trois leçons orales d'une demi-heure, après une préparation de huit jours.

-Enfin, la rédaction et la soutenance de deux thèses, l'une de droit français, l'autre de droit romain (en latin), imprimées et distribuées aux membres du jury et aux concurrents trois jours avant l'acte public au cours duquel ceux-ci « argumenteront » contre le candidat.

Un arrêté du 21 décembre 1818 modifie la composition du jury, qui comprendra des magistrats des cours souveraines, des avocats anciens et des docteurs en droit à côté des professeurs. C'était là rétablir les relations avec les juristes des professions judiciaires qu'avait rompues la suppression du conseil de discipline et d'enseignement. Les modalités des concours sont modifiées en 1841, 1843 et 1850. Puis est institué le concours national d'agrégation, les agrégés remplaçant les suppléants.

Pour en terminer avec le corps enseignant de la Faculté, il convient de mentionner l'importante activité au barreau de plusieurs de ses membres. Poncet et Proudhon ont d'ailleurs été bâtonniers de l'Ordre des avocats de Dijon. Tous les ans, la Cour d'appel envoie au garde des sceaux une liste des magistrats et des avocats qui se sont distingués dans l'exercice de leur profession durant l'année. Pour 1824 et 1825, quatre professeurs (Poncet, Proudhon, Ladey et Morelot) figurent sur une liste de sept noms, limitée pour ne pas dévaluer cette récompense<sup>68</sup>. Nous savons que trois d'entre eux au moins ne négligeaient pas pour autant leurs étudiants, dont il convient de dire quelques mots pour achever cette contribution.

### *C - Le doyen, la Faculté et les étudiants*

L'effectif des étudiants varie de 83 à 240 et atteint un maximum en 1818-1820<sup>69</sup>. Il est donc très comparable à celui de l'ancienne Faculté. Nous devons tenir compte du nombre nettement plus réduit de Facultés de droit (douze dont neuf pour la France actuelle) créées en l'an XII par rapport aux 21 d'avant la Révolution<sup>70</sup>. On le constate aussi si l'on regarde l'origine

---

<sup>68</sup> Arch. dép. de Côte d'Or 2U 156, Registre des délibérations du Tribunal (puis Cour) d'appel séant à Dijon, p. 330 et 391bis. En 1816, le Barreau comptait une trentaine de membres.

<sup>69</sup> B. MATHIEU, *op. cit.*, p. 75-81 et annexes XI et XII p. 163 et 165, étudie de façon approfondie les effectifs et leur variation, qu'il tente d'expliquer.

<sup>70</sup> L'effectif des professions judiciaires a lui aussi diminué.

géographique des étudiants<sup>71</sup>. La plupart d'entre eux viennent de Côte d'Or et de Saône-et-Loire et, dans une moindre mesure, des trois départements comtois. L'absence de Faculté de droit à Besançon se faisait sentir. Cette ville n'avait d'ailleurs pas renoncé à en obtenir une et a effectué, sous la Restauration, des démarches pour cela. En 1820 le conseil municipal décide d'adresser encore « une humble adresse à Sa Majesté » et de profiter du passage du duc d'Angoulême dans la ville pour lui remettre une adresse. Ce texte est rédigé, on y rappelle les démarches déjà faites en 1815 auprès de la Commission d'instruction publique et l'accueil bienveillant du comte d'Artois en 1814. La municipalité bisontine insiste sur l'ancienneté beaucoup plus grande de sa Faculté, sur l'aptitude innée des Francs-Comtois pour la science du droit<sup>72</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai 1822, l'adjoint annonce le retour du maire, qui est député, avec « des espérances justement fondées »<sup>73</sup>, mais qui ne se sont pas réalisées. Il faut dire que Poncet avait rédigé une défense de Dijon contre cette demande « cent fois reproduite » de « l'éternelle rivale ». Si Besançon obtenait sa Faculté, ce serait la fin de celle de Dijon. La capitale comtoise, qui est riche, offre de tout prendre à sa charge, même le traitement des professeurs, alors que la ville de Dijon est « gueuse »<sup>74</sup>. Certains étudiants sont originaires de Lorraine, car Nancy n'a retrouvé ses Facultés que sous le Second Empire, grâce au baron Guerrier de Dumast, et d'autres de la région lyonnaise. Parmi ces derniers, selon le doyen E. Caillemer, les sérieux préféraient Dijon où les examens étaient plus rigoureux<sup>75</sup>.

Les étudiants étaient soumis à l'autorité ferme mais paternelle des professeurs et du doyen. Ce dernier a dû les défendre contre les pouvoirs publics lors de troubles à caractère politique durant la Restauration. Mais les

---

<sup>71</sup> Étudiée de manière très complète par B. MATHIEU, *op. cit.*, p. 82-85 et les tableaux et cartes des annexes XIII à XVI p. 166-176.

<sup>72</sup> Arch. mun. de Besançon 1D9\* fol. 188 (délibération du 9 mai 1820) et 194-195 (12 mai, approbation du texte de l'adresse). On peut y lire : « La science du droit est celle des Francs-Comtois, ils en apportent l'instinct en naissant... Si... les Bourguignons l'(ont) toujours emporté... en talents pour la littérature et l'éloquence, les Comtois en compensation reçurent de la nature et du travail un jugement solide et une aptitude merveilleuse aux sciences et notamment à celle de la législation ».

<sup>73</sup> Arch. mun. de Besançon 1D10 fol. 202 v°-203. Voir aussi fol. 121 v° (21 mai 1821).

<sup>74</sup> Bib. mun. de Dijon ms 1713 fol. 78-85 v° (1821) : pétition d'habitants de Dijon à la Chambre des députés, lettre de Poncet au maire...

<sup>75</sup> Faute de place, nous renvoyons sur cette question à B. MATHIEU, *op. cit.* p. 126-136.

choses n'ont jamais été bien graves à Dijon, à la différence de Paris ou de Grenoble, dont la Faculté a été supprimée puis rétablie<sup>76</sup>.

Les professeurs devaient contrôler l'assiduité, le travail et même l'attitude morale des étudiants. Ceci n'empêchait pas le doyen Proudhon, notamment, de se comporter comme un père ou plutôt un grand-père envers eux. Il leur prêtait, voire leur donnait de l'argent lorsqu'ils n'osaient pas en demander à leurs parents. Mais il restait attaché aux traditions, notamment à l'emploi du latin<sup>77</sup> pour les examens de droit romain et avait répondu à un candidat qui s'exprimait en français : « Cum de jure romano loquimur, gallicam linguam non cognosco ». Les autres professeurs ont entretenu, autant que l'on puisse le savoir, des relations cordiales avec leurs disciples, dont certains leur sont restés fidèles après leurs études.

Il est difficile de conclure cette esquisse des premiers temps de la Faculté de droit de Dijon, si ce n'est en soulevant une interrogation, à laquelle on ne pourrait apporter qu'une réponse bien aléatoire : quelle a pu être l'éventuelle originalité dijonnaise dans l'application d'un système d'enseignement conçu dans le cadre très contraignant d'une organisation aussi centralisée ? L'on peut invoquer la liberté d'esprit et la faculté d'adaptation de ceux qui ont rempli la tâche difficile de former de nouveaux juristes dans une France qui sortait des bouleversements de l'époque révolutionnaire et qui était désormais dotée d'un droit législatif codifié.

---

<sup>76</sup> B. MATHIEU, *op. cit.* p. 94-103.

<sup>77</sup> Cette règle est restée en vigueur jusqu'en 1840, A. de BEAUCHAMP, *op. cit.* p. 146, note.

## À L'ORIGINE DE LA FACULTE DE DROIT DE LYON, UNE ECOLE LIBRE HORS NORME

par Nicole Dockès,  
professeur émérite à l'Université Jean Moulin Lyon III

La fondation d'une Faculté de droit à Lyon en 1875 ne fut pas chose facile. Lors de la création des Ecoles de droit sous le Consulat<sup>1</sup>, Lyon, deuxième ville de France, industrielle et commerçante, siège d'une juridiction d'appel et de tribunaux actifs, comme Marseille, avait été écartée sous l'officiel prétexte d'éviter aux juristes la corruption par l'esprit mercantile. À cette époque cependant, elle accueillit une Faculté de théologie, un peu somnolente car non légitime aux yeux du Saint Siège, ainsi qu'une Faculté des sciences et une Faculté des lettres guère plus animées, chargées de délivrer les baccalauréats ; celles-ci furent même supprimées momentanément sous la Restauration. Favorisée par la présence d'excellents hôpitaux, une Ecole de médecine fonctionna dès 1820, sans avoir le droit de délivrer des diplômes que ses élèves allaient chercher à Paris, Strasbourg ou Montpellier. Jusqu'à la III<sup>e</sup> République, Lyon dut se contenter de ses Facultés académiques et ne put obtenir de Facultés professionnelles de médecine, pharmacie et droit. Pour se former les juristes lyonnais s'expatriaient, la plupart à Paris, d'autres à Grenoble ou à Dijon<sup>2</sup>.

Quelques demandes furent présentées au ministre soit pour professer un cours public, soit même pour ouvrir une école de droit, souvent en vain.

---

<sup>1</sup> Ces écoles prendront le titre officiel de « Facultés » avec la loi organique du 10 mai 1806, mais on continuera longtemps à les désigner sous le nom d'Ecoles.

<sup>2</sup> Il est vrai qu'il y avait peu de tradition universitaire à Lyon, voir Christian LAURANSON-ROSAZ et David DEROUSSIN, « L'enseignement du droit à Lyon : rappel historique » in Hugues FULCHIRON (dir.), *La Faculté de droit de Lyon : 130 ans d'histoire*, Éd. lyon. d'art et d'hist., 2006, p. 15-20 et p. 20-26.

Cependant le droit commercial fit l'objet de requêtes répétées et fut assez régulièrement enseigné dans une chaire municipale<sup>3</sup>. Financée par la Chambre de commerce, à l'initiative d'un groupe de Lyonnais passionnés par cette nouvelle science, en 1864, s'ouvrit une autre chaire consacrée à l'économie politique et confiée à un professeur de Genève, Henri Dameth. Le succès fut immédiat. L'économie politique était à la mode. La même année, le libéral Victor Duruy restaura la chaire d'économie industrielle au Conservatoire des arts et métiers et créa une chaire d'économie politique à la Faculté de droit de Paris. À cette occasion, il cita Lyon en exemple et émit le vœu que « chaque grande ville de commerce et d'industrie (tienne) à honneur et à profit d'imiter Lyon »<sup>4</sup>.

De toutes façons, deux chaires financées par les instances locales ne comblèrent pas les attentes des Lyonnais, notamment celles du barreau, de la magistrature et du Conseil académique. Déjà, en juin 1846, deux jeunes avocats, Victor Didier et Lucien Brun, avaient publié un mémoire sur la nécessité d'une Faculté de droit à Lyon. Mais le pouvoir n'avait guère été à l'écoute des prétentions de cette grande ville ouvrière, turbulente, dont les révoltes de 1831 et 1834 avaient troublé les premières années du règne. Lyon ne se résigna pas. À la fin du second Empire, l'espoir revint avec la création de nouvelles Facultés de droit<sup>5</sup>. En 1866, une pétition réunit dans le Rhône et les départements voisins des milliers de signatures pour en demander une à Lyon. Le Conseil municipal grenoblois fut alerté et protesta. Menée par un jeune professeur de code Napoléon, Exupère Caillemier, une virulente campagne de presse alarma l'opinion publique<sup>6</sup>. L'idée fut abandonnée.

À Lyon, en dépit des réticences du pouvoir, le besoin d'un enseignement du droit était réel. Après l'échec de 1866, des cours libres de droit se mirent en place et fonctionnèrent jusqu'en 1875, date la création de

---

<sup>3</sup> Ainsi le cours de J. Bellay à la fin de la Restauration, et surtout celui de Frédéric Ozanam en 1839, repris l'année suivante par Dattas, encore assuré par Valois à la fin du second Empire Arch. nat. F/17/6667, Arch. dép. Rhône. T 376.

<sup>4</sup> Rapport et arrêté du 17 septembre 1864, A. de BEAUCHAMP, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur...*, Delalain, 1882, t. 2, p. 657.

<sup>5</sup> Création de la Faculté de droit de Nancy le 9 janvier 1864, de Douai le 28 avril 1865, puis de Bordeaux le 15 décembre 1870.

<sup>6</sup> Paul WEISBUCH, *La Faculté de droit de Grenoble (An XII-1896)*, Th. droit Grenoble, 1974, p. 123 et s. Ironie de l'histoire, ce même Exupère Caillemier devint le doyen fondateur de la Faculté de droit de Lyon en 1875 et le conserva jusqu'à sa retraite en 1908. Sur ces premiers enseignements et ces espoirs déçus, voir Nicole DOCKES-LALLEMENT, « La fondation de la Faculté de droit de Lyon » in H. FULCHIRON, *op. cit.*, p. 27 et s. et *La Faculté de droit de Lyon. 130 ans d'histoire*, *op. cit.*



## Lyon : une école libre hors norme

la Faculté de droit de Lyon à laquelle ils ouvrirent le chemin<sup>7</sup>. Ces cours commencèrent à l'initiative d'un professeur de comptabilité, mais très vite les avocats, seuls capables de les assumer, préférèrent les organiser eux-mêmes. Ils se heurtèrent à de multiples problèmes administratifs<sup>8</sup>. La liberté n'était pas la règle dans l'enseignement supérieur, même si Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction publique, manifesta une certaine tolérance. Les textes étaient formels ; pour organiser des cours d'enseignement supérieur, il fallait obtenir une autorisation ministérielle, première étape qui se révéla plus facile pour des membres du barreau que pour un simple particulier, même honorable (I). Ensuite, pour présenter les examens officiels de droit, chaque étudiant était supposé avoir été assidu aux cours d'une Faculté et s'y être inscrit régulièrement. Afin de compter dans leurs effectifs ces Lyonnais non résidents, les Facultés leur octroyèrent des dispenses d'assiduité, et même d'inscription, que Paris condamna. Les doyens étaient de bons juristes et la guerre des attendus secoua le ministère qui douta jusqu'au bout de la validité des dispenses (II).

### I - Une école libre soumise à autorisation

L'école de droit qui apparut à Lyon en 1867 et se consolida en 1868 avec la mainmise des avocats sur son organisation, conserva toujours un caractère provisoire ; chaque année, elle pouvait être remise en question et demeurait suspendue à un arrêté ministériel. En effet, si les cours publics libres de niveau primaire ou secondaire s'ouvraient sous le contrôle du maire, du recteur et du conseil académique, ceux d'enseignement supérieur, c'est-à-dire ceux qui apportaient « une culture générale de l'intelligence », relevaient du seul ministre de l'Instruction publique qui décidait après avis du préfet et du recteur<sup>9</sup>. Malgré les mises en garde de ses services et de

---

<sup>7</sup> À Lyon, après l'autorisation des premiers cours libres de droit, le conseil académique se félicita de leur existence qui permettait « d'attendre la Faculté dont on désirait la création » ; cette opinion insérée dans le procès-verbal de la séance du 26 novembre 1868 fit l'objet d'un rappel à l'ordre adressé au recteur par le ministre, *Lettre* du 16 janv. 1869, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>8</sup> Sur le contenu des cours et des programmes ainsi que sur le recrutement des enseignants, voir Nicole DOCKES-LALLEMENT, *op. cit.*, p. 33-34 et *La Faculté de droit de Lyon...* (à paraître).

<sup>9</sup> *Instruction sur les cours publics libres* du 23 janvier 1865 de Victor Duruy, BEAUCHAMP, *op. cit.*, t. 2, p. 676-7 qui renvoie pour les enseignements primaire et secondaire à l'art. 77 de la loi du 15 mars 1850, *ibid.* p. 104-105 ; pour l'enseignement supérieur, à l'art. 54 du décret organique du 17 mars 1808, *ibid.* t. 1, p. 179. Avec la loi du 12 juillet 1875, la Troisième République supprima cette

l'inspecteur général Charles Giraud<sup>10</sup>, Victor Duruy céda aux requêtes des autorités locales et accorda son autorisation. Lancée par le directeur d'une petite école libre de commerce, la première expérience confinée au domicile de son responsable fut limitée ; récupérée par les avocats, mieux ancrée dans la ville, la suivante s'avéra plus pérenne.

### *D'une école à domicile*

En 1867, l'idée vint à un professeur de La Martinière<sup>11</sup>, Claude Fleury, directeur d'une petite école libre de commerce, de créer de vrais cours de droit. Dès le mois d'août 1867, il distribua des prospectus avec comme entête « École préparatoire aux examens des écoles de droit » et annonça que les cours se dérouleraient à son domicile<sup>12</sup> et que les élèves n'auraient à se déplacer vers une Faculté que pour les inscriptions et les examens.

Cette création posa plusieurs problèmes aggravés par un certain désordre du ministère de l'Instruction publique qui prétendit avoir égaré des dossiers<sup>13</sup> et hésita sur l'attitude à prendre.

La réaction lyonnaise fut plutôt positive, la presse locale se félicita de cette initiative privée qui palliait les efforts « stériles » de l'État<sup>14</sup>. À la requête du recteur, Claude Fleury s'adressa au ministère pour obtenir

---

autorisation préalable ; le recteur de Lyon dut l'expliquer, *Lettre* du 21 oct. 1875, Arch. dép. Rhône T 376.

<sup>10</sup> Charles Giraud (1802 –1881), agrégé, puis professeur à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, ensuite inspecteur général. Ministre de l'Instruction publique à deux reprises en 1851, il démissionna le 2 décembre 1851. Il fut à nouveau nommé inspecteur général de l'enseignement supérieur d'abord pour les Lettres (1852-1861), puis pour le droit (1861-1881). Arch. nat. F/17/11655 et F/17/22886 ; voir aussi Jacques BOUINEAU, « Charles Giraud (1802-1881) », *Rev. d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1999, n° 20, p. 121-145 ; Alain LAQUIÈZE, « L'inspection générale des Facultés de droit dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle 1852-1888 », *Rev. d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1989, n° 9, p. 7 et p. 17-20 ; Guy CAPLAT (dir.), *Les inspecteurs généraux – Dictionnaire biographique 1802-1914*, éd. du CNRS, 1986, t. 1, p. 379-381 ; J. CABASSOL, *Charles Giraud – Essai sur sa vie et ses œuvres*, Paul Roubaud, 1924 ; Ernest Désiré GLASSON, *Notice sur la vie et les travaux de M. Charles Giraud*, Alphonse Picard, 1890.

<sup>11</sup> École professionnelle fondée avec le legs laissé au début du XIX<sup>e</sup> siècle à la ville de Lyon par un généreux philanthrope, le major Martin.

<sup>12</sup> En plein centre-ville, 42, rue Impériale (actuelle rue de la République) ; voir ce prospectus publicitaire dans le dossier Fleury, Arch. nat. F/17/6667.

<sup>13</sup> *Notes* du 29 oct. 1867, des 7 et 8 nov. 1867, Arch. nat. F/17/6667.

<sup>14</sup> *Le Progrès*, 11 oct. 1867.

## Lyon : une école libre hors norme

l'autorisation d'ouvrir cet enseignement. Sa demande était simple ; elle portait sur les programmes de droit romain et de droit civil de 1<sup>e</sup> année avec deux professeurs, un avocat, Louis Andrieux dont nous parlerons plus loin, et un avoué, Archambault<sup>15</sup>. Ils s'adresseraient à des clerks de notaires et d'avoués qui, retenus par leur travail, ne pouvaient aller dans des Facultés lointaines. Le recteur et le préfet donnèrent des avis favorables, signalant que l'auteur de la requête et les professeurs pressentis étaient honorables<sup>16</sup>.

Charles Giraud, inspecteur général pour les Facultés de droit, fut consulté par le ministre ; il se fit prier et tarda à répondre. Finalement, Victor Duruy n'arriva à récupérer son avis qu'en mars 1868 et les cours étaient commencés depuis longtemps. Cette réponse tant attendue fut toute de subtilité. Charles Giraud signala que, même si à Paris il en était autrement<sup>17</sup>, dans les Facultés de droit de département, l'assiduité était la règle. Aussi, préférait-il que l'autorisation ne fût pas donnée et terminait en préconisant d'ignorer la requête<sup>18</sup>.

Fleury cependant tenait à obtenir cette autorisation et délégua deux fois son fils, architecte à Paris, pour relancer le ministère. Finalement, contre l'avis de Giraud, Victor Duruy opta pour une décision libérale et ordonna d'accorder l'autorisation. Sur une note manuscrite, il justifia sa décision : « beaucoup de jeunes gens passent les examens sans suivre les cours, Faut-il ou non les priver d'une préparation utile ? c'est la vraie question dans cette affaire » mais Fleury fut averti que, d'une part l'obligation d'assiduité pesait sur les étudiants qui voulaient présenter les examens, comme nous le verrons plus loin, que, d'autre part, l'autorisation donnée le 15 juin 1868 (!) était provisoire et n'était valable que pour l'année 1867-1868<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup> Ce n'était pas exactement ce qu'il avait promis au préfet dans une lettre du 26 octobre où il s'engageait à s'entourer de professeurs docteurs en droit et membres du barreau, Arch. dép. Rhône T 376.

<sup>16</sup> *Demande* du 21 oct. 1867, en application de l'*Instruction* du 23 janv. 1865 citée *supra* n. 9, qui intervient plus de deux mois après la distribution des prospectus ; *avis* favorables du préfet, puis du recteur ; envoi au ministre le 28 oct., Arch. nat. F/17/6667.

<sup>17</sup> À Paris, « par un motif de haute police... on ne fait pas l'appel ».

<sup>18</sup> À Amiens, une école semblable n'avait jamais reçu l'autorisation et s'en était toujours passée, *Rapport* de Charles Giraud du 15 fév. 1868, Arch. nat. F/17/6667. Demandé le 16 nov. 1867, ce rapport fut réclamé le 5 fév. et le 16 mars ; pourtant il était déjà arrivé et commenté le 24 février.

<sup>19</sup> *Lettre* du préfet au ministre du 7 mars, visites de Claudius Ferry les 20 mars et 5 juin, *Notes* 27 mai-15 juin, *Lettre* de Fleury au ministre avec son accord du 30 juin, Arch. nat. F/17/6667.

Encouragé par cette autorisation, si tardive fût-elle, Fleury s'empessa d'en demander une nouvelle pour continuer ses cours de droit l'année suivante. Dans un premier temps, il la sollicita pour la seule 1<sup>e</sup> année, tout en distribuant des programmes proposant des enseignements dans les trois années de licence pour l'année 1868-1869 ; au début du mois d'août, il crut pouvoir solliciter l'autorisation pour les cours de 2<sup>e</sup> année<sup>20</sup>. Or, il se heurta à des obstacles qui ne venaient plus cette fois des autorités parisiennes mais du barreau lyonnais au sein duquel il avait espéré recruter ses maîtres.

### À l'école du Palais

Parmi les enseignants recrutés par Fleury la première année, figurait Louis Andrieux, jeune et bouillant avocat, au tempérament vif et entreprenant<sup>21</sup>. Fin juin 1868, lorsqu'il avait reçu, par lettre de son « directeur », un rappel à l'exactitude et à l'assiduité, il s'était fâché et avait immédiatement donné sa démission<sup>22</sup>. La plupart des élèves l'avaient suivi (cinq sur les sept inscrits) ; seuls deux d'entre eux terminèrent leur année dans l'école de Fleury<sup>23</sup>.

Dynamique, Louis Andrieux entraîna avec lui le conseil de l'Ordre. Celui-ci invoqua la dignité et l'indépendance des avocats pour interdire aux

---

<sup>20</sup> Demande pour la 1<sup>e</sup> année du 30 juin 1868, autorisation ministérielle par arrêté du 20 juil., demande d'autorisation pour la 2<sup>e</sup> année du 11 août ; prospectus publicitaire distribué en août, lettres du rectorat au préfet du 24 juil., du 26 août, du 3 oct. et du 20 oct. 1868, Arch. nat. F/17/ 6643 et Arch. dép. Rhône T 376.

<sup>21</sup> Louis Andrieux (1840-1931), libre penseur, démocrate, emprisonné à la fin du second Empire, fut libéré lorsque Lyon proclama la République. Ensuite, il devint conseiller municipal et procureur de la République ; il fut l'un de ceux qui rétablirent l'ordre au moment des insurrections d'avril 1871. On lui doit un livre sur cette époque mouvementée : *La Commune à Lyon en 1870 et 1871*, Perrin, 1906 ; « rebelle par tempérament à toute discipline de groupe », il eut une longue carrière politique ; député du Rhône en 1876, préfet de police de Paris (1879-1881), puis à nouveau député du Rhône jusqu'en 1885, ensuite député des Basses-Alpes (1885-1889 et 1910-1924) et avocat au barreau de Paris. Il prit encore le temps de soutenir, à 87 ans, une thèse de lettres sur Pierre Gassendi ; voir ROBERT et COGNY, *op. cit.*, t. 1, p. 66 et s. ; J. JOLLY, *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, t. 1, p. 377 et s. N'oublions pas ce qui n'apparaît pas dans sa biographie de parlementaire, il fut le père de Louis Aragon, Maurice MOUTHIER, *Un aventurier du XIX<sup>e</sup> siècle - Louis Andrieux et les deux Aragon*, Aléas, 2007. Sur Louis Andrieux, avocat à Lyon, Catherine FILLON, *op. cit.*, p. 18 et p. 50.

<sup>22</sup> Le rappel à l'ordre de Claude Fleury est du 22 juin, la démission d'Andrieux du 23 juin, *Lettre* de Cl. Fleury au ministre du 11 août 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>23</sup> Il s'agit d'Émile Missol et Claude Barruel qui réussirent fort bien leurs examens, *Lettre* de Cl. Fleury au ministre du 23 août 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

membres du barreau de Lyon de professer sous les ordres de quelqu'un qui les traitait comme des pions, qui n'avait « ni l'intelligence, ni la capacité voulue pour diriger » le noble enseignement du droit. Les avocats qui avaient été retenus pour enseigner l'année suivante s'excusèrent et abandonnèrent<sup>24</sup>. Les autorisations obtenues par Fleury devinrent caduques car les professeurs présentés avaient démissionné. Il en chercha de nouveaux et la mansuétude ministérielle faiblit. Il avait perdu en partie le soutien des autorités lyonnaises. Le préfet Henri Chevreau<sup>25</sup> qui, dans un premier temps, avait donné sur lui un avis favorable, l'estimant « intelligent et pratique », quelques mois plus tard écrivit que l'enseignement du droit ne pouvait être confié à un homme à l'esprit mercantile, à « un professeur d'écritures s'occupant de tenue de livres ». Au ministère, le directeur du premier bureau s'irrita un peu ; il nota que les avis du préfet n'étaient guère fiables<sup>26</sup>. Il ne faut pas trop s'étonner de ce revirement préfectoral. Grâce à sa force de conviction, à peine plus d'un mois après sa démission, Louis Andrieux, avait organisé d'autres cours libres de droit, plus ambitieux et prestigieux que ceux de Claude Fleury.

Après le conflit qui dressa l'un des siens contre Claude Fleury, le barreau lyonnais estima qu'il devait prendre en charge la formation des futurs juristes lyonnais. Cette idée séduisit la magistrature. Rapidement un projet fut monté, avec plus d'envergure que n'en avait eu Fleury. Les trois années de licence furent préparées, des professeurs pressentis pour chaque niveau. Le premier président offrit des salles d'audience du prestigieux Palais de justice, celles de police correctionnelle et des référés, comme lieux de cours. Construit par Victor Baltard en 1847, le Palais de justice de Lyon, le palais aux vingt-quatre colonnes, présentait un cadre plus glorieux et plus accueillant que le pensionnat de Claude Fleury ; on pouvait ambitionner d'atteindre un public nombreux. On fit valoir que ces cours de droit seraient ouverts à tous, notamment à des auditeurs libres. Le préfet et le recteur virent avec faveur cette nouvelle proposition, patronnée par le premier président de la Cour impériale et le conseil de l'Ordre<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> *Lettres* de démission de C. Brouchoud du 16 août 1868 et de H. Vachon du 17 août 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>25</sup> Henri Chevreau (1823-1903), préfet d'abord en Ardèche dès 1849, puis dans le Rhône (1864-70), enfin dans la Seine (1870), fut aussi sénateur et le dernier ministre de l'Intérieur du Second Empire, ensuite brièvement député de l'Ardèche (1885-6) ; Robert et Cogny, *op. cit.*, t. 2, p. 96.

<sup>26</sup> *Lettres* du préfet au ministre du 7 mars 1868 et du 23 sept. 1868 ; *Note* pour le ministre, 25 sept. 1868, Arch. dép. Rhône T 376, Arch. nat. F/17/6667.

<sup>27</sup> *Rapports* du préfet et du recteur du 16 juillet 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

Fort de son antériorité, Fleury qui venait de recevoir son autorisation ministérielle pour l'année 1868-1869, essaya de dénigrer cette initiative concurrente ; il écrivit au préfet, puis adressa au ministre une missive du même genre. Il dénonça les idées avancées et les convictions de libre penseur de Louis Andrieux et affirma que le conseil de l'Ordre était « en assez grande partie démocrate »<sup>28</sup>. Paris vérifia ses allégations auprès du préfet ; celui-ci, nous l'avons vu, avait déjà fait son choix ; il rassura le ministre. Selon ses informations, toutes les opinions cohabitaient au barreau, on y trouvait des démocrates comme des légitimistes mais la grande majorité était dévouée au gouvernement. Le conseil de l'Ordre avait décidé souverainement, les avocats l'avaient accepté, il approuvait cette décision sur laquelle il n'avait d'ailleurs pas à intervenir<sup>29</sup>.

Sans doute les inquiétudes ministérielles parvinrent-elles jusqu'au barreau. Pour éviter de donner une teinte trop républicaine aux futurs cours de droit, la direction en fut confiée à un avocat plus âgé et moins engagé que le fougueux Louis Andrieux, Paul Rougier<sup>30</sup>. Fils d'un médecin connu, bien inséré dans le milieu lyonnais, fondateur et vice-président de la toute jeune *Société d'économie politique de Lyon*, rédacteur en chef du *Moniteur judiciaire* lyonnais, il avait collaboré à la publication de la *Jurisprudence de la Cour de Lyon* et rédigé des ouvrages qui avaient rencontré un succès d'estime parmi lesquels un gros travail sur les sociétés de secours mutuel. Sa curiosité intellectuelle et son intérêt pour l'économie sociale lyonnaise le désignèrent pour cette nouvelle responsabilité.

Pour ces cours libres protégés par le premier président Alphonse Gilardin<sup>31</sup> avec l'aide du président du tribunal civil Cuniac, par le recteur Louis de La Saussaye et par le préfet Henri Chevreau, l'autorisation ministérielle ne se fit pas attendre. Ce que l'on avait accordé à Fleury ne pouvait leur être refusé. Dès le 8 août, l'autorisation fut expédiée<sup>32</sup> et l'on

---

<sup>28</sup> *Lettres* de Claude Fleury au ministre, 11 août et 23 août 1868, Arch. nat. F/17/6667 ; sur la présence de républicains parmi les futurs professeurs *supra* n. 21 et *infra* n. 73.

<sup>29</sup> *Lettre* du préfet au ministre du 23 sept. 1868 citée *supra* n. 26.

<sup>30</sup> Sur Paul Rougier (1826-1901), qui deviendra plus tard titulaire sur la chaire d'économie politique à la Faculté de droit de Lyon, voir Nicole DOCKES-LALLEMENT, *La Faculté de droit de Lyon ..., à paraître*.

<sup>31</sup> M. DESCHELETTE, « Un grand magistrat : Jean-Alphonse Gilardin 1805-1875, premier président à la Cour de Lyon, puis premier président à la Cour de cassation en 1869 », *Le Bugey*, 1973, 65<sup>e</sup> année, fasc. 60, p. 586-594.

<sup>32</sup> Demande d'autorisation rédigée par Paul Rougier et signée des cinq futurs enseignants, Louis Andrieux, Auguste Dubreuil, Ed. de Villeneuve (ces deux

## Lyon : une école libre hors norme

put commencer à organiser les enseignements pour la rentrée. Les cours du Palais connurent un succès rapide et firent une concurrence redoutable aux projets de Fleury. Comme l'avait prédit le préfet, après la désertion des avocats, l'entreprise de ce dernier ne supporta pas la comparaison avec l'ensemble de conférences prononcées par des membres du barreau, voire du conseil de l'ordre. La presse lyonnaise aussi conseilla aux familles d'abandonner Fleury et de s'inscrire de préférence aux leçons organisées par les avocats<sup>33</sup>.

Aux autorités parisiennes, Rougier avait affirmé ne pas chercher à fonder une école, mais simplement expliquer les lois, sans « préoccupation politique ou religieuse ». En pratique, à Lyon, pour ce cycle de conférences qui couvrait les principales matières des trois années de licence, on finit par parler d'école. Cette Petite école ou École du Palais, dans la mesure où les cours se déroulèrent dans l'enceinte du Palais de justice, répondait à un tel besoin qu'elle fut rapidement intégrée dans la vie lyonnaise. Rougier en devint le « directeur », l'administration installée dans les locaux du *Moniteur judiciaire* dont il était le rédacteur en chef eut même un « secrétaire de l'École libre de droit » ; cette institutionnalisation des cours sous la forme d'une école libre de droit irrita le ministère qui craignait une rivalité avec les Facultés d'État<sup>34</sup>.

Il est vrai que nombre des élèves de cette école autorisée envisagèrent de conquérir des diplômes nationaux. Or, en principe, dans les Facultés de droit de province, pour être autorisés à présenter les examens, les élèves étaient astreints à des obligations assez strictes de présence et d'inscriptions. Les Facultés concernées en exigeraient-elles le respect ? Serait-il possible d'obtenir des dispenses ? Et dans l'affirmative, à quelles conditions ? Sur place, on s'efforça de trouver des aménagements, mais ils entraient en contradiction avec les textes et les directives ministérielles.

---

derniers sont de futurs bâtonniers), Jules Rambaud, Édouard Millaud, déposée le 12 juil. 1868 ; avis très favorables du préfet et de l'inspecteur d'académie Aubin (pour le recteur en congé) du 16 juil, du directeur du premier bureau du 21 juil. ; autorisation du 8 août, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>33</sup> Lettre du préfet du 23 sept. 1868, citée *supra* n. 26. Fleury réclama un droit de réponse que *Le Progrès* lui accorda facilement mais en y ajoutant un commentaire au vitriol, *Le Progrès* 18 sept. et 5 oct. 1868.

<sup>34</sup> Arrêté préfectoral du 24 oct. 1870 (voir *infra* n. 71), Lettre du recteur L. de La Saussaye qui cite « l'école libre » du 9 juil. 1871 ; Note de Du Mesnil à Jules Simon du 1<sup>er</sup> sept. 1871 « ce que l'on appelle déjà l'École de droit », Arch. nat. F/17/6643.

## II - Une autorisation source de conflits de droits

Lorsque les autorités lyonnaises encouragèrent la création de cours libres de droit à Lyon, toutes, y compris le recteur Louis de La Saussaye, voulurent ignorer les problèmes éventuels. Tout le monde se laissa convaincre par l'enthousiasme des jeunes avocats et l'autorisation ministérielle sembla apporter une consécration qui lèverait les futurs obstacles. Sans doute, s'ils n'avaient pas été très nombreux et si l'on s'était contenté d'accorder des dispenses d'assiduité dans le calme des secrétariats, les jeunes Lyonnais auraient-ils bénéficié d'une indulgence tacite. Les circonstances ne le permirent pas. Dès la première année de fonctionnement des cours libres au Palais de justice, plus de soixante élèves les suivirent ; les effectifs atteignirent vite une centaine, chiffre important pour l'époque<sup>35</sup>. Le nombre des dispenses ne put passer inaperçu et devint une question embarrassante que les ministres de l'Instruction publique acceptèrent, avec difficulté, de résoudre par l'indulgence.

### *L'abus des dispenses ou la « course ambitieuse »*

Deux obligations principales pesaient sur les jeunes gens qui voulaient présenter les examens de droit, l'obligation d'assiduité contrôlée par des appels réguliers et reconnue par des certificats d'assiduité, et l'obligation de s'inscrire en personne sur des registres spécifiques quatre fois l'an<sup>36</sup>. Elles allaient se révéler peu adaptées à la situation nouvelle créée à Lyon. Comme l'avait prédit Charles Giraud, l'existence de cours libres de droit calqués sur les programmes officiels des Facultés et autorisés par le ministre, généra des contradictions qui mirent dans l'embarras les recteurs et le ministère.

Suivant les règlements, les dispenses d'assiduité et, *a fortiori*, d'inscription ne pouvaient être qu'exceptionnelles et motivées. La première, l'obligation d'assiduité, était assez contraignante. Depuis la circulaire très restrictive du 20 décembre 1864 envoyée par Victor Duruy, les recteurs ne pouvaient accorder une dispense qu'à une seule catégorie : les titulaires d'un emploi dans une administration publique<sup>37</sup>. Dans la pratique,

---

<sup>35</sup> Grenoble à la même époque n'avait pas plus de deux cents étudiants.

<sup>36</sup> Décret du 4<sup>e</sup> jour complémentaire an XII (21 sept. 1804), art. 27 ; Ord. du 5 juil. 1820, art. 11, 14 et 15, Statut du 9 avril 1825, art. 1 et s., BEAUCHAMP, *op. cit.*, t. 1, p. 145, 441, 521-2.

<sup>37</sup> La circulaire du 20 décembre 1864 ne prévoyait qu'un autre cas de dispense : celui des enfants de diplomates résidant à l'étranger mais ceux-ci devaient s'adresser directement au ministre, *Circulaires et instructions officielles relatives à l'instruction publique*, t. 6 1863-1869, Delalain, 1870.



## Lyon : une école libre hors norme

jusqu'alors, les Lyonnais qui désiraient obtenir des diplômes de droit sans quitter leur ville avaient suivi différentes méthodes ; certains s'inscrivaient à Paris où la présence n'était pas contrôlée ; d'autres obtenaient une dispense d'assiduité auprès des recteurs de Grenoble ou de Dijon en arguant d'emploi dans la fonction publique le cas échéant, ou d'une « situation équivalente », c'est-à-dire un travail chez un officier ministériel. Il faut reconnaître que, parfois, cela recouvrait des emplois quasi fictifs ; un avoué, un notaire ou un avocat, ami de la famille, pouvait accepter de délivrer un certificat de complaisance, d'où la circulaire de 1864.

La seconde obligation, celle de s'inscrire en personne quatre fois par an, semblait plus facile à respecter ; il suffisait de se déplacer au début de chaque trimestre, pour aller signer les registres ouverts pendant quinze jours. Cependant, ces quatre voyages effectués uniquement pour cette formalité apparaissaient spécieux pour les non assidus.

Avant l'établissement des cours libres, à Dijon, ville plus éloignée de Lyon que Grenoble, les autorités semblent avoir pratiqué une politique permissive. Les jeunes Lyonnais y étaient facilement dispensés d'assiduité et même admis à prendre leurs inscriptions sans déplacement. Le recteur de Grenoble témoigna qu'on lui avait souvent demandé d'en faire autant en lui affirmant qu'on le faisait ailleurs, il avait même questionné le ministère en 1866 pour savoir si les élèves dispensés d'assiduité étaient obligés de faire un déplacement trimestriel uniquement pour s'inscrire ; la réponse ministérielle avait été catégorique : « les inscriptions doivent être prises en personne » ; Grenoble avait obéi<sup>38</sup>. De même, on y appliquait la circulaire de 1864 et n'admettait comme excuse d'assiduité que l'emploi dans un service public<sup>39</sup>. Avec l'organisation des cours libres, cette différence de politique entre les deux Facultés voisines de Lyon fut à l'origine d'une polémique. L'affaire prit de l'ampleur dans la mesure où le doyen de Dijon s'emporta non seulement contre son confrère de Grenoble mais aussi contre son propre recteur.

Dès les premiers prospectus distribués par Claude Fleury en août 1867, l'obligation d'assiduité semblait levée : « les élèves pourront se préparer à Lyon et ne seront obligés de quitter la ville que pour aller prendre leurs inscriptions et subir leurs examens soit à Grenoble, soit à Dijon, soit à Paris ». Ainsi l'entendit l'opinion publique lyonnaise convaincue par cette

---

<sup>38</sup> *Lettres* du recteur Courtade au ministre du 12 déc. 1866 et du 26 déc. 1868, *Lettre* du ministère au recteur Courtade du 28 janv. 1867, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>39</sup> *Rapport* du doyen Burdet au recteur Courtade du 18 déc. 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

publicité et par les annonces commentées parues dans la presse. Comme il a été noté plus haut, Victor Duruy demeura prudent et fit notifier à Fleury que l'assiduité était la règle, que ses élèves pouvaient être désavoués par les Facultés et que « dans ce cas (il) serait obligé de faire respecter les règlements » Il exigea que disparaisse de ses prospectus la promesse que ses élèves pourraient présenter les examens devant les Facultés de droit ; il fut obéi<sup>40</sup>.

On comprend pourquoi, dans leur demande d'autorisation, Rougier et ses confrères annoncèrent qu'ils s'adressaient essentiellement aux jeunes gens qui n'ambitionnaient pas de grades universitaires<sup>41</sup>. Cette intention, qu'elle eût été sincère ou non, fut vite déjouée par les faits. Avant même l'ouverture des cours, on s'aperçut que ce projet attirait de nombreux élèves souhaitant obtenir des diplômes d'État et désireux de connaître dans quelle mesure ils seraient admis à présenter les examens. Le succès immédiat des cours libres conduisit à chercher des solutions. À cette époque, la Faculté de droit de Dijon était dirigée par un doyen plein d'ambition. Excellent juriste, Denis Serrigny avait une personnalité affirmée, à l'origine de quelques esclandres dans sa propre Faculté<sup>42</sup>. Avec les cours libres de droit à Lyon, il comprit que se trouvait là une occasion d'obtenir un nouveau contingent d'inscriptions et d'examens, donc d'assurer une meilleure notoriété à son établissement, ainsi que le montant des droits, c'est-à-dire des ressources supplémentaires pour sa caisse et ses professeurs<sup>43</sup>. Afin d'attirer ces

<sup>40</sup> *Prospectus* de Fleury, *supra* n. 12, *Note* du 2 juin 1868 de Victor Duruy, *supra* n. 19.

<sup>41</sup> *Lettre* du 12 juil. 1868, *supra* n. 32.

<sup>42</sup> Il avait eu un conflit avec le doyen Morelot, puis, en 1865, déçu de ne pas être choisi comme doyen, avait manifesté son mécontentement ; finalement, le décanat lui avait été attribué le 14 août 1867. Ressuscitant un ancien texte, il s'était empressé de distribuer les excédents de son budget en supplément de traitements ; le ministère avait protesté, il plaida, *infra* n. 54 et 76, Pierre BODINEAU, « Quand les professeurs dijonnais vont au contentieux », *M.S.H.D.B.*, 2000, t. 57, p. 185-196. Sur Denis Serrigny (1800-1876), voir Arch. nat. F/17/21723 et Paul GORCY, *Notice sur Denis Serrigny*, Juristoria Paris XII, [www.juristoria.com/resources/Serrigny.pdf](http://www.juristoria.com/resources/Serrigny.pdf). Il contribua par sa connaissance de la jurisprudence du Conseil d'État à la formation du droit administratif, François BURDEAU, *Histoire du droit administratif*, P.U.F., 1995 le cite à maintes reprises.

<sup>43</sup> Une partie du traitement était fixe et payée sur les fonds d'État ; l'autre était éventuelle et dépendait des droits d'inscriptions, d'examens et de diplômes, loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804), art. 27, 57 et 58, décret du 4<sup>e</sup> jour complémentaire an XII (21 sept. 1804), BEAUCHAMP, *op. cit.*, t. 1, p. 137, 145, 147. Les tarifs avaient été augmentés par le décret du 22 août 1854 ; entre les inscriptions, les examens, les certificats, les thèses et les diplômes des quatre années,

## Lyon : une école libre hors norme

éventuels étudiants, il offrit une dispense globale aux futurs élèves de la Petite école lyonnaise non seulement de l'assiduité (comment faire autrement ?), mais encore de venir prendre en personne leurs inscriptions à Dijon ; il suggéra une procédure assouplie avec un système simple d'inscription par procuration. À Lyon, ravi de cette solution, l'impétueux Louis Andrieux, un peu léger en ces circonstances, orienta ses élèves vers cette Faculté complaisante. Verbalement, et même de manière imprudente par écrit sur les formulaires de procuration et d'autorisation parentale distribués au secrétariat, on conseilla de prendre les inscriptions à Dijon ; les formalités y auraient été plus simples et les examens moins sévères que dans l'autre Faculté voisine<sup>44</sup> ! Il est vrai que cette pratique en faveur des Lyonnais était traditionnelle à Dijon, comme nous venons de le voir.

Les premiers commentaires de la presse, très favorables à l'ouverture de l'école du Palais, assurèrent une publicité naïve à cet arrangement ; la dispense d'assiduité semblait aller de soi et, début septembre, l'on ajouta « Les élèves pourront sans déplacement prendre leurs inscriptions à la Faculté de Dijon »<sup>45</sup>. Grenoble fut alertée par l'un de ses professeurs, Caillemer, inquiet de ne voir mentionner que Dijon, et par Fleury qui essayait d'obtenir dispenses d'assiduité et d'inscriptions pour ses propres élèves éventuels, affirmant qu'à Dijon, on les accordait automatiquement. Les instances grenobloises interrogèrent le ministère pour savoir si Dijon avait reçu une permission exceptionnelle d'écarter l'application des textes. Après une réponse négative et l'interdiction catégorique d'utiliser de telles méthodes, la Faculté de droit de Grenoble s'interdit de réagir<sup>46</sup>. Or le 10 novembre 1868, des étudiants lyonnais exposèrent à Claude Burdet, doyen

---

un doctorat en droit coûtait au minimum 1 660 francs ; par comparaison, le doctorat en médecine et ses quatre années d'études ne coûtaient que 1 260 francs et les tarifs étaient encore inférieurs dans les autres Facultés. Le législateur justifiait cette taxation des étudiants juristes parce qu'ils étaient de familles aisées et ajoutait que les meilleurs d'entre eux, récompensés par des prix aux concours généraux ou de fin d'année, bénéficiaient d'exemptions de droits, BEAUCHAMP, *op. cit.*, t. 2, p. 354 ; sur les tarifs, t. 2, p. 363-364 ;

<sup>44</sup> Témoignages d'élèves de « l'Ecole libre de droit » et formulaires distribués par le secrétariat dans le rapport du doyen Burdet du 18 déc. 1868, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>45</sup> *Le Français*, 5 sept. 1868.

<sup>46</sup> Lettre d'E. Caillemer du 23 sept. 1868, Arch. nat. F/17/6643 ; Lettre du doyen Burdet du 30 septembre 1868 au recteur qui transmet au ministre ; lettre claire du ministre au recteur du 12 octobre 1868, il n'est pas question de conférer une immunité ni à la Faculté de Dijon, ni à celle de Grenoble, Arch. nat. F/17/6667. La presse ensuite fut plus prudente ; elle continua de mentionner les inscriptions sans déplacement mais évita de citer nommément la Faculté de Dijon.

de Grenoble, la pratique de préférence instaurée à l'école du Palais et lui permirent d'en découvrir une preuve tangible, les fameux formulaires d'autorisation parentale et de procuration avec « pour s'inscrire à la Faculté de Dijon » proposés par le secrétariat. Il rencontra alors Louis Andrieux, responsable de l'entente irrégulière, et celui-ci accepta de laisser ses élèves s'inscrire à la Faculté de leur choix. Il ne restait que quelques jours avant la rentrée universitaire, la Faculté de droit de Grenoble ouvrit ses registres aux élèves de la Petite école avec un certain succès ; certains firent le voyage à Grenoble pour signer les registres ; d'autres donnèrent procuration au secrétaire de la Faculté de droit dauphinoise pour le faire à leur place<sup>47</sup>.

Andrieux s'empressa d'avertir Méneret, secrétaire de la Faculté de droit de Dijon, qu'il avait dû malgré ses « prédilections pour Dijon... promettre de laisser libre choix aux élèves entre les Facultés ». Peut-être espérait-il mettre en concurrence les deux Facultés et obtenir ainsi le maximum de facilités ; toujours est-il que cette lettre laisse entendre que Dijon avait auparavant obtenu une sorte d'exclusivité<sup>48</sup>. Quelle ne fut pas l'irritation du doyen Serrigny à la réception de cette nouvelle ! D'autant plus que quatre jeunes Lyonnais, pour s'enregistrer à Grenoble, avaient retiré leurs dossiers de Dijon. Rival combatif et procédurier, il prit les devants et attaqua le premier, espérant détourner l'attention sur d'autres que lui-même. Il adressa au ministère un véritable réquisitoire contre le doyen de Grenoble, dénonça sans vergogne l'octroi de dispenses non justifiées et, pour faire bonne mesure, lui reprocha de s'être rendu coupable de « course ambitieuse », délit de l'avocat voire du notaire ou de l'avoué, qui cherchait à saisir une affaire revenant à un confrère<sup>49</sup>. Selon lui, Burdet s'était comporté de manière déloyale et avait poursuivi une clientèle aux dépens d'un autre doyen.

Long de plus de vingt pages manuscrites, de petite écriture, le factum de Serrigny se présentait sous une forme très véhémence et pour mieux accuser, passait sous silence la pratique dijonnaise. Le recteur de Dijon, A. Monty,

---

<sup>47</sup> Deux vinrent en personne s'inscrire ; neuf donnèrent mandat au secrétaire de la Faculté.

<sup>48</sup> Copie de la lettre d'Andrieux à Méneret, jointe au *Factum* de Serrigny contre Burdet du 14 nov. 1868, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>49</sup> Sur la définition du délit de course ambitieuse, voir BOUCHER D'ARGIS, V<sup>o</sup> « Course ambitieuse » in DIDEROT et D'ALEMBERT, *Encyclopédie*, t. 4, 1754, p. 402-3. Outre la définition traditionnelle qui concerne la tentative d'obtention de lettres de provision avant la déclaration officielle de vacance d'un office ou d'un bénéfice, il signale la captation du client d'un confrère par un avocat au Conseil.

refusa de transmettre ce courrier au ministre. D'origine modeste<sup>50</sup>, il avait quelque peine à s'imposer face à ce doyen plus âgé que lui, propriétaire de vignobles étendus et imbu de ses prérogatives, et qui n'avait peut-être pas grande considération pour les attributions des nouveaux recteurs établis par la loi du 14 juin 1854. Dans les notices annuelles qu'il adressait au ministère, Monty se plaignit en termes amers du caractère violent de ce doyen, de ses fanfaronnades, de ses propos injurieux qui n'épargnaient ni ses collègues, ni son recteur dans des discours publics<sup>51</sup>. Une chose est certaine, il ne soutint pas le doyen Serrigny dans son ardeur à défendre sa Faculté ; au contraire exaspéré par ses méthodes, il le surveilla strictement. Refusant de transmettre par la voie hiérarchique les dénonciations de Serrigny, il lui conseilla de les envoyer lui-même s'il y tenait. Ce que fit le plaideur impénitent qui s'empressa d'expédier directement sa prose au ministre avec un commentaire un peu emphatique : « Dieu qui lit au fond de mon cœur voit que je suis animé des intentions les plus droites »<sup>52</sup>. Quelques jours plus tard, il trouva un argument supplémentaire contre son rival ; il reprit la plume pour suggérer d'augmenter le traitement fixe des professeurs et de supprimer cette part variable qui, d'après lui, avait entraîné Burdet, accusé de vénalité, dans cette course ambitieuse<sup>53</sup>. L'argument ne manquait pas de sel alors que l'un des premiers soucis de Serrigny, lorsqu'il devint doyen, fut de distribuer le reliquat positif du budget de sa Faculté pour augmenter cette part variable à laquelle il ne semblait pas indifférent, il alla jusqu'au Conseil d'État pour maintenir ce surplus<sup>54</sup>.

Cette prolixie dénonciation inquiéta le ministère qui lança une enquête auprès du recteur de Grenoble, Marcel Courtade<sup>55</sup>. Interrogé, Claude Burdet exposa la situation telle qu'il l'avait découverte dans un rapport presque aussi long que le *factum* de Serrigny ; il insista sur le fait qu'il avait toujours respecté les textes jusqu'à ce fameux 10 novembre, où de jeunes Lyonnais lui avaient apporté la preuve d'un accord entre les cours du Palais et Dijon

---

<sup>50</sup> Il était fils d'un ouvrier maçon, Jean-François CONDETTE, « Les recteurs d'académie en France de 1809 à 1940 », *R.H.M.C.*, n° 51-1, 2004/1, p. 62-93, n. 96 et n. 120.

<sup>51</sup> Arch. nat. F/17/21723. Voir aussi *Lettre* du 8 juil. 1870 Arch. nat. F/17/6643.

<sup>52</sup> *Factum* de Serrigny contre Burdet du 14 nov. 1868, refusé le jour même par le recteur Monty, envoyé au ministre par Serrigny lui-même le 15 nov., Arch. nat. F/17/6643.

<sup>53</sup> *Lettre* de Serrigny du 21 nov. 1868 au ministre, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>54</sup> Voir *supra* n. 42 et *infra* n. 76.

<sup>55</sup> Ancien professeur de philosophie, agrégé en 1834, recteur de Grenoble du 10 mars 1864 au 5 novembre 1871.

pour un octroi systématique de dispenses. Il conclut : « Je mérite quelques égards si je me suis trompé. Je dois m'intéresser à tout ce qui touche ma Faculté ». Courtade confirma son récit, sans oublier de rappeler que, par divers témoignages, il savait qu'une politique laxiste de dispenses était une tradition dijonnaise et que le ministère avait déjà été interrogé à ce sujet. Autant le doyen dijonnais fut abandonné par son recteur, autant celui de Grenoble fut soutenu par le sien. Leur bonne foi fut reconnue au ministère qui, par ricochet, s'aperçut de ce qui se déroulait à Dijon. Un point semblait acquis : la Faculté de droit de Dijon avait la première violé les règlements ; Burdet ne l'avait suivie qu'après avoir eu la certitude qu'elle persévérerait malgré les interdictions ministérielles<sup>56</sup>.

Pris comme juge, le ministère ne put fermer les yeux et ignorer des pratiques non réglementaires qu'il ne voulait ni encourager, ni surtout officialiser. L'affaire fut soumise au Comité de l'inspection générale et, le 16 janvier 1869, un ferme rappel des textes en vigueur fut envoyé aux trois recteurs de Grenoble, Dijon et Lyon, avec ordre de cesser l'octroi des dispenses abusives dès le trimestre suivant. Il fallait éviter toute confusion, les cours libres du Palais ne constituaient pas une école de droit comparable à l'École de médecine et de pharmacie de Lyon, dont les élèves, dispensés d'assiduité, partaient chercher leurs diplômes dans une Faculté éloignée. Le doyen Serrigny qui le premier protesta, fut sèchement rappelé à la légalité. Suivre les conférences de l'École du Palais ne créait aucun droit à une dispense d'assiduité<sup>57</sup>. En revanche, mieux soutenus par les autorités locales, plus diplomates aussi, les Lyonnais obtinrent une tolérance ministérielle qu'il fallut renégocier régulièrement.

#### *De la tolérance des dispenses à l'ambition d'une Faculté*

À la réception de la dépêche ministérielle, Lyon s'inquiéta. On souligna, un bon article de Louis Accarias l'avait rappelé<sup>58</sup>, que l'assiduité était une contrainte un peu hors norme, exigée dans les seules Facultés de droit. Ni

---

<sup>56</sup> Après les deux missives de Serrigny, la *Note* ministérielle (6 déc. 1868) est très défavorable à Burdet, mais émet un doute : ne ferait-on pas de même à Dijon ? Après le *Rapport* de Burdet, la *Note* suivante (6 janv. 1869) estime Dijon beaucoup plus blâmable que Grenoble, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>57</sup> *Dépêches* du 16 janv. 1869 pour les trois recteurs ; *Requête* du 16 février 1869 du doyen de Dijon et le refus immédiat, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>58</sup> *Le Salut Public*, 1-2 novembre 1868. Louis Accarias depuis de longues années, espérait l'ouverture d'un enseignement supérieur en droit et économie politique à Lyon et se réjouit de l'instauration des cours libres du Palais.

## Lyon : une école libre hors norme

les Facultés des sciences, ni les Facultés des lettres n'y étaient soumises. En outre, on n'ignorait pas que la Faculté de droit de Paris s'en dispensait. Un corps d'arguments fut constitué afin d'obtenir une dérogation spéciale pour une règle qui n'était pas d'application systématique.

Les partisans de l'École du Palais énumérèrent ses avantages. On commença par saluer la liberté de l'enseignement supérieur dont elle était une manifestation<sup>59</sup>. Les familles évitaient des séparations coûteuses et susceptibles d'apporter aux jeunes gens trop d'indépendance, avec de multiples tentations. La science juridique aussi profitait de l'existence de cette Petite école ; de nombreux auditeurs qui n'auraient pu se déplacer hors de Lyon assistaient aux cours. Enfin, les Facultés voisines, au lieu de souffrir d'une concurrence désastreuse comme on le prétendait, avaient vu leurs effectifs s'accroître d'élèves qui, sinon, auraient choisi soit d'aller à Paris comme auparavant, soit de ne pas entreprendre d'études. Paul Rougier ajouta un argument décisif, il se fit l'écho du « trouble des familles ». Changer de pratique en cours d'année entraînerait beaucoup d'incompréhension. À plusieurs reprises, l'épouvantail d'éventuelles manifestations fut agité. En termes différents, les doyens de Grenoble et de Dijon, invoquèrent un argument supplémentaire : en donnant une autorisation pour une série de cours conformes au programme officiel des Facultés de droit, le ministre avait quelque responsabilité dans la situation qu'il avait créée. À Paris, on hésitait mais les premiers magistrats de Lyon s'associèrent au préfet pour vanter les bienfaits de cette nouvelle école et souligner l'inquiétude des familles<sup>60</sup>. Malgré l'opposition de ses bureaux, Victor Duruy décida la tolérance pour l'année en cours (1868-1869)<sup>61</sup>.

Craignant les manifestations d'indépendance de Serrigny, le recteur de Dijon demanda des précisions ; il supposait, comme Du Mesnil, chef de la

---

<sup>59</sup> *Le Français*, 5 sept. 1868 ; *Le Salut public*, 1<sup>er</sup>-2 nov. 1868 ; *La Presse*, 14 nov. 1868.

<sup>60</sup> Chaque année ces arguments sont invoqués, *Lettre* de Rougier du 6 mars 1869, suivies de celles du premier président Gilardin et du procureur général ; *Lettre* du recteur de Lyon du 24 juin 1869 avec soutien du préfet, de la Cour impériale, et du Conseil académique du 28 juil. 1869 ; *Lettre* du 1<sup>er</sup> président Louis Gaulot du 16 sept. 1869 ; *Lettres* du préfet et du recteur le 1<sup>er</sup> juil. 1870 ; *Lettre* du recteur du 9 juil. 1871 ; *Lettre* de Lucien Brun et vingt-cinq autres signataires de janv. 1871 à Adolphe Crémieux, ministre de la Justice ; sur la responsabilité du ministre qui a autorisé les cours libres, *Rapport* de Burdet du 18 déc. 1868, *Lettre* de Serrigny du 16 février 1869, *Lettre* de Aubin, inspecteur d'académie 22 juil. 1870 ; Arch. nat. F/17/6643 et F/ 6667, Arch. dép. Rhône T 376.

<sup>61</sup> *Lettres* « confidentielles » de Victor Duruy aux trois recteurs du 23 mars 1869, Arch. nat. F/17/6643.

1<sup>e</sup> division, que cette générosité ne concernait que les dispenses d'assiduité. Le doyen de Grenoble aussi s'inquiéta et fit le voyage à Paris pour avoir une réponse. Le libéralisme de Duruy s'opposa à une demi-mesure ; sur son ordre exprès, la dispense tolérée s'appliqua aussi à la prise d'inscriptions. Fut alors proposée par le ministère une procédure simple ; l'argent des inscriptions serait expédié en temps voulu aux secrétariats des Facultés puis, pour éviter les déplacements inutiles, les registres seraient signés par les élèves eux-mêmes, seulement le jour de l'examen<sup>62</sup>.

En juillet 1869, le libéral Victor Duruy abandonna son poste et fut remplacé par le doyen de la Faculté de droit de Poitiers, Olivier Bourbeau<sup>63</sup>. Au moment d'autoriser les cours du Palais, il eut à régler la question des dispenses. Comme son prédécesseur, il aurait préféré la tolérance mais il s'inclina devant Du Mesnil, partisan de la rigueur. L'autorisation fut accordée, mais toute complaisance pour les dispenses était interdite<sup>64</sup>. Le nouveau doyen de Grenoble, Amédée Couraud, s'empessa de soutenir cette décision. Pour sa Faculté comme pour les jeunes Lyonnais, il estimait la tolérance pernicieuse. Ses effectifs comprenaient plus d'absents que de présents, situation qui démotivait les professeurs. En outre, il était bon pour un jeune homme de quitter sa famille et d'apprendre la liberté dans une ville de taille moyenne, lieu de modération ; il vantait même les bienfaits des promenades en montagne, du sport et de la nature. Selon lui, la concurrence des grandes villes ferait disparaître sa Faculté, et de même celle de Poitiers, dont Bourbeau avait été doyen, serait étouffée par Bordeaux<sup>65</sup>. Il est amusant

---

<sup>62</sup> *Lettre* de Monty au ministre du 24 mars 1869, *Note* de Du Mesnil du 31 mars, *Note* du ministre du 1<sup>er</sup> avril, *Lettre* de Rougier au secrétariat de Dijon du 4 avril, *Lettre* de Serrigny au ministre du 6 avril, *Lettre* de Danton, directeur du personnel (ce n'est pas Du Mesnil qui prend la plume !) au recteur de Dijon du 9 avril 1869, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>63</sup> Olivier Bourbeau (1811-1877), agrégé en 1841, avocat et professeur de procédure civile et législation criminelle à la Faculté de droit de Poitiers, fut aussi député (en 1848 et en 1869) et à deux reprises maire de sa ville. Il devint ministre de l'Instruction publique du 17 juillet 1869 au 2 janvier 1870 ; il fut sénateur en 1876 ; ROBERT et COGNÉ, *op. cit.*, t. 1, p. 430-1.

<sup>64</sup> Dans un premier temps, Bourbeau croyait que son prédécesseur avait approuvé la non assiduité de manière durable ; les bureaux s'empressèrent de lui démontrer le contraire en ressortant la dépêche du 16 janvier 1869 dont la suspension n'était en principe que temporaire (*supra* n. 57), voir les multiples *Notes* qui commentent la *Lettre* du recteur de Lyon au ministre du 28 juil. 1869, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>65</sup> 116 absents pour 98 présents ; et en première année le pourcentage était pire et laissait présager un avenir inquiétant : 20 présents pour 62 absents, *Lettre* de Couraud au ministre du 30 août 1869, Arch. nat. F/17/6643.



## Lyon : une école libre hors norme

de penser que ce même Couraud, auteur de ce vibrant plaidoyer pour la non dissémination des Facultés de droit dans les villes importantes, participa à la fondation de celle de Bordeaux et en fut le premier doyen<sup>66</sup>. On aurait pu croire l'obéissance aux textes rétablie et les cours du Palais mis en difficulté ; il n'en fut rien ; ils fonctionnèrent fort bien. Jusqu'à la fin du second Empire, les ministres restèrent peu de temps en poste et cette épineuse affaire demeura en suspens<sup>67</sup>.

Vers la fin de l'année scolaire 1869-1870, le recteur Monty découvrit avec indignation que les élèves lyonnais s'inscrivaient en indiquant une adresse fictive à Dijon ; cette fausse résidence laissait croire à l'assiduité<sup>68</sup>. Interrogé, le rectorat lyonnais en profita pour rappeler que l'approbation ministérielle des cours créait une situation complexe ; il confirma qu'il y avait bien élections de domicile à Dijon et certificats d'assiduité délivrés par les professeurs de Lyon<sup>69</sup>. Une fois de plus Serrigny avait eu l'habileté de tourner une ancienne ordonnance qui prévoyait la possibilité d'avoir un « domicile de droit » différent de celui de résidence<sup>70</sup> ; ainsi, il espérait tromper le recteur et ne pas avoir à lui demander des dispenses d'assiduité.

L'année suivante, la guerre de 1870 rendit l'accès à Dijon aléatoire. Informé de cette difficulté, le nouveau préfet, le commissaire de la République Paul Challemel-Lacour, choisi pour ses convictions républicaines mais guère préparé pour remplir cette fonction<sup>71</sup>, prit un

---

<sup>66</sup> Amédée Couraud, agrégé en 1856, attaché à Grenoble en 1857 où il resta jusqu'en 1871 (si l'on excepte un court passage à Toulouse) ; professeur de droit administratif, il enseigna aussi le droit romain et l'économie politique ; nommé doyen le 22 février 1869, il quitta Grenoble pour la Faculté de droit de Bordeaux dont il fut le doyen pendant quinze ans (1871-1886), Arch. nat. F/17/20482 ; Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux 1870-1970*, Bordeaux : P. U. Bordeaux, 1996, p. 66 et p. 293-4.

<sup>67</sup> Entre le 17 juillet 1869, date à laquelle Victor Duruy abandonna son poste, et le 4 septembre 1870, il y eut quatre ministres de l'Instruction publique, sans compter un intérimaire.

<sup>68</sup> *Lettres* de Monty au directeur du premier bureau du 8 et du 18 juil. 1870. La situation était d'autant plus délicate que certains des étudiants avec faux domiciles étaient fils de professeurs lyonnais (Darest de la Chavanne, Bouchacourt).

<sup>69</sup> *Lettre* du directeur du premier bureau au recteur de Lyon du 18 juil. 1870, *Lettre* de Aubin, inspecteur d'académie audit directeur du 22 juil. 1870, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>70</sup> Art. 6 de l'ordonnance du 5 Juillet 1820, Beauchamp, *op. cit.*, t. 1, p. 440.

<sup>71</sup> Nommé après le 4 septembre 1870, Paul Challemel-Lacour (1827-1896), professeur de philosophie, emprisonné en 1851, ne resta pas longtemps en poste ; après quelques démêlés avec la municipalité il démissionna en février 1871. Il fut

arrêté qui aggrava la confusion juridique. Ce texte autorisait les élèves lyonnais à prendre leurs inscriptions sans avoir à se rendre au siège d'une Faculté ; il confiait la tenue du registre au secrétaire des cours libres sous le contrôle du recteur et demandait en plus à celui-ci de vérifier la présence aux cours du palais et de délivrer des certificats d'assiduité<sup>72</sup>. Ce curieux arrêté préfectoral consacrait l'existence d'une « école libre de droit », créait des dispenses automatiques d'assiduité et d'inscription devant des Facultés d'État et demandait des services au recteur de Lyon ; évidemment les Facultés n'avaient aucune obligation de reconnaître ces dispenses et le recteur n'avait aucune raison d'obtempérer. Conscient de l'irrégularité de la décision préfectorale, la magistrature et le barreau lyonnais s'efforcèrent d'obtenir sa validation par le gouvernement provisoire ; ils adressèrent leur requête au ministre de la justice, Adolphe Crémieux dont ils espéraient le soutien ; celui-ci avait bonne opinion de l'École du Palais puisqu'il venait de choisir trois de ses professeurs pour en faire des magistrats du parquet<sup>73</sup>. Le gouvernement était alors replié à Bordeaux ; le directeur de l'enseignement supérieur essaya d'alerter Crémieux pour éviter l'application de ce décret malencontreux. Aucun contrordre ne semble être parvenu à Lyon. Grâce au système organisé par Challemel-Lacour, la Faculté de droit de Dijon en territoire souvent occupé par l'ennemi put conserver un minimum de ressources et celle de Grenoble vit ses effectifs augmenter. De peu d'autorité sur le plan juridique, l'arrêté consacra de mauvaises habitudes. Le doyen Serrigny estima qu'il était confirmé par adhésion tacite du ministre et en profita pour accorder des dispenses sans domiciles de complaisance et

---

plus tard député, puis sénateur des Bouches-du-Rhône, et aussi ministre des Affaires étrangères du gouvernement Jules Ferry, Robert et Cogny, *op. cit.*, t. 2, p. 26-28.

<sup>72</sup> Arrêté notifié au recteur et aux professeurs de « l'École libre de droit, instituée au Palais de Justice » les 24 et 25 oct. 1870, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>73</sup> Louis Andrieux, procureur de la République à Lyon (voir *supra* n. 21), Édouard Millaud, avocat général près la Cour de Lyon et Léon Varambon, procureur général près la Cour de Besançon. Tous trois furent ensuite représentants et députés du Rhône ; Édouard Millaud et Léon Varambon s'inscrivirent à l'Union républicaine ; les dénonciations de Fleury (*supra* n. 28) semblent en partie fondées ! *Lettre* du bâtonnier Lucien Brun, et de vingt-cinq autres signataires au ministre de la Justice de janv. 1871 qui semble être arrivée à son destinataire, *Lettre* d'Édouard Millaud, alors avocat général, au ministre de la Justice du 12 janv. appuyée par une intervention du procureur général de Lyon, qui n'aurait été lue au ministère de l'Instruction publique à Paris qu'au mois de juin suivant, voir *Notes* du 1<sup>er</sup> et du 17 juin 1871, Arch. nat. F/17/ 6643. Sur Millaud (1834-1912), ROBERT et COGNY, *op. cit.*, t. 4, p. 373-4 ; Jolly, *op. cit.*, p. 2463 ; sur Varambon (1830-1885), ROBERT et COGNY, *op. cit.* t. 5, p. 483.

## Lyon : une école libre hors norme

toujours sans passer par l'autorité supérieure<sup>74</sup>. L'école du Palais devenait une institution dont ne se plaignaient pas trop les Facultés voisines. Le recteur de Lyon, Louis de La Saussaye, lui apporta son soutien en demandant pour 1871-1872 « la continuation d'une tolérance dont l'origine remont(ait) à M. Duruy »<sup>75</sup>.

Entre Bordeaux et Paris, les dossiers s'égarèrent, le nouveau ministre de l'Instruction publique, Jules Simon, ne fut informé que tardivement. Il découvrit avec étonnement cette situation paradoxale et s'indigna de cette atteinte aux prérogatives des Facultés d'État. Il eut quelques mots vifs à l'égard de Charles Giraud, considéré comme responsable des errements passés et lui réclama avec insistance un avis écrit ; il lui reprocha en plus l'arrêt du Conseil d'État qui venait de donner raison à Serrigny dans ses prétentions à distribuer en supplément de traitements les profits de sa Faculté, prétentions « alimentées par les versements faits à sa caisse par l'école de Lyon ». Ainsi tancé, Charles Giraud fit la sourde oreille ; il avait averti Victor Duruy et ne se tenait pas pour responsable de la situation de fait ainsi créée<sup>76</sup>. Du Mesnil nota que l'École du Palais ne vivait « que d'un abus dont elle espérait la continuation »<sup>77</sup>. Il n'avait pas tort ; en effet, Paul Rougier obtint chaque année les autorisations nécessaires<sup>78</sup>.

L'existence de cette école hors norme, entre légalité et tolérance, fut certainement l'une des raisons pour lesquelles Charles Giraud mit toute son énergie à persuader le Conseil supérieur de l'enseignement de créer une Faculté de droit à Lyon. Afin de vaincre l'opposition des Grenoblois, il en confia la direction à Exupère Caillemer. Afin de flatter l'opinion publique lyonnaise et par souci d'efficacité, car il fallut, en hâte, débaucher de leur Faculté d'attachement plusieurs récents agrégés (Henri Mabire, René Garraud, Charles Appleton, Henri Michel), il accepta de prendre comme enseignants, trois avocats de l'École du Palais : Ernest Morin, pour un cours de droit civil<sup>79</sup>, Jules Rambaud, en droit commercial<sup>80</sup>, et Paul Rougier pour

---

<sup>74</sup> *Lettre* du recteur Monty au ministre du 26 nov. 1871, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>75</sup> *Lettre* du recteur du 9 juil. 1871, Arch. nat. F/17/ 6643.

<sup>76</sup> *Demande d'avis* de Jules Simon à Charles Giraud du 11 oct. 1871, rappels du 16 nov. et du 16 déc. 1871, Arch. nat. F/17/ 6643. Sur l'arrêt du C.E. du 27 juil. 1870, voir P. BODINEAU, *op. cit.*, p. 189 et *supra* n. 42 et 54.

<sup>77</sup> *Note* sur *Lettre* du ministre au recteur et à P. Rougier<sup>1<sup>er</sup></sup> sept. 1871, Arch. nat. F/17/6643.

<sup>78</sup> Arch. dép. Rhône T 376.

<sup>79</sup> Remplacé par un jeune agrégé en 1879, il fit une brillante carrière au barreau et fut l'un des bâtonniers de l'ordre des avocats de Lyon.

l'économie politique. Celui-ci fut l'un des deux enseignants qui obtinrent une chaire à Lyon sans avoir réussi le concours d'agrégation<sup>81</sup>. Ainsi la Petite école qui avait vécu de tolérance, pour bien des raisons, fut-elle à l'origine de la fondation de la Faculté de droit de Lyon.

---

<sup>80</sup> En 1877, lors de l'arrivée d'Edmond Thaller, il fut immédiatement accueilli par la Faculté de droit de Grenoble pour enseigner l'économie politique.

<sup>81</sup> Le second est Louis Énou, professeur de droit administratif.

**ENSEIGNER LE DROIT ROMAIN : POUR QUELLE UTILITE ET SELON  
QUELLE METHODE ? LA REponse LYONNAISE  
SOUS LA III<sup>e</sup> REPUBLIQUE**

**par David Deroussin,  
professeur à l'Université Jean Lumière Lyon III**

« Formons... dans nos écoles, par la large compréhension du développement historique des diverses sociétés en lesquelles l'humanité se partage, non seulement des magistrats, mais des citoyens qui possèdent au plus haut point cette intelligence et cette conscience sociale dont je viens de parler », réclamait le romaniste belge G. Cornil au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Qui pourrait ne pas souscrire à un tel programme ? Encore convient-il d'en préciser les modalités. Or, au moment où Cornil écrit ces quelques lignes, la réflexion sur l'enseignement du droit et, plus particulièrement, du droit romain bat son plein. Certes, l'utilité du droit romain et de son enseignement a déjà été discutée à la veille de la Révolution par Garat dans un article paru au *Mercure de France* (1785), dont l'essentiel est d'ailleurs repris quarante ans plus tard par P. Bravard-Veyrières, professeur de droit commercial à Paris, dans *De l'étude et de l'enseignement du droit romain et des résultats qu'on peut en attendre* (Paris, 1837). Mais ces critiques n'ont pas empêché que la durée du cours de droit romain de licence, fixée à une année par la loi du 22 ventôse-2 germinal an XIII (13 mars 1804), soit étendue à

---

<sup>1</sup> G. CORNIL, « Les codes modernes et le droit romain », *Bulletins de la classe des lettres et des sciences morales et politiques et de la classe des beaux-arts*, Académie royale de Belgique, 1912, p. 326. L'auteur vient d'évoquer la quête d'une « intelligence de plus en plus lucide de ce qu'est et de ce que doit être la société humaine, une conscience de plus en plus parfaite des devoirs de l'individu envers elle, comme des devoirs de la collectivité envers l'individu, en poursuivant enfin un idéal de plus en plus élevé de culture intellectuelle et de fraternité humaine ».

deux années par l'arrêté (Fortoul) du 4 février 1853, certes au prix de la suppression du cours de *Pandectes* en doctorat<sup>2</sup>, mais au motif avoué qu'une place « trop restreinte » avait été faite au droit romain qui empêchait que « l'analyse raisonnée de la législation romaine servît réellement de base à l'étude de la nôtre »<sup>3</sup>.

En revanche, la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle voit rejaillir la discussion de manière encore plus vive, sans doute du fait de la multiplication de cours nouveaux, répondant d'ailleurs à des besoins légitimes (cours de législation industrielle, de droit international public...) mais aussi de facteurs plus politiques : le droit romain serait un droit conservateur, un droit pour conservateurs et son enseignement se bornerait à dévoiler à l'élite en formation dans les Universités un modèle à imiter<sup>4</sup>. Le moment est donc propice à de telles réflexions, dans la mesure où des réformes successives viennent, de fait, de transformer le droit romain en matière de rang secondaire. Pour mémoire, il suffira de rappeler rapidement les étapes d'une telle relégation. Le décret du 24 juillet 1889, qui réorganise la deuxième année de licence et réduit le cours annuel de droit romain à un seul semestre pour permettre la création d'un cours de droit international public, constitue la première. Si certains romanistes comme C. Accarias, rapporteur du projet

---

<sup>2</sup> A. BEAUCHAMP, *Recueil des lois, règlements sur l'enseignement supérieur...*, Paris, 1880-1915, I, p. 268. Le cours de *Pandectes* pouvait être suivi à la Faculté de droit de Paris en troisième année de licence, au choix de l'étudiant en vertu d'un arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1822 et, à Toulouse, une ordonnance du 22 septembre de la même année créait une chaire de droit commercial et une chaire de *Pandectes* tout en laissant aux étudiants le choix de suivre l'un ou l'autre cours (cf. E. JOBBÉ-DUVAL, « L'enseignement du droit romain, son utilité, son état actuel », *Revue internationale de l'enseignement*, 1904, p. 209, qui signale que, à Paris, la chaire de *Pandectes* a été occupée par C.-A. Pellat à partir de 1829 et que ce dernier a exercé « une influence décisive sur la formation des professeurs de droit romain et des professeurs de droit civil français de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle »).

<sup>3</sup> Circulaire du 10 février 1853 expliquant l'arrêté du 4 février. La circulaire fait remarquer que, dans les Facultés de province, l'enseignement du droit romain se déroulait sur une seule année, alors que l'on sait que, à Paris, il existait un cours de droit romain et histoire du droit (première année) en plus du cours de droit romain (deuxième année).

<sup>4</sup> À quoi E. Jobbé-Duval (« L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 196) répond justement : « que certains catholiques d'une part, que certains collectivistes de l'autre cessent donc d'attaquer le droit romain au nom de leur idéal ; qu'ils défendent des solutions meilleures que les siennes, le champ leur est ouvert ; mais il importe encore ici de ne pas confondre une question avec une autre ».

de décret devant le conseil de l'instruction publique, s'y résignent<sup>5</sup>, Ch. Appleton juge la réforme ainsi opérée inutile (estimant que l'introduction de cours nouveaux pouvait, par exemple, se réaliser au moyen de cours optionnels) et inopportune : n'est-il pas curieux que la part du droit romain dans les études juridiques se réduise en France alors qu'elle se stabilise ou augmente dans d'autres pays, par exemple l'Italie ou l'Allemagne<sup>6</sup> ? Deuxième étape : le décret du 30 avril 1895, qui instaure désormais deux doctorats, l'un en sciences juridiques et l'autre en sciences politiques et économiques, lequel ne comporte aucun enseignement de droit romain<sup>7</sup>. Enfin, en 1905, la place du droit romain se réduit davantage encore au profit des cours censés mieux préparer les étudiants aux carrières administratives et des cours d'économie politique (contrecoup de la création du doctorat de sciences politiques et économiques). Certes Esmein, dans son rapport au Conseil supérieur de l'instruction publique<sup>8</sup>, reconnaît-il alors que « l'étude élémentaire du droit romain et de l'histoire du droit français donnera tout à la fois des notions et des habitudes d'esprit indispensables » aux étudiants de licence. Mais la formule est ambiguë : elle consacre son caractère indispensable, mais dans le cadre d'une étude simplement « élémentaire », non approfondie. Certes encore, en 1902, il écrit pour rappeler « l'utilité, la nécessité » des études de droit romain en licence contre ceux qui voudraient

---

<sup>5</sup> Dans son *Rapport au Conseil supérieur de l'Instruction publique* (A. BEAUCHAMP, *Recueil des lois...*, *op. cit.*, V, p. 12), Accarias dit regretter cette amputation, mais précise que les défenseurs du droit romain « se sont inclinés... devant la nécessité qui oblige à retrancher d'un côté autant qu'on ajoute de l'autre » (au profit du droit international public). Mais, même réduit à un semestre, le cours de droit romain de deuxième année demeure obligatoire alors que le projet de réforme (circulaire du 12 janvier 1889, A. BEAUCHAMP, *Recueil des lois...*, *op. cit.*, IV, p. 237) prévoyait de le rendre optionnel. Le décret du 24 juillet peut donc être considéré comme un « moyen terme » (L. LIARD, « La réforme de la licence en droit », *Revue internationale de l'enseignement*, 1889, p. 125).

<sup>6</sup> Dans *De la méthode dans l'enseignement du droit, en particulier dans celui du droit romain et des réformes adoptées en 1889* (A. Colin, 1891, extrait de la *Revue internationale de l'enseignement* du 15 mars 1891, p. 39), Appleton remarque que, en Allemagne, les cours de droit romain représentent au moins un tiers des cours totaux, oubliant de signaler (nous sommes en 1891) que le droit romain constitue alors en Allemagne un droit positif.

<sup>7</sup> Seul la mention juridique du doctorat comporte donc un cours de droit romain, tout de même doublé, à Lyon, d'un cours d'épigraphie latine de 1897 à 1930.

<sup>8</sup> Séance du 22 juillet 1905 (A. BEAUCHAMP, *Recueil des lois...*, *op. cit.*, VI, p. 753).

« se débarrasser de cette antiquaille »<sup>9</sup>. Mais si le cours d'histoire générale du droit français devient annuel en première année, le cours de droit romain de deuxième année est désormais optionnel, les étudiants pouvant choisir en lieu et place le cours de droit international public, ce qu'ils font effectivement semble-t-il<sup>10</sup>. L'arrêté du 2 août 1922, qui restaure le caractère obligatoire du cours de droit romain de deuxième année, supprimant du même coup le cours de droit international public, n'est que le chant du cygne : il ne cherche pas à réaffirmer le caractère primordial de cet enseignement mais simplement à remédier au système, jugé pernicieux, des options<sup>11</sup>.

Sur cette évolution comme sur beaucoup d'autres points, les romanistes lyonnais<sup>12</sup> ont apporté leur contribution tout au long de la III<sup>ème</sup> République.

---

<sup>9</sup> A. ESMEIN, « La licence en droit et le droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 1902, p. 296. Cf. encore p. 298 : « je suis fermement convaincu que, sans le droit romain, il ne peut y avoir un enseignement scientifique du droit » et p. 303 : « il paraît donc impossible en France d'exclure le droit romain de la licence en droit, sans enlever à celle-ci son caractère scientifique et tout caractère d'enseignement supérieur. Les connaissances économiques, qu'on propose d'y introduire à sa place, ne sauraient, quelles qu'elles soient, combler la lacune énorme que laisserait sa disparition ».

<sup>10</sup> Ch. Appleton indique ainsi que, à Paris, près de 80 % des élèves de deuxième année désertent le cours de droit romain pour celui de droit international public, jugé plus facile (Ch. APPLETON, « Les exercices pratiques dans l'enseignement du droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 1924, t. LXXVIII, p. 155). Pour P.-F. Girard, cette réforme place le droit romain dans une situation d'« infériorité... réelle » qu'il « présentera sans doute toujours désormais par rapport à la plupart des autres branches de l'enseignement du Droit » (P.-F. GIRARD, « L'enseignement du droit romain en 1912 », *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1912, p. 558).

<sup>11</sup> Cette étude s'arrêtera avec les années 1922-1925, qui voient le départ d'Appleton, le décès de Huvelin et la réforme du doctorat de sciences juridiques qui supprime le cours obligatoire de *Pandectes* (le cours de droit romain étant désormais laissé au choix de l'étudiant, en option avec le cours d'histoire du droit français). Enfin, le coup de grâce sera porté par le décret du 27 mars 1954 réformant la licence, qui crée en première année un cours d'histoire des institutions et des faits sociaux en lieu et place du cours de droit romain, relégué en troisième année.

<sup>12</sup> D'autres, de Paris ou d'ailleurs, ont évidemment fait également entendre leur voix. Ainsi E. Jobbé-Duval, à propos du débat (toujours vif !) relatif à la *réception* du droit romain dans le royaume de France au Moyen Âge, indique-t-il que « la seule chose qui importe à notre point de vue, c'est du reste que, sans le droit romain, Beaumanoir n'aurait pas écrit au XIII<sup>e</sup> siècle les *Coutumes de Beauvaisis*, que le droit commun coutumier ne se fût pas fondé au seizième, que l'œuvre de Pothier enfin n'existerait pas » (« L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 195, à



C'est donc la réflexion sur leur métier et leur matière de ceux qui, à Lyon, ont enseigné le droit romain dans ce contexte de lente relégation que l'on voudrait interroger. Et comme le droit romain n'est enseigné à Lyon que de manière assez marginale au sein de la Faculté des lettres, en complément aux cours d'histoire romaine, c'est surtout sur l'enseignement dispensé au sein de la Faculté de droit que portera notre attention, d'autant plus que l'activité pédagogique de ces professeurs de droit romain peut être restituée grâce à plusieurs sources. Les *Annuaire de l'Université de Lyon*, créés en 1882, présentent ainsi les différents cours enseignés et contiennent parfois des plans ou programmes d'étude ainsi que des indications méthodologiques. Compte-tenu de la diversité de ces programmes, « chaque professeur présentant un programme qui est inséré tel quel », le conseil général des Facultés, lors de sa séance du 29 juillet 1886<sup>13</sup>, proposera d'ailleurs d'en rendre la rédaction plus homogène<sup>14</sup>. À cette première source s'ajoutent d'autres : les rapports rédigés par le doyen de la Faculté de droit chaque année à l'attention du conseil académique et du conseil de l'Université, censés récapituler les événements de l'année passée mais dont la publication conjointe avec les rapports des autres Facultés cesse dès 1905 ; les discours prononcés lors de la rentrée solennelle de la Faculté ; les rapports relatant les concours annuels organisés, en vertu des arrêtés ministériels, dans toutes les Facultés. L'on sait ainsi qui, chaque année, assure les cours de première ou deuxième année et le cours de Pandectes en doctorat<sup>15</sup> ; l'on sait aussi le contenu thématique des cours<sup>16</sup> qui souvent, du moins dans le cas

---

la note ; l'article renvoie aux contributions, sur la question de l'enseignement, d'Appleton). Il ne s'agit pas de dire que le fond du droit romain (droit romain *matériel*) a irrigué les coutumes qui se fixent à l'époque (*i.e.* savoir si telle règle coutumière procède de la réception d'une règle similaire du droit romain ou représente une création originale), mais que le *droit coutumier* (qu'il faut distinguer des coutumes) est en grande partie redevable au droit romain et à sa méthode (rédaction, mise en ordre, *alphabet*).

<sup>13</sup> A.D.Rhône, 1 t. 262.

<sup>14</sup> Dans leur forme initiale ces annuaires disparaissent à compter de 1893, date à laquelle ils sont remplacés par des *livrets* distribués aux étudiants dans lesquels ne figurent plus les programmes des cours, mais seulement les noms de ceux qui sont chargés de les dispenser.

<sup>15</sup> À la différence des deux premiers, le cours de *Pandectes* est, de 1880 à 1892, assuré exclusivement par Appleton, puis par Appleton en alternance, une année sur deux, avec Audibert jusqu'en 1899. À partir de cette date et jusqu'en 1923, le cours est dispensé, une année sur deux, soit par Huvelin soit par Appleton.

<sup>16</sup> Les cours de licence sont consacrés aux *Institutes*, donc essentiellement au droit privé romain, mais Appleton comme Audibert ne s'interdisent pas une présentation

d'Appleton et Huvelin, coïncident avec la production scientifique de ces derniers, ce qui prouve le lien constant qu'ils établissent entre ces deux aspects de la profession<sup>17</sup>.

## I - Les hommes

Le décret du 29 octobre 1875, qui porte création de la Faculté de droit de Lyon, institue deux chaires de droit romain. Par un arrêté ministériel du même jour, la première est attribuée à Henri Michel<sup>18</sup> ; quant à la seconde, elle est, provisoirement, confiée à Ch. Appleton. Pendant trois ans, tous deux enseignent ainsi le droit romain en première et deuxième année et en doctorat (cours de *Pandectes* qu'ils partagent avec Ch. Hanoteau<sup>19</sup>). Mais le départ de H. Michel en 1878 contraint à un choix entre deux prétendants : Octave Flurer et Charles Audibert<sup>20</sup>. Le premier est préféré et vite titularisé.

---

des notions de droit public romain et, plus généralement, de l'histoire externe du droit romain (cf. S. RONDEL, *L'enseignement du droit romain à Lyon*, Mémoire pour le M 2 *Histoire du droit*, Université Lyon, dir. D. Deroussin, p. 63).

<sup>17</sup> Parmi les travaux de P. Huvelin consacrés notamment à la période de l'ancien droit, nombreux sont ceux qui ont fait l'objet d'un enseignement : les *Études sur le furtum dans le très ancien droit romain* (t. 1, les sources), 1915 et *La notion de l'iniuria dans le très ancien droit romain*, Lyon : Rey, 1903 correspondent aux thèmes des cours de 1900-1901 et 1902-1903. Son *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, Paris, 1897 et ses *Études de droit commercial romain (histoire externe, droit maritime)*, Paris, 1927 sont en résonance avec le cours de 1908-1909 sur les institutions commerciales romaines. On citera encore, sans lien direct apparent avec un enseignement précis : *Les tablettes magiques et le droit romain*, Macon, 1901 ; *Le procès de Shylock dans le "Marchand de Venise" de Shakespeare*, Lyon, 1902 ; *La deuxième guerre punique : une guerre d'usure*, Paris, 1917. Son *Cours élémentaire de droit romain*, publié aux éditions Sirey par les soins de R. Monier, en 1927 pour le premier tome (procédure, personnes, droits réels, successions et donations) puis en 1929 pour le second tome (obligations), fait la synthèse de ses enseignements et recherches. Huvelin participe par ailleurs au Congrès français de la Syrie qui se tient à Marseille les 3, 4 et 5 janvier 1919 (publication à Paris par les éditions Champion en 1919), il rédige une *Note sur la Palestine et la Syrie* (Paris : Desfossés) et s'intéresse au rôle de l'Allemagne en Orient (*L'Allemagne en Orient*, Trévoux : Jeannin, 1916).

<sup>18</sup> Lequel consacre son cours de *Pandectes* au cautionnement (1876) puis au dol et à la violence dans les actes juridiques (1877).

<sup>19</sup> Après un passage à Grenoble, Hanoteau est affecté à Lyon en juin 1878. Dès 1880 il abandonne les cours de droit romain pour la procédure civile.

<sup>20</sup> Formé à Grenoble, Audibert suit Caillemier à Lyon et y soutient sa thèse de doctorat (la première à Lyon, cf. N. DOCKES-LALLEMENT, « La fondation de la Faculté de droit de Lyon », *La Faculté de droit de Lyon, 130 ans d'histoire*, Lyon, 2006, p. 53). Il est major du concours d'agrégation de 1878.

## Lyon : enseigner le droit romain

Agrégé, il enseignait à Lyon depuis déjà deux ans le cours complémentaire de législation industrielle. Le second, qui avait enseigné le droit romain à Paris, se voit confier les cours complémentaires de législation industrielle, jusque-là assuré par Flurer, et de droit constitutionnel. Mais il obtient très rapidement le cours de droit civil en 1879. Comme ce cours intéressait également Flurer, celui-ci réclame, au motif habituel à l'époque qu'il a été agrégé trois ans plus tôt, une permutation, qu'il obtient sans doute à contre-cœur de Caillemier. Audibert récupère donc la première chaire de droit romain, qu'il occupera jusqu'en 1899. La même année Ch. Appleton, qui occupait provisoirement la seconde chaire de droit romain, en devient finalement professeur titulaire (arrêté du 12 août 1878)<sup>21</sup>. Il la conservera jusqu'en 1922, date à laquelle il est remplacé par Eugène Lefèvre. Signalons enfin qu'un dernier changement important intervient en 1899 : Ch. Audibert quitte Lyon pour Paris (1899<sup>22</sup>) et P. Huvelin le remplace alors, jusqu'à son décès en 1924<sup>23</sup>.

Ainsi, alors que cinq enseignants se succèdent les cinq premières années, l'attribution des cours de droit romain se fait plus pérenne à partir de 1880 : se succèdent alors Ch. Appleton, A. Audibert et P. Huvelin. Même si le départ de P. Huvelin en 1924 se traduit, comme lors des premières années de la Faculté, par une succession des enseignants à un rythme soutenu, c'est finalement un corps enseignant relativement stable<sup>24</sup> qui, à Lyon, se voit confier le soin de dispenser les cours de droit romain.

Il suffira ici de dire quelques mots d'Appleton et Huvelin. Ch. Appleton (1846-1935) avant d'intégrer la Faculté de droit de Lyon pour y enseigner le droit romain, a suivi ses études de droit à Dijon où il soutient, en 1871, une

---

<sup>21</sup> On rappellera pour mémoire que, de 1878 à 1880, le cours de *Pandectes* est confié à Ch. Hanoteau, avant sa désignation définitive sur la chaire de procédure civile. Ce cours est alors exclusivement assuré par Appleton, qui ne le partagera (une année sur deux) avec Audibert qu'à partir de 1892.

<sup>22</sup> Grâce à E. Jobbé-Duval (« L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 210), l'on sait que Ch. Audibert est chargé, pour l'année universitaire 1904, d'un séminaire de droit romain et de la conférence destinée à la préparation des candidats à l'agrégation d'histoire du droit.

<sup>23</sup> Pour l'anecdote : Huvelin n'assure pas ses cours à Lyon en 1905-1906, année universitaire pendant laquelle il donne à Aix-Marseille un cours complémentaire d'histoire du droit français. Il est alors remplacé par Olivier-Martin, ce qui explique peut-être pourquoi ce dernier se chargera de sa nécrologie (« P. Huvelin », *Revue historique de droit français et étranger*, 1924-4, p. 351-352).

<sup>24</sup> Appleton enseigne 47 ans, Huvelin 35 ans... On trouvera plus de renseignements dans : S. RONDEL, *op. cit.*

thèse portant sur la notion de possession et les actions possessoires<sup>25</sup>. Reçu au concours d'agrégation de 1875, il est d'abord nommé à Rennes mais Caillemier le convainc de s'installer à Lyon, où ses activités de recherches se concentrent désormais sur le droit romain<sup>26</sup>, après une brève incursion dans les temps modernes<sup>27</sup>. Le droit des contrats l'occupe beaucoup, qu'il s'agisse de la stipulation<sup>28</sup>, du contrat de vente<sup>29</sup>, du prêt à intérêt<sup>30</sup>, de la compensation<sup>31</sup>. Il n'est pas indifférent cependant au droit des personnes, comme le prouve son étude consacrée au fou et au prodigue<sup>32</sup>, ni au droit de la famille<sup>33</sup> ou au droit des biens (son *Histoire de la propriété prétorienne et de l'action publicienne*<sup>34</sup> suffirait à le montrer). Outre l'étude des institutions juridiques du droit privé des Romains, Appleton porte également son regard du côté des sources. Si son attachement à la loi des XII Tables est connu, notamment à travers la discussion qu'il entretient avec Éd. Lambert,

<sup>25</sup> *De la Possession et des actions possessoires*, Thèse Droit, Dijon : J. Marchand, 1871.

<sup>26</sup> Même s'il s'intéresse à des questions plus politiques et actuelles, notamment à la situation sociale et politique des femmes dans le droit moderne lors d'un discours prononcé à la séance de rentrée des Facultés de Lyon, le 3 novembre 1892 (publication : Lyon, A. Storck, 1892).

<sup>27</sup> *Coup d'œil biographique sur quelques jurisconsultes français du XVI<sup>e</sup> siècle. Dumoulin, son rôle en Suisse. Cujas*. Conférence faite dans la salle du Grand-Conseil, le 15 décembre 1874, Berne : impr. de Staempfli, 1875.

<sup>28</sup> *Étude sur les "Sponsores fidepromissores et fidejussores". Épisode des luttes entre la plèbe et le patriciat au VII<sup>e</sup> siècle de Rome*, Paris : E. Thorin, 1876 ; *De la Condition résolutoire dans les stipulations, et de la stipulation prépostère*, Paris : L. Larose, 1879, extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*.

<sup>29</sup> Par exemple : « l'obligation de transférer la propriété dans la vente romaine, Fr. 16 D. 'De cond. causa data', XII, 4 », *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, novembre-décembre 1906 qui a été imprimé à Paris chez L. Larose et L. Tenin en 1906 ; ou encore « des Droits du vendeur à livrer dans la faillite de l'acheteur » (Paris, A. Rousseau, 1887, extrait des *Annales de droit commercial*).

<sup>30</sup> *Contribution à l'histoire du prêt à intérêt à Rome. Le taux du 'fenus ancarius'*, Paris : L. Tephin, 1919, extrait de la *Nouvelle Revue historique du droit français et étranger*.

<sup>31</sup> *Histoire de la compensation en droit romain*, Paris : G. Masson, 1895.

<sup>32</sup> Paris : E. Thorin, 1893, extrait de la *Revue générale du droit*.

<sup>33</sup> *De quelques problèmes relatifs à l'histoire du mariage, promiscuité primitive, couvade, capture, etc.*, Paris : Fontemoing, 1916 ; *De quelques problèmes relatifs à l'histoire du mariage romain*, Lyon : Rey, 1917 ; *La longévité et l'avortement volontaire aux premiers siècles de notre ère, avec un tableau de statistique comparée*, Lyon : Rey, 1920.

<sup>34</sup> Paris : E. Thorin, 1889, 2 vol. in-8°, qui a fait l'objet d'une réimpression par Aalen : Scientia Verl., 1974.

il cherche aussi à restituer la forme originelle de l'édit publicien<sup>35</sup>, au moment où, en Allemagne, O. Lenel parvient à reconstituer l'édit perpétuel<sup>36</sup>. Il s'intéresse encore à la doctrine classique, notamment Julien<sup>37</sup>, ou au droit du Bas-Empire, spécialement dans *Les Sources des Institutes de Justinien*<sup>38</sup>.

Malheureusement, le fruit de toutes ces recherches (qui lui valent une reconnaissance internationale véritable, notamment de la part des romanistes allemands ou italiens<sup>39</sup>) et de tous ces enseignements n'a pas fait, de sa part, l'objet d'une synthèse dans le cadre d'un manuel ou d'un traité. À son décès<sup>40</sup> Appleton ne laisse de son enseignement à la Faculté de droit de Lyon qu'un *Résumé du cours de droit romain*<sup>41</sup>. On aura compris, cela dit, que l'on s'attachera ici surtout à la réflexion qu'il a pu conduire tout au long de sa carrière sur la question du statut et de la fonction du droit romain dans les études juridiques, ainsi que sur la méthode de son enseignement<sup>42</sup>.

---

<sup>35</sup> *Essai de restitution de l'édit Publicien et du commentaire d'Ulpian sur cet édit*, Paris : E. Thorin, 1886, extrait de la *Revue générale du droit*.

<sup>36</sup> O. LENEL, *Essai de reconstitution de l'Edit perpétuel*, Paris, 1901, trad. F. Peltier, dont Audibert a rédigé le compte-rendu à la *Nouvelle revue historique du droit*, t. XXV, 1901.

<sup>37</sup> *La Date des Digesta de Julien*, Paris : L. Larose et L. Tenin, 1911, extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XXXIV. À quoi il faut ajouter : *Les Pouvoirs du fils de famille sur son pécule 'castrans' et la date des 'Digesta' de Julien*, Paris : L. Larose et L. Tenin, 1911 extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 4<sup>ème</sup> série, t. I.

<sup>38</sup> Paris : E. Thorin, 1891, extrait de la *Revue générale du droit* 1891.

<sup>39</sup> Le compte-rendu d'Erman sur *l'Histoire de la propriété prétorienne* le conduit par exemple à soutenir que la Faculté de droit de Lyon n'a « plus rien à faire pour mériter d'être la première Université régionale française » (cité par N. DOCKES-LALLEMENT, « La fondation... », *art. précit.*, p. 53).

<sup>40</sup> Sa nécrologie est rédigée, en 1935, par P. Collinet (P. COLLINET, « Charles Appleton », *Revue historique de droit français et étranger*, 1935-4, p. 609-622).

<sup>41</sup> Paris : L. Larose et Forcel, 1884. Outre la matière juridique, son regard s'est aussi porté, surtout à la fin de sa carrière, sur l'histoire politique et sociale de Rome : *Trois épisodes de l'histoire ancienne de Rome. Les Sabines, Lucrèce, Virginie*, Paris, Sirey, 1924.

<sup>42</sup> *Observations sur la méthode dans l'enseignement du droit en général, du droit romain en particulier, et sur les réformes adoptées en 1889*, Paris : A. Colin et Cie, 1891 ; *Le testament romain, la méthode du droit comparé et l'authenticité des XII Tables* (extrait de la *Revue générale du droit*, 1902-1903), Paris : A. Fontemoing, 1903 ; « L'enseignement du droit romain », *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1921, t. XLV, p. 211-217 ; « Les exercices pratiques dans l'enseignement du droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 1924, t. LXXVIII, p. 142-158 ; « Notre enseignement du droit

Quant à P.-L. Huvelin<sup>43</sup>, natif de la Côte-d'Or (11 avril 1873), il fait ses études de droit à Paris, où il soutient en 1897 une thèse consacrée au droit des marchés et des foires, puis est désigné chargé de cours à la Faculté d'Aix en 1898. Agrégé l'année suivante, il quitte Aix pour Lyon où, avant d'obtenir une chaire de droit romain, il est nommé chargé de cours. Très vite, il laboure le champ de l'ancien droit romain (*La notion de l'injuria dans le très ancien droit romain*, Lyon, Rey, 1903 ; *Les tablettes magiques et le droit romain*, Mâcon, 1901) auquel il applique la méthode sociologique. Si ces travaux ne marquent pas beaucoup le milieu des romanistes, sa périodisation de l'histoire des institutions romaines influence au contraire R. Monier, qui publiera son *Cours élémentaire de droit romain* à partir de 1927. Elle consiste à distinguer non pas seulement trois périodes (ancien droit, droit classique, droit byzantin ou du Bas-Empire, comme le fait E. Cuq) mais quatre : des origines à la fin de la deuxième guerre punique ; de la fin de la deuxième guerre punique à la mise en place de l'Empire ; le Haut-Empire ; le Bas-Empire (à partir de Dioclétien, même si le droit privé se transforme en réalité plus fortement à compter du règne de Constantin, jusqu'à la mort de Justinien).

Enfin, à côté des titulaires de chaires de droit romain il conviendra, sur certains points, d'évoquer la réflexion ou les travaux de E. Caillemer<sup>44</sup>, le

---

romain, ses ennemis et ses défauts », *Mélanges de droit romain dédiés à G. Cornil*, Paris, Sirey, 1926.

<sup>43</sup> Sur Huvelin, voir : Fr. AUDREN, « Paul Huvelin (1873-1924) : juriste et durkheimien », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2004-1, p. 117-130 et, en dernier lieu, la notice au *Dictionnaire historique des juristes français*, Paris, PUF, 2007, dir. P. ARABEYRE, J.-L. HALPERIN et J. KRYNEN.

<sup>44</sup> Né à Saint-Lô le 23 avril 1837, Caillemer accomplit de brillantes études de droit à Caen, où il suit les cours de Demolombe et soutient le 22 août 1861 une thèse intitulée : *Des Intérêts* (Caen : A. Hardel, 1861, 275 p.). Il s'inscrit ensuite au Barreau et devient avocat à la Cour d'appel de Caen (contre la tradition familiale qui le destinait plutôt au notariat). Mais il choisit finalement l'Université, qu'il intègre à la faveur du concours d'agrégation de droit, section droit civil et criminel, de 1862 (dont il est le major de promotion). Chargé de cours puis professeur titulaire de la chaire de droit civil (en 1864, à la faveur d'une dispense d'âge) à la Faculté de droit de Grenoble, il est désigné juge au concours d'agrégation en 1867 puis en 1878 (avant de présider lui-même un jury). Lors de la création de la Faculté de droit de Lyon, il est désigné en même temps professeur et doyen (fonction qu'il occupe jusqu'en 1908). Tout au long de sa carrière il aura bénéficié de l'amitié et du soutien d'un autre helléniste : Ch. Giraud. C'est à ce dernier en effet qu'il doit son élection comme membre correspondant de l'Institut et, vraisemblablement, sa désignation à Lyon. Pour plus de renseignements, cf. D. DEROUSSIN, « Exupère Caillemer (1837-1913) », *La Faculté de droit de Lyon...*, *op. cit.*, p. 91-95 et v° Caillemer in

premier doyen de la Faculté, ou encore d'Éd. Lambert, nommé à Lyon à la faveur du concours de 1896 dont il fut le major et au jury duquel E. Caillemier appartenait<sup>45</sup>. Ceux-ci, d'ailleurs, ont siégé dans les jurys de soutenance de plusieurs thèses de droit romain ou d'histoire du droit<sup>46</sup>.

## II - Les défauts de l'enseignement du droit romain

Voilà donc le contexte, qui fournit aux Lyonnais l'occasion non seulement de critiquer le programme des cours imposé par l'arrêté du 4 février 1853, mais encore de s'élever contre la marginalisation progressive de l'enseignement du droit romain au sein de la licence. Celle-ci s'explique pour une part sans doute par ce que Appleton appelle « le préjugé moderniste »<sup>47</sup> dont font preuve les « ennemis politiques » du droit romain. Ce préjugé fonctionne en effet en ces temps comme en d'autres à merveille contre la Tradition que ce dernier serait censé incarner avec, par exemple, les humanités (Appleton n'hésite pas, par exemple, à défendre les décrets Bérard imposant l'apprentissage du latin dans l'enseignement secondaire,

---

*Dictionnaire historique des juristes français, op. cit.* ; N. DOCKES-LALLEMENT, « La fondation... », *art. précit.*, p. 27-59.

<sup>45</sup> À son arrivée à Lyon Huvelin est chargé des cours d'histoire générale du droit français (1<sup>ère</sup> année) et d'histoire du droit (doctorat) avant d'obtenir la chaire d'histoire du droit en 1900, après le départ de Barthélémy. Il enseigne à la Faculté (sur une chaire de droit comparé créée à son attention en 1920) jusqu'à l'âge de la retraite, en 1936. Ses recherches mais aussi la création de l'Institut de droit comparé lui valent une reconnaissance internationale dont témoigne la multitude des contributeurs aux trois volumes de mélanges qui lui sont dédiés et publiés sous le titre : *Introduction à l'étude du droit comparé, Recueil d'études en l'honneur d'Ed. Lambert*, Paris, L.G.D.J., 1938.

<sup>46</sup> Caillemier et Huvelin prennent part, à côté d'Appleton, au jury réuni pour une thèse intitulée : *Le droit romain et le droit grec dans le théâtre de Plaute et de Térence* (Lyon : Rey, 1900). Quant à la thèse intitulée : *Essai historique sur le développement de la notion de droit naturel dans l'antiquité grecque* (Trévoux : J. Jeannin, 1908), elle est soutenue devant Caillemier, Huvelin et Lévy.

<sup>47</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 43 : « craignons que nos dédains de l'antiquité n'éveillent un jour les sourires de la postérité ». Préjugé qui s'ajoute aux présupposés « étranges » et « nombreux » que l'enseignement du droit en général suscite, y compris « chez des personnes fort instruites » (lorsqu'elles confondent, par exemple, le droit et la chicane ou nient le caractère scientifique du droit, cf. Ch. APPLETON, « Observations sur la méthode dans l'enseignement du droit en général, du droit romain en particulier et sur les réformes adoptées en 1889 », *Revue internationale de l'enseignement*, 1891, p. 236).

quitte à passer pour un sympathisant des « partis conservateurs »<sup>48</sup>). Mais, pour une autre part, elle s'explique aussi par des facteurs propres à la discipline, ou plutôt à son enseignement. Partageant le constat déjà dressé par son ami G. Cornil, Appleton insiste ainsi sur le fait que « l'aversion courante pour le droit romain et en général pour l'histoire du droit procède sans doute d'un vice de l'enseignement »<sup>49</sup>. Si le droit romain a des « ennemis », le plus redoutable d'entre eux est certainement, à ses yeux, la manière si critiquable dont il est enseigné. Ne partageant sans doute pas l'optimisme prudent de P.-F. Girard<sup>50</sup>, ceux-ci s'expliquent aussi sur la méthode. Tout particulièrement, les articles d'Appleton à la *Revue internationale de l'enseignement* ou dans les *Mélanges* offerts à G. Cornil méritent une attention particulière dans la mesure où, semble-t-il, ils ont marqué les esprits, à tel point que R. Monier en fait cas encore dans les différentes éditions de son *Manuel* (1<sup>ère</sup> édition en 1934) où, au titre des notions préliminaires, il croit toujours utile de rappeler la nécessité d'une culture historique et juridique « suffisante » à l'effet de mieux saisir la relation du droit à son milieu social.

L'enseignement du droit romain tel qu'il est dispensé en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle présente aux yeux de ses détracteurs d'innombrables défauts, on s'en doute. Inutile car obsolète, puisqu'il s'agit d'un droit mort, le droit romain serait également encombrant, puisqu'il prendrait la place d'autres cours jugés plus formateurs ou directement utiles. Inutile d'insister sur ces présupposés, toujours vivaces d'ailleurs... Il importe plus en revanche de réfléchir aux défauts que relèvent et contre lesquels s'élèvent ses propres défenseurs parce qu'ils lui font courir de grands risques. Les Lyonnais, avec d'autres, en identifient plusieurs.

---

<sup>48</sup> La latin ne fait pas partie des langues « mortes, mais immortelles ». Appleton refuse l'idée d'après laquelle l'apprentissage du latin et du droit romain n'est propre qu'à former dans les provinces « une basoche confortablement nourrie de droit romain et d'humanités classiques », appui des gouvernements conservateurs, tandis que l'enseignement du droit international ou de la législation ouvrière serait propre à former « des esprits hardis, novateurs, et pour tout dire, avancés » (*L'œuvre*, 3 décembre 1924, cité par Appleton, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 45).

<sup>49</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*

<sup>50</sup> Peut-être en réponse aux inquiétudes exprimées par certains, P.-F. Girard explique en effet au même moment que le succès de son *Manuel élémentaire* auprès des étudiants devrait rassurer ceux qui craignent que « les études sérieuses de droit romain soient si délaissées ni en France ni ailleurs » (préf.).



Le premier (sans qu'il faille chercher dans ce classement un ordre croissant de gravité) se résume à une idée simple : le risque d'isolement. À lire les manuels de droit romain, remarque Appleton peut-être de manière excessive, « on ne se serait pas douté vraiment qu'il existât un code civil français, dont la plupart des articles avaient été empruntés au droit romain, et qu'on ne pouvait bien comprendre sans lui. On n'y parlait point des transformations qu'avaient subies des institutions fameuses, on ne suivait pas leurs traces dans les législations étrangères »<sup>51</sup>. Or ce « défaut de contact avec les législations modernes » représente véritablement une « carence » et nuit gravement à la « popularité de notre enseignement », remarque Appleton<sup>52</sup> : « cet isolement regrettable du droit romain est peut-être ce qui lui a fait le plus de tort dans l'opinion »<sup>53</sup>. L'enseignement du droit a en effet tout à perdre à se déconnecter, à s'isoler « systématiquement » de l'étude des ordres juridiques contemporains. Dès lors, pourquoi « laisser systématiquement de côté la manière dont les rédacteurs du code civil ont compris le droit romain » ? Serait-ce là la seule manière d'aborder scientifiquement le droit romain ?

La réponse est assurément positive pour, par exemple, P.-F. Girard. Celui-ci en effet récuse « l'utilité professionnelle directe » qui pourrait être tirée de l'étude du droit romain dans ses rapports avec le droit français, c'est-à-dire dans sa très longue durée (droit romain médiéval, pratique du droit romain par les jurisconsultes de l'Ancien Régime), au motif qu'une telle démarche nous ferait connaître seulement la manière dont le droit romain était entendu par nos anciens auteurs, ce qui n'a à ses yeux « presque rien de commun avec l'étude scientifique de la législation romaine », c'est-à-dire non pas le droit romain « vrai »<sup>54</sup>. L'opinion des Lyonnais est tout autre. L'une (l'étude scientifique), écrit par exemple Appleton, n'empêche pas l'autre et la conjonction des deux approches assurerait au contraire à l'enseignement du droit romain l'utilité pratique « recherchée avant tout par les étudiants »<sup>55</sup>. Et même si contrairement à la pratique allemande le professeur de droit romain n'est pas en France aussi invité par son statut à

---

<sup>51</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 264.

<sup>52</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 47.

<sup>53</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 265.

<sup>54</sup> GIRARD, *Manuel*, p. 5 : « il est certain par exemple que, quand Pothier a mal compris une théorie romaine, ce n'est pas la théorie véritable de Rome, mais le contre-sens de Pothier qui a passé dans le code ». Le droit romain « vrai » n'est autre, dans l'esprit de Girard, que celui que « la critique moderne » parvient à « dégager de l'ensemble des documents qui nous sont parvenus ».

<sup>55</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 49.

dispenser des cours de droit positif<sup>56</sup>, déplore Appleton, de sorte que son enseignement finit par perdre une bonne partie de cette utilité et de son intérêt pour la compréhension du droit moderne, il aurait tort de méconnaître les droits positifs. L'omission est, en outre, « d'autant plus inexcusable qu'elle est volontaire »<sup>57</sup>.

Le second défaut de l'enseignement du droit romain, dont les étudiants sont, d'après Appleton, « unanimes à se plaindre », tient à un excès d'érudition, que ce dernier juge à bien des égards stérile, voire dangereux lorsqu'il s'agit de la préhistoire du droit romain, qui ouvre un champ trop large à l'imagination<sup>58</sup>. Ce défaut est essentiellement induit par l'attitude des maîtres. Mais en sont-ils pleinement responsables ? N'est-ce pas là une conséquence mécanique de l'organisation même des études et des examens ? Pendant longtemps en effet les programmes ont été perçus par les professeurs comme un véritable carcan, une limitation intolérable de leur liberté de méthode de travail et d'exposition. Confirmé par une circulaire du 18 mai 1877, l'arrêté de 1853 n'imposait-il pas impérativement d'étudier les deux premiers livres des *Institutes* en première année puis les deux derniers en deuxième année de licence ? C. Accarias s'en plaignait déjà dans la préface à la première édition de son *Précis de droit* : « libre des gênes officielles d'un programme mal conçu » qui fait commencer l'enseignement du droit romain par le commentaire des *Institutes* de Justinien, il vaudrait mieux prendre pour « point de départ » les textes de la doctrine classique. Mais, comme elles forment « la base des examens de droit romain », il dit sacrifier « sans hésiter » ses préférences « à la nécessité »<sup>59</sup>. Après lui, Lyon-Caen remarque encore que les professeurs, « privés de toute liberté par des programmes surannés et étroits », sont contraints à « commenter les textes ». Il s'interroge : « quant obtiendront-ils cette liberté de méthode sans laquelle il n'y a pas d'enseignement supérieur vraiment digne de ce nom ? »<sup>60</sup>. À Lyon,

---

<sup>56</sup> Déjà dans un article plus ancien à la *Revue internationale de l'enseignement* (1891, t. XXI, p. 261-265) Appleton avait eu l'occasion de plaider contre ce système de cloisonnement traitant le droit romain et le droit positif comme des « compartiments étanches » alors même que nombre d'articles du code civil « ne s'expliquent complètement que par lui [le droit romain] ». Appleton a d'ailleurs mis cette idée en pratique, puisqu'il a enseigné le droit constitutionnel.

<sup>57</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 49.

<sup>58</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 47.

<sup>59</sup> C. ACCARIAS, *Précis de droit romain contenant avec l'exposé des principes généraux le texte, la traduction et l'explication des Institutes de Justinien*, Paris, 1882, 3<sup>ème</sup> éd.

<sup>60</sup> *Annales des Facultés de Lyon*, 1889, p. 11.

ce découpage imposé par le ministère est critiqué notamment par Appleton, dans la mesure où il conduit à séparer l'étude des droits réels de celle des actions qui les garantissent alors pourtant que, dans l'esprit des juristes romains, le fond du droit est largement dominé par la procédure<sup>61</sup>. Si les méthodes d'enseignement du droit romain « ont besoin d'être rajeunies », il ne faut donc pas blâmer les « maîtres qui ont tout fait pour les transformer » mais se sont heurtés à « l'obstacle invincible » de la « réglementation stérilisante », note celui-ci<sup>62</sup>. C'est seulement par le décret du 24 juillet 1889, qui met fin à « l'abus de la réglementation, le fétichisme de l'uniformité et l'étroitesse des programmes »<sup>63</sup>, que la liberté totale de leurs programmes est concédée aux professeurs ; liberté en partie réduite le 30 avril 1895 par un décret qui contraint le professeur à consacrer le cours de première année à un exposé général du droit privé romain, même s'il le laisse libre de choisir le sujet du cours de deuxième année (le droit des obligations étant, le plus souvent semble-t-il, choisi). Désormais donc, il appartient à chaque professeur, se félicite Jobbé-Duval, de déterminer l'étendue des développements qu'il entend consacrer à telle ou telle institution juridique, notamment au regard de l'intérêt qu'elle représente « au point de vue de l'histoire des idées juridiques »<sup>64</sup>. Mais que de dégâts le programme officiel n'a-t-il pas causés, à commencer précisément par cet excès d'érudition ? Enfermé dans son programme, le professeur en effet avait-il d'autres choix pour se « distinguer » que d'accumuler les exégèses, « la richesse toujours croissante des solutions de détail »<sup>65</sup> ? Choix pédagogique, mais aussi *éditorial* : rien ne garantit mieux le succès d'un manuel, que son adéquation au programme et au type d'examen, fût-elle porteuse d'un tel excès<sup>66</sup>.

---

<sup>61</sup> *Annuaire de l'Université*, 1885-1886, p. 11.

<sup>62</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 250.

<sup>63</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 238. La position d'Appleton est assez radicale. L'Université est, pour lui, synonyme de liberté absolue et, dirions-nous aujourd'hui, d'*autonomie* (pédagogique) : « quelle nécessité y a-t-il à ce qu'on enseigne les mêmes choses dans la même année, avec la même méthode, sur le même programme, à Paris, à Lyon, à Bordeaux, etc. ?... Créer des Universités ne sera qu'une réforme sur le papier tant qu'on ne leur aura pas accordé l'essentiel, la liberté des programmes et des méthodes » (*id.*, p. 251), étant entendu que la liberté des Universités doit reposer sur celle des Facultés, elle-même tributaire de celle des professeurs.

<sup>64</sup> E. JOBBÉ-DUVAL, « L'enseignement du droit romain », *art. précit.*, p. 197.

<sup>65</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 249.

<sup>66</sup> Appleton fustige au passage ce « laminoir destructeur de tout relief » qu'est l'édition des manuels (Ch. APPLETON, « De la méthode », *art. précit.*, p. 19).

L'érudition est évidemment nécessaire au professeur<sup>67</sup>. Elle alimente sa réflexion et doit lui permettre (Appleton et Huvelin sont d'accord sur ce point) de ne pas limiter son regard au seul droit du *Corpus* de Justinien, donc d'abandonner la méthode qui avait notamment présidé à la confection, de la part des générations précédentes de romanistes, des divers ouvrages destinés à donner une *Explication des Institutes* (lesquels le plus souvent consistaient finalement à concevoir le droit romain comme un tout perçu dans sa forme terminale à travers le *Corpus iuris civilis* et, plus précisément encore, les *Institutes* de Justinien). Au contraire, comme G. Cornil<sup>68</sup> l'explique aussi, les romanistes doivent s'évertuer à replacer les règles romaines dans leur contexte, c'est-à-dire dans l'histoire interne du droit romain, de la loi des XII Tables aux codifications du VI<sup>e</sup> siècle.

Mais si l'érudition constitue les racines de son savoir, ce sont ses fruits, « beaucoup plus doux », que le professeur doit faire goûter aux étudiants. Après H. Lévy-Bruhl<sup>69</sup>, Appleton notamment forme le souhait que les études « archéologiques » soient « sévèrement proscrites de l'enseignement » sauf, convient-il, pour la préparation du concours d'agrégation ! La plupart des étudiants (« notre clientèle d'étudiants ») n'étant pas en effet destinés à l'enseignement ou à la recherche mais plutôt à devenir des « jurisconsultes », de tels exposés sont inutiles, voire dangereux car décourageants. Il incombe ainsi au professeur de s'adapter à son public et à la finalité professionnelle de l'enseignement dispensé dans les Facultés de droit<sup>70</sup>. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la réforme de l'enseignement secondaire qui venait d'être opérée autorisait désormais l'accès aux Facultés de droit d'un public qui n'a pas étudié le latin au lycée (les bacheliers de la filière langues vivantes-sciences) même si, du moins est-ce ainsi que Esmein tente de calmer la crainte suscitée

---

<sup>67</sup> Appleton se défend d'ailleurs contre ceux qui assimileraient ce rejet relatif de l'érudition à un désintérêt pour les sources (« L'enseignement du droit en France néglige-t-il les sources ? », *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1909, t. XXXIII, p. 511-520).

<sup>68</sup> « Car la puissance éducatrice du droit romain réside surtout dans le tableau merveilleux d'une évolution plus que millénaire du droit : ce qui est le plus hautement instructif pour nous, c'est la remarquable stratification de sédiments juridiques... nous avons là un vaste champ d'observation », *art. précit.*, p. 311.

<sup>69</sup> *Revue internationale de l'enseignement*, 15 mars et 15 avril 1925, p. 96.

<sup>70</sup> Ce qui ne conduira pas nécessairement à une baisse du niveau des études. Nullement nostalgique, Appleton remarque d'ailleurs que, à l'heure où il écrit, les étudiants sont « plus sérieux, les examens plus difficiles », de sorte que « il n'y a pas d'hésitation possible, les études sont aujourd'hui plus fortes qu'autrefois », même s'il « semblerait à quelques-uns que reconnaître l'infériorité de l'enseignement qu'on a reçu, ce serait se dénigrer soi-même ! » (« Observations... », *art. précit.*, p. 277).

par cette réforme chez les juristes, ces derniers seront peu nombreux<sup>71</sup>. C'est d'ailleurs pour ne pas décourager ces « auditeurs que l'Université n'a pas souhaités »<sup>72</sup> qu'il convient, selon Appleton, de ne pas faire du droit romain un « épouvantail »<sup>73</sup>, donc d'abandonner l'exégèse rigoureuse des textes en licence. Le *Rapport sur les concours de l'année scolaire 1904-1905* de la Faculté de droit<sup>74</sup> ne précise-t-il pas d'ailleurs qu'il serait « opportun, nécessaire même, puisque la presse a été saisie récemment de la question »<sup>75</sup> de « rassurer » ces bacheliers scientifiques « contre l'idée, aujourd'hui sans fondement, qu'il faudrait savoir le latin pour aborder l'étude du droit romain » dans les cours de licence ? La question est fondamentale<sup>76</sup>. Il ne s'agit pas de savoir si la maîtrise du latin est nécessaire à la formation des juristes. La réponse est, pour Appleton, évidemment positive. Mais *quid* des enseignements non proprement scientifiques, c'est-à-dire des cours dispensés dans le cadre de la licence ? Faut-il les rendre intelligibles aux non-latinistes ? Faut-il, pour cela, renoncer à « ne commenter que des textes dont on connaît la langue »<sup>77</sup>,

---

<sup>71</sup> A. ESMEIN, « La licence en droit et le droit romain », *Revue générale de l'enseignement*, XLIV, 1902, p. 289 et s. Les fils qui, mal guidés par leurs pères, s'aventureraient à la Faculté de droit après des études scientifiques seraient des « égarés... qui auront d'abord visé une autre carrière... et qui ont manqué leur premier but : le plus souvent d'anciens candidats à l'Ecole polytechnique, à Saint-Cyr, à l'Ecole centrale » (p. 293). Pour Esmein, cette réforme du secondaire n'empêche donc pas la nécessité de celle des études en droit, d'autant plus que si l'étude du droit exige une certaine connaissance de la langue latine afin d'accéder aux textes, « ceux-ci apparaissent fort discrètement dans le cours de certains professeurs » (Esmein cite, à l'appui de cette assertion, les rapports de H. Monnier de la Faculté de Bordeaux et de Ed. Lambert).

<sup>72</sup> Ch. APPLETON, « L'enseignement du droit en France néglige-t-il les sources », *art. précit.*, p. 511 et s.

<sup>73</sup> Le mot est employé dans un article anonyme, qui pourrait fort bien avoir été rédigé par Appleton, paru dans *Le Temps* le 18 août 1905. Quoi qu'il en soit, Appleton le prend à son compte dans sa polémique contre J. Archer.

<sup>74</sup> P. 76 à 79.

<sup>75</sup> Allusion aux articles parus dans *Le Temps* (19 juillet 1905), dans lesquels le droit romain est rangé au nombre des « études archaïques », avec l'histoire du droit.

<sup>76</sup> Et elle se pose aujourd'hui avec une acuité plus forte encore.

<sup>77</sup> J. ARCHER, « Réponse à M. Ch. Appleton », *Revue générale du droit*, 1909. Archer reproche à l'enseignement du droit de négliger l'étude des sources dans la mesure où, en licence, les cours obligatoires s'en éloignent (il prend pour preuve ce qu'il a vu, à Paris, de l'enseignement du droit romain ainsi que le rapport précité de la Faculté de droit de Lyon) et que le titre de docteur peut être obtenu, grâce au doctorat ès sciences politiques et économiques, sans avoir suivi un seul cours de *Pandectes* (cours auxquels, précisément, Appleton réserve l'étude critique des textes). Il évoque également le fait que, lors d'un jury d'agrégation réunissant

alléger l'enseignement de « l'appareil rébarbatif des textes » et ne lui appliquer que la méthode historique ? Ainsi conçu, cet enseignement conserverait-il sa valeur formatrice ? Ces questions ont été l'occasion d'une vive polémique entre Appleton et J. Archer, dont rendent compte leurs contributions respectives à la *Revue générale du droit* co-dirigée, à l'époque, par Appleton<sup>78</sup>. Pourtant, les deux protagonistes semblent d'accord : l'enseignement historique suppose nécessairement, pour être qualifié scientifique, non seulement le maniement des sources mais leur critique, donc leur compréhension. Mais alors que le second voudrait appliquer cette méthode à tous les enseignements historiques des Facultés de droit, le second la limite aux seuls cours véritablement scientifiques à ses yeux : les cours de *Pandectes*.

Stigmatiser l'excès d'érudition ne revient donc pas à abandonner le terrain de la recherche fondamentale, voire philologique, mais à réserver les résultats ainsi acquis aux publications, et beaucoup moins aux enseignements, surtout ceux des deux premières années de la licence. L'attitude d'Appleton à l'égard des sources du droit romain le prouve assez. D'une part, il s'inscrit dès sa thèse de doctorat en 1884 dans la nouvelle tendance historiographique, qui consiste à traquer les modifications apportées par les compilateurs de Justinien et à redonner aux textes classiques leur pureté (présumée). Appleton ne se désintéresse donc pas des sources, loin s'en faut, et sa thèse marque en France le début de la chasse aux interpolations, qu'il poursuit notamment dans ses cours de *Pandectes* pour les années universitaires 1889-1890 et 1905-1906. En contrepoint, et indépendamment du jugement qui peut être aujourd'hui porté sur cette tendance historiographique, le *Manuel élémentaire* de P.-F. Girard accuse à l'époque sur le plan de la méthode un certain retard, comme le remarque J.-Ph. Lévy<sup>79</sup>. D'autre part, loin de négliger les sources, Appleton reproche aux autres, y compris Huvelin, de céder trop facilement à la méthode hypercritique, à laquelle il consacre d'ailleurs une étude pour le moins

---

notamment Esmein, Girard, Fournier et Monnier, un candidat a commenté une novelle non pas à partir du texte grec, mais d'une traduction...

<sup>78</sup> Dans sa réponse à Appleton, J. Archer annonce même mettre un terme à sa collaboration à la revue. Les expressions et jugement sont parfois vifs : Appleton évoque la jeunesse d'Archer, qui expliquerait son emportement à défaut de l'excuser et Archer se soucie ironiquement de la « véhémence du langage chez un critique à qui son âge avancé interdit de se mettre en colère sans raison grave ».

<sup>79</sup> Cf. sa préface à la réédition du *Manuel* de Girard.

*critique*<sup>80</sup>. La plupart des historiens et romanistes ont tort d'accorder si peu de crédit aux historiens ou annalistes romains, à l'épigraphie, ou aux témoignages littéraires qui sont pourtant le plus souvent, à ses yeux, dignes de foi, surtout s'il s'agit, en lieu et place, d'exploiter les « doctrines d'écrivains très modernes, doctrines hardies, parfois téméraires »<sup>81</sup>. Enfin, les cours d'épigraphie latine mis en place à la Faculté de droit sont pour lui, comme pour Huvelin, l'occasion de confronter les étudiants aux sources écrites, en privilégiant d'ailleurs celles qui viennent récemment d'être découvertes (par exemple, pour Appleton, le fragment d'Este, découvert en 1880 et auquel il consacre un article<sup>82</sup>).

Au fond, il s'agit de dire, en stigmatisant l'excès d'érudition, que le juriste moderne n'a pas besoin de connaître dans le détail le travail minutieux de l'histoire du droit. Il suffit au développement de sa sagacité qu'il accède à ce que l'on pourrait appeler, en reprenant une expression de G. Cornil, « la synthèse de l'évolution juridique »<sup>83</sup>, laquelle peut sembler largement suffisante pour lui faire prendre conscience du fait que le droit est une force sociale dont il faut saisir les manifestations par l'observation du passé (pour l'historien) ou de la vie quotidienne.

Troisième défaut : l'enseignement du droit romain manquerait « d'esprit pratique ». Ed. Cuq, dans ses *Institutions*<sup>84</sup>, avait déjà tenté de tordre le cou à un tel reproche. Appleton à son tour se charge de défendre sa discipline : les préteurs et les prudents romains n'étaient-ils pas autant que les magistrats du XX<sup>e</sup> siècle soucieux des besoins de la pratique ? Mieux : la distinction de l'École et du Palais était totalement étrangère aux Romains. D'où alors ce préjugé vient-il ? Sans doute des romanistes eux-mêmes, c'est-à-dire non pas de la matière mais de la manière dont on la traite. Éloignés de la pratique et de leurs collègues civilistes par l'effet de la spécialisation et de la division du concours d'agrégation, les romanistes finissent parfois, remarque Appleton, par soutenir des interprétations qui, confrontées au « sens commun », au « sens pratique », ne tiennent pas. Or non seulement les

---

<sup>80</sup> Ch. APPLETON, « L'hypercritique », *Revue générale du Droit*, 1921, p. 1 : « la méthode hypercritique ne se fait aucun scrupule de jeter par dessus bord le témoignage des écrivains anciens ». Appleton veut au contraire les réhabiliter. Il comprend d'autant moins, on s'en doute, les critiques précitées de J. Archer.

<sup>81</sup> La critique vise directement Huvelin : Ch. APPLETON, « Huvelin romaniste », *R.H.D.* 1924, p. 697.

<sup>82</sup> Ch. APPLETON, « Le fragment d'Este, étude d'épigraphie juridique », *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*..., 1900, p. 193-248.

<sup>83</sup> G. CORNIL, art. précit., p. 325.

<sup>84</sup> *Institutions*..., Paris, 1<sup>ère</sup> éd., p. 594.

exercices d'histoire du droit doivent favoriser l'esprit pratique<sup>85</sup>, mais aussi et surtout l'historien lui-même ne peut concevoir clairement les règles anciennes que s'il possède « une mentalité pratique »<sup>86</sup>.

### III - Les remèdes

Certains remèdes ne sont pas propres à l'enseignement du droit romain, dans la mesure où ils permettraient le perfectionnement de tous les enseignements juridiques. Par exemple, le professeur ne devrait pas perdre de vue que la formation de son public ne consiste pas tant dans l'accumulation de connaissances que dans l'acquisition d'une méthode de travail<sup>87</sup>. Encore faudrait-il rigoureusement distinguer ce qui, dans l'enseignement en général, relève des *principes* (et mérite donc sa place à l'Université) de ce qui, au fond, ne constitue que des *applications* (dont la maîtrise peut être acquise ailleurs)<sup>88</sup>, parce que cette distinction recouvre finalement celle qui sépare les *méthodes* des *connaissances* (dites encore : « spécialités » par Appleton). Car, au fond, la conviction qui court tout au long de cette réflexion, spécialement dans l'esprit de Ch. Appleton, et qui conduit aux remèdes proposés, n'est autre que la primauté de la méthode

---

<sup>85</sup> Cf. Ch. APPLETON, « Les exercices pratiques dans l'enseignement du droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 15 mai et 15 juin 1924, p. 142-158.

<sup>86</sup> Ce qu'il n'hésite pas à reprocher à Huvelin. S'il était sans doute un « grand artiste », un « romaniste éminent... à qui personne de sa génération n'aurait, croyons-nous, disputé le premier rang sous le rapport de l'érudition et du talent », celui-ci en effet représente bien la tendance trop répandue en France qui consiste à préférer l'imagination à l'esprit pratique, au risque d'affirmer (HUVELIN, *Furtum*, p. 406 et s.) par exemple que l'impubère était considéré capable d'être l'auteur principal d'un vol, mais pas complice : or « quand une législation frappe le complice, le sens commun le plus élémentaire montre qu'elle ne peut pas ne pas reconnaître la capacité d'être complice, à tout individu capable d'être auteur principal » (« Notre enseignement du droit romain », *art. précit.*, p. 66). Mais la référence au sens commun, au bon sens n'est ni aisée, ni anodine...

<sup>87</sup> « Les professeurs ne sont point des dictionnaires, mais des éducateurs et des guides, faits pour enseigner les méthodes et semer les idées fécondes dont les connaissances seront le fruit » (Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 238).

<sup>88</sup> Par exemple, un cours de notariat n'a pas à être dispensé par la Faculté, mais plutôt par l'école de notariat (Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 239). C'est toute la différence, explique Appleton, entre les Facultés de droit et les Facultés de médecine, chargées de former directement à l'exercice d'une profession.



sur le fond. Appleton avait-il réellement tort lorsque, prenant à son compte les remarques d'A. France ou d'E. Lavis<sup>89</sup>, il écrivait que « dans tout enseignement, et particulièrement dans l'enseignement supérieur, ce que l'on doit surtout s'efforcer d'inculquer, ce sont des méthodes plutôt que des connaissances » ? Sans doute non. Mais, au lieu de favoriser la maîtrise d'une bonne méthode, l'enseignement du droit se concentre trop souvent (aux yeux d'Appleton) sur l'acquisition des connaissances : « la mémoire, très vite surchargée, devient bientôt un vrai tonneau des Danaïdes à travers lequel coule, sans laisser de trace, tout ce qu'on prétend y loger »<sup>90</sup>. Autant dire que les Facultés de droit doivent rester des « établissements d'enseignement supérieur » et non pas se transformer en « écoles professionnelles... car, en fait de sciences, les méthodes sont tout »<sup>91</sup>.

Outre cette réflexion générale, qui porte finalement sur la nature si particulière de l'enseignement supérieur, quelques romanistes proposent des pistes dont le défrichage serait propre, selon eux, à remédier aux vices observés plus haut. Ainsi, au risque d'isolement, les maîtres lyonnais<sup>92</sup> répondent-ils par une pratique simple, quoiqu'elle suppose, elle aussi, une forme particulière d'érudition : étendre l'étude du droit romain après Rome, c'est-à-dire l'inscrire dans la très longue durée. Se posent alors la question,

---

<sup>89</sup> À propos de la réforme des études secondaires, A. France constatait en effet que « dans notre zèle étourdi, nous avons voulu leur apprendre tout et nous avons oublié de leur apprendre à penser. Nous nous sommes efforcés de leur donner toutes les connaissances qui ne sont rien, sans leur donner la méthode qui est tout », *Le Temps* du 30 mars 1890. C'est dans un article au même journal du 29 juin 1890 que A. FRANCE cite Lavis : « l'enseignement supérieur, c'est, en fin de compte, une méthode » qui doit élever les esprits au-dessus des détails.

<sup>90</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 238.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 277.

<sup>92</sup> Appleton paraît seul à réclamer, comme en Allemagne, que le professeur de droit romain soit aussi chargé d'un cours de droit positif. Ch. Audibert, de son côté, récuse l'idée dans un article à la *Nouvelle revue historique du droit* (t. XXVII, 1903, p. 878) et craint même, pour l'Allemagne, que cette double mission ne conduise à un appauvrissement de la science romanistique. Selon lui en effet, l'étude du droit romain et l'étude de la législation nouvelle issue du *B.G.B.* constituent des champs distincts qui méritent d'être labourés par des spécialistes distincts. Jobbé-Duval est du même avis, même s'il est contraint de reconnaître (en 1904 donc) que « jusqu'à présent rien ne révèle un affaiblissement des études d'histoire du droit romain, bien au contraire » en Allemagne (*art. précit.*, p. 206-207). Un tel constat ne vaudrait-il pas encore aujourd'hui, donnant ainsi raison à Appleton ?

éminemment contemporaine<sup>93</sup>, de la permanence du droit romain au moyen-âge et aux temps modernes et celle, autant cruciale, de la spécificité de la méthodologie historique en droit au regard d'autres disciplines, comme par exemple le droit comparé.

### *Le droit romain dans la longue durée*

Alors que, selon P.-F. Girard, l'utilité de l'étude du droit romain n'est pas de faire « immédiatement connaître les lois actuelles » aux juristes mais de leur apprendre à raisonner, pour perfectionner leur « intelligence juridique » grâce à laquelle ils pourront mieux comprendre les lois actuelles (ce qui revient à considérer le droit romain comme une école de la dialectique, de l'art de la controverse juridique<sup>94</sup>), les maîtres lyonnais font le choix d'élargir le champ chronologique dans lequel l'étude du droit romain est souvent circonscrite, empreints qu'ils sont de l'idée qu'il constitue « la clef du droit moderne »<sup>95</sup>.

Appleton notamment paraît répondre à Girard lorsqu'il explique, d'une part, que si nos anciens auteurs ont parfois méconnu le sens véritable de certaines règles romaines, les historiens modernes encourent le même risque et que, d'autre part et plus fondamentalement, l'étude scientifique, donc historique du droit romain n'est pas incompatible, bien au contraire, avec l'analyse de la manière dont les rédacteurs du *Code civil*, et avant eux notre ancienne doctrine, ont compris le droit romain. Il n'est pas inutile, et encore moins nuisible à la compréhension du droit romain, de s'intéresser par exemple à la remise en ordre du *Digeste* opérée par Pothier dans ses *Pandectae*, dans la mesure même où elle fait connaître ce qu'était sans doute l'interprétation commune du droit romain par la doctrine française du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>96</sup>. De manière encore plus claire, dans ses *Observations* parues à la *Revue internationale de l'enseignement*, Appleton affirme que si

---

<sup>93</sup> Même si, de l'autre côté du Rhin, mais pour des raisons historiques particulières, l'étude du droit romain médiéval et moderne a déjà fait la gloire de Savigny et de sa *Geschichte des Römischen Rechts*.

<sup>94</sup> GIRARD, *Manuel*, p. 6 : « or aucun droit n'est plus propice à un pareil travail d'entraînement intellectuel que le droit romain qui... se trouve être, au point de vue de la pure technique, le monument le plus parfait de dialectique juridique qu'on puisse rencontrer ».

<sup>95</sup> Selon l'expression d'A. ESMEIN (« La licence en droit et le droit romain », *art. précit.*, p. 299).

<sup>96</sup> Appleton ne comprend d'ailleurs pas les raisons du mépris exprimé notamment par Girard et d'autres après lui à l'endroit de Pothier et même de Domat, qualifiés de « civilistes » (P.-F. GIRARD, *Manuel...*, 6<sup>ème</sup> éd., p. 91).

l'enseignement du droit est utile « comme instrument indispensable d'éducation juridique », il l'est tout autant comme « connaissance nécessaire pour l'intelligence de notre droit des législations étrangères ». De la même manière qu'il existe un « lien » entre toutes les sciences (ce qui justifie la création des Universités), il y a une connexité évidente du droit romain au *Code civil*, au point, prophétise Appleton, qu'un jour « on pourra à peine croire que par une inintelligente application de la division du travail nous en soyons arrivés jadis à ce morcellement, à cet isolement où les deux enseignements ont tant à perdre »<sup>97</sup>. Il propose même de consacrer tout un semestre à l'enseignement des « origines romaines du code civil ». Même si cela serait encore insuffisant, il fait remarquer que l'on mettrait tout de même ainsi « en relief une utilité du droit romain que l'on perd trop de vue aujourd'hui »<sup>98</sup>.

Sur ce point, Appleton est en parfait accord avec son collègue belge G. Cornil qui défend lui aussi l'utilité d'une étude des avatars, si l'on peut dire, du droit de Justinien au Moyen Âge et jusqu'aux codifications modernes. Comment comprendre en effet que les codes civils français et allemand adoptent des conceptions opposées de la possession et de la protection possessoire par exemple, sinon par cette circonstance que, au moment où ils ont été rédigés, prévalaient en France et en Allemagne des interprétations divergentes des mêmes textes, ceux du droit romain ? Et Cornil de conclure : « L'étude du droit de Justinien, non seulement dans la forme originale du *Corpus iuris*, mais aussi dans les modifications successives que lui fit subir l'interprétation des romanistes, a donc conservé pour le jurisconsulte moderne une importance primordiale »<sup>99</sup>.

Même s'il n'a pas occupé une chaire de droit romain<sup>100</sup>, l'attitude de Caillemier mérite, ici, quelque attention. Peut-être en effet ce risque d'isolement lui était-il d'autant plus facile à éviter que ses centres d'intérêts

---

<sup>97</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 264.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 252 et 263.

<sup>99</sup> G. CORNIL, « Les codes modernes et le droit romain », *Bulletins de la classe des lettres et des sciences morales et politiques et de la classe des beaux-arts*, Académie royale de Belgique, 1912, p. 310.

<sup>100</sup> Caillemier s'est néanmoins intéressé au droit romain au tout début de carrière dans des *Notes pour la biographie du jurisconsulte Gaius*, Paris, 1865 et dans un article : « Un commissaire priseur à Pompéi, au temps de Néron », *Nouvelle revue historique*, 1877. Il a également assuré en doctorat un cours d'histoire du droit jusqu'en 1884 (date à laquelle il le cède à H. Berthélémy, qui quitte Lyon en 1896 pour succéder à Paris à H. Michel, un autre ancien lyonnais, sur la chaire de droit administratif, avant de devenir doyen de la Faculté de droit de Paris).

étaient nombreux (par exemple, son attachement à l'étude des droits grecs anciens). Si le premier doyen de la Faculté de droit de Lyon passe à juste titre pour l'un des « premiers hellénistes de France »<sup>101</sup>, comme le laisse à voir son étude consacrée au droit athénien des successions<sup>102</sup>, nourrie de la lecture méthodique et précautionneuse des plaidoyers et des orateurs, plusieurs de ses travaux illustrent parfaitement cette tendance des maîtres lyonnais à déborder des cadres chronologiques traditionnels de l'étude des droits anciens. Premier exemple : en 1883, il fait publier à Caen un ouvrage portant sur *Le droit civil dans les provinces anglo-normandes au XII<sup>ème</sup> siècle*, qu'il inscrit très clairement dans la lignée des recherches effectuées en Allemagne par Savigny et en France par Klimrath<sup>103</sup>, tout en affirmant regretter que la publication par Royer-Collard de l'*Ordo iudiciarius* soit, selon ses propres mots, passée « presque complètement inaperçue »<sup>104</sup> ! De son point de vue, et c'est là encore un regret, les historiens du droit en France n'ont pas suffisamment pris le soin d'exhumer les manuscrits médiévaux dont l'analyse permettrait d'éclairer « cette période si délaissée », alors que les historiens étrangers, beaucoup « plus diligents », n'ont pas hésité à s'emparer de ce terrain d'investigation. C'est précisément pour combler au moins partiellement cette lacune de l'historiographie française que ce livre contient l'édition d'un texte qu'il identifie comme normand : la *Pratica legum*

---

<sup>101</sup> *Revue lyonnaise illustrée* du 14 juin 1891, p. 2. L'Association pour l'encouragement des études grecques lui décerne son prix annuel en 1880. Les droits grecs anciens, beaucoup plus que la procédure civile (intitulé de la chaire qui lui est confiée à Lyon dès 1875), l'intéressent au premier chef. Caillemet écrit plusieurs notices dans le *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, Paris, 1873-1899 de Daremberg et Saglio. Il rédige également de nombreuses études : *Le contrat de prêt*, Paris, 1870 ; « Le contrat de vente à Athènes », *Revue de législation*, 1870-73 ; *Rapport à l'Académie de législation de Toulouse sur les études de droit athénien*, Toulouse, 1871. Il participe, aussi, à *L'Essai sur le droit privé athénien* de H. Rozy.

<sup>102</sup> E. CAILLEMET, *Le droit de succession légitime à Athènes, études sur les antiquités juridiques d'Athènes*, Paris, Caen, 1879. L'année suivante, ses *Études sur les antiquités juridiques d'Athènes* s'enrichissent d'un nouveau volume consacré à *La naturalisation à Athènes*, Paris, 1880 (publication du discours prononcé devant l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen). Jusque-là, seul son ami Ch. Giraud avait tenté d'étudier en juriste cette partie des droits grecs anciens, notamment dans un article à la *Revue de législation* (t. XVI, p. 97 et s.) intitulé : « Du droit de succession chez les Athéniens ».

<sup>103</sup> *Travaux sur l'histoire du droit français*, Paris, 1843.

<sup>104</sup> E. CAILLEMET, *Le droit civil dans les provinces anglo-normandes au XII<sup>ème</sup> siècle*, Caen, 1883, p. 4.

*et decretorum* de Maître Guillaume de Longchamp<sup>105</sup> ; édition précédée d'une mise au point sur l'« état actuel des connaissances sur le droit civil dans les provinces anglo-normandes au XII<sup>ème</sup> siècle ». L'idée pourrait être résumée ainsi : l'étude du droit romain n'a jamais été interrompue, ni en Italie ni en Gaule où l'étude des lois romaines ne s'est pas cantonnée au seul Midi<sup>106</sup>. Invoquant les exemples d'un commentaire sur le *Bréviaire* d'Alaric, composé par un copiste normand vers 830-840, ou encore celui du *Libellus de verbis legatibus* publié par H. Fitting (mais que Caillemmer ne croit pas d'origine normande, contrairement à Tardif<sup>107</sup>), prétextant le fait que de nombreux juristes ont été invités à enseigner le droit romain en Normandie au XI<sup>ème</sup> siècle (Lamfranc, après des études en Lombardie ; Vital, fondateur de l'abbaye de Savigny (*sic* !)), Caillemmer en arrive à la conclusion déjà formulée outre-Rhin par Savigny : celle de la permanence du droit romain en France au Moyen Âge, où « le droit romain ne manqua pas d'interprètes pendant les siècles qui s'écoulèrent depuis le départ des Romains jusqu'à l'arrivée de Vacarius »<sup>108</sup>. Il n'y a pas, à cette époque, jusqu'à l'Angleterre qui échappe à cette influence (avant même que Vacarius ne soit appelé à enseigner le droit romain à Oxford). Mais cette conviction, si forte soit-elle, est exprimée sur le ton de la modération : Caillemmer reconnaît d'ailleurs que, du droit romain, on connaît à l'époque surtout le *Bréviaire* d'Alaric, bien plus que les compilations de Justinien dont la diffusion ne se généralise qu'à partir de la fin du XI<sup>e</sup> siècle.

Deuxième exemple (auquel d'autres pourraient encore être ajoutées<sup>109</sup>) : en 1900 cette fois il compose pour l'Académie des sciences, des belles lettres

---

<sup>105</sup> Guillaume de Longchamp (sur lequel : *Histoire littéraire de la France*, t. XV, p. 267 à 274) a été le chancelier de Richard Cœur de Lion, puis évêque d'Ely en 1189, Grand justicier et légat du Pape. Pendant l'absence de Richard pour la Croisade, il est mis en accusation par Jean sans Terre et s'enfuit en France, où il meurt à Poitiers en 1197.

<sup>106</sup> E. CAILLEMER, *Le droit civil...*, *op. cit.*, p. 5. Le compte-rendu de l'ouvrage de H. Fitting consacré au *Brachylogus* (cherchant à montrer l'origine française du texte et la date de sa confection, à la fin du XI<sup>e</sup> siècle ou au tout début du XII<sup>e</sup> siècle), qu'il avait rédigé quelques années plus tôt dans la *Revue critique d'histoire et de littérature* (t. IX, 1880, p. 67 et s.) laissait déjà apparaître cette conviction.

<sup>107</sup> *Litiscontestatio*, Paris, 1881, p. 260.

<sup>108</sup> E. CAILLEMER, *Le droit civil...*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>109</sup> L'étude des droits savants en effet le conduit à consacrer le discours qu'il prononce lors de la séance de rentrée solennelle des cinq Facultés de l'Académie de Lyon aux rapports du droit romain et de la papauté (*Le Pape Honorius III et le droit civil*, Lyon : impr. de Mougin-Rusand, 1881). En 1903 il publie encore un ouvrage sur *Jean de Blanot* à Lyon, chez A. Rey, 1903. Enfin, il n'est pas illégitime

et des arts de Lyon une *Histoire de l'enseignement du droit à Lyon avant 1875*, dans le cadre des célébrations du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la Faculté. Au fond, et si l'on néglige les développements consacrés à la période qui suit la Révolution, il s'agit là encore d'étudier l'enseignement, en pays de droit écrit, du droit romain au Moyen Âge et au cours de l'époque moderne, à travers l'école municipale de Lyon dès le III<sup>e</sup> siècle, la fondation mille ans plus tard d'un *studium generale* par Innocent IV, les « professeurs » de droit qui, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, officie dans le Beaujolais et le Forez. Sont ensuite évoqués ceux qui, tout au long du XVI<sup>e</sup> siècle, séjourneront à Lyon pour y enseigner, comme Étienne le Maistre, Philippe Decius, E. Ferret, Jacques Cujas notamment, puis leurs successeurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>èmes</sup> siècles : la famille Dantoine, Félix Faure, Rouveyre de Lestang, Pierre Perrichon, Jolyclerc et Rieussec.

Enfin, la position de P. Huvelin semble, en regard, moins nette. R. Monier, qui publie son *Cours élémentaire de droit romain* dès 1927, paraît même sur cette question de l'élargissement chronologique, l'opposer à Appleton. Monier en effet plaide pour une étude du droit romain qui dépasserait le cadre chronologique de la République et de l'Empire, qui insisterait sur la permanence du droit romain au Moyen Âge après les « quelques siècles » pendant lesquels les institutions juridiques romaines se sont trouvées « partiellement submergées par les usages primitifs des peuples germaniques », et qui, enfin, s'étendrait jusqu'aux nombreux jurisconsultes de l'Ancien Régime qui étaient aussi des romanistes (Pothier), montrant ainsi combien elle serait précieuse à la compréhension du *code civil*, influencé comme l'on sait par la figure, notamment, de Pothier<sup>110</sup>. Or si Monier adhère ainsi au programme fixé par Appleton dans son article paru à la *Revue générale du droit*<sup>111</sup>, précisant que « l'esprit d'un cours de droit romain ne doit donc pas être purement historique » et qu'il faut non

---

d'imaginer qu'il n'est pas complètement étranger à l'analyse des rapports du droit social et du droit individuel conforme aux idées, présentes aussi chez d'autres Lyonnais (Josserand) de A. Fouillée (*Le mouvement idéaliste*), que l'on trouve dans l'une des thèses qu'il fait soutenir à Lyon (*Essai historique sur le développement de la notion de droit naturel dans l'antiquité grecque*, Trévoux : J. Jeannin, 1908). Le compte-rendu qu'il fait à l'Académie de Lyon de l'ouvrage de M. Ferraz sur le socialisme, le naturalisme et le positivisme en France au XIX<sup>e</sup> siècle, publié à Lyon (impr. de C. Ritor, 1877) montre également cet intérêt pour l'histoire récente des idées.

<sup>110</sup> R. MONIER, *Manuel élémentaire de droit romain*, Paris : Domat, 1947, 6<sup>e</sup> éd., t. I, p. 2.

<sup>111</sup> Ch. APPLETON, « L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 211-217.

seulement « suivre la trace des institutions romaines jusqu'à nos jours » dans notre droit moderne, lorsque cela est possible et souhaitable, mais encore ne pas oublier que le droit évolue pour s'adapter aux besoins sociaux nouveaux et que cette évolution ne s'est pas arrêtée avec Justinien, il dit s'éloigner, du même coup, de Huvelin, auquel il prête l'idée de vouloir limiter l'enseignement du droit romain à un seul enseignement historique qui prendrait pour objets exclusifs l'étude de la naissance, du développement, de la maturité puis de la décadence des règles juridiques de la Royauté à la chute de l'Empire<sup>112</sup>. Le point de vue de Huvelin s'explique sans doute, cela dit, par le lien très étroit qui unit le cours de droit romain et le cours d'histoire du droit français. Si le premier révèle les « origines romaines » du système juridique français, le second en effet « nous apprendra les origines germanique, canonique, révolutionnaire, de ce même système », de sorte que ces deux cours « constituent ainsi deux chapitres d'une même initiation, et doivent se prêter un mutuel appui »<sup>113</sup>.

### *Faut-il croiser la méthode historique avec d'autres approches ?*

Qu'il soit important de comparer les institutions juridiques des Romains avec celles des autres peuples contemporains, cela ne fait guère de doute chez les romanistes. P.-F. Girard dans sa présentation de la bibliographie qui accompagne son *Manuel élémentaire de droit romain* souligne ainsi que l'étude du processus de formation et d'évolution que connaît le droit romain depuis la loi des XII Tables jusqu'à Justinien doit nécessairement reposer sur des mises en relation soit avec le droit « des autres peuples de pareille origine » soit, plus généralement, avec ce « droit universel » que nous fait connaître le droit comparé. Il entend donc établir, lorsque cela est possible ou pertinent, des points de comparaisons avec les autres peuples, y compris de souche non indo-européenne, en s'appuyant essentiellement sur les travaux de R. Dareste, A.-H. Post ou de Summer Maine.

Allant un peu plus loin encore, G. Cornil insiste pour sa part sur le fait que l'histoire du droit en général, et plus particulièrement l'étude du droit romain, peuvent être considérées, d'une certaine manière, comme « la préparation indispensable à l'étude du droit civil comparé », dans la mesure même où le droit romain constitue « le fond commun de tous les codes civils modernes »<sup>114</sup>. Mais affirmer que « la connaissance des principes essentiels

---

<sup>112</sup> R. MONIER, *op. cit.*, I, p. 3.

<sup>113</sup> P. HUVELIN, *Cours élémentaire, op. cit.*, I, p. 6.

<sup>114</sup> G. CORNIL, *art. précit.*, p. 310. L'idée d'une étude du droit romain comme prolégomènes à celle du droit comparé est notamment défendue par G. Cornil dans

du droit romain est à la base de toute étude de droit comparé »<sup>115</sup> précisément parce que la plupart des droits continentaux, y comprend le droit anglo-saxon « en apparence plus indépendant », renferment un nombre important de règles romaines, revient-il à soutenir que le romaniste doive, dans son travail sur sa propre matière, recourir à la méthode du droit comparé, telle qu'elle s'ébauche en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Certains paraissent le penser, par exemple G. Cornil qui l'applique même à un cas particulier : la question de l'origine de l'obligation ou, plus précisément, la question de savoir pourquoi, dans plusieurs systèmes anciens (Babylone, Grèce) l'engagement contractuel d'un débiteur apparaît le plus souvent, à l'origine, comme un cautionnement de sa propre dette (après avoir pris la forme, dans les temps encore plus reculés, de l'engagement d'un otage). Pour Cornil, la réponse se trouve dans l'étude de l'ancien droit germanique, dont les leçons peuvent être transposées à celle d'autres systèmes juridiques anciens, et plus précisément dans la distinction Schuld / Haftung (dette / assujettissement) mise en évidence par les germanistes. Le constat, jusque-là énigmatique, d'après lequel l'obligation primitive a pris la forme d'un cautionnement s'expliquerait ainsi par le fait que les anciens donnaient à la dette et à sa sanction des causes différentes<sup>116</sup>. On le voit, il ne s'agit plus de comparer de l'existant, mais de présumer à partir de ce qui existe ailleurs.

À Lyon, une telle démarche est également adoptée par Édouard Lambert, spécialement à propos de l'étude des origines du testament romain (étude qui le conduit, plus généralement, à s'interroger aussi sur l'authenticité de la loi des XII Tables), et plus modestement par P. Huvelin<sup>117</sup>. Pour Lambert en effet la préhistoire du droit romain, les temps du droit romain archaïque, se montrent particulièrement propices à la mise en œuvre de la méthode comparative. Il n'est plus alors question de comparer entre elles des institutions ou des règles juridiques connues par ailleurs, mais de combler les lacunes, de restituer (tenter de restituer) les institutions du droit romain sous leurs traits originaires ; bref, aller du connu à l'inconnu par la comparaison dans l'espace et dans le temps, quitte

---

son *Traité de la possession dans le droit romain, pour service de base à une étude comparative des législations modernes*, Paris, 1905.

<sup>115</sup> Manuel, *op. cit.*, p. 3.

<sup>116</sup> G. CORNIL, *art. précit.*, p. 324.

<sup>117</sup> P. HUVELIN, « La solidarité de la famille en Grèce et la méthode du droit comparé », *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1907, XXXI, p. 177-205.



à s'écarter de la tradition classique, notamment des sources littéraires<sup>118</sup>. Dans cette démarche, deux postulats sont mobilisés : les mêmes institutions se retrouvent, peu ou prou, chez tous les peuples parvenus au même degré de civilisation ou de développement juridique et ces institutions suivent, dans chacun de ces peuples, une évolution à peu près similaire. À quoi l'on peut ajouter, même si cet élément de réflexion n'est pas à proprement parler induit par la méthode comparative, que dans tous les peuples le souvenir des formes symboliques, rituelles se perpétuent plus longtemps que celui des effets attachés à leur accomplissement, la procédure et les symboles variant, explique Lambert, beaucoup moins vite que le fond du droit. En conséquence, il est permis d'affirmer que les concepts juridiques romains de l'époque ancienne « n'étaient pas sensiblement plus complexes que ceux de nos ancêtres Germains à la veille de leur établissement dans les Gaules »<sup>119</sup>. Il est également permis de rechercher à quelle technique germanique les plus anciens actes romains appelés à tort selon lui « testaments » se rattachent. Et Lambert de conclure que le concept d'acte à cause de mort ne se serait dégagé, en droit romain, que bien après la loi des XII Tables, à travers le testament *per aes et libram*, alors que le testament comitial ou le testament militaire (*in procinctu*), qui ne sont pas à ses yeux de véritables testaments, appartiennent plutôt à un groupe d'actes, présents aussi chez les Germains (affatomie de la loi salique), qu'il range sous la catégorie : *adoptio in hereditatem*<sup>120</sup>.

Mais cette démarche ne suscite pas l'unanimité à Lyon. Appleton spécialement se charge d'en faire la critique, notamment dans l'une de ses contributions à la *Revue générale du droit*<sup>121</sup>. Ces temps reculés où tout (ou

---

<sup>118</sup> Lambert, cela dit, est plus mesuré. Le rôle du droit comparé, remarque-t-il, ne doit pas être exagéré car il vise non pas à remplacer la tradition mais à l'éclairer : « le seul fait qu'une des affirmations de l'historiographie nationale est en contradiction flagrante avec les données même les plus concordantes et les plus précises de l'histoire comparative, ne démontre pas par lui-même l'inexactitude de cette affirmation ». Il y a là, simplement, « motif décisif de montrer quelque défiance à l'égard de la tradition » (cité par Ch. APPLETON, *Le testament romain*, op. cit., p. 34).

<sup>119</sup> Ed. LAMBERT, *Une réforme nécessaire des études de droit civil* (extrait de la *Revue internationale de l'enseignement*), Paris, 1900, p. 2.

<sup>120</sup> Voir not. Éd. LAMBERT, *La tradition romaine sur la succession des formes du testament devant l'histoire comparative*, Paris, 1901, p. 27.

<sup>121</sup> Ch. APPLETON, « Le droit comparé appliqué à la reconstruction du droit romain ancien – Le testament », *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1902, t. XXVI, p. 50-69 et p. 506-569 et 1903, t. XXVII, p. 37-81 et

presque) n'est que conjecture parce que les renseignements fiables sont peu nombreux<sup>122</sup> devraient inciter, martèle Appleton, à l'*ars nesciendi*, au repli de l'imagination, même si celui-ci reconnaissant volontiers l'« esprit très indépendant, mais très averti » de Lambert, ainsi que son originalité « de bon aloi » et sa « vaste érudition ». Certes, la méthode comparatiste peut être appliquée à l'histoire et à la compréhension du droit romain, encore faut-il réduire sa part à une « juste mesure ». D'une part, le romaniste peut utiliser la méthode comparative afin de soumettre à un « contrôle » encore plus poussé les sources existantes, notamment les récits tenus pour traditionnels (dont il a été vu plus haut qu'Appleton souhaitait la réhabilitation). D'autre part, la méthode comparative possède une « vertu suggestive » : elle permet de penser légitimement qu'une société donnée suit, dans le cours de son histoire, les mêmes phases d'évolution que celles qui lui sont comparables, notamment parce qu'elles sont assez proches, encore que, insiste Appleton, l'on aurait tort d'assimiler les Romains de l'époque de la loi des XII Tables aux Germains par exemple<sup>123</sup> ou de penser que les sociétés ainsi confrontées ont nécessairement connu une évolution uniforme. Voilà qui ruine les deux postulats sur lesquels roule la méthode comparative appliquée à l'histoire du droit, spécialement le second contre lequel Appleton (il s'y réfère explicitement) invoque l'autorité de Montesquieu. Il vaut mieux admettre l'existence de « races »<sup>124</sup>, dont les traits particuliers (les « caractères spécifiques »<sup>125</sup>) sont au contraire « capables de modifier sensiblement la marche de leur évolution » ; de même qu'il convient de tenir compte de

---

p. 103-118. Appleton revient sur la question de la « nature et antiquité des 'leges XII tabularum' » lors d'une communication à Rome à l'*Accademia dei Lincei* en 1904.

<sup>122</sup> Huvelin de son côté soulignait également le manque de fiabilité des sources du très ancien droit romain, comme par exemple les *leges regiae* qu'il considère comme des « édits religieux » (P. HUVELIN, *Cours élémentaire*, op. cit. I, p. 40).

<sup>123</sup> Appleton cite Von Ehrenberg et Girard pour affirmer que les Germains d'avant l'installation en Gaule se trouvaient dans un état de développement inférieur aux Romains de l'époque ancienne, « à plusieurs degrés au-dessous » (Ch. APPLETON, *Le testament romain...*, op. cit., p. 27).

<sup>124</sup> Appleton utilise plusieurs fois le terme, cf. par exemple *Le testament romain*, op. cit., p. 32 : « le principal danger de la méthode [comparative] c'est donc de créer une tendance à vouloir retrouver partout la même évolution et les mêmes institutions, sans tenir compte des particularités de race ou de milieu ».

<sup>125</sup> S'agissant des Romains, Appleton met en avant, au titre des « aptitudes spéciales » que l'on peut reconnaître à un « peuple » (glissement race / peuple), leur « intelligence » toute particulière pour le droit.

l'influence des « climats, des incidences géographiques et de circonstances contingentes extrêmement variées »<sup>126</sup>.

Surtout, *suggestion* n'est pas, serait-on tenté de dire, *raison* : même soumise aux vérifications qui s'imposent, cette force suggestive ne saurait fonder à elle seule une conclusion nécessaire, faute de quoi « la méthode perdrait tout caractère scientifique... ce serait la méthode de Procuste »<sup>127</sup>. C'est cette position médiane que, depuis la Faculté de droit de Paris, E. Jobbé-Duval choisit lui aussi de défendre, tout en précisant qu'il parle en son nom personnel : malgré les « dangers » qu'elle peut receler, la méthode comparative ne doit pas être selon lui négligée, par exemple parce que l'étude des coutumes françaises qui se fixent au Moyen Âge peut parfaitement servir à mieux comprendre l'ancien droit romain, dès lors que (et Jobbé-Duval cite Appleton) cette méthode comparative se limite à *suggérer* et *contrôler* les hypothèses de travail<sup>128</sup>.

Outre la méthode du droit comparé, les romanistes doivent-ils également se laisser tenter par les méthodes des sciences sociales ? La réponse à cette question mérite peut-être qu'on la considère à un double point de vue : d'abord, celui de la prise de conscience de l'inscription du droit, donc du droit romain, dans le champ des sciences sociales, favorisée par le recours à la méthode historique ; ensuite, de manière plus précise mais aussi beaucoup plus limitée, celui de l'adoption par certains des méthodes propres à la sociologie.

À un premier point de vue, donc, il n'est pas inutile de rappeler que l'enseignement du droit romain contribue puissamment à former ce qu'Appleton appelle *l'esprit juridique*, c'est-à-dire une méthode de raisonnement alliant la déduction à l'induction, la connaissance des principes à l'observation de la réalité sociale, car la science juridique n'est pas purement logico-déductive, c'est-à-dire comparable à « celle des géomètres »<sup>129</sup>. Tout est affaire, en effet, de mesure : loin de tirer mécaniquement les conséquences logiques que pourraient produire les prémisses du raisonnement (« point de départ nécessairement imparfait, incomplet, loin de constituer une vérité absolue », remarque d'ailleurs Appleton), le juriste doit vérifier qu'elles ne contreviennent pas à un autre principe ou qu'elles ne soient pas inconciliables « avec les nécessités

---

<sup>126</sup> Ch. APPLETON, *Le testament romain...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>127</sup> Ch. APPLETON, « Le testament... », *art. précit.*, p. 147.

<sup>128</sup> E. JOBBÉ-DUVAL, « L'enseignement du droit romain », *art. précit.*, p. 198.

<sup>129</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 241.

pratiques de la vie ou avec une évidente équité »<sup>130</sup>. Or la méthode historique n'est-elle pas la plus idoine à procurer ce sens de la mesure, lié à l'observation de l'institution en cause (qui permet d'en dégager la « tendance générale ») ? Elle consiste en effet à traiter le droit romain non pas comme l'incarnation idéale de la raison juridique mais comme un organisme vivant, en s'efforçant de restituer les différentes phases de son évolution. Elle doit être, selon Appleton, « largement » appliquée afin de perfectionner cet « instrument d'éducation » qu'est le droit romain<sup>131</sup>. Il est presque permis de dire que, aux yeux d'Appleton, l'étude du droit romain doit être promue moins *pour elle-même* (même s'il ne néglige pas une certaine forme d'érudition) que parce qu'elle offre un vaste champ d'observation de la manière dont les « lois naturelles qui président à la naissance, au développement et aux transformations du droit » agissent dans la société<sup>132</sup>. Le droit romain est à l'historien juriste ce que la société est au sociologue : il doit lui servir à dégager des lois (lois d'évolution) permettant de mieux comprendre le fonctionnement des sociétés anciennes et, pourquoi pas, modernes<sup>133</sup>, précisément parce que l'expérience juridique romaine a été sans doute la plus ample et la plus longue, offrant à l'observateur un champ le plus « complet » possible<sup>134</sup>. Au même moment, Cuq ou Jobbé-Duval tiennent le même discours. Pour le premier, la méthode historique permet seule de rétablir les règles ou les institutions dans « le milieu pour lequel elles ont été faites ». Dans un article à la *Revue internationale de l'enseignement*<sup>135</sup>, Cuq remarque ainsi que « depuis quelques années » s'est produite en France une « évolution » dans l'étude du droit romain consistant à ne plus la considérer uniquement comme une « gymnastique intellectuelle » destinée à « former l'art du raisonnement », mais à voir en elle le moyen de mettre en relief « les motifs généraux humains, qui ont agi

---

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>131</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *Revue internationale de l'enseignement*, t. XXI, 1891

<sup>132</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », p. 248.

<sup>133</sup> Au même moment, à Lyon, le civiliste L. Josserand n'affirme-t-il pas lui aussi que la grande loi de l'évolution « domine le monde social au même titre et dans la même mesure que le monde physique » (*De l'esprit des droits et de leur relativité*, Paris, Dalloz, 1927, rééd. Dalloz 2006, préf. D. Deroussin, p. 396) ?

<sup>134</sup> P. HUVELIN, *Cours élémentaire*, *op. cit.*, I, p. 4. Comme l'expérience juridique romaine a un commencement et une fin, de sorte qu'il est toujours possible de savoir ce qu'il advient des institutions étudiées, elle s'offre vraiment comme un « instrument d'éducation historique », écrit Huvelin.

<sup>135</sup> T. XI, 1886, p. 477.

sur tous les peuples », grâce à un intérêt renouvelé pour les progrès continus de la jurisprudence classique et les évolutions multiples du droit romain tout au long de son histoire. Il convient de considérer le droit romain comme un « phénomène historique »<sup>136</sup>, explique encore le second, c'est-à-dire au fond comme n'importe quel fait social, historiquement et économiquement déterminé, donc de dégager les lois de son évolution, d'identifier les causes des modifications parfois profondes qu'il a subies de la loi des XII Tables jusqu'à Justinien. Le métier de l'historien du droit n'est donc pas de juger abstraitement la valeur des règles juridiques dégagées par les préteurs, les prudents ou les empereurs, mais de faire connaître le processus historique (les causes sociales, économiques, politiques et morales) qui a permis leur éclosion et leur éventuelle évolution. Accarias déjà, même si son *Explication des Institutes* ne le laisse pas vraiment percevoir, avait senti la nécessité d'une telle méthode, appliquée au droit romain. Dans la notice nécrologique qu'il a consacrée au président Bonjean, il l'envisageait comme permettant de mieux faire saisir le « perpétuel et progressif enfantement » des règles et des institutions : grâce à elle, « au lieu de critiquer le droit romain parce qu'il a été tel ou tel, on recherche, ce qui est beaucoup plus philosophique, comment il est devenu tel »<sup>137</sup>.

Bref, le recours à la méthode historique jette une lumière crue sur une évidence : le juriste n'est pas un simple « dialecticien exercé ». Il doit allier le point de vue pratique au point de vue théorique pour, le cas échéant, « s'arrêter à temps dans les déductions logiques à tirer d'un principe » et éviter « des désastres »<sup>138</sup>. Appleton considère donc que les procédés employés par le juriste, loin d'être antagoniques avec ceux qui sont mis en

---

<sup>136</sup> E. JOBBE-DUVAL, « L'enseignement du droit romain », *art. précit.*, p. 196. H. Lévy-Bruhl est du même avis et critique ceux qui considèrent que le droit romain forme un tout, un « bloc homogène » dont toutes les parties doivent *a priori* « s'accorder les unes avec les autres ». Une telle conception contraint en effet à des contorsions ou des infidélités, notamment parce qu'elle implique de régler impérativement les contradictions entre les textes au nom d'une prétendue nécessaire cohérence : lorsque deux prudents se disputaient sur un point, « on arrivait par quelque raisonnement subtil à démontrer qu'ils étaient cependant d'accord », note-t-il ironiquement (H. LEVY-BRUHL, « Pour le droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 1925, p. 95).

<sup>137</sup> Cité par E. JOBBE-DUVAL, « L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 197, note 1. Il faudrait évoquer également P. Gide, dont Esmein notait, dans sa notice sur la seconde édition de l'*Étude sur la condition privée de la femme* parue en 1885, le souci permanent de raccrocher les règles juridiques aux conceptions sociales qui les sous-tendent.

<sup>138</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 244.

œuvre par les sciences politiques « proprement dites » (qu'il appelle aussi « sciences sociales »), sont au contraire « communs », de sorte que chacun, dans son domaine de compétences propre, peut apprendre des autres. Le juriste, au contact des sciences sociales, a tout intérêt à découvrir les vertus de l'observation, c'est-à-dire pour Appleton de la méthode historique, seule capable de corriger les excès toujours possibles de la déduction logique ; quant aux sciences sociales, elles peuvent emprunter à la science juridique l'art de la déduction *bien entendu*, donc appliqué avec précautions, qu'elles appliqueront aux lois sociales révélées par l'observation.

Or parmi tous les enseignements juridiques, celui du droit romain lui paraît le plus apte à habituer le juriste à l'alliance de ces deux types de raisonnement. Si pendant longtemps celui-ci n'a été considéré que comme un exposé dogmatique, propre à habituer l'esprit des étudiants aux constructions rationnelles, la méthode historique qui doit lui être désormais appliquée ne les éclairera-t-elle pas cette fois sur les lois qui président à la formation et à l'évolution des droits ; lois qui ne peuvent être découvertes que par l'observation et qui, par-delà le droit romain entendu comme fait historique, concourent à donner « une intelligence plus complète de notre législation actuelle »<sup>139</sup> ? Cela dit, la question du lien qu'il convient de nouer entre l'enseignement du droit romain (et plus généralement la science juridique) et les sciences sociales nouvelles comme la sociologie engage un débat sur l'identité même de la discipline et sur ses méthodes proprement constitutives. Car aux yeux d'Appleton, il ne s'agit pas pour le juriste de renoncer à son identité en se fondant dans le « groupe des sciences sociales », mais simplement d'adoucir la rigueur de la méthode déductive, dont les mérites ne doivent pas être négligés même si « il est de mode d'en médire aujourd'hui », remarque-t-il. N'est-ce pas grâce à elle que la propriété, la liberté, « la vie même des citoyens » sont protégées contre l'arbitraire ? Mieux : le raisonnement logico-déductif, par sa rationalité, n'est-il pas un facteur de civilisation, tandis que le risque d'un rejet total de la déduction au profit de l'induction-observation serait d'abandonner l'application du droit « à l'arbitraire où le juge, cette pierre angulaire de l'édifice social, est toujours porté à tomber »<sup>140</sup> ?

Il n'est donc pas question de renoncer à considérer le droit romain comme un « instrument d'éducation », « d'abandonner le point de vue dogmatique pour le point de vue historique » mais seulement « d'éclairer

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 247.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 244.

l'un par l'autre »<sup>141</sup>. Mais dans leur effort de conciliation des points de vue, Appleton ou Cuq par exemple se laissent enfermer dans une contradiction : contradiction entre la méthode historique, qui postule le caractère essentiellement muable des règles juridiques, et la méthode dogmatique qui, considérant le droit romain comme une science, un produit de la rationalité humaine, conduit au contraire à affirmer la permanence non pas du fond du droit mais de son *alphabet*, de ses *corps simples* identifiés par les juristes romains et mis en évidence, à l'époque moderne, par Jhéring notamment. Autrement dit, comment tirer tout le parti possible de la méthode historique lorsque, dans le même moment, est affirmée une « nature même des choses »<sup>142</sup>, intangible et expliquant la continuité par exemple du vocabulaire romain ? Poussant le raisonnement à son terme, l'on pourrait même dire que, plutôt que de fondre l'histoire et l'histoire du droit dans la sociologie, Appleton propose finalement l'inverse, c'est-à-dire l'absorption de la sociologie dans l'histoire : « l'histoire est la science des faits sociaux, c'est-à-dire la sociologie même. (...) Ainsi donc l'histoire, c'est la sociologie même, et l'histoire du droit constitue la branche principale de cette étude »<sup>143</sup> !

À un deuxième point de vue, plus limité, l'attrait des sciences sociales et spécialement de la sociologie conduit à une adhésion plus franche non seulement à l'esprit mais aussi aux méthodes. Une telle adhésion se rencontre, à Lyon, essentiellement dans l'œuvre de P. Huvelin, dont la collaboration à *L'Année sociologique* atteste, sur sa manière d'appréhender le métier de romaniste, l'influence forte de la sociologie durkheimienne<sup>144</sup>. C'est dans cette revue qu'il publie son étude sur les rapports de la magie et du droit individuel, dans laquelle il cherche à mettre en évidence la fonction *individualisante* de la magie et la part selon lui fondamentale que tient l'articulation des croyances individuelles avec les représentations collectives dans le fonctionnement du droit<sup>145</sup>. On pourrait aussi expliquer par cet attrait le fait que son *Cours élémentaire* s'ouvre sur un exposé des « faits

---

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 254.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 257 : « ces corps simples du droit, ce sont les Romains qui les ont exactement définis ; leur nomenclature durera toujours, parce qu'elle repose sur la nature même des choses ».

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>144</sup> Fr. AUDREN, « P. Huvelin », *La Faculté de droit de Lyon ...*, *op. cit.*, p. 121.

<sup>145</sup> P. HUVELIN, « Magie et droit individuel », *L'Année sociologique*, 1905-1906, p. 1-47. Huvelin y rend hommage à son collègue lyonnais E. Lévy pour avoir le premier dégagé l'idée « que c'est la croyance de la victime d'un tort qui met en mouvement la responsabilité, pourvu que cette croyance soit légitime, c'est-à-dire qu'elle trouve un écho dans la croyance sociale » (*art. précit.*, p. 40).

capitaux de l'histoire de Rome », tant sur le plan institutionnel et politique que sur les plans intellectuels, économiques, sociaux, « qui ont influé sur la vie du droit privé »<sup>146</sup>. Même s'il est relativement sommaire, cet exposé montre le souci permanent de relier l'évolution du droit à la vie matérielle, concrète (par exemple, l'origine et la distribution des richesses).

### *La mise en place d'exercices pratiques ?*

Alors que l'apprentissage du droit romain est accusé de manquer de sens pratique, Appleton tout spécialement s'intéresse à la possible mise en place, dans le cursus universitaire, d'exercices pratiques propres à tempérer l'approche théorique en insistant sur les « conséquences usuelles » du raisonnement ou des institutions juridiques, en suivant « dans toutes leurs conséquences concrètes les solutions proposées »<sup>147</sup>. Il profite, sur ce point, de l'expérience vécue par Rouast lorsqu'il était étudiant à Bonn et dont il rend compte à la *Revue internationale de l'enseignement* où il explique que l'exercice pratique fournit les clés indispensables à la compréhension du droit<sup>148</sup>. Il s'agit, dans un premier temps, de traduire le texte qui fournit la règle étudiée (traduction dont il est de tradition, en Allemagne, qu'elle soit laissée aux soins des étudiants mais dont l'enseignant, pense Appleton, peut se charger) puis, dans un second temps, d'exposer le cas, ce qui contraint à reclasser, dans l'ordre, tous les éléments de l'affaire (les parties, les faits...) et permet de comprendre le cheminement intellectuel qui a conduit à la solution adoptée.

L'objectif de ces exercices qui ressemblent fort à la technique du *casus* des glossateurs, concède Appleton, est d'apprécier, à travers leur mise en œuvre pratique, la valeur des théories émises, étant entendu que cette valeur dépend précisément du caractère plus ou moins opérationnel de ces théories. Conçus comme des cas d'espèce imaginaires, ces exercices pratiques auraient alors une vertu rectificatrice. Ils montreraient par exemple que l'interprétation qui consiste à voir dans le *membrum ruptum* de la loi des XII Tables l'amputation d'un membre « se heurte à une impossibilité pratique », de même que celle qui consiste, comme l'avait enseigné Niebuhr, à soutenir que la loi des XII Tables aurait limité le taux de l'intérêt au douzième du capital par an et que ce taux aurait été diminué par la suite, parce que d'une

---

<sup>146</sup> P. HUVELIN, *Cours élémentaire*, op. cit., I, p. 13.

<sup>147</sup> Ch. APPLETON, « La méthode des applications pratiques. Une rectification », *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1907, p. 697.

<sup>148</sup> A. ROUAST, « La méthode allemande des exercices pratiques dans l'enseignement du droit », *Revue internationale de l'enseignement*, 1909, p. 37-45.



telle affirmation il faudrait conclure que l'argent était moins cher à Rome aux temps des XII Tables qu'à la fin de la République alors qu'il était, à l'époque des XII Tables, plus rare<sup>149</sup> !

Encore faut-il, pour ne pas commettre de contresens, que le caractère opérationnel des interprétations proposées soit apprécié non pas au regard de la société moderne mais du milieu social duquel sont tirées les règles ou institutions en cause. C'est précisément ce dont Huvelin doute. Il ne lui semble pas possible à l'interprète de s'extraire à ce point de son propre milieu pour se pénétrer d'un autre de sorte que, finalement, il les appréciera toujours à la lumière de l'esprit pratique tel qu'il se présente à son époque<sup>150</sup>. Appleton lui en tiendra rigueur et, après son décès, n'hésitera pas à affirmer que le dédain affecté pour une telle méthode par Huvelin a sans doute « nui à la sûreté des doctrines de notre éminent et très regretté collègue »<sup>151</sup>. Quoi qu'il en soit, sa proposition de mise en place des exercices pratiques en deuxième année ne sera pas suivie, sauf à Lyon et de manière partielle dans la mesure où ils n'interviennent que dans le cadre des conférences de droit romain<sup>152</sup>.

### IV - Les leçons

Au fond ce que réclament, avec d'autres évidemment, les Lyonnais, c'est l'application au droit romain d'une méthode historique bien comprise<sup>153</sup>.

---

<sup>149</sup> Ch. APPLETON, « L'hypercritique », *art. précit.*, p. 2 : « les lois économiques les mieux établies seraient renversées ». Et l'auteur de conclure : « rejeter est plus court... on peut alors inventer des systèmes dont l'ingéniosité flatte leur auteur et séduit le public. La critique est précieuse, l'hypercritique pernicieuse : *corruptio optimi pessima* ».

<sup>150</sup> P. HUVELIN, « La solidarité de la famille... », *art. précit.*, p. 201. Huvelin remarque d'ailleurs qu'Appleton a peu utilisé cette méthode des exercices pratiques.

<sup>151</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement... », *art. précit.*, p. 56.

<sup>152</sup> C. HUSSON, « La méthode des exercices pratiques dans l'enseignement du droit romain », *Revue internationale de l'enseignement*, 1933, p. 193-154.

<sup>153</sup> Réclamée également par R. Saleilles (« Quelques mots sur le rôle de la méthode historique dans l'enseignement du droit », *Revue internationale de l'enseignement*, 1890, p. 482 et s.). À Lyon, Audibert adopte cette méthode et croit, pendant un temps, devoir diviser en conséquence son cours en trois périodes chronologiques : l'ancien droit, l'époque classique, l'ère byzantine (*Annuaire de l'Université 1891-1892*, cf. S. RONDEL, *op. cit.*, p. 84) ; conception synchronique critiquée par Appleton, dans la mesure où elle ne permet pas à l'étudiant de saisir une institution de manière immédiate et cohérente dans tout son développement. Quant à Huvelin, il inscrit son *Cours élémentaire* dans un esprit « purement historique » (*Cours, op. cit.*, I, p. 6).

Appleton échafaude même sur cette hypothèse un programme d'enseignement du droit romain (imité de la pratique allemande) qui consisterait, dans un premier cours, à étudier l'évolution historique du droit romain et son alphabet (les *corps simples*) et, dans un second cours, à approfondir un certain nombre d'institutions dont l'étude, parce qu'elles seraient choisies parmi celles qui sont dans un étroit rapport avec le code civil, donnerait lieu à « des rapprochements instructifs ». Un tel cours, sans insister sur les « difficultés exégétiques », aurait pour vocation de former l'esprit juridique en démontant les mécanismes de raisonnement des prudents et en montrant l'équité et le « caractère pratique » des solutions admises par eux<sup>154</sup>.

De manière plus générale, deux bénéfices pourront en être tirés de la mise en œuvre de la méthode historique. D'une part, la mise en perspective du droit romain dans la longue durée permettra une meilleure intelligence du droit romain lui-même mais aussi des législations modernes. Ainsi peut-être comprendra-t-on mieux que le droit romain est « le lien suprême qui réunit les législations des peuples d'Europe et d'Amérique, la base sur laquelle se construira le droit commun de l'avenir »<sup>155</sup>, les législations modernes pouvant (devant) s'inspirer de ce trait de caractère propre aux Romains, garantie en son temps de leur « grandeur » : « allier l'esprit de tradition à un esprit de progrès toujours en éveil »<sup>156</sup>. D'autre part, la mise en œuvre exclusive (Jobbé-Duval) ou large (Appleton) d'une telle méthode n'intéresse pas que l'historien et son objet de travail. Elle a une portée bien plus large : elle révèle à tous le caractère muable des institutions juridiques. D'un côté, elle introduit une distanciation plus grande du temps présent (et de ses enjeux) vis-à-vis du droit romain, rejeté dans un passé clairement

---

<sup>154</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 266. Appleton reconnaît qu'il s'agit finalement d'importer en France la méthode allemande : cours d'*Institutes* (historique) et cours de *Pandectes* (dogmatique). Méthode que la Faculté de droit de Paris pratiquait déjà, malgré les programmes officiels. Les *Annuaire de l'Université*, dans lesquels les enseignants expliquent brièvement le programme des cours, rendent compte de cette pratique : « la marche historique de l'institution étant connue, on fait appel à la méthode dogmatique pour en exposer les principes... Enfin, sans empiéter sur l'enseignement du droit actuel, on montre brièvement les liens de filiation qui rattachent les dispositions de nos codes à la loi romaine » (*Annuaire* 1883-1884, p. 15, cité par S. RONDEL, *op. cit.*, p. 82). Pour son cours de deuxième année, Audibert annonce aussi aux étudiants vouloir exposer « certaines théories du droit privé, particulièrement importantes à cause des rapports qu'elles présentent avec le droit français » (*Annuaire* 1890-1891, p. 14).

<sup>155</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 264.

<sup>156</sup> E. JOBBÉ-DUVAL, « L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 196.

circonscrit et déterminé, qui se traduit par une forme de *désengagement*. Le romaniste n'a pas pour mission « d'améliorer d'une façon indirecte la législation de notre pays », mais de restituer le plus fidèlement possible le contenu de ce droit ancien et la pensée de ceux qui l'ont mis en œuvre, sans chercher dans les conceptions modernes des arguments en quelque sens que ce soit. Mais, d'un autre côté, la méthode historique peut aussi receler une charge d'engagement, puisqu'elle interdit de penser comme définitif l'état du droit à un moment donné. On imagine à quelles conséquences politiques et sociales une telle prise de conscience peut conduire. E. Jobbé-Duval par exemple, convaincu de « l'étroite connexité de toutes les institutions du droit privé à une époque déterminée », ruine complètement l'idée d'un droit romain perçu comme modèle transposable car historiquement indéterminé (en tant qu'incarnation de la raison) et établit parfaitement ce lien en affirmant précisément que l'une des principales utilités de l'enseignement du droit romain consiste « à montrer comment naît le droit et comment il se développe par suite des transformations incessantes des sociétés humaines, son but ne saurait être d'arrêter les discussions législatives, ni d'empêcher les réformes... »<sup>157</sup>. Et de manière ironique tout autant que subversive, Appleton ajoute que la meilleure manière « d'échapper aux influences de la tradition », c'est encore de connaître (donc d'enseigner) et non pas d'ignorer : « il faut donc étudier le droit romain, ne serait-ce que pour nous en débarrasser ! ». La boutade ne vaut pas seulement pour le droit romain *déformé* légué par les commentateurs médiévaux. Elle s'applique également au « vrai » droit romain. Les nations ne sont pas vouées à une « perpétuelle minorité sur le terrain du droit », les obligeant à « copier l'antique ». Elles ont leurs besoins spécifiques et c'est à leur propre imagination, à leur « originalité », qu'il revient de trouver les réponses les plus idoines. Loin d'ôter toute utilité à l'enseignement du droit romain, une telle affirmation lui donne la place qui doit lui revenir. Celui-ci n'a pas pour mission en effet de révéler des solutions qu'il suffirait de transposer, mais de former l'imagination des juristes. Il est donc la « condition préalable » des progrès de la science juridique mais ne constitue pas son horizon indépassable : *par* le droit romain, mais *au-delà* du droit romain, écrit Appleton en s'inspirant de Jhéring<sup>158</sup>.

Par cet usage généralisé de la méthode historique, l'enseignement du droit romain est apte à remplir le même office que tout enseignement historique : élargir l'horizon des idées, développer le sens critique. Il prépare

---

<sup>157</sup> E. JOBBE-DUVAL, *art. précit.*, p. 196.

<sup>158</sup> Ch. APPLETON, « Observations... », *art. précit.*, p. 265-266.

même *utilement* et *pratiquement*, quoiqu'en disent ses détracteurs, les juristes à leurs métiers. Un administrateur colonial « élevé à l'école du droit romain » ne comprendrait-il pas « plus aisément et avec plus de sympathie<sup>159</sup> les civilisations de l'Extrême-Orient ? »<sup>160</sup>. Mais les questions de méthode ne peuvent être disjointes des questions de fond : toute méthode est tributaire de l'objectif qu'elle doit permettre d'atteindre. Or quel est l'objectif, sinon la formation d'esprits justes ? N'est-ce pas cet objectif que Accarias et Girard, par exemple, ces « deux choryphées de l'enseignement du droit romain chez nous »<sup>161</sup> trahiraient en négligeant le fait essentiel que les prudents romains n'ont jamais tenté de séparer la règle de droit des règles de la morale sociale ? Appleton en est convaincu. Ce reproche est considéré par certains, notamment P. Collinet, comme « injuste »<sup>162</sup>. Il explique cependant aux yeux d'Appleton la fausse interprétation donnée à la maxime *non omne quod licet honestum est* (D. 50, 17, 44) qu'il faudrait comprendre, indique Appleton, dans le sens que lui donnait Pothier déjà : un fait contraire à l'*honestas* ne saurait être admis, même s'il n'est pas formellement interdit. Et il produit des effets (séparation du droit et de la morale) d'autant plus désastreux qu'il s'alimente, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la philosophie kantienne. La plupart des romanistes ont donc tort d'enseigner la nécessaire séparation du droit et de la morale. Ils se placent, ce faisant, en totale contradiction avec la lettre et l'esprit du droit romain. Consacrant un cours à la notion d'abus des droits, Appleton affirme ainsi, au contraire, qu'elle est aussi ancienne que le droit lui-même, malgré les objections spécieuses qui lui sont adressées<sup>163</sup> et qu'elle exprime, concrètement, la mission du prudent telle que la pensée classique, notamment Ulpien, l'a définie : prêtre du droit, sa fonction dans la cité est d'enseigner la connaissance de la morale et de l'équité, la distinction de l'équitable et de l'injuste, du licite et de l'illicite, montrant ainsi, conclut Appleton, que « le progrès des Romains a donc consisté, non pas du tout à distinguer le droit de la morale, mais au contraire à montrer que le droit ne

<sup>159</sup> Dans une sorte d'*abolition* de la distance qui rend l'autre presque semblable à soi-même.

<sup>160</sup> E. JOBBE-DUVAL, « L'enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 199.

<sup>161</sup> Ch. APPLETON, « Les rapports traditionnels... », *art. précit.*, p. 10.

<sup>162</sup> *Cours de droit romain des obligations*. Collinet n'était d'ailleurs sans doute pas visé par Appleton, lui dont les *Répétitions écrites de droit romain des obligations* (Paris, Les cours de droit, 1927-1928, p. 4) renvoient à Ripert et insistent sur le « lien étroit entre la morale et la matière des obligations ».

<sup>163</sup> Ch. APPLETON, « Les rapports traditionnels... », *art. précit.*, p. 9. La remarque vise Esmein (*Sirey* 1898, I, p. 17 et 81).

## Lyon : enseigner le droit romain

doit être que la morale en action »<sup>164</sup>. C'est dire si l'enseignement du droit romain « vise à faire des hommes justes » auxquels il apprend le respect de la propriété privée et de la parole donnée mais aussi l'équité : « or l'équité c'est l'égalité ; l'égalité notamment entre les prestations réciproques »<sup>165</sup>.

---

<sup>164</sup> Ch. APPLETON, « Les rapports traditionnels... », *art. précit.*, p. 14.

<sup>165</sup> Ch. APPLETON, « Notre enseignement du droit romain... », *art. précit.*, p. 45.



## LA SCIENCE ROMANISTE BORDELAISE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

par Marc Malherbe,  
maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV,  
Centre aquitain d'histoire du droit

L'enseignement du droit en France au XIX<sup>e</sup> siècle a fait l'objet, depuis longtemps, de nombreuses analyses. Tout ou presque a été dit sur ces études juridiques, enfermées dans l'exégèse des codes, dépourvues de portée scientifique, et exclusivement tournées vers un positivisme strict<sup>1</sup>. On sait également que c'est dans le dernier tiers de ce même XIX<sup>e</sup> siècle qu'une profonde évolution vient affecter l'enseignement du droit. Sous la poussée conjuguée de l'évolution sociale, de la défaite de 1870-1871 et du développement de la fonction publique, celui-ci s'adapte aux mutations de son temps. Avec l'avènement de la III<sup>e</sup> République, le droit civil se fait moins dominateur, et des matières nouvelles entrent dans le *cursus* des études : économie politique, histoire du droit, etc.<sup>2</sup> Dans ce contexte, les enseignants juristes insistent sur le caractère scientifique du droit, et travaillent à dégager des normes rigoureuses, spécifiques à la science juridique<sup>3</sup>.

Cependant, toutes ces innovations n'entraînent pas un bouleversement radical dans les méthodes d'enseignement du droit. Il s'agit plutôt d'une évolution, d'un changement dans la continuité. C'est ainsi que les matières

---

<sup>1</sup> Jacqueline GATTI-MONTAIN, *Le système d'enseignement du droit en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1987, p. 32 et s.

<sup>2</sup> *Histoire des universités en France* (dir. J. VERGER), Paris, Privat, 1986, p. 340-344.

<sup>3</sup> André-Jean ARNAUD, *Les juristes face à la société, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, P.U.F., 1975, p. 19-20.

traditionnellement fortes, comme le droit civil, demeurent fondamentales au sein des Facultés de droit. On peut en dire autant du droit romain, qui semblait pourtant très menacé par le positivisme ambiant. Les raisons de cette résistance du droit romain sont bien connues. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il est toujours considéré comme la *ratio scripta*, et, loin d'être obsolète, il renforce même l'étude du droit civil. On l'utilise pour démontrer les origines historiques du droit positif. La valeur des techniques juridiques romaines est jugée à la fois exceptionnelle et permanente<sup>4</sup>. Bref, le droit romain participe à l'élaboration de la science juridique. Dans un tel climat, l'explication des textes romains reste incontournable pour beaucoup de professeurs. Cette conception de l'enseignement du droit influence profondément les méthodes pédagogiques. Le respect des textes est érigé au rang d'un dogme, et le professeur ne jouit que de peu de liberté : dans la première partie de son cours il dicte à ses étudiants le texte qu'il expliquera dans la seconde. Cette rigueur formelle découle d'ailleurs de la loi elle-même. En effet, la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804) l'oblige à enseigner le droit romain « dans ses rapports avec le droit français »<sup>5</sup>. Le droit romain, en dépit de son ancienneté, possède donc une utilité dans l'apprentissage du droit positif. Il s'agit d'aider à la formation d'un esprit juridique apte à interpréter le nouveau droit issu des codifications napoléoniennes, pour mieux l'appliquer<sup>6</sup>. En ce sens, l'instruction du 19 mars 1807 renforce la prescription de la loi de ventôse : les articles 41 et 42 imposent l'étude des *Institutes* de Justinien, à la condition que le professeur en expurge tout ce qui est inutile à l'étude de la législation en vigueur. On comprend donc qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le droit romain constitue un puissant outil

---

<sup>4</sup> Pierre LEGENDRE, « L'administration sans Histoire : les courants traditionnels de recherche dans les Facultés de droit », dans *Revue administrative*, 1968, p. 429, et Michel VILLEY, « Sur une maladie de la section historique du droit », dans *Religion, société et politique, mélanges en hommage à Jacques Ellul*, Paris, P.U.F., 1983, p. 403.

<sup>5</sup> A. de BEAUCHAMPS, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur*, t. 1, Paris, Delalain, 1880, p. 137. Sur l'importance de cette loi du 22 ventôse pour les études juridiques, voir Pierre LEGENDRE, *Histoire de l'administration, de 1750 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1968, p. 15.

<sup>6</sup> Jacques POUMAREDE, « Pavane pour une Histoire du droit défunte (sur un centenaire oublié) », dans *PROCES, Cahiers d'analyse politique et juridique*, 6, 1980, p. 93 : l'enseignement du droit romain est conçu « non comme une initiation historique, mais comme une sorte de méthodologie, un « ensemble conceptuel » indispensable pour devenir un bon exégète ».



d'appréhension du droit civil français, ce qui explique à la fois son maintien et son importance au sein des Facultés de droit<sup>7</sup>.

Ainsi encadré et orienté, l'enseignement du droit romain constitue l'une des bases des études juridiques au XIX<sup>e</sup> siècle. A ce titre, les professeurs français deviennent les dépositaires d'une science romaniste qui se développe tout au long du siècle. Or, nous connaissons peu de choses du contenu des cours proposés aux étudiants. Quelles méthodes pédagogiques utilisaient les enseignants ? Quelle était la structure des cours ? Ces mêmes professeurs se livraient-ils à des activités de recherche ? En un mot, quel était l'état de la science romaniste ? Sans prétendre apporter une réponse exhaustive, ce qui nécessiterait une étude globale beaucoup plus ambitieuse, nous pouvons tenter une approche partielle de ces questions grâce à l'exemple de la Faculté de droit de Bordeaux. Cet établissement présente en effet quelques caractéristiques intéressantes pour nous offrir un cliché de ce que pouvait être la science romaniste dans une Faculté de province au XIX<sup>e</sup> siècle.

Tout d'abord, la Faculté bordelaise est fondée en 1870<sup>8</sup>, c'est-à-dire à un moment crucial, non seulement pour l'Histoire de France, mais pour les études juridiques. On remarque le caractère tardif de cette création, qui coïncide à la fois avec l'émergence de la III<sup>e</sup> République, mais aussi avec l'apparition d'une vague réformiste dans l'enseignement du droit. Traumatisés par la défaite, quelque peu hypnotisés par la science allemande<sup>9</sup>, les juristes réclament une refonte générale des études de droit, enclenchant ainsi un mouvement qui ne s'apaisera qu'à la fin du siècle<sup>10</sup>. En outre, et pour ce qui regarde la seule science romaniste, l'ouverture d'une Faculté de droit à Bordeaux intervient dans ce que l'on peut considérer

---

<sup>7</sup> Voir le texte de l'instruction du 19 mars 1807 dans Daniel de FOLLEVILLE, *Recueil des règlements des Facultés de droit*, Paris-Lille, 1880, p. 71 à 78, plus particulièrement p. 76 pour les art. 41 et 42.

<sup>8</sup> Sur la création de la Faculté de droit de Bordeaux en particulier et son histoire en général : Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux (1870-1970)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996.

<sup>9</sup> Sur ce problème : Marc MALBERBE, « L'influence germanique dans l'enseignement économique et juridique à Bordeaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », dans *Annales Aquitaines d'Histoire du droit*, t. 1, Bordeaux, 1997, p. 89-104.

<sup>10</sup> Philippe NELIDOFF, « Histoire et méthodes de l'enseignement à la Faculté de droit de Toulouse au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire de l'enseignement du droit à Toulouse* (dir. Olivier DEVAUX), *Etudes d'Histoire du droit et des idées politiques*, n° 11, Toulouse, 2007, p. 380.

comme une période d'apogée pour le droit romain<sup>11</sup>. Enfin, les archives disponibles sont conséquentes, quasiment intactes, et nous dévoilent à la fois le contenu des cours de droit romain et les travaux de recherche des romanistes bordelais. On doit cette abondance à l'existence de l'inspection générale des Facultés de droit, qui existera jusqu'en 1888<sup>12</sup>. Chaque année, au mois de juillet, tous les professeurs devaient remettre au doyen de la Faculté leurs programmes de cours pour le millésime suivant. Le doyen envoyait tous ces projets au recteur, qui transmettait au ministère. Si bien que pour Bordeaux, nous possédons encore aujourd'hui dix-neuf cours ou plans de cours de droit romain, allant de 1874 à 1886. Ces cours ont été professés par cinq enseignants différents, en 1<sup>ère</sup> année de licence (huit cours), en 2<sup>ème</sup> année (sept cours) et en doctorat (quatre cours)<sup>13</sup>. Si l'on ajoute à ce matériel pédagogique la production scientifique des enseignants, nous aurons une idée assez précise de la science romaniste bordelaise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous constaterons ainsi, qu'en matière d'enseignement du droit romain, les romanistes bordelais naviguent entre contrainte et liberté. Quant aux activités de recherche, elles oscillent entre l'inertie complète et une orientation spécifiquement bordelaise assez originale.

### **I - L'enseignement : entre contrainte et liberté**

En autorisant la création d'une Faculté de droit à Bordeaux, le décret du 15 décembre 1870 jetait les bases de l'organisation du nouvel établissement. Dès l'article premier du texte fondateur, la répartition des chaires est envisagée : le droit civil est d'emblée doté de trois chaires, alors que le droit romain et les autres matières n'en obtiennent qu'une seule. Cette unique chaire de droit romain était confiée à Amédée Couraud, qui recevait en même temps la charge décanale. Cependant, dès la première année de fonctionnement (1871), le doyen Couraud<sup>14</sup> voulut offrir aux futurs

---

<sup>11</sup> Pierre JAUBERT, « L'enseignement du droit romain en France dans les Facultés de droit de province : état actuel et perspectives d'avenir », dans *Revue juridique et économique du Sud-Ouest, Annales de la Faculté de droit et des sciences économiques de Bordeaux*, 15<sup>e</sup> année, n° 1-2, 1964, p. 4 à 7.

<sup>12</sup> Alain LAQUIÈZE, « L'Inspection générale des Facultés de droit dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (1852-1888) », dans *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 9, 1989, p. 7-43.

<sup>13</sup> Une partie de ces précieux documents est conservée aux Archives nationales, carton F<sup>17</sup> 13162 (14 cours), alors qu'une autre figure encore aux Archives départementales de la Gironde, fonds du rectorat, liasse T 93 (5 cours).

<sup>14</sup> Sur le doyen Couraud, voir Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux...*, *op. cit.*, *passim*, et « L'Histoire du droit à la Faculté de Bordeaux au

étudiants bordelais un *cursus* d'études complet. Il fallait donc trouver un autre enseignant de droit romain, puisque la discipline figurait non seulement au programme des deux premières années de licence, mais comptait aussi un cours de *Pandectes* en doctorat : ce fut Léopold Giresse. Mais comme il était seulement docteur en droit et non pas agrégé, on le nomma chargé de cours. Il ne devait rester qu'une seule année en poste. Après un échec à l'agrégation, sentant bien que le doyen souhaitait un maximum d'agrégés dans sa Faculté, il préféra démissionner et entrer dans l'administration<sup>15</sup>. Son départ était d'autant plus logique que la Faculté se vit octroyer une seconde chaire de droit romain, par décret du 23 avril 1871 : elle fut attribuée à Raymond Lanusse, agrégé de 1868, qui prit ses fonctions la même année<sup>16</sup>. On peut donc considérer que dès la création de la Faculté de droit de Bordeaux, le droit romain se situe en position de force dans les études avec ses deux chaires, juste derrière le droit civil. Les deux chaires étaient d'autant plus nécessaires au droit romain, qu'à l'instar du droit civil, les professeurs de droit romain suivaient les étudiants pendant la progression de leurs études. Par exemple, en 1874-1875, Amédée Couraud enseigne en première année, et en deuxième en 1875-1876. Pendant le même temps, Raymond Lanusse assure le cours de deuxième année en 1874-1875 : on le retrouve en première année de licence en 1875-1876, puis en deuxième année en 1876-1877, et ainsi de suite. Contrairement à une opinion trop répandue, il ne s'agit pas là d'une simple habitude, mais bel et bien d'une

---

XIXe siècle », dans *Histoire de l'Histoire du droit*, Toulouse, Centre toulousain d'Histoire du droit et des Idées politiques, Toulouse, 2006, p. 163 à 192, mais aussi Jacques BOUINEAU, « Un doyen en politique : Amédée Couraud (1827-1892) » dans *Pensée politique et droit*, actes du XIIIe colloque de Strasbourg (11-12 septembre 1997), Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1998, et, du même, « Racines universitaires de Romuald Szramkiewicz (début XIX<sup>e</sup>-1900) », dans *Hommage à Romuald Szramkiewicz*, Paris, Litec, 1998, p. 394-395.

<sup>15</sup> Né à Barie (Gironde), le 13 avril 1838, Giresse avait étudié le droit à Paris, où il fut reçu licencié en 1859. Conseiller de préfecture, il sera docteur en 1871, toujours à Paris, à l'âge de 33 ans : dossier administratif de Léopold Giresse, Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 32.

<sup>16</sup> Raymond Camille Joseph Lanusse était né le 1<sup>er</sup> mai 1842 à Nogaro (Gers). Après son agrégation en 1868, il est affecté à la Faculté de droit de Strasbourg, et chargé d'un cours de droit romain. Transféré en 1871 à Bordeaux, il y continue ses enseignements de droit romain jusqu'à sa mort, survenue prématurément le 24 mars 1879, à l'âge de 37 ans. Outre son dossier administratif conservé aux Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111 liasse n° 42, on peut consulter sur Raymond Lanusse un livre d'hommage rédigé par ses collègues bordelais : *Raymond Lanusse, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux*, Bordeaux, Cadoret, 1879.

obligation réglementaire. Celle-ci découle de la circulaire ministérielle du 10 février 1853, prise sur l'arrêté du 4 février précédent, organisant l'enseignement du droit romain au sein des Facultés de droit (voir *infra*)<sup>17</sup>.

Amédée Couraud enseignera le droit romain pendant vingt ans (1871-1891). Il sera remplacé en 1891 par Henri Monnier, qui professait déjà les *Pandectes* en doctorat depuis 1885-1886. Titularisé sur la chaire du doyen Couraud en 1892, Monnier la conservera jusqu'à sa mort en 1920<sup>18</sup>. Ainsi, pendant près de cinquante ans (1871-1920), la première chaire bordelaise de droit romain ne connut que deux titulaires. La deuxième, en revanche, en accueillit bien davantage. Après l'éphémère Giresse, Raymond Lanusse ne l'occupera que peu de temps, puisqu'il décèdera en activité en 1879, après huit années d'exercice seulement. C'est Edouard Cuq qui lui succède. Pur produit de la Faculté de droit de Bordeaux, il y enseigne les *Pandectes* dès son agrégation, en 1876. Trois ans plus tard, il succède à Raymond Lanusse. Cuq se maintiendra sur sa chaire à Bordeaux pendant quatorze ans, jusqu'en 1893, année de sa nomination à la Faculté de droit de Paris<sup>19</sup>. C'est Charles De Boeck<sup>20</sup> qui le remplace jusqu'en 1906, soit pendant treize ans. On trouve

---

<sup>17</sup> A. de BEAUCHAMPS, *op. cit.*, t. 2, 1882, p. 268-269.

<sup>18</sup> Il faut se garder de confondre Henri (ou Henry) Monnier (1851-1920), professeur et doyen de la Faculté de droit de Bordeaux avec Raymond Monier professeur à Lille et à Paris, auteur d'un célèbre *Manuel élémentaire de droit romain* en deux volumes qui connut cinq éditions entre 1934 et 1945. Sur Henri Monnier : Pierre NOAILLES, « Henri Monnier » (notice nécrologique), dans *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1920, p. 603-611, et son dossier administratif aux Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 207.

<sup>19</sup> Edouard Ulysse François Léonce Cuq est né le 14 décembre 1850 à Saint-Flour (Cantal). Fils aîné d'un professeur de mathématiques au collège de Saintes, il étudie le droit à Bordeaux dès les débuts de la Faculté. Pour subvenir à ses besoins, il occupe un poste de bibliothécaire à la Faculté. Docteur en droit en 1874, il est agrégé au concours de 1876 et affecté dans sa Faculté d'origine. Membre de l'Ecole française de Rome en 1878-1879, il enseigne à Bordeaux entre 1876 et 1893. Il est ensuite nommé à la Faculté de droit de Paris, où il achèvera sa carrière. Elu en 1911 à l'Académie des sciences morales et politiques, il s'éteint à Paris en 1934. Sur Edouard Cuq, voir Paul Collinet, « M. Edouard Cuq (1850-1934) », notice nécrologique avec bibliographie des travaux, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 1935, p. 153 et s., Jean et Bernard GUERIN, *Des hommes et des activités autour d'un demi siècle (1889-1957)*, Bordeaux, éd. B.E.B., 1957, p. 197, et dossier administratif d'Edouard Cuq, Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 17.

<sup>20</sup> Jean Barthélémy Charles De Boeck est né à Bergerac (Dordogne) le 29 mars 1856. Il accomplit toutes ses études à Paris. Bachelier en 1874, il est licencié en droit en 1877, puis docteur en 1882. Agrégé en 1885, il enseigne d'abord à

ensuite Pierre Maria<sup>21</sup>, qui conservera la seconde chaire jusqu'à sa retraite, en 1934.

Si l'on se limite à la guerre de 1914-1918, on compte donc sept professeurs de droit romain à Bordeaux au cours des cinquante premières années d'existence de la Faculté de droit (deux sur la première chaire et cinq sur la deuxième). Nous n'avons retrouvé les cours que de cinq d'entre eux, concernant la période 1874-1886. Pour la commodité de l'analyse, nous pouvons étudier leurs programmes en distinguant, selon l'usage du temps, entre les cours de licence et ceux de doctorat.

### *A - Les cours de licence : une variation obligée sur les Institutes*

L'instruction du 19 mars 1807 précitée imposait l'étude des *Institutes* de Justinien dans le cadre de la licence en droit. Mais cet enseignement n'était pas réparti sur les trois années de licence. Il ne concernait que les deux premières (souvent appelées « baccalauréat en droit », à l'époque). Cette instruction du 19 mars 1807, sera reprise, précisée et complétée par l'arrêté du 4 février 1853, spécialement consacré au droit romain. C'est ainsi que l'article 2 de ce texte maintient l'obligation d'expliquer les *Institutes* de Justinien, mais impose aux professeurs de les développer à l'aide des textes du *Digeste*, du *Codex* et des *Novelles*. L'article 3 fixe à deux années le cours de droit romain dans les Facultés de droit avec l'alternance bisannuelle des professeurs, comme nous le savons<sup>22</sup>. L'enseignement des *Institutes* était

---

Toulouse de 1885 à 1892. Il rejoint Bordeaux cette année. Il y enseignera tout d'abord la législation économique et financière pendant un an (1892-1893), puis passe au droit romain, qu'il professe pendant 13 ans (1893-1906). La fin de sa carrière est consacrée au droit international. En 1906, à la mort de Frantz Despagne dont il était le grand ami, il souhaite lui succéder, et termine sa carrière en 1926 en devenant un éminent spécialiste de droit international. Il meurt dans sa ville natale de Bergerac en 1939.

<sup>21</sup> Né le 6 avril 1867 à Rochefort (Charente Inférieure). Il étudie le droit à Poitiers, et y obtient une licence en 1889. Mais c'est à Paris qu'il sera docteur en 1895. Agrégé d'histoire du droit en 1898, il est envoyé à Toulouse, où il reste jusqu'en 1909. Il terminera sa carrière à la Faculté de droit de Bordeaux où il prendra sa retraite en 1934, après 25 ans d'enseignement du droit romain. Il meurt à Saint-Jean d'Angély, le 1<sup>er</sup> mars 1937. Sur Pierre Maria, voir l'éloge funèbre du doyen André Ferradou, dans *Rapport de l'Université de Bordeaux ; comptes-rendus des travaux des Facultés de droit, de Médecine et de Pharmacie et des Lettres*, Bordeaux, Delmas, 1936-1937, Bibliothèque municipale de Bordeaux, Coll. 322. Curieusement, il n'existe aucun dossier administratif au nom de Pierre Maria, ni aux Archives départementales de la Gironde, ni aux Archives nationales.

<sup>22</sup> A. de BEAUCHAMPS, *op. cit.*, t. 2, Paris, Delalain, 1882, p. 267-268.

donc un véritable pilier des études juridiques. A ce titre, il était très surveillé par les inspecteurs généraux des Facultés de droit, et faisait l'objet des soins les plus attentifs des professeurs, soucieux de se distinguer et d'obtenir les félicitations du ministère.

Nous n'avons pas retrouvé l'unique cours de Léopold Giresse. Mais nous possédons les plans de six cours du doyen Couraud<sup>23</sup>, et nous pouvons suivre le cheminement de sa pensée à la fois en ce qui concerne la méthode et le contenu technique de ses enseignements. Dans son plan de cours de première année pour 1874-1875, Amédée Couraud expose ses scrupules méthodologiques. Selon lui, seul le cours de première année de licence est délicat, car il s'adresse à un public totalement néophyte. Il s'agit non seulement de former l'esprit des jeunes étudiants, mais de respecter le programme, qui impose une comparaison avec le droit positif. Mais, d'un autre côté, comment enseigner le droit romain sans donner une idée des institutions de l'Antiquité, ainsi que de la langue juridique en vigueur à cette époque ? En outre, le doyen bordelais était féru de philosophie, et tenait absolument à l'étude des principes juridiques sous l'angle philosophique. Dans ces conditions, Amédée Couraud consacrait de nombreuses séances en début d'année à des prolégomènes historiques. Il donnait un aperçu des institutions juridiques des Romains, et de leur évolution dans le temps. Il traitait aussi des sources du droit romain depuis les origines de Rome jusqu'à Justinien. Il parlait enfin des principales théories juridiques établies par les juristes romains<sup>24</sup>, et s'efforçait d'initier ses auditeurs à la langue juridique du temps. Ce n'est qu'au terme de cette introduction générale qu'il abordait la partie technique proprement dite du droit romain : les deux premiers livres des *Institutes* de Justinien. Mais en première année, il préférait sacrifier quelque peu la technicité juridique au profit de la culture générale. Au fil des ans, le professeur Couraud ne manquait pas d'enrichir ses leçons. C'est ainsi qu'en 1878-1879, il proposait une bibliographie sommaire à l'attention de ses étudiants. De la même manière, il introduira des remarques concernant l'épigraphie juridique, dont il était un bon spécialiste<sup>25</sup>, et fera même une incursion dans la

---

<sup>23</sup> Sur ces six cours, cinq se trouvent aux Archives nationales, carton F<sup>17</sup> 13162, et un aux Archives départementales de la Gironde, T 93, fonds du rectorat.

<sup>24</sup> Amédée Couraud rendait ainsi service à ses collègues civilistes, qui n'avaient guère le temps d'exposer ces théories dans leurs cours. Cette manière de procéder était, semble-t-il, assez répandue : Raymond SALEILLES, « L'enseignement du droit », dans *Revue internationale de l'enseignement*, t. 56, 1908, p. 289 à 294.

<sup>25</sup> Amédée Couraud publiera un essai sur l'épigraphie juridique en 1877 : il avait été l'élève de Paul-Frédéric Girard.

numismatique. En 1882-1883, il abordait quelques notions de procédure, et se plaisait à expliquer quelques concepts obscurs, qui, selon lui, s'éclaircissaient plus facilement par le biais de la procédure. On devine que ces propos introductifs pouvaient devenir fort copieux. Aussi, le doyen Couraud n'utilisait-il que quelques thèmes chaque année, réservant les autres pour les millésimes postérieurs. Cette méthode, particulièrement soignée, recevait souvent l'approbation des inspecteurs généraux des Facultés de droit. Dans la marge du programme de 1874-1875, Charles Giraud écrit : « très bon programme, réfléchi, motivé, rédigé avec soin. Il y a lieu de l'approuver ». En 1878-1879, le même Giraud renouvelle sa satisfaction marginale.

En dehors de ce travail méthodologique, l'enseignement proprement juridique du doyen Couraud était des plus classiques. Il suivait l'ordre des *Institutes*, en abordant successivement les personnes, les choses et les actions. Cette articulation était devenue si courante, qu'Amédée Couraud finit par ne plus détailler le plan de son cours de première année, préférant se consacrer à la méthode, qu'il jugeait plus importante pour un public de juristes débutants. En tête de son envoi au ministère pour l'année 1874-1875, il écrira : « Pour répondre au vœu de l'administration et aux prescriptions des circulaires, je crois plus utile d'indiquer en quelque sorte l'esprit général de mon enseignement et la voie que j'entend suivre, que de faire, comme souvent il arrive, une sorte de table des matières qui ne saurait avoir aucune valeur, ni comme science ni comme méthode ».

Ces problèmes méthodologiques ne se retrouvaient pas en deuxième année de licence. Désormais confirmés, les étudiants poursuivaient l'étude des *Institutes* avec les obligations et les actions. Le programme était donc purement technique et quasiment immuable. Dans son plan de cours pour l'année 1883-1884, Amédée Couraud écrit : « Il y a plusieurs années que je procède ainsi », ce qui nous montre qu'il employait la même armature pour enseigner en deuxième année. Dégagé de toute préoccupation méthodologique, le programme était juridiquement très fouillé, et ne laissait rien ignorer des subtilités du droit romain. En outre, le souci de comparaison avec le droit positif français pouvait se donner libre cours.

Pour sa part, Raymond Lanusse partageait largement les points de vue de son doyen. Dans l'unique cours de première année qui soit parvenu jusqu'à nous (1875-1876), il s'attache à présenter le droit romain comme un ensemble vivant, en constant mouvement, en perpétuelle évolution. Se réclamant ouvertement de la méthode historique, Lanusse rattache la construction du droit romain aux institutions publiques. Il montre la

mutation incessante du droit, à la fois dans la langue juridique et dans les œuvres des jurisconsultes. Ce travail débouche sur le droit positif, et Lanusse en déduit que l'étude du droit romain est par conséquent d'une utilité immédiate<sup>26</sup>. Si l'on se penche sur la structure même du cours de Raymond Lanusse, elle nous offre deux parties inégales, de l'aveu même du professeur. La première partie, assez courte, traite de l'histoire externe du droit romain, et concerne surtout les sources. La seconde, beaucoup plus étoffée est entièrement technique. Lanusse la considère comme l'histoire interne du droit romain<sup>27</sup>. C'est là que l'on retrouve l'étude classique des premiers livres des *Institutes*. C'est ici également que l'enseignement de Lanusse rejoint celui de Couraud. Même constat en deuxième année de licence, où les livres III et IV des *Institutes* sont disséqués. Cependant, légère démarcation par rapport au doyen Couraud, Lanusse insiste sur les textes. Il part toujours du texte romain pour aboutir au texte français correspondant, remplissant ainsi l'obligation légale de mise en perspective des deux législations. Nous possédons deux plans des cours que Lanusse assurait en deuxième année, en alternance avec son doyen. Le schéma en est rigoureusement identique, abordant successivement les obligations et les actions, pour une analyse minutieuse.

Edouard Cuq enfin, successeur de Raymond Lanusse sur la deuxième chaire de droit romain, n'éprouvait pas autant de scrupules méthodologiques que le doyen Couraud. Les plans des quatre cours de première année de licence dont nous disposons, sont purement techniques, et ne contiennent aucune remarque à caractère philosophique. Ces plans sont en outre strictement identiques. Une année sur deux, Edouard Cuq répétait les mêmes leçons, dans le même ordre. On trouvait d'abord une longue introduction sur l'utilité et les divisions du droit romain, suivi d'un exposé sur les sources, envisagées chronologiquement depuis l'Ancien droit jusqu'à Justinien. Puis, l'enseignement du droit romain proprement dit opposait toujours les personnes aux choses. Cependant, si cette *summa*

---

<sup>26</sup> Cette conception du droit romain de Raymond Lanusse correspond en tous points au portrait du professeur idéal dressé par Saleilles lorsqu'il décrit l'enseignement de Charles Gide : Raymond SALEILLES, « Quelques notes sur le rôle de la méthode historique dans l'enseignement du droit », dans *Revue internationale de l'enseignement*, t. 19, 1890, p. 484 à 487.

<sup>27</sup> Cette distinction entre histoire externe et interne dénote l'influence de l'Ecole historique allemande sur Raymond Lanusse : Jean-Louis HALPERIN, « L'Histoire du droit constituée en discipline : consécration ou repli identitaire ? » dans *Revue d'histoire des sciences humaines*, 4, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 10-12.



*divisio* était incontournable, le professeur pouvait parfois varier le contenu des deux grandes parties de son cours. C'est ainsi qu'en 1883-1884, on trouvera la puissance paternelle et la *capitis deminutio* dans l'étude des personnes, alors que deux ans plus tard elles laissent place à des considérations plus poussées sur le concubinat, la légitimation et l'adoption. Même remarque en ce qui concerne la seconde partie concernant les choses : tantôt on y trouve les donations, tantôt les testaments. Ces changements n'étaient guère gênants pour les étudiants, qui retrouvaient le même professeur en deuxième année de licence. Si tel pan du droit n'avait pu être étudié en première année, on pouvait toujours commencer par là en deuxième. Sur deux années consécutives, le programme était rempli de toutes manières. Par exemple, Edouard Cuq commencera son cours de deuxième année de licence en 1882-1883 par les successions *ab intestat* et la *bonorum possessio*, alors qu'en 1884-1885 il entamera directement son cours par les obligations, suivies des actions, etc. Les cours d'Edouard Cuq se caractérisaient donc avant tout par leur grande technicité, contenue dans un cadre général invariable. Mais à l'intérieur de cette structure rigide, une certaine souplesse existait, conséquence du suivi des étudiants sur les deux premières années de licence.

Outre le contenu des cours de droit romain du programme de licence, nous pouvons exploiter également quelques informations concernant l'auditoire étudiantin de ces leçons. Les sources de cette nature sont rares. Or, pour les années 1875, 1876 et 1877, le doyen Couraud avait dressé une statistique du nombre d'étudiants suivant les cours de chaque professeur de sa Faculté<sup>28</sup>. Comme nous connaissons par ailleurs le nombre total des inscrits année par année, et sachant que les cours de droit romain étaient obligatoires, nous pouvons nous faire une idée assez précise de l'assiduité des étudiants. De 1875 à 1877, les cours du doyen Couraud ont attiré entre 60 et 70 élèves. Ceux de Raymond Lanusse entre 35 et 45. Or, dans le dossier administratif de Raymond Lanusse<sup>29</sup> figure encore une fiche, remontant sans doute à 1875, précisant que ses cours devraient être fréquentés par 122 étudiants et 32 auditeurs libres. Une autre fiche, de l'année suivante, estime à 144 étudiants et 48 auditeurs libres le public qui devrait suivre l'enseignement de Lanusse. Nous avons vu que la réalité était tout autre, puisque les cours de Lanusse ne rassemblaient qu'entre 30 et 35 % de cette estimation. On ne peut certes rien déduire concernant l'impact de ces cours et les qualités pédagogiques des enseignants. Mais nous avons là

---

<sup>28</sup> Archives départementales de la Gironde, T 93, fonds du rectorat.

<sup>29</sup> *Ibid.*, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 42.

confirmation de l'extraordinaire absentéisme qui minait les Facultés de droit. Ce phénomène est bien connu, et semble général à l'époque. Tous les doyens le déplorent en gémissant. A Bordeaux, entre 1875 et 1877, le nombre moyen des étudiants inscrits à la Faculté de droit oscille entre 400 et 450, toutes années confondues<sup>30</sup>. La situation ne s'améliore pas après le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, puisqu'en 1904-1905, le cours de droit romain de Charles De Boeck ne réunissait que 48 étudiants. En 1905-1906, pour sa dernière année de droit romain, le même Charles de Boeck n'intéressa que 70 élèves<sup>31</sup>. Or, de 1904 à 1906, le nombre des inscrits à la Faculté de droit de Bordeaux s'élevait à 900 étudiants environ... On mesure donc l'extraordinaire déperdition estudiantine et l'effondrement de l'assiduité. Il est vrai que l'on pouvait étudier le droit et subir les examens avec succès sans venir à la Faculté. Les programmes étant strictement définis par la loi, il suffisait de travailler un manuel. Pour le droit romain, l'étude des premiers livres des *Institutes* pouvait très bien s'accomplir sans l'aide d'un professeur.

En résumé, les enseignants de droit romain bordelais ont su s'accommoder des obligations contraignantes imposées par les programmes officiels. Si la structure de leurs cours peut paraître à la fois rigide et sclérosée, le contenu de l'enseignement révèle une souplesse certaine. L'enseignant jouit d'une marge de liberté, favorisée par la fréquentation des mêmes étudiants sur deux années consécutives. Ces caractéristiques ne semblent d'ailleurs pas propres à la Faculté de droit de Bordeaux. La comparaison avec d'autres établissements peut même nous inciter à considérer qu'une certaine unité des études de droit romain existait en France à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Rapprocher les romanistes toulousains et bordelais laisse apparaître les mêmes méthodes et les mêmes canevas pédagogiques. Selon Jean Dauvillier, Gustave Humbert et Joseph Paget étaient de fervents adeptes de la méthode historique, de même qu'Antonin Deloume et André Fliniaux, ce qui rapproche ces professeurs d'Amédée Couraud et de Raymond Lanusse<sup>32</sup>. La constatation reste identique si nous abordons les enseignements d'Osmin Benech et de son

---

<sup>30</sup> Marc MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux...*, *op. cit.*, p. 168. Sur l'absentéisme, *ibid.*, p. 189 et s.

<sup>31</sup> Dossier administratif de Charles De Boeck, Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 95.

<sup>32</sup> Jean DAUVILLIER, « Le rôle de la Faculté de droit de Toulouse dans la rénovation des études juridiques et historiques aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », dans *Annales de l'Université des Sciences sociales de Toulouse*, t. XXIV, 1976, p. 365-366 et 373-374.

successeur Henri Massol<sup>33</sup>. Il n'est d'ailleurs pas exclu que les méthodes romanistes toulousaines aient profondément influencé les bordelaises : la renommée de Toulouse est à son zénith dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, et le doyen Couraud a professé deux ans à Toulouse (1858 et 1859), avant de partir pour Grenoble et de terminer sa carrière à Bordeaux. Peut-être aussi en raison de ces mutations de personnel, la similitude constatée entre romanistes toulousains et bordelais peut-elle s'appliquer à Grenoble et à Montpellier, avec le cas d'Alfred Pierron, professeur de droit romain dans ces deux Universités entre 1878 et 1895. D'abord partisan de la méthode dogmatique, il se laisse gagner par la méthode historique, mais manifeste les mêmes inquiétudes méthodologiques que le doyen Couraud, ce qui se traduit par une profonde réflexion sur l'enseignement du droit romain<sup>34</sup>. A Lyon, on remarque qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, Paul Huvelin se signale par sa volonté « de présenter une étude parallèle du droit romain des obligations et du droit français, afin de bien comprendre notre droit français ou faire des études de droit comparé ». Il partage ce souci pédagogique avec son collègue Charles Appleton, ce qui apparente les préoccupations scientifiques lyonnaises et bordelaises<sup>35</sup>. On pourrait même étendre ce parallélisme jusqu'à Strasbourg<sup>36</sup>. On aura compris que l'encadrement législatif et réglementaire de l'enseignement du droit romain a fini par entraîner son uniformisation, mais sans toutefois que les romanistes déplorent d'avoir à supporter un carcan administratif. Il est vrai que ces contraintes étaient réservées aux deux premières années de licence. On ne les retrouvait pas au niveau du doctorat,

<sup>33</sup> Philippe NELIDOFF, art. cit., p. 381, 390, et 399-400. Sur l'influence novatrice d'Osmin Benech en matière d'enseignement du droit romain, voir John M. BURNEY, *Toulouse et son Université. Facultés et étudiants dans la France provinciale du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris-Toulouse, éd. du C.N.R.S. et du Mirail, 1988, p. 119.

<sup>34</sup> Henri VIDAL, « Alfred Pierron et l'enseignement du droit romain à Montpellier de 1881 à 1895 », dans *Recueil de mémoires et travaux publié par la Société d'Histoire du droit et des institutions des anciens pays de droit écrit*, fascicule IX, *Mélanges Roger Aubenas*, Montpellier, 1974, p. 749 à 759. La similitude avec Bordeaux concerne même l'absentéisme en cours (p. 752-753).

<sup>35</sup> David DEROUSSIN, « Le renouvellement des sciences sociales et juridiques sous la III<sup>e</sup> République : la Faculté de droit de Lyon », dans *Actes du colloque des 4 et 5 février 2004 : La Faculté de droit de Lyon et le renouveau de la science juridique sous la Troisième République*, Lyon, Centre lyonnais d'Histoire du droit et de la Pensée politique, 2007, p. XXIII à XXVII.

<sup>36</sup> C. PFISTER, « L'enseignement du droit romain à l'ancienne Faculté de droit de Strasbourg (1806-1870) », dans *Mélanges Carré de Malberg*, Paris, Sirey, 1933, p. 419-432.

où le cours de *Pandectes* bénéficiait d'une grande liberté, peu ou pas surveillée.

***B - Le cours doctoral de Pandectes : une liberté peu surveillée***

Issu, lui aussi, de la législation impériale du début du XIX<sup>e</sup> siècle, le cours de *Pandectes* était propre au doctorat. Il s'opposait ainsi à ce que certains appelaient le « cours d'*Institutes* », réservé aux deux premières années de licence, ou « baccalauréat en droit ». On remarquera que la troisième année, celle de la licence en droit, était dépourvue de cours de droit romain. Parce qu'il ne concernait que les aspirants docteurs, le cours de *Pandectes* était beaucoup moins encadré et bien moins surveillé que les enseignements de licence, ce que déploraient quelques professeurs<sup>37</sup>. Il est vrai que la licence en droit débouchait sur des objectifs professionnels multiples, alors que le doctorat n'intéressait que les futurs enseignants universitaires. Le public étudiant visé était donc beaucoup plus restreint qu'en licence, ce qui autorisait un relâchement de la surveillance. Ces considérations permettent sans doute d'expliquer l'absence quasi générale des plans de cours de *Pandectes* dans les archives de l'inspection générale des Facultés de droit. Les inspecteurs généraux s'attachaient surtout à contrôler le contenu des cours de licence. De leur côté, les professeurs de *Pandectes* étaient conscients du phénomène, et réduisaient au maximum les informations transmises au ministère. C'est ainsi qu'à Bordeaux, le programme de Charles Gide pour son cours de l'année 1875-1876 est réduit à trois lignes seulement, sans entraîner la moindre réaction de la part de l'inspection générale des Facultés. Plus tard, en 1881-1882, Frantz Despagnet se contentera de communiquer les huit titres de ses chapitres.

Malgré cette aridité des sources, l'étude détaillée des dossiers individuels des professeurs nous permet de glaner quelques indications précieuses. On remarque tout d'abord, en particulier à Bordeaux, que le cours de *Pandectes* est souvent confié à un jeune agrégé débutant dans la carrière ou arrivant en Aquitaine. Tel est le cas de Charles Gide, agrégé de 1874, chargé des *Pandectes* l'année suivante. Agrégé en octobre 1876, Edouard Cuq succède à Charles Gide en inaugurant son enseignement bordelais par le même cours. Constatation identique avec Frantz Despagnet,

---

<sup>37</sup> En 1892, le professeur Lyon-Caen, en mission spéciale d'inspection à Bordeaux, regrette qu'en doctorat « chaque enseignant peut choisir son programme, qui est aussi celui de l'examen. Ce choix se fait sans contrôle de l'administration supérieure » : Archives nationales, F<sup>17</sup> 13072, rapport d'inspection de la Faculté de droit de Bordeaux, juin 1892, p. 3.

agréé à la fin du mois de mai 1881, qui commence la même année à Bordeaux avec la même matière. Sans pouvoir être qualifiée de coutume, cette réalité est vérifiable dans d'autres établissements : ainsi, Henri Monnier, agrégé en 1882, débute-il à Caen par le cours de *Pandectes*. Cependant, cet enseignement pouvait ne retenir que fort peu de temps certains professeurs. L'absence de spécialisation de l'agrégation de droit jusqu'à l'arrêté du 23 juillet 1896, autorisait une rotation rapide. Peu intéressés par le droit romain, bien des enseignants ne conservaient les *Pandectes* que jusqu'à l'obtention de la chaire qu'ils convoitaient. Charles Gide délaissera les *Pandectes* pour l'économie politique, puis partira pour Montpellier. Despagnet se consacrera au droit international après une seule année de *Pandectes* : le droit romain ne lui convenait pas. Toutefois, à Bordeaux, le cours de *Pandectes* se trouvera rapidement attribué à de véritables romanistes. Notons que le doyen Couraud n'enseignera jamais en doctorat, absorbé par les deux années d'*Institutes*, l'économie politique, et surtout par sa charge décanale. En revanche, Edouard Cuq remplace Charles Gide en 1876. En 1881, il cède le cours à Despagnet, mais le reprend au bout d'un an : en 1885, il professait toujours en doctorat. Mais c'est Henri Monnier qui totalise la plus longue présence sur ce cours : il prend le relais de Cuq en 1886 et conserve les *Pandectes* jusqu'à sa retraite en 1919, soit pendant trente-quatre ans. Pierre Noailles lui succèdera.

En dépit de ces mutations et du manque de plans de cours, nous connaissons les programmes de ce cours de *Pandectes* bordelais pour quelques millésimes ponctuels. Ici, le choix du professeur s'exprime librement. Dans la plupart des cas, l'enseignant développe un aspect particulier du cours d'*Institutes* de première et deuxième années de licence. En 1875-1876, Charles Gide traitera des modes d'acquisition et de transfert de la propriété. En 1881-1882, Frantz Despagnet proposera à ses étudiants une analyse des gains légaux et conventionnels de survie entre époux. Le cours de *Pandectes* insistait surtout sur les textes. Ceux-ci étaient disséqués, analysés, critiqués et commentés de la manière la plus minutieuse. Le cours consistait donc surtout en une exégèse totale des sources textuelles sur un sujet particulier, choisi par le professeur. Titulaire de cet enseignement pendant plus de trente ans, Henri Monnier a laissé de nombreuses traces de son passage en doctorat. Il avait délibérément choisi une fois pour toutes d'explorer le droit byzantin, et ses leçons ont toujours porté sur cet objet. Le cours était systématiquement divisé en trois parties : une introduction générale incluant les définitions indispensables et les intérêts de la matière, une première partie exclusivement dédiée aux sources, et une troisième,

variable selon le thème retenu. Entre 1887 et 1892, le futur doyen abordera successivement le mariage, les biens des époux, les obligations naturelles, le régime des biens en Orient du VI<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle et les donations, le tout en droit byzantin. Cette passion pour les études byzantines était connue de tous, même en haut lieu. L'inspecteur Lyon-Caen en relevait surtout les inconvénients : « Monnier parle grec tout le temps, ce que les étudiants ne comprennent pas. Il présente et expose des textes grecs, que les étudiants lisent et assimilent fort mal, en dépit de la traduction. Pour l'examen, ils apprennent la matière par cœur »<sup>38</sup>. De son côté, Henri Monnier prétendait qu'il lui semblait que « ses étudiants préféreraient être interrogés sur le droit byzantin ». Quoi qu'il en soit, le futur doyen bordelais avait une haute idée de l'importance du cours de *Pandectes* : « Un cours de *Pandectes* doit avoir, dans mon opinion, un double effet : 1-) Faire voir aux élèves quelques uns des textes sur lesquels sont établies les théories qu'on leur a enseignées dans les cours de licence. 2-) Montrer aux étudiants comment on cherche du nouveau dans des textes nouveaux, comment on critique les textes, comment on les contrôle. Il faut apprendre, au moins aux étudiants de doctorat, à travailler directement sur les sources, sinon les meilleurs ne donneront jamais que des compilations laborieuses et creuses »<sup>39</sup>. Pour Monnier, les *Pandectes* approfondissaient non seulement les études de licence, mais débouchaient sur la recherche<sup>40</sup>. Grâce à son immense connaissance du droit romain, son cours atteignait un niveau scientifique très élevé, ce qui n'était pas forcément le cas pour certains de ses collègues. Nous savons que l'unique cours de *Pandectes* de Frantz Despagne en 1881-1882 fut pour le moins médiocre. Nous en possédons le plan en neuf chapitres<sup>41</sup>. Mais il n'y a pas de chapitre VIII... et, dans cet enseignement consacré aux gains de survie entre époux en droit romain, on rencontre la dot (chapitre IV)... et les coutumes françaises (chapitre VII)... Malheureusement pour lui, Despagne, pour son premier cours universitaire, subit l'inspection du sévère Calixte Accarias, considéré comme le « Baudry-Lacantinerie du droit romain »<sup>42</sup>, et

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>39</sup> Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 207, dossier administratif d'Henri Monnier, note manuscrite du 1<sup>er</sup> avril 1892. Par cette note, peut-être le professeur répondait-il aux critiques que l'inspecteur Lyon-Caen avait pu lui adresser lors de son inspection de cette même année ?

<sup>40</sup> On retrouve la même conception à la Faculté de droit de Lyon, avec Charles Appleton : David DEROUSSIN, art. cit. p. XXIII.

<sup>41</sup> Archives nationales, F<sup>17</sup>13162.

<sup>42</sup> André-Jean ARNAUD, *Les juristes face à la société, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, P.U.F., 1975, p. 114.

dont le *Précis* avait valeur de Bible auprès de tous les romanistes. L'inspecteur général éprouva un certain étonnement... vite dissipé lorsque Despagne abandonna rapidement le droit romain pour se consacrer au droit international, discipline dans laquelle il deviendra un savant reconnu<sup>43</sup>. Mais il s'agit là d'un exemple isolé. Lorsqu'il était assuré par un véritable spécialiste du droit romain, le cours de *Pandectes* drainait en réalité un public beaucoup plus vaste que les seuls futurs professeurs de droit. En 1876-1877, Edouard Cuq parlait devant vingt-cinq personnes environ. En effet, quelques étudiants de la Faculté des lettres suivaient le cours de *Pandectes*, complétant ainsi leurs études d'histoire<sup>44</sup>. Nous savons aussi que l'enseignement d'Henri Monnier jouissait d'un prestige international, au point que certains anciens étudiants étrangers (grecs en particulier) envoyaient leurs enfants étudier à Bordeaux pour qu'ils bénéficient des cours du doyen byzantiniste<sup>45</sup>.

Le bilan de l'enseignement du droit romain à Bordeaux met donc en lumière l'activité de trois professeurs véritablement spécialistes de cette discipline : Amédée Couraud, Edouard Cuq et Henri Monnier. Pierre Maria n'a laissé aucun plan de cours. Les autres maîtres n'ont pratiqué le droit romain qu'épisodiquement : Giresse, Gide et Despagne une seule année, et Lanusse huit ans. Quant à Charles De Boeck, il passera de la législation financière à Toulouse au droit romain à Bordeaux pour terminer sa carrière

---

<sup>43</sup> De retour à Bordeaux en 1886, Accarias, soulagé, écrira dans son rapport : « ... il (Despagne) a beaucoup gagné depuis 1882. Il était alors chargé du cours de *Pandectes*, qui, je le crois, ne lui convenait guère, car il paraît plus porté à étudier le monde actuel que l'Antiquité. Je n'ai donc pas été étonné de le trouver beaucoup meilleur dans le cours de droit international privé » : Archives nationales, F<sup>17</sup>13072, février-mars 1886. En réalité, agrégé depuis seulement quelques semaines, en mai 1881, Despagne n'avait pas eu le temps de préparer ce qui restera son premier cours universitaire : il s'était contenté de reprendre quelques passages de sa thèse, elle aussi soutenue en cette même année 1881, le 8 janvier, et qui portait sur *l'Histoire de la succession ab intestat et des gains de survie entre époux* (droit romain et droit français).

<sup>44</sup> Rapport d'inspection de la Faculté de droit de Bordeaux, par Calixte Accarias, juin 1888, Archives nationales, F<sup>17</sup>13072. Ce rapprochement entre étudiants littéraires et juristes était sans doute l'une des conséquences du décret du 28 décembre 1885, dont l'art. 6 imposait aux différentes Facultés une coordination de leurs cours permettant aux étudiants de fréquenter plusieurs établissements pour mieux compléter leurs études : voir le texte de ce décret dans A. de BEAUCHAMPS, *op. cit.*, t. 4, Paris, Delalain, 1889, p. 205.

<sup>45</sup> Eloge du doyen Monnier à l'occasion de sa disparition, par Théocaris N. VEGLERIS, docteur en droit, avocat à Istanbul, ancien élève à la Faculté de droit de Bordeaux, Archives de la Faculté, dossier personnel d'Henri Monnier, 15 juin 1920.

dans le droit international. D'une manière générale et sauf très rares exceptions, la matière fait l'objet des soins les plus attentifs de la part des professeurs. La méthodologie est un souci permanent, la pédagogie aussi, avec la volonté constante d'établir une comparaison avec le droit positif. Enfin, la fréquentation assidue des sources originales confère aux études romanistes bordelaises une homogénéité et une veine scientifique indéniables. Ces qualités n'ont pas souffert de la rigidité du cadre réglementaire imposé par la législation, ni des contrôles du ministère. Peut-on en dire autant de la recherche ? Il semble qu'en ce domaine, l'état de la science romaniste bordelaise soit beaucoup plus contrasté.

## II – La recherche : entre inertie et orientation spécifique

L'importance du droit romain dans les études juridiques ne doit pas occulter le fait que cette position dominante est très critiquée au XIX<sup>e</sup> siècle. Les attaques commencent très tôt, dès le premier tiers du siècle<sup>46</sup>. S'ouvre alors une controverse entre partisans et adversaires du droit romain. La querelle débordera largement le cadre du seul XIX<sup>e</sup> siècle, et se poursuivra jusqu'à la seconde guerre mondiale. On sait également que la méthode exégétique commence à reculer devant les exigences des représentants du courant scientifique<sup>47</sup>. Dans cette ambiance, les enseignants romanistes ont à cœur de démontrer l'intérêt scientifique de leur discipline. En outre, l'introduction de nouvelles matières incite les professeurs de droit romain à publier les résultats de leurs recherches. C'est ainsi qu'à Lyon, Paul Huvelin et Charles Appleton se distinguent par le nombre et la qualité de leurs travaux<sup>48</sup>. A Toulouse, où la place du droit romain est traditionnellement importante, un grand nombre de professeurs s'illustrent dans le domaine de la recherche scientifique<sup>49</sup>, etc. Qu'en est-il à Bordeaux ? les romanistes bordelais s'inscrivent-ils dans ce courant qui veut qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, presque tous les professeurs produisent des travaux scientifiques, soucieux qu'ils sont de répondre aux nouveaux critères scientifiques en vigueur ?<sup>50</sup>

---

<sup>46</sup> C'est ainsi que la *Thémis* publie, en 1826, un article anonyme : « Observations sur l'enseignement du droit romain » (p. 22-33), suivi d'une réponse de la Rédaction (p. 109-115) : *Thémis, ou Bibliothèque du jurisconsulte*, t. 8, Paris, 1826.

<sup>47</sup> J.J. GLEIZAL, « La formation des juristes dans l'Etat français », *Procès*, n° 3, 1979, p. 54.

<sup>48</sup> David DEROUSSIN, art. cit., p. XXIII-XXVII.

<sup>49</sup> Philippe NELIDOFF, art. cit., p. 387 et s. : sur la Faculté de droit de Toulouse, on consultera l'importante bibliographie des p. 377-378.

<sup>50</sup> *Histoire des universités en France* (dir. J. VERGER), Paris, Privat, 1986, p. 345.



L'examen de la recherche romaniste bordelaise conduit à nuancer la réponse : on peut estimer que le labeur est pour le moins inégal. En revanche, on remarque que les travaux bordelais portent de préférence sur le droit oriental: s'agirait-il d'une spécialité locale ?

### *A - Un labeur inégal*

Entre 1870 et 1914, sept professeurs enseignent durablement le droit romain à Bordeaux. N'ayant professé qu'une seule année, Léopold Giresse n'a laissé aucune étude concernant le droit romain, ce qui ne saurait surprendre. Chargés très brièvement du cours de *Pandectes*, Charles Gide et Frantz Despagne n'ont rien écrit non plus en droit romain. Il nous faut donc étudier la production scientifique du doyen Couraud, de Raymond Lanusse, d'Edouard Cuq, d'Henri Monnier, de Charles De Boeck et de Pierre Maria pour avoir une idée du volume de la recherche romaniste bordelaise dans les cinquante premières années d'existence de la Faculté de droit. Or, le résultat est très étonnant. Sur cet ensemble de six professeurs, deux seulement ont développé une activité de recherche.

Bien qu'ayant enseigné les *Institutes* pendant vingt ans, Amédée Couraud n'a strictement rien écrit en droit romain. Absorbé qu'il était par sa charge décanale, promoteur de l'économie politique dans sa Faculté, le temps lui a sans doute manqué pour la recherche. Pourtant, le redoutable Calixte Accarias se montrait peu indulgent à son égard. Ses appréciations sur le doyen bordelais étaient pour le moins sévères : « ...M. Couraud n'est pas un romaniste et n'a pas l'esprit scientifique »<sup>51</sup>. Pour sa part, Raymond Lanusse n'a exercé que pendant huit ans, avant son décès prématuré en 1879 : on ne trouve aucun écrit de sa main en dehors de sa thèse de doctorat, publiée en 1865. Cette absence totale de recherche se poursuit avec Charles De Boeck, qui professe le droit romain à Bordeaux entre 1893 et 1906, pendant treize ans. Charles De Boeck est pourtant l'auteur de très nombreux travaux, mais aucun en droit romain, exceptée sa thèse de 1882 sur le préteur pérégrin. Lorsqu'il professait à Toulouse avant 1892, il avait signé plusieurs notes critiques de droit civil, et une étude sur le rapatriement des nationaux et des étrangers<sup>52</sup>. Arrivé à Bordeaux en 1892, il est chargé pour une année d'un cours de législation financière et commerciale : il aura le temps de publier un essai sur la neutralité maritime. Après 1906, il est nommé professeur de droit international, succédant ainsi à son ami

---

<sup>51</sup> Archives nationales, F<sup>17</sup>20482, dossier personnel d'Amédée Couraud.

<sup>52</sup> Philippe NÉLIDOFF, art. cit., p. 388-389.

Despagnet décédé en cette même année : il deviendra un savant reconnu, auteur de beaux ouvrages en la matière. Mais pendant les treize années où il occupe la chaire d'Edouard Cuq, transféré à Paris, Charles De Boeck n'écrit pas un seul mot sur le droit romain. Enfin, que dire des activités scientifiques de Pierre Maria, professeur d'histoire du droit à Toulouse de 1898 à 1906, puis de droit romain jusqu'en 1909 ? Arrivé à Bordeaux en 1909, il poursuit dans l'enseignement du droit romain pendant vingt-cinq ans, jusqu'à sa retraite, en 1934. Or, on ne découvre qu'un seul article tout au long de sa carrière, publié en 1913, dix-huit ans après sa thèse<sup>53</sup>.

A Bordeaux, seuls deux professeurs se livrent à des activités de recherche : Edouard Cuq et Henri Monnier. L'œuvre scientifique du premier est absolument considérable, et fait de son auteur un véritable « prince du droit romain ». Possédant une puissance de travail hors du commun, expert en papyrologie, grand connaisseur du droit grec, maîtrisant plusieurs langues, Edouard Cuq était un immense savant. Connue et appréciée de tous, son œuvre majeure reste *Les institutions juridiques des Romains, envisagées dans leurs rapports avec l'état social et avec les progrès de la jurisprudence*, publiée en deux tomes entre 1891 et 1902. Cet ouvrage monumental sera refondu en un seul volume en 1917, sous le titre de *Manuel des institutions juridiques des Romains*, réédité en 1928. Ces deux publications ont quelque peu tendance à éclipser les autres. Or, la bibliographie d'Edouard Cuq comprend soixante-seize titres, auxquels il convient d'ajouter plus d'une soixantaine de notices pour le *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* de Daremberg et Saglio<sup>54</sup>. Dans cette masse, il faut toutefois isoler la production proprement bordelaise d'Edouard Cuq, parue entre 1876 et 1893, pendant ses dix-sept années de présence à la Faculté de la place Pey-Berland. En omettant la thèse de doctorat, on compte dix titres pour la période bordelaise d'Edouard Cuq, incluant le tome premier des *Institutions juridiques des Romains*...<sup>55</sup>

Henri Monnier était moins prolifique que son collègue Cuq : il n'était pas moins savant, bien au contraire. Tel un Pic de la Mirandole, il était non

---

<sup>53</sup> Thèse de Pierre MARIA : *Le vindex, dans la legis actio per manus injectionem et dans l'in jus vocatio*, Paris, 1895. Article : « Observations sur la possession du défendeur à la rei vindicatio », dans *Mélanges P.F. Girard*, t. II, 1913, p. 223-275.

<sup>54</sup> Paul COLLINET a dressé la liste exhaustive des travaux d'Edouard Cuq dans la notice nécrologique qu'il a consacrée à son collègue, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 1935, p. 153 à 167.

<sup>55</sup> Rédigée à la veille de son départ pour Paris, la liste des travaux d'Edouard Cuq entre 1878 et 1893 figure dans son dossier administratif, Archives départementales de la Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse n° 17.

seulement juriste et historien, mais aussi mathématicien, musicien et poète. Internationalement réputé pour son goût et sa connaissance du droit byzantin, il fréquentait également le droit constitutionnel<sup>56</sup> et le droit civil, puisqu'il participait à la mise à jour des *Codes Tripiier*. Accomplie presque exclusivement à Bordeaux, la carrière d'Henri Monnier est ponctuée d'une quinzaine de publications, ce qui peut paraître peu par rapport à Edouard Cuq. Mais Henri Monnier sera doyen de sa Faculté pendant les seize dernières années de son activité, entre 1903 et 1919, ce qui paralysa le rythme de sa production.

Signalons enfin qu'Edouard Cuq et Henri Monnier n'étaient pas les deux seuls professeurs bordelais à s'intéresser à la recherche en droit romain. Très étrangement, Paul-Emile Vigneaux, professeur d'histoire du droit, a surtout publié des études de droit romain et aucune d'histoire de droit... En trente-neuf ans de carrière, il est l'auteur de huit publications, dont cinq consacrées au droit romain<sup>57</sup>. Comment expliquer ce paradoxe ? Sans doute un séjour d'un an à l'Ecole française de Rome (1880-1881), a-t-il suffi à orienter l'activité scientifique de ce professeur d'histoire du droit ? A l'instar de Charles De Boeck, qui enseigna quatre matières durant son parcours professionnel, Paul-Emile Vigneaux avait-il du mal à fixer son choix ? Il est vrai qu'avant 1896 l'agrégation de droit n'était pas divisée en différentes sections, et Paul-Emile Vigneaux, comme son collègue De Boeck, possédait une formation juridique et une culture générale suffisantes pour aborder plusieurs disciplines.

Le bilan global de la recherche scientifique bordelaise est donc très contrasté en ce qui concerne le droit romain : quatre professeurs improductifs, deux particulièrement féconds, et un historien du droit féru de droit romain. On doit cependant dépasser cette approche quantitative pour examiner le fond de la production des trois enseignants bordelais laborieux. Dans cette perspective, il semble que l'on puisse discerner une certaine originalité, dans la mesure où l'essentiel des travaux bordelais concerne surtout le droit oriental.

---

<sup>56</sup> En 1906, en compagnie de Léon Duguit, Monnier fait paraître *Les constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*, ouvrage continué par Roger Bonnard.

<sup>57</sup> Sur Paul-Emile Vigneaux en général et son attirance pour le droit romain en particulier : Marc MALHERBE, « L'Histoire du droit à la Faculté de Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle », art. cit., p. 186-188.

**B - Le droit oriental : une spécialité bordelaise ?**

On ne sait comment justifier l'attrait d'Edouard Cuq et d'Henri Monnier pour les droits de l'Orient antique. En ce qui concerne Monnier, ses contemporains s'interrogeaient déjà sur ce goût particulier<sup>58</sup>. Quoi qu'il en soit, Cuq et Monnier ont commencé par travailler le droit romain classique. Pendant sa période bordelaise, Edouard Cuq étudie l'édit Publicien (1877-1878), quelques inscriptions relatives à l'administration du temps de Dioclétien, le Conseil des empereurs d'Auguste à Dioclétien, les juges plébéiens de la colonie de Narbonne (1881), le mariage de Vespasien d'après Suétone (1884), la nature des crimes imputés aux chrétiens d'après Tacite (1886), et même l'Ancien droit romain, avec un travail sur le testament *per aes et libram* (1886). Peut-être faut-il dater de 1893 le début de son intérêt pour l'Orient ? Cette année-là, au moment de son départ pour Paris, il s'attache à l'*examinatio per Aegyptum*. En 1897, il tourne sa curiosité vers l'Afrique romanisée, avec une analyse sur le colonat partiaire. Par la suite, sans négliger pour autant les recherches sur le droit romain occidental, il est de plus en plus attiré par le droit oriental. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il travaille essentiellement sur le droit byzantin (*Novelles*), le droit babylonien (le mariage d'après les lois d'Hammourabi), et le droit assyrien (organisation judiciaire de la Chaldée). On dénombre ainsi plus d'une trentaine d'études orientalistes rédigées par Edouard Cuq. En 1932, deux ans avant sa mort, il publiait encore un essai sur le droit élamite d'après les actes juridiques de Suse. Le savoir encyclopédique d'Edouard Cuq attira sur lui une renommée scientifique considérable. Reconnu très tôt par ses pairs, il jouissait du respect dû aux grands savants. En 1888, sous le décanat de Gabriel Baudry-Lacantinerie, la Faculté de droit de Bordeaux tenta de fonder un cours d'histoire du droit romain, à l'attention spéciale d'Edouard Cuq. En dépit de quatre années d'insistance, le projet échoua<sup>59</sup>. Ce que la Faculté bordelaise n'avait pu obtenir se réalisera à Paris, où cet enseignement sera offert à Edouard Cuq peu de temps après son transfert : en effet, un décret du 1<sup>er</sup> mars 1898 ajoute une chaire d'histoire du droit public romain à toutes celles déjà fondées dans la capitale, à l'attention de l'auteur des *Institutions*

---

<sup>58</sup> Dans la « Notice nécrologique » qu'il consacre à Henri Monnier, Pierre Noailles avoue ignorer «... l'accident qui précipita sa vocation byzantine ; peut-être les hasards d'une lecture... » : *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1920, p. 605-606.

<sup>59</sup> Archives de la Faculté de droit de Bordeaux, registre des délibérations de l'Assemblée de la Faculté, n° 2 (22 juin 1888), et n° 3 (délibérations des 12 juin 1889, 27 juillet 1890 et 16 mai 1892).

*juridiques des Romains*<sup>60</sup>. A trente-cinq ans à peine, en 1885, Edouard Cuq était membre de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux. En 1911, il entrera à l'Académie des inscriptions et belles lettres. Il sera également membre de l'Académie de Bologne et de l'Institut oriental de Prague.

Bien que sa production scientifique soit beaucoup moins abondante, le doyen Monnier était, lui aussi, un savant romaniste dont le renom était tout à fait comparable à celui de son collègue Edouard Cuq. On devrait plutôt écrire que Monnier était un savant byzantiniste, tant il est vrai que l'essentiel de ses travaux est consacré au droit byzantin. C'est une dizaine d'années après son agrégation qu'il se tournera définitivement vers le droit romain oriental. En 1892, il publie une remarquable étude sur l'*Epibolé*, qui assoit sa réputation<sup>61</sup>. Peut-être inspiré par l'exemple d'Edouard Cuq<sup>62</sup>, il persévère dans cette direction en abordant la constitution *Ekatéroï* (1900), les *Novelles* de Justinien (1907), puis celles de Léon le Sage (1908 et 1912). En collaboration avec Georges Platon, le savant bibliothécaire de la Faculté de droit de Bordeaux, Henri Monnier travaille aussi sur la *Meditatio de nudis pactis* (1913-1914)<sup>63</sup>. Disparu en 1920, le doyen bordelais n'aura pas le temps d'éditer la traduction française des constitutions des empereurs byzantins sur laquelle il travaillait en compagnie de son bibliothécaire. L'œuvre romaniste d'Henri Monnier est donc quantitativement moins importante, et qualitativement moins vaste que celle d'Edouard Cuq. Doué pour beaucoup de disciplines, Monnier travaillait aussi le droit civil et le droit constitutionnel. Il ne découvrit le droit byzantin que tardivement, à l'âge de quarante ans, alors qu'il publiait des notes de droit positif depuis dix ans. En dépit de ces caractéristiques, l'unité des travaux byzantins d'Henri Monnier est bien réelle, et c'est dans ce domaine qu'il connut la gloire. Sa

---

<sup>60</sup> A. de BEAUCHAMPS, *Recueil des lois et règlements... op. cit.*, t. 5, p. 825. Cuq terminera sa carrière sur une chaire de droit romain approfondi.

<sup>61</sup> *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XVII (1892), XVIII (1894) et XIX (1895). L'ensemble des livraisons sur l'*Epibolé* atteint un total de 240 pages.

<sup>62</sup> En 1898, dans le t. XXII de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, Henri Monnier reprend l'article d'Edouard Cuq sur le colonat partiaire en Afrique romaine, paru l'année précédente (p. 397 et s.).

<sup>63</sup> Ce travail en collaboration provoqua une controverse scientifique entre le bibliothécaire et son doyen. Le premier dut s'incliner, mais publia sa propre vision des choses sous le pseudonyme de G. Paturini dans la *Revue générale du droit, de la Législation et de la Jurisprudence* (1913, 1914, 1915 et 1916). Cette anecdote est rapportée par Pierre Noailles dans sa « Notice nécrologique » précitée (p. 610).

science du droit romain oriental était si réputée que l'Université d'Athènes lui conféra le grade de docteur *honoris causa* en 1912.

Au regard du labeur scientifique des deux illustres savants que furent Cuq et Monnier, les travaux de droit romain signés par Paul-Emile Vigneaux nous semblent de faible envergure. Ne les repoussons pas pour autant, car ce professeur d'histoire du droit connaissait bien le droit romain. Pensionnaire de l'Ecole française de Rome en 1880-1881, deux ans après Edouard Cuq, il en ramène un livre sur la préfecture urbaine à Rome, qui lui vaudra l'estime de ses pairs. Par la suite, il publiera un commentaire analytique et critique du *Manuel des antiquités romaines* de Mommsen et Marquardt. Enfin, on relève une « Notice sur trois manuscrits inédits de la Vaticane »<sup>64</sup>, qui se propose d'analyser des fragments de consultations de jurisconsultes italiens du XIV<sup>e</sup> siècle, parmi lesquels Bartole. Peu de publications par conséquent, mais toujours érudites, voire savantes. Malgré tout, on ne peut considérer Paul-Emile Vigneaux que comme un passionné de droit romain. Il n'a consacré son existence professionnelle ni à l'enseignement ni à la recherche en droit romain, à la différence de ses collègues Cuq et Monnier.

Le bilan de l'état de la science romaniste bordelaise au XIX<sup>e</sup> siècle est donc mitigé. En ce qui concerne la pédagogie, il est certain que les professeurs travaillent leurs cours, surtout en ce qui concerne l'aspect méthodologique. A Bordeaux comme ailleurs, la méthode historique triomphe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>65</sup>. Les enseignants romanistes intègrent des notions philosophiques et sociologiques dans leurs leçons. Tous ressentent le besoin d'élargir la matière aux institutions politiques et sociales de l'Antiquité<sup>66</sup>. Le cours magistral reste donc le principal souci des romanistes bordelais. Ceux-ci ne vont pas jusqu'à considérer, avec Ferdinand Larnaudé, qu'il est humiliant de répéter le même cours d'année en année<sup>67</sup>, car les

---

<sup>64</sup> *Mélanges d'archéologie et d'Histoire de l'Ecole française de Rome*, II, 1882, p. 309-355.

<sup>65</sup> Edouard Cuq le constate lui-même, dans son compte-rendu du livre d'Ortolan, *Histoire de la législation romaine* : voir *Revue critique d'Histoire et de Littérature*, 1885, n° 3, p. 42.

<sup>66</sup> Jacques POUMAREDE, « Pavane pour une Histoire du droit défunte », *op. cit.*, *PROCES*, n° 6, 1980, p. 97.

<sup>67</sup> Ferdinand LARNAUDE, « Les formes de l'enseignement dans les Facultés de droit et des sciences politiques », *Revue internationale de l'enseignement*, t. 41, 1901, p. 231-232 : « Lorsque le professeur se borne à reproduire vingt ou trente ans de suite les mêmes leçons sur la même matière, on peut sans aucun doute lui infliger la corvée du cours annuel à 80 et même à 100 leçons : on peut même lui en demander

variantes et nouveautés sont relativement rares dans leurs plans de cours, sans être cependant inexistantes. Malgré tout, aux yeux des Bordelais, le cours demeure la vitrine de la discipline, ce qui ne sera discuté par personne au moins jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>68</sup>.

On ne peut en dire autant de la recherche. Seuls Monnier et Cuq se hissent au rang d'authentiques savants. Leur envergure dépasse largement le cadre de la Faculté bordelaise. A ses activités scientifiques, Edouard Cuq en ajoutait une autre : il s'était fait le champion de la défense du droit romain. En 1886, il se déclare favorable au rapprochement des études littéraires et juridiques, pour une sorte de formation commune des historiens des lettres et du droit. Selon lui, le droit romain est la matière idéale pour réaliser les vœux du décret du 28 décembre 1885<sup>69</sup>. Mais la gloire des deux savants romanistes bordelais a du mal à masquer l'absence de toute recherche scientifique de la part de leurs cinq autres collègues. Le ministère de l'Instruction publique lui-même était conscient de la différence de niveau existant entre les professeurs. En 1888, Calixte Accarias inspecte la Faculté de droit de Bordeaux pour la troisième fois en six ans. Sachant qu'il connaît parfaitement cet établissement, le ministre lui pose cette question : « L'enseignement de la Faculté de droit de Bordeaux est-il strictement professionnel ou s'inspire-t-il de l'esprit scientifique ? » Embarrassé, conscient des disparités, l'inspecteur général se réfugie dans une appréciation globale : « Les professeurs de la Faculté de droit de Bordeaux ne se bornent pas à interpréter des textes et à les illustrer par des exemples : ils s'appliquent à coordonner les règles du droit, remontent, pour en dégager le sens et l'esprit, à leurs origines historiques, les rapprochent, s'il y a lieu, des législations étrangères, et n'oublient jamais de se demander quelle en est la valeur au point de vue philosophique et économique. C'est bien là, si je ne me trompe, l'esprit de la science. Dirais-je maintenant que cet esprit anime au même degré tous les professeurs ? Reconnais-je à tous le même sentiment de la méthode, la même aptitude à tirer parti de l'histoire, la même puissance et la même sûreté de critique ? Cela revient à demander si tous ont même savoir et même valeur, et ici, la réponse ne peut être que négative. Ce que je suis heureux de constater, c'est qu'aucun n'est en

---

davantage ! ». Sur ce sujet, voir aussi Jacques-Henri ROBERT, « Le cours magistral », *Annales d'Histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, n° 2, 1985, p. 141-142.

<sup>68</sup> M. MIAILLE, « Sur l'enseignement des Facultés de droit en France (les réformes de 1905, 1922 et 1954) », dans *PROCES*, n° 3, 1979, p. 92 et 94.

<sup>69</sup> Edouard CUQ, « L'enseignement historique du droit romain », dans *Revue internationale de l'enseignement*, t. 11, 1886, p. 474-478.

Marc Malherbe

dessous de sa tâche, et que l'ensemble est tout à fait distingué ».<sup>70</sup> Dans le style elliptique ou évasif, on ne saurait mieux écrire...

---

<sup>70</sup> Archives nationales, F<sup>17</sup> 13072, lettre de Calixte Accarias au Ministre, 15 août 1888.



**L'ECONOMIE POLITIQUE A LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX,  
UN ENSEIGNEMENT NOUVEAU VECTEUR  
D’AFFIRMATION ET DE RENOVATION**

**par Nelly Hissung-Convert,  
docteur en droit de l’Université de Bordeaux IV**

Qui étudie l’enseignement de l’économie politique dans les Facultés de droit se trouve nécessairement au cœur de la rénovation de la pensée juridique et de l’évolution des études de droit car cette matière porte en elle-même les marques de cette transformation. Cet enseignement comporte par ailleurs une spécificité commune à toutes les Facultés de droit : il ne s’est pas imposé de lui-même dans les études juridiques. L’histoire de l’enseignement de l’économie politique dans les Facultés de droit pourrait même être qualifiée de quête puisque les professeurs d’économie politique ont dû œuvrer pour la reconnaissance de ce cours dans le *cursus* des études de droit.

Or, l’étude de cet enseignement dans une Faculté de droit précise, et en particulier en province, permet d’analyser un tel cours sous l’angle de la localité, de le dégager de la pyramide topique en haut de laquelle Paris constitue le centre décisionnel et le cœur culturel et scientifique de la France. Le prisme de Bordeaux, patrie de Portal, Bastiat et Montesquieu, tournée depuis longtemps vers le libre-échange et les questions économiques en général, permet en outre d’étudier les différentes facettes reflétant sa situation de ville commerçante et portuaire, qui accueillait déjà un cours d’économie politique à la Société philomathique et dans le cadre de la Chambre de commerce de Bordeaux. Il apparaissait dès lors assez naturel que, lors de la fondation de la Faculté de droit, la question de l’instauration d’une chaire d’économie politique se posât.

L'enseignement juridique avait intégré de l'économie politique depuis 1864<sup>1</sup> mais son ancrage définitif et officiel ne s'est produit au niveau national qu'en 1877. En se dotant d'un cours complémentaire d'économie politique depuis 1874 et d'une chaire en 1876, la Faculté de droit de Bordeaux, créée le 15 décembre 1870, fit partie des Facultés de droit qui, comme celles de Nancy et de Douai<sup>2</sup>, précédèrent le décret du 26 mars 1877 faisant obligation aux Facultés de droit, dans son article 2, d'introduire l'économie politique « au nombre des matières de la seconde année des études juridiques ». La Faculté de droit de Bordeaux a eu, à cet égard, une part active dans l'évolution de l'enseignement de l'économie politique comme matière devant compter au nombre de celles composant les études juridiques. L'implication des professeurs bordelais pour cet enseignement révèle que l'intérêt montré pour cette matière dépassait de loin l'obligation imposée par le décret de 1877.

A la veille du décret de 1877, sept Facultés de droit de province étaient alors dotées d'un cours d'économie politique, sous forme de cours complémentaire ou de chaire<sup>3</sup>. Or, ces créations ont été le fruit de la volonté de certains professeurs et d'une collaboration avec les institutions locales, notamment dans les villes ayant un pôle économique et commercial important, comme Lyon, Marseille ou Bordeaux. Le cours complémentaire, véritable tremplin permettant d'accéder à la création d'une chaire, sera un moyen d'action incontestable aux mains des Facultés de droit de province pour pallier l'inertie du pouvoir central et devancer son action. Mais la légitimité suprême d'un cours reste toutefois l'obtention de la chaire officielle, et en disposant de celle-ci avant le décret de 1877, la Faculté girondine a fait montre d'une volonté certaine d'affirmation, tant institutionnelle, politique que scientifique.

---

<sup>1</sup> La première chaire d'économie politique dans une Faculté de droit française a été instaurée en 1864 à Paris par Victor Duruy, avant d'être confiée un an plus tard à Batbie. Le cours de ce dernier fut bien accueilli par la Faculté et le *lobby* libéral (dont le *Journal des économistes*), mais il subit les vellétés du comportement des étudiants parisiens qui manifesteront ouvertement leur désintérêt pour son enseignement. Ses remplaçants Boissonade et Paul-Emile Cauwès, auront meilleur succès et l'expérience de cette chaire s'avéra finalement concluante et s'exporta dans les Facultés de droit de province ; sur ces points, voir L. LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, CHEFF, 2004, p. 270-279.

<sup>2</sup> Celles-ci ont été respectivement créées en 1864 et 1865. D'autres Facultés de droit de province, de création plus ancienne, comme Rennes et Grenoble, s'étaient également dotées d'un cours d'économie politique.

<sup>3</sup> Cf. L. LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche...*, *op. cit.*, p. 278-279.

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

Quelle a été, dès lors, la place de cette Faculté dans l'évolution de l'enseignement de l'économie politique ? Fut-elle une pierre de plus à l'édifice ou en a-t-elle été l'un des maîtres d'œuvre ?

Si nous avons observé qu'il n'y a pas, à proprement parler, d'« école bordelaise » d'économie politique au XIX<sup>e</sup> siècle, il est cependant évident qu'il existe une dynamique particulière. En effet, chacun des professeurs d'économie politique de la Faculté de droit de Bordeaux a œuvré activement pour cette matière, non seulement au niveau local mais aussi au niveau national et même international. Leur œuvre s'est manifestée dans cette volonté d'affirmation idéologique des juristes-économistes face aux économistes puis face aux juristes : affirmation institutionnelle des pouvoirs locaux face au pouvoir central ; affirmation scientifique également d'une Faculté de province face à la Faculté de droit de Paris et, plus spécifiquement au niveau local, de la jeune Faculté de droit, créée le 15 décembre 1870, face aux autres institutions locales.

Ces différents points innervant la dynamique de l'évolution de l'enseignement de l'économie politique à Bordeaux se retrouvent tant dans l'instauration et le développement du cours lui-même (I) que du point de vue de l'implication scientifique et doctrinale (II).

### **I - L'ancrage résolu du cours d'économie politique dans la Faculté bordelaise**

Par son caractère innovant et encore officieux, puisque ce n'est qu'en 1877 que le décret imposa son enseignement dans les Facultés de droit, le cours d'économie politique a constitué un moyen de se distinguer pour la Faculté de droit de Bordeaux et de s'affirmer non seulement dans la ville mais aussi à l'échelon national.

La mise en place du cours d'économie politique a d'abord été, comme dans d'autres Facultés de droit de province, le fruit d'une initiative locale suivie d'un arrêté *ad hoc* (A) avant de rentrer dans le cadre de la loi générale avec le décret de 1877 (B).

#### **A – Une initiative locale (1870-1877)**

La création de la chaire d'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux a été le résultat d'une action concertée des forces locales, représentées par la mairie de Bordeaux, la Chambre de commerce et la Faculté de droit elle-même. Ces trois institutions ont œuvré, par le truchement du rectorat, auprès du ministère de l'Instruction publique et des Cultes pour obtenir cette chaire. Leur action a été motivée par la conviction

de la nécessité d'un tel enseignement au sein de la Faculté de droit. Les circonstances et enjeux de la création de cette chaire croisent des facteurs non seulement politiques, économiques et scientifiques mais aussi un facteur humain, personnalisé par le doyen Amédée Couraud qui en fut le maître d'œuvre.

L'obtention de la chaire d'économie politique le 25 octobre 1876 (2) a été précédée par des initiatives locales, comme la création d'un cours complémentaire, et par d'itératives requêtes auprès du gouvernement (1).

*1 - Le timon : le cours complémentaire (1870-1876)*

Parmi les moyens utilisés pour l'instauration de l'économie politique, l'étape de la création du « cours complémentaire » a été essentielle. D'initiative locale pour son lancement et son financement, la création de ce cours était plus libre, même si son enseignement ne l'était pas totalement puisque l'Etat, à travers le ministère de l'Instruction publique et des Cultes, se réservait le choix de l'enseignant, tout en suivant généralement l'avis donné par le rectorat<sup>4</sup>. Constituant souvent un tremplin vers la création d'une chaire officielle, le cours complémentaire fut introduit à la Faculté de droit de Bordeaux avant même le décret du 21 septembre 1876, qui officialisait cette pratique, puisque deux cours complémentaires avaient été créés en 1874 dont celui d'économie politique<sup>5</sup>.

S'il a permis d'impulser cette discipline, le cours complémentaire devait cependant représenter une transition. Semestriel<sup>6</sup> et optionnel, il n'avait pas le même rayonnement que la chaire, qui demeurait le but ultime des démarches effectuées. Les circonstances et la procédure de création de ce cours permettent toutefois de saisir l'importance qu'il revêtait et de mesurer la détermination qui mènera à la création de la chaire. L'instauration d'un cours complémentaire d'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux était montrée comme une nécessité (a), tandis que son enseignement par un juriste était jugé « indispensable » (b).

*a - Un cours nécessaire*

Anciennement professeur de droit romain à Toulouse (1855-1859), puis professeur titulaire de droit administratif à la Faculté de droit de Grenoble depuis 1859, Amédée Couraud avait dispensé un cours complémentaire

---

<sup>4</sup> Sur ces points concernant les cours complémentaires, voir M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 118-119.

<sup>5</sup> Le second était le cours d'histoire du droit.

<sup>6</sup> Cf. M. MALHERBE, *précit.*

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

d'économie politique à la Faculté de droit de Grenoble depuis 1865<sup>7</sup>. A peine entré en fonction à Bordeaux comme professeur de droit romain, en janvier 1871, avant de devenir doyen un mois plus tard, Couraud lança la procédure de création de la chaire. Le caractère « changeant » de ce professeur s'est mué en véritable détermination lorsqu'il a été question de créer une chaire d'économie politique dans cette Faculté. Son souhait exprimé rejoignait des éléments à la fois personnels, politiques et scientifiques, qui révélaient non seulement la volonté des Facultés de droit de province de se distinguer mais aussi le mouvement général de l'évolution de l'enseignement de l'économie politique à l'échelon national.

Dans son discours prononcé pour l'inauguration du nouveau bâtiment de la Faculté de droit de Bordeaux, le 20 novembre 1873, le doyen Couraud établit un lien nécessaire entre la Faculté bordelaise et la chaire d'économie politique. Présentant l'institution dans des termes élogieux, parlant de « Faculté puissante », il profita en effet de l'occasion pour réclamer des « chaires utiles » et « nécessaires », soit celles de droit maritime et de droit pénal, mais aussi celle d'économie politique.

Sa volonté de voir instaurer ces chaires intéressait des considérations empiriques et économiques liées à la situation économique et politique de Bordeaux : « Si Bordeaux s'est élevé au rang qu'il occupe, c'est par l'économie politique, c'est par le commerce, c'est par le culte traditionnel et la pratique savante de cette législation spéciale [...]. Quant à la chaire d'économie politique, qui oserait en nier l'indispensable utilité dans le pays de Bastiat, dans la patrie de Fonfrède, dans le grand centre commercial et maritime, qui est la place vraie de cette science toute expérimentale [...] »<sup>8</sup>. Cette évocation dévoile par ailleurs une démarche historique à l'endroit de l'économie politique, laquelle se retrouvera dans la méthode suivie au sein des cours. Sous cet angle, l'enseignement de l'économie politique apparaissait comme une évidence à Bordeaux.

---

<sup>7</sup> En plus du cours donné aux étudiants, Couraud assurait également des cours du soir auprès d'un public varié ; voir son « Etat des services » in dossier personnel, Arch. nat., F<sup>17</sup> 20482. Il devint par ailleurs doyen de la Faculté de droit de Grenoble en 1869.

<sup>8</sup> Séance solennelle de rentrée, discours du doyen COURAUD, 20 nov. 1873 (inauguration du nouveau bâtiment de la Faculté de Droit), extr. des *Ecrits académiques de Bordeaux*, 1866-1875, p. 13. Il insista par ailleurs sur l'importance de la doctrine française en économie politique : « Car, s'il est vrai que le philosophe de Glasgow en ait été le créateur, il n'en est pas moins vrai que les deux grandes expositions scientifiques les plus complètes des théories nouvelles, appartiennent à la France : je parle de J.B. Say et de Rossi » ; précit., p. 14.

Le doyen Couraud ne fut pas seul à œuvrer pour l'introduction de ce cours et la conviction de la nécessité de cet enseignement fut partagée par d'autres, les institutions locales unissant leurs efforts à cet égard. La mairie de Bordeaux et la Chambre de commerce vont ainsi épauler le doyen et constituer, par le truchement du recteur de l'académie de Bordeaux, une force locale auprès du gouvernement. En 1873, le doyen Couraud félicita d'ailleurs cette collaboration en appelant les autres parties à la reconduire : « [...] j'espère que le titulariat viendra bientôt récompenser ses efforts et ses talents, je l'espère surtout si la Chambre de commerce qui a déjà tant fait pour nous (par l'institution des prix Bastiat et Montesquieu) ; si le barreau de Bordeaux, qui connaît si bien la pratique et les difficultés du droit maritime ; si votre magistrature enfin, Compagnie éminente du savoir s'unit à la simplicité et à la dignité des vertus judiciaires ; si tous les corps, dis-je, veulent seconder les démarches du doyen et de l'académie »<sup>9</sup>.

L'initiative locale s'est également illustrée à travers l'action municipale, qui s'est d'abord manifestée par le biais de l'aide financière, soit 800 francs par cours « en cas d'insuffisance des recettes »<sup>10</sup>, pour ensuite s'exprimer dans les délibérations du Conseil municipal, comme au printemps 1872 lorsque le maire de Bordeaux, Emile Fourcand, émit expressément le vœu de la création d'une chaire d'économie politique, jugée nécessaire, vœu qu'il transmet au rectorat qui abonda dans son sens<sup>11</sup>.

La Chambre de commerce de Bordeaux a quant à elle participé à la promotion de l'économie politique, à laquelle elle voulait associer la Faculté et le rectorat. Elle a organisé des concours qui portaient sur des questions d'économie politique, inspirées par les travaux de Bastiat ou de Montesquieu<sup>12</sup>, le choix de ces auteurs dévoilant l'orientation libérale des organisateurs. Pour cette institution, il s'agissait d'assurer la promotion de l'économie politique : « La Chambre de commerce de Bordeaux désirant contribuer aux progrès des études sérieuses d'économie politique et de jurisprudence, vient de fonder deux prix [...] »<sup>13</sup>. Ces objectifs scientifiques

---

<sup>9</sup> Discours..., *précit.*, p. 14.

<sup>10</sup> Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92.

<sup>11</sup> Cf. lettre au recteur du 15 avril 1872 à laquelle est adjoint un extrait du registre des délibérations (séance 8 avr. 1872) ; et, voir l'échange de correspondances avec le recteur ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92.

<sup>12</sup> Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92, lettre n° 3418.

<sup>13</sup> Lettre du 17 décembre 1872 adressée au recteur de l'Académie par les membres de la Chambre de commerce ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92, 1872.

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

apparaissaient comme une volonté appuyée de la part de l'institution de « propager le goût des sciences économiques »<sup>14</sup>.

Mais la dynamique de la collaboration s'arrêtait à ces relations car l'enseignement de l'économie politique devait quant à lui être réservé à la Faculté de droit et revenir nécessairement... à un juriste !

### b – Un cours de juriste

L'instauration du cours d'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux généra des convoitises. Des candidatures vinrent, la première de la Chambre de commerce de Bordeaux et la seconde d'un avocat, formulée en 1874 par un Toulousain inscrit au Barreau de Bordeaux, Edmond Bonnal, et déboutée pour des motifs purement administratifs<sup>15</sup>, cette dernière ne présentant toutefois qu'une démarche isolée ne présument pas une action concertée de la part du Barreau. Toute autre fut la démarche de la Chambre de commerce.

Dès 1872, des « discussions » avaient été engagées entre la Chambre de commerce et le rectorat à propos de l'enseignement de l'économie politique. La Chambre proposait déjà un tel cours, dispensé dans le cadre du diplôme de capacité qu'elle délivrait. Il fut même suggéré un temps de « fondre » les cours dispensés dans les deux institutions en « un seul » et de le confier à M. Lescarret, économiste chargé de ce cours à la Chambre<sup>16</sup>. Assez tôt cependant, une frontière a été tracée entre les deux institutions et leurs agents, pour ce qui avait trait à cet enseignement. Les juristes de la Faculté de droit de Bordeaux, le doyen Couraud en tête, se sont opposés à la candidature de Lescarret, n'hésitant pas à dénoncer un article du *Journal des économistes* qui présentait celui-ci sur un ton dithyrambique. Reflétant en un rai l'opposition des économistes et des juristes pour l'enseignement de

---

<sup>14</sup> « Je suis heureux de cette occasion, Monsieur le Recteur, pour vous exprimer, au nom de la chambre, tous ses remerciements pour le concours aussi efficace qu'éclairé dont vous voulez bien lui prêter l'appui, dans le but de propager le goût des sciences économiques » ; lettre du président de la Chambre de commerce au recteur du 17 janvier 1873, au sujet d'un retard pris dans les tirages des règlements du concours ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92, 1872.

<sup>15</sup> Celui-ci avait été ajourné et non licencié en droit comme il le prétendait ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 93, lettres du 10 mars 1874 (n° 656) et du 14 mars 1874 (n° 4184).

<sup>16</sup> Vingt ans plus tard, Lescarret l'enseignera encore « avec un zèle et un dévouement admirable » ; il fut rejoint par Fernand Faure dès 1882 ; cf. F. PASSY, « Le cours d'économie politique à la Chambre de commerce de Bordeaux », *Journal des économistes*, juil.-août 1892, p. 436.

l'économie politique<sup>17</sup>, cette querelle était aussi guidée par la volonté toute personnelle du doyen de dispenser ce cours qu'il proposait même d'enseigner gratuitement : « [...] Je ne demande rien comme chargé de ce cours. // J'y ai eu, je crois, du succès à Grenoble comme à Bordeaux. // Toute autre nomination me blesserait après que Mr. le Ministre m'a prié de faire ce cours, me l'ôter serait me diminuer à la tête de la Faculté ! »<sup>18</sup>. Si Couraud n'a pas été un théoricien reconnu en économie politique, son enseignement fut néanmoins fort apprécié par ses contemporains, comme en attestent les notes confidentielles des années 1865 et 1866 : « Ses cours ou ses leçons d'économie politique ont eu un véritable succès »<sup>19</sup>.

Ses efforts ne furent pas vains : le 8 octobre 1874, un arrêté du ministère de l'Instruction publique autorisait enfin Couraud à donner un cours complémentaire d'économie politique<sup>20</sup>. Il l'enseigna pendant deux ans gratuitement, conformément au vœu exprimé<sup>21</sup>. Cette gratuité fut également adoptée par Rozy à Toulouse<sup>22</sup>. Liée peu ou prou au statut du cours lui-même, elle n'en dévoile pas moins le désintéressement de ces professeurs et leur détermination dans l'introduction de cette matière.

L'enseignement de l'économie politique par un professeur de droit fut par ailleurs présenté comme une nécessité pour des raisons à la fois pédagogiques, scientifiques et politiques. Le 8 janvier 1873, Couraud s'adressait ainsi au recteur : « Il commandait, à Bordeaux surtout, d'inaugurer à la Faculté un enseignement sérieux et scientifique de l'économie politique. Un cours qui se fait en ville nous impose le devoir étroit de ne pas laisser à d'autres mains que les nôtres cet important

---

<sup>17</sup> Quant au cours d'Economie politique, s'il était fait par un professeur de notre école, comme cela est indispensable [...] » ; lettre du doyen Couraud au recteur puis au ministre de l'Instruction publique, 8 janv. 1873 ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92.

<sup>18</sup> Lettre au recteur de l'académie de Bordeaux, 5 oct. 1875 ; Arch. dép. de Gironde, T 93 (1879-1895), dossiers individuels, n° 4308.

<sup>19</sup> Notes confidentielles du 4 janvier 1865 ; et, également, celles du 21 mars 1866 à propos des cours à la Faculté de droit de Grenoble et des cours du soir : « Ils obtiennent un véritable succès » ; Arch. nat., F<sup>17</sup> 20482.

<sup>20</sup> Ces autorisations étaient spécifiques et devaient être renouvelées chaque année (le 23 avril 1875, un arrêté renouvela cette autorisation), sauf acceptation d'une tacite reconduction (le recteur de l'académie de Bordeaux en avait fait la demande au directeur de l'enseignement supérieur ; lettre du 15 avril 1875) ; Dossier personnel de Couraud, Arch. nat., F<sup>17</sup> 20482, lettre n° 91.

<sup>21</sup> Arrêtés des 8 octobre 1874 et 9 avril 1875 in dossier personnel, Arch. nat., F<sup>17</sup> 20482.

<sup>22</sup> Voir l'article de M. Ludovic AZEMA, dans ces *Actes du colloque*.



enseignement, important par le bien qu'il peut produire à condition d'être bien dirigé »<sup>23</sup>. Cette saine direction de l'enseignement renvoie à la crainte générale de la propagation des idées socialistes, alors communément partagée pour ce qui concernait l'économie politique. Elle se retrouve particulièrement à Grenoble dans les notes confidentielles relatives à Couraud, au sein desquelles le recteur évoquait, en 1866 déjà, la « salubre influence » de ses cours du soir qui permettaient « [...] la propagation des saines idées économiques »<sup>24</sup>. Cette matière suscitait en effet la méfiance car, se proposant d'étudier l'économie politique, elle croisait nécessairement les politiques économiques et, par extension, les idées politiques, à un moment où les effets sociaux de la révolution industrielle se faisaient sentir et animaient des questions nouvelles telles que le salariat, le patronat, la grève ou l'intervention de l'Etat. Cet enseignement devait dès lors être « bien dirigé », il en allait de la « paix sociale », exacerbée par le souvenir brûlant de la Commune. La crainte de la propagation des idées socialistes est palpable dans les propos relatifs à l'enseignement de l'économie politique, comme elle l'avait été dans les débats qui ont précédé le décret de 1877<sup>25</sup>. Cette vertu attribuée à l'enseignement de l'économie politique se retrouve à divers égards, comme en 1872 quand Rozy, alors professeur de droit administratif à la Faculté de droit de Toulouse, relève dans le *Journal des économistes*, que l'enseignement de l'économie politique dans les écoles normales et primaires constituait un rempart contre la propagation du socialisme : « Là seulement est le remède le plus sérieux contre les rêves d'un socialisme ignorant et les violences qu'il peut engendrer »<sup>26</sup>.

A Bordeaux, cette crainte s'était déjà manifestée avec la suppression du cours public professé par Frédéric Passy, à l'Ecole de droit de Bordeaux, en raison de son contenu subversif<sup>27</sup>. Cette situation, qui n'est pas sans rappeler la suppression de la chaire de Chevallier sous la Deuxième République, montre à quel point l'économie politique représentait une matière sensible pour l'autorité publique, du fait de la présence nécessaire des théories

---

<sup>23</sup> Lettre adressée au recteur le 8 janvier 1873, puis au ministre de l'Instruction publique, à propos de certains cours, notamment ceux d'histoire du droit, de procédure civile et législation commerciale et d'économie politique ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92.

<sup>24</sup> Dossier personnel de Couraud, Arch. nat., F<sup>17</sup> 20482.

<sup>25</sup> Voir L. LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche... op. cit.*, p. 283-285.

<sup>26</sup> H. ROZY, « De l'enseignement de l'économie politique à tous les degrés », *Journal des économistes*, janv.-mars 1872, p. 94.

<sup>27</sup> Lettre du préfet de Gironde au ministère de l'Instruction publique, juin 1863, Arch. dép. de Gironde, 103 T 1.

politiques. Ceci étant dit, cette crainte commune n'a cependant pas été exprimée de manière expresse dans les sources relatives à la Faculté de droit de Bordeaux et elle n'a pas constitué le centre des réflexions, même si elle apparaissait en filigrane.

La création du cours complémentaire a permis d'introduire l'économie politique dans le cursus des étudiants en droit de la Faculté. Fruit de l'action conjointe des forces locales, ce cours a constitué un tremplin vers la création de la chaire qui fut, elle aussi, le produit de ces initiatives locales répétées.

## 2 - L'ancre : la chaire fondée le 25 octobre 1876

Le cours complémentaire a bien constitué une solution intermédiaire car, à chaque requête formulée, c'était la chaire qui était demandée. Un arrêté du 25 octobre 1876 crée enfin la chaire d'économie politique et la confie à Charles Gide, qui sera titularisé en 1879<sup>28</sup>. La carrière du futur chantre de l'économie politique n'en était qu'à ses balbutiements lorsqu'il fut nommé à Bordeaux<sup>29</sup> et elle aurait été entamée sans conviction ni enthousiasme<sup>30</sup>. Selon certains de ses biographes, il n'aurait même pas apprécié cette ville... En outre, à son arrivée à la Faculté de droit de Bordeaux, Gide se vit confier le cours de droit des gens, enseigné en quatrième année<sup>31</sup>, tandis que le cours d'économie politique, encore cours complémentaire, était dispensé par le doyen Couraud. C'est pourtant dans cette Faculté qu'il a pris contact avec cette carrière et enseigné pour la première fois cette matière qu'il ne quittera plus. Bordeaux n'a pas été pour Gide qu'un passage, mais bien un pas décisif pour sa carrière, voire une révélation...

Si Bordeaux a été pour Charles Gide un élément de révélation de l'enseignement de l'économie politique, il le lui rendra finalement bien. Lorsqu'il crée la *Revue d'Economie Politique* en 1887, il obtient le soutien de

---

<sup>28</sup> Voir une note de Couraud du 31 octobre 1875 confirmant cette nomination au recteur de l'Académie de Bordeaux, Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T93, doc. n° 1680.

<sup>29</sup> Ses penchants scientifiques se portaient sur des questions fort éloignées de la matière juridique qu'il exposa lors de conférences très remarquées et appréciées. Parmi celles prononcées à Bordeaux, il faut noter : « L'Eglise des Mormons », « L'Histoire des fées », « Les sources du Nil » et « La Révolution au Japon » ; cf. M. PÉNIN, *Charles Gide, 1847-1932. L'esprit critique*, Comité pour l'édition des œuvres de Charles Gide, L'Harmattan, 1997, p. 37.

<sup>30</sup> En ce sens, voir M. PÉNIN, *op. cit.*, p. 34 et 35.

<sup>31</sup> Voir affiche des cours 1875-1876 ; Arch. dép. de Gironde, 103 T 1 (...Faculté de droit : affaires générales).

ses anciens collègues bordelais, qui partageaient avec lui les visées éclectiques et d'ouverture de cette revue, ramifiant les juristes et économistes de toutes les Facultés de droit de France et de l'étranger. Gide intègre ainsi à la *Revue* Fernand Faure, son successeur à la chaire bordelaise, et surtout Henri Saint-Marc, qui sera le secrétaire de rédaction, puis des publicistes comme Léon Duguit et Henri Barkhausen, ou encore De Loynes, professeur de droit civil. Tous ces Bordelais ont collaboré à cette *Revue* qui constitue le véritable instrument d'affirmation scientifique de l'économie politique des Facultés de droit face aux économistes et qui s'analyse, en outre, comme une revue d'initiative provinciale à vocation nationale.

La Faculté de droit de Bordeaux a regretté le départ de Gide pour Montpellier<sup>32</sup>. Ce fut Fernand Faure qui le remplaça et qui enseigna ce cours de 1880 à 1885<sup>33</sup> ; lui succéderont, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, Henri Saint-Marc (1885-1897)<sup>34</sup>, François Sauvaire-Jourdan (1897-1919)<sup>35</sup> et Joseph Benzacar (1895-1932)<sup>36</sup>.

La chaire obtenue grâce à l'action des institutions locales, le cours d'économie politique revêtait une légitimité nouvelle par son caractère

---

<sup>32</sup> Comprenant les raisons de famille qui l'avaient conduit à quitter Bordeaux pour Montpellier, le doyen Couraud exprima son regret dans une lettre de recommandation adressé au recteur et suggérant de lui confier, outre la chaire vacante, le cours d'économie politique : « Mais je regretterai que la Faculté de droit de Bordeaux soit privée du concours d'un professeur aussi capable et aussi distingué » ; 30 janv. 1879 ; Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 92.

<sup>33</sup> Sur ce professeur (1853-1929), voir dossier personnel, Arch. nat., F<sup>17</sup> 22668 B ; et, M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 319 et 320 ; puis, *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, t. II, p. 616 et, t. V, PUF, 1968, p. 1661 ; J. et B. GUÉRIN, *Des hommes et des activités à Bordeaux autour d'un demi-siècle (1887-1957)*, Bordeaux : BEB, 1957, p. 284.

<sup>34</sup> Sur Henri Saint-Marc (1855-1896), voir dossier personnel, Arch. nat., F<sup>17</sup> 23078 ; et M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 414 et 415 ; Ch. GIDE, notice in *Revue d'économie politique*, t. X, 1896, p. 847-854 ; J. et B. GUÉRIN, *op. cit.*, p. 626. Voir également les deux éloges funèbres faits par le doyen Gabriel BAUDRY-LACANTINERIE dans le discours de la séance de rentrée de la Faculté de droit et dans le Rapport présenté au Conseil académique ; cf. respect., Académie de Bordeaux, *Comptes rendus des travaux des Facultés de droit, de médecine, des sciences et des lettres*, année scolaire 1895-1896, V<sup>e</sup> Cadoret, p. 41-43 et p. 48-52.

<sup>35</sup> Sur François Sauvaire-Jourdan (1869-1938), voir dossier personnel Arch. nat., F<sup>17</sup> 24639 ; M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 416 et 417 ; et, J. et B. GUÉRIN, *op. cit.*, p. 635.

<sup>36</sup> Sur Joseph Benzacar (1862-1944, déporté), voir dossier personnel Arch. nat., F<sup>17</sup> 24232 ; M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 271 et 272 ; et, J. et B. GUÉRIN, *op. cit.*, p. 65 et 66.

officiel, tout en conservant la spécificité de sa création d'initiative locale. Un an plus tard, il entra sous l'égide de la loi générale avec le décret du 26 mars 1877 qui rendait obligatoire l'enseignement de l'économie politique dans les Facultés de droit.

***B – La dynamique locale au sein de l'évolution nationale (1885-1900)***

L'évolution de la chaire se fera au gré des réformes qui ont jalonné l'enseignement supérieur et qui ont, à chaque fois, ajouté à l'affirmation et à la reconnaissance de l'économie politique<sup>37</sup>. Il ne s'agira pas, ici, de se perdre dans la proximité des textes mais bien de saisir la place qui a été réservée à ce cours au sein de la Faculté tout au long de cette évolution.

Une remarque qui s'impose d'emblée intéresse l'ancrage progressif de cette matière dans les études de droit : d'abord rendue obligatoire en deuxième année de licence en 1877, elle a ensuite gagné les différents échelons du cursus du licencié en droit, du docteur en droit<sup>38</sup>, puis du docteur es sciences politiques et économiques, la réforme de 1895 ayant créé ce doctorat spécifique<sup>39</sup>. L'évolution de l'économie politique comme science autonome s'est ainsi faite par le haut et par le caractère obligatoire des cours d'économie politique dans le programme des enseignements.

Dans ce mouvement, l'influence du modèle allemand est d'ailleurs sensible<sup>40</sup>. Reconnaisant l'économie comme une science autonome, ce modèle proposait un enseignement complet, autant théorique que pratique, dispensé par des spécialistes et comportant un nombre important de

---

<sup>37</sup> Sur les premières réformes renforçant la place du cours d'économie politique, cf. E. LEVASSEUR, *Résumé historique de l'enseignement de l'économie politique et de la statistique en France à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Société d'Economie Politique*, extr. du *Journal des Economistes*, 1883, p. 34-35 ; et, pour les réformes successives, voir M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 179.

<sup>38</sup> Une réforme de 1889 conservant le doctorat unique avait créé deux mentions l'une de sciences politiques et économiques.

<sup>39</sup> Le décret du ministre de l'Instruction Publique Raymond Poincaré, du 30 octobre 1895, instaura un doctorat à deux branches, l'une juridique, l'autre de sciences politiques, avec toutefois la licence en droit pour tronc commun ; sur cette mesure, voir Y. BRETON et L. MARCO, « Naissance du doctorat d'économie politique. Le 30 avril 1895, les économistes universitaires obtiennent leur premier diplôme », *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la science juridique*, 1996, n° 17, p. 47-52. – Adde, J. IMBERT, « Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France », *Ann. d'hist. des fac. de droit*, n° 1, 1984, p. 11-35, spéc. p. 25-26.

<sup>40</sup> Sur ce point, voir M. MALHERBE, « L'influence germanique dans l'enseignement économique et juridique à Bordeaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *Ann. Aquitaines d'Hist. du Droit*, t. I, 1997, p. 89-104.

matières permettant une appréhension experte de l'économie. Or, la Faculté de Bordeaux ne s'est pas contentée de suivre le mouvement général qui orientait les intellectuels français vers le modèle allemand<sup>41</sup>, elle en a été la cheville ouvrière avec la Faculté de lettres qui l'avait précédée, notamment grâce à Louis Liard, professeur qui fut directeur des enseignements supérieurs au ministère de 1884 à 1880. C'est un professeur d'économie politique bordelais qui s'est trouvé à la base de cette évolution : Henri Saint-Marc. Dépêché par le gouvernement en 1891, il établit un rapport de 160 pages qui sera diffusé par le biais de la *Revue d'Economie Politique*<sup>42</sup>.

De manière générale, le corps des professeurs de la Faculté de droit adhérait à ces perspectives nouvelles, même si au sein de cette évolution, le statut du cours d'économie politique a varié et suscité des questions lors des réformes. Pour certains, comme le professeur de droit administratif et conseiller municipal, Henri Barckhausen<sup>43</sup>, ce cours ne revêtait qu'une importance relative due à son faible apport pédagogique et méthodologique, ajouté à la surcharge de cours qu'il conférait aux étudiants : « Si l'on craint tant de surcharger nos élèves, qu'on les délivre donc d'une partie du poids qu'ils supportent sans profit appréciable ! »<sup>44</sup>. Il reste néanmoins que l'économie politique était à l'honneur et la Faculté girondine a fait montre d'une détermination certaine pour lui assurer une bonne place dans le cursus des étudiants en droit. Son maintien a par ailleurs dévoilé une volonté d'affirmation de cette Faculté de droit de province face à celle de Paris. Lorsqu'il fut question de supprimer certains cours à l'occasion de la réforme de la licence, en 1895, le professeur

---

<sup>41</sup> De nombreux voyages d'études ont été effectués pour connaître l'organisation des études en Allemagne et il en est ressorti des comptes-rendus, des rapports et des propositions de réformes ; sur ceux-ci, cf. C. CHARLE, *La République des universitaires (1870-1940)*, Seuil, 1994, p. 19-69.

<sup>42</sup> H. SAINT-MARC, « Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les pays de langue allemande », *REP*, 1892, t. VI, p. 217-249, suivi de « Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les université d'Allemagne et d'Autriche », *op. cit.*, p. 423 et s. Ce rapport fit également l'objet d'une publication spécifique : *Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les universités d'Allemagne et d'Autriche*, Larose et Forcel, 1892.

<sup>43</sup> Sur Henri BARCKHAUSEN (1834-1914), cf. M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 267.

<sup>44</sup> Note du 13 septembre 1880 : « Les Facultés de droit ont une vocation double : 1° Préparer les hommes de loi à l'exercice de leurs professions diverses, et cela d'une manière générale et théorique, non pas selon les pratiques des écoles d'application ; 2° Contribuer aux progrès des études juridiques, surtout en initiant aux bonnes méthodes les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement du droit. » ; Arch. dép. de la Gironde, Rectorat, T 93.

d'économie politique François Sauvaire-Jourdan regretta ainsi amèrement la place moindre des Facultés de droit de province face à Paris et sembla même appeler celles-ci à une certaine mobilisation :

« [...] et demandez-vous si vous pouvez en accepter la disparition sans craindre de diminuer énormément le rôle social de nos Facultés et de nuire à l'œuvre de l'enseignement supérieur de notre pays. Ces cours, il est vrai, ne disparaîtraient pas partout et ils subsisteraient sans doute à la Faculté de droit de Paris. Mais pouvons-nous voir sans regrets cette sorte de déchéance des Facultés de droit de province ? Pouvons-nous accepter qu'à tant de prétentions à la prépondérance, la Faculté de droit de Paris ajoute encore à celle-là ? »<sup>45</sup>.

Ici, le maintien du cours d'économie politique apparaissait comme un moyen d'affirmation, voire d'indépendance des Facultés de droit de province vis-à-vis de Paris.

L'évolution de l'économie politique a par ailleurs été conjointe à celle des études « économiques et politiques », qui ont introduit une formation qui s'est faite de plus en plus experte, avec la création en 1896 du doctorat de sciences politiques, économiques et professionnelle, jusqu'à devenir indépendantes en 1959. L'enseignement de l'économie politique, « professionnalisé » par la création d'une agrégation spécifique en 1895<sup>46</sup>, a eu une place de choix dans l'évolution de ce cursus, tout en demeurant une matière nécessaire à l'ouverture de l'enseignement du droit vers les sciences sociales. Au gré de ces transformations, l'économie politique devait faire sa place et l'attrait des étudiants pour cette matière, en adéquation avec l'évolution de la société, s'est notamment illustré à travers le choix des sujets de thèses<sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup> F. SAUVAIRE-JOURDAN, *Rapport présenté à la Faculté de droit de Bordeaux au nom d'une commission nommée par elle par M. Sauvaire-Jourdan, sur la réforme de la licence en droit*, Bib. univ. Bordeaux IV, 11 p.

<sup>46</sup> Voir les projets relatifs à la réforme de l'agrégation in F. HAUT, « Vers la liberté de l'enseignement supérieur (1870-1875), *Ann. d'Hist. des fac. de droit*, n° I, 1984, respect. p. 97-119 et 119-134. Et, sur cette réforme, voir L. LE VAN-LEMESLE, « L'agrégation comme outil de professionnalisation », *L'Economie Politique* 2004/3, n° 23, p. 52-71 ; J. GATTI-MONTAIN, *Le système d'enseignement du droit en France*, coll. « Critique du droit », Lyon : PUL, 1987, p. 83-84 ; et, P. LEGENDRE, *L'Histoire de l'administration de 1750 à nos jours*, Thémis, 1968, p. 8.

<sup>47</sup> Voir la classification, conservée au Centre Aquitain d'Histoire du Droit (CAHD, Bordeaux IV), des sujets de thèse réalisée par Sarah AKBARALY, docteur en histoire du droit et membre du CAHD.

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

Le cours d'économie politique a participé, s'il n'en a été le moteur, à la diversification des matières enseignées en Faculté de droit et, partant, au renouveau de la science juridique et du mouvement de transformation du droit. De fait, il s'intègre parfaitement dans le mouvement apparu de 1880 à 1920 qui, comme le souligne André-Jean Arnaud, « consacre la fin du règne des civilistes »<sup>48</sup>. Les professeurs d'économie politique de la Faculté de droit de Bordeaux ont eu un rôle effectif dans cette évolution.

### II – Le rôle effectif des professeurs bordelais dans l'évolution de l'économie politique

Pour être une matière reconnue et acceptée, le cours d'économie politique a dû s'intégrer aux études de droit. L'économie politique enseignée dans les Facultés de droit était en tous points distincte de celle étudiée par les « économistes ». En un sens, une « école nouvelle » s'était formée, qui suivait une voie différente en matière de méthode et de doctrine, et les professeurs bordelais y ont adhéré. Pour assurer l'harmonie avec les juristes (n'oublions pas que les professeurs d'économie politique furent juristes avant de devenir « juristes-économistes » en 1895), l'économie politique a suivi les méthodes employées par la science juridique. Le mouvement ne s'est cependant pas fait en un seul sens puisque l'économie politique a également participé de la rénovation de la pensée juridique dans sa méthode comme dans sa théorie. Elle était nécessairement amenée à n'être pas exclusivement « publique » mais à intégrer également des éléments de droit privé, regardant ainsi le lien entre les sphères publique et privée<sup>49</sup>. Nécessairement évolutive, en ce qu'elle repose sur l'observation des faits économiques et sociaux, l'économie politique a évolué et s'est même renouvelée sur le terrain de la pensée, servant par là même la rénovation de la pensée juridique. Elle s'est par exemple penchée sur le droit de propriété vis-à-vis duquel, à l'instar d'un nombre croissant de civilistes et de publicistes, elle a critiqué à l'envi les excès de la

---

<sup>48</sup> A.-J. ARNAUD, *Les juristes face à la société du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, PUF, 1975, p. 116.

<sup>49</sup> S'occupant, par opposition au privé, du « ménage social », pour reprendre l'expression de Frédéric Passy ou de la gestion publique, soit de celle de la « *polis* (πόλις) », l'économie politique, qualifiée comme telle par Montchrestien en 1615 s'interroge sur la mise en œuvre de la justice distributive du point de vue de l'administration matérielle.

conception individualiste en orientant la propriété vers sa « fonction sociale »<sup>50</sup>.

Les professeurs de la Faculté de droit de Bordeaux ont joué un rôle déterminant à plusieurs égards dans l'évolution et la rénovation de l'économie politique et leur pensée s'est exprimée non seulement dans les amphithéâtres de la Faculté de droit<sup>51</sup>, mais aussi dans plusieurs conférences publiques et au sein de sociétés savantes, comme la *Société d'économie politique de Bordeaux*, dont Fernand Faure fut l'un des fondateurs<sup>52</sup>, ou la *Ligue Nationale des économistes* co-fondée par ce dernier et Charles Gide, ou encore dans leurs collaborations aux revues locales, comme celle de la *Société philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest* ou, nationales, comme la *Revue d'économie politique*. L'instauration du cours d'économie politique s'est parfaitement intégrée dans le mouvement de transformation des études de droit et de développement des sciences sociales. Ainsi, fille de la III<sup>e</sup> République, la Faculté de droit de Bordeaux est entrée de plain pied dans cette évolution à laquelle ont pris activement part des professeurs d'économie politique, « sensibles aux idées nouvelles et convaincus des mérites de la sciences allemande »<sup>53</sup>, et plutôt réformateurs. Réfutant l'orthodoxie, l'exclusivisme et le dogmatisme, ils ont montré leur volonté d'ouverture et d'évolution, aussi bien dans leurs choix méthodologiques (A) que dans leurs positions doctrinales (B).

#### A – Une science expérimentale

La méthode, essentielle en économie politique en ce sens qu'elle induit la doctrine, a généré des réflexions de la part des professeurs d'économie politique. A la Faculté de droit de Bordeaux, conformément au mouvement né de l'influence de l'école historique allemande, introduit, en France, par Wolowski pour l'économie politique et, plus précisément dans les Facultés de droit par Cauwès<sup>54</sup>, la plupart des professeurs d'économie politique ont

---

<sup>50</sup> J.-L. HALPERIN, *Histoire du droit privé français depuis 1804*, PUF, 1996, p. 196-197, n° 131. –Adde, LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche...*, op. cit., p. 652.

<sup>51</sup> Voir leurs plans de cours (évoqués ci-après) in Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162 (approbation des programmes, 1873-1882).

<sup>52</sup> Henri Saint-Marc, puis Joseph Benzacar lui succéderont dans ses fonctions de vice-président, le président étant Louis Didier.

<sup>53</sup> Cf. M. MALHERBE, « L'influence germanique dans l'enseignement de l'économie et juridique à Bordeaux (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *Ann. Aqu. d'Hist. du Droit*, 1997, p. 91.

<sup>54</sup> Sur ces points voir L. LE VAN-LEMESLE, *Le Juste ou le Riche...*, op. cit., p. 305-311.



## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

adhéré à l'historicisation de l'économie, laquelle débouche sur une méthode positive et concrète qui se base sur l'analyse des faits. En ce sens, la Faculté de droit girondine épousait le mouvement général existant dans l'enseignement de l'économie politique au sein des Facultés de droit, où la méthode historique emportait l'adhésion sans considération de leur appartenance libérale ou non<sup>55</sup>. La Faculté de droit de Bordeaux ne s'est pas pour autant laissée enfermer dans un cadre précis : elle a rejoint et même instigué l'évolution de la méthode vers l'éclectisme, lequel mènera, plus tard, à la pensée de Truchy sur la négation du conflit de méthodes en économie politique<sup>56</sup>.

Professeurs à l'expression pédagogique remarquée, comme en attestent les diverses sources, ils se sont rejoints dans une conception similaire de l'économie politique qui les a fait évoluer au sein de la méthode inductive (1) et les a même conduits à inventer des moyens nouveaux pour son appréhension (2).

### *1 – La méthode inductive comme fil conducteur*

La méthode historique a fait l'objet d'analyses à la Faculté de droit de Bordeaux et les professeurs bordelais se sont distingués, tout en s'inscrivant dans le courant général. Acquis à cette méthode, ils ont évolué vers l'éclectisme en proposant leurs vues<sup>57</sup>. On trouve en effet, chez certains de ces professeurs, comme Henri Saint-Marc ou François Sauvaire-Jourdan, des traces de marginalisme, méthode qui, en retenant une théorie subjective de la valeur, se base sur l'utilité du bien ou du service pour déterminer la valeur et non sur des données purement objectives.

Dans ce mouvement, l'influence de la méthode allemande a été particulièrement marquée à Bordeaux. Exposée clairement par Henri Saint-Marc dans son rapport, elle reçoit également l'influence de l'Ecole historique économique de Guillaume Roscher, pour lequel « les phénomènes économiques sont soumis à des rapports nécessaires de séquence et de coexistence, non seulement entre eux, mais encore relativement aux autres phénomènes sociaux, les mœurs, le droit, la religion,

---

<sup>55</sup> Cf. L. LE VAN-LEMESLE, « L'Institutionnalisation de l'économie politique » in Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1991, p. 355-388, spéc. p. 370.

<sup>56</sup> H. TRUCHY, *Cours d'économie politique*, Sirey, 3<sup>e</sup> éd., t. I, p. 83-85.

<sup>57</sup> Sur la position éclectique, voir G. PIROU, *Doctrines sociales et sciences économiques*, Sirey, 1929, p. 111-118.

la constitution politique, les relations internationales, etc. »<sup>58</sup>. Comme le relève justement le professeur bordelais, cette méthode ressemble à celle de Montesquieu : l'influence du climat, de la situation économique, des mœurs, etc. sur les lois menaient tout droit à l'analyse historique. Or, en accueillant le cours d'économie politique dans cette ville commerçante de Bordeaux où l'économie se confond avec l'histoire de son commerce, la Faculté de droit ne se plaçait-elle pas elle-même dans une perspective historique ? Rappelons les arguments exprimés par Couraud pour la création de cette chaire.

Plus concrètement, la question de la méthode a constitué un élément pédagogique : les professeurs bordelais ont précisé la méthode choisie dans leurs cours. Ainsi, le premier professeur d'économie politique de cette Faculté, Amédée Couraud, prétend lui-même, dès le début de son cours, suivre la méthode historique<sup>59</sup>. Chez celui-ci, plus que chez ses successeurs, l'élément moral et religieux prend une place prépondérante dans l'analyse. Par ce biais, il rejoint l'« école éthique » qui, intégrée dans l'école historique, accentue le caractère moral, soit l'impact de la religion et des mœurs sur l'économie. Cette relation est visible à plusieurs égards dans le cours de Couraud, notamment lorsqu'il analyse la doctrine de Malthus face aux lois de la morale et de la religion, évoquant saint Paul face aux économistes ! L'importance de la morale est également très présente chez Gide.

Charles Gide a sans doute été le moins profondément acquis à la méthode historique mais sa position, plutôt éclectique, ne fut jamais totalement figée. Dès 1881, il défend en effet nettement la méthode déductive en critiquant l'historicisme et en soutenant les méthodes abstraites. Proche de Walras et inclinant vers l'idée de l'existence de l'« économie pure », il n'adopte en rien une position radicale. En effet, si dans le dernier cours professé à Bordeaux en 1880, il souligne le faible apport de l'expérimentation pour l'étude de l'économie politique<sup>60</sup>, il admettra cependant dans certains de ses articles que celle-ci est nécessaire, bien que, selon lui, l'économie politique ne saurait jamais être une science

---

<sup>58</sup> H. SAINT-MARC, « Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les pays de langue allemande », *REP*, 1892, t. VI, p. 226-227.

<sup>59</sup> « Des idées générales, 1<sup>o</sup> Sur la méthode qu'il compte suivre, à savoir l'application de la méthode historique à l'endroit de l'économie politique » ; Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162.

<sup>60</sup> « Procédés d'investigation de la science économique - comment l'expérimentation lui fait presque entièrement défaut – comment l'observation présente des difficultés toutes particulières – De la statistique – Du degré d'exactitude dont la science économique paraît susceptible » ; Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162.

exacte. La définition de l'économie politique exposée dans son cours exprime clairement son approche : réfutant les thèses la définissant comme « science mathématique » (Jevons, Cournot, Walras)<sup>61</sup> ou comme « science purement morale », il la présente comme une science naturelle : « [...] elle est une science naturelle : elle étudie les lois suivant lesquelles les sociétés humaines pourvoient à leur existence matérielle ». Constituant un élément particulier au sein des professeurs bordelais, il ne rompt pas pour autant le fil conducteur de la méthode inductive à laquelle ces derniers sont acquis.

Saint-Marc a contribué à l'évolution de la méthode en économie politique, en apportant une analyse comparative des diverses méthodes en cours dans les Universités d'Outre-Rhin. Il a par là même apporté une certaine rénovation de l'enseignement de l'économie politique, comme le souligne le recteur en 1893 : « M. Saint-Marc a renouvelé à la Faculté l'enseignement de l'économie politique. Très au courant des écoles modernes d'économistes, il donne aux étudiants un enseignement très substantiel et très neuf »<sup>62</sup>. Après lui, François Sauvaire-Jourdan apporta un éclairage sur le marginalisme anglais, en traduisant l'ouvrage du fondateur de l'« Ecole de Cambridge », Alfred Marshall<sup>63</sup>.

En présentant ces écoles, le professeur Henri Saint-Marc a aussi dévoilé ses propres penchants, notamment son refus de l'orthodoxie<sup>64</sup> et sa préférence pour certaines positions nouvelles et médianes, comme celles des marginalistes autrichiens qui, tout en partant du postulat de l'individu, comme les disciples de Say, ne reconnaissaient cependant pas l'*homo œconomicus*, et entrevoyaient au contraire l'homme dans une perspective

---

<sup>61</sup> Sa position sur ce point impose des nuances car il n'était pas totalement opposé à la validité des mathématiques en économie mais il s'opposait à certains points de la pensée de Walras ; cf. M. PENIN, *Charles Gide, 1847-1932. L'esprit critique*, L'Harmattan, 1997, p. 114-123.

<sup>62</sup> Recteur COUAT, Notices de renseignements personnels du 10 juillet 1894 (Henri Saint-Marc) ; Arch. dép. de Gironde, V<sup>T</sup> 111, liasse 238.

<sup>63</sup> Cf. A. MARSHALL, *Principes d'économie politique*, trad. F. Sauvaire-Jourdan, Giard et Brière, 1906.

<sup>64</sup> « Il appartenait à cette jeune école qui, répudiant également la méthode philosophique et la méthode mathématique, appréciant avec indépendance les théories des économistes allemands dont elle étudie avec soin les travaux et suit avec intérêt les recherches, est convaincue que les lois de la richesse doivent s'induire de l'observation des faits » ; DE LOYNES, « Université de Bordeaux » in *Rapports des conseils des universités pour l'année scolaire 1895-1896*, Paris : Impr. Natio., 1897, p. 47-48. Cette conception de la méthode s'exprimait dans ses cours : « Les cours de M. Saint-Marc étaient remplis de faits et vues pratiques. Il était passionné par la vulgarisation » ; cf. notice in *Rev. économique de Bordeaux*, nov. 1896, p. 393-394.

« historique » ; c'est-à-dire en ajoutant le facteur psychologique ; or, cette vue les rapprochait de la méthode inductive :

« Le mérite de l'Ecole autrichienne est d'avoir posé nettement, non le principe de l'abstraction, mais celui de l'analyse psychologique. Ce mobile de l'intérêt qu'elle trouve aussi dans l'homme, [...] elle ne le prend pas comme un axiome à développer par déduction, mais comme sujet d'étude à creuser par l'observation et l'analyse. Sa méthode est donc analytique et non déductive : voilà en quoi elle se rapproche de l'Ecole allemande et se sépare de l'Ecole anglaise »<sup>65</sup>.

L'intérêt pour ces écoles nouvelles a ainsi été marqué à Bordeaux, avec Saint-Marc et Sauvaire-Jourdan, qui se sont intéressés de près aux systèmes étrangers dans le but de faire évoluer l'économie politique en France.

Ouverts au comparatisme et acquis par cela même à l'esprit de la *Revue d'économie politique*<sup>66</sup>, les professeurs bordelais ont également été très réceptifs à la diversité des outils permettant une meilleure analyse de l'économie politique. Ainsi Fernand Faure et Henri Saint-Marc ont-ils souhaité réserver une place de choix à la sociologie, au moment où l'exploitation de ce domaine n'était pas encore reconnue<sup>67</sup>. Faure avait ainsi consacré une partie entière de l'introduction de son cours à la sociologie<sup>68</sup>.

Dans cet examen des méthodes, Henri Saint-Marc voulait en outre fonder une école historique française, à la tête de laquelle il plaçait Montesquieu, mais ce professeur à l'ambition élevée et reconnu par ses pairs

---

<sup>65</sup> H. SAINT-MARC, « Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les pays de langue allemande », *REP*, 1892, t. VI, p. 234.

<sup>66</sup> Voir Ch. GIDE, « Comment est née la *Revue d'Economie politique* ? », *REP*, 1931, p. 1347-1357, spéc. p. 1353-1356 ; et, le programme défini par le comité de rédaction lors de la première parution, n° 1, 1887, 2 p.

<sup>67</sup> La question était d'actualité et faisait débat ; voir F. AUDREN, « L'introduction de la sociologie dans les Facultés de droit, le débat Duguit-Hauriou », séminaire *Doctrines juridiques et politiques*, IEP de Lille, avr. 1998.

<sup>68</sup> Plan de l'introduction (Cours de 1881) : « I – Définition de l'économie politique – Histoire de cette science. II – Sociologie ; a) La sociologie est une science au sens rigoureux du mot – Son caractère – Ses conditions – Sa méthode – Distinction entre la Science et l'Art – Classification des phénomènes sociaux et des sciences spéciales qui ont leur étude pour objet : Economie politique – Droit – Morale ; b) Qu'est-ce qu'une société – Théories du contrat social – de l'organisme naturel – de l'organisme contractuel ; c) Eléments essentiels d'une société : Individu – Famille – Etat [...] ; d) Lois générales des phénomènes sociaux – Loi du Progrès – loi de l'Evolution » ; cf. Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162 (progr., 1873-1882).

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

comme étant un excellent économiste, fut trop tôt enlevé à la vie pour continuer son œuvre<sup>69</sup>.

Toujours dans l'optique de la méthode inductive, les statistiques allaient par ailleurs fournir un instrument important d'observation et elles allaient être introduites pour la première fois dans le cursus des étudiants en droit à la Faculté de droit de Bordeaux, avant de prendre une ampleur particulière.

### 2 – *Le cours de statistiques, une innovation bordelaise*

L'introduction de l'enseignement des statistiques en Faculté de droit<sup>70</sup> présente à Bordeaux le double intérêt d'être à la fois innovante et d'être affublée par son initiateur, le professeur Fernand Faure, d'une fonction idéologique qui dépassait l'instrument d'étude scientifique<sup>71</sup>.

Les étudiants bordelais furent les premiers à bénéficier de cette discipline nouvelle à la Faculté de droit, introduite par cours libre depuis 1889<sup>72</sup>. L'accueil qu'ils lui réservèrent fut des meilleurs : en dépit de son caractère libre, les étudiants suivirent en effet assidûment ce cours (de 10 à 15 en 1890 et de 15 à 20 en 1891)<sup>73</sup>. Le rayonnement de ce cours fut tel qu'une chaire de statistiques fut spécialement créée pour Faure à la Faculté de droit de Paris en 1892, tandis que le cours était repris à Bordeaux par Henri Saint-Marc, pareillement convaincu de l'importance de cette étude<sup>74</sup>. Les instances administratives de la Faculté girondine se sont d'ailleurs montrées fort enjouées à l'idée d'accueillir ce cours et elles se sont unies dans le souhait de voir la création de la chaire de statistiques en leur Faculté : « Cet

---

<sup>69</sup> Il est décédé avant de rejoindre la Faculté de droit de Paris, à laquelle il venait d'être nommé.

<sup>70</sup> Sur la statistique, voir notamment M. HUBER, « L'organisation de la statistique en France », *Rev. Inter. des sc. adm.*, Bruxelles, 1931, n° 3 ; et, A. DESROSIÈRES, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, La Découverte, 1993.

<sup>71</sup> Sur la conception de ce professeur, cf. F. FAURE, « La statistique dans les Facultés de droit », *Revue internationale de l'enseignement*, oct. 1891, p. 265-277 et 378-388 ; et « Les précurseurs de la Société de Statistique », *La Société de Statistique de Paris, Cinquantenaire*, 1909 ; puis, *Eléments de statistiques. Résumé du cours fait à la Faculté de droit de Paris* (1904-1905), Larose et Tenin, 1906.

<sup>72</sup> Créé par arrêté ministériel du 31 octobre 1889, ce cours semestriel sera maintenu par un second arrêté du 20 octobre 1890, et toujours reconduit en raison de l'important succès qu'il obtint.

<sup>73</sup> Ces chiffres sont donnés par F. FAURE lui-même in « La statistique dans les Facultés de droit », *Rev. Inter. de l'Ens.*, 1891, p. 265 (note).

<sup>74</sup> Cf. H. SAINT-MARC, *Les procédés graphiques d'analyse sociale à l'Exposition universelle*, Larose et Forcel, 1889.

enseignement a été inauguré par Fernand Faure. Nous le verrions disparaître avec regret. Grâce à M. Saint-Marc, il ne pourra s'éteindre par la prescription, et un jour viendra peut-être où il recevra une consécration officielle »<sup>75</sup>.

Or, les statistiques ne constituent pas seulement une discipline de plus dans le panel des connaissances de l'étudiant économiste, elles suivent une véritable vocation dans la mise en œuvre du droit. Fernand Faure en précisa les fondements théoriques dans son cours. Rappelant leur origine antique et rejetant les thèses voulant que les statistiques fussent une « science » (Léon Say) ou une « méthode »<sup>76</sup>, Faure adopte la conception la plus largement suivie par les statisticiens et économistes anglais, à savoir qu'elle « consisterait simplement en la constatation et la description des faits par voie de dénombrement. Elle ne serait ni la science des faits sociaux, ni la méthode que cette science emploie. Elle serait, ce qui suffit à sa dignité, l'indispensable auxiliaire de l'une et de l'autre »<sup>77</sup>. Cette discipline avait alors vocation à être un instrument nécessaire au service des sciences sociales et son enseignement dans les Facultés de droit coulait dès lors de source.

Fernand Faure hissait par ailleurs la vocation de cet enseignement au plus haut : il devait contribuer à la perfectibilité des lois, et notamment des lois économiques et sociales, et entrer ainsi dans la formation des élites. A l'appui de cette idée, il citait Frédéric Le Play sur l'idée de gouvernement : « Le métier de gouverner a cela de commun avec tous les autres, que pour bien l'exercer, il faut l'avoir appris ». Pour Faure, les statistiques rejoignaient la conception qu'il avait de la fonction sociale de l'Etat auquel les statistiques fournissent les « renseignements qui lui sont indispensables »<sup>78</sup>, tout en étant un instrument d'étude essentiel de l'économie politique. Lors

---

<sup>75</sup> Gabriel BAUDRY-LANCANTINERIE (1837-1913 ; doyen de la Faculté de droit de Bordeaux de 1886 à 1901), Séance solennelle de rentrée, Académie de Bordeaux, *Comptes rendus des travaux des Facultés de droit, de médecine, des sciences et des lettres*, 1895-1896, Bordeaux : Cadoret, p. 46 et 47.

<sup>76</sup> Il est sur ce point intéressant d'évoquer les définitions qu'il apportait à ces deux notions, afin de mieux cerner sa pensée : « La science est l'étude qui a pour but de rechercher et de découvrir les lois des phénomènes » ; « La méthode est un procédé de notre esprit à l'aide duquel nous parvenons à découvrir les rapports qui existent entre les phénomènes » ; F. FAURE, « La statistique dans les Facultés de droit » (leçon d'ouverture de son premier cours, le 17 mai 1890), *Rev. Intern. de l'Ens.*, 1891, p. 267.

<sup>77</sup> F. FAURE, *op. cit.*, p. 266-267.

<sup>78</sup> F. FAURE, *précit.*, p. 379-380.

de la leçon d'ouverture de son premier cours, le 19 mai 1890, Fernand Faure exprima justement ces vues en présentant la fonction des statistiques :

« La statistique appliquée aux phénomènes sociaux remplit aujourd'hui une quadruple fonction : A. elle concourt à la constitution et au développement des sciences dont ces phénomènes sont l'objet ; B. elle concourt à la découvertes des meilleures solutions pratiques que comportent les questions sociales dont l'étude et la discussion remplissent et agitent notre époque ; C. elle fournit aux pouvoirs publics des renseignements à défaut desquels l'administration d'un grand pays ne se concevrait pas ; D. elle fournit, enfin, aux particuliers eux-mêmes des indications précieuses pour l'utilisation de leurs bras, de leurs aptitudes ou de leurs capitaux »<sup>79</sup>.

Or, cette connaissance du Tout que les statistiques éclairent, revêt pour Fernand Faure une vocation démocratique : honnie dans un système tyrannique ou absolutiste, cette connaissance permet une meilleure compréhension du peuple par le peuple et, partant, l'élaboration de lois meilleures car en adéquation avec les besoins de chacun<sup>80</sup>. Apportant d'un autre côté une certaine « mathématisation » de la science économique, qui s'accéléra dans les années 1930, les statistiques n'en furent pas moins essentielles au perfectionnement de l'étude de l'économie politique en tant que science sociale. Henri Saint-Marc rejoignait son prédécesseur sur l'importance de cette étude, dont il faisait l'un des instruments privilégiés de la méthode inductive<sup>81</sup>, sans qu'elle soit pour autant réfutée par des méthodes déductives, pour lesquelles elle remplissait la fonction d'élément de « vérification ».

Cette évolution méthodologique s'harmonisait avec des positions doctrinales qui découlaient peu ou prou de cette appréhension de l'économie politique et cette théorisation des statistiques s'agrégeait à la substance même de l'économie politique, qui réside dans l'étude de la justice distributive.

### ***B – Le refus de l'orthodoxie***

L'analyse commune veut que l'historicisation de l'économie politique mène nécessairement à des éléments interventionnistes car elle confère une vision holiste de la société là où l'analyse déductive verse dans une

---

<sup>79</sup> F. FAURE, *op. cit.*, p. 270.

<sup>80</sup> Voir F. FAURE, « La statistique et la démocratie », *Rev. Pol. et Parl.*, n° 9, mars 1895, t. III, p. 401-413.

<sup>81</sup> La méthode historique « [...] répète pour le présent, et, principalement par la statistique, ces observations comparées [...] » ; SAINT-MARC, *op. cit.*, p. 227-228.

conception plus individualiste. Les professeurs bordelais ont ainsi davantage abondé dans le sens de Paul Louis Cauwès que dans celui de Jean-Gustave Courcelle-Seneuil, plus libéral, mais ils sont cependant loin de faire corps avec les positions doctrinales de ce premier, en particulier en ce qui concerne le libre échange et l'interventionnisme étatique. Le refus de l'orthodoxie libérale ne signifie pas l'acceptation du socialisme qui sous-tend l'action de l'Etat dans toutes les tranches de la vie sociale. Tout en se gardant de catégoriser leur pensée et de leur trouver un héraut, il s'agira, ici, d'évoquer les traits de l'évolution. Parmi les positions doctrinales exprimées dans leurs cours et leurs travaux, utilisant parfois le biais de l'histoire locale, celles relatives au rôle de l'Etat sont les plus marquantes car proches des préoccupations qui leur étaient contemporaines.

Face à l'intervention des acteurs économiques et sociaux, les professeurs d'économie politique de la Faculté de droit de Bordeaux s'unissent dans le refus de l'orthodoxie libérale et des positions exclusives. Il ressort aussi, en dépit de la singularité de chacun, qu'ils accordaient un rôle économique discret à l'Etat (1), tandis qu'ils lui conféraient une fonction sociale sans toutefois négliger l'action préalable et concertée des forces individuelles (2).

#### *1 – Le rôle économique discret de l'Etat*

Les professeurs de la Faculté de droit de Bordeaux ont rejoint, plus ou moins explicitement, l'« Ecole nouvelle » qui désignait, pour leurs contemporains, le mouvement qui s'est formé face aux libéraux. A cet égard, ils ont rejeté l'ultra-libéralisme de Bastiat<sup>82</sup>, courant pour ainsi dire « vieilli » sous la Troisième République et taxé d'ultra-optimisme, en raison de la

---

<sup>82</sup> Frédéric Bastiat (1801-1850), d'origine landaise, était acquis aux idées d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say. Désirant allier sa pratique des affaires à la pédagogie, il tenta de créer à Bordeaux, en mars 1834, une « école séminaire » privée et payante comportant un cours d'économie politique. Il s'intéressa au commerce international et à l'économie locale, avant de rejoindre le mouvement scientifique national, en se faisant une place dans le *Journal des économistes* et en créant, à Paris en 1846, l'*Association pour la liberté des échanges*. Bastiat lutte contre le mercantilisme et, s'il applaudit la Révolution de 1848 en la qualifiant d'« harmonieuse » et s'il rejoint la politique de la République en étant député élu dans les Landes, il craint cependant les idées socialistes qu'il s'attachera d'ailleurs à combattre dans ses écrits ; cf. M. BASLÉ et A. GÉLÉDAN, « Frédéric Bastiat, 1801-1850. Théoricien et militant du libre-échange », in Y. BRETON et M. LUTFALLA (dir.), *L'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1991, p. 83-110. – Adde, *Un libéral : Frédéric Bastiat*, Rencontres de Sorèze 19-21 fev. 1987, PUSS, 1988 ; et, J.-Ph. FELDMAN, « Frédéric Bastiat et la lutte contre le socialisme », *Rev. d'Hist. des fac. de droit et de la cult. Jur.*, n° 28, 2008, p. 381-404.



confiance absolue faite dans les actions égoïstes de l'homme. Couraud puis Gide ont notamment réfuté sa théorie de la valeur-service<sup>83</sup>, ce dernier offrant même à la Faculté de droit de Bordeaux, dans son cours, les prolégomènes de sa théorie du « juste prix »<sup>84</sup>, avant de s'exprimer plus avant sur Bastiat<sup>85</sup>. Le contexte économique, social et doctrinal a contribué à la critique de cette théorie : aux effets sociaux de la révolution industrielle s'ajoutait l'historicisation de l'économie politique, qui remettait nécessairement en cause l'idée de lois économiques et accordait une attention particulière à l'intervention en économie.

En matière d'échanges internationaux et, plus particulièrement sur la question du protectionnisme, les professeurs bordelais étaient acquis au libre-échange, ce point de vue s'intégrant alors dans la tradition économique bordelaise favorable à celui-ci. Traditionnellement, les Bordelais n'étaient pas des libéraux de principe mais adoptaient le libéralisme pour certains points de leur économie, comme la liberté du commerce extérieur du travail et de l'industrie<sup>86</sup>. La question était dans l'air du temps : en 1879, l'Empire allemand hausse ses tarifs douaniers ; en 1888, un conflit douanier éclate entre la France et l'Italie ; et, en 1892, Méline met en place une politique protectionniste. La question du protectionnisme et du libre échange entre alors dans les amphithéâtres. Charles Gide avait proposé à ses étudiants, avant la réforme Méline, de réfléchir sur la valeur de ce principe dans son cours de 1880 : « Pourquoi le système du libre-échange est attaqué en ce moment ? – s'il est vrai qu'on puisse le considérer comme un principe définitivement acquis par la science ». Selon Gide, le protectionnisme encourageait le nationalisme.

---

<sup>83</sup> A. COURAUD, plan du cours de 1874 : « [...] Des notions fondamentales sur la valeur stipulant en passant le point faible de la définition de Bastiat « La valeur est le rapport des services échangés » et montrant que les conséquences qu'en a voulu tirer Bastiat sont loin de résister à toute critique – C'est là un point capital ! » ; Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162.

<sup>84</sup> Voir ces cours de 1876 et 1880, in Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162.

<sup>85</sup> Voir Ch. GIDE, « La notion de valeur dans Bastiat du point de vue de la justice distributive », *REP*, t. I, 1887, p. 249 et s.

<sup>86</sup> En ce sens, voir F. SAUVAIRE-JOURDAN, « Un économiste bordelais du XVIII<sup>e</sup> siècle (Isaac de Bacalan) », *Rev. Philo. de Bordeaux et du S-O*, déc. 1904, p. 529-540 ; spéc. p. 531-532. Voir aussi ses commentaires dans la réimpression de l'ouvrage d'Isaac de Bacalan, *Paradoxes philosophiques sur la liberté du commerce entre les nations* (1764), Paris, 1903. Sur ces écrits de Sauvaire-Jourdan, voir « Un rapport d'Isaac de Bacalan, intendant du commerce (1768) », *RHDES*, 1908, p. 367-369.

Certains professeurs, comme Sauvaire-Jourdan, s'approchaient de la position de Cauwès qui voulait un « protectionnisme rationnel »<sup>87</sup>. Celui-ci mettait par ailleurs en avant l'action des forces individuelles et minimisait l'impact des lois étatiques et le rôle de l'Etat. En 1899, Sauvaire-Jourdan réfutait en effet les thèses voulant que la politique douanière influe sur la situation du commerce et, notamment, sur la valeur, ce point de vue, quantitativement vérifiable, revenant à considérer que les tarifs Méline n'avaient eu aucune incidence sur la diminution du commerce extérieur<sup>88</sup>, opinion aujourd'hui acquise<sup>89</sup>. Il insistait ensuite sur l'importance de la connaissance des pratiques commerciales des pays voisins ou étrangers et, brossant l'attitude commerciale des Allemands qui ne lésinaient pas sur l'investigation, il relevait la passivité du commerce français et l'opportunité du commis-voyageur, alors absent, ou des associations d'exportateurs (*Export Vereine*) qui, selon lui, assuraient le succès du commerce d'Outre-Rhin<sup>90</sup>.

En matière d'économie nationale, l'Etat apparaissait comme un acteur discret dont le rôle était limité à certains domaines précis. Fernand Faure fut le plus interventionniste des professeurs d'économie politique de la Faculté de droit de Bordeaux au XIX<sup>e</sup> siècle. Radical-socialiste ayant affiché sa position en embrassant une carrière politique chaotique, il prit clairement position pour l'intervention de l'Etat en matière fiscale<sup>91</sup>. Dans son cours, partant du postulat du contrat social en introduction, il consacre la dernière partie au « rôle de l'Etat ; 1° dans la Production ; 2° dans la Répartition ; 3° dans la Consommation ; 4° dans le mouvement de la Population », montrant par là même la part active de l'Etat dans la mise en œuvre de la

---

<sup>87</sup> Cf. SAUVAIRE-JOURDAN, « Le protectionnisme rationnel et la réforme douanière en France », *REP*, 1904, p. 129. – Adde, « Le protectionnisme anglais », *Congrès international des sciences sociales et économiques*, 16-21 sept. 1907, Soc. d'économie politique de Bordeaux, Rapports... pub. par J. Villate, Larose & Tenin, 1908, p. 208-215.

<sup>88</sup> F. SAUVAIRE-JOURDAN, « Quelques faits touchant la situation de la France au point de vue du commerce extérieur », *Rev. Philo. de Bordeaux et du S-O*, 1899, p. 49-63, spéc. p. 50-53.

<sup>89</sup> Cf. A. BRODER, *L'économie française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Ophrys, 1993, p. 186-187.

<sup>90</sup> F. SAUVAIRE-JOURDAN, *op. cit.*, p. 49-63.

<sup>91</sup> Cf. DUMONS B. et POLLET G., « Universitaires et construction de l'Etat-providence : la formation économique et juridique des élites françaises (1890-1914) », *Rev. d'Hist. des Fac. de droit et de la Sc. jurid.*, 1999, t. 20, p. 179-195, spéc. p. 183.

justice distributive<sup>92</sup>. Le rôle de l'Etat vis-à-vis des finances publiques constituait par ailleurs une question d'importance<sup>93</sup>, qui se retrouve aussi dans le domaine de la monnaie, comme chez Gide à propos de la stabilisation de la monnaie par l'Etat à travers une politique rationnelle se basant sur le monométallisme<sup>94</sup>. Si l'Etat avait un rôle à jouer dans ces matières touchant les finances, l'interventionnisme n'était cependant pas envisagé en matière de sociétés commerciales, pour lesquelles, selon Cauwès, l'Etat revêtait un rôle de tuteur qui devait cesser lorsque les entreprises accédaient à la maturité.

S'il restait limité, le rôle de l'Etat paraissait néanmoins renforcé sous la III<sup>e</sup> République et, à sa relative faiblesse en matière économique, répondait l'accroissement de son rôle social.

## 2 - *Un rôle social nécessaire*

S'ils n'ont pas mis le rôle économique de l'Etat en avant, les professeurs bordelais n'ont jamais récusé son rôle en matière d'inégalités sociales et de protection des plus faibles. Ici encore, les professeurs d'économie politique étaient versés dans leur temps, dominé par la grande dépression des années 1882-1905, la dégradation de la condition ouvrière et les faits sociaux brûlants, comme la grève sanglante de Fourmies en 1891. Le contexte législatif était aussi aux premières mesures sociales. Dans leurs cours, la condition ouvrière était évoquée et les thèses socialistes et communistes traitées. Charles Gide est le professeur qui réserva la place la plus importante à l'analyse des doctrines politiques et économiques.

En matière sociale, c'est encore Fernand Faure qui confèrera le rôle le plus important à l'Etat et insistera sur son intervention, notamment à travers la législation sociale. Pour lui, l'Etat ne doit pas se contenter de gouverner et d'administrer par l'application de lois existantes, mais il doit agir en créant de nouvelles : « On lui demande de légiférer ; on lui demande d'être, par la législation, l'initiateur du progrès social. C'est de lui qu'on attend les

---

<sup>92</sup> Voir son cours de 1881 in Arch. nat., F<sup>17</sup> 13162 ; et, celui de 1885 (même plan) in Arch. dép. de Gironde, Rectorat, T 93 (1885-1886).

<sup>93</sup> Voir notamment la leçon d'ouverture du cours public de science financière de SAINT-MARC, « De la progression des budgets et du rôle de l'Etat », Bar-le-Duc : Impr. Contant-Laguerre, 1889, 12 p.

<sup>94</sup> Cf. Ch. GIDE, *Cours d'économie politique*, Sirey, 4<sup>e</sup> éd., t. I : 1919, p. 424-486, spéc. p. 463 et 467.

réformes et les innovations d'où doit sortir l'amélioration incessante de tout ce qui existe »<sup>95</sup>.

Dans le domaine du travail et de la protection des ouvriers, l'action concertée des individus à travers l'association et la coopération était généralement soutenue et préférée à l'intervention directe de l'Etat. Ce dernier devait toutefois donner force à ces formations par des lois, telle la loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui légalisa les syndicats. L'heure était au syndicalisme et au coopératisme et les professeurs de la Faculté de droit de Bordeaux adhéraient aux idées d'Alfred Marshall ou de Charles Gide. Celui-ci s'était fait le héraut du mouvement coopératiste en France, la coopération constituant dès lors une véritable force collective qui, à tous les degrés de l'économie (production, consommation, circulation des capitaux, crédit), permettait de contourner « l'individualisme dominant en permettant à des entreprises différentes de constituer un réseau de solidarité par delà la concurrence »<sup>96</sup>. Charles Gide n'hésitera pas à évoquer dans son cours de 1880 la pensée de Proudhon sur le crédit gratuit ou mutuelliste. L'économiste n'a certes pas évoqué sa théorie au début de sa carrière à Bordeaux mais il a fait des émules et sa doctrine s'est diffusée. Elle fut notamment suivie par ailleurs avec soin par Joseph Benzacar<sup>97</sup>. Ce dernier a, par ailleurs, mis en avant le rôle de l'ouvrier dans un article sur le marchandage où, favorable à la réglementation de 1848 sur le marchandage licite alors remise en cause en 1899, il décrit cette pratique comme un moyen d'ascension de l'ouvrier au rang d'entrepreneur et comme une bonne formation au patronat<sup>98</sup>. Enrichissant ce mouvement par le comparatisme, François Sauvaire-Jourdan s'était particulièrement intéressé au syndicalisme et aux coopératives<sup>99</sup>, en soulignant aussi la pensée d'Alfred Marshall lequel, acquis au coopératisme, insistait quant à lui sur le rôle éducatif de l'Etat.

La question ouvrière, les préoccupations relatives aux inégalités sociales et la protection des travailleurs, apparaissait ainsi à divers égards chez les professeurs d'économie politique de Bordeaux, mais l'intervention de l'Etat

---

<sup>95</sup> F. FAURE, « La statistique dans les Facultés de droit » (leçon d'ouverture de son premier cours, le 17 mai 1890), *Rev. Intern. de l'Ens.*, 1891, p. 379.

<sup>96</sup> L. MARCO, « Les Agents dans la pensée économique française », in Y. BRETON et M. LUTFALLA (dir.), *L'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1991, chap. 9, p. 439.

<sup>97</sup> Cf. M. MALHERBE, *op. cit.*, p. 271.

<sup>98</sup> J. BENZACAR, « Essai sur le marchandage », *Rev. Philo. de Bordeaux et du S.-O.*, mai 1899, p. 193-204.

<sup>99</sup> J. et B. GUÉRIN, *Des hommes et des activités à Bordeaux autour d'un demi-siècle (1887-1957)*, Bordeaux : BEB, 1957, p. 635.

## Bordeaux : l'économie politique à la Faculté de droit

dans cette protection, bien loin de constituer la panacée, était plutôt envisagée par certains professeurs, comme une solution de replis choisie lorsque les règles naturelles de justice, comme l'harmonie entre le capital et le travail, étaient violées<sup>100</sup>. En ces domaines, leurs positions doctrinales s'intégraient à plusieurs égards dans le mouvement général de la doctrine rencontrée dans les Facultés de droit sous la Troisième République.

### Conclusion

Tandis qu'en 1905 certaines Facultés de droit étaient encore rappelées à l'ordre pour leur réserve à introduire des matières nouvelles, celle de Bordeaux se plaçait délibérément au cœur de l'évolution des études juridiques. L'introduction et la teneur du cours d'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux n'a pas été qu'une illustration du mouvement général de l'histoire de l'enseignement de l'économie politique et particulièrement de sa fulgurante évolution sous la Troisième République. Elle a constitué tout un pan de l'affirmation des Facultés de droit de province qui ont eu, dès lors, une part active dans l'évolution des études de droit, par le biais des personnalités multiples de ces professeurs de province. Le cours d'économie politique a surtout assuré une distinction certaine à la Faculté de droit de Bordeaux, grâce à l'action de professeurs qui, loin de rester dans l'ombre, se sont illustrés au sein de l'évolution de l'économie politique, aussi bien pour la place de celle-ci dans les études juridiques que dans la théorie, en s'inscrivant dans le sens de l'éclectisme et de l'ouverture. Ils ont eu un rôle actif dans la rénovation de l'enseignement de l'économie politique, notamment par leur parti pris et le caractère innovant de leurs théories, qui ont dévoilé une vocation véritable pour l'économie politique.

---

<sup>100</sup> C'est notamment ce qui découle de la pensée de Saint-Marc qui « [...] s'attachait à montrer que le développement de la richesse est intimement lié à l'harmonie des rapports entre le capital et le travail. Il n'oubliait jamais que le travailleur est un homme, que cet homme a des droits, que ces droits doivent être respectés. Il voulait en conséquence que la justice présidât à la répartition de la valeur entre les deux facteurs de production. Lorsque ces règles étaient violées, son esprit d'équité recevait une profonde blessure. Il espérait toujours que par la puissance de la persuasion, par l'éclat des démonstrations, on parviendrait à vaincre des résistances qui lui paraissaient injustes. Mais lorsqu'il constatait l'insuccès de ces efforts, lorsqu'il se trouvait en face de passions qui ne raisonnent plus, il se laissait entraîner quelquefois à faire appel à l'intervention de l'Etat » ; cf. DE LOYNES, « Université de Bordeaux » in *Rapports des conseils des universités pour l'année scolaire 1895-1896*, Impr. Natio., 1897, p. 47-48.

Force est ainsi de constater que ces professeurs n'ont pas vu dans la chaire d'économie politique un « statut inférieurisé »<sup>101</sup>, avant la création de l'agrégation d'économie. L'état de professeur de droit n'a cependant pas empêché les professeurs bordelais d'embrasser une vocation pour l'économie politique et même de faire partie de ses piliers, tels Amédée Couraud, pour son action au sein de la Faculté, Charles Gide pour sa doctrine qui rayonnera dans le monde entier, Fernand Faure, pour être le pionnier du cours de statistiques, et enfin, Henri Saint-Marc, pour avoir apporté la connaissance de l'enseignement de l'économie politique Outre-Rhin et pour avoir, de ce fait, influé l'évolution de cet enseignement en France. Il existe finalement peu de différences à Bordeaux entre la vocation et l'implication des agrégés d'avant 1896 et de celle des agrégés qui vinrent après cette réforme créant le « juriste-économiste »<sup>102</sup>. A la suite de ces professeurs représentant le XIX<sup>e</sup> siècle à la Faculté de Bordeaux, leurs successeurs en économie politique ne furent pas moins distingués et nombre d'économistes de renom seront issus de cette Faculté, comme Jean Lescure (1913-1923), élève de Sauvaire-Jourdan et qui apporta, avec Aftalion, à l'économie sa théorie fondamentale des crises et des cycles économiques ou encore, Gaëtan Pirou (1920-1926), qui sera un grand spécialiste de la monnaie. Ils reprendront cependant le flambeau allumé par leurs prédécesseurs pour poursuivre l'œuvre de la Faculté de droit de Bordeaux en économie politique.

---

<sup>101</sup> En ce sens, voir M. PÉNIN, « Charles Gide, 1847-1932. L'hétérodoxie bien tempérée » in Y. BRETON et M. LUTFALLA, *L'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1991, p. 317.

<sup>102</sup> A Bordeaux, Amédée Couraud, Charles Gide, Fernand Faure et Henri Saint-Marc étaient des agrégés de droit et non d'économie. Parmi les 71 premiers agrégés d'économie de 1897 à 1938, dix furent professeurs à Bordeaux, dont trois sortirent major de l'agrégation d'économie : Sauvaire-Jourdan (1897, 3<sup>e</sup>) ; Benzacar (1897, 4<sup>e</sup>) ; Lescure (1910, 1<sup>er</sup>) ; Maunier (1919, 1<sup>er</sup>) ; Pirou (1920, 1<sup>er</sup>) ; Gignoux (1924, 2<sup>e</sup>) ; Mounier (1924, 3<sup>e</sup>) ; Garrigou-Lagrange (1926, 2<sup>e</sup>) ; Laufenburger (1928, 2<sup>e</sup>) ; et, Weiller (1936, 2<sup>e</sup>).

## CHARLES GINOULHIAC, DOCTEUR EN DROIT A AIX EN 1840

par Ahmed Slimani,  
maître de conférences à l'Université de Picardie-Jules Verne  
CURAPP UMR 6054

Il y a des hommes qui ont marqué l'histoire du droit au XIX<sup>ème</sup> siècle. Charles Ginoulhiac fait partie de ceux-là. Co-fondateur de la *Revue historique de droit français et étranger* en 1855, il est connu également pour ses multiples travaux, pour avoir occupé la première chaire d'*Histoire du droit français* à la Faculté de droit de Toulouse en 1859<sup>1</sup> et enfin pour avoir écrit un *Cours élémentaire d'histoire générale du droit français public et privé*, paru en 1884<sup>2</sup>. La découverte de documents inédits aux Archives nationales permet aujourd'hui de mieux connaître une étape importante de sa carrière universitaire, celle de sa soutenance de thèse devant la Faculté de droit d'Aix en 1840. Élève au début de son cursus universitaire de civilistes de renom à la Faculté de droit de Toulouse tels François Malpel, Edouard Delpesch ou Auguste Carles, Ginoulhiac a suivi pour la fin de ses études juridiques son frère aîné, Jacques-Marie-Achille, qui avait été nommé à l'époque vicaire général à Aix<sup>3</sup>. C'est dans cette ville chargée d'histoire qu'il soutint sa thèse.

---

<sup>1</sup> P. NELIDOFF, « La création de la chaire toulousaine d'histoire du droit (1859) », *Histoire de l'histoire du droit, colloque des 1-4 juin 2005*, (J. POUMAREDE dir.), Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, p. 145-161.

<sup>2</sup> 866 pages. Une seconde édition de cet ouvrage paraîtra en 1890 (760 pages).

<sup>3</sup> J. DAUVILLIER, « Le rôle de la Faculté de droit de Toulouse dans la rénovation des études juridiques et historiques aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles », dans *Annales de l'Université des sciences sociales de Toulouse*, tome 24, 1976, p. 366 ; P.

Le carton F<sup>17</sup> 1966 renferme une correspondance entre le doyen et professeur de droit romain Jean-Baptiste Bernard<sup>4</sup>, le recteur et civiliste Paul de Fougères de Villandry<sup>5</sup> et le ministre de l'Instruction publique Victor Cousin<sup>6</sup>. Ces échanges épistolaires concernaient le compte-rendu écrit de sa soutenance ainsi que la demande du diplôme délivré par le remplaçant de Cousin, Villemain, en fonction en novembre 1840<sup>7</sup>. Ils ont été suscités par la

---

NELIDOFF, v<sup>o</sup> « Ginoulhiac », *Dictionnaire historique des juristes français*, (P. ARABEYRE, J.-L. HALPERIN, J. KRYNEN dir.), PUF, 2007, p. 369.

<sup>4</sup> Jean-Baptiste Bernard est né le 6 juillet 1784. Avocat, professeur suppléant à la Faculté d'Aix en 1808 et recteur du Mont de Piété d'Aix en 1810, il devient professeur de droit romain le 1<sup>er</sup> octobre 1816 et doyen de 1832 au 2 octobre 1842, date de son décès (Arch. nat., F<sup>17</sup> 20146). Il n'a pratiquement pas écrit durant sa carrière mais sa correspondance révèle quand même une nette inclination pour la promotion du droit romain (O. MOTTE, *Lettres inédites de juristes français du XIX<sup>ème</sup> siècle*, t. 1, Bouvier-Verlag, 1989, p. 306 et s.).

<sup>5</sup> Paul de Fougères de Villandry est né à Bourges le 15 décembre 1794. Bachelier ès lettres, docteur en droit, avocat à la Cour royale et enfin professeur suppléant, il est institué professeur de la première chaire de code civil le 3 février 1829. Chaire « qu'il a méritée d'après le concours qui a eu lieu le 2 février précédent » (*Registre manuscrit du personnel de la Faculté de droit d'Aix*). Ces informations nous ont été aimablement transmises par M. J.-L. Mestre que je remercie. Nommé recteur de l'académie d'Aix en 1838, il est suspendu le 22 avril 1848 et révoqué le 31 juillet. Une lettre du 22 avril 1848 d'Emile Ollivier, commissaire du gouvernement provisoire du département des Bouches-du-Rhône, indique que « la suspension du citoyen Defougères a été une nécessité politique. Les opinions du recteur de l'académie d'Aix étaient trop hostiles à la République ». Nommé recteur de l'académie de Lyon le 22 février 1849, il décède le 9 octobre suivant dans la même ville (Arch. nat., F<sup>17</sup> 20538). Paul de Fougères était proche du camp orléaniste (J.-F. CONDETTE, *Les recteurs d'Académie en France de 1808 à 1940*, t. 1, INRP, 2006, p. 70). Voir en dernier lieu, M. GONTARD, « Un aspect de la lutte entre l'Eglise et l'Etat autour de l'école sous la Monarchie de Juillet : les relations entre Mgr. De Mazenod, évêque de Marseille, et Paul Defougères, recteur de l'Académie d'Aix (1838-1848) », dans *Provence historique*, octobre-décembre 1977, p. 365-411.

<sup>6</sup> Victor Cousin est né le 23 septembre 1792 à Paris. Membre du Conseil royal de l'instruction publique, conseiller d'Etat, directeur de l'Ecole normale et académicien français, il est ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Thiers du 1<sup>er</sup> mars 1840 au 29 octobre 1840 (C. NIQUE, C. LELIEVRE, *Histoire biographique de l'enseignement en France*, Retz, 1990, p. 187-188).

<sup>7</sup> Pierre-Abel-François Villemain est né le 9 juin 1790 à Paris. Maître de conférences à l'Ecole normale en 1811, professeur d'éloquence française à la Faculté des lettres de Paris en 1815 et conseiller d'Etat en 1826, il devient vice-président du Conseil royal de l'Instruction publique en 1830 avant d'occuper le poste de ministre de l'Instruction publique, avec des interruptions, entre le 12 mai 1839 et le 24 février 1848. Il décéda le 8 mai 1870 à Paris (Arch. nat., F<sup>17</sup> 21864<sup>1</sup>).



circulaire du 11 août 1840 qui obligeait le doyen à rendre un rapport écrit sur toutes les soutenances de thèses afin que le ministre put délivrer ou non le doctorat en droit en connaissance de cause<sup>8</sup>. Ginoulhiac a soutenu sa thèse de doctorat en août 1840<sup>9</sup>. Cette thèse a été imprimée à Aix et dédiée à son frère aîné. À la fin figure la mention : « Vu par nous professeur doyen, président de thèse, membre de la légion d'honneur. Bernard. Vu et permis d'imprimer. Le recteur de l'Académie, membre de la légion d'honneur. Defougères ». L'ouvrage comprend cinq parties inégales. Il y a tout d'abord treize pages de droit romain portant sur le régime dotal ; vingt-trois autres pages analysent la réserve et la quotité disponible dans le code civil, douze traitent de l'appel en procédure civile, dix portent sur les sociétés commerciales et enfin cinq sont consacrées aux recours pour abus en droit administratif. L'ensemble de la recherche fait 63 pages<sup>10</sup>. La tradition était de critiquer ce type de travail universitaire<sup>11</sup>. Ginoulhiac fut donc questionné pendant la soutenance et a manifestement bien répondu.

Bernard signale tout d'abord que Ginoulhiac s'est vu reprocher d'avoir apparemment mal compris ce qu'était la *donatio propter nuptias*, d'avoir considéré qu'elle ne constituait qu'une « simple disposition de garantie pour assurer le remboursement de la dot » et d'avoir semblé l'assimiler à l'augment de dot. De fait, Ginoulhiac avait affirmé que cette *donatio* était faite à la femme *in securitatem dotis* et avait conclu le passage qu'il lui avait consacré en écrivant qu'elle était appelée chez nous (*apud nos*) augment de dot<sup>12</sup>. Mais Bernard ajoute que Ginoulhiac a su montrer au jury qu'il était loin de confondre ces deux institutions. Autre point des débats : le professeur de droit romain n'a pas été pleinement satisfait de la définition de la dot qu'a donnée l'impétrant, mais il n'explique pas pourquoi. Il écrit simplement que cette définition laisse à désirer, même pour ce qui a trait à

---

<sup>8</sup> A. de Beauchamp, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur*, t. 1, Delalain, 1880, p. 872.

<sup>9</sup> La place destinée à mettre le jour est restée blanche sur la thèse. J.-B. Brissaud affirme que Ginoulhiac a obtenu le grade de docteur le 24 août 1840 (« Notice biographique sur M. Charles Ginoulhiac », *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, tome 45, 1896-1897, p. 363). Cependant, la liste générale des docteurs admis par les Facultés de droit de l'Empire du 20 novembre 1806 au 1<sup>er</sup> janvier 1857, établie par A. de Fontaine de Resbecq, mentionne la date du 22 août 1840 (*Notice sur le doctorat en droit*, A. Durand, 1857, p. 63).

<sup>10</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse de doctorat*, F. Vitalis, 1840.

<sup>11</sup> J. IMBERT, « Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France », dans *Annales d'histoire des Facultés de droit*, n° 1, 1984, p. 22.

<sup>12</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse*, *op. cit.*, p. 5.

l'ancien droit romain. En réalité, Ginoulhiac a donné successivement deux définitions de la dot dans sa thèse. Au début de son développement, se plaçant aux temps anciens de Rome, il a défini la dot comme étant ce qui est acquis au mari grâce à sa femme, plutôt que ce qui est donné au mari afin de subvenir aux charges du mariage<sup>13</sup>. Ensuite, parvenu au droit de Justinien, il a défini la dot comme ce qui est donné au mari, au nom de sa femme, pour subvenir aux charges du mariage<sup>14</sup>, et cette conception évolutive ne semble pas aussi contestable que Bernard le laissa entendre dans sa lettre à Victor Cousin<sup>15</sup>.

Bernard a poursuivi son rapport indiquant que « l'attaque » du jury, à propos de la dot, avait permis à Ginoulhiac de « prouver qu'il connaissait les effets de la manus ». Mais il n'apporte aucune précision à cet égard. Toujours est-il que dans sa thèse, Ginoulhiac a traité de façon claire des effets de la *conventio in manum*. Il a écrit que celle-ci avait pour conséquence de transférer tous les biens de la femme au mari, à titre de dot. La femme n'a donc dans ce cas aucun droit sur sa dot durant le mariage. Elle prend part, le cas échéant, à la succession de son mari en qualité de fille, à parité avec chacun de ses enfants. Si le mariage est rompu par un divorce causé par la faute de son mari, elle bénéficie de la restitution de la dot. Si elle meurt avant son époux, celui-ci reste propriétaire de la dot. Tel était, précise Ginoulhiac, l'état du très ancien droit romain<sup>16</sup>. Cet exposé paraît exact, sous une réserve toutefois : il semble très contestable que la restitution de la dot en cas de divorce causé par la faute du mari ait été imposée dès l'époque

---

<sup>13</sup> « ... Ab antiquis Romae temporibus... dos... non definienda erit, quod marito datur ad onera matrimonii sustinenda, sed potius quod marito per uxorem acquiritur » (*ibid.*, p. 3).

<sup>14</sup> « *Dotem, nunc ex jure Pandectarum, definiamus quod marito datur, mulieris nomine, ad onera matrimonii sustinenda* » (*ibid.*, p. 4).

<sup>15</sup> Elle s'harmonise avec l'évolution qu'ont décrite P. OURLIAC et J. de MALAFOSSE : « Dans l'ancien droit romain, comme le relève l'étymologie, la dot est une donation. Son affectation aux besoins du ménage résulte seulement des usages. Au cours de l'époque classique, les juristes préciseront les caractères de l'institution. La fréquence des divorces et les transformations économiques qui influent sur l'importance et la composition des dots modifient les données du problème. La dot apparaît comme la contrepartie des charges assurées par le mari du fait du mariage » (*Histoire du droit privé*, t. 3, *le droit familial*, PUF, 1968, p. 223-224).

<sup>16</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 3-4.

archaïque<sup>17</sup>. En l'absence de *conventio in manum*, poursuit Ginoulhiac, la femme reste soumise à la *patria potestas*, ou, si elle est déjà *sui juris*, elle garde son autonomie. Son mari n'a alors aucun droit sur ses biens parce que, assure le futur docteur de façon aussi brève que catégorique, « le droit sur la dot est la conséquence de la puissance maritale »<sup>18</sup>.

Bernard évoque ensuite les positions de la thèse sur l'obligation de doter. Il en dit simplement qu'elles ont permis à Ginoulhiac de développer devant le jury « les principes de cette loi *Julia papia poppaea* qui voulut ramener au mariage par la crainte et les récompenses ». De fait, dans sa thèse, le candidat avait parlé des lois du temps d'Auguste favorables au mariage<sup>19</sup>. Il avait indiqué la substance de la loi *Julia de adulteriis* relative au fonds dotal et les modifications que lui avait apportées Justinien<sup>20</sup>. Il n'avait pas cité, en revanche, la loi *Papia Poppaea*, elle aussi de l'époque augustéenne<sup>21</sup>. C'est peut-être parce qu'il ne l'avait pas mentionnée expressément que Ginoulhiac avait été interrogé sur elle et que Bernard tenait à préciser qu'il la connaissait.

Par la suite, Ginoulhiac s'est vu reprocher ses écrits concernant l'attitude de l'héritier face à la réserve<sup>22</sup>. Cette question fut très controversée entre le XVI<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> siècle car pour certaines coutumes la réserve était une *pars hereditatis*<sup>23</sup>. Ginoulhiac prit donc à ce sujet une position visiblement trop tranchée en reconnaissant que l'action en réduction étendait la réserve aux donations. Dans le même domaine, Bernard écrit qu'il aurait pu « mettre plus de précision » entre « la réserve coutumière fondée sur un but politique

---

<sup>17</sup> P.-F. GIRARD, *Manuel élémentaire de droit romain*, 8<sup>ème</sup> édition, par F. SENN, Rousseau, 1929, p. 1010-1011 ; A. LEFEBVRE-TEILLARD, *Introduction historique au droit des personnes et de la famille*, PUF, 1996, p. 109.

<sup>18</sup> « Cum jus in dotem maritalis potestatis sit consequentia » (C. GINOULHIAC, *Thèse*, op. cit., p. 4).

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 8-10. Comme on le faisait communément à l'époque, Ginoulhiac parle tantôt de la loi « *Julia de adulteriis* », tantôt de la loi « *Julia de fundo dotali* », dont celle-ci constituait une partie, celle relative au fonds dotal.

<sup>21</sup> Cette loi caducaire date de l'an 9 après J.-C.

<sup>22</sup> GINOULHIAC indique que « les donations forment un droit acquis, droit irrévocable envers tous autres que les réservataires ; sans cela, on porterait atteinte à la maxime : *donner et retenir ne vaut*. L'action en réduction est dans ce cas nécessaire (...) sans elle, les droits des réservataires seraient souvent inutiles (...) [les donations] ne sont à l'abri qu'autant qu'elles ne dépassent pas la quotité disponible » (*ibid.*, p. 34-35).

<sup>23</sup> J. BRISSAUD, *Manuel d'histoire du droit privé*, A. Fontemoing, 1908, p. 1630-1631.

(... et) la légitime fondée sur un principe d'humanité ». Même si effectivement Ginoulhiac passe relativement vite sur cette distinction dans sa thèse, sûrement parce que ces deux actions s'opposent dans son esprit en pays de coutume quant à leurs caractères et à leurs soubassements juridiques et idéologiques<sup>24</sup>, il a quand même montré qu'il faisait la différence entre les deux institutions. Plus spécifiquement, il indique que la réserve est « de droit naturel »<sup>25</sup>. Ce jusnaturalisme moderne, grâce à des auteurs comme Grotius, Pufendorf ou Domat, doit selon lui s'accommoder d'une propriété répandue qui est le fondement de toute société civilisée<sup>26</sup>. L'*appetitus socialis* de Grotius est mis en lumière, l'instinct de sociabilité de Pufendorf est confirmé, pour conclure enfin en référence à Montesquieu que « la succession est de droit social ou naturel »<sup>27</sup>. En fait, Ginoulhiac ne fait que reprendre une littérature juridique conservatrice, littérature combattant l'idée de la propriété comme simple création sociale, avec comme chef de file Charles Comte en 1834 ou Jean-Baptiste Proudhon en 1839<sup>28</sup>. En ce qui concerne plus précisément la légitime, celle-ci ne pose pas de problèmes car l'intérêt des enfants avait été relevé à juste titre<sup>29</sup>. Ainsi, la nette démarcation entre la réserve et la légitime fit dire à Bernard que Ginoulhiac « avait une assez exacte connaissance du droit coutumier, ce qui n'est pas sans quelque mérite dans nos contrées ».

<sup>24</sup> P.-C. TIMBAL, *Droit romain et ancien droit français. Régimes matrimoniaux, successions, libéralités*, Dalloz, 1960, p. 183.

<sup>25</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 15.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 16. MONTESQUIEU écrit que « nourrir ses enfants est une obligation du droit naturel ; leur donner sa succession est une obligation du droit civil ou politique » (*De l'esprit des lois*, liv. XXVI, chap. VI, éd. par L. VERSINI, t. 2, Gallimard, 1995, p. 861).

<sup>28</sup> J.-P. LEVY, A. CASTALDO, *Histoire du droit civil*, Dalloz, 2002, p. 454. « L'absolutisme » de l'article 544 du Code civil semble produire ici tous ses effets (J.-M. AUGUSTIN, « L'histoire de la propriété entre droit et devoirs », *Mélanges en hommage à Y. Madiot*, Bruylant, 2000, p. 144). L'article 544 dispose que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

<sup>29</sup> « Quant à la légitime, elle était une portion attribuée à chaque enfant, de la part qu'il aurait eue dans la succession de son père, si celui-ci n'avait pas testé » (*ibid.*, p. 19). Selon P. OURLIAC et J.-L. GAZZANIGA « la réserve porte sur les propres et elle profite à tous les lignagers qui ont sur elle un droit absolu ; la légitime est, au contraire, une action en retranchement des legs excessifs ; elle porte sur tous les biens compris dans la succession, mais ne peut être demandée que par les enfants et exceptionnellement par les frères et sœurs s'ils sont écartés par une *turpis persona* » (*Histoire du droit privé français de l'an mil au Code civil*, A. Michel, 1985, p. 336).

Bernard continue son rapport en signalant les précisions utilement apportées par Ginoulhiac sur les sociétés contractées « ayant un objet non commercial ». Dans sa thèse, le futur docteur mentionne en ce sens la vente d'immeubles comme « n'étant point un acte de commerce »<sup>30</sup>. Il n'a pas été dupe des nombreuses confusions faites à l'époque entre par exemple les sociétés anonymes et les sociétés civiles car il distingue parfaitement l'objet des sociétés civiles à forme commerciale, dont les constructions immobilières font partie, des sociétés commerciales<sup>31</sup>.

Bernard reconnaît ensuite qu'en procédure, l'appel a été parcouru sérieusement, mais « sans considérer nos lois du point de vue qui permettrait de signaler les innovations ». En effet, Ginoulhiac a recours à l'histoire et stigmatise dans sa thèse le droit révolutionnaire et son appel circulaire, procédure en contradiction avec les efforts lointains de saint Louis en faveur de l'abolition du duel judiciaire<sup>32</sup>. Louis IX a effectivement prohibé en 1258 ce duel ayant pour origine la prise à partie coutumière. Dans cette éventualité, un nouveau procès était instruit par le parlement entre « l'appelant » et le juge de première instance<sup>33</sup>. En ne remplaçant pas les parlements par des Cours d'appel, la loi du 24 août 1790 faisait selon Ginoulhiac que « l'appel des tribunaux de district était porté des uns aux autres ; l'on détruisit par cette égalité une de ses bases »<sup>34</sup>. Le code de procédure civile a permis finalement de rééquilibrer ce système « plus conforme [aux] mœurs »<sup>35</sup>.

Enfin, Bernard valide les arguments du candidat concernant les « libertés de l'Eglise gallicane » et l'appel comme d'abus à chaque « fois qu'il y a violation des canons sur la discipline ecclésiastique ». Dans sa thèse, l'impétrant, citant à plusieurs reprises le bonapartiste et auditeur au Conseil d'Etat Louis-Marie de Cormenin<sup>36</sup>, analyse cette procédure en deux temps : celui du déclenchement de l'appel et celui des compétences. Selon Ginoulhiac, le Conseil d'Etat exerce des fonctions importantes notamment

---

<sup>30</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 50.

<sup>31</sup> J. HILAIRE, *Introduction historique au droit commercial*, PUF, 1986, p. 208-209 ; R. SZRAMKIEWICZ, *Histoire du droit des affaires*, Montchrestien, 1989, p. 309 ; E. RICHARD, *Droit des affaires. Questions actuelles et perspectives historiques*, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 320-321.

<sup>32</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 38.

<sup>33</sup> J.-M. CARBASSE, *Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, 2<sup>ème</sup> édition, PUF, 2006, p. 204.

<sup>34</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 39.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 39-40.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 60, 62, 63.

dans la juste délimitation entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Ceci est d'autant plus flagrant que « l'Eglise et l'Etat ont des rapports nécessaires, et de leur bonne harmonie dépend (sic) la tranquillité publique et le repos des citoyens »<sup>37</sup>. Dès lors, la nécessité de la vérification préalable en Conseil d'Etat de toutes les bulles du pape ne fait pas de doute puisque « le pouvoir séculier a la police du culte »<sup>38</sup>. En réalité, on confia à la plus haute autorité administrative la compétence en matière d'abus en raison de la grande méfiance du gouvernement vis-à-vis des tribunaux judiciaires, lesquels pouvaient remettre en cause, par leurs décisions, la politique initiée dans ce domaine par le pouvoir<sup>39</sup>. Le rapport de soutenance finit par reconnaître les mérites du candidat quant à ses connaissances « vraies » et « durables ».

Un extrait du registre du procès-verbal d'examen mentionne l'obtention des cinq boules blanches. La lettre du doyen Bernard du 12 septembre 1840 envoyée au ministre indique que c'est un excellent travail et que Ginoulhiac a bien traité les thèmes qui lui étaient imposés. Désireux de mettre à profit les indications qui lui ont été données par ses contradicteurs ou aspirant à démontrer scientifiquement *a posteriori* ses qualités de compréhension en ce qui concerne ces sujets, il publiera deux ans après un ouvrage sur le régime dotal, livre couronné par la Faculté de droit d'Aix<sup>40</sup> ; six ans après il publie un article sur la légitime<sup>41</sup> et enfin dix-neuf ans plus tard une recherche sur le droit coutumier<sup>42</sup>. Le 15 septembre 1840, le recteur envoya le rapport de

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 60. En effet, le Conseil d'Etat connaissait des recours contre les décisions abusives des autorités laïques ou ecclésiastiques qui remettaient en cause l'équilibre des pouvoirs institués par le Concordat (F. BURDEAU, *Histoire de l'administration française du 18<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle*, 2<sup>ème</sup> édition, Montchrestien, 1994, p. 91). L'opinion commune de conseillers d'Etat « incroyants » a récemment été remise en cause par M. BOUVET qui relève plutôt une absence d'homogénéité religieuse (*Le Conseil d'Etat sous la Monarchie de Juillet*, LGDJ, 2001, p. 43).

<sup>38</sup> C. GINOULHIAC, *Thèse, op. cit.*, p. 61.

<sup>39</sup> B. BASDEVANT-GAUDEMET, *Le jeu concordataire dans la France du XIX<sup>ème</sup> siècle*, PUF, 1988, p. 22.

<sup>40</sup> *Histoire du régime dotal et de la communauté en France*, JOUBERT, 1842.

<sup>41</sup> « Etudes historiques sur le droit civil. Sur la nature de la légitime ou réserve d'après Dumoulin et la jurisprudence », *Extrait de la Revue de droit français et étranger*, t. 3, JOUBERT, 1846. Dans sa préface, il indique : « En composant cet opuscule, mon but n'a jamais été d'écrire une monographie historique de la légitime ; j'ai voulu seulement, en étudiant avec soin quelques points douteux de l'ancien droit sur cette matière difficile, en éclairer ou en débarrasser notre droit moderne ».

<sup>42</sup> Il publiera sa leçon d'ouverture du cours d'*Histoire du droit* à Toulouse pour les années 1858-1859 avec pour titre « Cours de droit coutumier français dans ses

soutenance en annexe d'une lettre adressée au ministre en indiquant que ledit rapport était cependant peu explicite. Cette remarque n'était sans doute pas anodine : Fougères de Villandry avait émis l'année précédente l'idée que les recteurs devraient pouvoir « assister aux actes des Facultés pour y maintenir une juste sévérité »<sup>43</sup>.

Dans cette première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la baisse des exigences universitaires en ce qui concernait la délivrance des diplômes était souvent déplorée. Les Facultés, pas seulement de droit d'ailleurs, craignaient par leur sévérité de décourager les étudiants qui pouvaient alors se retourner vers d'autres établissements réputés plus indulgents<sup>44</sup>. Les épreuves du doctorat faisaient par conséquent l'objet d'une attention particulière du ministère. Il était important de s'assurer que les épreuves aient été menées d'une manière sérieuse afin de confirmer les connaissances réelles des candidats<sup>45</sup>. Le recteur de Fougères pensait qu'en l'espèce « le Conseil royal [ne serait pas] à même de constater et d'apprécier la force relative des épreuves afin qu'il puisse maintenir partout à la hauteur convenable le niveau des études ». Un rapport spécifique de soutenance de deux feuilles n'était visiblement pas suffisant pour y parvenir. Toutefois, une minute du ministère de l'Instruction publique du 23 octobre suivant relate que les épreuves du doctorat de Ginoulhiac ont quand même été soutenues « avec assez de distinction ». Le 21 novembre 1840, Villemain répond au recteur que, malgré effectivement le texte peu explicite relatant la soutenance, il approuve le jugement de la Faculté de droit d'Aix et décide que le diplôme de docteur sera accordé à l'intéressé. Le jeune docteur aixois rendra un hommage appuyé à Villemain dans la courte préface de son ouvrage sur le régime dotal.

---

rapports avec notre droit actuel ». Il écrira que ce droit est une partie, « partie encore vivante dans notre droit actuel » (*Revue historique de droit français et étranger*, janvier-février 1859, p. 68).

<sup>43</sup> « J'ai toujours pensé qu'il serait utile que le recteur de chaque académie pût assister aux actes des Facultés pour y maintenir une juste sévérité (...) mes fonctions de professeur m'autorisent naturellement à prendre part à ceux de la Faculté d'Aix ; je crois que mon concours n'y est pas inutile » (lettre de Fougères au ministre de l'Instruction publique Villemain du 26 juin 1839). Le ministre rejettera cette demande le 31 août 1839 (Arch. nat., F<sup>17</sup> 20538).

<sup>44</sup> G. CAPLAT, B. LEBEDEFF-CHOPPIN, *L'inspection générale de l'enseignement supérieur au XIX<sup>ème</sup> siècle*, INRP, 2002, p. 139-140.

<sup>45</sup> Cette volonté ministérielle a par exemple été parfaitement intégrée par le doyen Foucart à la Faculté de droit de Poitiers (M. TOUZEIL-DIVINA, *Eléments d'histoire de l'enseignement du droit public : la contribution du doyen Foucart (1799-1860)*, LGDJ, 2007, p. 67).

Ginoulhiac sera nommé le 12 octobre 1846 professeur suppléant provisoire dans cette Faculté. Une lettre de l'inspecteur Charles Giraud au ministre Narcisse-Achille de Salvandy du 25 septembre 1846 indique qu'il était déjà « l'auteur de divers ouvrages estimés et recommandés plusieurs fois à l'attention du grand maître par les jurys des concours »<sup>46</sup>. Après avoir fait un cours d'*Introduction générale au droit* pendant deux ans, contenant de larges passages historiques comme le faisait à la même époque un autre professeur suppléant à Poitiers, Pierre-Jules Minier<sup>47</sup>, il démissionnera le 14 novembre 1848<sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> Arch. nat., F<sup>17</sup> 20838.

<sup>47</sup> A. SLIMANI, « Pierre-Jules Minier, un promoteur méconnu de l'histoire du droit en France au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle », *Coutumes, doctrine et droit savant, colloque des 20-21 octobre 2006* (V. GAZEAU et J.-M. AUGUSTIN dir.), LGDJ, 2007, p. 279-306.

<sup>48</sup> Cf. notre article sur « Les débuts de l'histoire juridique moderne à la Faculté de droit d'Aix (1879-1918) » à paraître dans la *Revue d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*.



ANNEXE

Archives Nationales F<sup>17</sup> 1966,

**Lettre du doyen [Jean-Baptiste Bernard] au ministre [Victor Cousin] du 12 septembre 1840, 2 folios.**

« Faculté de droit d'Aix  
Cabinet du Doyen

Aix, le 12 septembre 1840

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de transmettre à votre excellence la thèse soutenue devant la Faculté par le Sieur Ginoulhiac. Ce jeune homme a subi les épreuves avec distinction, il sait les matières qu'il a traitées, il les connaît à la hauteur de vue qu'il a su prendre dans son travail écrit. Si la discussion orale n'a rien ajouté aux preuves que sa thèse donnait de ses connaissances, il n'est pas resté en dessous de ce qu'elle promettait.

Attaqué sur le droit romain à cause de la manière dont il paraissait avoir compris la législation relative à la donation propter nuptias, et sur l'assimilation qu'il paraissait en faire à l'augment de dot, passé du droit de Constantinople dans notre ancien pays de droit écrit, il a démontré [fol. 1 v°] que tout en embrassant l'idée erronée de considérer cette donation comme une simple disposition de garantie pour assurer le remboursement de la dot, il était loin de la confondre avec l'augment : si la définition de la dot laissait à désirer sous le point de vue de l'exactitude, même dans l'ancien droit, l'attaque lui a fourni l'occasion de prouver qu'il connaissait les effets de la manus ; comme les propositions sur l'obligation de doter lui ont permis de développer les principes de cette loi *julia pappia poppaea* qui voulut ramener au mariage par la crainte et les récompenses.

L'origine de la réserve en droit français était une question trop importante pour qu'on put ne pas contredire celle-là des propositions qu'il émettait, que l'héritier appelé qui réserve à cette qualité peut retenir jusqu'à concurrence de cette réserve les dons entre vifs qui lui ont été faits, le candidat a précisé sa défense dans le droit coutumier et quoi qu'il eut pu mettre plus de précision dans la distinction que paraissait lui fournir la différence de la réserve coutumière, fondée sur un but [fol. 2] politique, la conservation des biens dans la famille, d'avec la légitime fondée sur un principe d'humanité et accordée à la qualité d'enfant, il a prouvé qu'il avait

une assez exacte connaissance du droit coutumier, ce qui n'est pas sans quelque mérite dans nos contrées.

L'appel en procédure, les sociétés en droit commercial, l'appel comme d'abus un des objets essentiels de nos lois administratives, ont été successivement parcourus, en laissant toujours démontré que sans considérer nos lois du point de vue qui permettrait de signaler les innovations, le candidat a traité en juriste les difficultés qui lui ont été présentées. Par exemple sur l'effet des sociétés contractées dans les formes que le code de commerce a établies, mais ayant un objet non commercial, ou sur l'appel comme d'abus souvent trop difficile à émettre, il a fait preuve qu'il connaît bien la loi commerciale ; qu'il est aussi des libertés de l'église gallicane, et il a nettement fixé les règles sur l'abus, en démontrant qu'il existe [fol. 2 v°] toutes les fois qu'il y a violation des canons sur la discipline ecclésiastique.

Ainsi les connaissances de ce candidat sont vraies ; elles sont durables parce qu'elles sont le résultat de profonds travaux et d'un jugement sain.

Je suis avec respect  
de votre Excellence

Monsieur le Ministre  
le très humble  
et très obéissant serviteur  
le Doyen  
Bernard ».

*Lettre du recteur [Paul de Fougères de Villandry] au ministre de l'Instruction  
publique [Victor Cousin] du 15 septembre 1840, 2 folios.*

« J'ai l'honneur de vous transmettre deux certificats d'aptitude au grade de docteur en droit délivrés par la Faculté d'Aix à MM. Rollet et Ginoulhiac. J'y joins : 1° deux exemplaires de la thèse soutenue par chacun de ces candidats ; 2° une note indiquant que le résultat du scrutin a été, pour le 1<sup>er</sup>, de 2 boules blanches et 3 rouges, et pour le 2<sup>ème</sup>, de 5 boules blanches ; 3° enfin un rapport spécial de M. le Doyen sur la manière dont les épreuves ont été soutenues.

Ce rapport, en ce qui concerne M. Rollet, n'entre dans aucun détail qui permette d'asseoir une opinion raisonnée sur le mérite de ce candidat. Il

paraît seulement [fol 1 v°] que l'indulgence de la Faculté a été grande à en juger par ce passage : « la Faculté aurait pu se montrer plus sévère, si elle n'avait pas cru devoir encourager en la personne de celui qui se présentait le premier, les aspirants assez nombreux au grade de docteur.

Les explications, en ce qui concerne M. Ginoulhiac sont un peu plus explicites. Mais elles n'ont pas toute la clarté et toute la précision désirables, et je doute qu'elles concourent efficacement au but que vous vous êtes proposé, qui est de mettre le Conseil royal à même de constater et d'apprécier la force relative des épreuves, afin qu'il puisse maintenir partout à la hauteur convenable le niveau des études.

Au reste, ces rapports sont les premiers qui vous sont adressés en exécution des prescriptions de votre lettre du 11 août dernier. Cette circonstance est l'excuse de leur imperfection. Lorsque les remarques auxquelles ils doivent donner lieu auront bien fait comprendre vos intentions à la Faculté, elle vous soumettra, je l'espère, des comptes-rendus moins vagues et plus complets. La nécessité où elle sera de justifier sa décision aux yeux du Conseil [fol. 2] royal, lui fera, s'il est possible, prêter plus d'attention aux épreuves, attacher plus d'importance à l'appréciation exacte de leurs résultats ; et c'est ainsi que l'excellente mesure que nous exécutons aujourd'hui pour la première fois portera tous ses fruits, en rendant les examens plus sérieux, les études préalables plus réelles et plus soutenues, et l'instruction plus solide.

Je suis avec respect,

Monsieur le Ministre

Votre très-humble et très-  
obéissant serviteur,  
le Recteur  
Defougères ».

**Minute du ministère de l'Instruction publique du 23 octobre 1840,  
2 folios.**

« Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix transmet avec les diverses pièces exigées les certificats d'aptitude au grade de docteur accordés à MM. Rollet et Ginoulhiac par la Faculté de droit d'Aix.

D'après le rapport du Doyen, M. Ginoulhiac a soutenu les épreuves du doctorat avec assez de distinction ; il a fait preuve de connaissances vraies qui prouvent de profonds travaux et un jugement sain.

Quant à M. Rollet, le jugement de M. le Doyen n'a pu lui être favorable. Ce candidat n'a pas été plus fort dans l'épreuve orale que dans l'épreuve écrite ; il paraît n'avoir pas retiré de son assiduité aux cours et d'un travail consciencieux tous les fruits que l'on devait en attendre. M. le Doyen déclare que la Faculté aurait pu se montrer plus sévère à l'égard de M. Rollet, mais qu'elle a voulu encourager en la personne de celui qui se présentait le premier, les candidats assez nombreux cette [fol. 1 v°] année, au grade de docteur ; il termine en exprimant le désir qu'il soit fait un nouveau programme pour les sujets de thèse, et développe les motifs de sa demande.

M. le Recteur trouve difficile d'asseoir une opinion sur le mérite des deux candidats d'après le rapport du Doyen ; mais il fait observer que ce rapport est le premier qui ait lieu en vertu des prescriptions de la circulaire du 11 août, et qu'il y a lieu de penser qu'ils seront dorénavant plus explicites ».

**Lettre du ministre [Pierre-Abel-François Villemain] au recteur [Paul de Fougères de Villandry] du 21 novembre 1840, 1 folio.**

« Monsieur le Recteur, j'ai examiné en Conseil royal le rapport de M. le Doyen de la Faculté de droit d'Aix, sur les épreuves soutenues devant cette Faculté par MM. Rollet et Ginoulhiac pour le grade de docteur en droit.

J'ai reconnu, M. le Recteur, ainsi que vous en faites l'observation, que ce rapport était peu explicite, et qu'il permettait difficilement d'apprécier la force relative des candidats. Toutefois, le jugement de la Faculté m'a paru devoir être approuvé ; et j'ai décidé que le diplôme de docteur en droit serait accordé aux deux candidats pour lesquels il est demandé.

Je vous transmettrai prochainement les diplômes de MM. Rollet et Ginoulhiac. Je vous prie de remercier M. le Doyen de son rapport.

M. le Ministre ».

## JEAN-PAUL DIDIER (1758-1816), PREMIER DIRECTEUR DE L'ECOLE DE DROIT DE GRENOBLE : UN DESTIN SINGULIER

par Cyrille Marconi,  
allocataire-moniteur à l'Université Pierre Mendès France Grenoble II

Jean Paul Didier est un personnage bien connu de l'histoire dauphinoise. Sa célébrité, il la doit à la rocambolesque conspiration qu'il mène en 1816 pour renverser les Bourbons du trône de France. Mais avant d'aller plus loin dans le récit de cette conspiration, il est nécessaire de dire quelques mots sur la vie mouvementée de Didier<sup>1</sup>.

Né à Upie dans la Drôme en 1758, d'une famille de la petite bourgeoisie de province, il fait ses études de droit à l'Université de Valence. Il en sort en 1778 avec le grade de docteur en droit. Cette même année il s'installe comme avocat à Grenoble. Reconnu pour ses talents d'orateur, il est introduit dans les salons et séduit par ses « idées nouvelles ». En 1788, il participe à l'Assemblée des notables qui siège à Vizille, faisant ainsi la

---

<sup>1</sup> Plusieurs sources nous ont permis de retracer dans ses grandes lignes la vie de Jean Paul Didier. Nous nous sommes tout d'abord référés aux notices biographiques suivantes : Justin BRUN-DURAND, *Dictionnaire biographique et bibli-iconographique de la Drôme*, Genève, Statkine reprints, 1970, p. 250-252 ; Pierre LAROUSSE, *Grand dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Administration du Grand Dictionnaire universel, volume 6, 1866-1877, p. 773-774 ; Adolphe ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, Genève, Statkine reprints, 1970, p. 312-316 ; Roman D'AMAT (sous la dir. de), *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1965, p. 280-282. Puis, nous avons utilisé les éléments contenus dans les deux ouvrages consacrés à la conspiration de Didier que sont : Auguste DUCOIN, *Paul Didier, histoire de la conspiration de 1816*, Paris, Dentu librairie-éditeur, 1844 et Henry DUMOLARD, *La terreur blanche dans l'Isère, Jean Paul Didier et la conspiration de Grenoble 4 mai 1816*, Grenoble, B. Arthaud, 1928.

connaissance de Mounier et Barnave. Profondément monarchiste, il se détourne rapidement des idées révolutionnaires. Il propose même ses services d'avocat pour défendre Louis XVI avant d'émigrer en Suisse et ne finalement réapparaître qu'après le 9 thermidor an II.

Le régime du directoire lui est favorable. Il ouvre un cabinet d'affaire à Paris et fait fortune en s'occupant de la restitution des biens des émigrés. Cependant, il demeure toujours royaliste et en 1799 publie sous le voile de l'anonymat une brochure intitulée *L'Esprit et le vœu des Français* qui constitue un appel passionné en faveur des Bourbons. Un an plus tard, Bonaparte arrive au pouvoir et Didier décide de se rapprocher du pouvoir en place. Il le fait savoir en publiant en 1802 un manifeste à la gloire de Napoléon intitulé « Du retour à la religion ». Déçu de ne pas avoir reçu les dignités qu'il escomptait du régime impérial, il se tourne en 1814 vers les Bourbons lors de leur premier retour. Il fait réimprimer, cette fois sous son nom *L'esprit et le vœu des Français*, mais là encore il n'obtient qu'une nomination au poste de maître des requêtes au conseil d'Etat dont le titre et le traitement ne peuvent que le décevoir. Cette déception le conduit à offrir ses services à l'empereur lors de son retour de l'île d'Elbe. Aussi il se trouve définitivement compromis lors de la seconde restauration. Ulcéré de n'avoir jamais rien reçu en retour des services qu'il estime avoir rendus il déclare : « Ils m'en ont tant fait que je ne puis leur pardonner. Ils auront ma tête ou je les renverserai »<sup>2</sup>.

Profitant du malaise général régnant au sein des populations et s'appuyant sur les quelques soutiens dont il peut bénéficier parmi les déçus de l'armée et au sein du barreau de Grenoble, il s'engage dans une vaste conspiration ayant pour but de délivrer la France des Bourbons. Selon lui, la prise de Grenoble doit entraîner la chute de Lyon, et Lyon pris le succès serait assuré. Dans la nuit du 4 au 5 mai 1816, les insurgés s'avançaient vers Grenoble au cri de « Vive l'Empereur ! » Mais composé de 300 à 400 paysans armés de bâtons et de quelques fusils, la troupe se débande rapidement face à la légion de l'Hérault. Didier arrive à fuir mais il est rattrapé peu de temps après à la faveur de quelques trahisons. Il sera jugé par la cour prévôtale qui le condamne à mort. Il est guillotiné le 10 juin 1816.

Cette partie de la vie de Didier a fait l'objet de plusieurs études de la part des historiens locaux détaillant précisément le déroulement de l'évènement. En revanche, son passage à la tête de l'Ecole de droit reste peu connu. Il occupe en effet à partir de 1806 jusqu'à sa démission en 1809 la

---

<sup>2</sup> Paul DREYFUS (dir.), *Grenoble et ses avocats, d'hier à aujourd'hui*, Presses universitaires de Grenoble, 2002, p. 92.

## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

place de professeur titulaire de la chaire de droit romain et celle de directeur de l'Ecole de droit, puis de doyen de la Faculté de droit à partir de 1808.

Didier constitue par conséquent un rouage majeur du fonctionnement de l'Ecole tout autant qu'une clé essentielle de compréhension de l'histoire de la Faculté de droit.

Jean Paul Didier apparaît donc comme une figure importante de l'histoire de la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle à la fois de par sa fonction de premier directeur et du fait de sa personnalité atypique. Tout l'enjeu de l'étude sera donc de déterminer quelle a été l'action de ce personnage au sein de la Faculté.

Pour cela, nous avons eu accès à plusieurs sources au niveau local. Tout d'abord des sources secondaires au travers des nombreuses notices biographiques existant sur Jean Paul Didier et des ouvrages généraux traitant de l'histoire de la Faculté de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle comportant des éléments épars sur son action en tant que directeur de l'Ecole. Mais également des sources de première main telles que le mémoire qu'il rédigea pour défendre la candidature de Grenoble comme lieu d'établissement d'une Ecole de droit, les discours qu'il prononça à chaque rentrée ainsi que certains discours de clôture dont l'ensemble est conservé à la bibliothèque municipale de Grenoble. Nous avons également consulté la série T des archives départementales de l'Isère où sont conservés des registres de délibérations des différents conseils institués au sein de l'Ecole puis de la Faculté. Enfin, les archives nationales nous ont fourni des documents précieux en particulier la correspondance entre Didier et ses supérieurs que ce soit, l'inspecteur général ou le directeur général de l'instruction publique.

L'ensemble de ces données nous a permis de dégager le sens de ses actions dans le domaine de l'enseignement mais aussi en tant qu'administrateur. Il en ressort que Didier se révèle être un professeur directeur particulièrement actif. L'essentiel de son action s'est dirigé vers la formation d'un projet pédagogique ambitieux dépassant largement le cadre des obligations auxquelles il est soumis par les textes (I). Plus généralement, nous pourrions constater que l'ensemble de ses actes exécutés en tant que directeur porte la marque de son inextinguible soif de réussite sociale (II).

### **I – Un projet de formation des jurisconsultes ambitieux**

Didier est très stimulé par ses nouvelles fonctions. A l'occasion de ses discours prononcés lors de la rentrée ou de la clôture de chaque année scolaire, il détaille avec enthousiasme ce qu'il entend voir enseigner à l'Ecole de droit.

Par l'étude de ses discours et celle de ses actions en matière d'enseignement, nous pouvons dire que, conformément au texte<sup>3</sup>, c'est le juriconsulte c'est-à-dire le professionnel du droit qu'elle est chargée de former, sa vocation est avant tout utilitaire. Mais Didier a une conception particulière du juriconsulte, il est non seulement un bon juriste mais également un homme vertueux doté de hautes qualités morales. C'est pourquoi, Didier souhaite que l'Ecole de droit dispense au futur juriconsulte non seulement un enseignement juridique complet mais également une éducation morale exigeante.

#### *A - Une formation juridique complète*

L'enseignement juridique tel qu'envisagé par Didier doit permettre aux étudiants de pouvoir exercer la profession de juriconsulte dès la sortie de l'Ecole. De ce fait à l'enseignement théorique indispensable, Didier souhaite rajouter une formation plus technique.

##### *1 - L'enseignement théorique*

Didier considère que l'enseignement du droit consiste avant tout dans l'enseignement de l'esprit du texte et non de la lettre. Cet apprentissage des principes plutôt que des termes de la loi doit permettre avant tout à l'étudiant d'apprendre à réfléchir avant d'agir. Pour lui « La jeunesse veut entrer trop tôt dans l'arène, elle y arrive sans arme et sans préparation pour combattre ; [...] On veut parler avant même d'avoir appris à penser »<sup>4</sup>. Il est avant tout nécessaire de comprendre les principes généraux pour trouver les bonnes solutions particulières. En cela, il rejoint les vues de l'inspecteur général de l'époque qui considère, au moins en première année que l'enseignement du droit doit être consacré uniquement aux principes<sup>5</sup>.

Dans cette perspective utilitaire, le droit romain doit être enseigné dans le but de comprendre le code civil. Sur ce point, l'enseignement de Didier

---

<sup>3</sup> Martial Mathieu affirme en effet que « les Ecoles de droit créées en l'an XII sont des Ecoles professionnelles, dont l'enseignement obéit à un principe purement utilitaire ». Cf. Martial MATHIEU, « La réorganisation de l'enseignement du droit sous le Consulat et l'Empire », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 82.

<sup>4</sup> Bibl. mun. de Grenoble O 9819, Procès verbal de la prestation de serment des membres de l'Ecole de droit de Grenoble et discours prononcé devant la Cour d'appel le 23 décembre 1805.

<sup>5</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, rapport de l'inspecteur général intitulé : « Observations particulières et confidentielles sur les Ecoles de droit d'Aix et de Grenoble ».



est conforme à son discours. Lors de son inspection, l'inspecteur général note en effet que « sur chaque sujet il a par une conférence sommaire montré les rapports ou les différences entre le droit civil des romains et le droit civil des Français. Il a eu soin de faire remarquer les avantages de notre code »<sup>6</sup>. Pour cela, il utilise la méthode de l'exégèse qui est encouragée par les textes<sup>7</sup>. Son cours débute par une dictée d'une demi-heure puis se poursuit par une explication d'environ une heure et trente minutes. Il ne se contente cependant pas d'appliquer les directives du décret à la lettre, il organise en outre, tous les samedis, une interrogation orale des élèves pour s'assurer que la leçon de la semaine a été bien acquise<sup>8</sup>.

Toutefois, Didier n'est pas exempt de tout reproche. Après avoir mis en exergue son érudition, l'inspecteur général lui reproche, tout comme à son homologue d'Aix, de ne pas lier encore assez étroitement le droit romain et le droit français, selon lui « on s'appesantit un peu trop encore sur les parties du droit romain qui ne sont pas dans nos usages ». De plus, il leur recommande d'avoir une approche plus simple du droit romain en insistant surtout sur ses bases et en évitant de s'arrêter sur les subtilités et les difficultés qu'il peut recéler<sup>9</sup>.

L'acquisition de la connaissance des principes du droit français ne saurait suffire. Les étudiants doivent sortir de l'Ecole en ayant également acquis « certaines dispositions indispensables pour mettre leurs connaissances à profit »<sup>10</sup>.

## 2 - La formation technique

Pour Didier, les élèves de l'Ecole ne doivent pas en sortir sans avoir développé certaines compétences indispensables à l'exercice du métier comme l'éloquence ou le style d'écriture, il parle du « talent d'énoncer ou d'écrire ses pensées avec ordre, avec clarté »<sup>11</sup>.

---

<sup>6</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, rapport de l'inspecteur général intitulé « cours de droit romain de M. Didier, professeur directeur ».

<sup>7</sup> Cf. l'article 70 du décret du 4<sup>e</sup> jour complémentaire an XII (21 septembre 1804).

<sup>8</sup> Il faut cependant noter que l'enseignement du droit romain est difficile du fait de la méconnaissance du latin par la grande majorité des étudiants.

<sup>9</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, rapport de l'inspecteur général intitulé : « Observations particulières et confidentielles sur les Ecoles de droit d'Aix et de Grenoble ».

<sup>10</sup> Bibl. mun. de Grenoble Vh 1616, Discours, prononcé par M. Didier directeur, de la séance de clôture de l'année 1807.

<sup>11</sup> Bibl. mun. de Grenoble Vh 1616, Discours, prononcé par M. Didier directeur, de la séance de clôture de l'année 1807.

Cet apprentissage se fait dans le but de permettre aux élèves d'être immédiatement préparés à exercer le métier de juriconsulte. Pour Didier, le passage de l'Ecole à la vie active est très difficile pour l'étudiant qui n'aurait qu'une formation purement théorique. Didier désire donc mettre en place des exercices pratiques pour l'entraîner et faire en sorte qu'il ne quitte pas l'Ecole sans expérience.

Aussi, Didier propose début 1807 la création d'une « société de législation » dont le règlement sera approuvé par le conseil de discipline et d'enseignement de l'Ecole de droit le 19 février 1807 et par l'inspecteur général le 13 juin 1807<sup>12</sup>.

Seront membres de cette société, les professeurs, les membres du conseil de discipline et d'enseignement mais également des praticiens du droit tels que les magistrats des différentes juridictions, les avocats et les autorités de la ville. Leur participation à l'instruction des étudiants est indispensable pour Didier malgré les réserves émises par l'inspecteur général qui voit d'un mauvais œil une trop grande implication des juriconsultes car ils « ont bien de la peine à séparer la doctrine de la pratique »<sup>13</sup>.

Cette société a une double vocation. Elle doit tout d'abord former le style de l'étudiant, lui apprendre à s'exprimer clairement et correctement grâce à une bonne maîtrise de la langue, lui apprendre également à débattre, grâce à une exposition claire des arguments et en évitant également les écarts de langage, « discuter avec décence », répondre avec calme et apprendre à écouter ses adversaires. L'étudiant doit apprendre l'art de la

---

<sup>12</sup> Cette préoccupation de fournir un enseignement technique aux étudiants de l'Ecole de droit n'est pas spécifique à Grenoble à cette époque. Olivier Devaux note ainsi qu'à Toulouse en 1805, un « cours de pratique civile et criminelle » est ouvert dans le but de « faire mettre en pratique par les élèves de l'Ecole, les leçons de leurs professeurs » auquel succèdera en 1806 « un cours d'éloquence de la chaire et du barreau et des devoirs de l'avocat ». La différence réside toutefois dans le fait qu'à Grenoble, la « société de législation » instituée par Didier possède un lien organique avec l'Ecole de droit, alors qu'à Toulouse, cet enseignement pratique est né de l'initiative privée. Ce sont en effet des juriconsultes locaux qui ouvrent ces cours et les dispensent à leur domicile, l'Ecole de droit de Toulouse se contentant de donner son aval. Cf. Olivier DEVAUX, *L'enseignement à Toulouse sous le Consulat et l'Empire*, PIEPT, Toulouse, 1990, p. 542-543.

<sup>13</sup> L'inspecteur général note en effet que « Leur tête pleine d'affaires et d'espèce ne peut avoir dans la chaire la stabilité, l'aplomb, la patience nécessaire pour communiquer à des jeunes gens l'intelligence des lois ». Cf. Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, rapport de l'inspecteur général intitulé : « Observations particulières et confidentielles sur les Ecoles de droit d'Aix et de Grenoble ».

contradiction. En outre, cette société a pour but de l'exercer à résoudre des cas pratiques<sup>14</sup>.

Tous les étudiants de l'Ecole y sont admis moyennant le règlement d'une souscription. Ils exposeront le résultat de leur travail devant les jurisconsultes qui les jugeront et remettront aux meilleurs des récompenses par des mentions honorables. Cette société créée en 1807 ne survivra pas à la démission de Didier en 1809. Nous n'avons toutefois aucune trace de son fonctionnement. Elle illustre néanmoins la volonté de Didier de faire de l'Ecole de droit une institution professionnalisante.

Mais l'enseignement juridique reste cependant insuffisant pour former un bon jurisconsulte. Les étudiants doivent également devenir des personnes dotées de certaines qualités morales.

### ***B - Une formation morale exigeante***

En affirmant que « l'Ecole [de droit] est non seulement l'Ecole des lois, mais encore celle de la morale et de la vertu »<sup>15</sup>, Didier fait de la morale un élément primordial de l'enseignement et de fait exige, au sein de l'Ecole, une attitude irréprochable de ses membres.

#### *1 - La place primordiale de la morale dans l'enseignement*

Didier met sur le même plan l'enseignement du droit et celui de la morale. Pour lui, l'enseignant doit « inspirer en même temps l'amour de la science et de la vertu, enseigner à la fois morale et législation inséparables l'une de l'autre »<sup>16</sup>. Emporté par son élan, ses discours étant déclamatoires, enflés et plein de flatteries envers l'empereur, Didier en vient même à dire que « la morale est la première et la principale partie de l'instruction que nous sommes chargés de répandre »<sup>17</sup>. Il énonce les préceptes qui doivent être inculqués aux élèves : « la connaissance de l'homme, l'amour de la

---

<sup>14</sup> Didier a présenté le programme de la « société de législation » dans un discours prononcé le 5 janvier 1807 dont nous n'avons pu nous procurer le manuscrit. L. Balleydier en a reproduit certains passages dans son article. Cf. Louis BALLEYDIER, « La Faculté de droit de Grenoble, 1805-1905 », *Livre du centenaire de la Faculté de droit de Grenoble. Discours, études et documents*, Grenoble, Allier, 1906, p. 110.

<sup>15</sup> Bibl. mun. de Grenoble Vh 1616, Discours, prononcé par M. Didier directeur, de la séance de clôture de l'année 1807.

<sup>16</sup> Bibl. mun. de Grenoble O 9819, Procès verbal de la prestation de serment des membres de l'Ecole de droit de Grenoble et discours prononcé devant la Cour d'appel le 23 décembre 1805.

<sup>17</sup> *Ibidem*.

patrie, la grandeur d'âme, le goût de l'étude, l'amour de la simplicité, l'emploi du temps, l'amour de son état »<sup>18</sup>.

En l'occurrence, cette place donnée à la morale provient de la conception qu'il se fait du métier de jurisconsulte. Didier explique qu'« il ne pourra jamais être véritablement jurisconsulte, celui qui ne sera pas également inspiré par son génie et par son cœur ; tel est, en effet, Messieurs, l'union intime de la législation et de la morale, que l'application de l'une est toujours réglée par les préceptes de l'autre »<sup>19</sup>.

Didier considère que le jurisconsulte est une sorte de prêtre civil qui, certes doit permettre la résolution de question de droit, mais qui surtout doit jouer le rôle de directeur de conscience car « ce n'est pas sur telle question, sur tel intérêt qu'on l'interroge, mais procédés, égards, convenances, devoirs des divers membres d'une famille, des administrés envers les administrateurs, des sujets envers leur Souverain ; tous les rapports de l'homme en société, les secrets les plus intimes, tous les mouvements des passions humaines sont soumis à sa sagesse »<sup>20</sup>. D'ailleurs, Didier considère le métier de jurisconsulte comme un « sacerdoce », dans son exercice le jurisconsulte « renonce à ses intérêts, à ses passions ; il fait abnégation de lui-même pour le bonheur de ses concitoyens, pour la paix des familles »<sup>21</sup>.

Aussi le but de son métier est de garantir la paix sociale, l'ordre. Ces interventions au cours des audiences doivent toujours être dignes et mesurées, ne pas susciter des passions porteuses de désordre. Le traumatisme de la Révolution est ici bien présent. D'ailleurs, à l'inverse du culte de la loi instauré par les révolutionnaires, Didier demande aux futurs jurisconsultes de ne pas hésiter à juger en équité, « vous devez, dit-il, dans un profond recueillement, examiner non seulement ce qui est permis par la loi, mais encore ce qui est conforme à l'équité »<sup>22</sup>. Conséquence de cette assimilation du métier de jurisconsulte à celui de prêtre, le jurisconsulte doit éviter le plus possible le procès et privilégier la conciliation : « Ah ! C'est ici que nous annonçons la plus belle, la plus sublime, la plus consolante des fonctions du jurisconsulte : combien de différends vous devrez empêcher de naître »<sup>23</sup>.

---

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> Bibl. mun. de Grenoble Vh 1616, Discours, prononcé par M. Didier directeur, de la séance de clôture de l'année 1807.

<sup>22</sup> *Ibidem*.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

Puisque cette profession est un sacerdoce, la vie privée même du jurisconsulte doit être exemplaire. Il faut qu'on le voit « toujours sujet fidèle, bon citoyen, bon fils, bon époux, bon père »<sup>24</sup> et doit mener sa vie selon trois principes : « vivre honnêtement, ne blesser personne, rendre à chacun ce qui lui appartient »<sup>25</sup>.

Aussi Didier va avoir la même exigence envers les membres de l'Ecole de droit, que ce soit envers les enseignants ou envers les étudiants.

### 2 - L'exigence d'une attitude irréprochable au sein de l'Ecole

Les enseignants sont sommés d'être moralement irréprochables. Le rôle de l'enseignant ne s'arrête pas une fois qu'il a terminé son cours et quitté sa chaire, sa vie doit également servir d'exemple aux étudiants<sup>26</sup>.

Didier souhaite également les soumettre à une certaine discipline dans la pratique même de leur enseignement. Pour cela, il institue en 1806 ce qu'il appelle un « comité particulier » réunissant tous les professeurs une fois par mois. Le but de ce comité est d'« imprimer à l'enseignement une marche uniforme ». Grâce à lui, Didier contrôle l'action des enseignants. Ces derniers devront « rendre compte » de la marche de leur cours, de l'assiduité des élèves, les difficultés rencontrées dans l'explication des lois. Le but étant de « produire unité de sentiments et d'action »<sup>27</sup>.

Didier se montre tout aussi exigeant vis-à-vis des étudiants. Il édicte en mars 1807 un règlement disciplinaire<sup>28</sup> très moralisateur leur imposant un certain comportement à avoir au sein de l'Ecole<sup>29</sup>. L'ordre doit être parfait durant les cours, le règlement exige que les étudiants arrivent à l'heure,

---

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> Bibl. mun. de Grenoble O 9819, Procès verbal de la prestation de serment des membres de l'Ecole de droit de Grenoble et discours prononcé devant la Cour d'appel le 23 décembre 1805.

<sup>26</sup> Didier affirme en effet qu'« il ne suffirait pas d'éclairer par nos conseils, il faut encore édifier par nos exemples ! Oh, combien serait peu digne de sa place le Professeur qui croirait l'avoir suffisamment remplie, lorsqu'il aurait chaque jour siégé pendant une heure déterminée sur sa chaire ! ». Cf. *Ibidem*.

<sup>27</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, un document intitulé « notes particulières sur divers objets » inséré dans le rapport de l'inspecteur général.

<sup>28</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, Règlement concernant les étudiants.

<sup>29</sup> On note ici que Didier court-circuite quelque peu l'action du conseil d'enseignement et de discipline auquel l'article 23 du décret du 4<sup>ème</sup> jour complémentaire an XII demande de « régler la discipline à l'Ecole ». Toutefois, Didier précise que « le conseil n'en a éprouvé aucune peine », cf. Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, lettre du directeur de l'Ecole de droit de Grenoble au directeur général de l'instruction publique du 16 mars 1807.

qu'ils fassent silence pendant les cours, qu'ils évitent de sortir pendant les cours. Il détaille également le travail à réaliser pendant les cours (prendre la dictée, suivre les explications). Ce règlement est purement moralisateur dans la mesure où aucune sanction n'est prévue en cas de manquement. Seule plane la menace de la non réussite aux examens, Didier insiste en effet pour dire que les examens seront très sévères. Le règlement invite également les étudiants à ne pas perdre leur temps une fois les cours terminés et à étudier les cours suivis.

Enfin, plus étonnant est le conseil que donne Didier aux étudiants. Après avoir mis en avant le caractère sacerdotale de la fonction de jurisconsulte, il avance que parmi les « facultés morales » que doit posséder le jurisconsulte se trouve l'ambition, c'est-à-dire la volonté de faire de cette fonction de jurisconsulte un moyen de réussite sociale. Il affirme en effet que « Celui qui entre dans la carrière doit toujours avoir la noble ambition de s'y distinguer ; il vaut bien mieux ne pas embrasser un état, que d'y être trop médiocre : il ne faut jamais être le dernier »<sup>30</sup>.

Ce conseil surprend moins lorsqu'on connaît le parcours du personnage. Nous avons déjà pu mettre en évidence que l'ambition explique bien des choix fait par Jean Paul Didier. C'est pourquoi, on ne sera pas surpris de constater que son action en tant que directeur de l'Ecole de droit puis en tant que doyen de la Faculté de droit trouve ses racines dans son caractère ambitieux, dans la volonté de se distinguer.

## **II - Un ambitieux à la tête de l'Ecole de droit**

Le plus souvent l'ambition possède un caractère péjoratif, elle est assimilée au carriérisme. Cette interprétation convient tout à fait pour décrire l'attitude de Didier. Son entrée dans l'administration de l'instruction publique était un moyen pour lui de devenir un personnage important de l'Empire. Toutefois, cette entreprise échoua, l'Ecole de droit ne lui permit pas de satisfaire ses ambitions (**B**). En revanche, cette ambition le conduisit à dépenser beaucoup d'énergie en faveur de l'Ecole (**A**).

### ***A - Une ambition au service de l'Ecole de droit***

Nous avons déjà pu constater que Didier a élaboré un projet pédagogique ambitieux. Son action en faveur du développement de l'Ecole ne l'est pas moins. Il est tout d'abord l'artisan principal du succès de la

---

<sup>30</sup> Bibl. mun. de Grenoble Vh 1616, Discours, prononcé par M. Didier directeur, de la séance de clôture de l'année 1807.

## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

candidature de Grenoble pour l'établissement d'une Ecole de droit. En outre, il engage une action importante de développement de l'Ecole.

### *1 - Un rôle prépondérant dans le choix de Grenoble comme lieu d'établissement d'une Ecole de droit*

Le décret du 22 ventôse an XII qui règlemente l'enseignement juridique en France n'est pas susceptible d'application immédiate ; il faut attendre le règlement d'administration publique auquel il laisse le soin de fixer l'emplacement des nouvelles Ecoles. Grenoble se met sur les rangs et Jean Paul Didier est un de ses principaux promoteurs. Il rédige à cet effet un mémoire « où l'on faisait valoir avec force les arguments qui militaient en faveur de Grenoble »<sup>31</sup>. Il y met notamment en évidence son histoire, sa place de centre judiciaire important, l'existence depuis toujours de personnalités distinguées dans la science du droit. Il insiste également sur les désavantages qu'il y aurait à mettre une Ecole à Lyon plutôt qu'à Grenoble. Didier sera ensuite délégué par le conseil municipal avec l'adjoint au maire La Valette pour aller prêter main forte aux sénateurs et représentants de l'Isère au Corps législatif chargés de faire la promotion de Grenoble devant le Conseil d'Etat.

Son intervention s'avère décisive. Et cela grâce à ses relations. Ducoin nous apprend que « A cette époque Didier est déjà lié avec Montalivet, Portalis, Cambacérès, Fouché »<sup>32</sup>. C'est surtout ses liens avec Portalis qui seront déterminants. En effet, Aix, ville d'origine de celui-ci, est la concurrente la plus dangereuse pour Grenoble<sup>33</sup>. Conscient de cela Didier s'évertuera à prévenir tout conflit avec Aix. Aussi en s'assurant la bienveillance de Portalis, son ami personnel, il sauve Grenoble<sup>34</sup>.

Cette activation des réseaux, ce jeu d'influence fait dire à Weisbuch que « les protections politiques ont contribué de façon décisive » au succès de Grenoble<sup>35</sup>. Et bien entendu, Didier en est le principal artisan. Clary, un des sénateurs représentant Grenoble a pu écrire dans une lettre au maire de

---

<sup>31</sup> Louis BALLEYDIER, *op. cit.*, p. 78.

<sup>32</sup> Auguste DUCOIN, *op. cit.*, p. 13.

<sup>33</sup> « De toutes les villes, Aix paraissait aux Grenoblois l'adversaire le plus redoutable ». Cf. Louis BALLEYDIER, *op. cit.*, p. 81.

<sup>34</sup> Paul WEISBUCH, *La Faculté de droit de Grenoble (an XII-1896)*, thèse de droit, Grenoble, 1974, p. 93.

<sup>35</sup> Paul WEISBUCH, *op. cit.*, p. 94.

Grenoble « je dois vous avouer que le succès de la demande est dû principalement à MM. Sappey et Didier »<sup>36</sup>.

A la suite du choix de Grenoble, le Conseil municipal a d'ailleurs marqué sa reconnaissance à Didier en prenant une délibération le recommandant chaudement auprès du ministre pour un poste au sein de l'Ecole de droit. Elle ne tarda pas à recevoir une sanction, car, à quelques temps de là, Didier sera tout d'abord nommé professeur, titulaire de la chaire de droit romain par le décret du 10 brumaire an XIV puis directeur de l'Ecole de Droit par un décret du 17 janvier 1806.

Cette place à la tête de l'Ecole de droit peut apparaître également comme une conséquence de son activisme en faveur du nouveau régime. Peu après l'arrivée au pouvoir de Bonaparte en tant que consul, et deux ans après avoir publié un manifeste, *Venez, famille d'Henry IV*, il publie une brochure qui lui est dédiée intitulée *Du retour à la Religion*. Ce texte à la gloire de Bonaparte a beaucoup de succès. Ecrit au moment de la signature du Concordat, ce manifeste correspond alors parfaitement aux vues du premier Consul. Aussi il est tiré à de nombreux exemplaires et répandu sur tout le territoire sur ordre du ministre de la police lui-même<sup>37</sup>. Dumolard pourra dire, que Didier a réalisé « un coup de maître »<sup>38</sup>.

A ce moment-là, la situation de Didier est des plus avantageuses. Arrivé en grâce auprès du nouveau régime et lié avec les hommes occupant des places parmi les plus importantes au sein de l'administration, cela le mettait dans une position où, selon Ducoin, « il n'attendait plus qu'un mot, qu'une ordonnance pour prendre sa part dans la distribution des faveurs impériales »<sup>39</sup>. On peut donc penser que les fonctions auxquelles il est appelé à l'Ecole de droit sont la récompense de son zèle de fraîche date motivée par son ambition d'avoir sa place parmi les dignitaires de l'Empire.

A partir de ce moment, contrairement à ce que différents auteurs laissent entendre, Didier va véritablement s'investir dans ses fonctions de directeur, puis de doyen.

---

<sup>36</sup> Henri JOBERT, Etudes historique sur Jean-Paul Didier, Lecture faite à la séance solennelle de clôture des conférences du stage, le 5 juillet 1895, Grenoble, 1895, p. 10.

<sup>37</sup> Auguste DUCOIN, *Paul Didier, histoire de la conspiration de 1816*, Paris, 1844, p. 12-13.

<sup>38</sup> Henry DUMOLARD, *La terreur blanche dans l'Isère, Jean Paul Didier et la conspiration de Grenoble 4 mai 1816*, B. Arthaud, Grenoble, 1928, p. 61.

<sup>39</sup> Auguste DUCOIN, *op. cit.*, p. 13-14.



2 - Une action déterminante au sein de l'Ecole

Se référant à son caractère fougueux et aventureux, certains commentateurs de la vie de Didier le décrivent comme un professeur directeur absent<sup>40</sup>, peu intéressé par des fonctions qui ne le stimulent pas<sup>41</sup>. A y regarder de plus près cette vision semble caricaturale. Il est vrai que Didier est plusieurs fois absent au cours de l'exercice de son mandat<sup>42</sup>. Mais bien souvent ce n'est pas de son fait, en tant que membre important du Conseil municipal, il est souvent appelé pour différentes missions qui exigent un déplacement de plusieurs semaines. De plus, cela ne l'enchantait guère. Par exemple, lors d'une demande de congé faite en 1806 au directeur général de l'instruction publique, il fait remarquer que son « absence, dans ce premier moment de l'ouverture de l'Ecole, présenterait des inconvénients »<sup>43</sup>.

Par ailleurs, il est loin d'être un directeur inactif à la tête de l'Ecole. Il joue tout d'abord un rôle de protecteur de la réputation de l'Ecole. Entre 1808 et 1809, l'Ecole de droit est impliquée dans de nombreux conflits touchant tour à tour les étudiants et les professeurs. Il est notamment très impliqué dans la résolution d'un violent conflit ayant lieu entre certains élèves de l'Ecole et les acteurs d'une troupe de comédiens. Un des élèves est même arrêté par la police. A cette occasion, Didier joue de toute son influence pour calmer les esprits. D'une part en tant que directeur de l'Ecole, il profite des cours pour inciter les étudiants à la modération. D'autre part, il intervient auprès des pouvoirs publics. Auprès du maire, il s'emploie à lui démontrer que les véritables fautifs sont les acteurs et non les étudiants, que par ailleurs bon nombre de jeunes gens impliqués n'appartiennent pas à l'Ecole. De même, à l'égard du directeur général de

---

<sup>40</sup> Auguste Ducoin affirme que « professeur à l'Ecole de droit de Grenoble, directeur de cette Ecole, Didier s'occupait fort peu des devoirs que lui imposaient ses fonctions. Il faisait, chaque année, de très longs voyages à Paris, et laissait à un suppléant le soin de faire son cours ». Cf. Auguste DUCOIN, *op. cit.*, p. 15.

<sup>41</sup> Pour A. Rochas, « cette paisible et honorable position ne pouvait convenir longtemps à son caractère actif et remuant ». Cf. Adolphe ROCHAS, *op. cit.*, p. 313.

<sup>42</sup> Le registre des délibérations du conseil de la Faculté ainsi que le journal de direction tenu par le secrétaire général de la Faculté nous ont permis de dégager trois périodes d'absence de Didier. Il est une première fois absent trois semaines à partir du 17 juillet 1806, puis entre le 2 et le 18 novembre 1808 et enfin il obtient un congé d'une semaine en février 1809. Cf. Arch. dép. de l'Isère 20T1, registre des délibérations de la Faculté (1<sup>er</sup> avril 1806 – 10 janvier 1839) et 20T3, journal de direction (1808 - 1821).

<sup>43</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, Lettre du professeur directeur de l'Ecole de droit au directeur général de l'instruction publique du 28 mai 1806.

l'instruction publique. Après avoir convaincu le maire, il se sert de lui pour convaincre le directeur général que rien de grave ne s'est passé, que le calme est revenu, qu'il contrôle la situation<sup>44</sup>. Cet empressement à rassurer les hautes autorités de l'instruction publique n'est pas fortuit. Au même moment, à l'occasion de la réorganisation de l'instruction publique, plane la menace de la suppression de l'Ecole de droit. Il est donc indispensable que son image ne soit pas écornée<sup>45</sup>. Cette fonction de pacificateur Didier l'exerce à plusieurs reprises. Ainsi, en 1808, à l'occasion d'une altercation au cours d'une plaidoirie, M. Pal, professeur à l'Ecole de droit est pris à partie par un avocat qui l'insulte en pleine séance. L'inspecteur général mentionne le rôle joué par Didier en disant qu' « il s'est comporté, comme à son ordinaire avec prudence et fermeté et même avec générosité. Je crois qu'il parviendra à assoupir cette affaire désagréable »<sup>46</sup>. Enfin, en 1809, à la suite d'un duel entre deux étudiants ayant abouti à la mort de l'un d'entre eux, Didier s'emploie à rétablir le calme pour éviter toute enveniment de la situation<sup>47</sup>.

On le voit pacificateur, protecteur de la réputation de l'Ecole, il s'est attaché également à la protection des finances de l'Ecole, mais avec moins de succès. En 1807, le ministre de l'Intérieur réclame, au profit de la mairie le remboursement des frais qu'elle a engagés pour les travaux nécessaires à l'établissement de l'Ecole<sup>48</sup>. Didier déploie toute son énergie pour démontrer que ce remboursement est impossible. Tout d'abord, d'un point de vue juridique, s'appuyant sur l'article 65 du décret de l'an XII Didier affirme que l'Ecole ne saurait être chargée que de l'entretien des bâtiments. D'autre part,

---

<sup>44</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, rapport de Didier au directeur général de l'instruction publique du 31 janvier 1808 et lettre du directeur de l'Ecole de droit de Grenoble au directeur général l'instruction publique du 2 février 1808.

<sup>45</sup> En février 1808, des craintes se manifestent au sujet du maintien de l'Ecole de droit de Grenoble. Aussi dans le but de s'assurer de la conservation de l'Ecole auprès du gouvernement, le Conseil municipal de la ville nomme une députation dont Didier sera un des membres. Cf. Arch. dép. de l'Isère 2T3, lettre du maire de Grenoble au préfet de l'Isère du 6 février 1808 et la délibération du Conseil municipal de Grenoble du 10 février 1808.

<sup>46</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, lettre de l'inspecteur général au directeur général de l'instruction publique du 10 août 1808.

<sup>47</sup> Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, lettre du doyen de la Faculté de droit au grand maître de l'Université impériale du 3 février 1809.

<sup>48</sup> Le ministre de l'Intérieur ordonne « le remboursement à la caisse municipale de la somme de 4 000 francs qu'elle a avancée pour frais de premier établissement de l'Ecole de droit ». Cf. Arch. mun. de Grenoble 1R220, lettre du maire de Grenoble au trésorier de la ville de Grenoble du 18 juillet 1807.

mettre à sa charge ces dépenses entraînerait à l'égard des enseignants la privation d'une partie de leurs revenus issus des droits de présence et des traitements supplémentaires<sup>49</sup>. Mais ces arguments n'ont servi qu'à repousser l'échéance, en février 1808, l'Ecole paye finalement la somme demandée<sup>50</sup>.

Didier ne se contente pas de protéger et de maintenir l'Ecole de droit, il entreprend également de la développer. Il s'emploie notamment à lui attribuer un nouveau local, celui dans lequel elle est actuellement installée au sein du palais de justice étant trop exigu<sup>51</sup>. Didier propose alors un autre bâtiment, un monastère situé place Sainte-Claire en plein centre ville, proche du lycée et de la bibliothèque<sup>52</sup>. Son projet reçoit le soutien du préfet et de la municipalité mais un obstacle insurmontable survient. Ce bâtiment est précisément celui choisi par le ministre de l'Intérieur pour y établir un dépôt d'étalon. Ce dernier accepte de céder l'emplacement à l'Ecole mais à la seule condition que la mairie lui trouve un autre emplacement. Or, cela entraînerait des frais trop importants pour la ville qui se voit dans l'obligation de remettre à plus tard l'attribution d'un nouveau local<sup>53</sup>. Le

---

<sup>49</sup> Arch. mun. de Grenoble 1R220, lettre du directeur de l'Ecole spéciale de droit au maire de Grenoble du 26 novembre 1807.

<sup>50</sup> Arch. dép. de l'Isère 20T3, procès-verbal du journal de direction du 4 février 1808.

<sup>51</sup> Dans un mémoire adressée au directeur général de l'instruction publique, Didier fait valoir qu'un changement de local est indispensable car « des deux salles destinées aux leçons, aucune ne peut contenir le nombre d'étudiants à l'Ecole. A plus forte raison les actes publics ne pourront y avoir lieu ». Cf. Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, mémoire adressé au directeur général de l'instruction publique du 20 septembre 1806.

<sup>52</sup> *Ibidem*.

<sup>53</sup> Le Conseil municipal a fait des propositions pour trouver un autre emplacement pour le dépôt d'étalon et ainsi permettre de laisser le monastère Sainte-Claire à l'Ecole : « le Conseil municipal a délibéré à l'unanimité de supplier Son Excellence le ministre de l'Intérieur d'établir définitivement le dépôt d'étalons dans la ci-devant Eglise des Carmes et bâtiments en dépendant, dont la ville promet d'assurer la jouissance au gouvernement, et d'accorder en échange à la ville l'emplacement de Sainte-Claire pour être employé à l'établissement de l'Ecole de droit ». Cf. Arch. mun. de Grenoble 1D2, Délibération du conseil municipal de Grenoble du 29 août 1807. Mais le manque de fonds se révèle insurmontable ce qui conduit le Conseil à abandonner son projet, il déclare ainsi qu'« après avoir mûrement délibéré sur une affaire aussi importante, après s'être convaincu que les sommes considérables que la ville avait à payer pour satisfaire ses divers créanciers, ne lui permettoient pas de s'occuper de l'acquisition de l'Eglise des ci-devant Carmes, des terrains nécessaires qu'il faudrait y adjoindre des dépenses qu'entraîneraient les constructions et les

projet de Didier n'est toutefois pas définitivement abandonné, l'attribution du local de Sainte-Claire sera effectivement réalisée en 1816<sup>54</sup>.

Durant ces trois années à la tête de l'Ecole, Didier apparaît donc comme un directeur plutôt actif. Mais malgré cette dépense d'énergie, l'ambition de Didier ne parvint pas à être satisfaite.

### ***B - Une ambition insatisfaite par l'Ecole de droit***

Malgré son activisme, Didier n'obtient pas la reconnaissance qu'il espère au sein de l'administration de l'instruction publique. Aussi, il cherchera à satisfaire ses ambitions en dehors de l'Ecole de droit.

#### *1 - Des tentatives infructueuses de gravir les échelons*

La place de directeur professeur dans la hiérarchie sociale est plutôt enviable. Il occupe en effet une place de premier plan au sein de la ville. En outre ses traitements sont plutôt élevés. Didier touchait ainsi en 1807, 6 600 francs annuels<sup>55</sup>. A titre de comparaison, un juge touche entre 1 000 et 2 400 francs par an et un ouvrier à peine 600 francs<sup>56</sup>. Ceci a ainsi pu faire dire à Jobert qu'à la suite de cette nomination à ce poste éminent « son ambition fut, pour quelques temps, satisfaite »<sup>57</sup>. Cependant, on est encore loin des traitements du premier président de la Cour d'appel ou de son procureur général qui plafonnent à 15 000 francs<sup>58</sup> ou encore de ceux de préfet qui atteignent jusqu'à 50 000 francs<sup>59</sup>.

Aussi Didier tente-t-il rapidement de gravir les échelons. Il postule en particulier au titre d'inspecteur général dont le traitement est de 8 000 francs

---

réparations indispensable qui excéderaient la somme de 100 000 f. a jugé devoir renoncer à l'échange projeté du local des Carmes contre le local de Sainte-Claire. Et rapporte sa délibération du 29 août 1807 par laquelle cet échange que des circonstances impérieuses rendent impraticables aujourd'hui ». Cf. Arch. mun. de Grenoble 1D2, délibération du Conseil municipal de Grenoble du 13 mai 1808.

<sup>54</sup> Cf. Sylvain GAUCHE et Eric PANTALACCI, « Les lieux d'enseignement de la Faculté de droit de Grenoble : contraintes matérielles et mutations symboliques (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006* (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 165.

<sup>55</sup> En tant que directeur, Didier touchait 3 000 francs de traitement fixe, 2 400 francs de traitement éventuel et 1 200 francs de préciput. Cf. Paul WEISBUCH, *op. cit.*, p. 230.

<sup>56</sup> *Ibidem*.

<sup>57</sup> Henri JOBERT, *op. cit.*, p. 10.

<sup>58</sup> Paul WEISBUCH, *op. cit.*, p. 230.

<sup>59</sup> Paul WEISBUCH, *op. cit.*, p. 232.

## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

par an<sup>60</sup>. Pour cela, il bénéficie de soutiens parmi lesquels le préfet de l'Isère qui le recommande chaleureusement auprès du grand maître de l'Université impériale<sup>61</sup>. Cette tentative se solde par un échec. Nommé provisoirement recteur d'académie à partir de janvier 1809, il se serait à la rigueur contenté d'être confirmé dans ses fonctions. Mais là encore c'est Pal, un professeur de la Faculté qui est nommé à sa place<sup>62</sup>. Désormais, Didier est donc dans une position de subordonné. Cette position de dépendance alliée à la déception de ne pas avoir été nommé recteur apparaissent comme étant les causes les plus probables de sa démission<sup>63</sup>.

Toutefois certains auteurs attribuent cette démission aux résultats des activités qu'il mène en dehors de l'Ecole.

### 2 - La réalisation de ses ambitions en dehors de l'Ecole de droit

En plus de ses fonctions de professeur directeur, Didier s'adonne à différentes activités annexes. Comme la majorité de ses confrères, Didier est également inscrit au barreau de Grenoble<sup>64</sup>. Plus originales sont en revanche ses activités dans les domaines industriel et commercial. Il s'est en effet lancé dans plusieurs entreprises dans le but de faire fortune. Ainsi, on apprend qu'il a pris part à l'exploitation de plusieurs mines<sup>65</sup>. Il est également fait mention de ses activités de spéculations sur diverses denrées

---

<sup>60</sup> Cf. article 7 du décret du 4<sup>e</sup> jour complémentaire an XII (21 septembre 1804).

<sup>61</sup> Il prie le Grand maître de l'Université impériale de « vouloir bien comprendre M. Didier au rang des candidats qui ont des titres les plus multipliés à votre protection et aux places principales de l'Université impériale. L'emploi qui pourrait surtout lui convenir serait celui d'inspecteur général de l'Université ». Cf. Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, lettre du préfet du département de l'Isère au grand maître de l'Université impériale du 2 juin 1808.

<sup>62</sup> Paul WEISBUCH, *op. cit.*, p. 210.

<sup>63</sup> Dans sa lettre de démission il se dit contraint « d'abandonner la carrière qu'[il] avait embrassé dans l'instruction publique, mais [sa] santé ne [le] permettait plus d'enseigner ». Cf. Arch. nat. F<sup>17</sup> 1976, Lettre de Didier au grand maître de l'Université impériale du 11 mai 1809. On peut penser que cette raison liée à sa santé est purement diplomatique. En effet, il ne manquera pas d'énergie pour mener de front de nombreuses activités industrielles et commerciales. Cf. *infra*.

<sup>64</sup> Didier participe d'ailleurs activement à la réorganisation du barreau de Grenoble balayé par la Révolution en tant que membre du « collège des 12 anciens avocats » qui se constitue à partir de 1807. Cf. Véronique GIRARD, *Histoire du barreau et des avocats de Grenoble de 1750 à nos jours*, thèse de droit, Grenoble, 1996, p. 92 et 342.

<sup>65</sup> Didier est « concessionnaire depuis 1808, de l'exploitation de la mine d'argent de Challanges et des fonderies d'Allemont ». Cf. Paul DREYFUS (dir.), *op. cit.*, p. 91.

et en particulier sur les vins<sup>66</sup>. Aussi, selon certains auteurs, ce serait ces activités qui l'auraient discrédité auprès de l'empereur. Ce dernier, jugeant qu'elles n'étaient pas dignes d'un fonctionnaire de cette catégorie, l'aurait destitué<sup>67</sup>.

D'autres avancent des causes plus fantaisistes encore. Aussi Peuchet, après avoir travaillé sur les archives secrètes de la police de Paris, avance que Didier était un agent secret des Bourbons, il aurait échangé une correspondance secrète avec Louis XVIII alors même qu'il était directeur de l'Ecole. Cette double activité connue, l'empereur ne souhaitant pas ébruiter l'affaire, se serait contenté de le contraindre à la démission<sup>68</sup>.

Quelle qu'en soit la cause, Didier démissionne en 1809 ; à partir de ce moment il quitte complètement le domaine de l'instruction pour se lancer dans de ruineuses affaires. Il perd une grande partie de sa fortune dans des investissements hasardeux faits dans de grands travaux<sup>69</sup>. Si ces entreprises ne se révèlent pas rentables, elles lui servent à se faire de nombreuses relations qui faciliteront le recrutement de partisans pour sa conspiration.

Aussi, il convient, pour finir, de s'interroger sur les conséquences de la conspiration de Didier sur la Faculté de droit. La seule conséquence directe a affecté le professeur Berriat Saint Prix. Il est en effet démis de ses fonctions et exilé non loin de Grenoble pour avoir reçu son ancien doyen peu avant sa tentative de prise de Grenoble. Mais indirectement, on peut conclure avec Balleydier que « La conspiration ourdie par son ancien doyen n'est pas pour rendre le Gouvernement royal favorable à la Faculté de Grenoble ». A la suite de cet évènement l'autorité a pu noter à plusieurs reprises le « mauvais esprit » qui régnait parmi les étudiants<sup>70</sup>. En 1821, la Faculté sera ainsi sévèrement sanctionnée, à la suite de manifestations étudiantes anti-royalistes, conduisant à sa suppression pure et simple jusqu'en 1824<sup>71</sup>. Cette sévérité trouve peut-être ses racines dans l'attitude de Didier. Aussi, à

---

<sup>66</sup> « Il avait cherché à rompre la monotonie de ses occupations en se livrant à des spéculations sur les vins et d'autres denrées ». Cf. Henri JOBERT, *op. cit.*, p. 11.

<sup>67</sup> Bibl. mun. de Grenoble T 3923, Joseph REY, *Histoire de la conspiration de Grenoble en 1816*, p. 15.

<sup>68</sup> Henry DUMOLARD, *op. cit.*, p. 63.

<sup>69</sup> Il se lance ainsi dans l'assèchement des marais de Bourgoin, le tracé de la route des Alpes par le Lautaret et le Briançonnais, la création du canal d'irrigation de Pierrelatte, l'exploitation de l'anthracite de la Mure, il s'intéresse aux richesses minières de l'Oisans et il achète les mines de fer d'Articote et de plomb de la Grave. Cf. Paul DREYFUS, *op. cit.*, p. 91.

<sup>70</sup> Louis BALLEYDIER, *op. cit.*, p. 91.

<sup>71</sup> Cf. la contribution de Jean-Christophe Gaven, dans ce colloque.

Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

l'origine de la fondation de l'Ecole de droit, on peut penser que Jean Paul Didier l'a également été de son discrédit.

**ETAT DES SOURCES ET DE LA BIBLIOGRAPHIE CONCERNANT LA  
FACULTE DE DROIT DE GRENOBLE  
AU XIX<sup>E</sup> SIECLE.**

**par Cyrille Marconi**

**SOURCES<sup>72</sup>**

**1) Archives nationales**

C'est dans la sous série F<sup>17</sup> relative à l'instruction publique que sont conservés les documents relatifs aux Facultés de droit. De très nombreuses cotes concernent la création des Ecoles de droit mais également leur gestion, leur fonctionnement, leur personnel aussi bien administratif qu'enseignant y sont contenues.

Certaines cotes concernent spécifiquement la Faculté de droit de Grenoble. Ainsi en est-il des cotes 1976 à 1981 consacrées au fonctionnement de l'Ecole de droit et de la Faculté de droit depuis sa création jusqu'en 1843. De même, la cote 14500 contient des informations relatives au réaménagement des bâtiments de la Faculté de droit de Grenoble.

**2) Archives départementales de l'Isère**

Série T : instruction publique

Sous série 2T : Enseignement supérieur

- 3 : Faculté de droit de Grenoble, institut commercial (an XII – 1917)
- 27 à 32 : résultats des examens (baccalauréat, capacité, licence, diplôme d'études supérieures, certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

Sous série 20T : Faculté de droit

Scolarité :

- Registres d'inscriptions à l'Ecole spéciale de droit, puis à la Faculté (1806-1888)
- Registres d'inscriptions en licence et résultats d'examens (1852-1939)
- Immatriculations (1897-1943)

---

<sup>72</sup> Pour un état des sources plus détaillé cf. Hélène VIALLET, « Les sources de l'histoire de la Faculté de droit de Grenoble », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2006, pp. 19-24.



## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

- Registres de présences aux cours (1824-1882)
- Procès-verbaux d'examens : baccalauréat (1806-1943), licence (1806-1915), capacité en droit (1821-1942), doctorat (1821-1942).
- Relevés de diplômes et certificats délivrés (1806-1890)

### Fonctionnement de la Faculté :

- Registre des délibérations du conseil de la Faculté (1806-1947)
- Registre de l'assemblée des professeurs (1894-1950)
- Divers documents comptables (1806-1872)

### Divers dossiers provenant de versement de l'Université :

- 184 cartons de dossiers d'étudiants nés entre 1824 et 1929 (la plupart sont nés à partir de 1880), classés dans l'ordre alphabétique ; environ 12 500 dossiers.
- Quelques dossiers administratifs des enseignants : Appleton, Beaudoin, Paul Fournier (doyen), Gueymard, Jay, Pillet, Rambaud, Tartari, Trouillet, Vignes, Wahl (entre 1876 et 1909)
- Dossiers concernant le personnel administratif (concierge, appariteur, comptable) de 1866 à 1905.

### Sous série 21 T : Rectorat de l'académie de Grenoble

De nombreux dossiers concernent l'enseignement supérieur et plus particulièrement la Faculté de droit :

- séances du conseil de l'Université (1886-1943)
- Correspondance du recteur (1809-1909)
- Minutier de la correspondance relative à la Faculté de droit (1826-1837)
- Centenaire de la Faculté de droit (1906)
- Budgets (1872-1949),
- Traitements et indemnités (1877-1890)
- Créations de chaires d'enseignement, études et disciplines, inscriptions, envoi de diplôme au ministère (1862-1936).

### Archives privées

#### Série J : Fonds entrés par voie extraordinaire

Dans cette série, sont conservés divers documents, tels que des diplômes, des lettres au recteur et également une adresse des étudiants de la Faculté de droit de Grenoble au duc d'Orléans, fils de Louis Philippe, pour l'assurer de leur soutien. Ces documents sont répartis entre les sous séries 1J et 164J.

Les collections de la presse locale, conservées aux archives départementales mais aussi à la bibliothèque municipale, constituent une source très importante.

### 3) Archives municipales de Grenoble

Plusieurs séries des archives municipales de la ville de Grenoble contiennent des documents intéressant l'histoire de la Faculté de droit.

Des informations d'ordre général pourront être recherchées dans les registres de délibération du Conseil municipal conservés dans la sous série 1D. De même, la sous série 1R concernant l'instruction publique contient des documents relatifs à la création et à la gestion de la Faculté de droit entre l'an XII et 1875.

Plus spécifiquement, la sous série 4M relative aux bâtiments scolaires de la commune contient plusieurs dossiers concernant les travaux réalisés à la Faculté de droit entre 1866 et 1870.

### 4) Bibliothèque municipale de Grenoble

Cf. Edmond MAIGNEN, *Catalogues des livres et manuscrits du fonds dauphinois de la Bibliothèque Municipale de Grenoble*, Grenoble, Imprimerie Allier Frères, Tome IV, section IX, 1906-1929.

Collections d'imprimés dans les séries O, Q, T, U et V :

- Plaquettes sur les associations d'étudiants, statuts, règlements.
- collection complète des discours de rentrée des Facultés.
- Exemplaires manuscrits de cours des professeurs.
- 32 thèses imprimées
- registre manuscrit indiquant l'origine sociale des étudiants de la Faculté de droit de Grenoble sous la monarchie de Juillet.
- Différentes notices biographiques sur certains enseignants de la Faculté de droit tels que Jean Paul Didier, Frédéric Taulier et Jacques Berriat Saint-Prix.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1) Ouvrages et articles généraux sur la Faculté de droit de Grenoble

Louis BALLEYDIER, « La Faculté de droit de Grenoble, 1805-1905 », *Livre du centenaire de la Faculté de droit de Grenoble. Discours, études et documents*, Grenoble, Allier, 1906, p. 70 à 114.

Martial MATHIEU (textes réunis par), *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006). Héritage et enjeux contemporains*, Actes du colloque

## Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

organisé pour le bicentenaire de la Faculté de droit de Grenoble (Grenoble, 6 et 7 avril 2006), Presses universitaires de Grenoble, 2006, 271 p.

Olivier MOTTE, « Paul Weisbuch – La Faculté de droit de Grenoble (an XII-1896) », dans *Revue historique de droit français et étranger*, janvier-mars 1977, n° 1, p. 95 à 99.

Paul WEISBUCH, *La Faculté de droit de Grenoble (an XII-1896)*, thèse de droit, Grenoble, 1974, 2 vol., 561 p.

### 2) Ouvrages et articles abordant un aspect spécifique de l'histoire de la Faculté

#### a- Les enseignants

Paul ALLARD, *Paul Lamache, professeur aux Facultés de Strasbourg et de Grenoble, l'un des fondateurs de la Société St Vincent de Paul (1810-1892)*, Paris, Lecoffre, 1893.

Patrick ARABEYRE, Jean-Louis HALPERIN et Jacques KRYNEN (dir.), v° « Berriat-Saint-Prix Jacques », « Fournier Paul-Eugène-Louis », « Taulier Frédéric-Marc-Joseph », *Dictionnaire historique des juristes français, XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.

Robert AVEZOU, « Frédéric Taulier, maire de Grenoble (1845-1848 ; 1849-1851) », *La révolution de 1848 dans le département de l'Isère (Blet et alii)*, publié sous les auspices du comité départemental du centenaire de la Révolution, Grenoble, 1949, p. 457 à 478.

Anne-Marie BALLANSAT, *Les jurisconsultes dauphinois au XIX<sup>e</sup> siècle*, centre de recherche en histoire économique, sociale et institutionnelle, Grenoble, 1985.

A. L. H. DUCHESNE, « Notice sur la vie et les ouvrages de M. Jacques Berriat Saint-prix... », dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1<sup>ère</sup> Série, T. II, 1847.

P. FISSONT, « Notice sur le doyen Gautier », in *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 2<sup>ème</sup> série, T. I, 1856-1860, p. 701 à 723.

Paul FOURNIER, « Notices sur les écrits d'Edouard Beaudouin », *Nouvelle Revue d'histoire du droit français et étranger*, 1901, p. 188 à 223.

Gabriel LE BRAS, « Paul Fournier, sa carrière, son œuvre, son esprit », *Revue historique de droit français et étranger*, 1936, p. 1 à 55.

E. SALEILLES, « Edouard Beaudoin, professeur à la Faculté de droit de Grenoble », in *Revue internationale de l'enseignement*, 1900.

b- Les étudiants

Marjorie BERRUEX, « Du doctorant au thésard. Etude sur la place de la thèse de doctorat à la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006* (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 97 à 108.

Thomas BRIGITTE, *Le mouvement des idées dans une association d'étudiants catholiques grenoblois à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La conférence St Hugues de 1890 à 1894*, DES d'histoire, Faculté des Lettres, Grenoble, 1964.

Sylvain GAUCHE, « Les aspirants au doctorat de la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 109 à 122.

c- L'enseignement

Jérôme FERRAND, « Contorsions logiques et poids des mots l'interprétation de l'article 1382 du Code Civil par les professeurs et jurisconsultes grenoblois dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 123 à 140.

Floriane JUGUE, « Le développement de l'enseignement du droit public à la Faculté de droit de Grenoble au XIX<sup>e</sup> siècle », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 141 à 152.

Patricia MATHIEU, « L'histoire du droit à la Faculté de droit de Grenoble », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 153 à 162.

Jean-Jacques PELLEGRIN, *Jacques Berriat-St-Prix, jurisconsulte dauphinois : son rôle et son influence dans l'enseignement du droit en France*, DES de droit, Université de Grenoble, 1991.

d- Les lieux d'enseignement

Sylvain GAUCHE et Eric PANTALACCI, « Les lieux d'enseignement de la Faculté de droit de Grenoble : contraintes matérielles et mutations symboliques (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *De l'Ecole de droit à la Faculté de droit de Grenoble (1806-2006), colloque des 6 et 7 avril 2006*, (M. MATHIEU dir.), Presses universitaires de Grenoble, 2007, p. 163 à 182.

## CRITIQUE DE LA BIBLIOGRAPHIE

Les principaux travaux sur l'histoire de la Faculté de droit de Grenoble sont ceux réalisés par Louis Balleydier dans le livre du centenaire de la Faculté, la thèse de Paul Weisbuch et les textes réunis par Martial Mathieu dans les actes du colloque qui s'est déroulé en 2006 à Grenoble.

Sans omettre l'apport essentiel que constituent les diverses notices biographiques sur les enseignants les plus illustres de la Faculté, c'est à partir de ces trois ouvrages de référence que nous établirons tout d'abord les principales caractéristiques de la recherche existante, puis les pistes de recherches encore inexplorées.

### I - Etat du contenu de la recherche existante

#### A- Le livre du centenaire de la Faculté

##### 1- Louis BALLEYDIER, « la Faculté de droit de Grenoble 1805-1905 ».

Ecrit dans le style du récit historique, l'article de Balleydier retrace dans les grandes lignes l'histoire de la Faculté de droit au XIX<sup>e</sup> siècle. Cet article possède deux caractéristiques principales :

- Une histoire construite à partir des portraits des membres de la Faculté.

Balleydier construit son récit en insistant en particulier sur l'action individuelle des enseignants de la Faculté. Aussi, on trouve à leur propos de nombreux éléments biographiques, des éléments précis sur leurs méthodes d'enseignement, mais également sur leurs personnalités et leurs activités en dehors de la Faculté.

##### 2- La retranscription de l'état d'esprit régnant au sein de la Faculté.

Balleydier s'efforce également de retranscrire l'état d'esprit qui régnait au sein de la Faculté en précisant tantôt quel était l'état des relations de la Faculté avec le pouvoir central, tantôt quelles étaient les relations entre les enseignants et entre les différentes institutions composant la Faculté.

L'article de Balleydier fut une source d'inspiration importante pour les auteurs qui se sont intéressés par la suite à l'histoire de la Faculté. On retrouve de nombreuses références à ce travail, notamment dans la thèse de Weisbuch.

#### 2- Les documents contenus dans l'ouvrage

Le livre du centenaire possède un intérêt pratique dans la mesure où il contient en annexe des documents relatifs à la Faculté de droit. On y trouve ainsi :

- Le décret organisant l'Ecole de Droit du 10 brumaire an XI
- Le procès verbal de la séance d'installation de l'Ecole du 23 décembre 1805
- L'ordonnance du 2 avril 1821 supprimant la Faculté
- L'ordonnance du 22 septembre 1824 rétablissant la Faculté
- Un tableau du personnel depuis 1805
- Statistique des inscriptions, tableau graphique
- Statistique des immatriculations, tableau graphique
- Tableau de répartition des étudiants inscrits suivant leur origine géographique.
- Récompenses obtenues par les élèves de la Faculté de Grenoble au concours général entre les élèves de 3<sup>ème</sup> année des Facultés et Ecoles de droit.

B- La thèse de Paul Weisbuch

1- Descriptions des thèmes traités dans la thèse

Elle constitue une monographie de la Faculté de droit entre l'an XII et 1896. Elle expose un ensemble de données sur plusieurs thèmes :

- Les raisons du choix de Grenoble comme lieu d'installation de la Faculté
- Le mode de recrutement des professeurs, l'organisation de leur carrière et leurs traitements
- L'origine et les conditions sociales des étudiants, leurs activités à la Faculté et en dehors de la Faculté
- Eléments sur les enseignements, leur organisation et les méthodes.
- La collation des grades, éléments sur le régime des examens et statistiques sur les grades conférés.

2- Critiques d'Olivier Motte<sup>73</sup> :

Dans sa critique, Olivier Motte souligne les qualités de la thèse et les bénéfices que l'on peut en tirer mais également ses insuffisances.

---

<sup>73</sup> Cf. Olivier MOTTE, « Paul Weisbuch – La Faculté de droit de Grenoble (an XII-1896) », dans *Revue historique de droit français et étranger*, janvier-mars 1977, n°1, p. 95 à 99.

- Apport de la thèse :

L'auteur a réalisé une thèse essentiellement descriptive qui constitue un document de base indispensable pour toute recherche sur la Faculté de droit.

- Insuffisances de la thèse :

Il manque une véritable trame à son travail. Il ne repose sur aucune question essentielle qui aurait pu donner une plus grande cohérence à l'ouvrage.

L'auteur néglige également de faire une étude de science administrative.

L'objet de l'étude est trop restreint. La Faculté de droit de Grenoble n'étant pas une des plus importantes, elle ne permet pas d'appréhender correctement ce qu'a été l'application locale des règlements. O. Motte propose de mener une étude qui ne se limiterait pas à la Faculté de Grenoble mais qui intégrerait également les Facultés de la même aire géographique, en particulier celle de Lyon.

Olivier Motte reproche enfin à Weisbuch de ne pas s'être assez détaché de ses sources. Celles-ci provenant principalement de l'institution universitaire, il convenait de porter sur elles un regard critique afin de ne pas se laisser « mystifier » et reproduire l'image que la Faculté voulait se donner d'elle-même.

C- Les textes réunis dans les actes du colloque 2006 par Martial Mathieu

Ils viennent à la fois compléter et approfondir l'étude de Weisbuch.

La contribution de Sylvain Gauché et Eric Pantalacci aborde une thématique nouvelle relative aux lieux d'enseignement de la Faculté de droit en retraçant les évolutions tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les contributions de Marjorie Berruex et Sylvain Gauché forment quant à elles une étude complète sur la place du doctorat à la Faculté de droit et une prosopographie du corps des aspirants au doctorat.

Enfin, celles de Jérôme Ferrand, Floriane Jugue et Patricia Mathieu sur l'enseignement du droit, constituent une première ébauche permettant de dégager les spécificités de l'enseignement donné à Grenoble.

A l'inverse de la thèse de Weisbuch, ces textes ne se limitent pas à de simples études quantitatives. Elles ont, par exemple, un intérêt certain du point de vue de l'histoire des mentalités. On y trouve en effet les raisons profondes du choix des lieux d'enseignement, les réticences des membres de la Faculté à développer les cours de droit public ou encore les ambitions des aspirants au doctorat.

Toutefois, au regard des sources à notre disposition, l'état de la recherche existante montre certaines lacunes qui constituent autant de nouvelles pistes de recherches à explorer.

## II - Les pistes de recherches

### A- Une étude de science administrative

- Exercice de la part de l'Etat de son pouvoir de contrôle sur la Faculté
- A une époque d'affirmation des libertés locales quelle est la place des collectivités locales dans la gestion de la Faculté de droit ? A Grenoble on observe par exemple que la Faculté fait souvent appel à la municipalité pour trouver des financements (pour les cours complémentaires, les bâtiments...)
- Les finances de la Faculté peuvent constituer un sujet à part entière. Il serait bon d'examiner l'importance du financement de la Faculté en fonction des régimes politiques

### B- Prosopographie du corps enseignant

La thèse de Weisbuch pâtit de l'absence de toute recherche sur l'origine et les études des professeurs.

Il existe plusieurs notices biographiques sur les professeurs les plus fameux mais une prosopographie de l'ensemble du corps enseignant reste à faire.

### C- L'enseignement

Une étude concernant l'histoire de l'enseignement de la Faculté de Grenoble est encore à réaliser. Weisbuch a déjà travaillé sur les méthodes d'enseignement. Mais plusieurs autres aspects sont encore à explorer :

- L'étude du contenu de l'enseignement est à poursuivre. A la suite des travaux déjà réalisés pour le colloque de 2006 cités plus haut, le dépouillement des différents cours manuscrits conservés à la bibliothèque municipale pourra permettre de déterminer si oui ou non il existe une spécificité de l'Ecole grenobloise.

De même, l'étude du contenu des thèses soutenues à la Faculté de droit, dont 32 sont conservées à la bibliothèque municipale, peut participer à la découverte de cette spécificité. Elle sera également un bon indicateur de l'état des questions juridiques ainsi que du positionnement de la Faculté sur certains points de droit particuliers.

- Une étude est à mener sur le choix des enseignements. En particulier, la pénétration de nouveaux enseignements. Floriane Jugue a déjà pu mettre en évidence le problème lié à l'intégration du droit public dans la maquette des



Grenoble : Jean-Paul Didier, premier directeur de l'Ecole de droit

enseignements. Il convient de poursuivre en s'intéressant à l'apparition de nouvelles branches du droit, comme le droit commercial, et à la manière dont elles ont été reçues dans les enseignements à la Faculté.

- Enfin, la mise en évidence du lien entre les cours donnés par les enseignants et l'implication de ces derniers dans la vie de la cité est à faire. La question se pose notamment à propos de personnes comme Frédéric Taulier à la fois titulaire de la chaire de droit civil et maire de Grenoble.

NB : Etude en cours : Sylvain Gauché travaille en ce moment sur la place des docteurs de la Faculté de droit de Grenoble dans la magistrature iséroise avant la troisième République.

D- Le dépouillement de sources inexploitées : la presse locale

Conservée aux archives départementales de l'Isère, la presse locale du XIX<sup>e</sup> siècle nous permettrait peut-être de mieux saisir l'histoire politique de la Faculté, sa place dans la ville de Grenoble.



## **L'ENSEIGNEMENT DU DROIT A ALGER DE 1879 A 1914**

**par Jean Bastier,  
professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole**

Sous l'inspiration de Paul Bert et de Jules Ferry, soucieux de développer en Algérie un enseignement supérieur, une loi du 20 décembre 1879 institua quatre Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur, dont l'Ecole de droit d'Alger. Celle-ci ne délivra d'abord que le baccalauréat en droit, mais, dès 1885, une loi du 5 décembre l'habilita à décerner la licence. Sur le souhait des Algériens, en 1909, la loi du 30 décembre transforma ces quatre Ecoles en Facultés, les regroupant au sein de la nouvelle Université d'Alger. Cette loi fut votée sans débat par la Chambre des députés ; il n'en fut pas de même au Sénat où le ministre de l'Instruction publique Gaston Doumergue eut à triompher de l'hostilité de certains sénateurs, avec l'aide de Bienvenu-Martin, rapporteur. La jeune Faculté de droit ne fut d'abord habilitée à délivrer que le seul doctorat de sciences politiques et économiques. Peu après, elle devint une Faculté à part entière, pouvant délivrer tous les doctorats ; ses effectifs en firent une des plus belles Facultés de France, supérieure par le nombre des étudiants à plusieurs Facultés de province. Elle eut des professeurs remarquables qui créèrent la science du droit musulman et celle de la législation algérienne.

### **La création et les débuts de l'Ecole de droit d'Alger**

Le 17 décembre 1877, le savant Paul Bert déposa sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à organiser l'enseignement supérieur en Algérie. Le 9 février 1878, le ministre de l'Instruction publique Bardoux y déposa un projet de loi qui contenait de grandes analogies avec le texte de Paul Bert ; ce projet fut adopté et présenté

par Jules Ferry, devenu ministre, à la séance du 23 mars. Trait curieux : le débat sur l'enseignement supérieur en Algérie fut le premier débat parlementaire auquel participa Jules Ferry en tant que ministre de l'Instruction publique.

Paul Bert expliquait que l'Algérie avait déjà 2 300 élèves dans le secondaire, dont 900 au seul lycée d'Alger, qu'un second lycée était en voie de création à Constantine, que l'enseignement supérieur algérien se limitait à l'Ecole de médecine, fondée dès 1832 et érigée en établissement d'enseignement supérieur par le décret du 4 août 1857. Les jeunes gens d'Algérie désireux d'étudier le droit, les lettres ou les sciences « doivent venir étudier en France, ce qui est coûteux et inquiète les familles... Cette population est trop exclusivement préoccupée par la lutte pour l'existence sur un sol à peine conquis... L'enseignement du droit serait utile pour former des juges de paix, des administrateurs, des magistrats, lesquels sont actuellement jetés en plein pays arabe ou kabyle, à la merci d'un interprète ou même d'un chaouch, sans connaître la langue, les mœurs, les coutumes de ces populations qu'ils vont administrer et juger... Il conviendra de diffuser la connaissance du droit administratif algérien et du droit musulman. »<sup>1</sup>

Le 17 février 1879, à la Chambre, le débat commence mal, le député Lorois ironise : « les frais de premier établissement des Facultés d'Alger vont dépasser deux millions, et les traitements des professeurs vont grever notre budget de 200 000 francs... La population arabe, très considérable à Alger, va-t-elle suivre les cours de mathématiques spéciales et de calcul des probabilités ? » Jules Ferry prend la parole et intervient longuement : « ... Aucune terre ne mérite plus notre concours bienveillant que notre colonie algérienne, aucune terre ne fut plus favorable à l'éclosion du haut enseignement. Il n'est pas de région de France où le goût de l'étude, la noble curiosité du savoir, la passion du nouveau, l'esprit de recherche et de progrès soient plus développés qu'en Algérie... A l'Exposition internationale de Vienne, il a été constaté que, de tous les pays du monde, l'Algérie et le Canada sont les plus avancés dans l'enseignement primaire. »

Paul Bert, rapporteur, soutient le ministre : « nous demandons un grade nouveau conféré par l'Ecole de droit, des études de l'Algérie. Le but est d'avoir enfin sur le sol algérien des fonctionnaires qui, dès le début, sauraient ce qu'est l'Algérie, connaîtraient les mœurs et les coutumes du pays. On ne verrait plus de ces juges de paix prendre, en débarquant, des

---

<sup>1</sup> *Journal Officiel (J.O.)*, 1878, 8 et 9 février, Chambre, p. 1335-1336, 1350-1351 (annexe 236), 7 avril 1879 (annexe 103) p. 3045-3046.

## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

bédouins pour des femmes arabes (les députés rient), on ne verrait plus arriver des fonctionnaires ignorant complètement les langues, les coutumes, les mœurs du pays. Grâce au grade de cette Ecole, après quelques mois d'études, on aurait des fonctionnaires ayant une connaissance du droit musulman et des rouages de l'administration coloniale. Les élèves destinés à devenir des fonctionnaires algériens donneront à cette Ecole une vie suffisante, d'autres quitteront la France trans-méditerranéenne pour venir dans la vieille France, après avoir acquis le grade de bachelier en droit. »

Une autre partie du discours de Paul Bert, le 19 février 1879, explique la modestie de la première installation immobilière de l'Université d'Alger : l'orateur déclare en effet « craindre trop de dépenses en bâtiments. J'ai entendu parler d'un projet de palais des Facultés avec vue sur la mer. Messieurs, j'ai la plus grande terreur de ces choses, dotons d'abord nos laboratoires ! Que les architectes n'abusent point de l'amour du beau ! Or il suffit de quelques amphithéâtres, de bibliothèques en salles, d'une chambre de réunion pour les professeurs. » Après une deuxième délibération, le projet de loi fut adopté dans son ensemble le 12 mars ; c'est la médecine, et son exercice en Algérie, qui fit l'objet d'un abondant débat<sup>2</sup>.

Au Sénat, le projet fut débattu et voté le 18 juillet : l'aspect le plus intéressant fut le rapport présenté par le sénateur de Rozière. Celui-ci donna lecture de passages de son rapport : « Observons la situation des colons, entourés de populations d'origines diverses et souvent ennemies, mais réunies contre l'Européen par l'effet de la haine ou du fanatisme, la situation des administrateurs et des magistrats chargés à la fois de consolider la conquête et de préparer l'assimilation. Ces situations exigent sinon la connaissance approfondie, du moins une certaine notion de la religion, de la langue, des mœurs, de l'organisation sociale de chacune des races soumises à notre empire. Jamais peut-être un champ plus vaste ne s'est offert aux recherches... Jamais un enseignement supérieur ne se sera trouvé en face d'éléments aussi variés, féconds, nouveaux... Jamais un enseignement supérieur n'aura été appelé à rendre d'aussi grands services, or la population européenne d'Algérie est trop préoccupée de la lutte pour l'existence.

Une réunion d'hommes dont la vie est consacrée à la recherche de la vérité, à la préparation de l'avenir, sera un utile spectacle à montrer à une population affairée, inquiète, soucieuse seulement du présent. Jusqu'à 1871, le problème premier du gouverneur général a été l'affermissement de la

---

<sup>2</sup> *J.O.* 1879, Chambre, 17 février, p. 1158-1163, 1203-1204, 1954 et s., 1962. 8 décembre 1879, p. 10798-10799 (Chambre, annexe 1912).

conquête, mais, depuis, la domination de la France est assise sur des fondements inébranlables. A côté de l'Ecole préparatoire de médecine créée en 1857, il convient de créer trois autres Ecoles préparatoires à l'enseignement du droit, des sciences et des lettres... L'Algérie ne paraît pas encore prête à recevoir des Facultés de plein exercice. Créer des demi-Facultés est un acte provisoire destiné à une période de transition. En France, l'enseignement supérieur peut se maintenir dans un ordre exclusivement théorique. En Algérie, il doit être exclusivement approprié aux conditions particulières, il se justifiera par un caractère pratique, il doit se préoccuper de l'application autant que de la théorie, élargir le domaine de l'intelligence mais aussi féconder la richesse matérielle du pays. Le cadre d'Ecoles préparatoires est plus souple, plus aisé à adapter à ces circonstances, il n'est limité par aucune tradition. »

De Rozière insista, dans ce beau rapport parlementaire, sur l'intérêt de l'histoire du droit en Algérie : « C'est par l'emploi de la méthode historique qu'on a réussi à débrouiller le chaos des anciennes législations et qu'on a pu rendre au droit de chaque siècle et de chaque pays son véritable caractère, tandis que, par une sorte de réciprocité, les jurisconsultes devenaient les interprètes les plus autorisés des historiens de l'Antiquité et des textes épigraphiques. »

Quel financement avait-on prévu pour ces nouvelles Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur ? « Le financement sera à la charge de l'Etat. Les frais de premier établissement seront supportés par des fonds de concours alimentés par la vente de biens domaniaux situés en Algérie. Les traitements des fonctionnaires, les frais annuels de l'enseignement seront supportés par l'Etat pour les deux tiers, par la ville d'Alger et les trois départements d'Algérie pour un tiers ; sur 300 000 francs, l'Etat supportera donc 200 000 francs, les Conseils électifs d'Algérie acceptant de supporter 100 000 francs. L'installation se fera sur un terrain domanial relevant du ministère de la Guerre, les devis des constructions sont à prévoir. »

Seul point qui fit débat, le sénateur Audren de Kerdrel déclara « ne pas comprendre l'article 5, à savoir que les grades des professeurs et chargés de cours sont conférés par l'Etat français. Or n'est-ce pas la norme ? A quoi bon le rappeler ? » De Rozière expliqua : « L'on a voulu exclure purement et simplement les diplômés étrangers, interdisant au ministre d'avoir à examiner des possibilités d'équivalence... Il faut éviter que, dans une population où il y a des émigrants étrangers, certains se réclament de diplômes étrangers dont la valeur est impossible à vérifier. » L'on craignait en effet la présence massive en Algérie d'immigrés espagnols, italiens,

## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

maltais, et l'on voulait les obliger à se franciser. L'Ecole de droit d'Alger devait être totalement française, l'on excluait l'idée de voir un diplômé de Bologne ou de Salamanque professer à Alger en se réclamant d'une équivalence<sup>3</sup>.

Après un vote d'acceptation en première lecture, la loi revint devant le Sénat pour le débat en deuxième lecture, le 3 août 1879. Comme à la Chambre des députés, le débat porta d'abord longuement sur la médecine en Algérie. Sur le droit, le célèbre Ernest Wallon proposa d'introduire un amendement pour éradiquer une disposition qui lui paraissait fâcheuse : que des docteurs en droit nommés professeurs ou chargés de cours à l'Ecole de droit d'Alger puissent aussi enseigner à l'Ecole des lettres : « Le droit est autre chose. » De Rozière répondit par un nouvel éloge, fort curieux, de l'histoire, point de rencontre entre le droit et les lettres : « Depuis cinquante ans, l'étude de l'histoire a pénétré dans l'étude de la jurisprudence à ce point qu'elle l'a renouvelée, et, d'un autre côté, l'étude du droit a fortifié celle des lettres anciennes. Il s'est formé un trait d'union entre l'étude du droit, considérée au point de vue historique, et l'étude des lettres. Les auteurs latins sont devenus beaucoup plus intelligibles depuis que les littérateurs ont connu le droit, et l'étude du droit est devenue bien plus féconde depuis que les juristes se sont familiarisés avec l'étude des classiques. Il n'existe plus entre les deux ordres d'études la séparation absolue d'autrefois... La nouvelle Ecole d'Alger aura des chaires d'épigraphie, d'Antiquités. »

De Rozière prend à témoin le sénateur Batbie, un des fondateurs du droit administratif : « Notre savant collègue M. Batbie nous dirait si l'étude du droit ne serait pas très féconde pour l'étude des inscriptions découvertes en Algérie, pour l'intelligence des monuments de la domination romaine, qui s'y rencontrent en si grand nombre. On ne connaît pas le droit aujourd'hui si on ne connaît pas le latin. » Batbie ne prend pas la parole, l'amendement Wallon est repoussé et l'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 161 votants. Le 27 novembre 1879, le projet revint devant la Chambre des députés en deuxième délibération, il fut adopté sans discussion et fut promulgué comme loi de l'Etat le 21 décembre 1879 par Jules Grévy, président de la République<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> *J.O.* 1879, Sénat, p. 7098-7101 (annexe 301), séance du 18 juillet 1879, p. 6929-6930.

<sup>4</sup> *J.O.* 1879, Sénat, séance du 3 août, p. 7999-8001, 8007-8008. *J.O.* du dimanche 21 décembre 1879, p. 11361-11362 (texte de la loi), p. 11698 (*J.O.* du 31 décembre, rectificatif).

Les débuts de l'Ecole de droit d'Alger furent bien modestes ; l'installation était pauvre : un immeuble domanial au 3 rue Scipion, ruelle de la Casbah d'Alger débouchant sur la rue Bab-Azoun. Une vieille photographie montre une étroite ruelle, toute en escaliers à longue marches, obscure à raison des immeubles montant à trois étages. Un professeur disait qu'il suffisait d'un bourricot chargé de deux gros couffins sur les flancs pour obstruer la rue ; sur la photo, il nous semble que trois ou quatre individus marchant de front suffisent largement à emplir tout l'espace. Cet immeuble était une vieille maison mauresque habitée de 1848 à 1850 par l'ancien bey de Constantine, après sa reddition. L'on y avait logé le conseil de guerre puis le bureau de topographie ; après l'Ecole de droit, l'immeuble abrita un commissariat central. En vérité, les juristes n'occupèrent que le seul 2<sup>e</sup> étage ! Ils y avaient une grande salle, assez haute de plafond, éclairée par trois fenêtres donnant sur la cour, il y avait de la place pour une chaire, un pupitre plutôt, et 70 chaises. Deux couloirs étroits conduisaient à deux salles qu'on dénomma aussitôt salle A et salle B. On installa les bibliothèques au 15 passage Malakoff, près de la rue Bab-Azoun, mais on avait très peu de livres. L'on inaugura de nouveaux bâtiments, en présence du gouverneur Tirman, le 13 avril 1887 : ils furent construits sur un terrain domanial, le camp d'Isly, à trois cents mètres de la porte d'Isly, édifiée en 1850 et démolie en 1905. C'était à l'époque un vaste espace isolé, mal éclairé le soir et redouté des passants. Comme l'avait prévu Paul Bert, cet espace fut plus tard englobé dans la ville d'Alger, dont la croissance fut rapide, un premier tramway en 1880, plus de 120 000 habitants en 1900<sup>5</sup>.

La première année, l'Ecole de droit n'eut que dix étudiants : quatre subirent les examens de première année, six subirent les examens de deuxième année ou baccalauréat en droit. Dans son premier rapport annuel, le professeur Martel osa écrire : « L'Ecole n'a qu'à se féliciter de ses débuts. » Le 10 janvier 1880, Robert Estoublon (1844-1905) est nommé directeur de l'Ecole de droit d'Alger : après des études au lycée de Bourges et à la Faculté de droit de Paris, après un temps comme clerc d'avoué, agrégé en juillet 1879 et d'abord nommé à Douai, il rejoint Alger et met sur pied l'Ecole, y enseignant le droit commercial et l'économie. Dès le moment de son arrivée en Algérie, il est attiré par l'étude de la législation complexe qui s'élabore en Algérie et par l'étude du droit musulman. En 1885, il fonde un périodique, la *Revue algérienne et tunisienne* [l'on ajoutera ensuite *marocaine*] de législation

---

<sup>5</sup> Voir le livre (collectif) publié à Alger par la délégation générale du gouvernement, *Université d'Alger, Cinquantenaire, 1909-1959*, 258 p., Imprimerie officielle, p. 15-21, 28-40, 55-60.



*et de jurisprudence*<sup>6</sup>. Cette revue doit son existence au dévouement désintéressé d'un libraire-éditeur algérois, Adolphe Jourdan (1846-1916), qui en assumait entièrement la charge financière, tandis que l'Ecole de droit se chargeait de la rédaction. Cet éditeur éprouvait joie et fierté à éditer des cartes de géographie scientifique et des ouvrages d'érudition, même en langue arabe. Il finança aussi les quatre volumes du *Bulletin judiciaire de l'Algérie – Jurisprudence algérienne 1830-1876*, seconde œuvre d'Estoublon. Mais celui-ci est surtout célèbre pour son fameux *Code de l'Algérie annoté*, entrepris en 1887 avec Adolphe Lefébure, un savant magistrat. L'ouvrage parut en 1895, après neuf ans de labeur. En 1895, le Parlement décida la création d'une chaire de droit musulman à la Faculté de droit de Paris et désigna Robert Estoublon pour l'occuper, il devint en outre professeur à l'Ecole coloniale. Il céda alors la direction de l'Ecole d'Alger à son collègue Dujarrier, qui la conserva jusqu'en 1906. Son successeur Marcel Morand devint ensuite le premier doyen de la Faculté de droit d'Alger et le demeura jusqu'à son décès le 1<sup>er</sup> janvier 1932.

Les six premiers professeurs de l'Ecole de droit d'Alger furent nommés le 22 janvier 1880, suivant le *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts* (n° 449) : outre Estoublon, seul agrégé, il y avait Felix-Louis Martel, archiviste paléographe et docteur en droit, chargé du cours de droit romain, Alfred Dain, docteur en droit, chargé du cours de code civil en 1<sup>re</sup> année, Etienne Flandin, docteur en droit, chargé du cours de code civil en 2<sup>e</sup> année, François-Xavier-Louis Roux, docteur en droit, chargé du cours de procédure civile, Martial-Michel-Edgard Rouard de Card, docteur en droit (plus tard professeur à Toulouse), chargé d'un cours de droit administratif et constitutionnel. Alfred Dain fut agrégé premier à l'agrégation de 1881 ; il était né le 1<sup>er</sup> novembre 1851 au Grand-Bourg, île Marie-Galande, Guadeloupe. Dès le 13 février 1880, des magistrats furent nommés chargés de cours pour renforcer le corps enseignant : Fau, docteur en droit, avocat général près la Cour d'appel d'Alger, fut chargé du cours de droit criminel ; Sautayra, docteur en droit, président de chambre à la même Cour, fut chargé d'un cours de législation algérienne et coutumes indigènes.

Confié à Dessolier, démissionnaire au bout d'un an, l'enseignement de la législation algérienne fut ensuite confié durablement à Léon Charpentier (1851-1923) qui en devint le premier spécialiste, il ouvrit la voie à Estoublon, Lefébure, Larcher, Mallarmé. En lui rendant hommage, Marcel Morand écrivait : « La législation algérienne est une des plus touffues qui se puissent voir, faite de dispositions législatives se succédant quelquefois à intervalles

---

<sup>6</sup> La collection de cette revue est en cours de numérisation (site Gallica, B.N.F.).

de temps très courts, sans que souvent l'on sache si elles se complètent ou s'abrogent, les unes spéciales à l'Algérie, les autres faites pour la France, mais expressément déclarées par le législateur applicables à l'Algérie, d'autres enfin faites pour la France, non expressément déclarées par le législateur applicables à l'Algérie, mais tenues pour telles par la jurisprudence. De cette masse de textes il fallait extraire ceux demeurés en vigueur, les classer par ordre de matières, puis les interpréter, en dégager l'esprit, et, pour cela, se livrer à une étude approfondie de la politique française en Algérie depuis les premières années de la conquête. La tâche était lourde. Elle l'était d'autant plus qu'à l'époque où Charpentier fut chargé de son enseignement, la législation algérienne n'avait pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble, et qu'en dehors de l'excellent *Dictionnaire* de Ménerville, aucun ouvrage n'avait encore paru, qui constituât un véritable traité de législation algérienne. » En outre avocat à Alger, L. Charpentier publia un *Précis de législation algérienne*<sup>7</sup>.

Le nombre des étudiants d'Alger s'est élevé immédiatement : de 25 en 1881, il passe à 117 en 1884. Dès 1881, l'Ecole prépare aux examens de 3<sup>e</sup> année pour l'obtention de la licence, mais les candidats doivent aller en France métropolitaine passer leurs examens à Aix ou Montpellier. En juillet 1883, douze Algérois présentés à Aix sont tous admis. Les effectifs s'accroissent par la suite : 124 étudiants en 1889-1890, 190 en 1894-1895, 239 en 1899-1900, 263 en 1904-1905.

Une particularité algérienne a été l'institution de deux certificats : l'un d'études de droit administratif et de coutumes indigènes, l'autre d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes (*Bulletin administratif...* précité n° 462, du 8 janvier 1881). Pour prétendre au premier de ces certificats, il fallait avoir 17 ans, avoir suivi durant un an les cours de droit administratif, de législation algérienne, de coutumes indigènes. En outre, il fallait, pour les Français, avoir un baccalauréat ou être instituteur primaire ; pour les indigènes, avoir fréquenté le lycée d'Alger au degré supérieur, ou bien avoir le certificat d'études primaires, ou bien encore avoir subi devant une commission, nommée par le recteur, un examen écrit et oral attestant de leur connaissance de la langue française. L'examen d'obtention de ce certificat commençait par un écrit de quatre heures en vue de l'admissibilité, portant sur une des trois matières suivantes : droit administratif, législation algérienne, coutumes indigènes. L'oral consistait en quatre interrogations portant les trois matières précitées et une quatrième interrogation pour

---

<sup>7</sup> *Revue algérienne...*, 1922, p. 93-102, nécrologie, discours prononcés aux obsèques.

## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

laquelle le quatrième examinateur choisirait une de ces trois matières. L'on pouvait donc être examiné jusqu'à trois fois sur la même matière ! Les notes étaient sur 20 donc sur un total de 80 pour l'admission, le zéro à une matière était éliminatoire.

Pour le certificat d'études de législation algérienne et de coutumes indigènes, il fallait d'abord soit posséder le certificat précédent, soit être licencié en droit. L'écrit consistait en deux compositions de quatre heures, notées sur 20 : législation algérienne, coutumes indigènes. Il fallait avoir 25/40 pour être admissible. L'oral portait sur cinq matières : législation algérienne, coutumes indigènes, droit musulman, histoire et géographie des pays musulmans, plus particulièrement de l'Afrique et de l'Algérie, éléments de langue arabe. Chaque interrogation était notée sur 20, il fallait avoir au moins 50/100 pour être admis. Le jury se composait de cinq examinateurs, trois de l'Ecole de droit, deux de l'Ecole des lettres ; le directeur de l'Ecole de droit faisait partie du jury et le présidait. Etant propres à l'Algérie, ces examens offraient des facilités d'accès aux Arabes et Berbères ; de mauvaises langues dirent bientôt que l'on délivrait à Alger des diplômes au rabais afin de favoriser outrageusement les indigènes, dont les effectifs constituaient de faux étudiants. Pire, l'Ecole de droit d'Alger institua des cours et conférences, libres d'accès pour les indigènes, d'initiation au droit français. Ainsi les étudiants de la Medersa, ou Faculté coranique, vinrent par centaines assister à ces cours ! Ceci occasionne une confusion dans les chiffres des effectifs estudiantins d'Alger : les statistiques du doyen A. Breton (dans le *Livre du Centenaire* de 1959) ne recourent pas celles du doyen M. Morand dans ses allocutions annuelles de rentrée publiées par la *Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence*, pas plus qu'elles ne coïncident avec les chiffres donnés lors des débats parlementaires ! Il y a une amusante bataille de statistiques (qui se termine en faveur des Algérois).

En 1895 arrive à Alger Marcel Morand (1863-1932), qui deviendra un des plus illustres professeurs de cette Faculté. Agrégé en 1895, il est titularisé dès le 1<sup>er</sup> juillet 1896 dans la chaire de droit musulman. Venu pour enseigner l'économie en tant que chargé de cours, il a été invité à enseigner les coutumes algériennes. Ayant appris l'arabe littéraire à l'âge de 34 ans, il publie, à partir de 1897, dans la *Revue algérienne...*, des monographies sur les institutions musulmanes et des notes de jurisprudence. Devenu directeur de l'Ecole de droit d'Alger, il est doyen de la Faculté de 1909 à son décès. Il

s'est rendu célèbre par la rédaction du code Morand (1912) qui codifiait le droit musulman algérien<sup>8</sup>.

A partir de 1906, la *Revue algérienne...* précitée publie chaque année sous le titre « La situation de l'Ecole de droit d'Alger », l'allocution annuelle de rentrée du directeur, plus tard doyen, Marcel Morand. Ces textes, d'une admirable sensibilité, constituent (avec les notices nécrologiques et les discours lors des obsèques) des documents infiniment précieux qui nous restituent quelque chose des années d'autrefois et de la vie quotidienne à Alger au début du vingtième siècle. Visiblement, en ajoutant les auditeurs musulmans, Morand commence par évaluer les effectifs scolaires algérois à 64 étudiants en 1880, à 145 en 1889, à 269 en 1895, à 328 en 1904, à 368 en 1905 et à 384 en 1906. Il ajoute : « en réalité plus de quatre cents si l'on compte les élèves indigènes de la Medersa qui suivent soit le cours de droit musulman, soit le cours de droit français institué pour eux. »

Lors de cette rentrée de 1906, Morand donne lecture d'un rapport qu'il a écrit en 1895 sur les conférences, que l'on ne tarda pas à dénommer travaux dirigés (l'expression travaux pratiques étant ridicule pour des juristes, comme l'observait le doyen Carbonnier en 1962). A cent vingt-quatre ans de distance, il est intéressant de voir comment Morand définissait le T.D. de droit : « Ces conférences permettront au professeur d'attirer l'attention de ses élèves sur des matières qu'il n'a pu traiter ou approfondir au cours, d'entrer dans des détails et de fournir des explications fort utiles, mais dont la forme du cours est parfois exclusive. Elles mettront les étudiants à même de soumettre au professeur les difficultés qui les arrêtent, et d'avoir ainsi, rapidement et clairement, la solution des problèmes que, livrés à eux-mêmes et avec le seul secours des livres, ils n'auraient pu résoudre qu'au prix de pénibles recherches. Elles établiront enfin, entre maîtres et élèves, des rapports plus fréquents, plus intimes, et ainsi tomberont bien des préventions qui vous éloignent de nous. Vous verrez alors, Messieurs les étudiants, que le maître n'est qu'un étudiant plus âgé que vous, qui continue à travailler et à s'instruire encore, et qui n'a d'autre ambition que de faire bénéficier de plus jeunes que lui de l'expérience et des connaissances que lui valent ses études et les années. »

La même année, la même *Revue algérienne...* publie un intéressant rapport du professeur algérois Emile Larcher sur « L'enseignement du droit

---

<sup>8</sup> Voir *Dictionnaire historique des juristes français XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de P. ARABEYRE, J.-L. HALPERIN, J. KRYNEN, Paris, 2007, J. BASTIER, « Marcel Morand », p. 577-578. Voir aussi les notices que nous avons consacrées à « Robert Estoublon » (p. 313), « Emile Larcher » (p. 465-466), « Frédéric Peltier » (p. 606).

et le régime des conférences ». Ce texte nous a paru également très intéressant, sur un sujet essentiel de notre vie quotidienne et actuelle dans une Faculté de droit, de ces sujets dont tout le monde endure les problèmes, et sur lesquels personne ne disserte et ne publie de réflexions : « Au cours, le professeur donne, d'une façon uniforme pour toutes les intelligences, une somme de connaissances proportionnées au nombre de leçons dont il dispose et aux exigences du programme. Les étudiants écoutent, prennent des notes... Ce n'est qu'au jour de l'examen que le professeur voit dans quelle mesure, souvent variable avec les générations d'étudiants, ses auditeurs ont profité de son enseignement. Et si les étudiants attentifs acquièrent au cours une certaine quantité de notions juridiques, ils n'y apprennent ni à les exposer oralement, ni à les utiliser dans une dissertation. La conférence apparaît comme le complément nécessaire, indispensable, de l'enseignement de la chaire... Il faut que tout étudiant puisse acquérir une suffisante habitude de l'élocution juridique... L'immense majorité des élèves étant destinée à faire des praticiens, il convient de les exercer à l'art de la parole... Il faut donner aux étudiants la méthode et le style du droit. L'enseignement secondaire est à ce point de vue notoirement insuffisant : la composition française n'est le plus souvent qu'un exercice de délayage où le jeune rhétoricien expose longuement en termes peu précis des connaissances moins précises encore, et où on prise trop haut une élégance factice. Dans son expression, le droit participe beaucoup plus de la méthode scientifique : il importe de dire les choses exactement, simplement, en termes techniques appropriés... Il convient d'apprendre aux étudiants à parler et à écrire sur les questions de droit, les préparer aux examens, telle est la sphère propre de la conférence. Les conférences sont pour les étudiants en droit ce que sont les travaux pratiques pour les étudiants en médecine ou en sciences, l'enseignement y est plus personnel, plus individualisé. »<sup>9</sup>

Or, Larcher y insiste, les conférences sont un échec ; peu d'étudiants y assistent à Alger. Il n'y a parfois qu'un seul auditeur, alors que les cours sont suivis avec assiduité. Pourquoi ? C'est que, selon le régime de la loi du 28 juillet 1895, les conférences ne sont ouvertes qu'à ceux qui paient un droit spécial de cinquante francs par semestre, somme énorme pour trop d'étudiants algérois, astreints à gagner leur vie comme clercs d'avoués ou de notaires, répétiteurs du lycée ou d'un collège, rédacteurs dans quelque administration, employés de commerce, etc. En métropole, beaucoup de Facultés font fonctionner ce système sans problème car leurs étudiants appartiennent à une bourgeoisie aisée, voire riche. A Paris, l'on a aucun mal

---

<sup>9</sup> *Revue algérienne...*, 1906, p. 117-122, 127-132.

à emplir les salles des conférences car « si le quart seulement des étudiants inscrits se présentait au cours, l'amphi ne pourrait le contenir. » Selon Larcher, la solution serait de réduire le droit de conférence à dix francs par an ; ainsi l'on aurait un nombre suffisant d'inscriptions pour rémunérer les heures complémentaires dues aux professeurs. Les maîtres de conférences seraient rémunérés à mille francs par an, alors que, actuellement, ils reçoivent la somme dérisoire de 280 francs pour trente conférences !

Les réflexions d'Emile Larcher (1869-1918), sur quelque sujet que ce soit, sont toujours intéressantes à cause de l'originalité de son esprit. Ce juriste illustre fut d'abord couronné par les Facultés de Nancy et de Paris pour la qualité exceptionnelle de ses thèses, il reçut en 1902 la chaire de droit criminel à Alger. Outre de nombreux articles et ouvrages de droit pénal, il est l'auteur du célèbre *Traité élémentaire de législation algérienne* (1903, 2<sup>e</sup> éd. en 1911, 3<sup>e</sup> éd. en 1923 par Georges Rectenwald, savant magistrat). Il est des numéros de la *Revue algérienne*... qui sont son œuvre exclusive. Larcher est mort pour la France en 1918<sup>10</sup>.

En 1907, l'Ecole de droit d'Alger voit le nombre de ses étudiants passer de 380 à 525, ceux qui passent effectivement les examens sont 382 au lieu de 328 en 1906. Alger a de bons étudiants : en 3<sup>e</sup> année, sur 60 examinés, il n'y a eu que 10 ajournés, 5 ajournés sur 34 en 2<sup>e</sup> année. De mauvaises langues ont dit que les professeurs d'Alger étaient abusivement indulgents ; cela est faux dans la mesure où les étudiants algérois qui sont allés poursuivre leurs études en métropole, ont eu de brillants résultats. Morand cite Jacques, reçu 1<sup>er</sup> au concours national du commissariat de la marine, il cite aussi William Oualid pour sa thèse, soutenue à Aix, sur *Le nantissement immobilier en droit indigène algérien*. Rappelons que W. Oualid (qui a fait sa carrière de professeur en métropole) est devenu un de nos plus brillants économistes ; il fut, par exemple, le directeur de thèse de Pierre Mendès France.

En vue de la transformation de l'Ecole en Faculté de droit, des enseignements nouveaux ont été créés : droit public applicable à l'Algérie, organisation politique et sociale des pays musulmans, économie politique applicable à l'Algérie et à la Tunisie, économie rurale appliquée à l'Algérie. « Ce sont des enseignements de doctorat au premier chef, dit Morand, car ils sont approfondis et spéciaux, ils correspondent à la définition de la circulaire ministérielle du 30 octobre 1895 : leur objet est l'initiation de l'étudiant à la science, à son esprit, à ses procédés d'investigation et de critique. »

---

<sup>10</sup> *Revue algérienne*..., 1918, p. 1-16, nécrologie, discours prononcés aux obsèques.

## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

En 1908, au 15 janvier, Alger a plus d'étudiants qu'Aix, Caen, Dijon, Grenoble, Lille, Nancy, avec 551 inscrits. Une commission d'enquête se rend à Alger pour examiner sur place la possibilité d'une création de l'Université d'Alger. Présidée par Louis Liard, composée du doyen Appell, de la Faculté des sciences de Paris, de Berthélémy, professeur à la Faculté de droit de Paris, du sénateur Boudenoot, du député Joseph Chailley, la commission d'enquête donne lieu à un rapport favorable rédigé par ce dernier. C'est en 1908 qu'est créé en licence un cours de législation coloniale, et c'est cette même année qu'est créée une chaire d'histoire générale du droit français attribuée à Frédéric Peltier (1868-1946), autre juriste illustre d'Alger. Agrégé en 1895 et affecté à Lille, ce Nantais est conquis par l'Algérie au cours d'un voyage d'agrément et se fait muter à Alger. Romaniste, c'est lui qui a traduit en 1901 le fameux livre d'Otto Lenel, *Essai de reconstitution de l'édit perpétuel*. Ses travaux d'histoire du droit germanique ne l'ont pas empêché d'apprendre l'arabe littéraire et de devenir un historien hautement réputé du droit musulman dont il a traduit et commenté (voire révélé) des sources anciennes (El Bhokari, Malik Ben Anas)<sup>11</sup>.

### La création et les débuts de la Faculté de droit d'Alger

La transformation des quatre Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur en Facultés de droit, médecine, lettres et sciences, regroupées en une Université d'Alger, donne lieu en 1909 au vote d'une loi précédé d'un important débat parlementaire au Sénat. Le 5 juillet 1909, le projet est accepté en première délibération par un vote de la Chambre des députés, sans débat. Pour connaître la doctrine du gouvernement et le débat d'idées, il est intéressant de lire l'exposé des motifs du projet, ainsi que le rapport parlementaire de Joseph Chailley.

Signé de Clemenceau, président du Conseil, de Doumergue, ministre de l'Instruction publique, de Caillaux, ministre des Finances, l'exposé indique qu'il convient de « donner à l'enseignement supérieur en Algérie une organisation plus forte et plus souple, qui s'accorde mieux avec les intérêts mêmes de l'Algérie, et avec l'esprit qui, depuis plus de quarante ans, a dirigé les réformes accomplies dans notre haut enseignement et abouti en 1896 à la constitution de nos Universités. » Ensuite viennent des considérations statistiques ; retenons que de 1880 à 1909, Alger est passé de 16 à 691 étudiants. Alger a été « laissé en dehors de la loi de 1896 qui a créé

---

<sup>11</sup> Outre notre notice précitée sur Peltier, voir aussi le livre du *Cinquantenaire* de l'Université d'Alger, précité, p. 70-75, avec les portraits de Peltier, de Morand, la photo de Larcher en officier, p. 83.

les Universités ; il en est résulté un malaise, les professeurs algérois ont souffert d'une situation mal définie, les Délégations financières ont été amenées à penser que ces Ecoles n'étaient pas assez organisées en vue de leur mission. » A cause de ce malaise, une première enquête sur l'enseignement supérieur en Algérie a été confiée par le ministre à deux membres du conseil consultatif de l'enseignement supérieur, Bouchard et Moissan.

Leur avis très favorable a abouti à l'insertion, dans le projet de loi de finances de 1908, d'un article regroupant les Ecoles d'Alger en une Université. Mais la Chambre a jugé que l'on ne pouvait ainsi créer une Université, sans une discussion d'intérêt général. Elle a demandé un supplément d'information au ministre, lequel a créé la commission Liard qui a produit le rapport Chailley. Cette commission a séjourné deux semaines en Algérie, a visité les amphithéâtres, les bibliothèques, a assisté à des cours donnés par de jeunes chargés de cours, a conféré avec les professeurs, les délégations financières, le gouverneur général. Dès 1903, les délégations ont émis le vœu de la création d'une Université d'Alger, le gouverneur Lutaud a émis le même vœu dans son discours du 1<sup>er</sup> janvier 1907. L'exposé des motifs note aussi que plusieurs professeurs d'Alger sont devenus des savants de grand mérite, qu'il convient de recruter, à l'avenir, les professeurs algérois avec les mêmes règles que ceux de la métropole. Ce moyen attirera en Algérie des professeurs qui s'y fixeront. Enfin, au plan financier, la nouvelle Université d'Alger aura l'autonomie financière, comme les autres, elle percevra des droits d'inscription, d'études, de bibliothèque, de travaux dirigés ou pratiques, qui représenteront un total d'environ 50 000 francs<sup>12</sup>.

Le rapport Joseph Chailley a été remis et annexé à la séance ordinaire du 24 juin 1909 ; il contient une critique et a le mérite de définir une doctrine politique pour présider à la création des Facultés d'Alger. Une critique : « Créées pour étudier les questions spéciales à l'Algérie et les enseigner, ces Ecoles ont un peu dévié, par la force des choses, si bien qu'elles n'ont pas donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre. » Une doctrine : « quels sont les besoins de l'Algérie ? 1° fournir aux colons des connaissances techniques appuyées sur une culture générale susceptible d'être utilisée au cours de leur vie et de leurs entreprises quotidiennes, 2° munir une partie de la population, qui se destine soit aux carrières

---

<sup>12</sup> *J.O.* 1909, Documents parlementaires, Chambre, p. 1087-1088, annexé à la séance du 11 mai. Vote à la séance de la Chambre du 5 juillet, *J.O.* 1909, Chambre, Débats, p. 1015, 1639, 1806.



## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

libérales soit à l'administration, d'une haute culture générale ou professionnelle. Cette seconde catégorie va sans cesse se développant. En 1900, les délégations financières avaient demandé la suppression des Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur et leur remplacement par des instituts techniques et professionnels. Mais après des études consciencieuses, les délégations ont changé d'avis. »<sup>13</sup>

Au Sénat, le rapport Bienvenu-Martin n'est remis qu'à la séance du 30 novembre 1909 ; le président du Sénat déclare que ce rapport sera imprimé et distribué. Mais la première délibération du Sénat sur le projet de loi a lieu le 20 décembre. En outre, Bienvenu-Martin demande que l'on déclare l'urgence de ce vote. Le sénateur Nègre, qui se révélera adversaire acharné de la création de l'Université d'Alger, demande aussitôt la parole dans la discussion générale. Il demande l'ajournement pur et simple du vote de création de l'Université d'Alger, au motif que le Sénat doit d'abord débattre de la loi sur les retraites ouvrières (présentée par René Viviani, premier ministre du Travail, et qui sera promulguée en 1910) et des crédits du Maroc. Gaston Doumergue, ministre de l'Instruction publique, intervient immédiatement : il réclame un vote d'urgence, afin que cette loi s'applique dès le 1<sup>er</sup> janvier 1910. « Ce projet est impatiemment attendu en Algérie, il a été étudié depuis très longtemps déjà... » - Le ministre est alors vivement interrompu par le sénateur de Provost de Launay : « Pourquoi est-il venu si tard ici. On nous saisit la veille du rapport ! » - Bienvenu-Martin proteste, le rapport, il l'a déposé au 30 novembre ! Doumergue insiste à nouveau sur l'urgence, le ton monte et Nègre martèle ses arguments : « Ce projet ne présente pas plus d'urgence que celui des crédits du Maroc, qui vient d'être ajourné. Ce débat s'ouvre dans des conditions d'imprévu et doit être ajourné. » Finalement, un compromis est adopté : le débat est ajourné mais le vote devra avoir lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1910.

Qui est le sénateur Nègre ? Né en 1854 à Montpellier, Louis Nègre fut avocat et même bâtonnier de Montpellier. Sénateur de l'Hérault de 1906 à 1920, il s'inscrivit à la Gauche démocratique et se fit le défenseur des intérêts, surtout agricoles et douaniers, de son département. Il semble qu'il vit dans la Faculté de droit d'Alger une source d'affaiblissement de celle de Montpellier, car les Algérois venaient continuer leurs études à Aix, Montpellier, Toulouse ou Paris. Le débat sénatorial révéla un autre adversaire acharné de la création algéroise : le royaliste Dominique Delahaye (1848-1932), sénateur du Maine-et-Loire de 1903 à 1932, industriel

---

<sup>13</sup> *J.O.* 1909, Doc. Parl., Chambre, annexe 2597, séance du 24 juin 1909, p. 1265-1268.

à Angers en matière de cordages et de voiles, président de la Chambre de commerce d'Angers, président fondateur de l'Association des présidents des Chambres de commerce de France. Antirépublicain, antisémite antidreyfusard, Delahaye sembla voir dans l'Université d'Alger un lieu de refuge qui favoriserait les étrangers et les médiocres.

Louis Nègre commence son attaque du projet en indiquant qu'il existe une première version du rapport Chailley qui dit que « l'Université d'Alger ne doit pas être constituée sur le modèle des Universités de la Métropole ; il importe plutôt d'en faire un organisme bien adapté aux besoins de l'Afrique. Il a été question de lui donner un titre spécial : Institut d'Afrique du Nord, il n'est donc pas utile de créer une Université française de plus ! » - L'amiral de Cuverville prête main forte à Nègre : « C'est la logique ! » - Nègre assène : « Il est bien regrettable que le projet primitif ait été abandonné par le gouvernement. » - Mais le rapporteur Bienvenu-Martin réagit contre cette première attaque : ce futur ministre de l'Instruction publique qui, en 1914, recevra la déclaration de guerre de l'Allemagne en l'absence de Viviani et de Poincaré, non encore revenus de Russie, précise qu'il est faux de dire qu'il y a eu un projet primitif : seuls les mots « Facultés » ont été ajoutés pour remplacer « Ecoles ».

Nègre s'indigne : « ces trois mots ont radicalement transformé tout le projet ! La commission Liard avait loué tout ce qui avait été fait en Algérie, elle n'avait pas dit que la nouvelle Université d'Alger aurait qualité à délivrer tous les diplômes d'Etat, comme les autres Universités françaises, elle n'allait pas jusque-là ! Or rien n'est prêt à Alger, ce projet ne correspond ni aux demandes, ni aux besoins des intéressés eux-mêmes. Le premier projet disait « les Ecoles d'enseignement supérieur sont constituées en Université », le second projet dit : « les Ecoles reçoivent le titre de Facultés et sont constituées en Université. » C'est un coup de baguette d'une féerie. »

Nègre dénonce une irrégularité à première vue peu compréhensible : « la collation des diplômes et titres universitaires va être soustraite à l'autorité du Parlement et déférée à l'autorité personnelle du ministre. » En vérité, il incrimine l'article 4 du projet de loi, qui dit : « Les conditions auxquelles les Ecoles supérieures d'Alger seront amenées à délivrer des inscriptions, faire subir des examens et conférer des grades, seront à l'avenir déterminées par décret rendu après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique sur proposition du ministre de l'Instruction publique. » Que dirait Louis Nègre s'il vivait sous la Ve république, avec le régime des décrets autonomes, qui échappent au contrôle du Parlement et ne sont même pas motivés par quelque rapport

préliminaire ou exposé des motifs ! Son indignation nous fait sourire : « C'est au ministre qu'est conféré, à l'heure qu'il lui plaira, le pouvoir d'investir ces quatre Facultés créées d'un coup et improvisées d'une pièce, du droit de conférer des titres universitaires, j'ai la plus grande confiance en l'actuel ministre... » - Un sénateur à droite s'exclame : « Mais ! » - Louis Nègre poursuit : « Mais les ministres passent (sourires) et le Parlement se dessaisit au profit des ministres du pouvoir de faire des licenciés, des docteurs, et cela sans contrôle, car je présume qu'on ne soutiendrait pas sérieusement que ce contrôle réside dans l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique. »

Nègre revient sur sa principale critique : pourquoi avoir changé ces Ecoles en Facultés ? Bienvenu-Martin répond : « On a jugé que dans le système général de notre législation d'enseignement, une Université impliquerait des Facultés. Ce titre nouveau est mieux en rapport avec leur importance et le rôle qu'elles auront à jouer. » Nègre riposte : « C'est un projet nouveau, non préparé, dangereux, Alger n'a que 1 605 étudiants, 656 à l'Ecole de droit, or 250 n'étudient que la seule législation algérienne, les sciences n'en ont que 89, les lettres 623, mais c'est une statistique complaisante et enflée car sur 623, il y a 244 candidats au diplôme d'arabe et de kabyle. Sous couleur de répandre l'enseignement supérieur en Algérie, on va en ravalant le niveau. Il est préférable d'obliger les étudiants d'Algérie à traverser la mer et à venir au contact de l'esprit français. » Ces mots d'esprit français éveillent immédiatement le nationalisme de Dominique Delahaye, qui fait sa première interruption, en criant : « très bien ! »

En effet, Nègre développe des arguments contre l'Algérie qui vont enchanter l'extrême droite : « La collation des grades en dehors de la Métropole sera désastreuse, Alger sera un centre d'étudiants étrangers, or les colonies d'étrangers doivent plutôt venir en France s'imprégner de son esprit. » Bienvenu-Martin rétorque : « Il faut ne pas enlever des étudiants à Montpellier. » Nègre est vexé : « C'est là une querelle personnelle. Je suis fils de l'Université de Montpellier. » Le sénateur Couyba renchérit : « L'Université de Montpellier vient du Moyen Age, elle est glorieuse. » Nègre conclut : « C'est une faute grave d'assimiler l'Université d'Alger à celles de la Métropole, il faut qu'il n'y ait à Alger que des Ecoles d'enseignement supérieur, pas de Facultés, et que les diplômes délivrés n'y soient pas d'Etat mais simplement d'Université, suivant l'article 15 du décret du 21 juillet 1897 » [comme il est d'usage alors pour les étudiants

étrangers]. Nègre est approuvé par les interruptions de plusieurs autres sénateurs : Eugène Lintilhac, Le Breton, Jenouvrier, Monis<sup>14</sup>.

Gaston Doumergue prend la parole pour « rétablir les faits avec une physionomie un peu plus conforme à la réalité que celle donnée par mon ami M. Nègre. Ce projet n'est pas une œuvre hâtive, il a été précédé d'études très complètes, M. Nègre l'a reconnu. » Le ministre a le mérite de poser le problème de la politique algérienne : « L'autonomie financière de l'Algérie a rencontré ici des critiques que j'ai regrettées, on a trouvé ici qu'on allait trop vite en besogne. J'ai regretté certains mots, car j'ai grande confiance dans le loyalisme des Algériens. Ce sont de très bons Français de cœur comme d'intérêts. Malgré quelques hésitations, on a pensé qu'il y avait une question de confiance pour un gouvernement républicain, démocratique, à ne pas traiter en enfants mineurs ceux qui sont appelés à porter sur la terre africaine notre goût d'entreprendre, notre amour de l'humanité, notre civilisation, et à ne pas leur refuser les bienfaits du régime de la Métropole. Quel a été le résultat de cette mesure ? Nous avons assisté à une expansion merveilleuse de l'Algérie. Depuis ces réformes accordées par le Parlement, le développement de l'Algérie a été prodigieux. Il y avait autrefois quelque effervescence en Algérie. Depuis le moment où, selon leur droit, les Algériens ont pu s'occuper de leurs affaires, le calme est revenu... C'est alors qu'il est apparu que le développement naturel de ces réformes, c'était une réorganisation de l'enseignement supérieur en Algérie. Nous ne pouvions laisser l'Algérie dans cette situation mineure qui indiquait un manque de confiance. Nous ne pouvions pas souffrir que les étudiants algériens, qui sont nos compatriotes, fussent obligés de franchir la mer pour solliciter des diplômes qu'on avait l'air de leur accorder comme une faveur et nous avons pensé qu'il était possible en Algérie... » Violente interruption de Delahaye : « Il y a trois mois, vous pensiez le contraire, expliquez-nous ce qui vous a fait changer d'avis. Vous nous faites de grandes phrases ronflantes, mais vous ne donnez pas d'arguments. » (Bruits à gauche, mouvements divers).

Le ministre reprend : « M. le sénateur, je crains que les sténographes et les secrétaires-rédacteurs n'estiment que je parle avec beaucoup de volubilité. L'heure avancée en est un peu cause, mais si vite que je parle, je ne puis dire tout à la fois. L'instant viendra où je répondrai à l'objection que vous me faites, et j'y répondrai avec des arguments qui, je l'espère, vous convaincront. » (Très bien ! crient des voix à gauche). « Je disais donc que le

---

<sup>14</sup> *J.O.* 1909, Sénat, Débats, p. 967 (30 novembre), 1161-1162 (20 décembre), 1248-1250 (28 décembre).

moment nous a paru venu de compléter les réformes entreprises, de donner à l'Algérie cette réorganisation de l'enseignement supérieur indispensable, en créant là-bas un organisme plus souple, si possible, que nos Universités françaises... Je veux démontrer à M. Nègre que les modifications du premier projet sont insignifiantes : 1° le nom « Faculté », cela n'est que question de mots 2° que les établissements présentent des candidats aux chaires vacantes, le ministre s'efface » ... Là, le sénateur Couyba proteste : « le ministre n'a pas assez d'autorité à cet égard. » « ... 3° que le doyen est élu et non nommé par le gouvernement. Quant aux diplômes, il n'y a aucun changement, ils ne sont pas conférés par le ministre mais après les examens dans des conditions déterminées par la loi. »

Nègre semble ignorer qu'en 1909, l'Ecole d'Alger décerne déjà la licence. Doumergue ironise : « Je serais étonné M. Delahaye si, pour une fois, vous étiez d'accord avec le gouvernement. » Daniel de Peytral cherche à interrompre le ministre, mais sa voix est couverte par des protestations, le ministre se fâche : « Je vous en prie ! La discussion devient impossible ! Je vous prie de me laisser parler ! Les Facultés d'Alger n'auront pas le droit de délivrer tous les diplômes délivrés en France ; par exemple, la Faculté de droit ne délivrera d'abord que le doctorat ès sciences politiques et économiques. Actuellement, les étudiants d'Alger viennent quelques jours à Aix, Toulouse, Montpellier, pour soutenir une thèse préparée en Algérie et s'en retournent chez eux. » Une voix s'élève à gauche : « C'est comme ça qu'ils s'imprègnent de l'esprit français ? » Doumergue a beau jeu de reprendre : « cette empreinte n'est pas très forte, c'est plutôt le regret, la fatigue du voyage, l'argent dépensé. » Ernest Monis coupe : « Vous en faites des gens bien terre à terre ! » - Doumergue s'irrite : « L'esprit français ! Mais ils l'ont appris auprès des professeurs d'Alger qui sont des hommes éminents ! » (Très bien ! Très bien ! clament des voix à gauche.) « Il y a en Algérie aussi des savants qui font autorité. » Couyba approuve : « C'est très vrai ! » Doumergue cite l'exemple de Maupas, « dont les découvertes en bactériologie ont une importance capitale, or c'est un savant modeste. » Couyba : « C'est un très grand savant ! » Delahaye : « Vous n'avez toujours pas expliqué... » (exclamations, cris, bruits).

Un incident a lieu entre le président du Sénat et Delahaye (périphérie usuelle pour le sénateur royaliste, souvent rappelé à l'ordre) : « M. Delahaye, veuillez permettre à M. le ministre de poursuivre son discours comme il l'entend. » Delahaye : « Nous avons pourtant le droit d'interroger le ministre sur les causes de ses contradictions. » Doumergue rétorque alors à Delahaye qu'il poursuit l'œuvre de Salvandy, le célèbre ministre de Louis-

Philippe, « qui n'était pas républicain. Les premiers pionniers de l'Algérie avaient dès le premier jour pensé que c'était par l'instruction qu'il fallait commencer. Salvandy a dit en 1847: « Si c'est par la guerre que l'Algérie a été conquise, c'est par la civilisation qu'elle doit être conservée. J'aspire au jour où ses Ecoles pourront être constituées universitairement » ... Actuellement, il n'y a plus de crainte quant au loyalisme des Algériens, il faut voir là-bas, Messieurs, s'agréger ce bloc français, on nous cite souvent le nombre considérable d'étrangers qui se sont installés en Algérie, et l'on prétend que leur influence est malheureuse sur la mentalité des Algériens. C'est faire preuve d'un manque de confiance dans la vitalité de notre race que de s'imaginer que l'élément français peut être absorbé par l'immigration étrangère, or c'est le contraire qui a lieu. Nous sommes en droit d'affirmer que l'Algérie enrichit la France... Elle nous prépare de très importants contingents pour notre défense militaire, ... Il serait étrange de marchander les bienfaits de notre enseignement supérieur... Certains ont dit jadis : « pas d'enseignement primaire pour les Algériens », or le Parlement ne s'est jamais associé à cette guerre et l'enseignement primaire a eu des effets prodigieux en Algérie. »

Doumergue fut juge de paix en Algérie au temps de sa jeunesse, il évoque cette expérience : « ayant vécu en Algérie comme modeste magistrat, j'ai vu le colon et l'indigène de près, et je sais combien l'indigène est avide de science et de savoir qui, pour lui, constitue la clé des richesses qu'il trouvera en Algérie... L'on a dit : « par l'enseignement, vous allez faire des déclassés, des chaouch, des mendiants pour les rues des grandes villes », or en Kabylie, sur 16 000 élèves scolarisés en vingt ans, 15 000 sont allés vers les professions libérales. Au moment où on développe les richesses minérales et l'agriculture, donnez donc à l'Algérie la culture intellectuelle qui vient de l'enseignement supérieur. » (Vifs applaudissements à gauche et au centre). « Les maîtres se forment en France, l'agrégation a lieu à Paris, c'est donc toujours l'esprit français qui vivifiera l'Algérie, aussi ai-je toute confiance en la sagesse du Sénat. » En conclusion, Doumergue espère que Nègre se ralliera à ses idées et que le Sénat votera le projet de loi<sup>15</sup>. Il est salué de très vifs applaudissements, mais des voix crient : « A demain ! » - Après un échange de vues, il est décidé que la séance reprendra le lendemain à 2 heures de l'après-midi et que l'on traitera des retraites ouvrières à 3 heures. La séance est levée à 7 h du soir. La question est donc reprise le mercredi 29 décembre 1909, en session extraordinaire.

---

<sup>15</sup> J.O. 1909, Sénat, Débats, p. 1251-1253.

## Alger : l'enseignement du droit de 1879 à 1914

Le sénateur Ernest Monis (1846-1929), avocat à Bordeaux, député puis sénateur de la Gironde jusqu'en 1920, qui fut président du Conseil en 1911, se lance dans un grand discours général sur l'enseignement sans traiter de l'Algérie, le ministre le coupe, lui demandant de réserver ce discours pour le débat de discussion générale du budget de l'Instruction publique. Monis se fâche : « laissez-moi donc faire mon discours ! Il y a quelque chose qu'on n'enseigne plus, c'est de parler et d'écrire en français. En tant que Garde des Sceaux, j'ai eu en mains durant un an les rapports des procureurs généraux... Autrefois, les grands magistrats gardaient la forme de la langue... » De Lamarzelle interrompt : « presque tous traduisaient Horace ». Monis : « Ces documents sont absolument déplorables, la phrase est molle et équivoque » (rires) « ... absence complète de composition, de clarté, de noblesse dans la construction même du discours. » Monis se lance dans un éloge de l'enseignement technique en Allemagne : il y a une Faculté de marine à Danzig, une Ecole des eaux et forêts à Karlsruhe, « nos Universités sont vieilles... entrer dans la fonction publique, c'est se consacrer à gêner l'initiative des autres, nous avons trop de fonctionnaires ! Et en Algérie, il s'est fait des infiltrations, bien que je ne croie pas au séparatisme. » Voilà qu'il parle enfin de l'Algérie, le sujet !

Monis dénonce longuement les Européens étrangers en Algérie : « Infiltration espagnole dans la région d'Oran, italienne et maltaise à l'est, 98 889 Espagnols en Oranie sur 276 400 Européens, donc 93 010 Français seulement ! Il y a 762 Français naturalisés par décret individuel (anciens légionnaires allemands), 8 657 naturalisés par le décret Crémieux de 1870 (Israélites) et leurs fils et filles, 15 198, outre 44 503 naturalisés par la loi de 1889 (fils d'Espagnols nés en Algérie). Tous nous doivent le service militaire, mais ils ne se mêlent pas à l'élément français. A Oran, les Espagnols sont à 2 contre 1 par rapport aux Français, or les Espagnols sont prolifiques, ils travaillent, acquièrent une petite terre et font venir d'autres Espagnols. Il ne leur faut que 7 ou 8 h de mer par balancelle, alors qu'il faut 40 h de Marseille ou 21 h de Sète par navires... Cette infiltration est dangereuse, lisez les graffitis des villes, écoutez les grossièretés dans la rue, voyez la cruauté des crimes d'assises de ces Espagnols, vous n'y trouverez pas l'esprit français. » Monis conclut en contestant les chiffres des Ecoles d'Alger, il dit que la plupart des étudiants ne recherchent que de très modestes certificats pour devenir greffier de justice de paix, avoué, huissier. Il est inutile de créer en Algérie un Institut des sciences politiques par exemple ! Il faut y créer une Université de type allemand qui y dispenserait

un simple enseignement technique pour former des ingénieurs et des contremaîtres<sup>16</sup>.

Le rapporteur Bienvenu-Martin (1847-1943), radical-socialiste, ministre de l'Instruction publique en 1905-1906, va à l'encontre des propos de Monis (de la gauche démocratique) et défend l'idée d'une Université d'Alger, il fait aussi l'éloge des Universités françaises (cinq ans plus tard, en 1914, l'éloge de l'Allemagne ne sera plus guère de mise) : « les Universités françaises, malgré un cadre un peu ancien, connaissent un mouvement très fécond d'orientation de la science vers les applications industrielles. Les 1 605 étudiants d'Alger sont bien réels, c'est une jeunesse avide d'instruction. Les Universités françaises ne sont pas décrépites, mais bien vivantes, nous devons créer à Alger une Université de type nouveau, non coulée dans le moule des Universités de Métropole, mais établie sur un plan différent : les quatre Facultés ne seront pas séparées, car, à Alger, la personnalité civile reviendra à la seule Université. Ainsi les ressources en personnel et en matériel ne seront pas compartimentées, on aura des services communs, des groupements de cours de Facultés différentes, afin de créer par exemple, un institut d'études musulmanes. Les cours d'économie développeront une agence de statistiques et de renseignements commerciaux. » Delahaye interrompt pour dire : « vous n'avez plus d'instituts maintenant, mais des Facultés », il semble ne pas comprendre ce que dit l'orateur, il va l'interrompre encore six fois ! Citant Paul Bert et de Rozière, le rapporteur dit : « si vous voulez attirer en Algérie des professeurs de renom, créez des Facultés. » Puis le débat dévie longuement sur l'Ecole de médecine de Marseille, qu'il conviendrait d'ériger en Faculté<sup>17</sup>.

Le président donne alors la parole à Delahaye, qui répond qu'il ne l'a pas demandée ! Il donne alors la parole à Charles-Albert Aubry (1853-1939), que Delahaye va interrompre trois fois, le président se fâche et lui demande de cesser d'interrompre, l'autre réplique : « tout à l'heure, vous vouliez me donner la parole, et maintenant vous m'imposez silence. » Député puis sénateur d'Algérie de 1902 à 1920, médecin et maire de Sétif, Aubry (du groupe de l'Union démocratique) explique qu'il faut promouvoir la recherche en Algérie, y faire un inventaire général des ressources et des besoins. « Une haute culture scientifique sera la condition même d'un jaillissement continu d'inventions pratiques, de création de richesses, ceci a caractérisé nos trente dernières années, voyez les exemples de Pasteur, Berthelot, Calmette. » Aubry entreprend de répondre à Monis et à sa

---

<sup>16</sup> *J.O.* 1909, Sénat, Débats, p. 1257-1261.

<sup>17</sup> *J.O.* 1909, Sénat, Débats, p. 1261-1266.



xénophobie : « L'Algérie a vu passer nombre de Gouverneurs, de préfets, de sous-préfets, or lequel d'entre eux a signalé un danger de séparatisme ? J'habite l'Algérie depuis plus de trente ans et je suis originaire de la frontière de l'est. Je n'aurais pas accepté de représenter Constantine à la Chambre et au Sénat si je n'avais eu la certitude que le patriotisme de cette population n'est pas aussi vibrant que celui de la Métropole. On invente la prétendue « mentalité algérienne » or la solution est d'imposer à trois douzaines de nos meilleures étudiants d'aller passer leurs examens en France, or ceux-là sont protégés par la fortune d'une mentalité contestable. Le seul moyen de faire aimer la France aux indigènes et aux étrangers espagnols ou italiens est de diffuser l'instruction. Depuis sept ans, 700 classes nouvelles ont été créées. Nous allons vers l'assimilation, nous appliquons à l'Algérie la loi militaire, les lois sociales, alors pourquoi refuser à Alger ce qu'on accorde à Dijon, Aix, Grenoble. Suivons l'exemple de la Grande-Bretagne, qui a créé des Universités au Canada, au Cap et en Australie. »<sup>18</sup>

« L'inévitable Delahaye », comme l'appellent certains journaux, veut avoir le dernier mot, il demande alors la parole : « On ne nous a pas encore dit pourquoi on crée des Facultés à Alger. Ce sont globules et assiettes au beurre universitaires et pas autre chose ! » Le marquis de Carné s'écrie : « très bien ! » - Delahaye s'emporte : « la camaraderie l'emportera, le ministre nommera à Alger des protégés... Les candidats aux examens afflueront non à cause de la douceur du climat mais à cause de la douceur des examinateurs (rires). Le patriotisme bouillant d'exaltation du ministre ne m'a pas ému. Je me disais : voilà un homme qui s'apprête à ouvrir une fabrique de métèques (exclamations à gauche), car voilà à quoi aboutira votre Université d'Alger. Ce sera le *refugium cretinorum* de l'avenir, les refusés iront à Alger passer des examens faciles (hilarité des sénateurs) tout comme jadis il y avait des Facultés plus faciles que d'autres. » Malgré cette charge, l'ensemble du projet de loi est adopté<sup>19</sup>.

De 1910 à 1914, les allocutions annuelles de rentrée du doyen Morand, publiées par la *Revue algérienne...*, permettent de se faire une idée précise de la vie de la Faculté de droit. 19 étudiants se sont inscrits en doctorat dès 1910, il y a 778 étudiants, en comptant les élèves de la Médersa qui suivent les cours de droit français destinés aux indigènes. Des étudiants d'Alger

---

<sup>18</sup> J.O. 1909, Sénat, Débats, p. 1267-1268.

<sup>19</sup> J.O. 1909, Sénat, Débats, p. 1269-1271. Sur les ministres et parlementaires intervenus dans les débats, voir *Dictionnaire biographique des Parlementaires français*, sous la dir de Jean JOLLY, Paris, 1960, actuellement numérisé (site de l'Assemblée nationale).

sont allés soutenir des thèses à Paris : relevons ici les noms de deux futures célébrités : Colin et Milliot. En 1911, le décret du 28 mars autorise Alger à délivrer le doctorat ès sciences juridiques, faisant ainsi de cette Faculté une Faculté de plein exercice. A cet effet, deux cours spéciaux sont créés : Pandectes, histoire du droit français. Ces cours sont confiés à un jeune docteur admissible à l'agrégation : Durtelle de Saint-Sauveur. En 1911, neuf Algérois vont soutenir leur thèse à Paris, dont un musulman, Taleb Abdesselam. En 1912, le nombre des inscriptions a tellement fléchi en France que la Faculté de Toulouse a ouvert une enquête sur ce phénomène ; à Alger point de fléchissement. Deux cours de doctorat sont créés : droit civil comparé, droit administratif. Les amphithéâtres d'Alger sont trop petits et le manque de salles oblige à des horaires inconfortables. Les effectifs algérois fléchissent un peu en 1913 : de 879 à 847 (les causes : encombrement des carrières libérales, service militaire de trois ans). Alger est au premier rang des Facultés de province pour le nombre des étudiants ayant passé l'examen de licence. Une grande réforme est mise en place dans les Facultés de droit : les examens ne seront plus oraux mais comporteront des écrits. Ceci fait suite à la fameuse suppression de la notation en boules et à son remplacement par la notation en chiffres de 0 à 20. Mais tous ces problèmes ne relèvent-ils pas plutôt d'une histoire des Facultés de droit au vingtième siècle ?

## CONCLUSION

**par Pierre Bonin,  
professeur à l'Université de Nantes  
et Nader Hakim,  
maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV**

Il est une première conclusion que l'on peut tirer sans crainte de la contradiction à l'issue de ces rencontres de Toulouse sur les Facultés de droit de province au XIX<sup>e</sup> siècle, celle de leur succès. Et il n'est pas vain, dans la perspective de futures réunions, de s'interroger sur les raisons de ce succès, outre le grand nombre de bonnes volontés mobilisées. Elles tiennent à deux équilibres, qui n'étaient pas évidents à trouver.

Le premier équilibre procède incontestablement du bon dosage entre les trois jours de ces rencontres. Le premier a été consacré au bilan des enquêtes réalisées sur chacune des Facultés de droit de province, indispensable pour commencer, mais qui a su par une synthèse éviter le catalogue. Le deuxième a permis d'envisager sous de nombreux angles un cas d'espèce, celui de Toulouse. Et le troisième, sur ces doubles bases d'un modèle général et d'un modèle particulier, a vu enfin le thème éclairé par les contrepoints qu'a offert la mise en lumière de spécificités d'autres villes. Si la question du bilan n'a plus à se poser maintenant, du moins en ces termes, il paraît pertinent de souhaiter retrouver à l'avenir l'harmonie entre l'étude collective plus approfondie d'une Faculté de droit particulière et les exposés même disjoints sur certaines caractéristiques d'autres lieux.

Le deuxième équilibre qui a permis le succès tient à la répartition et à la communication entre générations, facilitées par le dispositif de table ronde, au sens matériel. En effet, étaient présents et communicants non seulement les intervenants attendus, plus ou moins avancés dans la carrière, mais aussi, de façon assez systématique, des doctorants toulousains. Certains

faisaient ainsi leur premier exposé scientifique sur des thèmes parfois éloignés de leur thèse, et participaient aussi au premier chef à ce qui est, également, une opération de transmission. Car les débats ont été considérablement enrichis par la présence de maîtres, avancés en âge mais aussi en science, et qui ont pu apporter des témoignages et des souvenirs sur ce qu'étaient les Facultés de droit de province il y a quelques décennies. Plusieurs communications ont d'ailleurs souligné l'importance des sources orales pour certaines questions, alors qu'elles ne sont pas nécessairement familières à l'historien du droit.

Le succès de ces rencontres s'explique, il se mesure également. Sans prétendre rendre compte de toute la richesse des apports des communications et des débats, un certain nombre d'enseignements s'en dégagent. S'agissant ici de l'introduction, même si c'est l'introduction d'une conclusion, on partira des termes du sujet : les Facultés de droit de province au XIX<sup>e</sup> siècle. Faculté, droit, province, XIX<sup>e</sup> siècle. Il y a là matière à fournir le plan, en plaçant peut-être avec un peu de mauvais esprit les choses à l'envers, et en posant d'abord les questions du siècle et de la province. En d'autres termes, en candide, je vais avant tout parler du cadre, de l'institution, il appartiendra à Nader Hakim, meilleur spécialiste du fond, de traiter du contenu, des savoirs.

## **I - Inscription dans le temps et dans les espaces**

### **A - Quel XIX<sup>e</sup> siècle ?**

De quoi, de quand, avons-nous parlé ? Le *terminus a quo* pour les Facultés de droit de province est nécessairement leur naissance, ou renaissance, même si celle-ci a pu prendre la forme d'une courte genèse à partir des Ecoles de droit. Le siècle avait donc huit ans, et ces rencontres sont aussi célébrations d'un bicentenaire, quand ont achevé de renaître des Facultés de droit baptisées comme telles. Mais ce n'est pas un cas universel, et des petites sœurs continuent à apparaître alors que le siècle est devenu sexagénaire ou septuagénaire, et continueront encore après.

La chronologie fait surtout problème pour le *terminus ad quem*. A aucun moment de nos travaux il n'est apparu que 1900, ou 1914, ou même 1940, soient des étapes significatives. Ce que nous avons étudié, ce sont les Facultés de droit de province, de leur création plus ou moins précoce jusqu'à l'immédiat après seconde guerre mondiale. Sans doute pourrait-on trouver plusieurs raisons pour faire de ce moment le temps d'un basculement : la plus évidente, mais qui procède de bien d'autres, tient à la

## Conclusion

massification de l'enseignement supérieur. Il est frappant d'observer que les effectifs dont se satisfont les Facultés étudiées jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle correspondent à la démographie d'une modeste antenne universitaire aujourd'hui. Et je pense qu'il ne faut pas ici prendre la cause pour la conséquence : pour le dire nettement, mai 1968 est un autre effet, une autre manifestation, de la rupture, ce n'en est pas l'origine.

Il faut s'interroger sur cette désignation que nous avons employée de « XIX<sup>e</sup> siècle » pour une période qui le déborde de moitié. Je n'ai bien évidemment pas la prétention de vous entraîner dans une vaste psychanalyse collective, mais l'exercice d'ego-histoire auquel nous nous livrons doit être assumé, le chercheur ne peut prétendre à une illusoire objectivité mais doit faire preuve d'honnêteté scientifique, et il est bon parfois qu'il se fasse schizophrène, dédouble sa personnalité, et s'observe en train de chercher en même temps qu'il cherche.

Peut-être avons-nous exprimé, plus ou moins inconsciemment, la nostalgie d'un monde disparu, d'un entre soi où les Facultés de droit n'étaient, ou pensaient n'être, fréquentées que par des gens de même milieu, dans une sorte de tradition de famille. Il faut d'ailleurs confesser à quel point, à quelques exceptions près, les communications de ces journées ont plus porté sur les enseignants que sur les étudiants. Peut-être, dans le même ordre d'idées, avons-nous également voulu faire revivre le paradis perdu de l'unité des juristes, où les professeurs étaient tenus pour omni-compétents et pouvaient être amenés, *volens nolens* d'ailleurs, surtout en début de carrière, à enseigner à peu près tout, ce temps donc où le droit était un, temps qui a survécu quelques générations au sectionnement de l'agrégation, alors que maintenant nos collègues positivistes nous semblent parfois exclusivement spécialisés dans des matières dont, avouons-le également, le détail nous est un peu étranger, droit européen des marchés publics ou droit de la formation professionnelle.

Mais cette période, qui n'est pas le XIX<sup>e</sup> siècle et vers laquelle, cependant, nous avons spontanément fait converger nos travaux, trouve aussi peut-être une cohérence dans chacune de nos mémoires individuelles. Un très grand savant, devenu doyen des historiens du droit, a accueilli une promotion de jeunes agrégés au nom de tous les professeurs d'histoire du droit, en y comprenant « nos maîtres, et les maîtres de nos maîtres ». Cette belle et profonde expression, qui sent bon l'air qu'on respirait à Orléans à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ou au début du XIV<sup>e</sup> siècle, renvoie à chacune de nos identités d'universitaires. Nous pouvons dans le secret de nos poitrines dresser notre arbre généalogique intellectuel, celui des pères en la science que nous nous

reconnaissons, et qui nous ont d'abord reconnus, au premier rang desquels sans doute, pour beaucoup, le directeur de thèse. Nous savons aussi, sur une ou deux générations, d'où ils viennent, à quels savants, à quels courants, à quelles « écoles », par leur intermédiaire, nous nous rattachons. Au-delà certainement le souvenir précis, individualisé, se perd, ou plutôt se fond. Voilà notre « XIX<sup>e</sup> siècle », variable en fonction de l'âge de chacun, le sentiment de la matrice collective d'où nous disons être issus. Il a été question lors de nos débats de notre *alma mater* l'Université, il a été question de la « chaîne des temps », à renouer ou surtout à prolonger, il a été question, surtout et à maintes reprises, de l'absolue nécessité de « généalogies », généalogie des savoirs, généalogies des chaires surtout, inscrivant les professeurs dans des séries, des successions. C'est d'ailleurs un des sens du travail que mène le CEDRE, bien qu'il emploie plus volontiers le mot de prosopographie.

En d'autres termes nous avons dit « le XIX<sup>e</sup> siècle » pour dire le passé, un passé que nous tenons pour nôtre. S'il est passé, c'est par opposition à ce que nous tenons pour le présent, notre présent, et que je pense être, au moins pour partie, l'Université de masse. Le filon le plus riche gît vraisemblablement là. Nous y reviendrons, nous avons étudié un objet historique qui existe, les Facultés de droit de province du début du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup>. Il n'est pas certain en revanche que le même objet existe aujourd'hui, ou avec la même cohérence : la (voire les) Faculté (ou UFR) de droit (ou de droit, d'économie et de gestion...), d'une ville de province est-elle nécessairement toujours plus proche de celle d'une autre ville de province (au sein d'Universités elles-mêmes très diverses) que de telle autre, de Paris ou de sa banlieue ? La spécificité provinciale a peut-être disparu, et c'est sans doute elle aussi que nous cherchons en interrogeant nos racines. Cette volonté d'ancrage ne vient-elle pas ainsi du regret d'un certain confort, ou d'un certain bien-être, universitaire, qui ne tient pas uniquement aux conditions de travail ou à la reconnaissance sociale, mais aussi aux rassurantes certitudes psychologiques. En une époque d'ailleurs sans doute bien plus troublée, politiquement et socialement, que la nôtre, on enseignait en ces murs le code civil, l'une de ces masses de granit auxquelles s'arrimaient un temps et un ordre qui se voulaient immobiles. Bien sûr, rien là que de très normal, c'est une des finalités du droit que de concourir à la stabilité de la société, voire d'offrir l'illusion de la permanence. Mais nous savants avons le devoir de ne pas oublier qu'il s'agit d'une illusion.

Et puisque nous nous sommes donnés pour mission d'étudier l'enracinement des Facultés de droit dans un espace, nous ne devons pas

## Conclusion

être dupes ici de l'esprit des lieux. Je crois sincèrement que nos travaux n'auraient pas été les mêmes dans une autre salle<sup>1</sup>, ou dans un amphithéâtre anonyme, preuve par l'exemple que le cadre influence le contenu. Par leurs portraits sur ces murs, ceux que nous tenons pour nos pères dans le savoir et la carrière ont très activement participé à nos débats. Cette pièce est saturée de sens, en un abîme proprement vertigineux de significations, et nous n'avons pas échappé à leur influence, alors que nous devons prendre de la hauteur. Nous avons tout autour de nous une galerie de portraits, qui comme tout cimetière de famille est un peu, sinon une galerie des glaces, du moins une série de miroirs. Mais nous sommes à Toulouse. Nous sommes donc ici également dans une galerie des Illustres, à l'instar de celle que les capitouls, puis la République, ont fondée et entretenue au Capitole, c'est-à-dire l'hôtel de ville, dans le prolongement de la tradition des portraits capitulaires remontant au Moyen Age, tradition qui elle-même a servi à justifier la noblesse des capitouls, par analogie avec le *jus imaginis* dont jouissaient sous la République à Rome les familles de la *nobilitas* pour leurs ancêtres parvenus aux plus hautes charges. Le tout de surcroît dans une ville parlementaire, et longtemps moins commerçante que judiciaire. On ne saurait mieux, ou plus, dire la noblesse du droit, et de sa forme éminente, l'enseignement et la réflexion (sans tenir grand compte d'ailleurs de la Révolution : un portrait de capitoul a d'ailleurs trouvé place parmi ceux des doyens).

Donc, autour de nous, que voyons-nous ? Des hommes, certes aux systèmes pileux différents, la moustache de Campistron est une légende locale, certes plus ou moins gâtés par la nature ou le peintre, mais tous habillés pareils, dans les plis marmoréens de leurs toges décanales identiques. C'est d'elles que vient l'illusion de la permanence, et il nous faut maintenant regarder autrement, il nous faut regarder sous les robes.

En effet, le passé de nos Facultés de droit d'antan n'est pas fait uniquement de stabilité, même si elle est revendiquée par les apparences vestimentaires. Dans ce XIX<sup>e</sup> siècle de 150 ans, il y a des évolutions, et il y a sans doute une inflexion majeure. Le point sensible ici se situe autour de la guerre de 1870, autour, et non pas après. Les manifestations,

---

<sup>1</sup> Les journées se sont tenues dans la salle Maurice Hauriou, ancienne salle des conseils de la Faculté de droit de Toulouse, décorée des portraits des doyens (puis présidents de l'Université) depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Sur ce fonds iconographique, P. DELVIT (dir.), *Toiles, gravures, fusain et sanguine... Une galerie de portraits à l'Université*, Toulouse, Presses de l'Université des sciences sociales, 2006.

institutionnelles et intellectuelles, de cette inflexion ont été très abondamment illustrées par les communications que nous avons entendues. Après la défaite du second Empire, il s'agit de construire une Université où se dispense un enseignement scientifique, alors que le réseau des Facultés de droit se densifie, et que leurs moyens augmentent. En même temps, la science sociale va faire sentir son influence, qu'il s'agisse de s'en inspirer, ou de détourner les jeunes esprits de son influence. Et dans cette évolution, les transformations du statut, des formes, des contenus et des ambitions des thèses de doctorat mériteront sans doute un intérêt particulier. Le cas des revues juridiques a également été souligné, extérieures aux universitaires d'abord, elles sont ensuite passées largement sous leur magistère.

Toutefois à de nombreuses reprises, ces évolutions ont été annoncées dans les années précédant l'avènement de la République. Au-delà de la gerbe de notations particulières qu'on moissonne dans les communications de ces derniers jours, une attention particulière devra être portée à ces années. Il reste cependant à prouver que la création de l'agrégation fasse partie de ces signes avant-coureurs.

Mais s'il s'agit d'une inflexion, d'une évolution, d'un tournant, on aurait tort de parler de rupture ou de révolution. Il ne faut pas exagérer le contraste entre les Facultés de droit du premier dix-neuvième siècle, qui sont des écoles d'enseignement pratique, des lieux de formation professionnelle, et les Facultés de droit de la Troisième République, où s'exerce et se transmet une science juridique spéculative (quoique doublement positiviste). Il y a eu une production et une recherche intellectuelle dès la création napoléonienne, de même que beaucoup de professeurs de droit ont borné pendant longtemps leurs ambitions à leur enseignement. Tant qu'ils existent, les rapports des inspecteurs généraux des Facultés de droit sont sur ce point très éloquents.

Plusieurs communications ont évoqué les préoccupations politiques, qui incontestablement dominaient pour ces premières générations des Facultés de droit. Un regard plus intérieur, sur l'organisation et le fonctionnement, reste peut-être à porter. Et surtout, à partir d'un contrôle à l'origine étroit, vont se forger peu à peu les libertés universitaires qu'on n'aura guère de scrupules à greffer sur le Moyen Âge des romantiques. La question est d'importance : ainsi qu'il a été suggéré lors des discussions, c'est celle de l'influence réelle de la doctrine (ou de la pensée juridique, comme l'on veut). En forçant le trait, si les professeurs de droit ont fini par pouvoir dire ce qu'ils veulent, c'est qu'au fond personne ne les écoute.

Et pourtant les professeurs de droit, dans les villes de province, ne sont



## Conclusion

pas n'importe qui.

### *B - La Province dans les provinces*

Qu'avons-nous fait ? Certainement pas une histoire non-parisienne des Facultés de droit, car si la province se définit parfois par contraste avec Paris, celui-ci ne peut être ni permanent ni conflictuel, et les très nombreux liens ont été mis en évidence. Le problème est de savoir si nous avons fait une histoire des Facultés de droit non parisiennes, en d'autres termes, une histoire des Facultés de droit sauf Paris, ou une histoire des Facultés de droit de province. Notre objet d'étude existe-t-il, a-t-il une spécificité ? Une réponse positive n'était pas évidente quand nous avons commencé nos travaux, elle s'impose maintenant, au moins pour la période étudiée. Les points de convergence l'emportent largement sur les oppositions, et, plus important, sur les positions aléatoires. Il serait d'ailleurs nécessaire de mettre en évidence comment les Facultés de province construisent ces liens, comment elles communiquent, par exemple par des correspondances au moins privées, ou comment elles s'influencent, quel peut être le rôle de transfert des déplacements ou des mutations des enseignants etc. La meilleure preuve que les Facultés de province forment une catégorie opératoire, c'est qu'elles sont en concurrence, concurrence avec Paris peut-être, mais surtout concurrence entre elles. Que s'ouvre la Faculté de droit de Lyon avec quelques centaines d'étudiants, et celle de Grenoble voit ses effectifs diminuer d'un nombre quasiment identique.

Mais pour aussi importante que soit l'unité de la notion, il est nécessaire pour nous de l'organiser, d'en penser également la diversité. On peut pour cela proposer quelques critères taxinomiques, étant entendu que les catégories n'ont rien d'absolu, qu'elles sont un outil de la pensée, et n'ont souvent d'autre vertu que de servir à éprouver d'autres notions.

Une première typologie vient de la création. La situation n'est pas la même pour les Facultés de droit apparues dans la décennie 1800 et celle qui ont été créées postérieurement. Il faut également distinguer si cette création a pu s'appuyer, comme à Toulouse, sur un substrat antérieur encore affleurant, ou si elle s'est faite *ex nihilo*, ou presque.

Une autre catégorisation vient de la position dans le pays. Les ports, *a fortiori* les villes proches des frontières, ont pu en être marqués. On a ainsi parlé de l'influence de la Belgique lors du transfert de la Faculté à Lille, celle de l'Allemagne domine pour la Faculté de Nancy, et plus encore de Strasbourg, dont il a été souligné que c'étaient les étudiants qui formaient l'élément de continuité. *A contrario*, on s'est étonné de voir que Toulouse

tournait résolument le dos à l'Espagne, au point de n'accueillir que très peu d'Espagnols. Plus largement, la dimension internationale constitue un élément essentiel pour définir l'identité des Facultés de province, au travers du rayonnement individuel ou institutionnel, mais également au travers des influences acceptées ou recherchées, et ici à nouveau le poids de la science juridique allemande s'avère décisif.

Une autre catégorie encore qui fait problème, et il a été explicitement posé lors de nos discussions, est celle d'Ecole. Il va falloir que la question soit traitée sérieusement, en tenant compte des deux dimensions historiques (générations qui s'enchaînent de maîtres et d'élèves, et s'agissant d'étudier des universitaires et un enseignement, filiations institutionnelles et intellectuelles, ces dernières revendiquées ou non...) mais aussi historiographique (qu'une école « n'existe pas », soit parce qu'elle compte trop peu de représentants, soit parce qu'elle n'a pas d'unité, n'empêche pas que le fait d'avoir désigné quelque chose comme tel n'est pas sans signification).

Enfin, plusieurs éléments, à la fois institutionnels et politiques, permettent de rapprocher certaines Facultés de droit de province, suivant qu'elles subissent (ou non) la concurrence d'une Faculté libre (voire sont créées pour lui faire concurrence), ou d'autres types d'établissement, y compris les Facultés de lettres, à partir du moment où elles abritent des effectifs significatifs.

La prise en compte de tels éléments amène à s'interroger, en complément des travaux menés à Bordeaux le mois dernier, sur l'inscription de la Faculté de droit dans sa province, et particulièrement dans sa ville. Sous réserve là encore que les populations estudiantines demeurent à cartographier, l'insertion dans divers tissus locaux peut facilement être mise en évidence.

Il faut commencer par le tissu institutionnel, les professeurs de droit et *a fortiori* leurs doyens sont des notabilités à la fois juridiques et administratives, qui ont nécessairement à faire avec leurs homologues. C'est le cas d'abord à l'intérieur de la hiérarchie du ministère de l'Instruction publique (recteurs, voire inspecteurs généraux), mais également à l'égard des autorités civiles (préfets principalement), et au moins un temps religieuses. Mais c'est aussi le cas avec les sortes de prises de participation croisées entre institutions que constitue le fait pour des professeurs de droit d'exercer des fonctions locales (en particulier dans les Conseils municipaux, voire les conseils de préfecture), et même des fonctions politiques nationales, à commencer dans les Assemblées, surtout sous la Troisième République.

## Conclusion

A raisonner à grands traits et avec des catégories très sommaires, une autre forme de territorialisation des Facultés de droit dans les provinces est plus sociale. *Via* les institutions locales, universitaire et municipale (principalement), une certaine interaction peut s'établir entre les enseignements dispensés et les besoins locaux, ou estimés tels. L'exprime le soutien municipal en matière immobilière, mais surtout le financement de cours complémentaires portant sur des matières novatrices. C'est un point capital, mis en évidence par beaucoup de communications, il y a de cette manière développement par bourgeonnement des formes et des contenus de l'enseignement juridique, économie politique, sciences d'Etat... Et on peut supposer que les incitations de l'environnement immédiat n'ont pas été les mêmes dans des villes judiciaires ou commerçantes.

Enfin, il ne faut pas oublier les réseaux intellectuels. Appartenant aux Facultés d'Etat, les professeurs de droit, et leurs étudiants, ne peuvent rester, parfois à leur corps défendant d'ailleurs, complètement à l'écart des grands débats qui agitent la société du début du XIX<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup>, y compris dans les implications plus directement politiques, et les affiliations qu'elles engendrent. Le pillage des cerveaux pratiqué par Paris n'est que l'effet de carrières construites en amont. Plus largement, si la tentative de renversement du Roi semble une initiative individuelle de la part d'un professeur de droit grenoblois, la question a souvent été posée lors des débats du rattachement des individus à la charbonnerie, à la maçonnerie, aux cercles leplaysiens, et à des structures plus directement politiques.

La question des réseaux intellectuels, et du rôle de « nœuds » ou d'interfaces que peuvent y jouer les professeurs de droit, doit également être posée à l'échelle locale. Un universitaire est une pompe aspirante et refoulante du savoir, qui interagit avec son milieu. Les sociétés savantes, dont au moins une, l'Académie de législation de Toulouse, est exclusivement juridique, servent ainsi à l'insertion des universitaires juristes dans le tissu intellectuel de leur ville ou de leur région, et comme Brissaud ils peuvent y voir un prolongement de leur mission de recherche et d'enseignement, au moins jusqu'à ce que se fasse sentir la concurrence des professeurs des Facultés de lettres. Un recensement des publications, au moins juridiques, serait ici à souhaiter.

Et de ce point de vue la place des historiens du droit, ou de l'histoire du droit, est particulièrement à envisager. Toutes les productions des Facultés de droit sur elles-mêmes, à commencer par les discours de rentrée, sont intéressantes, pas nécessairement pour leur contenu, mais pour ce qu'elles

disent de leurs auteurs. On ne peut manquer d'observer que l'histoire du droit, dans les Facultés de province, a pu être un outil d'enracinement en mettant en évidence par les objets d'étude les spécificités locales antérieures à la Révolution, les coutumes méridionales à Toulouse, le droit normand à Caen etc. Les historiens du droit produisent ainsi de la légitimité historique locale pour leur Faculté, et en tirent peut-être une partie de leur propre légitimité.

Mais en envisageant une discipline, nous en arrivons des institutions aux savoirs, des cadres aux contenus. Après avoir essayé de décortiquer la carapace, il est temps de laisser la parole à Nader Hakim pour en extraire la substantifique moelle.

## **II - La question des savoirs**

La question des savoirs est une autre façon de poser la problématique première de l'identité des Facultés de droit de province, si identité il y a d'ailleurs, puisqu'il nous faut postuler l'existence de notre objet sans être dupes des inévitables reconstructions aussi utiles que confortables que cette démarche comporte.

Plusieurs questions connexes doivent ainsi être envisagées : celle des disciplines au sein de ces Facultés qui demeurent avant toute chose des établissements d'enseignement, mais aussi celle de la production scientifique ou, autrement dit, celle de la science juridique et de la doctrine.

### ***A - Les disciplines***

En la matière, on ne saurait se contenter d'une histoire réglementaire, bien que de toute évidence il ne soit pas possible de négliger cet aspect institutionnel. En l'occurrence, s'interroger sur les disciplines revient à tenter de mettre au jour les enjeux largement dissimulés par les appellations conventionnelles et les programmes officiels.

Parmi les disciplines que l'on pourrait qualifier de classiques, le droit civil, dont la centralité ne peut être mise en doute tout au long du siècle, même entendu très largement comme vient de le préciser Pierre Bonin, n'a que relativement peu occupé nos débats. Pivotal des études juridiques, le droit civil n'en a pas moins été le vecteur non seulement du droit tel qu'on le veut, mais également d'un discours relatif au droit tel qu'il doit être compris et pensé. Il incarne et véhicule ainsi pendant longtemps une identité de la science juridique dont les « trublions » auront du mal à se débarrasser dans les premières décennies de la Troisième République.

L'évocation, lors de ces journées, des noms de Proudhon, Morelot ou

## Conclusion

Bufnoir montre toutefois que la liberté n'était pas absente de cette discipline, en dépit des contraintes considérables que fait peser la réglementation napoléonienne sur un enseignement destiné avant tout à former des praticiens. Matrice des disciplines juridiques, ou du moins conçu comme tel par la plupart des professeurs du XIX<sup>e</sup> siècle, le droit civil incarne quoi qu'il en soit une identité non négligeable du juriste et donc, *a fortiori*, du professeur de droit. Le droit commercial, par exemple, aura ainsi quelques difficultés à s'extraire du giron de ce droit civil qui demeure longtemps un droit commun contenant les principes fondamentaux applicables partout ailleurs. Quant aux disciplines du droit public comme le droit constitutionnel et le droit administratif, elles vont de la même manière devoir s'imposer en sortant d'un rapport direct au droit civil pour apparaître comme autonomes et indispensables, alors que la chose publique devient un objet commun et accessible, du moins en théorie.

Toujours parmi ces disciplines classiques, le droit romain occupe une place singulière dont la fonction légitimante ne saurait faire de doute, alors qu'il ne s'agit ni plus ni moins que de former à une *ratio scripta* servant d'auxiliaire indispensable au droit civil. Puisqu'il s'agit d'enseigner un « esprit juridique », ce droit romain est d'ailleurs souvent conçu non pas comme une romanistique savante, sauf parfois en doctorat lorsque ce cours existe, mais comme le moyen de compléter, d'encadrer et de conforter l'enseignement du droit positif. Cette conception somme toute essentiellement instrumentale explique peut-être la faible qualité d'un enseignement qui ne saurait être, de façon générale, comparé à celui professé en Allemagne ou ailleurs.

Lorsque l'on se tourne vers les disciplines nouvelles qui voient le jour au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, on est d'abord surpris de trouver l'histoire du droit. En réalité, l'instauration et le développement de celle-ci révèlent à la fois une dimension volontairement négligée dans l'organisation des Facultés de droit, et un enjeu politique majeur. Alors que le droit romain est considéré comme indispensable au technicien, l'histoire du droit se révèle être un instrument complexe et potentiellement dangereux. On peut certes objecter ici que les introductions recèlent toutes des aspects historiques plus ou moins développés et plus ou moins précis et sérieux. On peut également relever que l'histoire n'est nullement rejetée par les tenants de l'orthodoxie juridique civiliste en ce qu'elle est utile à la culture du juriste et qu'elle est susceptible, comme le droit romain, de montrer la pérennité et la stabilité des règles de droit. Il n'en demeure pas moins que l'histoire du droit peine, comme discipline, à s'affirmer, comme en témoignent les difficultés

d'instauration d'un tel enseignement tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et le sectionnement du concours d'agrégation dans les dernières décennies de ce siècle. Le cas de Brissaud montre également que cette histoire du droit en construction peut s'inscrire dans une perspective, sinon pleinement régionaliste, du moins ancrée dans un rapport étroit avec un savoir territorialisé et décentralisé. D'un point de vue plus politique, cette histoire du droit est marquée par des pères fondateurs tel Esmein, dont le républicanisme ne doit pas être négligé, donnant à la discipline une orientation politique qui ne sera plus exactement la sienne à partir de l'entre-deux-guerres, peut-être parce qu'elle se rapproche du droit romain et assume la fonction légitimante traditionnellement dévolue à ce dernier.

Aux côtés de l'histoire du droit, discipline on l'aura compris tout à la fois ancienne et nouvelle, se placent également l'économie politique et les fameuses sciences d'État dont le développement semble être conditionné à la fois par des circonstances locales et par un mouvement de fond du contexte tant scientifique que politique, économique et social. En la matière, la concurrence de l'Ecole libre des sciences politiques comme des Facultés libres pousse les Facultés de droit à admettre en leur sein des enseignements jugés éminemment problématiques. La dimension politique de ces cours n'échappe alors à personne et l'enjeu semble être ni plus ni moins que le maintien de l'enseignement du droit comme modèle irréductible des sciences sociales, et la préservation d'une science juridique unique fondée sur le droit civil et le droit romain. L'instauration des premiers cours d'économie politique et de statistiques répond alors à la fois aux besoins de formation aux outils les plus performants du temps et au désir de nombreuses Facultés de demeurer les lieux privilégiés de ces enseignements considérés comme des annexes ou des sciences auxiliaires d'un droit demeurant la science du social.

Cette question des disciplines au sein des Facultés de droit de province au XIX<sup>e</sup> siècle pose immanquablement celle des méthodes à la fois enseignées et appliquées. Trop longtemps résumée par l'évocation de la fameuse « Ecole de l'exégèse » qui n'en finit pas de mourir dans notre historiographie, la méthodologie est le sujet d'une intense réflexion tout au long du siècle, spécialement à la Belle Epoque qui constitue assurément le point d'orgue d'une histoire dont la complexité ne laisse pas d'interroger l'observateur. En effet, la codification napoléonienne ne s'est pas contentée de poser le droit positif, elle a également impliqué une mutation méthodologique essentielle en focalisant l'attention du juriste sur les codes. Ceux-ci ont alors résumé l'ensemble du *corpus* normatif, tandis que la

## Conclusion

législation demeure longtemps réduite à quelques textes et que la jurisprudence ne prend que lentement conscience de son rôle en la matière. Ainsi, la seconde moitié du siècle, plus spécialement la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, n'a pu manquer de connaître une volonté de changement, tandis que le législateur reprend son travail au-delà des codes, que la jurisprudence et la pratique s'appliquent à adapter et à corriger les règles applicables et que, par ailleurs, le modèle allemand vient projeter son ombre sur une Université française en pleine mutation structurelle. Dans ce contexte, les Facultés de province jouent assurément un rôle déterminant. En effet, sans pour autant pleinement souscrire à une opposition Paris-Province, ici comme ailleurs, toujours réductrice, il faut souligner la part que celles-ci prennent au renouvellement de la pensée juridique. Elle justifie au demeurant les présentes rencontres, bien qu'il faille en la matière demeurer prudent dans l'attente des travaux que nous appelons de nos vœux.

Si les causes de cette mutation semblent être les mêmes que l'on s'interroge sur le cas parisien ou sur celui des Facultés provinciales, notamment si l'on entend tenir compte des concurrences de tous types que subissent les juristes, il est toutefois possible de cartographier et d'ancrer dans leurs régions les pôles de l'innovation méthodologique. A l'évocation de Toulouse viennent alors s'ajouter celle de Dijon, Bordeaux, Lyon ou Nancy, que l'on songe au droit civil, à la législation industrielle, au droit administratif ou au droit constitutionnel. On remarque alors que Paris ne semble pas jouer un rôle moteur incontournable bien que, de toute évidence, elle demeure le point de convergence des quêtes de reconnaissance académique et symbolique et donc l'objet d'un désir certes non unanime, mais profondément ancré dans les représentations collectives.

Quoi qu'il en soit, ce que recherchent les professeurs des Facultés de droit reste largement commun, même si leurs motivations et leurs espérances divergent souvent. Il s'agit avant tout de pouvoir relever les défis contemporains en faisant admettre que les juristes ne sont plus à l'âge du raisonnement déductif et qu'ils n'ont pas manqué de s'adapter à l'ère de l'objectivité scientifique et de la méthode expérimentale. Pour accéder aux faits sans lesquels il ne peut y avoir de science digne de ce nom, ils convergent donc vers l'utilisation des procédés qui semblent alors incontournables pour tout juriste : la méthode historique et le droit comparé. Parallèlement, on souhaite appréhender les faits en prenant les décisions judiciaires ou administratives comme nouvel objet d'étude. Ce rapport à la jurisprudence devient ainsi le signe distinctif de toute une

période doctrinale. Si celle-ci ne rompt certes pas totalement avec les habitudes antérieures, elle instaure un nouveau rapport à la norme jurisprudentielle. Dans le cadre d'un positivisme qui, sans être sociologique, est assurément centré sur les normes contraignantes issues à la fois du législateur et des juridictions de l'État, on considère dorénavant ces normes comme le reflet de la vie du droit. Associées au droit comparé et à la méthode historique, elles permettent au juriste de devenir sinon un scientifique au sens où l'entend notamment Claude Bernard, du moins le maître d'œuvre d'une méthode digne de ce nom.

Ce faisant, on entend alors redorer non seulement le blason des enseignements juridiques mais également, et peut-être surtout, de la production doctrinale.

### ***B - La production doctrinale***

Ces journées nous ont permis d'appréhender cette production doctrinale de deux façons. La première est peut-être la plus classique, puisqu'elle nous présente des figures individuelles de ce qu'il est convenu d'appeler des « grands professeurs », étant entendu que cette grandeur, toute relative, ne signifie rien de substantiel et ne renvoie qu'aux mythes fondateurs ou aux histoires individuelles et collectives. Aussi a-t-on pu rencontrer les figures de Bastoul, Bénech, Rozy, Brissaud, Hauriou, Foucart, Ducrocq, Barillaud, Bufnoir, Couraud, Gide, Proudhon et d'autres encore.

Au-delà des célébrations sans doute naturelles et inévitables, immanquablement liées à l'admiration et à la sympathie du chercheur pour ses objets, au-delà des tendances à faire œuvre de mémoire alors qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'établir des généalogies dont Pierre Bonin nous a rappelé tout à l'heure toute l'importance et l'omniprésence, ces invocations montrent, malgré leur inévitable absence de représentativité, la grande diversité des personnalités et donc des idées. Il demeure toutefois difficile de mesurer l'influence de ces auteurs alors que leur production intellectuelle n'a ni la même diffusion, ni la même autorité. Sans vouloir entrer dans le débat de la fameuse « bibliométrie », il faut cependant souligner toute l'importance des lieux d'expression de ces opinions doctrinales et de ces constructions intellectuelles. Qu'ils écrivent des manuels ou des articles, qu'ils aient des éditeurs parisiens ou locaux, qu'ils soient connus au-delà des frontières françaises ou non, qu'ils aient des disciples et qu'ils forment des écoles ou non, l'étude de tous ces auteurs montre toute la difficulté de connaître l'étendue de leurs aires d'influence et donc toute la difficulté de saisir leur autorité effective. En la matière,



## Conclusion

L'exemple de Maurice Hauriou est particulièrement saisissant. Il illustre en effet remarquablement bien la construction d'une autorité provinciale, tout en incarnant l'essor d'une discipline pour laquelle il inaugure un « temps des cathédrales doctrinales » parfaitement intégré dans une histoire non plus locale ou régionale, ni même provinciale, mais nationale du droit public en général et du droit administratif en particulier. Il illustre également le rapport de la doctrine à la jurisprudence, par delà même les relations complexes qui unissent l'Ecole et le Palais. Tenter de mesurer l'influence d'Hauriou sur la jurisprudence du Conseil d'État permet assurément de poser le problème de l'autorité de la doctrine dans l'un de ses aspects les plus importants et stimulants. Point par point, il s'agit ainsi d'essayer de mettre au jour les mystères du cheminement des idées, de leurs interactions et ne pas nier l'existence d'un angle mort dans une histoire qui reconstruit immanquablement l'objet de ses désirs. Cela permet également de pénétrer, tant que faire se peut, les arcanes de l'édification de ces « lieux de mémoire » dont découlent toutes les filiations et, finalement, tous les savoirs.

La seconde façon d'appréhender la production doctrinale que ces journées ont illustrée est celle consistant à s'écarter des figures individuelles pour tenter de découvrir les ensembles, les collectifs, qu'ils soient visibles ou invisibles, comme le soulignait Frédéric Audren au début de nos présentes rencontres. De ce point de vue, l'Académie de législation de Toulouse nous offre une brillante illustration de ce que peuvent être ces lieux de réflexion ancrés dans leurs villes, véritables cénacles affirmant toute la vigueur et la richesse des identités provinciales, mais aussi assemblées reproduisant les qualités et les travers de leurs consœurs parisiennes. Autre illustration, les écoles précédemment évoquées permettent elles aussi d'éclairer cette dimension collective bien souvent problématique, mais toute aussi importante dans la perspective d'instaurer et de défendre des identités et des singularités alliant l'affirmation de lieux de savoir le plus souvent périphériques, et donc inscrits dans un rapport au centre, et la promotion d'individus en quête d'appartenance et de filiation légitimatrice. De ce point de vue, le débat relatif à l'entité doctrinale, bien qu'il n'ait pas été évoqué, permet de rendre compte d'une façon similaire à la fois des investissements nécessaires à l'insertion des entrants dans la « doctrine » et du rapport collectif à l'autorité issue en grande partie de la reconnaissance des pairs. Ces derniers malgré toute la liberté qui les caractérise s'inscrivent de plus dans un ensemble de réseaux dont on ne peut ni sous estimer l'importance ni négliger les importantes fluctuations historiques. Nous avons ainsi pu

voir que le long XIX<sup>e</sup> siècle de la doctrine juridique est profondément marqué par la construction de ces réseaux. Que ces derniers se bâtissent sur des idées politiques ou religieuses, sur des projets scientifiques inscrits dans le cadre de revues ou de sociétés savantes ou sur des communautés d'intérêts parmi lesquelles l'opposition au centre parisien ne doit pas être négligée, instaurant des liens parfois inattendus entre des professeurs provinciaux souhaitant affirmer l'existence d'une pensée si ce n'est hétérodoxe, du moins différente en ce qu'elle est issue de lieux excentrés devant justifier leur voix au chapitre, ils jouent un rôle essentiel pour comprendre la nature et les enjeux d'une production doctrinale dont la carte reste à dessiner.

Cela nous ramène ainsi au cœur de notre objet et à la dimension tout autant géographique qu'historique de notre thématique. Pierre Bonin insiste, à juste titre, sur le lieu de nos présentes rencontres et il semble que cette dimension spatiale joue également un rôle déterminant dans la production doctrinale. Pour reprendre une expression de Frédéric Audren, il nous importe de considérer avec soin cette « géographie du savoir » pour mieux appréhender ces Facultés de droit de province parfois si distantes du pouvoir politique centralisé, des instances administratives ministérielles, des éditeurs, des sociétés savantes nationales... mais aussi si attentives à être au plus près de ce centre, quitte à reproduire ses modes de fonctionnement, à dupliquer les savoirs et les institutions dans ce que sont nos Facultés de droit françaises.